Résultats budgétaires de l'exercice

00400 - GRASSE Exercice 2020

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	38 181 230,13	72 211 549,17	110 392 779,30
Titres de recette émis (b)	30 868 732,58	72 941 977,15	103 810 709,73
Réductions de titres (c)		3 811 556,73	3 811 556,73
Recettes nettes (d = b - c)	30 868 732,58	69 130 420,42	99 999 153,00
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	38 181 230,13	72 211 549,17	110 392 779,30
Mandats émis (f)	29 331 192,42	69 996 011,44	99 327 203,86
Annulations de mandats (g)	113 224,66	3 643 276,15	3 756 500,81
Depenses nettes (h = f - g)	29 217 967,76	66 352 735,29	95 570 703,05
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	1 650 764,82	2 777 685,13	4 428 449,95
(h - d) Déficit			

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

00400 - GRASSE Exercice 2020

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2019	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2020	RESULTAT DE L'EXERCICE 2020	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2020
I - Budget principal					
Investissement	-5 864 758,69		1 650 764,82	-1 003 749,17	-5 217 743,04
Fonctionnement	7 686 551,00	7 379 269,16	2 777 685,13	3 379 992,01	6 464 958,98
TOTAL I	**1 821 792,31**	**7 379 269,16**	**4 428 449,95**	**2 376 242,84**	**1 247 215,94**
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
00401-CINEMA DE GRASSE					
Investissement	43 413,09			-43 413,09	
Fonctionnement	15 007,63			-15 007,63	
Sous-Total	**58 420,72**			**-58 420,72**	
00402-POMPES FUNEBRES DE GRASS					
Investissement					

Dissolut. du BA Cinéma au 31/12/19. Reprise résultats du BA pour +15007,63€ en fonctionnt et +43413.09€ en investisst.Dissol. du budget EAU au 31/12/19. Reprise résultats du BA pour +2213734.89€ en fonctionnt et -885570.56€ en investisst. Dissol. du budget ASSAINISSEMENT au 31/12/19. Reprise résultats du BA pour +1110508.75€ en fonctionnt et -167171.70€ en investisst. Dissol. budget SPANC au 31/12/19. Reprise résultats du BA pour +40 740,74€ en fonctionnt et +5580€ en

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

00400 - GRASSE Exercice 2020

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2019	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2020	RESULTAT DE L'EXERCICE 2020	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2020
Fonctionnement	114 041,29		-36 235,60		77 805,69
Sous-Total	**114 041,29**		**-36 235,60**		**77 805,69**
00403-EAU GRASSE					
Investissement	-885 570,56			885 570,56	
Fonctionnement	2 213 734,89			-2 213 734,89	
Sous-Total	**1 328 164,33**			**-1 328 164,33**	
00404-ASSAINISSEMENT DE GRASSE					
Investissement	-167 171,70			167 171,70	
Fonctionnement	1 110 508,75			-1 110 508,75	
Sous-Total	**943 337,05**			**-943 337,05**	
00405-SPANC GRASSE					
Investissement	5 580,00			-5 580,00	
Fonctionnement	40 740,74			-40 740,74	
Sous-Total	**46 320,74**			**-46 320,74**	
TOTAL III	**2 490 284,13**		**-36 235,60**	**-2 376 242,84**	**77 805,69**
TOTAL I + II + III	**4 312 076,44**	**7 379 269,16**	**4 392 214,35**		**1 325 021,63**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-73-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

2021 - 73 BUDGET PRINCIPAL – COMPTE DE GESTION 2020

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-73-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-73-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021 - 73

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

BUDGET PRINCIPAL
COMPTE DE GESTION 2020

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet d'approuver le compte de gestion 2020 de Monsieur le Trésorier Principal, document qui est le reflet du compte administratif 2020.

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 1612-12,

Après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2020 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer ;

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2019, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a prononcé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ;

Considérant que le compte de gestion présenté par Monsieur le Trésorier Principal de Grasse Municipale et Banlieue n'appelle aucune remarque particulière et est conforme au compte administratif,

- Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;
- Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2020 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;
- Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 10 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **DECLARER** que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2020 par le receveur municipal, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M

NOTE DE PRESENTATION BUDGET PRINCIPAL VILLE DE GRASSE

COMPTE ADMINISTRATIF 2020

RAPPORT GESTION DE DETTE

SOMMAIRE

I	**LE COMPTE ADMINISTRATIF……**	**P. 3**
I-A	L'EXECUTION DU BUDGET 2020……	P. 3
I-A-1	EQUILIBRE GENERAL COMPTE ADMINISTRATIF 2020……	P. 3
I-B	DETAIL SECTION D'INVESTISSEMENT……..	P. 4
I-B-1	LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT……	P. 4
I-B-2	LES RECETTES D'INVESTISSEMENT……	P. 8
I-C	DETAIL SECTION DE FONCTIONNEMENT……	P. 10
I-C-1	TABLEAUX RECAPITULATIFS DES OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT……	P. 10
I-C-2	DETAIL DES CHAPITRES DE FONCTIONNEMENT EN DEPENSES……	P. 11
I-C-3	DETAIL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT……..	P. 13
I-C-4	PRINCIPAUX RATIOS DE GESTION……	P. 16
II	**RAPPORT GESTION DE LA DETTE 2020…….**	**P. 17**
II-A-1	SITUATION DE LA DETTE DU BUDGET PRINCIPAL AU 31.12.2020 EN MILLIONS D'EUROS……	P. 17
II-A-2	STRUCTURE DE LA DETTE AU 31.12.2020 (BUDGET PRINCIPAL)……	P. 19
II-A-3	DETTE « HORS CHARTE » ET « A TAUX COMPLEXES » AU 31.12.2020 (BUDGET PRINCIPAL)……	P. 22
II-A-4	RATIOS DE DETTE……	P. 23

I) LE COMPTE ADMINISTRATIF

Ce rapport présente les résultats de l'exécution 2020 du Budget Principal, soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le compte administratif rend compte annuellement des opérations budgétaires exécutées à la clôture de l'exercice budgétaire, qui intervient au 31 décembre.

Ce bilan est présenté au cours de la même session que le compte de gestion du receveur municipal. Le Conseil Municipal peut ainsi constater, pour les parties communes, la parfaite concordance de ces deux documents.

Ce rapport vient en appui des documents budgétaires officiels remis par ailleurs à chaque membre du Conseil Municipal.

I-A) L'EXECUTION DU BUDGET 2020

Cette partie analyse l'exécution du budget 2020, voté le 10 décembre 2019 et amendé par différentes décisions budgétaires modificatives approuvées par le Conseil Municipal (BS du 7 juillet 2020, DBM 1 du 29 septembre 2020 et DBM 2 du 8 décembre 2020).

Cette présentation vient en appui des documents budgétaires officiels remis par ailleurs à chaque membre du Conseil Municipal.

Seront examinés successivement :

1) l'équilibre général du compte administratif 2020 ;
2) le détail de la section d'investissement ;
3) le détail de la section de fonctionnement ;
4) le rapport annuel sur la gestion de la dette ;
5) l'affectation du résultat.

I -A1) EQUILIBRE GENERAL COMPTE ADMINISTRATIF 2020

a) DEPENSES ET RECETTES REELLES EN K€

	Prévisions	Réalisations	Taux de réalisation	Restes à réaliser	Résultats reportés	TOTAL
Recettes de fonctionnement	67 653	68 402	**101,11%**		3 687	**72 089**
Dépenses de fonctionnement	64 009	63 361	**98,99%**			**63 361**
		5 041			**3 687**	**8 728**
Recettes d'investissement	28 811	26 841	**93,16%**	876		27 717
Dépenses d'investissement	29 274	27 453	**93,78%**	876	6 869	35 198
		-612			-6 869	**-7 481**

b) DEPENSES ET RECETTES REELLES ET D'ORDRE EN K€

	Prévisions	Réalisations	Taux de réalisation	Restes à réaliser	Résultats reportés	TOTAL
Recettes de fonctionnement	68 524	69 130	**100,88%**		3 687	**72 817**
Dépenses de fonctionnement	72 212	66 352	**91,89%**			**66 352**
		2 778			**3 687**	**6 465**
Recettes d'investissement	38 181	30 869	**80,85%**	877		31 745
Dépenses d'investissement	31 313	29 218	**93,31%**	877	6 869	36 963
		1 651			-6 869	**-5 218**

Le résultat cumulé de la section de fonctionnement s'établit donc à **6 465 K€.**

Le résultat cumulé de la section d'investissement s'établit à – **5 218 K€.**

I-B*)* DETAIL SECTION D'INVESTISSEMENT

I-B1) les dépenses d'investissement

Les dépenses d'équipement réalisées en 2020 s'élèvent à **13 726 K€.**

Après un fléchissement assez net de nos investissements notamment sur les années 2016 et 2017, nous nous sommes inscrits dans une politique de plus en plus dynamique d'investissement.

Cette politique a pu être mise en place grâce à une restauration très importante de notre épargne, ayant pour conséquence notamment, une baisse importante des appels aux produits bancaires pour financer l'investissement.

Ainsi, alors qu'en 2014 près de **80 %** de nos investissements étaient financés par emprunt, seuls **52 %** l'ont été sur 2020.
Le capital de la dette a représenté **8 076 K€,** ce qui symbolise notre politique volontariste de désendettement par un rythme de remboursement élevé.

L'emprunt mobilisé sur 2020 étant de **7 100 K€ net des remboursements**, nous poursuivons notre désendettement.

MONTANTS EN K€

2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
12 071	10 444	7 625	7 604	9 259	10 263	13 726

Les réalisations de 2020 sont les suivantes :

OPERATIONS	Montants en K€
EQUIPEMENT DES SERVICES	440
BATIMENTS COMMUNAUX	14
EQUIPEMENTS ROUTIERS	85
MATERIELS SERVICES TECHNIQUES	134
PARC AUTOMOBILE	272
RESTAURATION ŒUVRES	24
ETUDE DE FAISABILTE	13
PALAIS EPISCOPAL	89
CHAPELLE ORATOIRE	25
PLAN DE RENOVATION DES CHAPELLES	167
MOULIN FONT LAUGIERE	1
CATHEDRALE	62
VILLA FRAGONARD	5
MUSEE D'ART ET D'HISTOIRE DE PROVENCE	6
RESERVES MUSEES LYCEE DE CROISSET	448
RENOVATION BATIMENTS COMMUNAUX	64
FACADES VILLA GUERIN- CCAS	26
GROS ENTRETIEN ET RENOUVELLEMENT ECOLES ET CRECHES	290
PLAN SECURISATION ECOLES ET CRECHE	55
EXTENSION ECOLE DE SAINT MATHIEU	663
TOITURE STADE CHILETTI	24
GROS ENTRETIEN BATIMENTS	274
GROS ENTRETIEN FLUIDES	8
GROS ENTRETIEN SECURITE INCENDIE	139
STAND DE TIR	198
RESSOURCES HUMAINES BOURSE DU TRAVAIL	391
ETUDE DE FAISABILTE	31
STADE DE PERDIGON	3
ACQUISITIONS FONCIERES	50
PLAN FONTAINES ET LAVOIRS	1
REQUALIFICATION BOULEVARD CARNOT	2
MURS DE SOUTENEMENT	31
CONFORTEMENT IMPASSE DE LA LAUVE	64
REQUALIFICATION AVENUE GEORGES POMPIDOU	1 301
REQUALIFICATION RUE GAZAN	88
RENOVATION TRAVERSE DU THEATRE	14
REQUALIFICATIONS VOIRIES PLASCASSIER	98
REQUALIFICATIONS VOIRIES SAINT FRANCOIS	27

OPERATIONS suite	Montants en K€
REQUALIFICATIONS VOIRIES SAINT ANTOINE	8
REQUALIFICATIONS VOIRIES MAGAGNOSC	10
REQUALIFICATIONS VOIRIES MARRONNIERS	127
REQUALIFICATIONS VOIRIES SAINT JACQUES	13
VOIRIE CHEMIN DES PRES SAINTE ANNE	164
GROS ENTRETIEN VOIRIE	53
PLACE VICTOR HUGO	45
RESEAUX ELECTRIQUES ET ECLAIRAGE PUBLIC	111
TRAVAUX DANS LES CIMETIERES	57
JARDIN DES PLANTES	415
ESPACES VERTS ET AIRES DE JEUX	16
REFECTIONS SQUARES	175
RESEAUX EAUX PLUVIALES	17
RESEAU DEFENSE INCENDIE	43
VIDEO PROTECTION	193
STATIONNEMENT	16
INTEMPERIES NOVEMBRE 2019	321
FACADES ET PARTIES COMMUNES	21
ETUDES D'AMENAGEMENT	18
CONSTRUCTION MEDIATHEQUE	2 708
EQUIPEMENT MEDIATHEQUE	1 487
SINISTRE AVOISINANT MEDIATHEQUE	47
DECONSTRUCTION LAUVE	311
ESPACES PUBLICS ROUACHIER ET VERCUEIL	1 422
FRESQUE VERCUEIL	94
PLACE SAINT MARTIN	7
NOUVEAU PLAN DE RENOUVELLEMENT URBAIN	200
	13 726

Les restes à réaliser représentent un volume de 876 K€ et concernent les opérations suivantes :

OPERATIONS	Montants en K€
MODIFICATIONS DU PLAN LOCAL D'URBANISME	2
ETUDE STRUCTURE BOULEVARD MARECHAL LECLERC	2
ETUDE AMENAGEMENT SITE CLAVARY	28
DIAGNOSTIC ATTRACTIVITE COMMERCIALE	9
FRAIS ANNONCES ET INSERTIONS	2
PROGICIEL INFRASTRUCTURE RESEAUX	37
MODULE PAIEMENT MARCHES	2
DOTATIONS EQUIPEMENT SERVICES MUNICIPAUX	63
INFORMATISATION SERVICES MUNICIPAUX	34
MOBILIER SERVICES MUNICIPAUX	15
AMENAGEMENT JARDIN DES PLANTES	7
AMENAGEMENT CAMPUS MULTI SITES	34
FACADES VILLA GUERIN	3
BOURSE DU TRAVAIL	34
GROS ENTRETIEN BATIMENTS COMMUNAUX	11
HOTEL DE VILLE	2
RESERVES MUSEES	2
GROS ENTRETIEN BATIMENTS CULTUELS	3
EXTENSION GROUPE SCOLAIRE SAINT MATHIEU	12
RESEAUX VIDEO SURVEILLANCE	18
REQUALIFICATION AVENUE GEORGES POMPIDOU	1
RESEAUX ELECTRIQUES	15
MURS DE SOUTENEMENT	27
RESTAURATION COLLECTIONS ET ŒUVRE D'ART	7
TRAVAUX EFFECTUES COMPTE DE TIERS	270
EQUIPEMENT MEDIATHEQUE	139
CONSTRUCTION MEDIATHEQUE	98
	877

I-B2) les recettes d'investissement

Les subventions d'équipement perçues sur 2020 sont d'environ 2 962 K€.

OPERATIONS	Montants en K€
EQUIPEMENT DES SERVICES	14
PARC AUTOMOBILE	6
CAMPUS UNIVERSITAIRE MUTI SITES	4
PLAN SECURISATION ECOLES ET CRECHE	65
AUDIT ENERGETIQUE ECOLES	25
MODERNISATION DES CRECHES	99
AMENAGEMENT MAS DU COLLET	27
EXTENSION GROUPE SCOLAIRE SAINT MATHIEU	302
CHAPELLE SAINT MICHEL	29
TRANSFERT RESSOURCES HUMAINES	10
PALAIS EPISCOPAL	43
PROJETS URBAINS PARTENARIAUX	410
JARDIN DES PLANTES	109
REQUALIFICATION AVENUE GEORGES POMPIDOU	123
TERRAIN SYNTHETIQUE STADE PAOUTE	26
VIDEO PROTECTION	45
INTEMPERIES NOVEMBRE 2019	453
MISE AUX NORMES ARMOIRE ECLAIRAGE	8
AMENDES DE POLICE	584
CONSTRUCTION MEDIATHEQUE	440
EQUIPEMENT MEDIATHEQUE	89
FRESQUE QUARTIER GARE	14
ŒUVRE MURALISTE ROUACHIER	15
SONORISATION CENTRE VILLE	15
DOSSIERS ACV	10
	2 962

La mise en place d'une cellule dédiée aux recherches de financements a permis de faire progresser de nouveau le volume des subventions perçues.

*Bilan des subventions perçues en **K€** y compris amendes de police :*

2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
2 864	4 680	2 614	1 268	2 440	2 696	2 962

Les recettes d'investissement reportées sur l'exercice 2021 et dont le montant est de 877 K€ vous sont détaillées ci-dessous :

OPERATIONS	Montants en K€
DSIL ILLUMINATIONS DE NOEL	17
DSIL TRAVERSE DU THEATRE	8
DSIL CAMPUS MULTISITES	11
FRAT ECOLE DE SAINT MATHIEU	57
DSIL BATIMENT BOURSE DU TRAVAIL	72
ENERGIE DEPARTEMENT	3
INTEMPERIES 2019 REGION	67
RESERVES DES MUSEES	43
TRAVAUX EFFECTUES COMPTE DE TIERS	270
EMPRUNT	329
	877

Tableau récapitulatif des opérations d'investissement en K€

	MONTANTS EN K€
EMPLOIS BUDGETAIRES EN MILLIERS D'EUROS	
Dépenses réelles d'investissement	-13 898
Dépenses d'ordre d'investissement	-1 765
Remboursement de la dette hors refinancement et remboursement anticipé	-8 076
Résultat 2019	-6 869
Soit un total d'emplois de	**-30 608**
RESSOURCES BUDGETAIRES EN MILLIERS D'EUROS	
Recettes réelles d'investissement	14 262
Recettes d'ordre d'investissement	4 028
Emprunts encaissés hors refinancement net du remboursement anticipé	7 100
Soit un total de ressources	**25 390**
Besoin de financement	**-5 218**
Dépenses réelles à reporter	-877
Recettes réelles à reporter	877
SOIT UN RESULTAT NET DE	**-5 218**

I-C DETAIL SECTION DE FONCTIONNEMENT

I-C1) <u>tableaux récapitulatifs des opérations de fonctionnement</u>

DEPENSES ET RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT EN K€

	Prévisions	Réalisations	Taux de réalisation	Restes à réaliser	Résultats reportés	TOTAL
Recettes de fonctionnement	67 653	68 402	**101,11%**		3 687	**72 089**
Dépenses de fonctionnement	64 009	63 361	**98,99%**			**63 361**
		5 041			**3 687**	**8 728**
Recettes d'investissement	28 811	26 841	**93,16%**	876		27 717
Dépenses d'investissement	29 274	27 453	**93,78%**	876	6 869	35 198
		-612			-6 869	**-7 481**

Il est important de noter que le volume des réalisations de nos recettes de fonctionnement est supérieur à celui des prévisions, ces dernières ayant été fortement réduites au budget supplémentaire 2020 eu égard à la crise sanitaire.

Il convient également pour une analyse objective de retraiter les dépenses exceptionnelles d'un volume de **3 365 K€** destinées au transfert du résultat des budgets eau potable, assainissements collectif et non collectif à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.
Dans le même temps le résultat reporté est neutralisé pour un même montant, soit **3 365 K€.**

Le résultat ainsi dégagé par la section de fonctionnement s'établit donc à 8 406 K€.

DEPENSES ET RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT RETRAITEES DES RESULTATS DES BUDGETS ANNEXES EN K€

	Prévisions	Réalisations	Taux de réalisation	Restes à réaliser	Résultats reportés	TOTAL
Recettes de fonctionnement	67 005	68 402	**101,94%**		322	**68 724**
Dépenses de fonctionnement	60 644	59 996	**98,93%**			**59 996**
		8 406			**322**	**8 728**

DEPENSES ET RECETTES REELLES ET D'ORDRE EN K€

	Prévisions	Réalisations	Taux de réalisation	Restes à réaliser	Résultats reportés	TOTAL
Recettes de fonctionnement	68 524	69 130	**100,88%**		3 687	**72 817**
Dépenses de fonctionnement	72 212	66 352	**91,89%**			**66 352**
		2 778			**3 687**	**6 465**

I-C2) détail des chapitres de fonctionnement en dépenses

- Charges à caractère général en K€

2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
12 704	11 234	11 126	10 510	10 327	10 671	10 359
Evolution	**-11,57%**	**-0,96%**	**-5,54%**	**-1,74%**	**3,33%**	**-2,92%**

A compter de 2015, les enveloppes dédiées au fonctionnement des services ont été fortement contraintes pour se stabiliser sur les années 2017 à 2019 autour d'un volume de **10 500 K€**.

Lors du vote du budget primitif 2020 en décembre 2019, ces crédits avaient été sensiblement revalorisés pour s'établir à **11 220 K€**, cependant, avec l'arrivée de la crise sanitaire ces derniers avaient été de nouveau réduits pour compenser les pertes de recettes prévisionnelles.

Par la stratégie mise en place, les volumes mandatés sur 2020 ont représenté **10 359 K€,** soit le niveau le plus bas constaté sur la période (équivalente à celle de 2018), les dépenses supplémentaires liées à l'acquisition de matériel sanitaire dont le volume a représenté environ **300 K€** étant inclues**.**

- Charges de personnel en K€

2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
34 156	33 599	33 579	34 165	34 012	34 556	34 416
Evolution	-1,63%	-0,06%	1,75%	-0,45%	1,60%	-0,41%

Nous l'avons déjà évoqué sur le poste de fonctionnement des services, un gros travail a également été effectué en termes de gestion du personnel notamment à travers la réorganisation des services et le non-remplacement de certains départs à la retraite.

Ainsi, même s'il faut tenir compte des personnels transférés avec les compétences à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (eau, assainissement collectif et non collectif notamment), la masse salariale a peu évolué entre 2014 et 2020.

- Subventions et participations en K€

2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
11 179	10 993	10 416	11 078	10 322	10 419	10 744
	-1,66%	-5,25%	6,36%	-6,82%	0,94%	3,12%

Le travail de fond effectué avec le tissu associatif a abouti à des diminutions importantes de leurs subventions sur deux années successives.

En 2017, le volume des réalisations sur ce chapitre a fortement augmenté suite à des régularisations opérées, notamment sur les conventions avec les communes scolarisant des enfants grassois et sur l'annulation d'une créance de la Ville envers une association (Sainte Thérèse) pour laquelle une garantie avait été accordée.

Ces opérations ayant un caractère exceptionnel, il convient de les neutraliser dans le cadre d'une analyse objective.

Après les efforts réalisés par les associations sur les années précédentes, l'année 2019 a vu les contributions de la Ville conservées à un niveau équivalent à celui de 2017 et 2018.

Sur 2020, dans les évolutions notables, la subvention au CCAS qui a été fortement revalorisée par rapport à 2019 eu égard à l'arrivée d'une nouvelle structure qui a fortement augmenté notre capacité d'accueil.

Dans le même raisonnement que celui retenu pour les enveloppes de fonctionnement des services, la participation financière de la Ville a été maintenue de façon à soutenir le travail effectué par ces structures et ne pas dégrader leur situation financière eu égard à leur perte d'activité et de revenus.

RECAPITULATIF DES POSTES DE CHARGE en K€

	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
Fonctionnement des services	12 704	11 234	11 126	10 510	10 327	10 671	10 359
Charges de personnel	34 156	33 599	33 579	34 165	34 012	34 556	34 416
Subventions aux associations	11 179	10 993	10 416	11 078	10 322	10 419	10 744
Reversement fiscalité	94	707	660	773	967	1 002	1 148
Charges de gestion	**58 134**	**56 533**	**55 781**	**56 526**	**55 628**	**56 648**	**56 667**
Charges financières brutes	4 739	3 745	4 077	3 805	3 358	2 821	2 921
Charges exceptionnelles	463	264	666	271	419	602	369
Provisions			555	210	1 011		39
Charges de fonctionnement	**63 336**	**60 542**	**61 079**	**60 812**	**60 416**	**60 070**	**59 996**
		-4,41%	0,89%	-0,44%	-0,65%	-0,57%	-0,12%

Pour plus de lisibilité, les dépenses liées aux transferts des résultats des budgets annexes à la Communauté d'Agglomération sur le chapitre 67 pour 3 365 K€ sont neutralisées.

Le volume des charges de fonctionnement a été considérablement diminué dès 2015, les évolutions les plus notables ont été celles du fonctionnement des services et des frais financiers.

Ce travail effectué sur l'optimisation de nos charges à largement contribué à l'assainissement de la situation financière et la restauration de notre niveau d'épargne.

I-C3) détail des recettes de fonctionnement

- Taxes foncières et d'habitation en K€

Les taux ont été maintenus constants depuis 2009.

2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
29 545	30 305	30 665	31 328	31 973	32 792	33 484
	2,57%	**1,19%**	**2,16%**	**2,06%**	**2,56%**	**2,11%**

La fiscalité directe locale constitue le poste principal de nos recettes de fonctionnement.

Pour optimiser nos bases fiscales, une organisation a été mise en place en interne par la création d'une cellule dédiée ; en parallèle un protocole a également été contractualisé avec les services fiscaux, de façon à formaliser nos objectifs.

Le produit fiscal a ainsi connu une progression dynamique ; les taux communaux ainsi que notre politique d'abattement n'ayant pas évolué depuis 2009, le produit lié à cette taxe connaît une évolution proportionnelle à celle des bases fiscales.

- Attribution de compensation en K€

2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
15 639	15 639	15 577	15 173	15 173	15 164	15 164

L'attribution de compensation a baissé de 404 K€ en 2017, compte tenu du transfert de l'Office du Tourisme à la Communauté d'Agglomération.

En 2019, elle a été impactée d'une part par la révision des charges de l'Office du Tourisme (4 K€), d'autre part par les charges liées au Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) et Natura 2000 (6K€).

Sur 2021 elle sera amenée à évoluer, une fois les charges transférées à la Communauté d'Agglomération dans le cadre du transfert de compétence eaux pluviales évaluées.

- ***Taxe sur les droits de mutation en K€***

Elle a connu une dynamique importante ces dernières années.

Cette croissance a été impulsée par un environnement conjoncturel favorable, avec des taux d'intérêt particulièrement bas pour les prêts immobiliers et un bassin grassois encore attractif en termes de tarifs par rapport à certaines villes environnantes.

Par ailleurs, cette tendance s'est confirmée malgré la crise sanitaire, d'autant plus dans la période post-confinement, avec un produit des droits de mutation 2020 supérieur à celui de 2019 **(+ 4,03 %)**.

Nous analysons ces bons résultats par la captation d'une nouvelle clientèle du littoral souhaitant investir dans des logements individuels.

2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
2 113	2 412	2 580	2 714	3 151	3 450	3 589
	14,15%	**6,97%**	**5,19%**	**16,10%**	**9,49%**	**4,03%**

Il est rappelé que la taxe communale sur les droits de mutation représente un prélèvement de 1,2 % du volume de la transaction, ce qui nous permet d'établir que le volume global des transactions sur le territoire a représenté environ 300 M€ .

- ***Autres taxes principales en K€***

	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
Taxe sur électricité	1 224	1 182	1 163	1 210	1 244	1 194	1 149
Taxe de séjour	55	106	94	133	165	279	183
Prélèvement produit des jeux	154	96		25	64	56	31
Taxe sur la publicité	301	288	283	293	279	259	273
Autres taxes principales	**1 735**	**1 672**	**1 540**	**1 661**	**1 752**	**1 788**	**1 636**
		-3,63%	-7,89%	7,86%	5,48%	2,05%	-8,50%

Il est à noter que dans le produit des autres taxes, les volumes restent relativement stables ; il convient néanmoins de noter la progression constante des recettes liées à la taxe de séjour avant l'arrivée de la crise sanitaire.

- Dotation générale de fonctionnement en K€

	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
Dotation forfaitaire	8 409	6 980	5 500	4 662	4 630	4 485	4 335
Dotation solidarité urbaine	622	622	622	559	466	311	0
Dotation péréquation	685	716	750	711	719	678	672
Dotation Globale de fonctionnement	**9 717**	**8 318**	**6 872**	**5 932**	**5 815**	**5 474**	**5 007**
		-14,40%	-17,38%	-13,68%	-1,97%	-5,86%	-8,53%

L'Etat a mis en place une politique de redressement des finances publiques effective en 2014, par un prélèvement sur les dotations forfaitaires des communes.

Même si le prélèvement a pris fin dès 2017, il a fortement impacté le volume des dotations des Collectivités Locales.

Ainsi pour la Ville de Grasse, entre 2014 et 2020 la Dotation Globale de Fonctionnement a vu son volume annuel réduit de **4 710 K€.**

Par ailleurs, la Ville de Grasse n'est plus éligible à la Dotation de Solidarité Urbaine depuis 2017 ; une garantie dégressive a néanmoins été mise en place, ce qui explique le montant alloué jusqu'en 2019.
En revanche pour 2020, la ville n'est plus couverte par ce dispositif.

La Dotation Globale de Fonctionnement a chuté de 184 euros par habitant en 2014 à 98 euros en 2019.

Pour information, la population INSEE est passée de 52 824 en 2014 à 51 342 habitants en 2020, le recensement retenu étant celui de 2017.

- Produits divers en K€

	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
Produits des services	1 776	1 879	1 945	2 308	2 577	2 520	1 588
Produits de gestion	846	817	910	1 072	1 024	1 047	1 037
Exceptionnels hors cessions	188	174	427	486	501	890	488
Autres produits divers	**2 811**	**2 870**	**3 282**	**3 866**	**4 102**	**4 457**	**3 113**
		2,10%	14,36%	17,79%	6,10%	8,65%	-30,15%

Les produits des services et du domaine ont été fortement touchés par la crise sanitaire.

Les postes essentiellement affectés ont été les redevances d'occupation du domaine public, les autres droits de stationnement, les redevances de stationnement, les régies de recettes à caractère culturel, sportif et évènementiel liées aux droits d'entrées et/ou aux manifestations.

Le volume global des pertes a été valorisée à environ **600 K€**.

Par ailleurs, il est important de noter également la perte sur ce chapitre des recettes de remboursement de personnel mis à disposition des budgets annexes, pour lesquels les compétences ont été transférées aujourd'hui à la Communauté d'Agglomération. Ce poste représentait un volume de recette de **412 K€** en 2019.

Dans les évolutions notables, nous remarquons une forte chute des produits exceptionnels entre 2020 et l'exercice budgétaire précédent, celle-ci étant liée à l'encaissement d'une recette exceptionnelle sur 2019 pour la vente de certificats d'économie d'énergie (**566 K€)**.

RECAPITULATIF DES POSTES DE PRODUITS en K€

	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
Atténuations de charges	477	456	502	307	236	372	375
Produits des services	1 776	1 879	1 945	2 308	2 577	2 520	1 588
Impôts et taxes	49 566	50 346	50 688	51 111	52 314	53 436	54 088
Dotations et participations	14 022	12 761	10 706	9 717	9 393	9 452	9 132
Autres produits de gestion	846	817	910	1 072	1 024	1 090	1 037
Produits de gestion	**66 687**	**66 259**	**64 751**	**64 515**	**65 544**	**66 870**	**66 220**
Produits financiers	585	1 153	1 005	9 999	946	876	821
Produits exceptionnels	187	2 874	2 592	726	744	1 032	1 225
Reprises provisions				298	313	279	136
Produits de fonctionnement	**67 459**	**70 286**	**68 348**	**75 538**	**67 547**	**69 057**	**68 402**
		4,19%	-2,76%	10,52%	-10,58%	2,24%	-0,95%

I-C4) principaux ratios de gestion

	Valeurs
Epargne de gestion K€ (Produits de gestion -dépenses de gestion)	**9 553**
Epargne brute en K€ (Recettes réelles de fonctionnement -dépenses réelles de fonctionnement)	**8 406**
Amortissement capital de la dette en K€	**8 076**
Remboursement anticipé tirage*	**700**
Epargne nette en K€* (Epargne brute - amortissement capital de la dette y c. remboursement anticipé)	**-370**
Epargne de gestion / Produits de gestion	**14,43%**
Epargne brute/ Produits de gestion	**12,69%**
Dette brute au 31 décembre en M€	**90,12**
Capacité de désendettement dette brute en années	**10,58**
Dette nette retraitée du fonds de soutien en M€	**81,40**
Capacité de désendettement en années retraitée du fonds de soutien	**9,6**

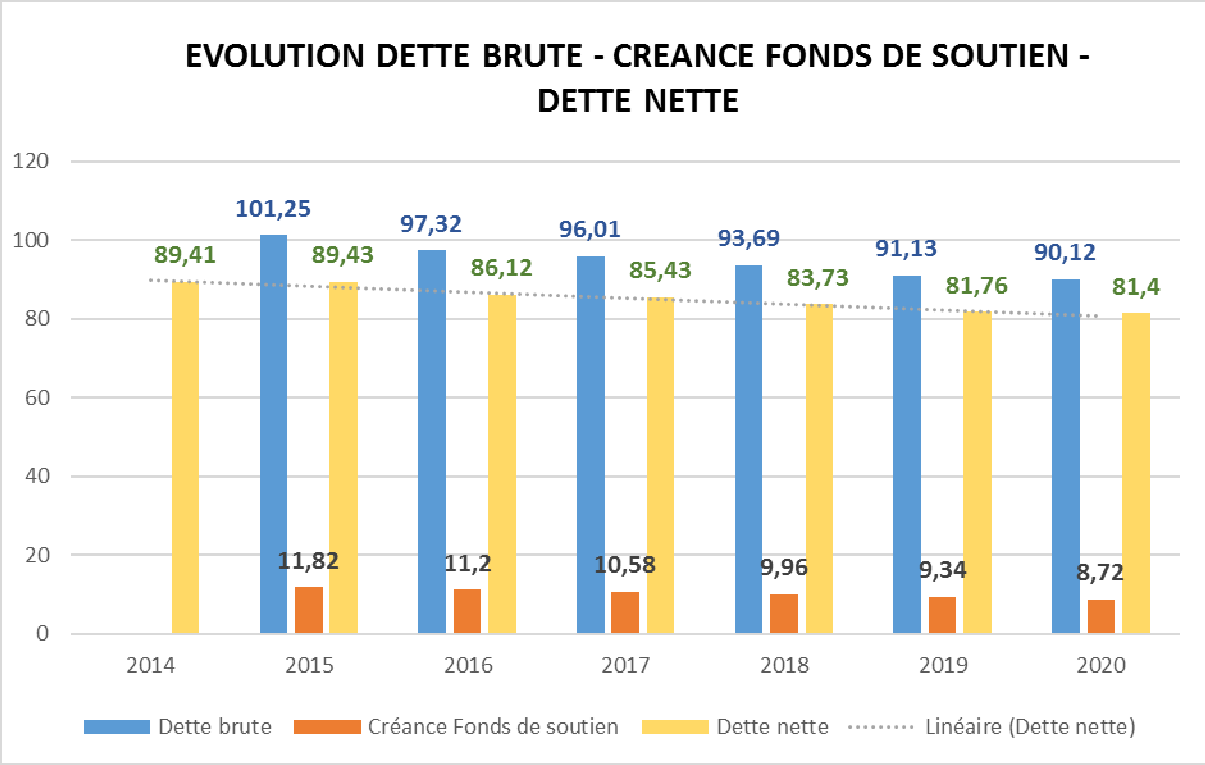
***Le remboursement anticipé étant exceptionnel, il ne devrait pas intervenir dans le calcul de l'épargne nette.**

II) RAPPORT GESTION DE LA DETTE 2020

II-A1) Situation de la dette du budget principal au 31 décembre 2020 en millions d'euros :

Budget principal en M€

(en M€)	2014	2015[1]	2016	2017	2018	2019	2020
Principal net fonds soutien	89.41	89.43	86.12	85.43	83.73	81.76	81.40
Variation		**+0.02**	**-3.31**	**-0.69**	**-1.70**	**-1.97**	**-0.36**



Commentaires sur l'évolution

- 2015 : deux principaux facteurs expliquent la croissance de la dette :
  - L'enregistrement des écritures liées au contrat du PPP a entraîné une augmentation de la dette de 2.527 M€ en valeur d'origine ;
  - La restructuration impérative d'un produit structuré SFIL dont les taux contractuels atteignaient des niveaux insupportables. Cette restructuration a nécessité la souscription d'un emprunt de 16,4 M€ pour financer l'Indemnité de Remboursement Anticipé. En contrepartie, la Ville a obtenu une aide très significative (12,4 M€) du Fonds de Soutien aux Collectivités ayant souscrit des emprunts toxiques.

1 Les données retenues sont arrêtées après impact de l'aide du Fonds de Soutien.

- 2016 : la baisse de la dette s'amorce grâce principalement à une baisse des investissements réalisés en 2016, inférieurs de 26 % à ceux de 2015 ;

- 2017 : la réduction des investissements a permis de poursuivre la baisse de la dette ;

- 2018 : le désendettement se poursuit alors que le niveau d'investissement progresse de plus de 20 % entre 2018 et 2017 ;

- 2019 : le volume de nos investissements progresse de nouveau, alors que l'emprunt mobilisé pour leurs financements diminue au bénéfice des financements par fonds propres. Notre politique volontariste de désendettement est consolidée ;

- 2020 : malgré la forte dynamique de nos investissements, l'emprunt mobilisé a été optimisé afin que **le désendettement se poursuive**.

Analyse des variations 2020 et prospective 2021 en M€ hors refinancements.

En M€	2020	2021
Emprunts nouveaux LMT	+4	+ 7.92
Emprunts nouveaux CT	+3.80	
Amortissements	-8.08	- 8.00
Remboursement tirage	-0,7	
Variation dette brute	-1.01	-0.08
Fonds de Soutien **Variation dette nette**	**+0.62** **-0.36**	**+0.62** **+0.54**

Le volume des amortissements est agrégé du remboursement anticipé de 700 K€ effectué en fin d'année sur un emprunt mobilisé en 2020 mais non consolidé.

Commentaire sur la dette CT

La dette financière à court terme est essentiellement constituée de lignes à tirages utilisées pour assurer l'optimisation de la gestion de la dette et de la trésorerie. Ces lignes représentent des engagements pluriannuels.

Les tirages effectués ont permis de financer environ 22,5 % des investissements réalisés en en 2020, dans des conditions financières extrêmement favorables pour la Ville. C'est le résultat de la combinaison de taux de marchés négatifs et d'une marge très faible.

Pour 2020 apparaissent très clairement :

- De nouveaux emprunts LMT :
  2 M€ souscrits avec la banque des Territoires (taux fixe : 0,56 % sur 20 ans) ;
  2 M€ à la Banque Postale (taux fixe : 1,46 % sur 20 ans) pour financer des investissements nouveaux, soit 4 **M€ ;**

- Un nouveau tirage sur notre convention CT souscrite avec le Crédit Agricole pour financer des investissements nouveaux **3,8 M€** (Euribor 3M + 0,60 BP), compensé par un remboursement **de 0,7 M€** dans la même année ;

- L'atténuation de la réduction de la dette par l'amortissement du Fonds de Soutien pour **0,62 M€.**

Enfin il convient également de noter le refinancement d'un emprunt revolving par la souscription d'un emprunt LMT auprès du Crédit Agricole pour un montant strictement équivalent de **1,38 M€** (Euribor 3M + 0,90 BP sur 20 ans).

Nous nous sommes toujours positionnés sur une stratégie d'anticipation.

En tout premier lieu, la sécurisation d'emprunts structurés.

Sur ce point en particulier, force est de constater aujourd'hui que la Ville est bien moins exposée aux risques des marchés financiers, néanmoins une opportunité a été saisie en 2020 pour diminuer de nouveau notre encours dit « hors charte ».

Nous avons également profité d'une conjoncture particulièrement attractive en termes de taux et de marge, les contrats signés en 2020 pour financer les investissements de 2021 fixant d'ores et déjà des conditions financières favorables en termes de taux.

II-A2) Structure de la dette au 31 /12 /2020 (budget principal)

Ventilations de la dette totale en M€

Ces analyses sont conduites sur les dettes brutes (avant déduction de l'aide du Fonds de Soutien).

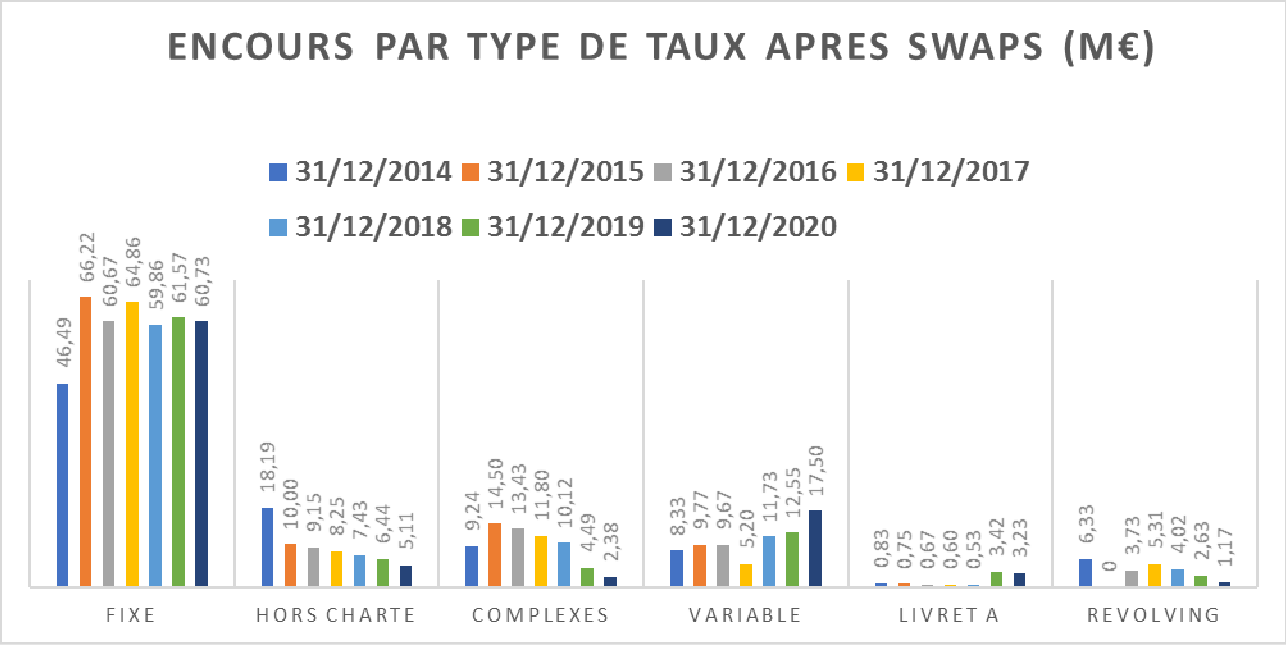
- Par typologie de taux après swaps :

	31.12.14		31.12.15		31.12.16		31.12.17		31.12.18		31.12.19		31.12.20	
	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%
Fixe[2]	46.49	52.00	66.22	65.41	60.67	62.34	64.86	67.55	59.86	63.89	61.57	67.59	60.73	67.39
Complexes	9.24	10.33	14.50	14.32	13.43	13.80	11.80	12.29	10.12	10.80	4.49	4.93	2.38	2.64
Hors Charte	18.19	20.34	10.00	9.88	9.146	9.40	8.25	8.59	7.43	7.93	6.44	7.06	5.11	5.67
Variable	8.33	9.32	9.77	9.65	9.67	9.94	5.20	5.41	11.73	12.52	12.55	13.78	17.50	19.42
Livret A	0.83	0.93	0.75	0.74	0.67	0.69	0.602	0.63	0.53	0.57	3.42	3.75	3.23	3.58
Revolv tiré	6.33	7.08	-	-	3.73	3.83	5.31	5.53	4.02	4.29	2.63	2.89	1.17	1.30
	89.41	100	101.25	100	97.32	100	96.02	100	93.69	100	91.13	100	90.12	100

2 En ce compris les PPP.

Après swaps, à fin 2020, la dette à taux fixe représente 67,39 % de la dette totale, 24,30 %, est à taux variables simples.

La dette hors charte ne représente plus que 5,67 % de notre dette



Etant rappelé que la dette revolving (engagement pluriannuel) a une fonction de lissage destinée à optimiser la dette de la Ville, il apparaît clairement que les actions de gestion ont permis de :

- Réduire significativement la dette Hors Charte. Ce point est une des règles de gestion adoptées tendant à rechercher la diminution de l'exposition aux risques ;
- Accroître l'encours à taux fixes dans une période de taux bas. Ce point est également une des règles de gestion adoptées en 2020 ;
- Privilégier les produits indexés sur du révisable en 2020, les taux courts restant négatifs.

Par typologie de risques **Budget Principal** (après swaps) :

		← *moins élevé* Risque Plus élevé →							
		A	**B**	**C**	**D**	**E**	**HC**	**Total**	
Risk		**M€**	**M€**	**M€**	**M€**	**M€**	**M€**	**M€**	**%**
élevé + ←	**1**	81.46	3.28					84.74	94.03%
	2								
	3								
	4		0.27					0.27	0.30%
	5								
	HC						5.11	5.11	5.67%
	Σ	81.46	3.55				5.11	90.12	
	%	90.39	3.94				5.67		100 %

La souscription des swaps avait contribué à augmenter de façon sensible l'exposition aux risques de la Ville. Toutefois, les actions de désensibilisation entreprises, notamment depuis 2014, ont réduit tant les encours classés en « Hors Charte » que les encours dits « complexes » correspondants aux produits les plus risqués.

Ainsi, par rapport à fin 2019, les positions Hors Charte sont passées à 5,67 % vs 7,06 % en 2019, les positions complexes à 2,64 % vs 4,93 % en 2019.

Les positions « 1A » - « 1B » ont fortement augmenté à 94,33 % vs 92,16 % en 2019.

- **Taux moyens d'endettement**

Année	Après Swaps (%)	
	Niveau	*Variation*
2009	3.97	
2010	5.54	*+1.57*
2011	7.34	*+1.80*
2012	6.93	*-0.41*
2013	6.48	*-0.45*
2014	5.24	*-1.24*
2015	4.09	*-1.15*
2016	3.76	*-0.33*
2017	3.31	*-0.45*
2018	3.02	*-0.29*
2019	2.80	*-0.22*
2020	2.43	*-0.37*

Ainsi qu'indiqué supra, en 2014, un changement de politique de gestion de dette est intervenu dans le but de **réduire tant les risques financiers que les taux moyens**. Cette politique a été renforcée en 2015 avec l'adoption d'un cahier de procédures de gestion de dettes et d'un cahier de règles de gestion. Il en est résulté prioritairement :

- En 2014 et en 2015, une désensibilisation des produits structurés les plus défavorables. Les améliorations qui en ressortent se font sentir sur les taux moyens dès 2014 ;

- En 2016, le remboursement d'un emprunt à taux variable à marge élevée (2,29 %) et son refinancement par un emprunt à taux fixe de 0,70 %. Malgré l'Indemnité de Remboursement Anticipée acquittée (3 % du CRD), cette opération est très bénéfique pour la Ville ;

- En 2017, le remboursement d'un emprunt à taux révisable à marge élevée (3,47 %) et son refinancement par un emprunt à taux fixe de 0,70 %. Malgré l'Indemnité de Remboursement Anticipée acquittée (3 % du CRD), cette opération est très bénéfique pour la Ville ;

- En 2018, la majorité des tirages ayant été effectués sur des taux à variables simples, révisables sur des taux courts restant largement négatifs à ce jour ;

o En 2019, la sécurisation définitive d'un emprunt structuré par un passage de l'échéance en taux fixe à des conditions avantageuses.

o En 2020, à la demande de Dexia, la Ville a saisi l'opportunité :

- D'une part de rembourser par anticipation et de refinancer un emprunt d'un montant de 3 178 378,44 € dont le taux fixe s'élevait à 4,68 %.

  Cette transaction a fait l'objet d'un protocole d'accord (délibération n° 2020-97).
  Le nouvel emprunt a été souscrit auprès de la Banque Postale pour un montant strictement identique, au taux fixe de 0,74 % et pour la durée résiduelle de l'emprunt quitté, soit 8 ans.

- D'autre part, de rembourser par anticipation et de refinancer un emprunt en Franc Suisse d'un montant de 328 275,00 CHF.

  Cette transaction a fait l'objet d'un protocole d'accord (délibération n° 2020-97).
  Le nouvel emprunt a été souscrit auprès du Crédit Agricole au taux fixe de 0,45 % et pour la durée résiduelle de l'emprunt quitté soit 2,25 ans. Le montant du prêt (224 170,31 €) correspond à la contrevaleur en Euros basée sur le cours historique du taux de change.

Le tableau ci-dessus montre clairement l'impact de ces actions sur le taux moyen après swaps, taux effectivement supporté par la Ville. Il est donc la cible des actions de gestion.

II-A3) Dette « Hors Charte » et à « Taux Complexes » au 31.12.20 (Budget principal)

- Au 31.12.20, la dette « hors charte » et à « taux complexes » est répartie ainsi :

Banque prêteuse	Réf.	Type	Sans swaps		Avec swaps		Total	
	Ville	Taux	Nbre	M€	Nbre	M€	Nbre	M€
Financements Hors Charte								
SFIL HC	308b	Struct			1	0.90	1	0.90
Dexia HC	309	Struct			1	3,10	1	3,10
CE HC	318	Struct			1	0.99	1	0.99
CE HC	301b	Struct			1	0,12	1	0,12
					4	5.11	4	5.11
Financements Complexes								
Dexia B1	295	Struct	1	0,03			1	0,03
SFIL B1	325	Struct			1	3,25	1	3,25
CE B4	3177	Struct	1	0,27			1	0,27
			2	0,30	1	3,25	3	3.55
TOTAL			2	0.30	5	8.36	9	8.66

Près des 2/3 de la dette HC ou à taux complexes a été travaillée avec des swaps (et parfois des contre-swaps).

● La dette comprend des produits « Hors Charte » Gissler.

En cas de swap et éventuellement de contre-swaps, ne sont retenues que les positions résultantes.

Quatre produits restent classés en « Hors Charte », soit de l'ordre de 5,61 % du portefeuille de dettes. La part « Hors Charte » est passée de 18,19 M€ à 5,11 M€ entre fin 2014 et fin 2020, soit une réduction de près de 72 %.

Réf. Ville	TAUX	ENCOURS AU 31.12.2020 M€
301b	3.50 % si USD/CHF ≥ 0.95 sinon, 3.50 % + 1.55 * (0.95 - USD/CHF) / USD/CHF	0,12
308b	MAX (10.98 % - 10 * [CMS GBP 10y - CMS EUR 10y] ; 0) (Floor = 0.00 %)	0.90
309	2.96 % si (CMS 30y - CMS1y) ≥ 0 sinon, 10.55 % - 10 * (CMS 30y - CMS 1y)	3.10
318	2.00 % + MAX [(EUR/USD - EUR/CHF - 10.65 %) ; 0]	0.99
	TOTAL en EUR	**5.11**

II-A4) Ratios de dette

Encours de dette brute en M€	**90,12**
Population DGF	**51 342**
Dette brute par habitant en €	**1 755**
Dette retraitée fonds de soutien par habitant en €	**1 585**
Dette brute/recettes de fonctionnement en %	**132%**
Dette retraitée/recettes de fonctionnement en %	**119%**
Durée de vie résiduelle en années	**11,4**
Durée moyenne du portefeuille d'emprunts en années	**6,8**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-74-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 74 BUDGET PRINCIPAL – COMPTE ADMINISTRATIF 2020

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-74-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-74-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021 - 74

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

BUDGET PRINCIPAL
COMPTE ADMINISTRATIF 2020

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet de présenter le compte administratif – résultats budgétaires – de l'exercice 2020 :

- fonctionnement : excédent : + **6 464 958,98** €
- investissement : déficit : **- 5 217 743,04** €

Il est conforme au compte de gestion présenté par Monsieur le Trésorier Principal.

Monsieur le Maire expose :

Vu les règlements de la comptabilité publique,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales et notamment les articles L 1612-12, et L 2121-31,

Vu le Compte de Gestion établi par Monsieur le Trésorier Principal de Grasse Municipale et Banlieue,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Considérant que le Compte Administratif a été arrêté au 31 décembre 2020,

Considérant que le Compte Administratif se présente en concordance avec le Compte de Gestion de la Trésorerie Principale,

Considérant que la maquette budgétaire complète de ce compte administratif a été adressée aux Conseillers Municipaux en pièce jointe des convocations de ce Conseil Municipal,

Considérant qu'une note de présentation de ce compte administratif a été adressée aux Conseillers Municipaux en pièce jointe des convocations de ce Conseil Municipal,

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal, pour procéder au règlement définitif du compte administratif 2020 du budget principal, tel qu'il vous est présenté ci-dessous par chapitre.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-74-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

SECTION FONCTIONNEMENT DEPENSES- MONTANTS EN EUROS

CHAPITRE	LIBELLES CHAPITRES	CREDITS OUVERTS	MANDATS EMIS	RESTES A REALISER	CREDITS ANNULES
011	CHARGES CARACTERE GENERAL	10 541 637,29	10 359 404,58	0,00	182 232,71
012	CHARGES DE PERSONNEL	34 602 000,00	34 415 814,77	0,00	186 185,23
014	ATTENUATION DE PRODUITS	1 149 645,32	1 148 292,32	0,00	1 353,00
65	CHARGES DE GESTION COURANTE	10 893 560,87	10 744 177,48	0,00	149 383,39
66	CHARGES FINANCIERES	2 996 000,00	2 920 927,12	0,00	75 072,88
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	3 786 888,17	3 733 457,08	0,00	53 431,09
68	DOTATIONS AUX PROVISIONS	38 947,45	38 947,45	0,00	0,00
023	VIREMENT A L'INVESTISSEMENT	4 228 813,22		0,00	4 228 813,22
042	OPERAT. ORDRE ENTRE SECTIONS	3 974 056,85	2 991 714,49	0,00	982 342,36
	TOTAL GENERAL	**72 211 549,17**	**66 352 735,29**	**0,00**	**5 858 813,88**

SECTION FONCTIONNEMENT RECETTES – MONTANTS EN EUROS

CHAPITRE	LIBELLES CHAPITRES	CREDITS OUVERTS	MANDATS EMIS	RESTES A REALISER	CREDITS ANNULES
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	300 000,00	374 537,95	0,00	-74 537,95
70	PRODUITS DES SERVICES	1 685 000,00	1 588 639,15	0,00	96 360,85
73	IMPOTS ET TAXES	52 846 028,32	54 088 053,25	0,00	-1 242 024,93
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	9 228 703,00	9 132 035,85	0,00	96 667,15
75	AUT. PRODUITS GESTION COURANTE	1 087 000,00	1 036 534,07	0,00	50 465,93
76	PRODUITS FINANCIERS	1 224 000,00	820 934,78	0,00	403 065,22
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 146 312,45	1 225 268,18	0,00	-78 955,73
78	REPRISE PROVISIONS	135 539,70	135 539,70	0,00	0,00
042	OPERAT. ORDRE ENTRE SECTIONS	871 691,85	728 877,49	0,00	142 814,36
	TOTAL	**68 524 275,32**	**69 130 420,42**	**0,00**	**-606 145,10**
002	RESULTAT REPORTE	3 687 273,85	0,00	0,00	**3 687 273,85**
	TOTAL GENERAL	**72 211 549,17**	**69 130 420,42**	**0,00**	**3 081 128,75**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-74-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

SECTION INVESTISSEMENT DEPENSES – MONTANTS EN EUROS

CHAPITRE	LIBELLES CHAPITRES	CREDITS OUVERTS	MANDATS EMIS	RESTES A REALISER	CREDITS ANNULES
10	DOTATIONS ET FONDS DIVERS	6 330,00	6 330,00	0,00	0,00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	14 211 000,00	13 555 269,73	0,00	655 730,27
20	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	309 021,52	211 337,48	80 635,64	17 048,40
204	SUBVENTIONS EQUIPEMENT	250 000,00	240 877,30	0,00	9 122,70
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	989 581,67	869 907,61	111 873,87	7 800,19
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	6 657 833,62	6 335 080,36	176 689,67	146 063,59
27	AUTRES IMMOB.FINANCIERES	60 000,00	0,00	0,00	60 000,00
454101	TRAVAUX COMPTES DE TIERS	12 707,65	0,00	12 707,65	0,00
4541103	PERIL 174 AVENUE PIERRE SEMARD	640,00	0,00	640,00	0,00
4541104	PERIL 37 BD DU JEU DE BALLON	919,64	0,00	919,64	0,00
4541106	PERIL 9 IMPASSE CHAUDRONNIERS	109 002,00	40 292,17	68 709,83	0,00
4541113	PERIL 8 RUE DES SŒURS	99 098,47	11 739,90	87 358,57	0,00
4541116	PERIL 16 RUE CHARLES NEGRE	1 185,24	1 185,24	0,00	0,00
4541117	PERIL 5 BOULEVARD EMILE ZOLA	1 160,64	1 160,64	0,00	0,00
454201	TRAVAUX COMPTES DE TIERS	100 000,00	0,00	100 000,00	0,00
458102	DMO AVENUE GORGES POMPIDOU	120 000,00	110 944,44	0,00	9 055,56
929	EQUIPEMENTS LOCAUX ASSOCIATIFS	6 345 549,97	6 068 819,71	237 302,41	39 427,85
040	OPERAT. ORDRE ENTRE SECTIONS	871 691,85	728 877,49		142 814,36
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	1 167 000,00	1 036 145,69		130 854,31
	TOTAL	**31 312 722,27**	**29 217 967,76**	**876 837,28**	**1 217 917,23**
001	SOLDE EXECUTION NEGATIF REPORTE	**6 868 507,86**			**6 868 507,86**
	TOTAL GENERAL	**38 181 230,13**	**29 217 967,76**	**876 837,28**	**8 086 425,09**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-74-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

SECTION INVESTISSEMENT RECETTES – MONTANTS EN EUROS

CHAPITRE	LIBELLES CHAPITRES	CREDITS OUVERTS	MANDATS EMIS	RESTES A REALISER	CREDITS ANNULES
10	DOTATIONS ET FONDS DIVERS	10 402 011,42	10 900 610,62	0,00	-498 599,20
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	4 221 000,00	2 961 983,77	277 501,59	981 514,64
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	13 589 000,00	12 578 866,75	329 000,00	681 133,25
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	0,00	3 536,51	0,00	-3 536,51
27	AUTRES IMMOB.FINANCIERES	226 000,00	230 552,36	0,00	-4 552,36
024	PRODUIT DES CESSIONS	-71 365,00		0,00	-71 365,00
454101	TRAVAUX COMPTES DE TIERS	100 000,00	0,00	100 000,00	0,00
454201	TRAVAUX COMPTES DE TIERS	12 707,65	0,00	12 707,65	0,00
4542103	PERIL 174 AVENUE PIERRE SEMARD	640,00	0,00	640,00	0,00
4542104	PERIL 3, BD DU JEU DE BALLON	919,64	0,00	919,64	0,00
4542106	PERIL 9 IMPASSE CHAUDRONNIERS	109 002,00	40 292,17	68 709,83	0,00
4542113	PERIL 8 RUE DES SŒURS	99 098,47	11 739,90	87 358,57	0,00
4542116	PERIL 16 RUE CHARLES NEGRE	1 185,24	1 185,24	0,00	0,00
4542117	PERIL 5 BOULEVARD EMILE ZOLA	1 160,64	1 160,64	0,00	0,00
458202	DMO AVENUE GORGES POMPIDOU	120 000,00	110 944,44	0,00	9 055,56
021	VIREMENT DU FONCTIONNEMENT	4 228 813,22			4 228 813,22
040	OPERAT. ORDRE ENTRE SECTIONS	3 974 056,85	2 991 714,49		982 342,36
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	1 167 000,00	1 036 145,69		130 854,31
	TOTAL GENERAL	**38 181 230,13**	**30 868 732,58**	**876 837,28**	**6 435 660,27**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-74-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
	DEPENSES OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT	DEPENSES OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT
RESULTATS REPORTES	**6 868 507,86**			**3 687 273,85**
OPERATIONS EXERCICE	29 217 967,76	30 868 732,58	66 352 735,29	69 130 420,42
RESTES A REALISER	876 837,28	876 837,28		
TOTAUX CUMULES	36 963 312,90	31 745 569,86	66 352 735,29	72 817 694,27
RESULTAT NET	**-5 217 743,04**			**6 464 958,98**

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 10 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ARRÊTER** les dépenses et les recettes de la section d'investissement et de la section de fonctionnement comme détaillé ci-dessus ;

- **NOTIFIER** la présente délibération à Monsieur le Trésorier Municipal et à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes.

Monsieur le Maire ne prend pas part au vote, quitte la salle et donne la présidence à Madame Valérie COPIN, 1ère Adjointe.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 36 voix pour et 9 voix contre :
Monsieur EUZIERE (2 voix), Monsieur de FONTMICHEL (2 voix), Monsieur CASSARINI, Madame LAZREUG, Madame ISNARD (2 voix) et Monsieur CAMERANO.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M



Document non contractuel - Origine Cadastre © Droits de l'Etat réservés ® - Format A4 - Paysage

Grasse

Date: 09/06/2021
Sources : DGFiP/IGN/GO_06
Geo-web géré par le SIG-CAPG

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-75-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

2021 - 75 REQUALIFICATION DU COLLEGE CARNOT AUTORISATION DONNEE AU DEPARTEMENT DE REALISER DES ETUDES ET SONDAGES SUR UN BIEN APPARTENANT A LA COMMUNE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-75-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-75-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021 75

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

REQUALIFICATION DU COLLEGE CARNOT - AUTORISATION DONNEE AU DEPARTEMENT DE REALISER DES ETUDES ET SONDAGES SUR UN BIEN APPARTENANT A LA COMMUNE

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La ville de Grasse autorise le département des Alpes-Maritimes à effectuer toutes études sur un bien appartenant à la commune permettant de requalifier le collège Carnot pour sécuriser ses accès et réaliser une salle de sport.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
JURIDIQUE	/	

Monsieur le Maire expose :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Considérant que la commune a sollicité le département des Alpes-Maritimes afin que soient réalisés d'importants travaux de requalification du collège Carnot situé bd Carnot. Ces travaux consisteraient en la création :

- D'un nouvel accès car actuellement l'entrée du collège s'effectue directement depuis le boulevard Carnot, sans parvis ou espace d'accueil et d'attente sécurisé pour les élèves. Cette situation a pour conséquence de générer des situations d'insécurité pour les 500 élèves qui fréquentent quotidiennement cet établissement. Ce nouvel accès permettra de gérer l'accessibilité au site.
- D'une salle de sport car l'enseignement de l'éducation physique et sportive sur le site du collège est très contraint du fait d'une telle absence. Seule la cour de récréation est utilisable par les élèves dans l'enceinte du collège. Mais celle-ci offre des pratiques sportives très limitées sans omettre les nuisances notamment sonores qu'elle entraîne pour les autres enseignements.

Considérant que la commune est propriétaire de l'ancienne caserne des pompiers consistant en un garage et des logements individuels qui pourraient être mis à disposition du département dans des conditions à déterminer pour réaliser son opération. Dans cette attente, il est nécessaire d'autoriser le département à effectuer les études et sondages nécessaires afin de permettre la définition précise du projet.

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 10 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

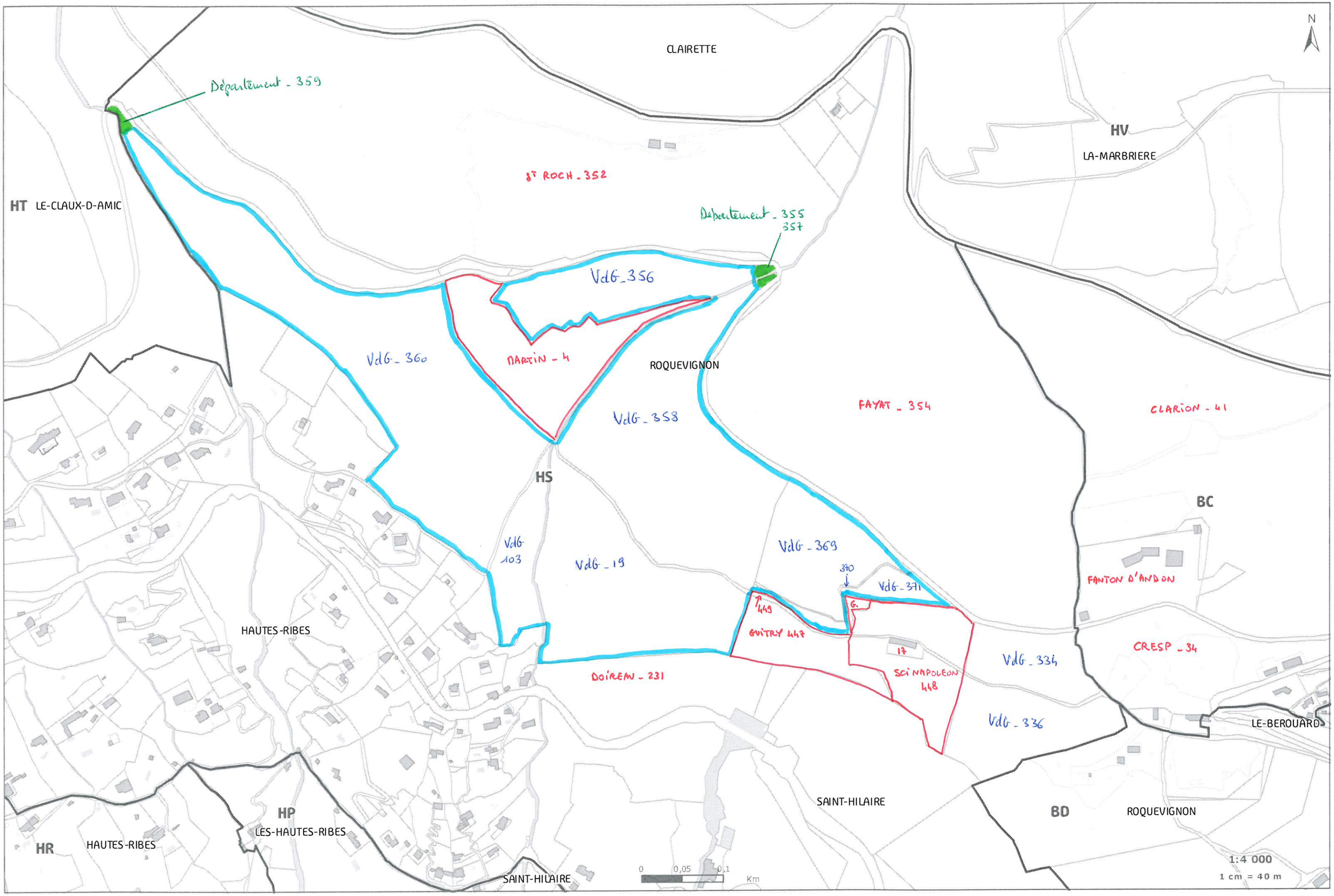
- **AUTORISER** d'ores et déjà le département à effectuer les études et sondages nécessaires sur le foncier appartenant à la ville de Grasse ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents nécessaires à la réalisation de la présente affaire.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M



Document non contractuel - Origine Cadastre © Droits de l'Etat réservés ® - Format A3 - Paysage

Grasse

Date: 02/06/2020
Sources : DGFiP/IGN/GO_06/SIG CAPG
Geoweb géré par

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-202176-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

2021 - 76 EXTENSION DU PARC NATUREL DEPARTEMENTAL ROQUEVIGNON MISE A DISPOSITION DE PARCELLES COMPLEMENTAIRES

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-202176-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-202176-DE
Date de réception préfectoral : 30/06/2021

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 76

DU 29 JUIN 2021

EXTENSION DU PARC NATUREL DEPARTEMENTAL ROQUEVIGNON
MISE A DISPOSITION DE PARCELLES COMPLEMENTAIRES

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le projet du Département d'extension du Parc Naturel Départemental de Roquevignon nécessite la mise à disposition de parcelles communales complémentaires.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
JURIDIQUE		

Monsieur le Maire expose :

Vu l'article L.130-5 et L. 142-2 du Code de l'Urbanisme,

Considérant la convention de mise à disposition du Département des Alpes-Maritimes des parcelles communales cadastrées Section HS n°358, 369, 370 et 371 dans le cade du Parc Naturel Départemental de Roquevignon signée le 24 août 2015,

Considérant que le Parc Naturel Départemental de Roquevignon accueille chaque année de très nombreux visiteurs et que cette fréquentation, de près de 50 000 personnes en 2020, place celui-ci en tête des statistiques départementales de fréquentation dès lors que l'on rapporte le nombre de visites à la superficie des Parcs Naturels Départementaux,

Considérant que dans le cadre de sa politique départementale des espaces naturels sensibles, le Département en accord avec la Commune, souhaite étendre la superficie de ce parc de 7 à 21 hectares et l'adapter par la création de nouvelles pistes, en vue d'y accueillir des activités complémentaires à la promenade pédestre telles que la marche nordique, la randonnée sportive et la course à pied,

Considérant que ce projet s'inscrit sur un périmètre constitué des parcelles précitées ainsi que des parcelles communales supplémentaires cadastrées Section HS n° 19, 103, 356 et 360,

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 10 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer un avenant à la convention de mise à disposition du Département des Alpes-Maritimes dans le cadre du Parc Naturel Départemental de Roquevignon signée le 24 août 2015 afin d'y ajouter le périmètre constitué des parcelles communales cadastrées Section HS n° 19, 103, 356 et 360.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M

CONVENTION DE GESTION DES TERRAINS SITUES DANS LES PERIMETRES DE PROTECTION IMMEDIATE DES CAPTAGES DU FOULON ET DES FONTANIERS

ENTRE

La ville de Grasse, représentée par le Maire, Monsieur Jérôme VIAUD, sis à Grasse, autorisé à signer la présente convention par délibération du conseil municipal en date du 29 juin 2021, ci-après désignée « **la Ville** »

D'UNE PART

ET

Le Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon, représenté par Monsieur , Vice-Président, autorisé à signer la présente convention par délibération du conseil syndical en date du 22 juin 2021, ci-après désigné « **le Syndicat** »

DE SECONDE PART

PREAMBULE :

Conformément à l'article L215-13 du Code de l'Environnement, qui précise que la dérivation d'une source, entreprise dans un but d'intérêt général par une entité publique, est autorisée par un acte déclarant d'utilité publique les travaux,

Conformément aux articles du Code de la Santé Publique L1321-2, L1321-3 relatifs à la sécurité sanitaires des eaux potables et R1321-6 à R1321-14, relatifs à la procédure d'autorisation,

En vue d'assurer la protection de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, le Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon a engagé une procédure de déclaration d'utilité publique afin de mettre en place les périmètres de protection des captages des sources du Foulon et des Fontaniers.

La Phase technique de cette procédure est à présent achevée pour ce qui concerne la définition des périmètres de protection par l'hydrogéologue agréé, l'arrêt des servitudes pour chaque périmètre et l'identification des parcelles concernées.

La Phase administrative est actuellement en cours avec la constitution du dossier d'enquête publique, suite aux différentes concertations organisées par la Sous-préfecture de Grasse avec la Chambre de l'agriculture et les communes directement concernées. L'enquête publique devrait pouvoir être lancée au cours de l'été 2021, l'objectif étant la signature de l'arrêté préfectoral déclarant d'utilité publique les périmètres en fin d'année 2021 voire au début de l'année 2022.

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette procédure, le Syndicat est invité à entreprendre des démarches visant soit à acquérir en pleine propriété les parcelles situées dans le périmètre de protection immédiate soit à en maîtriser à minima la gestion.

La ville de Grasse a ainsi été contactée car elle est propriétaire de plusieurs parcelles situées à l'intérieur des PPI des captages du Foulon et des Fontaniers.

Après échanges avec la Ville, la solution d'une gestion conventionnée des terrains situés dans le périmètre de protection immédiate a été retenue.

Article 1 : Objet de la convention

La Ville confie au Syndicat, qui l'accepte, la gestion et l'entretien des terrains situés dans les périmètres de protection immédiate des captages du Foulon et des Fontaniers.

La présente convention fixe les modalités juridiques, techniques et financières de la gestion de ces terrains.

Article 2 : Définition des terrains

La définition précise des terrains concernés par la présente convention est la suivante :

FOULON

Commune	Lieu-dit	CADASTRE			
		Section	N° parcelle	Contenance en m² (d'après matrice cadastrale)	Surface concernée par le PPI en m²
Gréolières	LE PESQUIER	E	0367	5882	**2058**
Gréolières	LE PESQUIER	E	0188	600	600
Gréolières	LE PESQUIER	E	0189	940	**127**
Gréolières	LE PESQUIER	E	0191	2030	**57**
Gréolières	LE PESQUIER	E	0194	870	**84**
Gréolières	LE PESQUIER	E	0195	640	640

FONTANIERS

Commune	Lieu-dit	CADASTRE			
		Section	N° parcelle	Contenance en m² (d'après matrice cadastrale)	Surface concernée par le PPI en m²
Cipières	LES FONTANIERS DE LA RIBIE	D	605	11592	**493**
Cipières	LES FONTANIERS DE LA RIBIE	D	71	560	**1**

Tous autres éléments de connaissance en possession de la Ville et utiles à une bonne gestion de ces terrains devront être fournis par la Ville au Syndicat.

Article 3 : Portée de la mission

La mission confiée recouvre la responsabilité générale de la gestion des terrains objet de la convention.
Tous les espaces et équipements sont gérés conformément aux dispositions réglementaires en vigueur dans le souci de garantir la qualité du site et la conservation des biens et celui d'assurer une continuité.

3.1 Gestion de l'entretien et de la maintenance des terrains

L'entretien et la maintenance par les équipes techniques du Syndicat des terrains selon les règles de l'Art et les normes en vigueur afin de permettre le captage des eaux des sources du Foulon et des Fontaniers.
Il est notamment entendu par entretien et maintenance de ces terrains : la taille et le fauchage de l'ensemble des végétaux, l'entretien et le nettoyage des bâtiments de protection des captages, la maintenance de tous les équipements hydrauliques, la réfection des voies d'accès aux terrains, l'entretien des clôtures et portails.
Le Syndicat s'engage à mettre en œuvre les moyens humains et matériels nécessaires à la maintenance et à l'entretien des terrains et des ouvrages et équipements actuellement en place.

3.2 Travaux de gros entretien et de renouvellement

Le Syndicat effectuera les travaux de gros entretien, de renouvellement, de modernisation et de mise en conformité des installations si nécessaire.

Article 4 : Modalités financières

Le Syndicat supportera la charge financière de l'ensemble des prestations d'entretien/maintenance et de gros entretien/renouvellement définies à l'article 3. La Ville n'apportera aucune contribution financière.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention prendra effet dès à partir du 1er juillet 2017 et ce, pour une durée de 3ans. Elle pourra ensuite être prorogée de façon expresse par voie d'avenant pour une nouvelle période de 3 ans.

Article 6 : Modalités de contrôle

La Ville se réserve le droit d'effectuer, à tout moment, les visites qu'elle estime nécessaires. Le Syndicat devra donc laisser libre accès, à la Ville et à ses agents, à toutes les informations portant sur l'exécution de la présente convention

Article 7 : Modifications et résiliation

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant.

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

La convention pourra également être résiliée d'un commun accord entre les parties. En cas de résiliation, les parties chercheront à parvenir à un accord amiable quant aux modalités financières de résiliation. En cas de désaccord persistant, le différend sera porté devant la juridiction compétente.

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant.

Article 8 : Litiges

Les parties s'obligent à rechercher un règlement amiable à toute difficulté d'application ou d'interprétation que cette convention pourrait faire naître. Si aucune solution n'est trouvée, le Tribunal Administratif de Nice sera compétent.

SIGNATURES

Pour la ville de Grasse Le Maire, Jérôme VIAUD	**Pour le syndicat intercommunal des eaux du Foulon** Le Vice-Président,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-77-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

2021 - 77 SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DU FOULON
GESTION DES TERRAINS DES ZONES DE CAPTAGE FOULON ET FONTANIERS

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-77-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-77-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

2021 - 77

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DU FOULON
GESTION DES TERRAINS DES ZONES DE CAPTAGE FOULON ET FONTANIERS

RÉSUMÉ SYNTHÉTIQUE DU RAPPORT

Dans le cadre de la procédure de protection des captages d'eau engagée par le SIEF en 2017, il est proposé de valider une convention entre le SIEF et la ville de Grasse, pour assurer la gestion des terrains situés dans les Périmètres de Protection Immédiate des captages des sources du Foulon et des Fontaniers.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
DGST	/	/

Monsieur le Maire expose :

Conformément à l'article L215-13 du Code de l'Environnement, qui précise que la dérivation d'une source, entreprise dans un but d'intérêt général par une entité publique, est autorisée par un acte déclarant d'utilité publique les travaux,

Conformément aux articles du Code de la Santé Publique L1321-2, L1321-3 relatifs à la sécurité sanitaire des eaux potables et R1321-6 à R1321-14, relatifs à la procédure d'autorisation,

En vue d'assurer la protection de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, le Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon a engagé le 13 novembre 2017 une procédure de Déclaration d'Utilité Publique afin de mettre en place les périmètres de protection des captages des sources du Foulon et des Fontaniers.

La phase technique de cette procédure est à présent achevée pour ce qui concerne la définition des périmètres de protection par l'hydrogéologue agréé, l'arrêt des servitudes pour chaque périmètre et l'identification des parcelles concernées.

La phase administrative est actuellement en cours avec la constitution du dossier d'enquête publique, suite aux différentes concertations organisées par la Sous-préfecture de Grasse avec la chambre d'agriculture et les communes directement concernées. L'enquête publique devrait pouvoir être lancée au cours de l'été 2021, l'objectif étant la signature de l'arrêté préfectoral déclarant d'utilité publique les périmètres en fin d'année 2021, voire au début de l'année 2022.

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette procédure, le Syndicat est invité à entreprendre des démarches visant soit à acquérir en pleine propriété les parcelles situées dans le périmètre de protection immédiate, soit à en maîtriser à minima la gestion.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-77-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

La ville de Grasse a ainsi été contactée car elle est propriétaire de plusieurs parcelles situées à l'intérieur des PPI des captages du Foulon et des Fontaniers.

Après échanges avec le Syndicat, la solution d'une gestion conventionnée des terrains situés dans le périmètre de protection immédiate a été retenue.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 10 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** les termes de la convention de gestion à intervenir entre la ville de Grasse et le Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon pour les terrains situés dans les périmètres de protection immédiate des captages des sources du Foulon et des Fontaniers ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer ladite convention.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-78-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

2021 - 78 RENOUVELLEMENT URBAIN
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-78-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 78

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-78-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

DU 29 JUIN 2021

RENOUVELLEMENT URBAIN
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La Commune de Grasse a confié une concession d'aménagement à la SPL Pays de Grasse Développement, à l'effet de restructurer quatre îlots à vocation d'habitat et vingt nouvelles cellules commerciales, dans la continuité des parcours déjà existants. Quatre d'entre elles, non occupées, appartiennent à la Ville qui entend les rétrocéder à l'euro symbolique à la SPL, pour qu'elle y réalise les travaux nécessaires à la mise en location de ces locaux.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Services Aménagement et Financier	Cession des cellules commerciales	euro symbolique

Monsieur le Maire expose :

Par convention en date du 28 avril 2020, la Ville de Grasse et ses partenaires ont arrêté les termes d'un nouveau projet de renouvellement urbain portant sur un programme ambitieux d'opérations qui complètent et accentuent les actions conduites au titre du précédent contrat.

Cinq de ces opérations ont été confiées à la SPL Pays de Grasse Développement par voie de concession d'aménagement. Une convention en date du 27 janvier 2020 en reprend les objectifs opérationnels conduisant à la production d'un habitat attractif et l'extension du parcours commercial en rez-de-chaussée d'immeubles. Quatre nouveaux îlots opérationnels à vocation d'habitat seront restructurés et vingt cellules à vocation commerciale seront acquises, réhabilitées et remises sur le marché de la location.

L'opération consiste à prolonger la pépinière commerciale créée dans le cadre du PNRU (Rues Marcel Journet et Oratoire ainsi que les RdC des îlots réhabilités) en jalonnant les rues Droite, Vieille Boucherie, Pouost et en terminant sur la Place aux Herbes pour former une nouvelle boucle commerciale sur les secteurs à enjeux.
Ce projet s'inscrit dans la continuité des opérations précédentes menées par la SPL. Il permet d'investir le secteur de la Médiathèque, les îlots déjà requalifiés (Sainte Marthe et Pontet Boucherie) et ceux à recycler au titre du NPNRU (Sainte Marthe 2). Le parcours rejoint l'entrée Porte Est et le parking de la Roque dont l'aménagement est également programmé pour faciliter l'accès au centre historique et drainer les consommateurs.

L'opération consiste à acquérir des commerces le long d'un parcours identifié, d'étudier des regroupements de cellules à l'intérieur du même immeuble ou entre 2 immeubles contigus, d'y réaliser des travaux de gros œuvre, réseaux, devantures, de rechercher un locataire dont l'activité s'harmonise avec la thématique annoncée, d'accompagner la réalisation des travaux de corps d'état secondaires et de gérer le bien une fois en activité.

Accusé de réception en préfecture
006-210600688-20210629-2021-78-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

La Ville de Grasse est propriétaire de 4 cellules le long de ce nouveau parcours, qu'elle entend rétrocéder à la SPL dans le cadre de cette opération. De ce fait, et pour respecter à la fois le bilan financier de la convention du NPNRU et celui de la concession d'aménagement, la rétrocession s'effectuera à l'euro symbolique, charge à la SPL d'acquitter l'ensemble des frais préalables à la signature des actes.

Il s'agit des commerces situés :

- 34 rue Droite et 4 place aux Herbes, cadastré BE 105 ; lot n° 8 (un local à usage de magasin) et lot n° 3 (une cave située sous le magasin) d'une superficie de 30 m², d'une valeur estimée par France Domaines en date du 23/03/2021 de 16 700€.

- 35 rue Droite, cadastré BE 114 ; lot n° 1 (un local à usage de commerce au rez-de-chaussée de l'immeuble) d'une superficie de 28,5 m², d'une valeur estimée par France Domaines en date du 23/03/2021 de 13 000 €,

- 38 rue Droite, cadastré BE 103 : lots n° 1, 2 et 3 (des caves au sous-sol) ; lots 4, 5 et 6 (des parties de locaux au rez-de-chaussée)
  Et 2 rue de la Vieille Boucherie, cadastré BE 102 : lot 2 (un local attenant au magasin sis 38 rue Droite, formant une dépendance à usage de vitrine)
  Le tout d'une superficie déclarée de 121 m², d'une valeur estimée par France Domaines en date du 23/03/2021 de 55 000 €,

- 11 place aux Herbes, cadastré BH 150 ; lots n° 2 (une cave en sous-sol) et lot n° 4 (un magasin en rez-de-chaussée), d'une superficie déclarée de 19 m², d'une valeur estimée par France Domaines en date du 23/03/2021 de 8 800 €.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources » et « Equipement et aménagement du cadre de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance du 10 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la vente à l'euro symbolique par la Commune de Grasse, des biens ci-dessus visés au profit de la SPL Pays de Grasse Développement, dans la perspective de conduire l'opération de boucle commerciale programmée dans la convention de NPNRU ;

- **DEMANDER** à la SPL de prendre en charge l'intégralité des frais inhérents à la vente : diagnostics préalables ; mesurages ; frais d'acte ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer les actes à intervenir pour les biens ci-dessus visés et tout autre document qui serait la suite de la présente délibération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-79-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

2021 - 79 **SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU CENTRE HISTORIQUE
CONTRACTUALISATION D'UN EMPRUNT BANCAIRE DE 1 M €
AUPRES D'ARKEA BANQUE
GARANTIE DE LA VILLE DE GRASSE A HAUTEUR DE 80 %

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-79-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 79
Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-79-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

DU 29 JUIN 2021

PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU CENTRE HISTORIQUE
CONTRACTUALISATION D'UN EMPRUNT BANCAIRE DE 1 MILLION D'EUROS AUPRES D'ARKEA BANQUE
GARANTIE D'EMPRUNT A HAUTEUR DE 80 % DE LA VILLE DE GRASSE

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Dans le cadre de la concession d'aménagement du Centre Historique et de l'opération Martelly, la SPL Pays de Grasse Développement doit rembourser un emprunt dont le capital restant dû est de 562 500 €, ainsi que démarrer des premiers travaux de requalification de commerces sur la place Maurel et de dévoiement de réseaux pour Martelly. Pour cela, elle doit contracter un emprunt bancaire d'1 million d'euros et demander la garantie de cet emprunt à hauteur de 80 % à la ville de Grasse.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C
PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT	/	/

Monsieur le Maire expose :

Vu la concession d'aménagement du Centre Historique, confiée par la Ville de Grasse à la SPL Pays de Grasse Développement lors du Conseil Municipal du 30 Septembre 1996 délibération n° 811-96 et de ses différents avenants,

Vu les articles L.2252-1 et L.2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant que la commune a missionné la SPL Pays de Grasse Développement en tant qu'aménageur public pour la réalisation des travaux liés aux îlots dégradés, de portage et gestion de locaux commerciaux et de l'aménagement urbain du secteur Martelly, conformément au dossier signé par la Ville avec l'ANRU dans sa stratégie de Renouvellement Urbain du Grand Centre et au dossier de réalisation de ZAC.

Compte-tenu du contexte lié à la crise sanitaire et économique depuis mars 2020, certaines cessions de commerces n'ont pas pu avoir lieu et parallèlement l'opération Martelly est toujours bloquée en raison d'un recours engagé sur le Permis de Construire de Bouygues Immobilier depuis le 30 décembre 2019 qui n'est pas encore purgé, malgré son rejet par la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 23/12/2020, mais qui fait l'objet actuellement d'un pourvoi en cassation auprès du Conseil d'Etat depuis le 23/02/2021.

Ainsi, la SPL Pays de Grasse Développement doit d'une part rembourser le capital restant dû de 562 500 € auprès d'Arkéa Banque en date du 30/07/2021 et d'autre part réaliser des travaux sur des commerces donnant sur la place Maurel, puis engager les premiers travaux de dévoiement de réseaux sur le secteur Martelly.

Les directions de la SPL Pays de Grasse Développement et des Affaires Financières de la Ville de Grasse se sont donc rapprochées d'Arkéa Banque, afin qu'elle lui propose la contractualisation d'un nouvel emprunt à hauteur d'1 000 000 €.

Ainsi, Arkéa Banque a proposé un prêt selon les modalités suivantes :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-79-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

- **Montant** : 1 000 000€
- **Durée** : 6 années
- **Mode d'amortissement du capital** : linéaire
- **Périodicité des échéances** : trimestrielle
- **Conditions financières** :
  - Frais de dossier : 2.000 €
  - Taux fixe : 1,30 %
- **Garantie d'emprunt** : 80 % par la ville de Grasse

Conformément à la réglementation en vigueur pour les opérations d'aménagement visées aux articles L.300-1 à L.300 -4 du Code de l'Urbanisme et dans le cadre de la concession d'aménagement du centre historique, la ville de Grasse est sollicité afin de garantir cet emprunt à hauteur de 80 %.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources » et « Equipement et aménagement du cadre de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance du 10 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ACCORDER** la garantie d'emprunt de la Ville de Grasse à hauteur de 80 % pour un montant de capital du prêt d'1 000 000 €uros au bénéfice de la SPL Pays de Grasse Développement auprès d'Arkéa Banque ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette opération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 36 voix pour et 9 voix contre :
Monsieur EUZIERE (2 voix), Monsieur de FONTMICHEL (2 voix), Monsieur CASSARINI, Madame LAZREUG, Madame ISNARD (2 voix) et Monsieur CAMERANO.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M

Grades ou Emplois	Postes		pourvus				Postes vacants	observations
	ouverts	pourvus	stagiaire	titulaire	contractuel	dont détaché		
Administrateur	0	0					0	
Directeur Général des Services	1	0					1	
Directeur Général Adjoint	4	3		3		2	1	
Attaché hors classe	2	2		2		2	0	
Directeur Territorial	2	1		1		0	1	
Attaché Principal	8	8		7	1	1	0	
Attaché	7	5		4	1		2	
Rédacteur principal de 1ere classe	6	2		2			4	
Rédacteur principal de 2ème classe	8	3		3		1	5	
Rédacteur	8	4		3	1	1	4	
Adjoint administratif principal 1è cl	60	47		47		1	13	
Adjoint administratif principal 2eme cl	72	60		60			12	
Adjoint administratif	75	46	7	35	4	2	29	
Adjoint administratif à temps non complet	5	1		1			4	
Chargé de mission	7	7			7		0	
total général	**265**	**189**	**7**	**168**	**14**	**10**	**76**	

Grades ou Emplois	Postes		pourvus				Postes vacants	obvervations
	ouverts	pourvus	stagiaire	titulaire	contractuel	dont détaché		
Directeur Général des Services Techniques	1	1		1		1	0	
Ingénieur en chef hors classe	1	1		1		1	0	
Ingénieur en chef	3	2		2			1	
Ingénieur principal	2	1		1			1	
Ingénieur	8	6		4	2		2	
Technicien territorial principal de 1ère classe	5	4		3	1		1	
Technicien territorial principal de 2ème classe	5	4		3	1		1	
Technicien territorial	7	5	1	4		1	2	
Agent de maitrise principal	60	51		51		1	9	
Agent de maitrise	36	29		29			7	
Adjoint technique principal de 1ère classe	43	29		29			14	
Adjoint technique principal de 2ème classe	90	73		73			17	
Adjoint technique	188	163	17	125	21	3	25	
Adjoint technique à temps non complet	33	13	3	1	9		20	
Total général	**482**	**382**	**21**	**327**	**34**	**7**	**100**	

Grades ou Emplois	Postes		pourvus				Postes vacants	observations
	ouverts	pourvus	stagiaire	titulaire	contractuel	dont détaché		
Conservateur en chef du patrimoine	1	0					1	
Conservateur en chef bibliothèques	2	0		0			2	
Conservateur des bibliothèques	1	0					1	
Attaché de conservation du patrimoine Pal	3	1		1			2	
Attaché de conservation du patrimoine	6	2		1	1		4	
Bibliothècaire principal	3	0		0			3	
Bibliothècaire	4	1		1			3	
Assistant de conservation principal 1ere cl	11	2		2			9	
Assistant de conservation principal de 1ere cl temps non complet	1	0					1	
Assistant de conservation principal 2ème cl	12	5	0	4	1		7	
Assistant de conservation principal de 2è cl temps non complet	1	0					1	
Assistant de conservation	10	4	1	3		1	6	
Adjoint du patrimoine principal de 1ère cl	12	4		4			8	
Adjoint du patrimoine principal de 2ème cl	16	9	0	9		1	7	
Adjoint du patrimoine	21	14	5	6	3		7	
Adjoint du patrimoine à temps non complet	1	0					1	
Professeur d'enseignement artistique hors cl	4	2		2			2	
Professeur d'enseignement artistique cl normale	5	5	2	3		2	0	
Professeur d'enseignement artistique cl normale à temps non complet	4	4	1		3	1	0	
Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe	11	7		5	2	1	4	

Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe à temps non complet	6	6		3	3	1	0	
Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe	4	4		1	3	1	0	
Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe à temps non complet	5	1			1		4	
Assistant d'enseignement artistique à temps non complet	1	1			1		0	
Total général	**145**	**72**	**9**	**45**	**18**	**8**	**73**	

Grades ou Emplois	Postes		pourvus				Postes vacants	observations
	ouverts	pourvus	stagiaire	titulaire	contractuel	dont détaché		
Conseiller des APS principal	1	0		0			1	
Conseiller des APS	2	0		0			2	
Educateur des A.P.S principal de 1ère cl	5	5		5			0	
Educateur des A.P.S principal de 2ème cl	1	0					1	
Educateur des A.P.S	2	0					2	
Opérateur des A.P.S principal	0	0					0	
Opérateur des A.P.S Qualifié	1	1		1			0	
Opérateur des A.P.S	2	0		0			2	
Total général	**14**	**6**	**0**	**6**	**0**	**0**	**8**	

Grades ou Emplois	Postes		pourvus				Postes vacants	observations
	ouverts	pourvus	stagiaire	titulaire	contractuel	dont détaché		
Directeur de police municipale	1	0					1	
Chef de service de police municipale principal de 1ère classe	3	1		1			2	
Chef de service de police municipale principal de 2ème classe	3	2		2			1	
Chef de service de police municipale	2	2		2			0	
Brigadier chef principal	36	33		33			3	
Gardien-brigadier	29	19	3	16		2	10	
Total général	**74**	**57**	**3**	**54**	**0**	**2**	**17**	

Grades ou Emplois	Postes		pourvus				Postes vacants	observations
	ouverts	pourvus	stagiaire	titulaire	contractuel	dont détaché		
Agent spécialisé principal des E.M de 1è cl	32	27		27			5	
Agent spécialisé principal des E.M de 2è cl	44	32	5	27		2	12	
Médecin Hors classe	1	0					1	
Total général	**77**	**59**	**5**	**54**	**0**	**2**	**18**	

Grades ou Emplois	Postes		pourvus				Postes vacants	observations
	ouverts	pourvus	stagiaire	titulaire	contractuel	dont détaché		
Animateur principal de 1ère classe	3	3		3			0	
Animateur principal de 2ème classe	2	0					2	
Animateur	4	2			2		2	
Adjoint d'animation principal 1ècl	0	0					0	
Adjoint d'animation principal 2è cl	7	7		7			0	
Adjoint d'animation principal 2ème cl à temps non complet	3	0					3	
Adjoint d'animation	15	9	2	6	1		6	
Adjoint d'animation à temps non complet	119	64	2	10	52		55	
Total général	**153**	**85**	**4**	**26**	**55**	**0**	**68**	

Grades ou Emplois	Postes		pourvus				Postes vacants	observations
	ouverts	pourvus	stagiaire	titulaire	contractuel	dont détaché		
Conseiller Socio-éducatif	1	0					1	
Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle	1	0					1	
Assistant socio-éducatif	2	1		1			1	
Total général	**4**	**1**	**0**	**1**	**0**	**0**	3	

Filières	Postes		pourvus				Postes vacants	observations
	ouverts	pourvus	stagiaire	titulaire	contractuel	dont détaché		
Administrative	265	189	7	168	14	10	76	
Technique	482	382	21	327	34	7	100	
Culturelle	145	72	9	45	18	8	73	
Sportive	14	6	0	6	0	0	8	
Sociale	77	59	5	54	0	2	18	
Sécurité	74	57	3	54	0	2	17	
Animation	153	85	4	26	55	0	68	
Médico-sociale	4	1	0	1	0	0	3	
Total général	**1214**	**851**	**49**	**681**	**121**	**29**	**363**	

TABLEAU DES EMPLOIS VILLE DE GRASSE

EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET

Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
CABINET DU MAIRE					
	Conseiller technique	Cadre d'emplois adjoints administratifs	oui	2	35,00
	Assistant Technique	Cadrre d'emplois techniciens	oui	1	35,00
	Assistant Administratif	Cadre d'emplois adjoints administratifs	oui	6	35,00
	Agent de gestion administrative	Cadre d'emplois adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Chauffeur	Cadre d'emplois adjoints techniques et agents maîtrise	oui	3	35,00
Protocole					
	Chargé de projets	Cadre d'emplois adjoints administratifs et techniques	oui	2	35,00
	Agent de service du protocole	Cadre d'emplois adjoints techniques	oui	1	35,00
	Agent d'entretien	Cadre d'emplois adjoints techniques	oui	1	35,00
Communication					
	Responsable de la communication	Cadre d'emploi des Attachés	oui	1	35,00
	Chargé de distribution Kiosque	Cadre d'emplois de catégorie C	oui	1	35,00
	Chargé de communication	Cadre d'emplois adjoints administratifs et Rédacteurs	oui	3	35,00
	Infographiste	Cadre d'emplois adjoints techniques et agents maîtrise	oui	2	35,00
	Chargé communication Relations Presse	Cadre d'emplois adjoints administratifs	oui	1	35,00
DGS					
	Directeur Général des Services	Emploi fonctionnel	non	1	35,00
	Directeur Général Adjoint	Emploi fonctionnel	non	1	35,00
	Directeur	Cadre d'emploi des Attachés	oui	1	35,00
	Assistante administrative	Cadre d'emplois adjoints administratifs	oui	1	
	Responsable Mission Agenda 21	Cadres d'emplois de Catégorie A	oui	1	35,00
Contrôle de gestion					
	Manager contrôleur de gestion	Cadre d'emploi des Attachés	oui	1	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
	Direction des Affaires juridiques					
		Directeur Juridique	Cadres d'emplois A filières administrative et technique	oui	1	35,00
	Juridique et Foncier	Responsable secteur foncier	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
		Gestionnaire foncier	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
		Assistante administrative foncier	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Contentieux- Consultations juridiques-Conventions	Cadre d'emplois des rédacteurs	oui	1	35,00
		Juriste Polyvalent	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	31,50
		Chargé d'inventaire du patrimoine	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	31,50
		Gestionnaire des Périls	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Gestion du Patrimoine-Comptabilité	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Gestion des Assurances - Secrétariat	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Agent administratif accueil	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Assemblées					
		Gestionnaire des Assemblées	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
	Contrôle Publicité					
		Contrôle affichage publicitaire	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Assistante administrative	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Conformité urbanisme					
		Agent Instructeur	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	31,50
		Agent administratif accueil	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	3	35,00
		Agent contrôleur	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Agent Contrôleur	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Direction des Affaires Financières et des systèmes d'information					
		Directeur	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
	Affaires financières					
		Exécution budgétaire- Gestion de la Dette	Cadre d'emplois des attachés	oui	2	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Secrétariat	Cadre d'emplois des adjoints adminsitratifs	oui	1	35,00
		Agent gestionnaire secteur	Cadre d'emplois des adjoints adminsitratifs	oui	5	35,00
		Agent de gestion comptable DGST	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	3	35,00
	Informatique / Téléphonie					
		Responsable Service Informatique	Cadre d'emplois des techniciens	oui	1	35,00
		Agent du Pôle technique Informatique Ecoles	Cadre d'emplois de catégorie C	oui	4	35,00
		Agent de gestion administrative	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	2	35,00
		Responsable réseau et téléphonie	Cadre d'emplois des agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent assistant fonctionnel	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
	Contrôle Fiscalité					
		Agent gestionnaire taxes	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Contrôleur de terrain	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
	DGA ATTRACTIVITE EVENEMENTIEL COMMERCE					
		Directeur Général Adjoint	Emploi fonctionnel	non	1	35,00
	Direction Evénementiel					
		Directeur évènementiel	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	
	Evénementiel					
		Chargé de projet au pool évènementiel	Cadre d'emplois des adjoints adminsitratifs	oui	1	35,00
		agent de gestion administrative	Cadre d'emplois des adjoints adminsitratifs	oui	2	35,00
	Coordination de Manifestations					
		Chef de service	Cadre d'emploi des agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent de gestion administrative	Cadre d'emploi des adjoints administratrifs	oui	2	35,00
	Palais des Congrés et Réceptif					
		Responsable Palais des Congrés	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
		Agent d'Accueil	Cadres d'emplois des adjoints administratifs	oui	2	35,00
		Responsable technique	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Technicien SSIAP 1	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
		Technicien Polyvalent	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Régisseur Technique Palais des Congrès	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Relations Internationales					
		Agent de gestion des relations internationales	Cadre d'emplois adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Fêtes et Eclairage Public					
		Responsable de service	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Adjoint chef de service	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Assistante administrative	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Sonoriste	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
		Chauffeur PL	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Chauffeur Nacelle	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Polyvalent Electricien	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Polyvalent Fêtes	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
		Manutentionnaire	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	6	35,00
		Gestionnaire Atelier	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Direction Commerce Projet Cœur de ville					
		Chef de projet Cœur de Ville	Cadre d'emplois attachés et ingénieurs	oui	1	35,00
	Maison du Commerce					
		Agent de gestion administrative	Cadre d'emploi des adjoints administratrifs	oui	1	35,00
		Agent de developpement commercial	Cadre d'emploi des adjoints administratrifs	oui	2	35,00
	Foires & Marchés					
		Receveur-Placier	Cadres d'emplois techniques de catégorie C	oui	2	35,00
	Domaine Public Commercial					
		Secrétariat Commerce	Adjoint administratif tous grades	oui	1	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
	DGA RESSOURCES RESEAUX SECURITE					
		Directeur Général Adjoint	Emploi fonctionnel	non	1	35,00
	RGPD	Délégué Protection des Données	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	35,00
	POLE ADMINISTRATIF					
	Direction Citoyenneté					
		Directeur Citoyenneté	Cadre d'emploi des Attachés	oui	1	35,00
	Etat-Civil Affaires Générales					
		Agent de gestion Etat Civil	Cadre d'emploi des adjoints administratrifs	oui	5	35,00
		Agent de gestion formalités administratives	Cadre d'emploi des adjoints administratrifs	oui	5	35,00
	Elections					
		Responsable Sce Electoral	CadreS d'emploi des adjoints administratrifs et des rédacteurs	oui	1	35,00
		Agent de gestion administrative	Cadre d'emploi des adjoints administratrifs	oui	2	35,00
	Service des Cimetières					
		Agent de gestion administrative	Cadre d'emploi des Adjoints administratifs	oui	2	35,00
		Agent d'accueil	Cadre d'emploi des Adjoints administratifs	oui	2	35,00
	Mairies annexes					
		responsable mairies annexes	Cadre d'emploi des adjoints administratrifs	oui	1	35,00
		Agent de gestion des Mairies annexes	Cadre d'emploi des adjoints administratrifs	oui	11	35,00
		Agent de Gestion Postale Aspres	Cadre d'emploi des adjoints administratrifs	oui	1	35,00
		Animation relais information quartier	Cadre d'emploi des adjoints administratrifs	oui	1	35,00
	Courrier					
		Agent de gestion administrative	Cadre d'emploi des adjoints administratrifs	oui	2	35,00
		Responsable Service Courrier	Cadre d'emploi des adjoints administratrifs	oui	1	35,00
	Appariteurs					
		Agent Appariteur	Cadre d'emplois adjoints techniques et agents maîtrise	oui	4	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Vaguemestre	Cadre d'emplois adjoints techniques et agents maîtrise	oui	1	35,00
	Accueil					
		Agent d'accueil	Cadre d'emplois adjoints administratifs	oui	3	35,00
	Standard Téléphonique					
		Agent standardiste	Cadres d'emplois catégorie C	oui	2	35,00
	Direction Ressources Humaines					
		Directeur des Ressources Humaines	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
		Secretariat de Direction et Elue	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Pôle administratif RH					
		Responsable administratif	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
		Assistant Formation- Contrats	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	2	35,00
		Gestionnaire de Paye	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Gestionnaire de Paye	Cadre d'emplois des rédacteurs	oui	1	35,00
		Responsable des carrières	Cadre d'emplois des rédacteurs	oui	1	35,00
		Agent de gestion administrative carrières	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Gestionnaire des congés - absences	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	2	35,00
	Pôle Formation Conditions de vie au travail					
		Responsable Formation Conditions de vie au travail	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
		Assistant	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Couverture Numérique					
		Webmestre	Cadre d'emplois des rédacteurs	oui	1	35,00
	Etablissement Public (CCAS)					
		Animateur de l' Office des Retraités	Cadre d'emplois des agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Secrétariat Elu	Cadre d'emplois C et B fililière administrative	oui	1	35,00
	POLE SECURITE					

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
	ERP					
		Responsable cellule ERP	Cadre d'emplois des techniciens	oui	1	35,00
		Gestionnaire administratif Commission de Sécurité	Cadre d'emplois des techniciens	oui	1	35,00
		Assistante cellule ERP	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	CLSPD					
		Coordinatrice CLSPD	Cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs	oui	1	35,00
	Direction de la Police Municipale					
	Police municipale					
		Directeur de la Police Municipale	Cadre d'emplois des chefs de service de PM	oui	1	35,00
		Adjoint au chef de service	Cadre d'emplois des chefs de service de PM	oui	2	35,00
		Agent Bureau d'Ordre/Administratif	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	2	35,00
		Agent Polyvalence Réservation	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	1	35,00
		Responsable Brigades PM	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	2	35,00
		Responsable Brigade de Nuit	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	1	35,00
		Agent Brigade de Nuit	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	11	35,00
		Responsable Brigade Hameaux	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	1	35,00
		Brigade Hameaux	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	4	35,00
		Responsable Brigade Moto	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	1	35,00
		Agent Brigade Moto	Cadres d'emplois des agents de PM	oui	4	35,00
		Adjoint Chef Brigade	Cadres d'emplois des agents de PM	oui	2	35,00
		Gardiens PM	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	23	35,00
		Standard PM	Cadres d'emplois des agents de PM et adjoints administratifs	oui	3	35,00
		Assistant administrative	Cadres d'emplois des agents de PM et adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Assistant administrative	Cadres d'emplois des agents de PM et adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Secteur Auto Fourrière	Cadre d'emplois Chef de service	oui	1	35,00
		Gestion administrative secteur Etrangers- Objets Trouvés	Cadres d'emplois des agents de PM et adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Responsable Brigade Environnement	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	2	35,00
		Brigade Environnement	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	6	35,00
		Responsable brigade régie des parkings	Cadres d'emplois des agents de PM et adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Agent verbalisateur stationnement	Cadres d'emplois des agents de PM et adjoints administratifs	oui	6	35,00
		Agent administratif de suivi	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00

Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
Centre de protection urbain					
	Responsable CSU	Cadre d'emplois des techniciens	oui	1	35,00
	Adjoint au responsable CSU	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Opérateur vidéoprotection	Cadres d'emplois des adjoints administratifs	oui	15	35,00
POLE SANTE PREVENTION					
Sce Communal d'Hygiène & Santé					
	Responsable Secteur Hygiène	Cadre d'emplois des ingénieurs	oui	1	35,00
	Agent de gestion administrative	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Agent de salubrité	Cades d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Agent de gestion administrative permis de louer	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Inspecteur de salubrité	Cadre d'emplois des techniciens	oui	2	35,00
	Instructeurs permis de louer	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
Service Prévention					
	Conseiller de Prévention	Cadre d'emplois des ingénieurs	oui	1	35,00
	Assistant de Prévention	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Assistant administratf	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
Médecine professionnelle					
	Médecin	Cadre d'emplois des médecins	oui	1	35,00
	Secrétariat médical	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Assistance sociale	Cadres d'emplois de catégorie A filière médico-sociale	oui	1	35,00
DGA SPORTS CULTURE JEUNESSE					
	Directeur Général Adjoint	Emploi fonctionnel	non	1	35,00
Jeunesse					
	Chef de Service	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
	Responsable secteur Ados	Cadre d'emplois des animateurs	oui	1	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Responsable secteur périscolaire	Cadre d'emplois des animateurs	oui	1	35,00
		Responsable Projets	Cadre d'emplois des animateurs	oui	2	35,00
		Agent de gestion administrative	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	4	35,00
		Animateur Espace Internet Citoyen	Cadres d'emplois de catégorie C	oui	3	35,00
		Animateur CLSH	Cadre d'emplois des adjoints d'animation	oui	8	35,00
		Agent CLSH	Cadre d'emplois des adjoints d'animation	oui	7	35,00
	Vie Scolaire					
		Responsable de service	Cadres d'emplois de catégorie A	oui	1	35,00
		Assistante administrative	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Gestionnaire du Personnel des Ecoles	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Gestionnaire Inscriptions	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Agent de gestion administrative	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	5	35,00
	Ecole de St François	Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Ecole de St Mathieu	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
		Agent spécialisé	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	3	35,00
	Ecole Maternelle Antoine Maure	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent spécialisé	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	4	35,00
	Ecole Maternelle du Cinsault	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent spécialisé	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	4	35,00
	Ecole Maternelle Gambetta	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent spécialisé	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	7	35,00
	Ecole Maternelle Henri Wallon	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	4	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
		Agent spécialisé	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	8	35,00
	Ecole Maternelle Jean Crabalona	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Agent spécialisé	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	4	35,00
	Ecole Maternelle L'eau Vive	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent spécialisé	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	5	35,00
	Ecole Maternelle Les Cigales	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	4	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
		Agent spécialisé	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	10	35,00
	Ecole Maternelle Les Jasmins	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent spécialisé	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	6	35,00
	Ecole Maternelle Rose de Mai	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent spécialisé	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	7	35,00
	Ecole Maternelle St Antoine	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent spécialisé	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	5	35,00
	Ecole Primaire Antoine Maure	Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	4	35,00
	Ecole Primaire Dracéa	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	4	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Ecole Primaire Gambetta	Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	5	35,00
	Ecole Primaire Gérard Philipe	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	31,50
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Ecole Primaire Henri Wallon	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	5	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Ecole Primaire Jean Crabalon	Agent d' entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent spécialisé AVS	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Ecole Primaire Macarry	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Agent responsable d'office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Ecole Primaire Pra d'Estang	Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
	Ecole Primaire St Antoine	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Ecole Primaire St Exupéry	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	4	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
		Agent spécialisé AVS	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Ecole Primaire St Jacques	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	6	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
	Brigade Remplaçantes Restauration Municipale	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	7	35,00
		Agent de restauration	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
	Cohésion sociale et urbaine					
		Coordinateur GUP	Cadre d'emplois des animateurs	oui	1	35,00
		Agent de médiation et technique	Cadres d'emplois des adjoints administratifs, d'animation et techniques	oui	1	35,00
	Direction Culture					
		Directeur	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
		Assistante administrative	Cadre d'emploi des Adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Ville d'Art et d'Histoire					
		Responsable de service	Cadre d'emplois des attachés de conservation	oui	1	35,00
		Chargé de mission	Charge de mission	oui	1	35,00
		Chargé des questions d'urbanisme patrimonial	Cadre d'emplois des Techniciens	oui	1	35,00
		Agent de gestion administrative	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Guide conférencier	Cadre d'emplois des assistants de conservation	oui	1	35,00
		Guide conférencier	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine	oui	1	35,00
		Agent d'accueil Cathédrale	Cadres d'emplois C	oui	1	35,00
		Chargé événementiel et touristique	Cadres d'emplois C	oui	1	35,00
	Conservatoire					
		Directeur du conservatoire	Cadres d'emplois A filière administrative, culturelle ou artistique	oui	1	16,00
		Responsable de l'enseignement	Cadres d'emplois A filière artistique	oui	1	16,00
		Agent de Gestion Administrative	Cadres d'emplois C	oui	3	35,00
		Responsable département Piano	Cadre d'emplois A et B filière artistique	oui	1	16,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Responsable département Formation musicale	Cadre d'emplois A et B filière artistique	oui	1	16,00
		Musicien Accompagnement	Cadre d'emplois A et B filière artistique	oui	1	20,00
		Professeur de chant choral	Cadre d'emplois A et B filière artistique	oui	1	20,00
		Professeur de flute	Cadre d'emplois B filière artistique	oui	1	20,00
		Professeur de flute	Cadre d'emplois A artistique	oui	1	16,00
		Professeur de formation musicale	Cadre d'emplois A et B filière artistique	oui	1	20,00
		Professeur de guitare	Cadre d'emploist B filière artistique	oui	1	20,00
		Professeur de guitare	Cadre d'emploist A filière artistique	oui	1	16,00
		Professeur de harpe	Cadre d'emplois A et B filière artistique	oui	1	16,00
		Professeur de percussions	Cadre d'emplois A et B filière artistique	oui	1	16,00
		Professeur de piano	Cadre d'emplois A et B filière artistique	oui	3	20,00
		Professeur de saxophone	Cadre d'emplois A et B filière artistique	oui	1	20,00
		Professeur de trompette	Cadre d'emplois A et B filière artistique	oui	1	20,00
		Professeur de violon	Cadre d'emplois A et B filière artistique	oui	2	20,00
	Espace Altitude 500 Cinéma					
		Responsable	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
		Agent de gestion administrative	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Agent d'accueil et administratif	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Technicien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Projectionniste	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	2	35,00
	Archives					
		Responsable des Archives Communales	Cadres d'emplois A filière culturelle	oui	1	35,00
		Agent d'Accueil	Cadres d'emplois C toutes filières	oui	1	35,00
		Magasinier	Cadres d'emplois des adjoints techniques et du patrimoine	oui	1	35,00
		Agent de gestion administrative	Cadre d'emploi des Adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Agent du patrimoine photographe	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine	oui	1	35,00
	Bibliothèques & Médiathèque					
		Chef de Service des bibliothèques	Cadres d'emplois A filières administrative ou culturelle	oui	1	35,00
		Responsable scientifique	Cadre d'emploi des conservateurs des bibliothèques	oui	1	35,00
		Responsable plateau Loisirs et Savoirs	Cadre d'emplois des bibliothécaires	oui	1	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Chargé de bibliothèque	Cadre d'emplois des assistants de conservation	oui	1	35,00
		Chargé de bibliothèque	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine	oui	2	35,00
		Gestionnaire des navettes	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine	oui	1	35,00
		Chargé bibliothèque patrimoniale	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine	oui	1	35,00
		Coordinatrice Bibliothèque patrimoniale	Cadre d'emplois des assistants de conservation	oui	1	35,00
		Chargé de bibliothèque	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine	oui	4	35,00
		Magasinier	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine	oui	1	
		Coordinateur sites annexes	Cadre d'emplois des bibliothécaires	oui	1	35,00
		Responsable de site	Cadre d'emplois des assistants de conservation	oui	1	35,00
		Responsable commandes	Cadre d'emplois des assistants de conservation	oui	1	35,00
		Chargé action culturelle	Cadre d'emplois des assistants de conservation	oui	1	35,00
		Responsable Accueil et inscription	Cadre d'emplois des assistants de conservation	ASCONS	1	35,00
		Chargé de bibliothèque	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine et des Assistants de conservation	oui	2	35,00
		Chargé action culturelle	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine	oui	1	35,00
		Chargé bibliothèque Aromathèque et Beaux Arts	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine	oui	1	35,00
		Assistante administrative	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine	oui	1	35,00
		Assistante de direction	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Agent de gestion administrative	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	2	35,00
		Chargé d'informatique documentaire	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	35,00
		Agent technique de maintenance	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	2	35,00
		Acquéreur de documents	Cadres d'emplois C et B filière culturelle	oui	2	35,00
		Technicien réseau son et lumière	Cadre d'emplois B filière technique	oui	1	35,00
		Agent factotum-Gardien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	35,00
		Responsable de l'Action culturelle	Cadres d'emplois A et B filières administrative ou culturelle	oui	1	35,00
		Chargé de communication	Cadres d'emplois C filière culturelle ou administrative	oui	1	35,00
		Chargé des publics empêchés	Cadre d'emplois C filière culturelle	oui	1	35,00
		Responsable de plateau en lecture publique	Cadre d'emplois B filière culturelle	oui	1	35,00
		Responsable de plateau Petite Enfance	Cadre d'emplois B filière culturelle	oui	1	35,00
		Chargé de bibliothèque	Cadres d'emplois C filière culturelle ou administrative	oui	1	35,00
		Chargé de gestion des expositions	Cadre d'emplois C filière culturelle	oui	1	35,00
		Chargé d'accueil et inscriptions	Cadres d'emplois C filière culturelle ou administrative	oui	3	35,00
		Chargé de bibliothèque (Art)	Cadres d'emplois C filière culturelle ou administrative	oui	1	35,00
		Chargé de bibliothèque (Loisirs et savoirs)	Cadre d'emplois C filière culturelle	oui	1	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Chargé de bibliothèque spécialisé Maison de la poésie	Cadre d'emplois C filière culturelle	oui	1	35,00
	Direction des Sports et de la Vie Associative					
		Directeur	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
	Sports					
		Assistante administrative	Cadre d'emplois des adjoints adminsitratifs	oui	2	35,00
		Agent de gestion administrative finances Rh	Cadre d'emplois des adjoints adminsitratifs	oui	1	35,00
		Educateur sportif Salle de Musculation	Cadres d'emplois catgorie C	oui	3	35,00
		Educateur sportif scolaire	Cadres d'emplois A et B filière sportive	oui	7	35,00
		Responsable Technique Installations sportives et Atelier	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent technique atelier	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Gardien Salle Amiral de Grasse	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Gardien Salle Canteperdrix	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Gardien Salle De Croisset	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Gardien salle des Jasmins	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Gardien salle Omnisports	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Gardien salle Saint Exupery	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Gardien salle Saint Hilaire	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Gardien salle Tocqueville	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Gardien stade Jean Girard	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Gardien stade La Paoute	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Gardien stade Le Plan	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
		Gardien stade Perdigon	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Gardien stade Plascassier	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
	Vie Associative					
		Responsable Pôle associations	Cadres d'emplois A filière culturelle	oui	1	35,00
		Secrétariat	Cadre d'emploi des Adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Agent d'Accueil	Cadres d'emplois C toutes filières	oui	3	35,00
		Agent de gestion administrative	Cadre d'emploi des Adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Agent d'Accueil Musée Marine	Cadres d'emplois catégorie C	oui	1	35,00
		Gestion administrative Maison des Associations	Rédacteur	oui	1	28,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
	DIRECTION GENERALE DES SERVICES TECHNIQUES					
		D.G.S.T	emploi fonctionnel par détachement	non	1	35,00
		Directeur des services techniques	Cadres d'emplois des ingénieur en chef	oui	1	35,00
		Assistante Direction DGST	Cadres d'emplois B et C administratifs	oui	1	35,00
		Chargé de mission Urbanisme Stationnement	Cadre d'emplois des techniciens territoriaux	oui	1	35,00
		Chargé de mission Subventions/Recettes	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Cellule Energies et Développement durable	Responsable cellule énergie	Cadre d'emplois des ingénieurs	oui	1	35,00
		Agent de gestion administrative	Cadres d'emplois de catégorie C	oui	1	35,00
	Commande Publique et Achats					
		Chef de Service	Cadre d'emplois des rédacteurs	oui	1	35,00
		Achats	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Assistante Achats	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	2	35,00
		Assistant Commande Publique	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	2	35,00
		Accueil - Secrétariat	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Etudes et Modernisation					
		Responsable	Cadres d'emplois A et B techniques	oui	1	35,00
		Géomètre	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Gestionnaire SIG	Cadre d'emplois des ingénieurs	oui	1	35,00
		Dessinateur	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
	Parc Automobile					
		Responsable Parc Auto	Cadre d'emplois des ingénieurs	oui	1	35,00
		Agent de gestion administrative	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Chef d'atelier	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent mécanicien	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	4	35,00
	Direction Bâtiments					

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Directeur	Cadre d'emplois des ingénieurs	oui	1	35,00
		Assistante Administrative	Cadres d'emplois B et C administratifs	oui	1	35,00
	Ateliers Régie					
		Chef de service	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Adjoint au Chef de service	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
		Techniciens de maintenance des bâtiments	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	25	35,00
	Bâtiments communaux					
		Responsable	Cadre d'emplois des techniciens	oui	1	35,00
		Surveillant travaux Pôle enfance	Cadres d'emplois B et C techniques	oui	1	35,00
		Surveillant de travaux Pôle Sport, Culture, Administration	Cadres d'emplois B et C techniques	oui	3	35,00
		Suivi technique Pôle Sécurité Conformité	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
		Pôle logements, Logistique	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Entretien des locaux					
		Responsable Service	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent d'entretien des locaux	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	29	35,00
	Direction Proximité Cadre de Vie et					
		Directeur Proximité	Cadres d'emplois B et C technique	oui	1	35,00
		Agent de gestion administrative	Cadres d'emplois C	oui	2	35,00
	Direction adjointe proximité centre ville secteur est					
		Chef de secteur Centre ville Périphérie	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Adjoint Chef de secteur Centre ville Périphérie	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent d'entretien de la voie publique Centre ville périphérie	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	21	35,00
		Chef de Secteur Est	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent d'entretien de la voie publique secteur Est	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	11	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Directeur adjoint	Cadre d'emplois B et C filière technique	oui	1	35,00
	Direction adjointe PIL proximité secteur ouest	Controleur de chantier	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Chauffeur	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent d'entretien de la voie publique PIL	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	16	35,00
		Chef de Secteur Ouest	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Chef de Secteur St Claude	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent d'entretien de la voie publique secteur ouest	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	13	35,00
		Responsable service	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Espaces Verts	Adjoint chef de service et responsable technique des cimetières	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent des espaces verts	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	27	35,00
		Mécanicien	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent technique cimetière	Cadre d'emplois des adjoints techniques et Agents de maîtrise	oui	4	35,00
	Direction Voiries Réseaux et Domaine Public					
		Chef de service	Cadre d'emplois des ingénieurs	oui	1	35,00
	Voiries Réseaux GDP	Assistante Administrative	Cadres d'emplois B et C administratifs	oui	1	35,00
		Agent d'accueil	Cadre d'emplois des adjoints adminsitratifs	oui	1	35,00
		Contrôleur de chantiers	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent chargé d'instruction et de contrôle DP	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent Controleur	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent de Gestion Technique	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
		Agent chargé d'instruction	Cadre d'emplois des adjoints techniques et adjoints adminstratifs	oui	1	35,00
		Défense incendie	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
					863	

TABLEAU DES EMPLOIS VILLE DE GRASSE

EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET

Direction	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Créés	Nb heures hebdomadaires
	DGA RESSOURCES RESEAUX SECURITE					
	POLE ADMINISTRATIF					
	Direction Citoyenneté					
3	**Appariteurs**					
		Vaguemestre	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	17,5
	DGA SPORTS CULTURE JEUNESSE					
3	**Jeunesse**					
3		Agent CLSH	Cadre d'emplois des adjoints d'animation	oui	2	17,68
3		Agent CLSH	Cadre d'emplois des adjoints d'animation	oui	2	16,55
		Agent CLSH	Cadre d'emplois des adjoints d'animation	oui	1	11,36
3		Agent CLSH	Cadre d'emplois des adjoints d'animation	oui	1	7,86
3		Agent CLSH	Cadre d'emplois des adjoints d'animation	oui	1	5,44
3		Agent CLSH	Cadre d'emplois des adjoints d'animation	oui	48	15,00
					12	17,5
	Direction Culture					
	Ville d'Art et d'Histoire					
		Animateur du patrimoir	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine	oui	1	17,50
	Conservatoire					
		Professeur de violoncel	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui	1	3,00
		Professeur de violoncel	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui	1	4,00
		Ensemble jazz	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui	1	12,00
		Professeur de piano	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui	1	13,00

		Professeur de clarinette	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui	1	11,00
		Professeur Musique tra	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui	1	10,00
3		Professeur de contreba	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui	1	14,00
3		Professeur de flûte	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui	1	6,00
3		Professeur d'alto	Cadre d'emplois B filière artistique	oui	1	10,00
		Professeur d'alto	Cadre d'emploi A filière artistique	oui	1	10,00
3		Professeur de musique	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui	1	8,00
		Professeur de musique	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui	1	3,00
3		Professeur de violon	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui	1	11,00
		Professeur de percussio	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui	1	14,00
		Professeur de percussio	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui	1	4,00
	Vie Scolaire					
	Ecole Maternelle Les Cigales	Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	27,25
	Ecole Maternelle Gambetta	Assistante de vie scolair	Cadre d'emplois des adjoints d'animation	oui	1	29,55
	Ecole Primaire Gérard Philipe	Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	2	25,86
		Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	30,00
		AVS	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	14,73
	Ecole Primaire Jean Crabalon	Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	2	27,45
	Ecole Primaire Pra d'Estang	Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	25,86
	Ecole de St François	Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	21,50
		Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	31,00
	Ecole St Mathieu	Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	28,00
		Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	25,67
	Ecole Primaire St Antoine	Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	25,00
	Ecole Primaire St Exupéry	Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	27,25
				oui	2	25,67
	Ecole Primaire St Jacques	Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	27,25
	Brigade Bus	Agent d'accompagneme	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	3	19,00
	Brigade adjoint technique	Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	4	30,50

	DIRECTION GENERALE DES SERVICES TECHNIQUES					
	Direction Bâtiments					
	Entretien des locaux					
		Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	18,86
		Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	17,50
Total					111	

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-80-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

2021 - 80 MODIFICATION ET CREATION EMPLOIS PERMANENTS
MODIFICATION TABLEAU DES EMPLOIS ET TABLEAU DES EFFECTIFS

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-80-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-80-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 80

DU 29 JUIN 2021

MODIFICATION ET CREATION EMPLOIS PERMANENTS
MODIFICATION TABLEAU DES EMPLOIS ET TABLEAU DES EFFECTIFS

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet les modifications et créations de postes ainsi que l'actualisation du tableau des emplois et du tableau des effectifs.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
RESSOURCES HUMAINES	CHAPITRE 012	

Madame Valérie COPIN expose :

Conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Vu la délibération du Conseil Municipal du 23 mars 2021 relative à la présentation des tableaux des emplois et effectifs de la ville de Grasse,

Vu l'avis favorable donné par le Comité Technique de la ville de Grasse le 22 juin 2021,

La ville de Grasse s'est engagée dans une politique de lutte contre l'habitat indigne, indécent et les marchands de sommeil dans le centre-ville et a décidé par délibération du 10 novembre 2020 de renforcer ses actions et instaurer le « permis de louer », dispositif créé par la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové dite « loi ALUR » du 24 mars 2014.
Ce dispositif entre en vigueur au 1er avril 2021 et le service Communal d'Hygiène et de Santé en assurera la mise en œuvre et le suivi.

Aussi, ces nouvelles missions requièrent d'étoffer le service par la création de trois postes à savoir :

- 2 postes d'Instructeur technique du permis de louer
- 1 poste d'Agent de gestion administrative

Ces postes permanents à temps complet seront à pouvoir par des fonctionnaires de catégorie C relevant de la filière technique et de la filière administrative.
S'il s'avère que la procédure de recrutement n'a pas permis de retenir de candidatures d'agents titulaires, alors les postes pourront être pourvus par des agents contractuels de droit public dans l'attente de recrutements de fonctionnaires en application de l'article 3-2 de la loi du 26 janvier 1984.

En contrepartie et suite à un départ en retraite, il convient de procéder à la suppression d'un poste d'agent d'accueil et de salubrité au sein de ce même service Communal d'Hygiène et de Santé.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-80-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Par ailleurs, et toujours dans l'objectif du renforcement des équipes pour rendre le meilleur service au public, il convient de créer deux postes d'Agent de gestion au sein des mairies annexes, ~~postes à pourvoir par mutations~~ internes, de transformer au sein du service Ville d'Art et d'Histoire un poste d'agent d'accueil en poste de chargé d'événementiel et touristique, de créer un poste d'agent placier au sein du service Foires et Marchés pourvu aussi par mutation interne d'un agent technique de catégorie C, et enfin de procéder à la suppression d'un poste d'agent polyvalent de la filière technique en catégorie C au sein du service des sports et de créer deux nouveaux postes d'ETAPS permanents à temps complet à pourvoir par des fonctionnaires de catégorie B relevant de la filière sportive.
S'il s'avère que la procédure de recrutement n'a pas permis de retenir de candidatures d'agents titulaires, alors les postes pourront être eux aussi pourvus par des agents contractuels de droit public dans l'attente du recrutement de fonctionnaires en application de l'article 3-2 de la loi du 26 janvier 1984.

Enfin, des actualisations consécutives à l'organisation des services sont prises en compte.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 10 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** les créations et suppressions de postes ;
- **DIRE** que les crédits sont inscrits aux budgets 2021 et suivants ;
- **APPROUVER** les tableaux des emplois et des effectifs communaux annexés.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M

Liste des marchés conclus de Janvier à Mai 2021
Ville de Grasse
Conformément à l'article L. 2122-22.4 du C.G.C.T. et en application de l'article L. 2122-23 du C.G.C.T.

N° MARCHE	OBJET	TYPE	DATE MARCHE	DATE NOTIFICATION	ATTRIBUTAIRE	CODE POSTAL	VILLE	MONTANT HT €
01.21	REQUALIFICATION DU BOULEVARD CARNOT A GRASSE - LOT 1 VOIRIES ET RESEAUX DIVERS	TRAVAUX	13/01/2021	15/01/2021	SEETP	06130	GRASSE	Tranche ferme : 429 045,00 Tranche optionnelle 1 : 10 440,00
02.21	REQUALIFICATION DU BOULEVARD CARNOT A GRASSE - LOT 2 AMENAGEMENT PAYSAGERS	TRAVAUX	13/01/2021	14/01/2021	ID VERDE	06200	NICE	34 788,88
03.21	MISSION D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR LA PREPARATION A LA RELANCE DE L'EXPLOITATION DE LA CUISINE CENTRALE POUR LA RESTAURATION COLLECTIVE	PRESTATIONS SERVICES	14/01/2021	15/01/2021	CANTINEO EN GROUPEMENT AVC SELAS FIDUCIAL BY LAMU/SERIUS	69360	COMMUNAY	Tranche ferme : 14 900,00 Tranche optionnelle 1 : 17 900,00 Tranche optionnelle 2 : 1 550,00
04.21	CREATION CAMPUS UNIVERSITAIRE LOT 3 GROS ŒUVRE ETENDU	TRAVAUX	01/03/2021	01/03/2021	MAURO & ASSOCIES	06131	GRASSE	2 005 706,39
05.21	REQUALIFICATION DU BD CARNOT LOT 3 RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC	TRAVAUX	04/03/2021	04/03/2021 (TF+TO1+TO2)	BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES	06390	CONTES	Tranche ferme : 168 914,25 Tranche optionnelle 1 : 1 539,00 Tranche optionnelle 2 : 8 424,00 Total : 178 877,25
06.21	CREATION CAMPUS UNIVERSITAIRE LOT 2 INSTALLATION DE CHANTIER ECHAFAUDAGES	TRAVAUX	08/03/2021	09/03/2021	SPE	13127	VITROLLES	89 560,70
07.21	CREATION CAMPUS UNIVERSITAIRE LOT 5 MENUISERIES EXTERIEURES BOIS	TRAVAUX	04/03/2021	09/03/2021	ENERGIE BOIS	30190	SAINT CHAPTES	209 758,00
08.21	CREATION CAMPUS UNIVERSITAIRE LOT 8 MENUISERIES INTERIEURES	TRAVAUX	08/03/2021	09/03/2021	TRAVAUX BATIMENTS TECHNIQUES 06	06300	NICE	218 475,00
09.21	CREATION CAMPUS UNIVERSITAIRE LOT 9 CARRELAGES FAIENCES REVETEMENTS SOL SOUPLES	TRAVAUX	04/03/2021	09/03/2021	SINHATEC	06220	VALLAURIS	260 951,16
10.21	CREATION CAMPUS UNIVERSITAIRE LOT 10 PEINTURE	TRAVAUX	04/03/2021	09/03/2021	DELAN	06200	NICE	160 728,03
11.21	CREATION CAMPUS UNIVERSITAIRE LOT 13 ASCENSEUR	TRAVAUX	08/03/2021	09/03/2021	THYSSENKRUPP ASCENSEURS	49001	ANGERS	51 395,00
12.21	FOURNITURE DE PRODUITS SANITAIRES LOT 1 MASQUES CHIRURGICAUX ET MASQUES FFP2 - ACCORD CADRE	FOURNITURES	15/03/2021	16/03/2021	3 SOCIETES RETENUES POUR LES MARCHES SUBSEQUENTS LOGOPROM SIECO VOG IMPORT	95100 83300 75019	ARGENTEUIL DRAGUIGNAN PARIS	PAS DE MONTANT A CE STADE
13.21	RAVALEMENT DE LA FACADE DE L'ANCIENNE MAISON DE LA POESIE ANCIENNE MEDIATHEQUE RUE DE LA LAUVE A GRASSE	TRAVAUX	22/03/2021	22/03/2021	SRC BAT	06130	GRASSE	19 915,00
14.21	CREATION CAMPUS UNIVERSITAIRE LOT 7 PLATRERIES GYPSERIE CLOISONNEMENTS DOUBLAGES PLAFONDS PLAFONDS SUSPENDUS	TRAVAUX	24/03/2021	24/03/2021	SINHATEC	06220	VALLAURIS	271 406,34
15.21	CREATION CAMPUS UNIVERSITAIRE LOT 11 ELECTRICITE COURANTS FORTS COURANTS FAIBLES	TRAVAUX	24/03/2021	24/03/2021	SNC INEO PROVENCE ET COTE D'AZUR	06517	CARROS	536 996,33
16.21	CREATION CAMPUS UNIVERSITAIRE LOT 12 CHAUFFAGE PLOMBERIE SANITAIRES	TRAVAUX	24/03/2021	24/03/2021	SEATECK	06130	GRASSE	401 584,00
17.21	FOURNITURE DE PRODUITS SANITAIRES LOT 1 MASQUES CHIRURGICAUX ET MASQUES FFP2 - MARCHE SUBSEQUENT 1	FOURNITURES	06/04/2021	06/04/2021	LOGOPROM	95100	ARGENTEUIL	3 900,00
18.21	EXPLOITATION, ENTRETIEN MAINTENANCE PARC ECLAIRAGE PUBLIC, SIGNALISATION LUMINEUSE TRICOLORE ECLAIRAGE SPORTIF	PRESTATIONS SERVICES	19/04/2021	23/04/2021	BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES	06390	CONTES	ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE SANS MINIMUM ET SANS MAXIMUM
19.21	PRESTATIONS DE PRELEVEMENT ET D'ANALYSE DU RADON DANS DES BATIMENTS RECEVANT DU PUBLIC A GRASSE	PRESTATIONS SERVICES	21/04/2021	21/04/2021	ADX GROUPE	53200	CHÂTEAU GONTIER	1 276,00
20.21	MISE A DISPOSITION GRATUITE DE 5 VEHICULES A LOGOTISATION PUBLICITAIRE LOT1 DEUX MINIBUS VP 9 PLACES A MOTORISATION DIESEL	PRESTATIONS SERVICES	30/04/2021	30/04/2021	INFOCOM France	13400	AUBAGNE	COUT VEHICULE SI RACHAT A ECHEANCE 7 000,00
21.21	MISE A DISPOSITION GRATUITE DE 5 VEHICULES A LOGOTISATION PUB LOT 2 - TROIS FOURGONNETTES VU 2 PLACES A MOTORISATION	PRESTATIONS SERVICES	30/04/2021	30/04/2021	France REGIE EDITIONS	93340	LE RAINCY	COUT VEHICULE SI RACHAT A ECHEANCE 5 000,00
22.21	MAINTENANCE DES SANITAIRES PUBLICS A AUTOMATISATION	PRESTATIONS SERVICES	04/05/2021	04/05/2021	M.P.S	40230	JOSSE	MAINTENANCE PREVENTIVE : 2 700,00 MAINTENANCE CORRECTIVE : 20 000,00/AN
MARCHES CONCLUS CONFORMEMENT A L'ARTICLE L.2122-7 ET R2122- 7 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE								
SMC 03.21	MARCHE COMPLEMENTAIRE N°1 MARCHE SMC 16.20 - MISSION D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE (AMO) POUR L'ANALYSE DE TROIS CONVENTIONS DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC SUR L'EXPLOITATION DES PARCS DE STATIONNEMENT	PRESTATIONS SERVICES	21/04/2021	21/04/2021	MAITRE XAVIER BIGAS MANDATAIRE DU GROUPEMENT AVEC SELARL JL AVOCAT	75017	PARIS	6 000,00
SMC 04.21	MARCHE COMPLEMENTAIRE N°1 AU MARCH2 SMC 03/21 - MISSION D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE (AMO) POUR LA PREPARATION A LA RELANCE DE L'EXPLOITATION DE LA CUISINE CENTRALE POUR LA RESTAURATION COLLECTIVE	PRESTATIONS SERVICES	30/04/2021	30/04/2021	CANTINEO MANDATAIRE DU GROUPEMENTAVEC SELAS FIDUCIAL LEGAL BY LAMY/SERIUS	69360	COMMUNAY	4 500,00
MARCHES CONCLUS CONFORMEMENT AUX ARTICLES L.2122-1 ET R2122-8 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE								
SMC 01.21	TRAITEMENT DES CHATS ERRANTS SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL COMPRENANT LEUR CAPTURE LEUR TRANSPORT EN VUE DE LEUR STERILISATION ET IDENTIFICATION PAR UN VETERINAIRE ET ENFIN LEUR REMISE SUR SITE	PRESTATIONS SERVICES	29/03/2021	01/04/2021	ASSOCIATION LOIR 1901 AU SERVICE DES ANIMAUX 06 - ASA 06	06670	COLOMARS	2660,00 TTC ASSOCIATION
SMC 02.21	RAVALEMENT DU PASSAGE DES REMPARTS SITUE DANS LE CENTRE HISTORIQUE DE GRASSE	TRAVAUX	20/04/2021	21/04/2021	SRC BAT	06130	GRASSE	24 080,00
SMC 05.21	RAVALEMENT DU PASSAGE DES TANNEURS	TRAVAUX	05/05/2021	05/05/2021	SRC BAT	06130	GRASSE	13 165,00

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-81-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

2021 – 81 MARCHES PUBLICS
PORTE A CONNAISSANCE DES DECISIONS PRISES
DURANT LA PÉRIODE DE JANVIER A MAI 2021

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-81-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021_81-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021 - 81

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

MARCHES PUBLICS
PORTE A CONNAISSANCE DES DECISIONS PRISES
DURANT LA PERIODE DE JANVIER A MAI 2021

RÉSUMÉ SYNTHÉTIQUE DU RAPPORT

En application du Code Général des Collectivités Territoriales, il est porté à connaissance du Conseil municipal les décisions prises par Monsieur le Maire pour la période de janvier à mai 2021, dans le cadre de sa délégation relative aux marchés publics.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Service de la Commande publique et des Achats	/	/

Madame Valérie COPIN expose :

Considérant qu'en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T), Monsieur le Maire a reçu délégation du Conseil municipal et ce, pendant toute la durée de son mandat, de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants,

Considérant qu'en application de l'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) Monsieur le Maire doit rendre compte au Conseil municipal des décisions prises dans le cadre de cette délégation relative aux marchés publics,

Il est porté à connaissance du conseil municipal de la liste globale des marchés notifiés pendant la période de janvier à mai 2021 (liste ci-jointe).

La commission Optimisation et performances des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 10 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **PRENDRE CONNAISSANCE** des décisions prises par Monsieur le Maire dans le cadre de sa délégation relative aux marchés publics.

VILLE DE GRASSE A.M

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-82-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

2021 - 82 **AMENAGEMENT**
PROCEDURE DE REVISION ALLEGEE N° 1
BASTIDE SAINT-ANTOINE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-82-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 82

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-82-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

DU 29 JUIN 2021

AMENAGEMENT
PROCEDURE DE REVISION ALLEGEE N° 1
BASTIDE SAINT ANTOINE

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La Bastide Saint Antoine, établissement grassois contribuant au rayonnement international de la commune dans le domaine du goût et des arômes, souhaite mettre en œuvre un projet de diversification économique sur l'emprise de sa propriété. Une partie de ce projet nécessite un reclassement en secteur UT d'une partie de la zone classée Ap et de la zone UJ. Ce reclassement ne remettant en cause ni le potentiel agricole de la zone Ap concernée d'une surface totale de 60.000m² - constituée d'une oliveraie- ni les objectifs du projet d'aménagement et de développement durable de la révision du PLU de Grasse approuvée le 6 novembre 2018, une révision allégée permet de procéder à cette évolution du plan de zonage du PLU de Grasse pour cet unique objet.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT
AMENAGEMENT	Sans incidence budgétaire	

Monsieur Christophe MOREL expose :

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.103-2 et suivants, L. 153-31 et L.153-34, L.104-3, R.153-12, R.153-20 et suivants,

Vu la délibération du Conseil Municipal n°2018-187 en date du 06/11/2018, approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU) ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n°2019-18 en date du 25/06/2019, approuvant la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) ;

Vu la délibération du comité syndical du SCOT 'Ouest n°2021-6 en date du 20 mai 2021 approuvant le SCOT

Considérant la possibilité de réviser le Plan Local d'Urbanisme de façon allégée lorsque la révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le PADD ;

Considérant l'approbation du SCOT Ouest à la date du 20 mai 2021 et considérant sa transmission au contrôle de légalité en date du 3 juin 2021, la présente procédure de révision allégée, sous réserve de la mise en exécutoire dudit document supra-communal dans les 2 mois suivants sa transmission en préfecture, sera menée dans la considération d'un SCOT couvrant le territoire objet du présent PLU révisé de manière allégée, conformément au code de l'urbanisme.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-82-DE-1
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Considérant que le projet dont il s'agit consiste à permettre à l'établissement La Bastide Saint Antoine, établissement grassois contribuant au rayonnement international de la commune dans les domaines du goût et des arômes, de se diversifier économiquement, en prévoyant, d'une part, la réhabilitation de la bastide existante sur l'emprise section CH numéro 003 aujourd'hui en l'état d'abandon, et d'autre part, son extension, la création d'annexes et le réaménagement des jardins, à des fins touristiques, restauration notamment. Ce projet s'inscrit dans le projet global d'essor et de diversification de l'attractivité de la propriété constituée plus largement de bâtiments touristiques avoisinants et d'une oliveraie.

Considérant qu'il nécessite à cette fin le reclassement partiel d'une partie de la parcelle CH003 actuellement en zone UJ pour environ 3 350 m², et Ap pour une surface inférieure à 4 500 m² à parfaire, en zone UT de vocation touristique.

Considérant que ce reclassement ne remet en cause ni le secteur global d ni le potentiel agricole de la zone Ap concernée d'une surface totale de 60.000m² - constituée d'une oliveraie -, ni les objectifs du projet d'aménagement et de développement durable de la révision du PLU de Grasse approuvée le 6 novembre 2018, une révision allégée permet de procéder à cette évolution du plan de zonage du PLU de Grasse pour cet unique objet.

Considérant qu'en conséquence, des adaptations du Plan Local d'Urbanisme sont nécessaires pour actualiser le règlement et le zonage des zones Ap, UT et UJ dans le cadre de ce projet de diversification économique de la Bastide Saint-Antoine ;

Considérant qu'il convient de fixer les modalités de concertation publique associant les habitants de Grasse à savoir :

- Mise à disposition du dossier de révision allégée n° 1 en mairie et sur le site internet de la mairie ;
- Mise à disposition d'un registre en mairie et du courriel suivant à laquelle pourront être envoyées les observations de manière dématérialisée (les mails reçus seront reportés sur le registre en mairie) : « revisionallegee@ville-grasse.fr »
- Mise à disposition des observations émises sur le site internet de la mairie ;

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 10 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **PRESCRIRE** la procédure n°1 de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme ;

- **FIXER et APPROUVER** les objectifs de la révision allégée du Plan Local d'Urbanisme, à savoir des évolutions apportées au règlement et au zonage des zones Ap, UT et UJ dans le cadre d'un projet de diversification économique de la Bastide Saint-Antoine ;

- **FIXER et APPROUVER** les modalités de concertation suivantes :

1. Mise à disposition du dossier de révision allégée n°1 en mairie et sur le site internet de la mairie ;
2. Mise à disposition d'un registre en mairie et du courriel suivant à laquelle pourront être envoyées les observations de manière dématérialisée (les mails reçus seront reportés sur le registre en mairie) : « revisionallegee@ville-grasse.fr »
3. Mise à disposition des observations émises sur le site internet de la mairie ;

- **DIRE** que cette concertation fera l'objet d'un bilan qui sera tiré par le Conseil Municipal avant l'arrêt du dossier pour la procédure de révision allégée du PLU ;

- **SOLLICITER** avant l'arrêt du projet l'autorité environnementale (MRAE / DREAL) dans le cadre d'une demande de cas par cas sur la nécessité de réaliser une évaluation environnementale,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-82-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

- **PROCEDER** à l'organisation d'une enquête publique telles que définies à l'article L.153-19 et R.153-8 du code de l'urbanisme et conformément aux articles L.123-1 et suivants et R.123-1 et suivants du code de l'environnement ;

- **SOLLICITER** de l'Etat conformément à l'article L.132-15 du Code de l'Urbanisme qu'une dotation soit allouée à la collectivité pour compenser les dépenses nécessaires à la révision allégée du PLU ;

- **ASSOCIER** les personnes publiques mentionnées aux articles L.123-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme,

- **CONSULTER** au cours de la procédure, si elles en font la demande, les personnes publiques prévues au titre des articles L.132-12 et L.132-13 :
- les associations locales d'usagers agréées ;
- les associations de protection de l'environnement agréées ;
- la commission départementale des espaces naturels agricoles et forestiers (CDPENAF) ;
- les communes voisines, les EPCI voisins compétents et les organismes d'habitations à loyer modéré propriétaires ou gestionnaires de logements situés sur le territoire de la commune, qui pourront être consultés à leur demande.

La présente délibération sera notifiée aux personnes publiques mentionnées à l'article L.153-11 du code de l'urbanisme à savoir notamment :

-M. le Préfet des Alpes-Maritimes ;
-M. le Président du Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur ;
-M. le Président du Conseil Départemental des Alpes-Maritimes ;
-M. le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
-M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie des Alpes-Maritimes ;
-M. le Président de la Chambre des Métiers des Alpes-Maritimes ;
-Mme la Présidente de la Chambre d'Agriculture des Alpes-Maritimes ;
-M. le Président de l'autorité compétente en matière d'organisation des transports ;
-M. le Président de l'autorité compétente en matière de SCOT ;
-M. le Président compétent en matière de Programme Local de l'Habitat ;
-M. le Président de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestières (CDPENAF) ;
-M. le Président du PNR ;
-M. le Directeur de l'Institut National de l'Origine et de la qualité (INAO) ;
-M. le Président du Centre Régional de la Propriété Forestière (CRPF) conformément à l'article R.123-17 du code de l'urbanisme ;
-pour information, aux communes voisines, aux EPCI voisins compétents et aux organismes d'habitations à loyer modéré propriétaires ou gestionnaires de logements situés sur le territoire de la commune, qui pourront être consultés à leur demande ;
-pour information, aux associations agréées qui peuvent être consultées à leur demande.

Conformément aux articles R.153-20 et R. 153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département. Elle sera, en outre, publiée au recueil des actes administratifs de la commune.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-83-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

2021 - 83 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
OPERATION DE RENOVATION DES FACADES ET DES PORTES
SUR LE SECTEUR SAUVEGARDE ET DES DEVANTURES COMMERCIALES
SUR PLACE AUX AIRES ET RUE JEAN OSSOLA
VERSEMENT DES SUBVENTIONS MUNICIPALES
ANNULATION DES SUBVENTIONS MUNICIPALES

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-83-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 83

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-83-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

DU 29 JUIN 2021

RENOUVELLEMENT URBAIN
OPERATION DE RENOVATION DES FACADES ET DES PORTES SUR LE SECTEUR SAUVEGARDE ET DES DEVANTURES COMMERCIALES SUR LA PLACE AUX AIRES ET RUE JEAN OSSOLA
VERSEMENT DES SUBVENTIONS MUNICIPALES
ANNULATION DES SUBVENTIONS MUNICIPALES

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Dans le cadre de sa politique de Renouvellement Urbain, la ville de Grasse a décidé de soutenir les propriétaires qui réalisent des travaux de « ravalement des immeubles » pour les façades et les portes anciennes sur le secteur sauvegardé, ainsi que pour les devantures commerciales sur la place aux Aires et la rue Jean Ossola.
Ainsi, en s'appuyant sur l'équipe d'animation de la SPL Pays de Grasse Développement pour accompagner les propriétaires dans leur démarche et obtenir des subventions, il vous est proposé de délibérer sur le versement des subventions municipales correspondantes et sur l'annulation des subventions prévues au budget de la ville concernant des travaux non réalisés dans les délais impartis.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C
PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT	DEPENSES	**+ 35.211,36 €** **- 35.051,50 €**

Monsieur Christophe MOREL expose :

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 9 décembre 2014 déterminant les règles de subventionnement pour les opérations façades place aux Aires et rue Jean Ossola ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 28 février 2017 déterminant de nouvelles règles de subventionnement pour les opérations façades place aux Aires et rue Jean Ossola ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 2017 élargissant le périmètre de l'opération façades aux principales rues du centre historique ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 26 juin 2018 élargissant le périmètre de l'opération façades à l'ensemble du centre historique ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 8 décembre 2020 prorogeant l'opération jusqu'en 2025 et regroupant les dispositifs relatifs aux travaux de ravalement des façades, de restauration des portes d'entrée sur le secteur sauvegardé ainsi que les travaux sur les devantures commerciales (rue Jean Ossola et place aux Aires).

Considérant les montants de subventionnement délibérés suivants :
- Pour les devantures commerciales : la subvention municipale représentera 50 % de la facture acquittée hors taxe plafonnée à 3 000 euros.

- Pour les façades : la subvention municipale représentera 40 % de la facture acquittée hors taxe plafonnée à la surface maximale de 120 m² et selon l'état de dégradation de la façade à 135 €/m² pour un badigeon simple, 204 €/m² pour un décroûtage partiel et 265 €/m² pour un décroûtage total.

Avec une mission de maîtrise d'œuvre complète obligatoire subventionnée à 40 %, plafonnée à 9 % du montant des travaux subventionnables HT.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-83-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

- Pour la restauration des portes d'entrée d'immeubles sur l'ensemble du Secteur Sauvegardé : la subvention municipale représentera 50 % de la facture acquittée hors taxe plafonnée à 350 € H.T.

Considérant que le versement des subventions est conditionné par la qualité de la réalisation des travaux, leur conformité à la demande d'autorisation qui sera soumise à l'approbation de l'Architecte des Bâtiments de France.

Les montants de ces subventions, prévus au budget de la Ville, sont détaillés ci-après :

- **Façades et porte 18 rue Amiral de Grasse– 06130 GRASSE**
  Bénéficiaire : SCI COURT DE FONTMICHEL
  - Façade et pignon côté rue Amiral de Grasse
    - Subvention travaux : 19 584,00 €
    - Subvention Maître d'œuvre : 1 762,56 €
      > Subvention totale allouée : 21 346,56 €
  - Façade côté rue Jean Ossola
    - Subvention travaux : 12 720,00 €
    - Subvention Maître d'œuvre : 1 144,80 €
      > Subvention totale allouée : 13 864,80 €

  Subvention totale façades : 35 211,36 €

Considérant que les travaux relatifs aux demandes de subventions ci-après n'ont pas été réalisés et que les délais de validité des autorisations de travaux sont forclos et non prorogés. Il convient donc d'annuler les montants de ces subventions, prévus au budget de la Ville, détaillés ci-après :

- **Commerce 1-3 place aux Aires – 06130 GRASSE**
  Bénéficiaire : Madame Carmen Tirotta
  Nom du commerce : « Carmen Woman »
  DCM du 27 juin 2017
  Subvention allouée : 621,50 €

- **Porte 21 rue Amiral de Grasse – 06130 GRASSE**
  Bénéficiaire : Copropriété 21 rue Amiral de Grasse
  Syndic : Azur Home Management
  DCM du 12 décembre 2017
  Subvention allouée : 350 €

- **Commerce 25 place aux Aires – 06130 GRASSE**
  Bénéficiaire : SCI Trois Vingt et Un
  Nom du commerce : « Rock and Cook »
  DCM du 26 juin 2018
  Subvention allouée : 3.000 €

- **Commerce 9 rue Jean Ossola – 06130 GRASSE**
  Bénéficiaire : Monsieur Gilbert Beghelli
  Nom du commerce : « La Spaghetteria »
  DCM du 25 septembre 2018
  Subvention allouée : 3.000 €

- **Façades et porte 2 rue Paul Goby – 06130 GRASSE**
  Concernant ce dossier, il convient d'annuler cette demande car le nouveau syndic a fait voter un autre maitre d'œuvre et une autre entreprise
  Bénéficiaire : copropriété 2 rue Paul Goby
  Syndic professionnel actuel : Cabinet Roulland (en remplacement de ALLFRA Immobilier)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-83-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

DCM du 26 mars 2019

- Façade côté Goby
  - Subvention travaux : 12 720 €
  - Subvention Maître d'œuvre : 1 145 €
  - **> Subvention totale allouée : 13 865 €**
- Façade côté arrière
  - Subvention travaux : 12 720 €
  - Subvention Maître d'œuvre : 1 145 €
  - **> Subvention totale allouée : 13 865 €**
- Porte
  - **> Subvention allouée : 350 €**

Subvention totale façades et porte : 28 080 €

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 10 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** à procéder aux versements des subventions pour les dossiers cités ci-dessus, sur présentation des factures après contrôle par les services de la ville

  - **Façades et porte 18 rue Amiral de Grasse– 06130 GRASSE**
    Bénéficiaire : SCI COURT DE FONTMICHEL
    Subvention totale façades : 35 211,36 €

- **DIRE** que les montants précités seront imputés au budget communal.

- **AUTORISER** à procéder à l'annulation des subventions pour les dossiers cités ci-dessus :
  - **Commerce 1-3 place aux Aires – 06130 GRASSE**
    Bénéficiaire : Madame Carmen Tirotta
    Nom du commerce : « Carmen Woman »
    Subvention allouée : 621,50 €

  - **Porte 21 rue Amiral de Grasse – 06130 GRASSE**
    Bénéficiaire : Copropriété 21 rue Amiral de Grasse
    Syndic : Azur Home Management
    Subvention allouée : 350 €

  - **Commerce 25 place aux Aires – 06130 GRASSE**
    Bénéficiaire : SCI Trois Vingt et Un
    Nom du commerce : « Rock and Cook »
    Subvention allouée : 3.000 €

  - **Commerce 9 rue Jean Ossola – 06130 GRASSE**
    Bénéficiaire : Monsieur Gilbert Beghelli
    Nom du commerce : « La Spaghetteria »
    Subvention allouée : 3.000 €

  - **Façades et porte 2 rue Paul Goby – 06130 GRASSE**
    Bénéficiaire : copropriété 2 rue Paul Goby
    Syndic professionnel actuel : Cabinet Roulland (en remplacement de ALLFRA Immobilier)
    Subvention totale façades et porte : 28 080 €

- **DIRE** que les montants précités seront réintégrés au budget communal.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 44 voix pour et 1 abstention : Monsieur CAMERANO.

Délibération affichée le ...30 JUIN 2021
suivant signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire

A.M

CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL

La présente convention est conclue entre :

La SA HLM **3F SUD**, au capital de XXXX Euros, RCS MARSEILLE 415 750 868, dont le siège social est 72 avenue de Toulon à Marseille, agissant poursuites et diligences en la personne de son représentant légal en exercice y domicilié en cette qualité.

ci-après dénommée "*le pétitionnaire*"

de première part,

ET

La **COMMUNE DE GRASSE**, identifiée sous le numéro SIREN N° 210 600 698 000 18, dont le siège est sis place du Petit Puy – BP 12069 - 06131 GRASSE Cedex, représentée par son Maire en exercice, M. Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de la commune en vertu d'une délibération du Conseil Municipal n°2021-XX en date du 29 juin 2021.

ci-après dénommée "*la Commune de GRASSE* "

de deuxième part,

PREAMBULE

La Société 3F SUD envisage, sur la Commune de GRASSE, la réalisation d'une opération de construction devant comprendre environ 31 logements, dont 14 logements locatifs sociaux, représentant une surface de plancher de 2 194 m² environ, ci-après dénommée l'Opération.

Cette opération prend place sur un terrain d'une superficie de 5 518 m², 6 avenue Yves-Emmanuel Baudoin, cadastré Section BD n° 143.

Cette opération rend nécessaire la réalisation par la Commune de GRASSE de travaux sur le chemin de la Chapelle des chiens desservant le site afin d'en améliorer son accessibilité.

La présente convention de projet urbain partenarial a pour objet de déterminer les travaux sur les équipements publics à réaliser par la Commune, leurs modalités de réalisation et les modalités de leur prise en charge financière par le pétitionnaire.

Article 1 - Objet

Cette opération doit permettre la réalisation de 31 logements dont 14 logements locatifs sociaux, soit une surface de plancher globale de l'ordre de 2 194 m^2.

A cet effet, le pétitionnaire a obtenu un permis de construire délivré par la Ville de Grasse le 21 décembre 2017 et a déposé une demande de permis de construire modificatif le 30 avril 2021.

Article 2 - Périmètre du projet urbain partenarial

Le périmètre d'application de la présente convention est le périmètre des parcelles précitées.

Article 3 - Programme des équipements publics, terrains, coût prévisionnel

Cette opération génère le besoin de travaux de restructuration de la voirie du chemin de la Chapelle des Chiens afin de faciliter l'accès au site, pour un coût total prévisionnel de 358 542 € H.T. (hors frais d'études)

Les travaux de voirie comprennent notamment :

- La démolition et le repositionnement des bordures des trottoirs et des îlots,
- Le terrassement en masse et en tranchée à partir et au-dessus du niveau de la chaussée,
- La maçonnerie en agglomérés à bancher et en béton pour mu en élévation ou soutènement,
- La préparation et le revêtement aux enrobés des trottoirs,
- Le rabotage et la pose d'un revêtement de chaussée,
- La fourniture et la pose de fourreaux, de tampons et regards en béton,
- Le marquage horizontal,
- Etude de sol et étude béton.

Article 4 - Nature et montant des participations

Considérant que les travaux projetés sont rendus nécessaires par l'opération réalisée mais qu'ils bénéficieront également aux constructions avoisinantes dont le nombre de logements est équivalent, le pétitionnaire financera donc la réalisation de ces travaux à hauteur de 50 % du montant H.T. des travaux visés à l'article 3, soit un montant prévisionnel de la participation de 180 000 €.

La Ville de Grasse assurera la maîtrise d'ouvrage de ces travaux.

Le pétitionnaire s'acquittera par ailleurs de la Participation Forfaitaire à l'Assainissement Collectif (PFAC) pour le réseau d'assainissement dont le montant n'est pas intégré dans le présent PUP.

Article 5 - Modalités de paiement

Il a été convenu entre la Commune de GRASSE et la Société 3F SUD que la participation due au titre de la présente convention sera payée à la Commune de GRASSE sous réserve du caractère définitif de permis de construire de l'opération et conformément à l'échéancier suivant :

- Un premier versement de 36 000 € dans les 6 mois du caractère définitif du permis de construire de l'opération, correspondant à 20 % de la participation financière totale.
- Un second versement de 108 000 € correspondant à 60 % de la participation financière totale, dans les 12 mois du caractère définitif du permis de construire de l'opération.
- Un troisième versement du solde, soit 36 000 €, à la déclaration d'achèvement des travaux de l'immeuble.

Le paiement de la participation financière s'effectuera par virement bancaire sur le budget général de la Ville de GRASSE.

Article 6 - Délai prévisionnel de réalisation des équipements publics

La Commune de GRASSE s'engage à réaliser les travaux de réalisation des équipements définis ci-avant, sous réserve du caractère définitif du permis de construire de l'Opération.

La Commune de GRASSE s'engage à achever les travaux de réalisation des équipements définis ci-avant dans les 24 mois suivant le caractère définitif du permis de construire de l'Opération et des versements indiqués à l'article 5.

Ce délai pourra être modifié par avenants en cas de retards causés par des événements extérieurs susceptibles de ralentir ou interrompre les travaux.

Article 7 - Durée d'exonération de la part communale ou intercommunale de la taxe d'aménagement

La durée d'exonération de la part communale de la taxe d'aménagement est de 10 ans (article L 332 - 11- 4 code de l'Urbanisme).

L'exonération de la part communale de la taxe d'aménagement cessera de plein droit en cas de caducité des présentes.

Le délai d'exonération de la part communale de la taxe d'aménagement court, conformément à l'article R 332-25-3 du code de l'Urbanisme, à compter du premier jour de l'affichage de la mention de la signature de la présente convention de PUP.

Article 8 - Non réalisation des travaux / équipements par la Ville

Si l'équipement public défini à l'article 3 n'a pas été achevé dans les délais prescrits par la présente convention, ou par avenants successifs, les sommes représentatives du coût des travaux non réalisés sont restituées à la Société 3F SUD, sans préjudice d'éventuelles indemnités fixées par les juridictions compétentes.

La taxe d'aménagement se substituerait alors au montant du PUP restant à payer en réfection des sommes déjà perçues.

Article 9 - Non réalisation de l'opération

La présente convention sera caduque, sans indemnité de part et d'autre, avec exonération de participation à la charge de la Société 3F SUD si celle- ci devait renoncer, pour quelque raison que ce soit, aux travaux projetés. Les sommes éventuellement versées par le pétitionnaire lui seraient alors restituées.

Article 10 - Entrée en vigueur de la convention

La présente convention est exécutoire à compter de l'affichage de la mention de sa signature en Mairie, ainsi que de la publication de cette mention au sein des recueils des actes administratifs de la Ville.

Elle s'éteindra de manière tacite, hors dispositions de son article 7, dès lors que les participations dues auront été réglées à la Commune et que les équipements publics auront été réalisés et financés en totalité.

Article 11 - Substitution

Dans l'hypothèse où le permis de construire délivré en vue de la réalisation de l'opération se trouverait transféré à un tiers, ce dernier se trouverait de plein droit substitué au pétitionnaire dans le cadre de la présente convention à compter de la date de l'arrêté de transfert.

Le pétitionnaire s'engage par ailleurs, lors de la cession des lots issus de l'opération, à annexer la présente convention et ses annexes à l'acte authentique de cession.

Article 12 - Avenants

Toutes modifications éventuelles des modalités d'exécution de la présente convention de projet urbain partenarial pourront faire l'objet d'avenants.

Il est toutefois à noter que la durée d'exonération de la part communale ou intercommunale de la taxe d'aménagement stipulée à l'article 7 de la présente convention ne saurait en tout état de cause faire l'objet d'une prolongation à l'occasion de la conclusion d'un avenant.

Article 13 - Bonne exécution

Les parties veilleront à se tenir mutuellement informées, dans les meilleurs délais, de tout élément pouvant avoir une incidence sur l'exécution de la présente convention.

Article 14 - Litiges

Conformément au principe de loyauté, auquel les parties au présent contrat reconnaissent se soumettre sans réserve, tout différend relatif à la présente convention devra faire l'objet, au préalable, d'une tentative d'accord amiable entre les parties, qui portera sur l'ensemble des prétentions respectives de chacune des parties.

En cas d'échec de cette tentative de conciliation, un relevé de conclusions détaillera les réclamations litigieuses et les motifs du différend persistant.

Ce relevé de conclusions sera notifié aux parties contractantes avant toute saisine de la juridiction compétente.

Article 15 - Publicité

Une mention de la signature de la présente convention ainsi que du lieu où elle peut être consultée sera affichée pendant un mois en Mairie.

En outre, la mention de la signature de la convention sera publiée au recueil des actes administratifs.

FAIT A
LE

Pour la SA HLM 3F SUD

Pour la COMMUNE DE GRASSE
Le Maire,

Jérôme VIAUD
Président de la CAPG
Vice-Président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-84-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

2021 - 84 CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL
COMMUNE DE GRASSE / 3F SUD – OPERATION « LA BRISE »

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-84-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-84-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021 - 84

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP)
COMMUNE DE GRASSE / 3F SD – OPERATION « LA BRISE »

RESUME SYNTHETIQUE

La société HLM 3F SUD envisage la réalisation d'une opération immobilière de renouvellement urbain à Grasse de 31 logements, dont 14 logements sociaux. Cette opération rend nécessaire la réalisation de travaux de restructuration de l'accès au site par la commune pour un coût prévisionnel de 358.542 € HT. Ces travaux sur le chemin de la Chapelle des Chiens étant rendus nécessaires pour l'opération réalisée par 3F SUD mais bénéficiant également aux constructions avoisinantes, le pétitionnaire financera ces travaux sur équipements publics à hauteur de 50 %. La maîtrise d'ouvrage des travaux sera assurée par la ville de Grasse.

Il convient donc de formaliser cette démarche par une convention de projet urbain partenarial (PUP) précisant les travaux sur équipements publics à réaliser, ainsi que les modalités de réalisation et de leur prise en charge financière par le pétitionnaire.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT
AMENAGEMENT	Recette en participation de 180 000 €	

Monsieur Christophe MOREL expose :

La loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 a mis en place le Programme Urbain Partenarial (PUP), outil de financement des équipements publics permettant le préfinancement des équipements publics par les propriétaires fonciers, aménageurs et constructeurs.

Le PUP permet aux collectivités compétentes en matière d'urbanisme de signer une convention avec les propriétaires des terrains concernés par des opérations d'aménagement, les aménageurs ou les constructeurs, fixant le programme des équipements à réaliser et la fraction du coût de ces équipements répondant aux besoins de l'opération donnant lieu à une participation.

La société HLM 3F SUD envisage de réaliser une opération de construction de 31 logements dont 14 logements sociaux, sur un terrain de 5 518 m² situé au 6 avenue Yves-Emmanuel BAUDOIN à Grasse et cadastré section BD n° 143. La surface de plancher de l'opération représente environ 2 194 m². A cet effet, le pétitionnaire a obtenu un permis de construire délivré par la ville de Grasse le 21 décembre 2017 et a déposé une demande de permis de construire modificatif le 30 avril 2021.

Cette opération rend nécessaire la réalisation de travaux sur des équipements publics dont la maîtrise d'ouvrage sera assurée par la Ville, à savoir des travaux de restructuration de la voie d'accès du chemin de la Chapelle des Chiens pour un coût prévisionnel de 358.542 € HT.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-84-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Ceux-ci comprennent notamment :

- La démolition et le repositionnement des bordures des trottoirs et des îlots,
- Le terrassement en masse et en tranchée à partir et au-dessus du niveau de la chaussée,
- La maçonnerie en agglomérés à bancher et en béton pour mur en élévation ou soutènement,
- La préparation et le revêtement aux enrobés des trottoirs,
- Le rabotage et la pose d'un revêtement de chaussée,
- La fourniture et la pose de fourreaux, de tampons et regards en béton,
- Le marquage horizontal,
- Etude de sol et étude béton.

Considérant que les travaux projetés sont rendus nécessaires par l'opération réalisée mais que ceux-ci bénéficieront également aux constructions avoisinantes dont le nombre de logements est équivalent, le pétitionnaire financera donc la réalisation de ces travaux à hauteur de 50 % du montant H.T. des travaux visés à l'article 3, soit un montant prévisionnel de la participation de 180 000 €.

Le pétitionnaire s'acquittera par ailleurs de la Participation Forfaitaire à l'Assainissement Collectif (PFAC) pour le réseau d'assainissement dont le montant n'est pas intégré dans la convention de PUP.

L'opération sera exonérée de la part communale de la taxe d'aménagement pendant une période de 10 ans, conformément à l'article L 332-11-4 du code de l'urbanisme.

Les modalités de paiement de la participation du pétitionnaire sont les suivantes :

- Un premier versement de 36 000 €, correspondant à 20 % de la participation financière globale du pétitionnaire, dans les 6 mois du caractère définitif du permis de construire de l'opération.
- Un second versement de 108 000 €, correspondant à 60 % de la participation financière globale du pétitionnaire, dans les 12 mois du caractère définitif du permis de construire de l'opération.
- Un troisième versement du solde, soit 36 000 €, à la déclaration d'achèvement des travaux de l'immeuble.

Ces versements seront dus à la commune de Grasse sous réserve du caractère définitif du permis de construire de l'opération.

Le paiement de la participation financière pour les travaux de voirie s'effectuera par virement bancaire sur le budget principal de la ville de Grasse.

Pour sa part, la commune de Grasse s'engage à réaliser les travaux de requalification du chemin de la Chapelle des Chiens. La commune s'engage à achever les travaux dans les 24 mois suivant le caractère définitif du permis de construire de l'opération ainsi que des versements par le pétitionnaire de la participation prévue par la présente convention. Ce délai pourra être modifié par avenants en cas de retards causés par des évènements extérieurs susceptibles de ralentir ou interrompre les travaux.

Il est donc proposé d'approuver les dispositions de la convention de Projet Urbain Partenarial entre la Commune de Grasse et la SA HLM 3F SUD ci-annexée.

La présente convention sera tenue à la disposition du public à l'accueil du service urbanisme de Grasse au 57 boulevard Pierre Sémard et fera l'objet d'un affichage de la mention de sa signature et du lieu où le document peut être consulté, conformément aux articles R 332-25-1 et 2 du code de l'urbanisme.

Accusé de réception en préfecture
06-220019-200621-DE-1-1-1
Date de réception préfecture : 30/06/2021

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 10 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le projet de convention de Projet Urbain Partenarial ci-annexé, notamment en ce qu'elle prévoit la mise à la charge du pétitionnaire des travaux nécessaires à l'opération immobilière portée par la SA HLM 3F SUD, soit une participation maximale de 180 000 € ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention de projet urbain partenarial avec la SA HLM 3F SUD pour l'opération située au 6 avenue Yves-Emmanuel BAUDOIN ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces administratives, techniques ou financières nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;

- **DIRE** qu'en application de l'article L 332-11-4 du code de l'urbanisme, l'exonération de la taxe d'aménagement pour cette opération sera de 10 ans ;

- **DIRE** qu'en application de l'article R 332-25-1 et 2 du code de l'urbanisme, la présente convention sera tenue à la disposition du public à l'accueil du service urbanisme de Grasse au 57 boulevard Pierre Sémard et fera l'objet d'un affichage en mairie de la mention de sa signature et du lieu où le document peut être consulté.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 41 voix pour et 4 voix contre :
Monsieur EUZIERE (2 voix), Monsieur de FONTMICHEL (2 voix).

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE

Planimétrie système indépenadant.
Altimétrie système indépendant.

Application cadastrale et/ou limite apparente correspondant à la possession présumée du requérant.

TERRAIN	GG	CALCULS INFO. : GG		D.A.O : GG
DATE	IND.	NOM	NATURE DE LA MODIFICATION	
	A			
	B			
	C			
	D			
	E			

DEPARTEMENT DES ALPES MARITIMES

COMMUNE DE GRASSE

"LES ASPRES"

RENSEIGNEMENTS CADASTRAUX

SECTION DZ

N° 661, 663, 665 et 667

"SECRET PARK"
CHEMIN DU BOIS FLEURI

PLAN DE RECOLEMENT
CESSION A LA VILLE DE GRASSE

ECHELLE 1:200e

REF : 18079

Fichier informatique : 18076-Recol-Voie.dwg

LEVE ET DRESSE LE : 7 AVRIL 2021

REPRODUCTION RESERVEE, LOI DU 11 MARS 1957

ARPENTEURS GEOMETRES
S.E.L.A.R.L. ALCANTRA DE CLIMENTI et Ass.
RCS : ANTIBES B 349 744 211
CODE APE : 7112A
SIRET : 349 744 211 00023
Vincent DELEFORCHE
GEOMETRE EXPERT
1 Impasse TRIANON
06160 JUAN LES PINS
TEL. 04-93-67-60-06
E-mail : arpenteurs.geo@anadoo.fr

CESSION A LA VILLE DE GRASSE
ETAT PARCELLAIRE

SECTION	NUMERO	CONTENANCE CADASTRALE	SUPERFICIE MESUREE (1)
DZ	661	146 m²	153 m²
DZ	663	99 m²	116 m²
DZ	665	54 m²	43 m²
DZ	667	62 m²	77 m²
	TOTAU	361 m²	389 m²

(1) Superficie mesurée d'après la position de l'ancien mur d'enceinte, tel que relevé par le géomètre soussigné en avril 2013, et le nouveau mur réalisé, sous réserve de bornage et d'alignement.

OBSERVATIONS

Ce plan figure les limites apparentes correspondant à une application cadastrale et à la possession présumée du requérant.
Ce plan n'est pas opposable aux tiers.
Les limites de propriété ne seront définies qu'après bornage et arrêté d'alignement délivré par l'administration compétente.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-85-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

2021 - 85 ELARGISSEMENT DU CHEMIN DU BOIS FLEURI ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE DES PARCELLES SECTION DZ N° 661, 663, 665 ET 667

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-85-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-85-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021 85

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

ELARGISSEMENT DU CHEMIN DU BOIS FLEURI
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE DES PARCELLES SECTION DZ N° 661, 663, 665 ET 667

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Suite au permis de construire de la COGEDIM MEDITERRANNEE et l'élargissement du chemin du Bois fleuri, la ville acquiert les quatre parcelles Section DZ n°661, 663, 665 et 667 à l'euro symbolique.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
JURIDIQUE	DEPENSE	Euro symbolique

Monsieur Christophe MOREL expose :

Vu l'arrêté du 21 décembre 2017 relatif au Permis de Construire n° PC 00606917E0054 délivré à la Société COGEDIM MEDITERRANNEE,

Vu le Certificat de Non Opposition à la Déclaration attestant l'achèvement des travaux et la conformité des travaux, accordé en date du 2 juillet 2020, pour les travaux qui ont fait l'objet du permis de construire susvisé,

Considérant que la société a réalisé un programme immobilier consistant en 51 logements sur les parcelles cadastrées Section DZ n°147, 157, 158 et 159,

Considérant l'article 2 de l'arrêté de PC prévoyant des prescriptions relatives à l'aménagement de l'accès à cette nouvelle construction à partir du chemin du bois fleuri avec obligation de constituer un accès unique en entrée et sortie,

Considérant que le débouché du chemin communal sur le boulevard Emmanuel ROUQUIER devait être modifié afin que les usagers puissent s'engager en toute sécurité,

Considérant que la société a respecté ces dispositions règlementaires, comme en atteste le Certificat de Non Opposition à la Déclaration attestant l'achèvement des travaux et la conformité des travaux précité, et qu'elle a proposé à la commune la cession de ces espaces aménagés moyennant le versement de l'euro symbolique,

Considérant que les espaces cédés ont vocation à intégrer le Domaine Public communal par leur nature : voie et trottoir,

Considérant que l'article 2 indiquait expressément que l'accès devait être conforme aux prescriptions en vigueur en matière de recul sur alignement,

Considérant que la parcelle cadastrée Section DZ n°665 sise boulevard Emmanuel ROUQUIER d'une surface de 54m² et les trois parcelles sises Chemin du Bois fleuri, cadastrées Section DZ n°661 pour 146 m², n°663 pour 99m² et n°667 pour 62 m² sont constitutives de la voie,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-85-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 10 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ADOPTER** le principe de l'acquisition à l'euro symbolique de la parcelle cadastrée Section DZ n°665 sise boulevard Emmanuel ROUQUIER d'une surface de 54m² et des trois parcelles sises Chemin du Bois fleuri, respectivement cadastrées Section DZ n°661 pour 146 m², n°663 pour 99 m² et n°667 pour 62 m² appartenant à la société COGEDIM MEDITERRANNEE.

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou Monsieur Christophe MOREL, Adjoint délégué à signer pour le compte de la Commune tous actes à intervenir dans cette affaire en l'étude de Me Jean-Philippe VOUILLON et notamment, l'acte authentique appelé à constater le transfert de propriété au profit de la collectivité.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M

MAIRIE
DE GRASSE

DECLARATION PREALABLE DELIVREE
PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

Demande déposée le 25/01/2021	**Complétée le 25/01/2021**
Par :	**VILLE DE GRASSE**
Demeurant à :	**Place du Petit Puy 06130 GRASSE**
Représenté par :	**M. Jérôme VIAUD, maire de Grasse**
Pour :	**Division foncière**
Sur un terrain sis à :	**Rue du Jeu de Boules DP 81**

N° DP00606921E0026

Nb de terrains nus issus de la division : 1

Surface du terrain issu de la division : 986 m²

Destination : Agricole

Date d'affichage en mairie du récépissé de dépôt : 25/01/2021

MONSIEUR LE MAIRE DE GRASSE

Vu la demande de déclaration préalable susvisée.
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment son article R. 421-23.

Vu le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles de Mouvements de Terrain, de la commune de Grasse, approuvé le 1er juin 2004 par arrêté préfectoral.

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Grasse approuvé le 6 novembre 2018 et modifié le 25 juin 2019.

Vu l'arrêté municipal du 21 mai 2014 donnant délégation de fonction et de signature à Monsieur MOREL, adjoint municipal en charge de l'urbanisme.

Considérant que le terrain, objet de la division, est en zone Ap au Plan Local d'Urbanisme.
Considérant que le terrain A d'une superficie de 258 m² supporte une ruine et que le terrain B, d'une superficie de 986 m², supporte depuis de nombreuses années, un parking public.
Considérant que la division foncière ne peut être considérée comme une opération d'aménagement d'ensemble, telle que précisée à l'article DG 25 et DG 26 du Plan Local d'Urbanisme.

Attendu que le projet présenté respecte les dispositions du Plan Local d'Urbanisme susvisé.

DECIDE

Article Unique : de ne pas s'opposer à division de terrain

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment : *obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles figurant au cahier des charges du lotissement ...*) qu'il appartient au bénéficiaire de l'autorisation de respecter.

- **VALIDITE** : La validité des permis d'aménager, de construire et des décisions de non opposition est portée à 3 ans conformément aux dispositions des articles R. 424-17, R. 424-18 et R.424-20 du Code de l'urbanisme, dans leur rédaction issue du décret 2016-6 du 5 janvier 2016. Toutefois, cette autorisation est périmée si les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée deux fois, d'une année, conformément à l'article R.424-21 du code de l'urbanisme. La demande doit être faite deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité auprès de l'autorité compétente. La durée de validité peut également être suspendue en cas de recours [article R424-19 et A.424-8 du code de l'urbanisme].
- **AFFICHAGE :** L'affichage de l'exemplaire de la déclaration de travaux mentionnant l'existence de prescriptions sera maintenu jusqu'à l'expiration d'un délai de deux mois calculé à partir de la date à laquelle les travaux peuvent être exécutés.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Le bénéficiaire d'un permis qui désire contester la décision peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la transmission de la décision attaquée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les permis délivrés au nom de l'Etat.
Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (*l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite*)

Grasse, le 25 FEV. 2021

Par délégation du Maire,

Monsieur Christophe MOREL
L'Adjoint délégué à la planification et à l'aménagement
durable du territoire, à la prospective urbaine, à l'urbanisme,
à l'application du droit des sols, au foncier,
à la mobilité et aux déplacements en lien avec la
Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment : *obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles figurant au cahier des charges du lotissement* ...) qu'il appartient au bénéficiaire de l'autorisation de respecter.

- **VALIDITE** : La validité des permis d'aménager, de construire et des décisions de non opposition est portée à 3 ans conformément aux dispositions des articles R. 424-17, R. 424-18 et R.424-20 du Code de l'urbanisme, dans leur rédaction issue du décret 2016-6 du 5 janvier 2016. Toutefois, cette autorisation est périmée si les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée deux fois, d'une année, conformément à l'article R.424-21 du code de l'urbanisme. La demande doit être faite deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité auprès de l'autorité compétente. La durée de validité peut également être suspendue en cas de recours [article R424-19 et A.424-8 du code de l'urbanisme].
- **AFFICHAGE :** L'affichage de l'exemplaire de la déclaration de travaux mentionnant l'existence de prescriptions sera maintenu jusqu'à l'expiration d'un délai de deux mois calculé à partir de la date à laquelle les travaux peuvent être exécutés.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Le bénéficiaire d'un permis qui désire contester la décision peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la transmission de la décision attaquée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les permis délivrés au nom de l'Etat.
  Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (*l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite*)

Département des ALPES MARITIMES

Commune de Grasse

rue du jeu de boules

Renseignements cadastraux

Section DP

n° 81p

Nouvelle numérotation suivant DMPC n°

Propriété de la commune de GRASSE

Plan de projet de division

Echelle 1/200

Contenance cadastrale = 12a42ca

Superficie apparente = 1245 m²

Application cadastrale

LIMITES SUIVANT LES MARQUES DE POSSESSION OU RESULTANT DE L'APPLICATION CADASTRALE.
La contenance cadastrale est une superficie fiscale enregistrée au cadastre.
Les limites ainsi que les superficies réelles ne peuvent être garanties qu'après bornage contradictoire et délimitation du domaine public délivrée par l'administration compétente.

Dossier :
Fichier informatique : 6910_DP10.dwg

Système planimétrique : RGF 93 CC 44 (par GPS)
précision +/- 5 cm

Système altimétrique : NGF (par GPS)
précision +/- 10 cm

Reproduction réservée - Loi du 11 Mars 1957

DATE	OBSERVATIONS
07.01.20	Levé

Vincent DELEFORGES
GEOMETRE EXPERT
119, Route de la Paoute
06130 GRASSE
☎ 04 93 36 25 99
arpenteurs-geometres@wanadoo.fr

ARPENTEURS GEOMETRES
S.E.L.A.R.L. au capital de 22867,35 €uros
RCS : ANTIBES B 389 748 211
SIRET : 389 748 211 00064
n° d'ordre : 2012C200008

LEGENDE

mur
mur bahut
mur de restanque
clôture légère
rocher / enrochement
bâtiment
crête de talus
pied de talus
coffret
regard
regard eaux pluviales
regard PTT
poteau télécom
poteau ERDF
signe de possession
Olivier
Chêne
Fruitier
Feuillus
Yucca
Pin
Cyprès
Conifère

Zone AP au Plan Local d'Urbanisme de Grasse
Secteur agricole paysagers sensibles à la constructibilité en raison de son exposition paysagère

OBSERVATION

Application cadastrale

LIMITES SUIVANT LES MARQUES DE POSSESSION OU RESULTANT DE L'APPLICATION CADASTRALE.
La contenance cadastrale est une superficie fiscale enregistrée au cadastre.
Les limites ainsi que les superficies réelles ne peuvent être garanties qu'après bornage contradictoire et délimitation du domaine public délivrée par l'administration compétente.

DP 71 cimetière
DP 72
DP 218
DP 219
DP 108
DP 80
DP 545
DP 546
DP 79
DP 110
DP 81p partie A 258 m²
DP 81p partie B 986 m²
(sous réserve de bornage)
Bâti existant
Eglise Notre Dame des Fleurs
Place des Ormeaux
Rue du Jeu de Boules
Terrain de pétanque
Chemin Rural
Chemin
Résidence Hélène
WC publics
Borne incendie
piquet clôture
poteau clôture
3167,920
3167,960
3168,000
3168,040
3167,880
3167,840
3167,800
2019,400
2019,360
2019,440
2019,480

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-86-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

2021 - 86 MISE EN VENTE D'UNE MAISON A REHABILITER RUE DU JEU DE BOULES

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-86-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-86-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021 86

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

MISE EN VENTE D'UNE MAISON A REHABILITER RUE DU JEU DE BOULES

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport concerne la mise en vente par la ville de Grasse d'une maison à réhabiliter sise rue du Jeu de boules via le service « Immo-Interactif ».

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
JURIDIQUE		

Monsieur Christophe MOREL expose :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Considérant que la ville de Grasse est propriétaire de la parcelle cadastrée Section DP n°81 pour une surface de 1244 m² sur laquelle est présente une petite maison à réhabiliter,

Considérant que cette parcelle a fait l'objet d'un plan projet de division réalisé par Monsieur Vincent DELEFORGES, Géomètre-Expert afin de distraire la partie A à céder, d'une surface de 258m², de la partie B sur laquelle a été réalisé un parking et qui sera conservée par la commune,

Considérant l'arrêté de Monsieur le Maire délivré le 25 février 2021 suite à la déclaration préalable relative à cette division parcellaire,

Considérant qu'il est envisagé de vendre ce bien en l'état et que celui-ci devra être réhabilité sans possibilité d'extension au regard du règlement de la zone Ap dans laquelle il se situe au Plan Local d'Urbanisme,

Considérant que la chambre des notaires propose le service « Immo-Interactif » qui intègre une plateforme de vente en ligne dont le déroulement est assuré et sécurisé par le notaire,

Considérant que cette procédure globalise les différentes étapes de la mise en vente telles que : constitution du dossier, publicité, organisation des visites, réception des offres.

Considérant que les honoraires liés au service « Immo-Interactif » seront intégralement à la charge de l'acquéreur.

Considérant que le bien a fait l'objet d'une évaluation des Domaines en date du 8 mars 2021 pour une valeur vénale de 55 000 euros qui constituera le montant pour la mise à prix et que le prix de réserve est fixé à 70 000 euros net vendeur en deçà duquel aucune offre ne sera acceptée.

Considérant que le conseil municipal sera informé du résultat de la procédure tant sur l'identité de l'attributaire que sur le montant de l'offre retenue, et devra autoriser la cession et ses conditions subséquentes.

Accusé de réception en préfecture
006-210600610-20210628-2021...
Date de réception préfecture : 30/06/2021

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 10 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** le principe de la mise en vente de la partie A de la parcelle cadastrée Section DP n°81 telle que définie par le plan projet réalisé par M. Vincent DELEFORGES, Géomètre-expert, d'une surface de 258m², au prix minimum de 70 000 euros net vendeur.

- **FIXER** la mise à prix à 55 000 €.

- **DONNER MANDAT** à Maître Jean-Philippe VOUILLON, Notaire, afin d'engager la procédure de mise en vente de ce bien via le Service « Immo-Interactif ».

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou l'Adjoint ou Conseiller municipal délégué à signer pour le compte de la Commune tous documents à intervenir dans le cadre de la mise en œuvre de cette procédure et de ce mandat.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 43 voix pour et 2 abstentions : Madame ISNARD (2 voix).

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-87-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

2021 - 87 ACQUISITION D'UN LOCAL COMMERCIAL 12 BOULEVARD CARNOT

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-87-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-87-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021.87

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

ACQUISITION D'UN LOCAL COMMERCIAL 12 BD CARNOT

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La ville acquiert le local commercial sis 12 boulevard Carnot pour un montant de 73 000 euros, frais d'agence inclus.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
JURIDIQUE	DEPENSES	73 000 euros

Monsieur Christophe MOREL expose :

Considérant que la ville de Grasse souhaite maîtriser l'implantation commerciale sur le boulevard Carnot actuellement en cours de requalification

Considérant que l'indivision FABRE-GREFEUILLE, propriétaire d'un local commercial sis au rez-de-chaussée du 12 boulevard Carnot d'une surface totale de 67 m² environ, composé d'un espace commercial avec vitrine de 40 m² environ et de pièces annexes d'une surface complémentaire de 27 m² environ, a mis en vente ce bien.

Considérant que l'Agence De Provence est titulaire d'un mandat exclusif pour la vente de ces locaux qui constituent les lots n° 1071, 1072, 1089 et 1090 de la copropriété « La Palmeraie ».

Considérant qu'un accord amiable est intervenu pour une acquisition moyennant le prix de 68 000 €, en ce non comprise la commission d'agence qui s'élève à 5 000 € à la charge de l'acquéreur.

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 10 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ADOPTER** le principe de l'acquisition amiable des lots n° 1071, 1072, 1089 et 1090 de la copropriété « La Palmeraie » appartenant à l'Indivision FABRE-GREFEUILLE, moyennant le versement de la somme de 68 000 € et de 5 000 € à l'Agence De Provence au titre des frais d'agence ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou Monsieur Christophe MOREL, Adjoint délégué, à signer pour le compte de la Commune tous actes à intervenir dans cette affaire et notamment, l'acte authentique appelé à constater le transfert de propriété au profit de la collectivité.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M

ADP
3 AGENCES DU BASSIN GRASSOIS
AGENCEDEPROVENCE.COM
Tél. 04 93 36 07 50
AGENCE DE GRASSE

AGENCE DE PROVENCE

VENTE ET LOCATION DEPUIS 1935

VENTE LOCAL | **85 000 €** | **N° 627P1449V**

BOUTIQUE

GRASSE

Prix 85 000 € CC FAI

67,16 m² (environ)



Paul RAMOIN
Tél : 06 03 47 77 77
paul@agencedeprovence.com

BATIMENT

Surface : 67.16 m²
Longeur vitrine 4 m

Classe énergie :
Émission g.e.s :

DESCRIPTIF

Murs commerciaux (toute activité possible) Grasse Boulevard Carnot - quartier les Casernes - proches du tribunal de Grasse et du projet Martelly.
Plateau principal de 40 m² environ + 22 m² d'arrière-boutique (avec WC) et 5 m² de chambre froide.
Ancienne activité; Rôtisserie.
A proximité des autres commerces et des axes routiers majeurs.
Belle vitrine de 4 mètres linéaires. Contact Paul : 06 03 47 77 77
Exclusivité MLS

ACTIVITES PERMISES

Tous commerces sauf nuisances

ACTIVITES EXCLUES

PRESTATIONS

Immeuble collectif - Accès handicapé

Mandat (*Exclusif*) n° 2442 - Référence N° 627P1449V - 14/04/2021



Document non contractuel - Origine Cadastre © Droits de l'Etat réservés © - Format A4 - Paysage

Grasse

Date: 15/06/2021
Sources : DGFiP/IGN/GO_06
Geo-web géré par le SIG-CAPG

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-88-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

2021 - 88 DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE
REQUALIFICATION DE L'ILOT PLACETTE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-88-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

Accusé de réception préfecture
006-210600698-20210629-2021-88-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

DU 29 JUIN 2021

DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE
REQUALIFICATION DE L'ILOT PLACETTE

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver le projet de Déclaration d'Utilité Publique pour mener à bien la maîtrise foncière de l'ilot Placette nécessaire à sa requalification et d'autoriser l'Etablissement Public Foncier PACA à effectuer les démarches nécessaires à cette procédure.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
JURIDIQUE		

Monsieur Christophe MOREL expose :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique

Considérant que par convention en date de juillet 2019, la Commune de Grasse et la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ont confié à l'Etablissement Public Foncier PACA une mission d'intervention foncière sur le site « Action Cœur de ville » en phase impulsion-réalisation et notamment sur le tènement dénommé « Ilot Placette » compris dans le secteur sauvegardé du centre historique de Grasse.

Considérant que cet ilot constitué des immeubles sis au 14, 16 et 18 traverse de la Placette respectivement cadastrés Section BH n°165, 378 et 426, d'une superficie totale d'environ 171m², s'inscrit dans un projet de réhabilitation de logements en mixité sociale.

Considérant qu'en application de la délibération en date du 24 septembre 2019, la commune a cédé à l'Etablissement Public Foncier PACA par acte du 16 décembre 2019, l'ensemble des biens dont elle était propriétaire au sein de cet ilot

Considérant que l'Etablissement Public Foncier PACA a acquis par voie amiable un lot supplémentaire mais que les 4 lots suivants restent à acquérir sans qu'une issue amiable n'ait pu aboutir jusqu'alors :

Adresse	Parcelle	Lot	Descriptif	Propriétaire
14 traverse de la Placette	Section BH n°426	n°31	Cave Rez-de-chaussée	NAOUIA
14 traverse de la Placette	Section BH n°426	n°32	Local Entresol	RENAUDET
16 traverse de la Placette	Section BH n°378	n°1	Local Rez-de-chaussée	BARACCO
18 traverse de la Placette	Section BH n°165	n°3	Appartement 2ème étage	EL AIER

Accusé de réception en préfecture
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Considérant que la convention d'intervention foncière précitée prévoit explicitement la possibilité de recourir à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique et que celle-ci s'avère nécessaire pour mener à terme la maitrise foncière de cet ilot,

Considérant que France Domaines a estimé les acquisitions restantes à 58 585 € selon l'avis du Domaine en date du 14/10/2020,

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 10 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique avec enquête parcellaire conjointe du projet de requalification de logements en mixité sociale de l'ilot constitué des immeubles sis au 14, 16 et 18 traverse de la Placette respectivement cadastrés Section BH n°165, 378 et 426, d'une superficie totale d'environ 171 m², ces dossiers ayant été établis en application des articles R.112-4, R.112-6, R.131-3 à R.131-8 et R.131-14 du code de l'expropriation.

- **AUTORISER** l'Etablissement Public Foncier PACA à effectuer toutes démarches dans le cadre de la procédure diligentée et notamment solliciter de l'autorité préfectorale, l'émission des arrêtés d'utilité publique et de cessibilité avec au préalable la mise à l'enquête publique conjointe d'utilité publique et parcellaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 43 voix pour et 2 abstentions :
Madame LAZREUG, Monsieur CASSARINI.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE [illegible]
AM

EPF Provence-Alpes Côte d'Azur
Immeuble le Noailles
62/64 la Canebière
CS 10474
13207 MARSEILLE cedex 01

MAITRE D'OUVRAGE

Requalification de l'îlot Placette

Commune de Grasse

A - Dossier d'enquête préalable à la DUP

2. Notice explicative



TPF ingénierie
Dpt Procédures Règlementaires et Foncières

INGENIERIE

SOMMAIRE

I - OBJECTIFS DE L'OPERATION 3

I.1. OBJET DE L'OPERATION 3
I.2. OBJECTIFS EN TERMES DE TRAJECTOIRE URBAINE 3
I.3. OBJECTIFS EN MATIERE DE LOGEMENTS 6
I.3.1. REPONDRE AUX OBJECTIFS REGLEMENTAIRES EN TERMES DE LOGEMENTS SOCIAUX ISSUS DE LA LOI SOLIDARITE ET RENOUVELLEMENT URBAINS (SRU) 6
I.3.2. REPONDRE A LA TRADUCTION DE CES OBJECTIFS DANS LE PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLH) DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE 6
I.3.3. REPONDRE AUX BESOINS IDENTIFIES SUR LA COMMUNE 7
I.3.4. AMELIORER L'HABITAT ET PROMOUVOIR LA MIXITE SOCIALE 8
I.3.4.1. Respecter les objectifs fixés au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Grasse en termes d'habitat 8
I.3.4.2. Concevoir un habitat durable tel que prévu par le PLU communal 9
I.4. OBJECTIFS EN MATIERE DE RENOUVELLEMENT URBAIN 9
I.4.1. LE CONTRAT DE VILLE DU PAYS DE GRASSE 2015-2020 : UNE ACTION DE RENOUVELLEMENT QUI DOIT SE POURSUIVRE 9
I.4.2. LE CENTRE-HISTORIQUE GRASSOIS : RENOUVELLEMENT URBAIN AU TITRE DU NPNRU DU GRAND-CENTRE 10
I.5. SYNTHESE DES OBJECTIFS 11

II - PRESENTATION DU SITE : ILOT PLACETTE 12

II.1. CARACTERISTIQUES FONCIERES ET BATIES DU SITE 14
II.1.1. PARCELLES COMPOSANT LE SITE ET ETAT DU BATI 14
II.1.2. OCCUPATION ACTUELLE DES IMMEUBLES 14
II.1.3. IMMEUBLES RESTANT A ACQUERIR 20
II.2. ENJEUX ET CONTRAINTES DU SITE 20
II.2.1. UN SITE URBAIN DENSE ET CONNAISSANT UNE CERTAINE VETUSTE 20
II.2.2. UN SITE DEPOURVU D'ESPACES NATURELS ET PATRIMONIAUX 22
II.2.3. CONCLUSION : LES ENJEUX DE L'ILOT PLACETTE ET DU CENTRE-ANCIEN DE GRASSE 25

III - LE PROJET ENVISAGE SUR LE SITE PLACETTE 26

III.1. L'INTERVENTION SUR LE SITE 26
III.2. RAISONS DU CHOIX DU PROJET 26
III.2.1. CHOIX DE L'ILOT PLACETTE 26
III.2.2. DETERMINATION DES CARACTERISTIQUES DU PROJET 26
III.2.2.1. Programmation 26
III.3. LE PROJET ET SON CONTEXTE REGLEMENTAIRE 27
III.3.1. LA LOI "LITTORAL" ET LA LOI "MONTAGNE" 27
III.3.2. DIRECTIVE TERRITORIALE D'AMENAGEMENT (DTA) 27
III.3.3. LE SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE (SCOT) 29
III.3.4. PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) 31
III.3.4.1. Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) 31
III.3.4.2. Orientation d'Aménagement et de Programmation 32
III.3.4.3. Zonage 35
III.3.4.4. Schéma et règlement du PSMV 36
III.3.4.5. Servitudes d'utilité publique 44
III.3.5. PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLH) 45
III.3.6. PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS (PPR) 45
III.3.7. PLAN DE DEPLACEMENT URBAIN (PDU) 46

IV - BILAN DES IMPACTS DU PROJET 47

IV.1. UTILITE PUBLIQUE DU PROJET : LES AVANTAGES ATTENDUS DE L'OPERATION 47
IV.2. IMPACTS SUR L'ENVIRONNEMENT 48
IV.3. LES NUISANCES ET MESURES COMPENSATRICES 50
IV.3.1. L'ATTEINTE AU DROIT DE JOUISSANCE DES OCCUPANTS 50
IV.3.1.1. Synthèse des besoins du site 50
IV.3.1.2. Principes prévus pour le relogement des familles 50
IV.3.2. LES NUISANCES ENTRAINEES PAR LES TRAVAUX 51
IV.4. CONCLUSION 52

I - OBJECTIFS DE L'OPERATION

I.1. OBJET DE L'OPERATION

L'opération faisant l'objet du présent dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique concerne **l'îlot Placette dans le centre-historique de la commune de Grasse en vue de la réalisation d'une opération de logements sociaux à destination des étudiants.** Le présent projet de restructuration et réhabilitation s'inscrit dans un programme du NPNRU (Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain) de requalification du centre-historique grassois. Ce projet s'articule autour de deux enjeux majeurs que sont la réhabilitation du patrimoine bâti et sa requalification en logement en vue de redynamiser le centre.

Cette opération est caractéristique des interventions de régénération ponctuelle et de requalification urbaine à petite échelle et traduit la volonté de la commune de redynamiser son centre-ancien.

L'intervention sur ce périmètre s'inscrit dans une démarche partenariale entre la commune de Grasse et l'Établissement Public Foncier de la région PACA. Ce dernier a été sollicité par la collectivité comme opérateur foncier sur le périmètre concerné.

Le projet permettra de revitaliser le centre-historique de Grasse avec la mise en place de nouveaux logements respectueux de la qualité de vie des habitants et de la qualité environnementale. Il permettra également de pallier aux problèmes de construction et sanitaires que connait aujourd'hui cet îlot.

I.2. OBJECTIFS EN TERMES DE TRAJECTOIRE URBAINE

L'urbanisation de la commune de Grasse se développe en hameaux autour du centre-historique. Parmi eux se trouve :

- Magagnosc,
- Plascassier,
- Saint-Christophe,
- Saint-Jean,
- Saint-Mathieu,
- Le Peyloubet,
- Saint-François,
- Saint-Jacques,
- Sainte-Anne,
- Saint-Antoine,
- Roquevignon,
- Le plan.

Ces hameaux comprennent majoritairement une urbanisation pavillonnaire, résidentielle et diffuse et représentent des centres de vie importants. D'autres hameaux tels que Plascassier subissent de la pression immobilière et sont des espaces à protéger de par leur position stratégique et pour le patrimoine paysager remarquable.

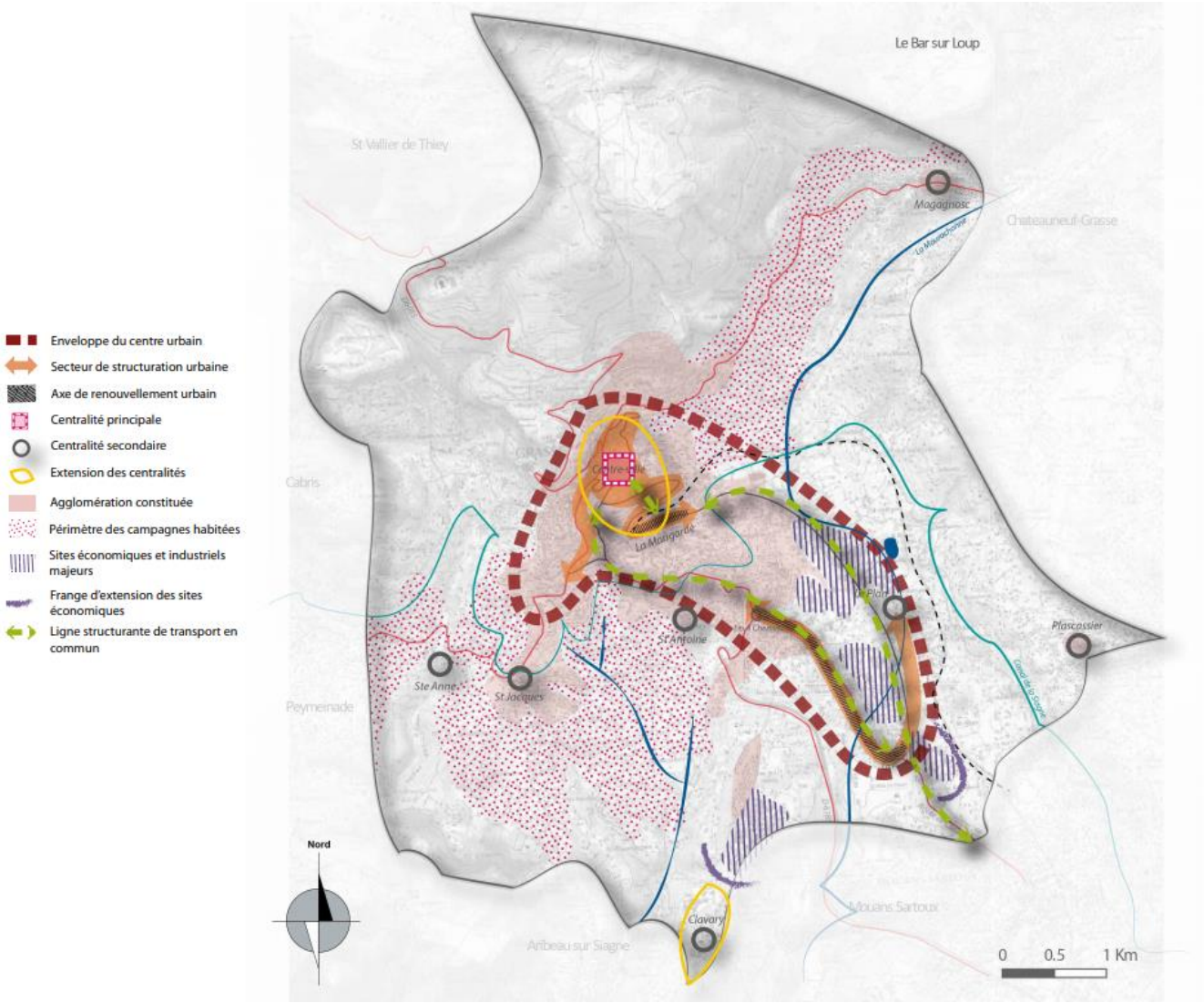
Cependant, depuis la loi relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (Loi SRU) ce type d'urbanisation souvent sous forme de zone de campagne ne peut plus perdurer et de nouvelles stratégies de planification ont fait leur apparition.

Le centre-historique, un peu excentré, a perdu depuis de nombreuses années sa fonction de centralité principale de la commune au profit des différents hameaux cités précédemment. Un des objectifs de cette nouvelle stratégie serait alors de renforcer la centralité de ce cœur ancien et de favoriser son ouverture vers sa périphérie. Cependant, les hameaux garderont également leur centralité afin de créer un territoire interconnecté.

Plus largement le centre-ancien de Grasse fait partie du Grand-centre qui manque fortement d'organisation avec des quartiers mal délimités et peu d'espace disponible. Une réorganisation de cet espace est donc prévue comprenant :

- Une structuration des quartiers,
- Une préservation de la forme urbaine,
- Un maintien du caractère vert du tissu urbain,
- Une restructuration du secteur à l'ouest de la gare TER,
- Un maintien de l'urbanisation résidentielle dans ses limites actuelles.

Cette évolution diffuse de l'urbanisation floute les limites entre les différentes centralités et ne permet pas la création d'une identité territoriale forte. Dans ce sens le remise en place de la centralité autour du centre-historique est essentielle et permettra également de renforcer le développement mesuré des centres de vie autour.



Identification des espaces urbanisés de la commune (source : PADD du PLU)

C'est fort de ces constats que la commune de Grasse entend notamment :

- **Redonner un rôle de centralité au centre-historique** en optimisant son attractivité commerciale et d'habitat,
- **Lutter contre le développement de la ville « diffuse »**,
- **Lutter contre la paupérisation de son centre-historique,**
- **Optimiser les espaces déjà urbanisés - ceux qui se prêtent le mieux à du renouvellement urbain**, sans altérer la ville et le cadre de vie.

La stratégie de planification urbaine de Grasse est donc de développer le territoire grassois en optimisant les espaces déjà urbanisés ou prévus de l'être.

I.3. OBJECTIFS EN MATIERE DE LOGEMENTS

I.3.1. REPONDRE AUX OBJECTIFS REGLEMENTAIRES EN TERMES DE LOGEMENTS SOCIAUX ISSUS DE LA LOI SOLIDARITE ET RENOUVELLEMENT URBAINS (SRU)

La loi "Solidarité et Renouvellement Urbains" (SRU) et ses modifications, dont la loi Duflot du 18/01/2013, codifiées au Code de la Construction et de l'Habitat, imposent à la commune de Grasse de disposer d'au moins 25 % de logements locatifs sociaux (LLS) par rapport à son parc de résidences principales à échéance 2025.
Or, la commune disposait de 14,11% de logements locatifs sociaux en 2017.

Selon le rapport de la cinquième période triennale (2014-2016), la commune de Grasse a réalisé 114 % de ses objectifs triennaux depuis son entrée dans le dispositif SRU. En fonction d'un échéancier définit lors d'un contrat de mixité sociale, la commune respecte ses engagements avec un taux de LLS de 14,11 % au 01/01/17 ce qui est supérieur à la moyenne départementale.
Grâce à ces efforts, la commune de Grasse ne se trouve pas en carence malgré qu'elle n'ait pas atteint les 25% de logements sociaux imposés par la loi.

I.3.2. REPONDRE A LA TRADUCTION DE CES OBJECTIFS DANS LE PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLH) DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

Par délibération de décembre 2017, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse a approuvé son Programme Local de l'Habitat (PLH) 2017-2022.

Ce PLH prend en compte les objectifs et enjeux supra-locaux, intègre les enjeux du développement durable et vise à l'adéquation de l'offre et la demande et la prise en compte des besoins spécifiques.
Il s'attache à améliorer les possibilités de parcours résidentiels sur son territoire et à mieux accompagner et maitriser son développement.

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse se fixe, avec les communes, un objectif global de production de 759 logements par an, dont environ 370 logements locatifs sociaux, selon la répartition géographique précisée dans le tableau suivant.

Secteur		**Production annuelle de logements**	
Dénomination	**Communes**	**Tous logements**	**logements locatifs sociaux**
Secteur dense	Auribeau-sur-Siagne, Grasse, Mouans-Sartoux, Pégomas, Peymeinade, La Roquette-sur-Siagne	642	335
Moyen-Pays	Cabris, Saint-Cézaire-sur-Siagne, Spéracedes, Saint-Vallier-de-Thiey, Le Tignet	96	33
Haut-Pays	Amirat, Andon, Briançonnet, Caille, Collongues, Escragnolles, Gars, Le Mas, Les Mujouls, Saint-Auban, Séranon, Valderoure	21	1,6
Total Pays de Grasse		**759**	**370**

L'objectif au titre du PLH 2017-2022 sur la commune de Grasse est de produire 300 logements neufs par an dont 150 logements locatifs sociaux, soit 50% des logements créés.

De plus, parmi les 4 orientations du PLH, l'orientation n°2 vise à « poursuivre les efforts d'amélioration et de renouvellement du parc existant, privé et public, et améliorer les équilibres sociaux » avec des actions permettant de revitaliser le centre de Grasse et de favoriser la transition énergétique et la lutte contre l'habitat indigne.

I.3.3. REPONDRE AUX BESOINS IDENTIFIES SUR LA COMMUNE

- **Caractéristiques et évolution de la population et du parc de logements**

L'analyse de la population et du parc de logements de Grasse ainsi que de leurs dynamiques, sur la base du recensement INSEE de 2017, révèle plusieurs aspects :

- Une population en augmentation constante de 1968 à 2012, puis une légère baisse de 2012 à 2017 (-0,2 % entre ces deux dates),
- Une population âgée majoritairement entre 45 et 59 ans 2017 (20,4%)
- Une population relativement jeune : 18,96% entre 0 et 14 ans contre 9,1% pour les 75ans et plus,
- Une majorité de foyers fiscaux imposables (54%),
- Un taux de pauvreté de 15%, relativement similaire au taux départemental (15,8%),
- Un revenu disponible médian par unité de consommation[1] de 21 850 €,
- Une large majorité de ménages avec famille (64,2%) mais une prépondérance de petits ménages, avec environ 2,27 occupants par résidence principale, d'où une demande forte pour les T2 et T3,
- Un parc de logements en croissance depuis 1968,
- Une prépondérance des résidences principales (82,2%) et un taux de vacance relativement faible (9,8%),
- Un parc composé majoritairement d'appartements (64%),
- Un parc de logements relativement ancien (22,9% du parc construit entre 1946 et 1970, et 35% entre 1971 et 1990),
- Un pourcentage d'occupants propriétaires (52,8%) et locataires (43,5%) relativement similaire,
- Une part de logements locatifs sociaux inférieure au taux exigé par la loi (14,11% en 2017),
- Des taux d'actifs qui travaillant dans la commune de résidence et hors de la commune proches (47,7% contre 52,3%).

- **Un parc social encore insuffisant pour répondre à la demande de la population**

Comme indiqué ci-avant, Grasse disposait de 14,11% de logements locatifs sociaux en 2017.

Le nombre de logements locatifs sociaux sur la commune en 2017 est de 2 844 logements[2] et le nombre de demande de logements en attente dans cette commune au 31/12/2019 était de 1 116 (*source : demande-logement-social.gouv.fr*).
L'on peut noter une légère tension existante, avec 5,24 demandes pour 1 attribution à l'échelle de la commune, comme précisé dans le tableau ci-dessous.

Type de logement	Nombre de logements dans cette commune au 01/01/2019	Nombre de demandes de logement en attente dans cette commune au 31/12/2019	Nombre de logements attribués dans cette commune en 2019
T1	133	159	5
T2	544	325	68
T3	1164	355	88
T4	806	245	45
T5	150	32	7
T6	0	0	0
T7	0	0	0
T8	0	0	0
T9 et plus	0	0	0

Repères chiffrés sur le niveau de l'offre et de la demande de logements sociaux
(source : demande-logement-social.gouv.fr)

[1] *L'unité de consommation (UC) est un système de pondération attribuant un coefficient à chaque membre du ménage et permettant de comparer les niveaux de vie de ménages de tailles ou de compositions différentes : 1 UC pour le premier adulte, 0,5 UC pour les autres personnes de plus de 14 ans, et 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans.*
[2] *Selon le répertoire des logements locatifs des bailleurs sociaux (RPLS), le nombre de logements locatifs sociaux sur la commune est stable depuis 2015. Il était de 162 en 2014.*

Ces logements sont répartis sur 18 organismes gestionnaires, comme détaillé dans le tableau ci-dessous.

Intitulé de l'organisme	Nombre de logements dans cette commune au 01/01/2019
IMMOBILIERE MEDITERRANEE	1401
COTE D'AZUR HABITAT	369
S.A. LOGEO MEDITERRANEE	321
S.A. d'HLM LE NOUVEAU LOGIS AZUR	239
S.A. LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	120
FONCIERE DI 01/2005	71
S.A. LOGIREM	66
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	57
POSTE HABITAT PROVENCE	38
OPH CANNES PAYS DE LERINS	35
FONCIERE DI 01/2006	33
FONCIERE DI 01 2009	23
SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT ALPES-MARITIMES	20
FONCIERE DI 01/2008	10
I.C.F. HABITAT SUD-EST MEDITERRANEE	2
S.A. ERILIA	0
CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M.	0
UNICIL SA D'HLM	0

Inventaire du parc locatif social au 1er janvier 2018 par gestionnaire (source : demande-logement-social.gouv.fr)

I.3.4. AMELIORER L'HABITAT ET PROMOUVOIR LA MIXITE SOCIALE

I.3.4.1. Respecter les objectifs fixés au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Grasse en termes d'habitat

Dans les orientations générales concernant l'habitat, la commune prévoit dans son Programme d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme notamment *une politique d'habitat adaptée* au travers de son ambition n°3 portant sur les orientations urbaines, économiques et sociales.

Parmi les objectifs retenus au sein de cette ambition se trouve *« Maîtriser la croissance démographique et construire d'abord pour les besoins locaux »* et *« Reconstruire toute la chaîne du logement »* avec pour objectif d'intégrer le taux de rattrapage SRU pour parvenir à un taux de couverture de 60 % autour de 2023 et de favoriser la mixité sociale au sein des logements et de s'assurer de sa bonne répartition sur le territoire.

I.3.4.2. Concevoir un habitat durable tel que prévu par le PLU communal

Conformément au PADD de la commune de Grasse, la performance environnementale devra être globalement recherchée dans la réalisation du projet au travers de :

- La mise en valeur des coutures urbaines entre le secteur sauvegardé et la première couronne du centre urbain,
- La mise en œuvre du Plan Climat Energie Territorial Ouest 06,
- Le développement de toutes les opportunités de production d'énergies renouvelables,
- L'intégration des habitudes de déplacement dans la transition énergétique.

Ces objectifs sont également retranscrits et développés dans le règlement des zones du PLU destinées à de l'habitat.

I.4. OBJECTIFS EN MATIERE DE RENOUVELLEMENT URBAIN

Le renouvellement urbain, tel que défini par le Ministère de la cohésion des territoires, vise l'amélioration de l'habitat, la promotion de la mixité sociale, le désenclavement et le développement économique des quartiers prioritaires.

I.4.1. LE CONTRAT DE VILLE DU PAYS DE GRASSE 2015-2020 : UNE ACTION DE RENOUVELLEMENT QUI DOIT SE POURSUIVRE

Grasse est la ville majeure de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et héberge plus de 50% de la population du territoire. Cependant, depuis quelques décennies une paupérisation croissante du centre-historique de la ville se fait ressentir avec plus de la moitié des ménages vivant sous le seuil de pauvreté. Suite à ce constat deux quartiers ont été classés comme prioritaires au regard de la Politique de la Ville et sont le Grand Centre et les Fleurs de Grasse.

Le centre-historique s'étendant sur 9,5 ha se trouve en secteur sauvegardé pour son patrimoine et constitue aujourd'hui le cœur de la ville, notamment de par ses équipements de proximité. L'objectif majeur de cette action cœur de ville est de restructurer durablement l'organisation territoriale et la diversité fonctionnelle du quartier, de rééquilibrer le tissu social et d'améliorer significativement la qualité du cadre de vie et des logements.

Des objectifs prioritaires ont donc été mis en place tels que :

- Redynamiser le commerce de proximité à travers un plan de reconquête commerciale sur le secteur Est,
- Intégrer l'Opération d'Intérêt Régional au projet stratégique du territoire,
- **Requalifier le bâti sur l'ensemble du centre-historique**, notamment l'habitat insalubre, pour stabiliser les familles et endiguer le processus de logement d'accueil transitoire des populations en grande précarité sur du logement social de fait.

En termes d'orientations stratégiques 3 grands domaines ressortent :

- Poursuivre la dynamique locale de requalification urbaine des 2 quartiers prioritaires afin d'améliorer leur image et accroitre l'attractivité du centre ancien en créant un circuit dynamique, ici on parle donc d'interconnexion entre les différents espaces du territoire,
- Accroitre l'appropriation de la stratégie de requalification de l'habitat par les habitants,
- Mener une politique globale de développement social urbain pour améliorer l'implication des habitants en s'inspirant du concept des cités intelligentes.

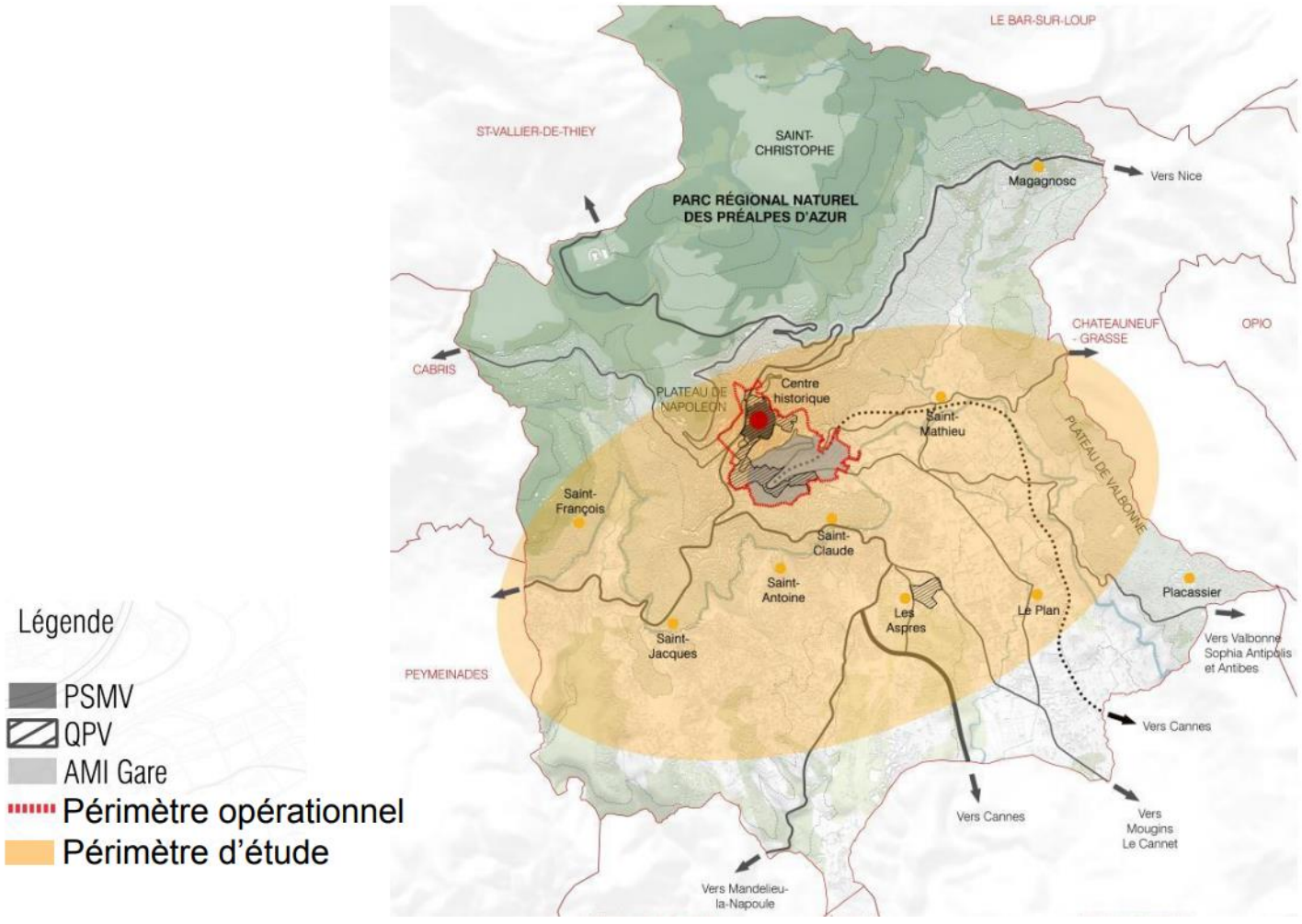
I.4.2. LE CENTRE-HISTORIQUE GRASSOIS : RENOUVELLEMENT URBAIN AU TITRE DU NPNRU DU GRAND-CENTRE

Le renouvellement urbain est une des priorités de la ville Grasse depuis deux décennies. Cette action de renouvellement urbain s'est développée depuis une perte de population significative au début des années 2010 bien qu'aujourd'hui la situation se soit stabilisée. Par ailleurs, la commune dispose d'un patrimoine architectural, culturel et paysager riche et identitaire avec une partie du centre-historique faisant partie du plan de sauvegarde et de mise en valeur de Grasse.
Néanmoins les indicateurs sociaux restent dans le rouge avec un parc de logements anciens très dégradé, peu attractif, marqué par une importante vacance et un manque de confort d'habiter. Le centre-historique et plus largement le Grand-centre de Grasse est une polarité économique en perte de vitesse, en manque d'attractivité de lisibilité et d'interconnexions ayant une accessibilité contrainte.
S'ajoute à ces multiple contraintes une perception parfois négative des grassois du centre-historique avec des commerçants le fuyant et un développement concurrentiel des polarités commerciales en entrée de ville.
C'est donc pour l'ensemble de ces éléments qu'après le contrat de ville de 2015-2020 il était important de continuer les différentes actions de renouvellement urbain avec le NPNRU du Grand-centre.

Un projet en cinq points s'est alors construit :

- Vers une offre attractive de l'habitat en centre-ville,
- Favoriser un développement économique et commercial équilibré,
- Développer l'accessibilité, la mobilité et les connexions,
- Mettre en valeur les formes urbaines, espaces publics et patrimoine,
- Fournir l'accès aux équipements, services publics, à l'offre culturelle et de loisirs.

Et le projet d'aménagement sur construction existante de l'îlot Placette entre dans ces objectifs.



Présentation du Plan Action Cœur de Ville
(source : https://www.alpes-maritimes.gouv.fr/)

- **Articulation avec le Plan National "Action Cœur de Ville »**

En date du 14 septembre 2018, la convention cadre pluriannuelle "Action Cœur de Ville" de Grasse a été signée entre l'Etat, la Ville, la Communauté d'Agglomération, la Banque des Territoires, le groupe Action Logement, l'Agence Nationale de l'Habitat et l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine.

Les actions de rénovation et de redynamisation du centre ancien envisagées au titre du NPRU ont été pensées en congruence avec les objectifs du Plan National "Action Cœur de Ville".

En effet, le programme Action Cœur de Ville est axé sur 5 enjeux prioritaires :

- Proposer une offre attractive en matière d'habitat,
- Favoriser le développement économique,
- Développer l'accessibilité, la mobilité et les connexions,
- Valoriser les bâtiments, les espaces et le patrimoine publics,
- Garantir des services de qualité aux usagers.

I.5. SYNTHESE DES OBJECTIFS

La ville de Grasse se caractérise, tout comme l'ensemble de la Côte d'Azur, par une très faible capacité d'urbanisation résiduelle en dehors des zones naturelles à préserver.
Cette rareté cumulée avec les prix fonciers élevés fait qu'il est de plus en plus difficile de se loger sur la commune ainsi que sur les communes périphériques.

La **volonté de la ville de Grasse** est ainsi :

- De **mener une intervention forte afin d'améliorer significativement le parc de logements**, tout en économisant l'espace,
- **D'encourager la mixité sociale et fonctionnelle**,
- De **renforcer le pôle de centralité du centre-historique**,
- De **renforcer le cadre de vie agréable de la commune** et d'**améliorer la qualité de vie des résidents,** avec une haute qualité architecturale et des intérieurs adaptés au confort moderne,
- De **prendre en compte et respecter l'environnement,** par la création d'un habitat durable répondant aux exigences de la RE 2020 et favorisant la transition énergétique.

II - PRESENTATION DU SITE : ILOT PLACETTE

L'îlot Placette est localisé au cœur du centre-historique que constitue le Grand-centre de Grasse.
D'une superficie d'environ 171 m², il est compris dans une zone plus large, le centre historique, de 9,5ha.
Cet îlot est constitué de trois bâtiments, dont un à vocation de logements comportant un établissement de restauration en rez-de-chaussée (salon de thé), ainsi que deux autres comportant des logements et des locaux commerciaux en situation d'occupation libre ou non connue à ce jour.

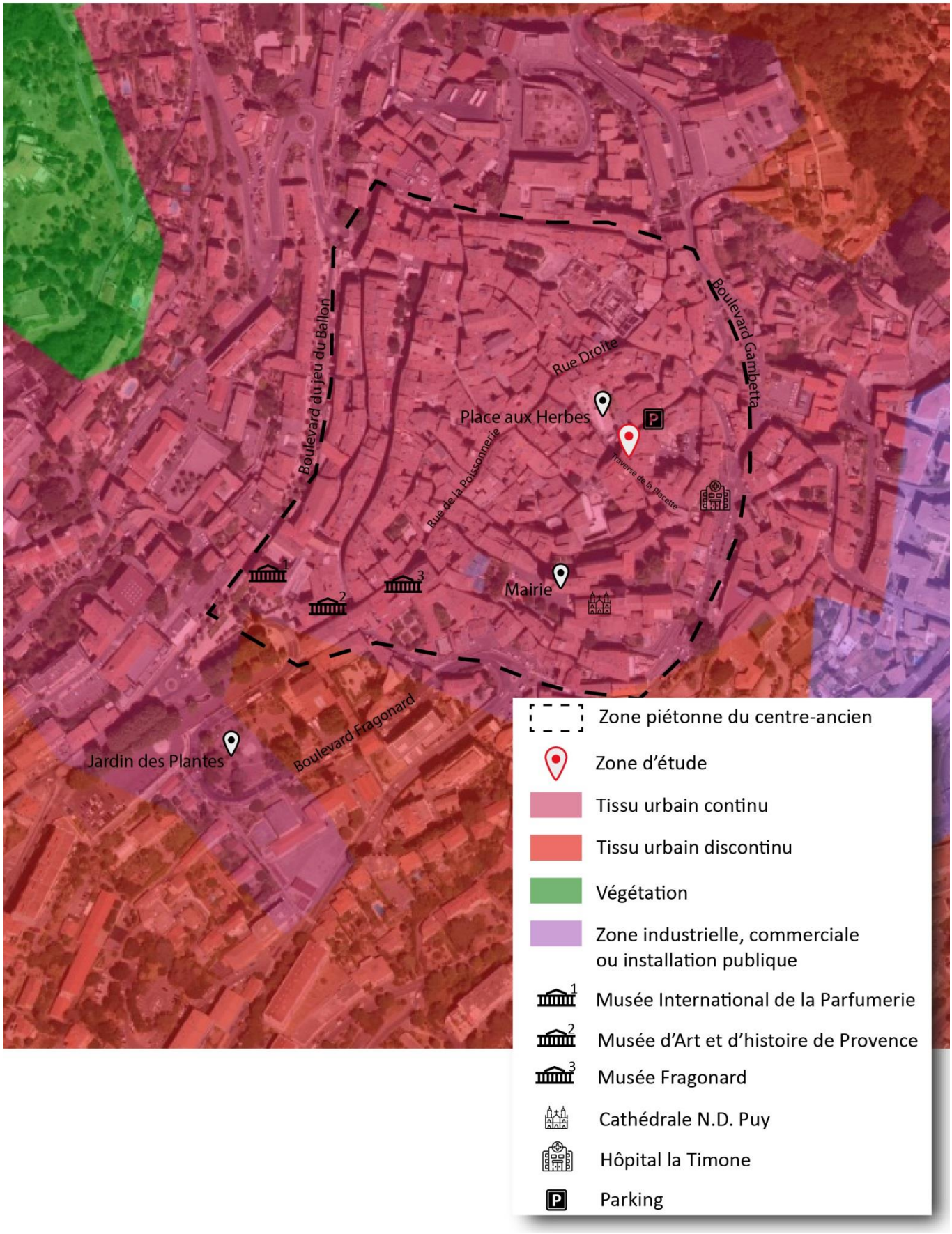
Le site s'insère dans une zone urbaine dense qu'est le centre-historique et plus largement au sein de la commune de Grasse comportant l'ensemble des fonctions urbaines d'une agglomération de plus de 50 000 habitants.

De surcroit, le projet est compris dans une zone résidentielle et commerciale à proximité de la rue Droite et se trouve entre deux places : la Place aux Herbes et la Place du Docteur Colomban. Ces places reflètent une particularité du tissu urbain grassois avec une succession de places reliées par les rues médiévales.

Occupation du sol dominante

Commune de Grasse

Source : Géoportail, CorineLandCover 2018, Freepik - échelle : 1/3 500



II.1. CARACTERISTIQUES FONCIERES ET BATIES DU SITE

II.1.1. PARCELLES COMPOSANT LE SITE ET ETAT DU BATI

L'îlot Placette est composé des parcelles suivantes :

Parcelle	Type	Surface parcelle entière	Surface au sol bâtie	Niveau du bâti
BH 165	Immeuble d'habitation	71 m²	71 m²	R+4
BH 378	Immeuble d'habitation	56 m²	56 m²	R+6
BH 426	Immeuble d'habitation	52 m²	52 m²	R+6

Les immeubles composant le site vont du R+4 au R+6 et **sont des constructions vétustes aussi bien à l'intérieur qu'au niveau des façades**. Les trois bâtiments sont chacun dotés d'un local commercial dont un actuellement loué, un autre libre et le dernier ayant une occupation non connue à ce jour.

II.1.2. OCCUPATION ACTUELLE DES IMMEUBLES

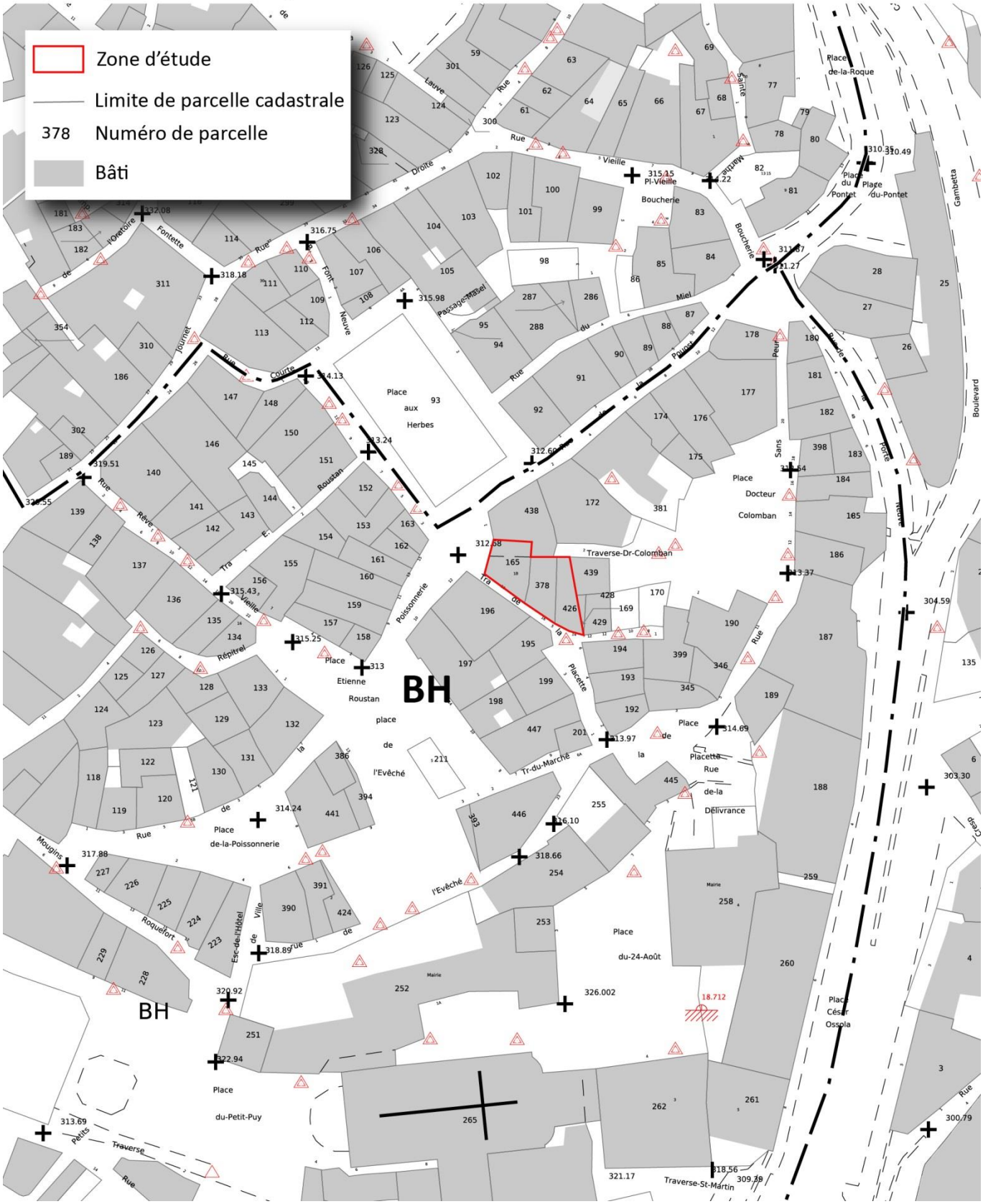
Comme indiqué ci-avant, les bâtiments existants sur l'îlot Placette sont à usage d'habitation majoritairement. Toutefois, un bar est également présent en rez-de-chaussée d'immeuble, dans le cadre d'un bail précaire.

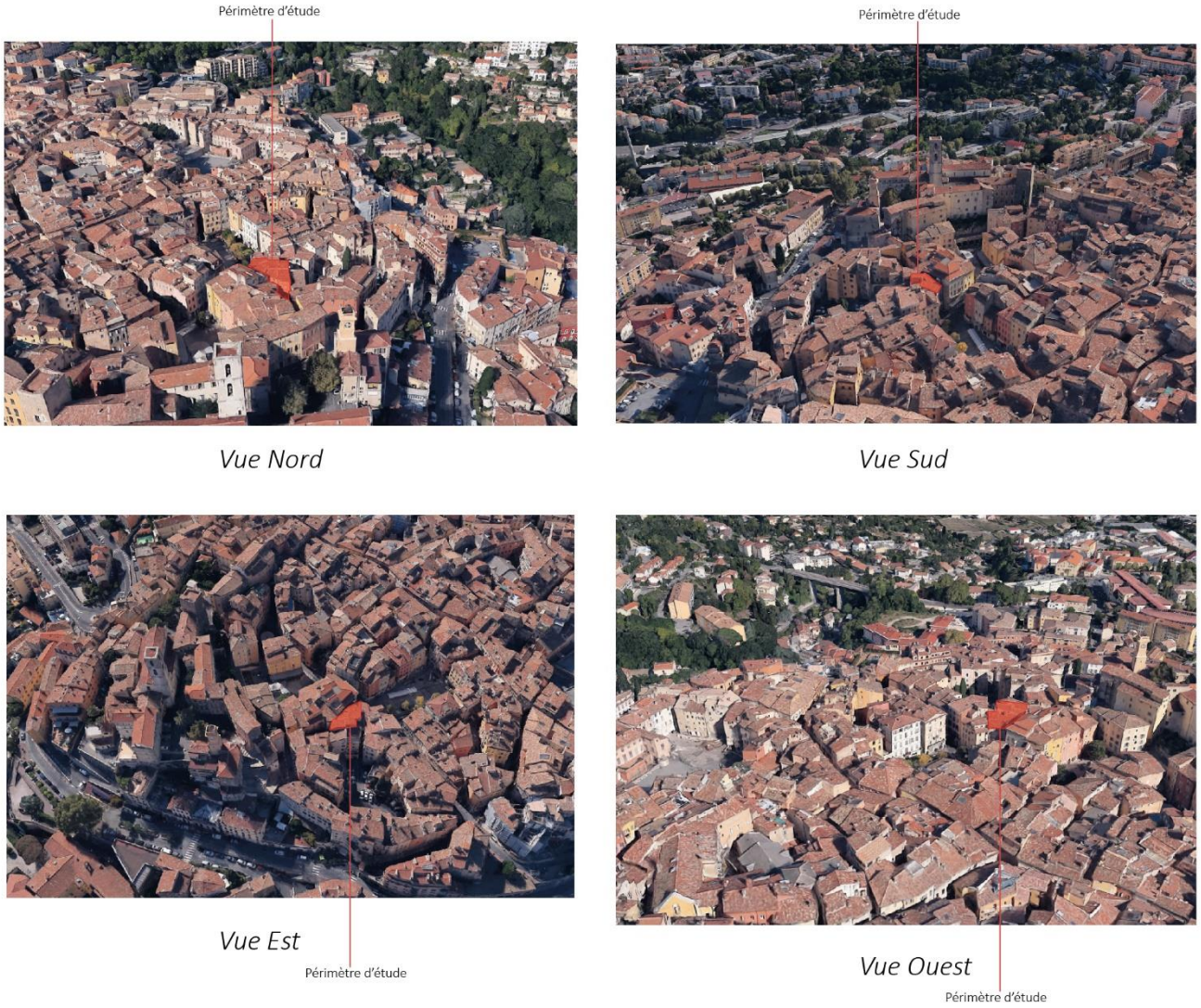
En termes de logements, l'on compte :
- 3 appartements, sur la parcelle BH165,
- 6 appartements, sur la parcelle BH378,
- 4 appartements, sur la parcelle BH426.

Sur les 13 logements présents sur le site, un seul est occupé, par son propriétaire.

Périmètre DUP

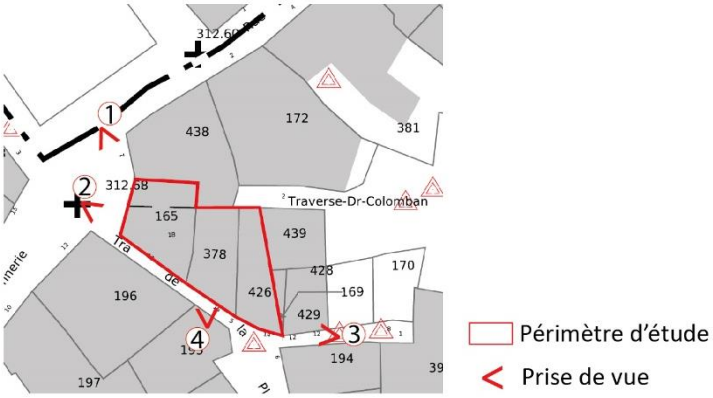
Echelle : 1/1000- source : cadastre.gouv



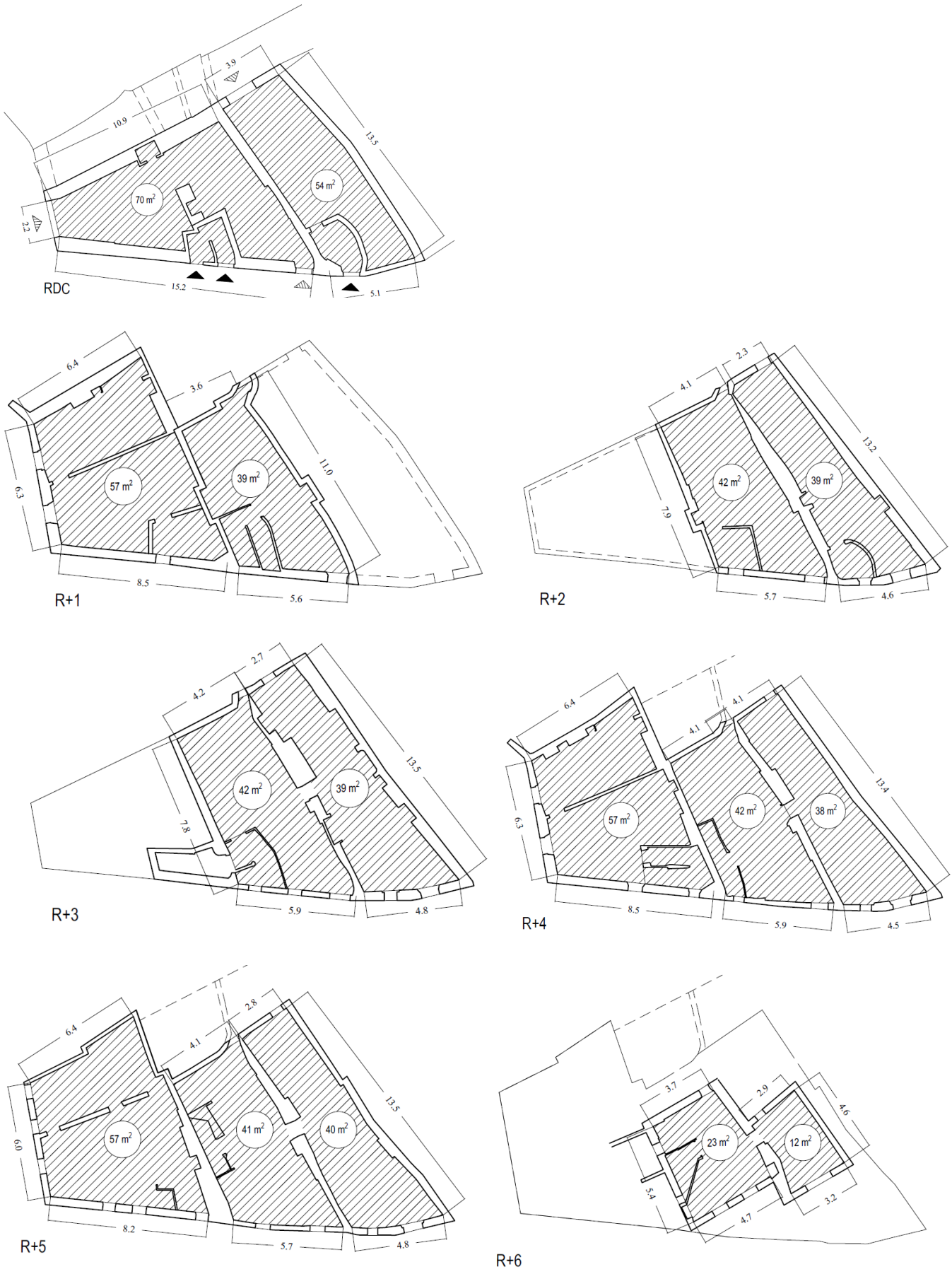


Vues de l'îlot – source : Google Earth



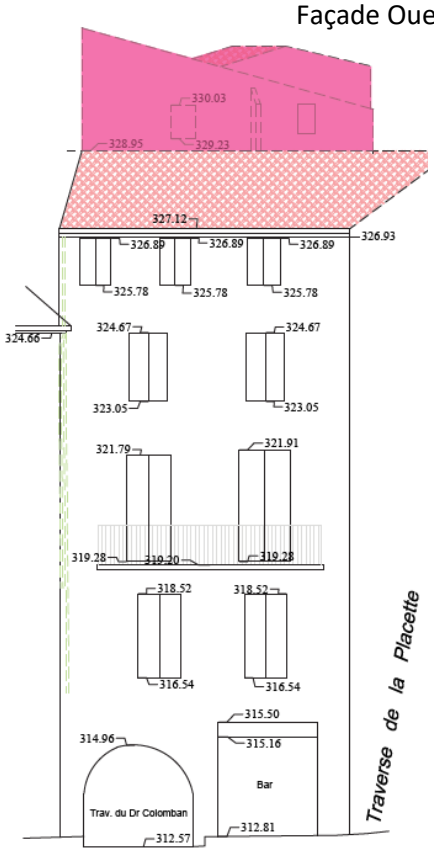


Vues des bâtiments – source : MAES Architectes et Urbanistes



Détail des parties intérieures actuelles des bâtiments – source : MAES Architectes et Urbanistes

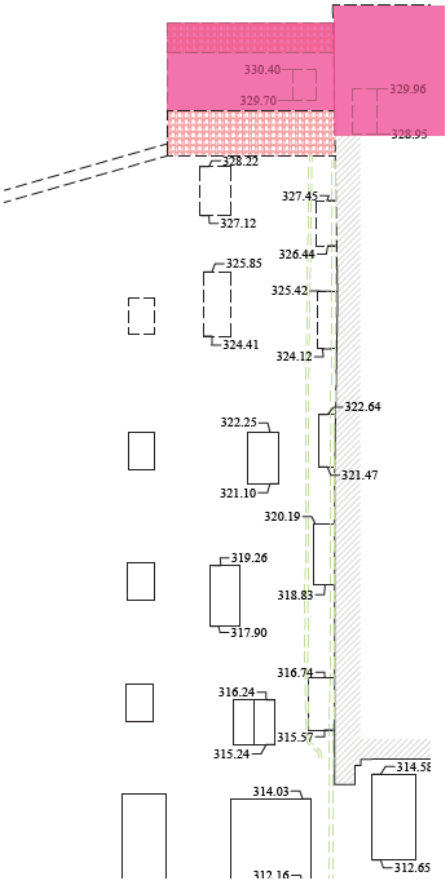
Façade Ouest



Façade Sud



Façade Nord



Les façades existantes - source : MAES Architectes et Urbanistes

II.1.3. IMMEUBLES RESTANT A ACQUERIR

Sur les 3 parcelles composant le site, une grande partie des lots (16) ont été acquis par l'EPF Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les derniers lots à acquérir, au nombre de quatre, appartiennent à des propriétaires privés.
Pour la parcelle BH 165 seulement un lot reste à acquérir, de même pour la parcelle BH 378. Seule la parcelle BH 426 nécessite l'acquisition de deux lots.

L'EPF[3] **assurera, pour le compte de la commune de Grasse, l'entière maîtrise foncière nécessaire à l'opération retenue**. Ainsi, intervenant comme opérateur foncier, l'EPF se portera acquéreur, soit par voie amiable, soit par voie de préemption, soit par voie d'expropriation, des biens restant à acquérir.

Des négociations ont été engagées par l'EPF auprès de tous les propriétaires identifiés au fichier immobilier hypothécaire et n'ont abouti à aucune acquisition amiable.

Aussi, l'EPF sollicite une Déclaration d'Utilité Publique afin d'assurer une maîtrise foncière complète des immeubles nécessaires au projet et non encore maîtrisés, soit :

Parcelles	Type d'acquisition
BH426	Totale
BH165	Totale
BH378	Totale

II.2. ENJEUX ET CONTRAINTES DU SITE

II.2.1. UN SITE URBAIN DENSE ET CONNAISSANT UNE CERTAINE VETUSTE

L'îlot Placette est composé de trois bâtiments en mixité fonctionnelle à dominante habitat. Il s'insère dans un quartier densément bâti dont la hauteur moyenne des bâtiments alentours est de R+1 à R+6.

Trois entrées indépendantes, soit une par bâtiment, sont présentes depuis la traverse de la Placette. La Traverse du Docteur Colomban perce le bâtiment donnant sur la Place aux Herbes et permet d'accéder à la Place du Docteur Colomban formant une sorte de cour intérieure à l'îlot ouverte au public.

L'îlot n'est pas facilement distinguable à cause de la densité de bâti très important sur ce secteur. Cependant, les places et les traverses étroites permettent de se repérer et d'apercevoir l'îlot.

- **Une vétusté du bâti**

Le tissu urbain du centre-historique de Grasse est très ancien avec des édifices datant de l'époque médiévale. Les bâtiments sont donc devenus très vétustes dès la fin du XIXe siècle.

Pour remédier à ce délabrement du bâti, d'importants curetages ont ainsi été réalisés entre 1857-1858 et après la seconde guerre mondiale faisant apparaître la Place aux Herbes et la Place du Docteur Colomban. Cependant, ces curetages ont quelque peu perturbé la lisibilité d'ensemble du centre-ancien de Grasse mais ont aussi permis une évolution de la forme urbaine de l'îlot Placette.

Les dernières rénovations qu'ont subies ces immeubles datent alors du milieu du XXe. Les effets du temps apparaissent ainsi sur les façades et à l'intérieur des bâtiments. En effet, certaines façades sont abîmées et présentent des risques pour les résidents, notamment de décrochages d'éléments. A l'intérieur, des travaux de mise aux normes sont nécessaires concernant la ventilation, l'électricité, le circuit d'eau potable et d'eaux usées, ainsi que des châssis et des complexes isolants.

[3] *Sur l'ilot Placette, l'EPF agit dans le cadre d'une convention d'intervention foncière sur le site action cœur de ville en phase impulsion - réalisation, signée en juillet 2019 entre l'EPF, la commune de Grasse et la communauté d'agglomération, qui autorise notamment à l'EPF de mener à bien la procédure d'expropriation.*

L'îlot Placette se trouve donc au centre de deux grands réaménagements qui ont eu lieu entre 1858 et 1946 représentants des vides urbains permettant une aération intéressante. Mais son enclavement le rend sujet à l'humidité à cause notamment de sa proximité avec le passage d'anciens canaux.

- **Un site ayant une accessibilité mixte**

Le site est accessible depuis la D4 (Boulevard Carnot et Boulevard Fragonard). Quatre rues se trouvent à proximité immédiate du site : la traverse du Docteur Colomban, la rue de la Pouost, la rue de l'Evêché et la rue Sans Peur. La D307 (Place César Ossola et Boulevard Gambetta) permet également d'y accéder.

Les différentes typologies de voies sont :

- Boulevard Carnot : 2x1 voie à double sens avec trottoirs et stationnement,
- Boulevard Fragonard : 2x1 voie à double sens avec trottoirs et stationnement,
- Rue de la Poissonnerie : 1x1 voie sens unique avec trottoir sans stationnement (essentiellement piétonne mais accessible à certain véhicule),
- Rue de la Pouost : 1x1 voie sens unique sans trottoir avec parking sous terrain,
- Place César Ossola : 1x1 sens unique avec trottoir et stationnement,
- Boulevard Gambetta : 1x1 sens unique avec trottoir et stationnement.

Le réseau de bus est assez développé sur la commune de Grasse et au niveau de centre-historique où se trouve l'îlot étudié. Les lignes A, B, C, 5, 6, 6b, 7, 9, 10, 20, 40 contournent le secteur d'étude et passe par le Boulevard Carnot, le Boulevard Fragonard, la Place César Ossola et le Boulevard Gambetta. Le réseau de bus n'entre pas dans le cœur historique grassois mais permet tout de même une bonne desserte du secteur.

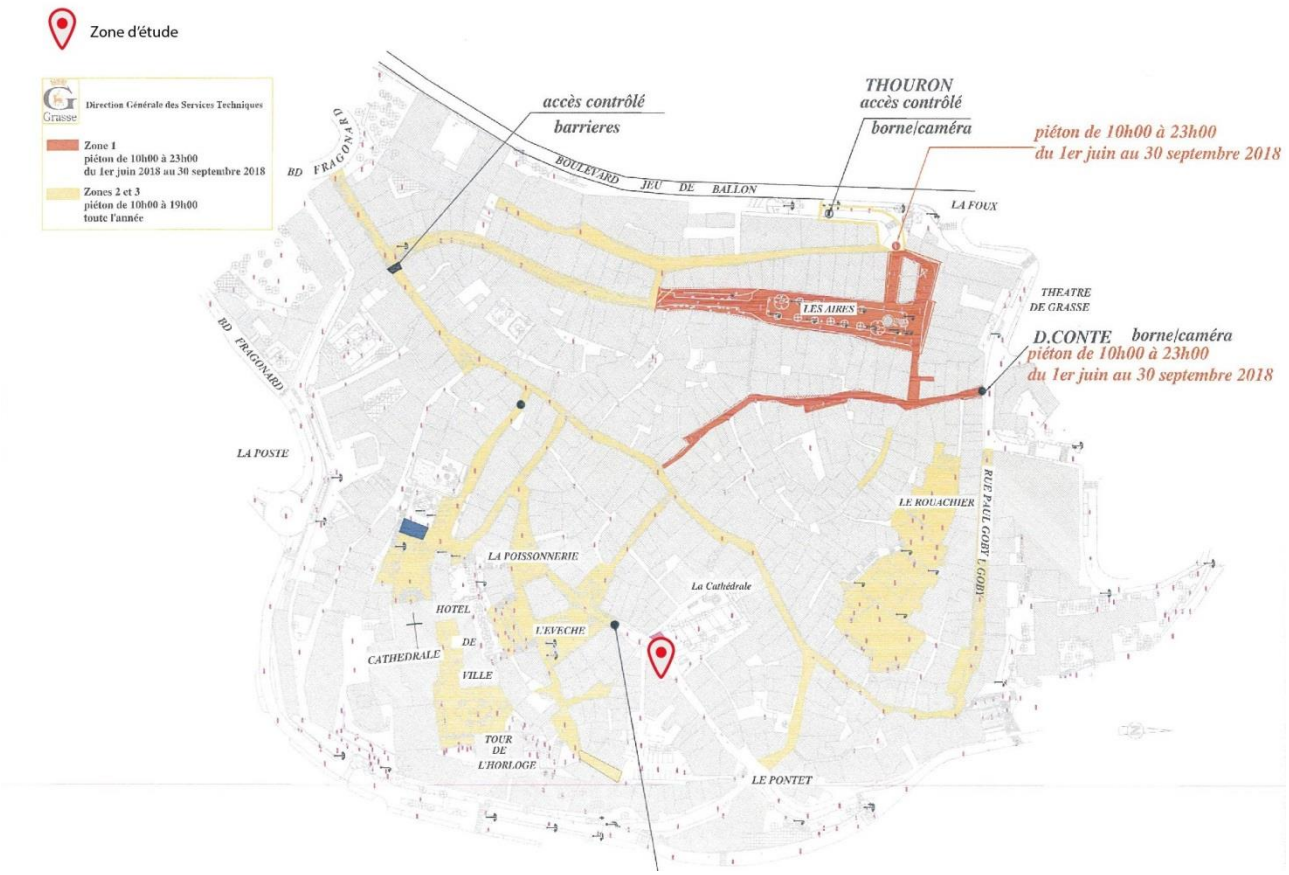
L'îlot placette est entouré par deux rues essentiellement piétonnes : la traverse de la Placette et la rue de la Poissonnerie.

Le réseau viaire au sein du centre-historique est fait de routes très étroites ne simplifiant pas la circulation des véhicules ni leur stationnement. La marche à pied est bien souvent le mode de déplacement le plus pratique mais il n'est pas facilité par le manque de trottoir. Cependant, cet espace dispose d'un réseau de transport en commun permettant une bonne accessibilité à l'îlot Placette.

Plan des zones piétonnes dans le centre-ancien

Commune de Grasse

Source : Ville de Grasse, arrêté des zones piétonnes du centre-ancien - échelle : 1/3 500



II.2.2. UN SITE DEPOURVU D'ESPACES NATURELS ET PATRIMONIAUX

- **Réseau hydrographique**

La zone d'étude se trouve à proximité du Riou Blanquet, à environ 221m au plus proche.
Aucun risque inondation ne concerne le site du projet.

- **Milieu naturel**

La végétation n'est que très peu présente sur le site du projet et est d'origine anthropique. On la retrouve sous la forme de plantation d'arbres sur la Place aux herbes ou aux fenêtres des habitations voisines.
Les enjeux floristiques semblent assez réduits et aucune espèce patrimoniale n'a été observée sur le site.

S'agissant des enjeux faunistiques, la proximité de secteurs boisés favorise le survol du site par de nombreuses espèces d'oiseaux, dont des espèces patrimoniales. Cependant, aucun gite ou site de reproduction n'a été identifié dans le secteur objet de la présente DUP.

Le site est éloigné d'environ :

- 554 m du Parc Régional des Préalpes d'Azur (FR8000049),
- 4 km de la ZNIEFF[4] de type 2, 930012598, *Plateaux de Calern, de Caussols et de Cavillor,*
- 5,4 km de la ZNIEFF de type 1, 930020146, *Plateau de Caussols*
- 4,2 km de la zone Natura 2000 (directive Oiseau), *Préalpes de Grasse*, FR9312002
- 4,2 km de la zone Natura 2000 (directive habitat), *Préalpes de Grasse*, FR9301570

[4] *ZNIEFF : Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique*

Le SRCE PACA localise le site du projet dans un espace artificialisé.
De plus, aucun réservoir écologique n'est identifié au PLU ou à la DTA au niveau du site du projet.

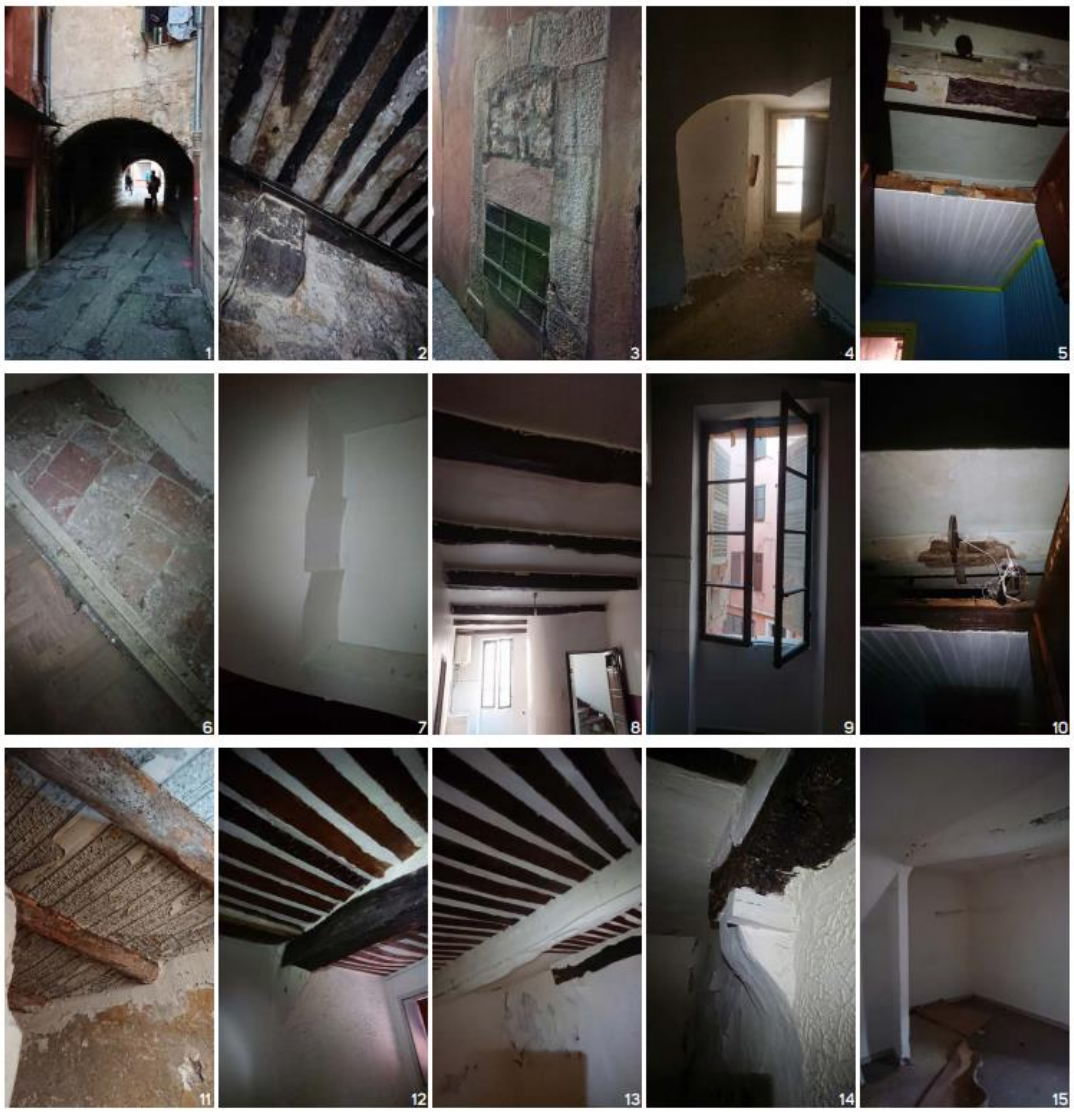
- **Protection du patrimoine**

Le centre-historique de Grasse est compris dans le Plan de Sauvegarde et de mise en Valeur (PSMV) de Grasse. Il comprend un certain nombre d'éléments patrimoniaux remarquables comme 11 Monuments Historiques qui sont les suivants :

- La Chapelle de l'Oratoire,
- La Maison Tourraire,
- La fontaine publique,
- L'hôtel Théas de Caille,
- L'hôtel des Pontèves
- L'hôtel de Clapier-Cabris,
- L'hôtel Fanton d'Andon,
- La Chapelle Saint-Thomas,
- Le palais épiscopal,
- Porte Neuve
- La Cathédrale Notre-Dame-du-Puy.

Le site se trouve donc en zone de protection des Monuments Historiques avec à la fois des immeubles classés et inscrits.
Par ailleurs, le PSMV précise qu'au sein des bâtiments de l'îlot Placette des éléments patrimoniaux sont à conserver et à mettre en valeur comme des éléments distributifs tels que les escaliers, l'arc permettant de rejoindre la Place du Docteur Colomban et des éléments de décor intérieur.
Il est donc nécessaire de conserver l'ensemble des immeubles participant à la forme urbaine et présentant un intérêt patrimonial dont leurs façades et quelques éléments de menuiserie et portes à entablement notamment pour l'immeuble de la parcelle BH 378.
Aussi sur la parcelle BH165 un écrêtement sera nécessaire.

Les parcelles cadastrées section BH de Grasse font partie des zones de présomption de prescriptions archéologiques du centre-historique. L'îlot Placette fait donc partie des zones concernées par l'archéologie préventive.



1 - Pontet Traverse Colomban

2 - Plancher haut sur pontet, solivage apparent et corbeaux sur mur maçonné

3 - Appareil

4 - Baie aménagée en angle

5 - Poutres encoffrées

6 - Tomette carrée

7 - Baie à feuillure

8 - Plancher poutres apparentes

9 - Grande menuiserie

10 - Belles poutres sous fp

11 - Poutres rondins

12 - Belle poutre sur corbeau

13 - Belle poutre

14 - Linçoire sur corbeau

15 - Belle poutre

Inventaire patrimoniale - source : MAES Architectes et Urbanistes



Inventaire patrimoniale des cages d'escalier - source : MAES Architectes et Urbanistes

- **Enjeux paysagers**

L'Atlas Départemental des Paysages découpe le territoire en 15 familles.
Le centre-ancien de Grasse est inclus dans la famille J, *les collines*, et plus spécifiquement dans le secteur J1, *le bassin de la Siagne*.
Le site objet du présent dossier n'est concerné par aucun enjeu spécifique mais ce document précise tout de même que « l'explosion urbaine autour de Grasse a un impact paysager d'autant plus important que les collines la supportant sont perceptibles depuis le littoral : l'urbanisation en nappe est à structurer ».

Selon le rapport de présentation du PLU le centre-ancien de Grasse permet d'avoir deux points de vue majeurs sur le littoral.
L'ambiance du centre-historique et de ses abords est marquée à la fois par les constructions anciennes ayant une valeur patrimoniale forte, de type habitat collectif en R+4 en majorité et la végétation environnante grâce au Parc Régional des Préalpes d'Azur et aux nombreuses collines et montagnes qui entourent le site.

II.2.3. CONCLUSION : LES ENJEUX DE L'ILOT PLACETTE ET DU CENTRE-ANCIEN DE GRASSE

Les spécificités du site sont :

- Une **densité d'urbanisation élevée,** y compris par rapport à ses abords immédiats,
- Des **difficultés de circuler en voiture** au sein du centre-ancien,
- Des **déplacements à pied à privilégier** mais des **infrastructures piétonnes insuffisantes**,
- Des bâtiments homogènes, ayant un grand **intérêt architectural** et de hauteur moyenne,
- Un **patrimoine architectural majeur** avec de nombreux **Monuments Historiques** au sein du centre-ancien et des **éléments patrimoniaux remarquables** à conserver à l'intérieur des bâtiments de l'îlot Placette,
- Des bâtiments anciens et **très vétustes** qu'il faut **rénover** tout en gardant les éléments patrimoniaux remarquables,
- Une **végétation environnante importante** autour du site, mais presque inexistante en son sein,
- Une **zone de protection du milieu naturel** à 500m du site (Parc Régional des Préalpes d'Azur).

III - LE PROJET ENVISAGE SUR LE SITE PLACETTE

III.1. L'INTERVENTION SUR LE SITE

L'opération envisagée sur l'îlot Placette est caractéristique des interventions de requalification urbaine à petite échelle.

Elle répond à la demande et aux besoins spécifiques en logements sociaux sur la commune et la communauté d'agglomération du Pays de Grasse, ainsi qu'à une partie des objectifs fixés par le Programme Local de l'Habitat du Pays de Grasse, marquant ainsi le volontarisme des collectivités en la matière.

L'architecture du projet respectera le gabarit existant, en conservant l'enveloppe extérieure des bâtiments.

- **Présentation du programme prévisionnel : un projet de réhabilitation de logements**

L'opération prévue consiste en la réalisation d'un programme d'environ 10 logements sociaux à destination des étudiants, soit environ 480 m² de surface de plancher à vocation d'habitat.

Les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants sont précisées en pièce 5 du présent dossier.

III.2. RAISONS DU CHOIX DU PROJET

III.2.1. CHOIX DE L'ILOT PLACETTE

L'état général de dégradation des bâtiments à conduit la collectivité à envisager des actions de réhabilitation sur ces immeubles.
En effet, l'état du bâti proche de l'habitat indigne et les populations fragilisées a amené la collectivité à intervenir sur cet îlot, il nécessite désormais des actions coercitives de la part de l'Etablissement Public PACA et de la commune de Grasse.
Par ailleurs, l'îlot fait partie d'un programme de renouvellement urbain plus large comprenant l'ensemble du centre-historique au travers d'un NPNRU qui a vocation à redynamiser le centre de Grasse.

Les immeubles appartiennent aujourd'hui à l'EPF en grande majorité, uniquement 4 lots restent à acquérir dont deux caves, un local commercial et un appartement.

Il s'agit ainsi d'apporter des solutions en matière de réhabilitation de logements et de locaux d'activités, ainsi qu'en matière d'accompagnement de populations identifiées comme fragiles.

III.2.2. DETERMINATION DES CARACTERISTIQUES DU PROJET

III.2.2.1. Programmation

- **Les enjeux de l'opération sont multiples :**
  - **Améliorer la qualité et la performance énergétique du bâti ancien,**
  - Résorber les situations **d'inconfort ou d'indignité,**
  - Accompagner et traiter les problématiques de **dégradation des copropriétés,**
  - Développer une offre locative de qualité et financièrement accessible dans le parc privé,
  - **Conforter l'attractivité du centre historique,**
  - Réhabiliter des logements, immeubles et **ilots dégradés,**
  - Construire de **logements de qualité.**

- **Présentation prévisionnelle du projet :**

L'étude de faisabilité prévisionnelle a conduit au projet le plus adapté au site :

- Démolition partielle de l'intérieur des bâtiments,
- Conservation des murs de façades et de refends et dans la mesure du possible des cages d'escaliers existantes,
- Ravalement des façades, dans le respect du règlement du PSMV de Grasse,
- Adaptation des volumes existants au confort moderne,
- Réajustement des hauteurs sous-plafond,
- Réalisation des logements en duplex ou duplex-mezzanines.

Les plans de ce projet sont présentés dans le plan général des travaux dossier 6 de cette DUP.

III.3. LE PROJET ET SON CONTEXTE REGLEMENTAIRE

III.3.1. LA LOI "LITTORAL" ET LA LOI "MONTAGNE"

La commune de Grasse n'est concernée ni par la loi Montagne ni par la loi Littoral.

III.3.2. DIRECTIVE TERRITORIALE D'AMENAGEMENT (DTA)

Par décret n°2003-1169 du 2 décembre 2003 le Gouvernement a approuvé la directive territoriale d'aménagement des Alpes-Maritimes (Journal Officiel du 9 décembre 2003).

La commune de La Grasse est située dans l'ensemble de la bande côtière de la DTA.
L'îlot Placette s'insère au niveau du centre-ancien à protéger.

La DTA précise concernant les centre-anciens, qu'ils doivent être préservés, avec leurs abords, en tant qu'éléments essentiels du patrimoine bâti et de l'identité de la Côte d'Azur.

Le projet consiste en la création d'un programme de logements sociaux à destination des étudiants sur le site de l'îlot Placette. Il permet ainsi de répondre aux besoins actuels et futurs de l'agglomération.
Il sera mis en œuvre dans un souci de respect de l'architecture actuelle et offrira un confort de vie moderne aux futurs habitants.

Le projet entre dans le cadre des dispositions de la DTA relatives à la bande côtière. Ainsi, la DTA précise en page 56 que : « *Des projets urbains, assurant la mixité sociale, doivent émerger à partir des centres anciens, des quartiers d'habitat sociaux et des espaces urbains désorganisés.* (…). »
La philosophie du projet est ainsi inscrite dans le rapport de la DTA.

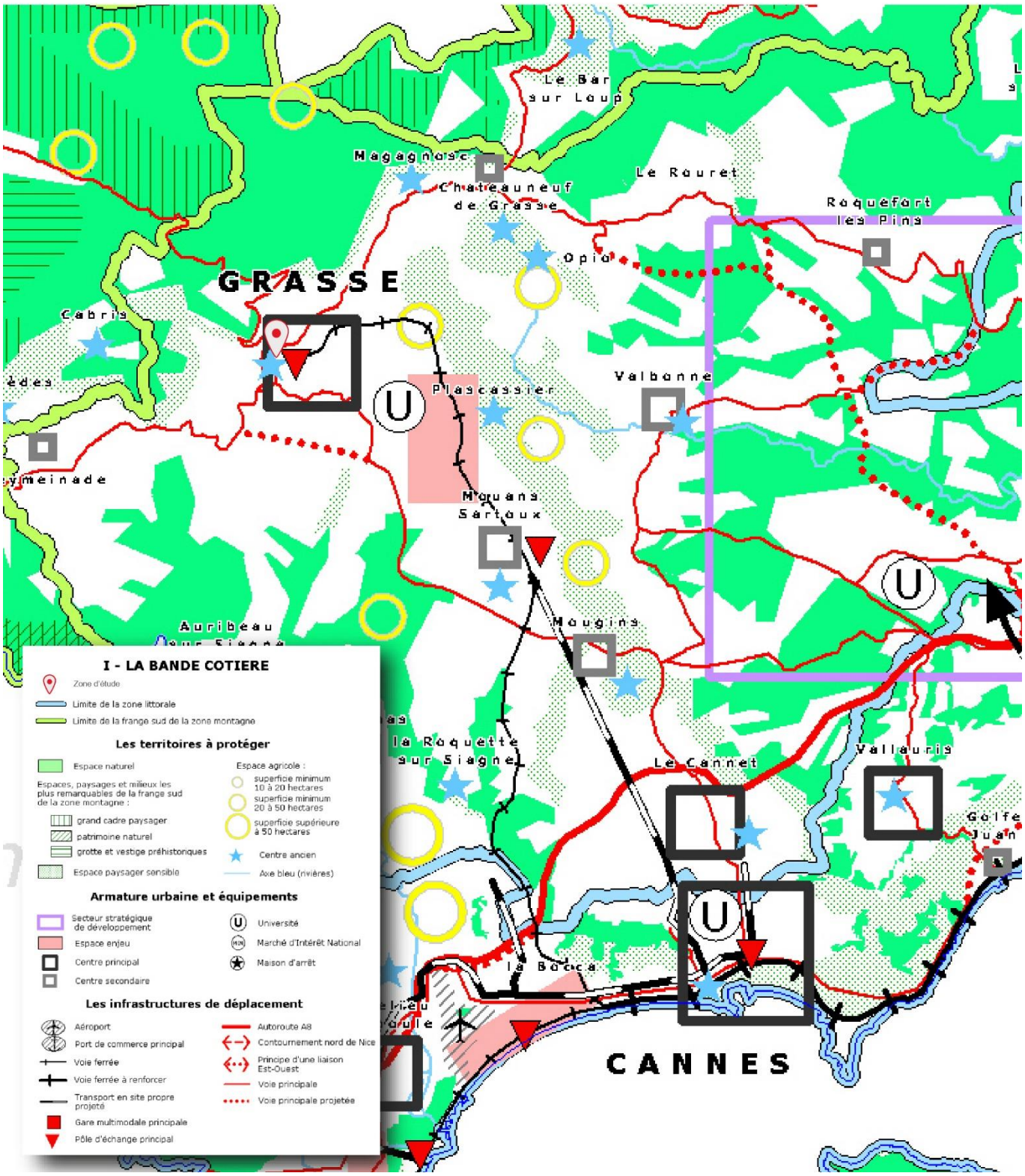
Le projet objet du présent dossier est cohérent par rapport aux orientations et aux objectifs de la DTA.
Il permet comme le préconise la DTA en page 81 de « construire ou reconstruire la ville sur la ville » et respecte ainsi le principe de gestion économe de l'espace.
Aussi la conservation de l'enveloppe extérieure des bâtiments permettra de sauvegarder le patrimoine bâti du centre-ancien.

Le projet ne remet en cause aucune protection édictée par la DTA.
Il est donc compatible avec la DTA des Alpes-Maritimes.

Extrait de la DTA des Alpes-maritimes

Commune de Grasse

Source : DTA - échelle : 1/100 000



Carte de la bande côtière - source : DTA des Alpes-Maritimes

III.3.3. LE SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE (SCOT)

Le projet de SCOT de l'Ouest des Alpes-Maritimes a été arrêté par délibération du comité syndical en charge de son élaboration en date du 13 septembre 2019. L'enquête publique relative à cette procédure d'élaboration du SCOT'Ouest a été mise en œuvre du 15 juillet 2020 au 14 août 2020.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du SCOT développe 4 attentes pour un meilleur développement et pour atteindre les conditions d'équilibres du territoire :

- La qualité de vie comme premier facteur d'attractivité,
- Construire des axes de développement structurants capables d'organiser la croissance,
- Assurer la complémentarité et la solidarité avec le Haut-Pays,
- Les outils opérationnels et les axes clés pour réussir la cohérence territoriale.

Ce PADD est organisé selon 4 orientations générales d'aménagement durable du territoire :

- Rester un territoire de proximité et de centralités,
- Protéger les valeurs fondatrices du territoire – son environnement, ses milieux et ses paysages,
- Conjuguer compétitions et solidarités économiques,
- Valoriser le profil environnemental.

A travers son Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO), le SCOT Ouest des Alpes-Maritimes a pour objectif de :

- Programmer la production de 18 000 résidences principales et 2 750 résidences secondaires, dans la perspective d'une croissance de plus de 12 000 habitants et de plus de 10 000 emplois,
- Identifier les principaux sites d'extension de l'urbanisation (développement résidentiel et économique),
- Protéger les espaces naturels, forestiers et agricoles,
- Préserver les espaces agricoles et développer les activités agricoles sur le territoire en confortant le rôle économique de l'agriculture,
- Renforcer la connaissance en matière de potentiel des forêts,
- Préserver et restaurer la trame verte et bleue ainsi que les équilibres paysagers et la valorisation des entrées de ville,
- Maîtriser et réduire les risques naturels et technologiques.

Concernant les orientations liées à l'organisation de l'espace et de restructuration des espaces urbanisés le DOO prévoit une nouvelle typologie de l'urbanisation avec des Unités Prioritaires de Renouvellement Urbain, des équilibres entre l'avancement du renouvellement urbain et la consommation foncière et une maîtrise de la consommation foncière.

Le seul enjeu identifier aux abords du projet est de maintenir la qualité et les caractéristiques architecturales du centre-ancien.

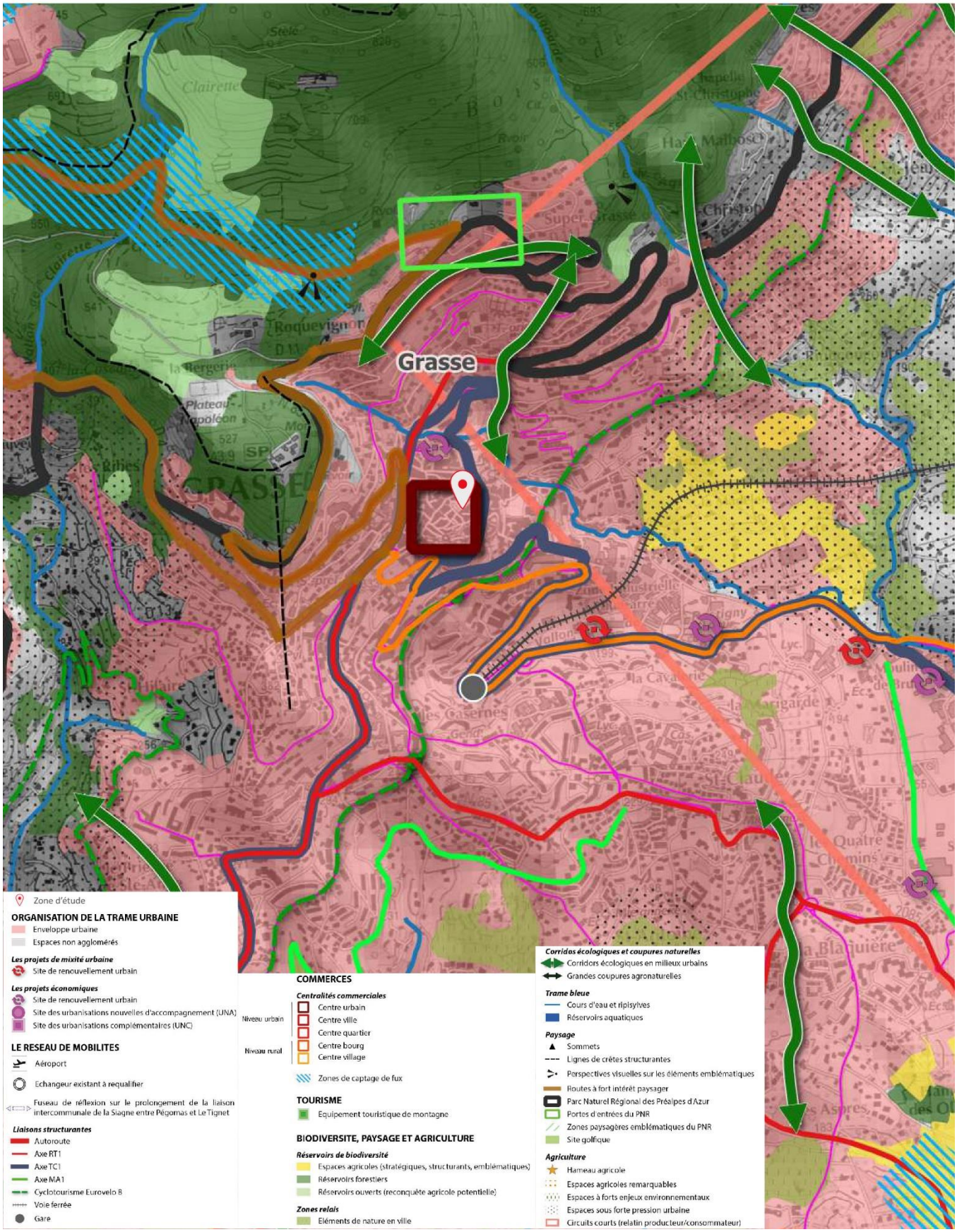
Le projet répond aux orientations générales de production de logements et de valorisation des centralités.
Il comporte des logements à destination du public spécifique que sont les étudiants et permet de préserver des éléments architecturaux des bâtiments (enveloppes extérieures et systèmes distributifs intérieurs).
De plus, les bâtiments rénovés tiennent compte des normes environnementales et énergétiques actuelles.

Le projet est donc compatible avec le SCOT arrêté de l'Ouest des Alpes-Maritimes.

Extrait du SCOT'Ouest

Commune de Grasse

Source : SCOT'Ouest - échelle : 1/20 000



Carte du SCOT - source : SCOT'Ouest

III.3.4. PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)

Le projet est situé en totalité sur la commune de Grasse dont le PLU a été approuvé le 12 décembre 2017 et la modification n°1 a été approuvé le 25 juin 2019.

III.3.4.1. Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD)

Le **Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD)** du PLU de Grasse présente parmi ses orientations générales :

- La protection et la transmission d'un environnement de grande qualité,
- Une économie et une accessibilité accrue pour équilibrer le territoire,
- Un renouvellement urbain et de la proximité pour construire une ville durable :
  - Une croissance démographique à adapter,
  - Un urbanisme de redynamisation :
    - ✓ Poursuivre l'effort de réhabilitation de l'habitat dans le centre-ancien pour lutter contre le mal-logement.
  - La priorité à un urbanisme de proximité.

Le PADD comprend également des orientations spécifiques qui sont corrélées au projet d'aménagement ici étudié :

- Orientations patrimoniales, paysagères et environnementales,
  - Ambition 1 : Grasse, haut lieu patrimonial et culturel,
    - ✓ Mettre en valeur les coutures urbaines entre le secteur sauvegardé et la première couronne du centre urbain : « engager une Orientation d'Aménagement Patrimoine autour du secteur sauvegardé pour assurer la cohérence et la qualité bâtie entre le centre-historique et les quartiers proches - notion de zone tampon ».
- Orientations urbaines économiques et sociales,
  - Ambition 3 : Une politique de l'habitat adaptée,
    - ✓ Maîtriser la croissance démographique et construire d'abord pour les besoins locaux : « résorber 60 % du retard SRU dès 2023, en intégrant des taux soutenus de mixité sociale dans les périmètres de renouvellement urbain ».

De plus, le PADD précise que la commune entend redonner un rôle de centralité au centre-historique en le redynamisant.

Le projet d'aménagement, sur construction existante, de logements sociaux au sein du centre-ancien est donc compatible avec le PADD.

III.3.4.2. Orientation d'Aménagement et de Programmation

Le projet s'intègre au sein de l'**Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) Patrimoine** qui représente une opportunité de préserver le patrimoine industriel de Grasse et une réappropriation de ce patrimoine par les habitants.

Plusieurs orientations sont présentées dans ce cadre :

- Révéler le patrimoine,
- Préserver le patrimoine,
- Découvrir le patrimoine.

Le Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur est compris dans cette OAP au travers de la première orientation qui comprend deux objectifs :

- Mettre en valeur les entrées vers le Secteur Sauvegardé,
- Soigner les transitions entre la ville médiévale, la ville XIXe et la ville contemporaine.

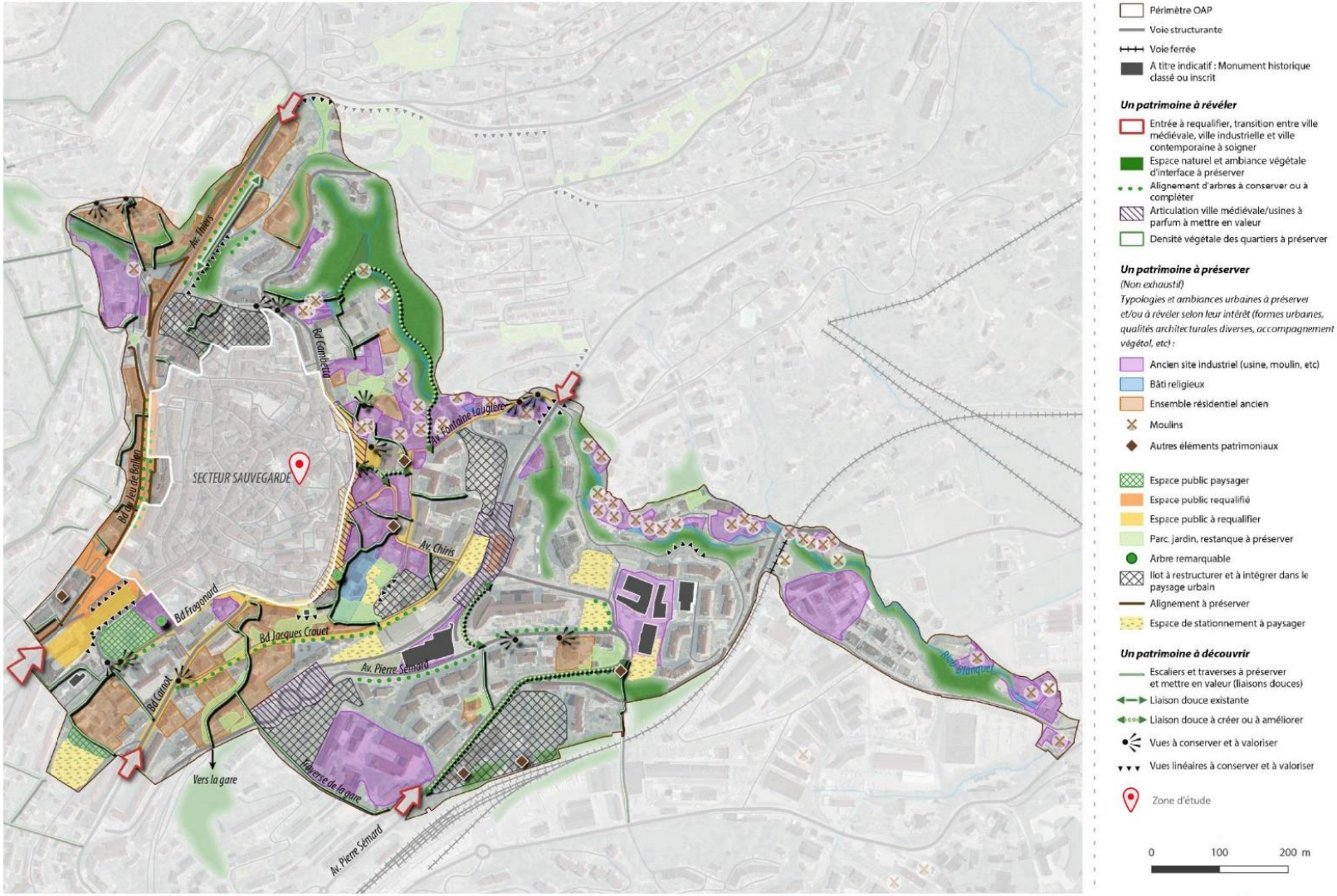
Cette OAP prévoit donc de requalifier les entrées du centre-historique ; de préserver et de mettre en valeur le patrimoine bâti et paysager ; de mettre en valeur les espaces publics et d'aération urbaine ; de créer des opérations d'aménagement respectueuse du patrimoine actuel ; d'intégrer le patrimoine culturel à la vie quotidienne des habitants par le biais de mobilités et de liaisons douces ; et de préserver les vues remarquables.

Le projet est compatible avec cette OAP Patrimoine en respectant le patrimoine architectural des immeubles aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Extrait de l'OAP Patrimoine

Commune de Grasse

Source : PLU de Grasse

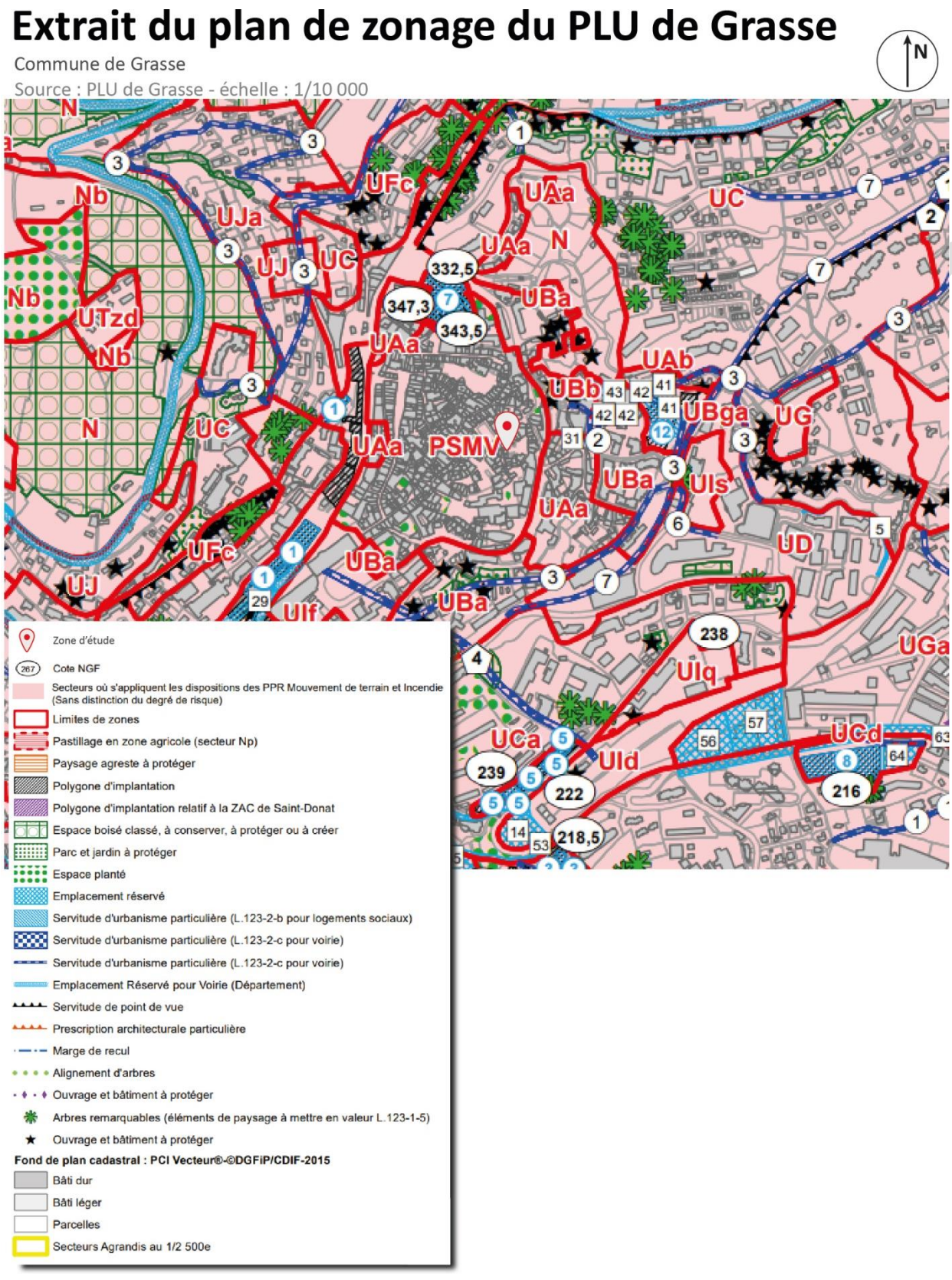


Carte OAP - source : PLU Grasse

PROVISOIRE

III.3.4.3. Zonage

Au regard du plan de zonage du PLU de Grasse, le périmètre du projet se trouve en zone PSMV correspondant au Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur du patrimoine grassois. Par conséquent, pour la réalisation des travaux et leur mise en compatibilité avec le plan de zonage, le règlement utilisé sera celui du PSMV.
Aucun espace boisé classé n'est présent dans la zone concernée par le projet.



Zonage du PLU - source : PLU Grasse

III.3.4.4. Schéma et règlement du PSMV

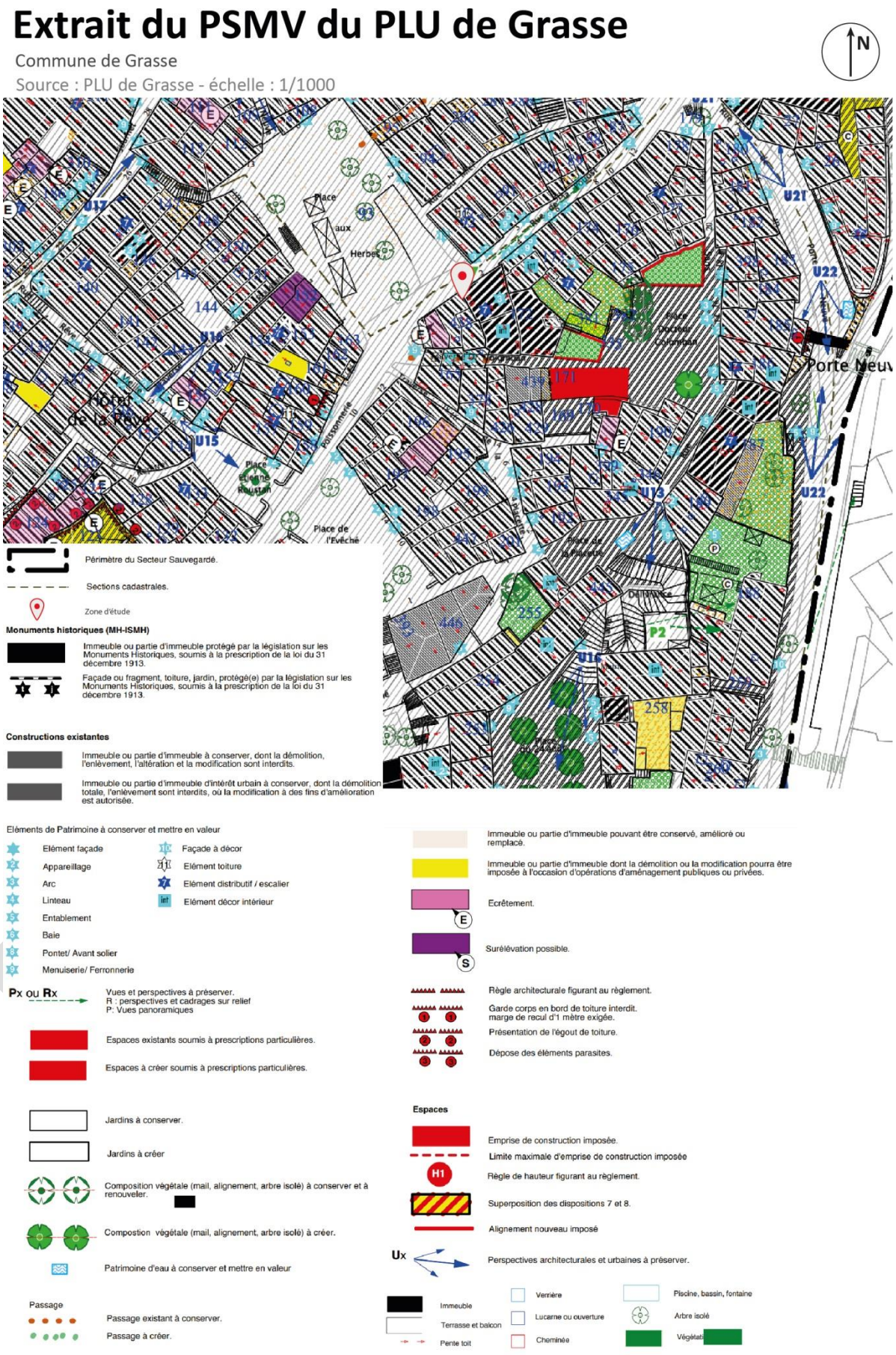


Schéma du PSMV – source : PLU de Grasse

Zone PSMV	
Occupations ou utilisations du sol interdites	Sont interdites les occupations et utilisations du sol suivantes : - Les constructions à usage d'habitations légères de loisirs, - Les constructions à usage industriel et d'entrepôts, - Les constructions à usage agricole, - Les serres, - Les caravanes isolées, - Les terrains aménagés pour l'accueil des campeurs et les caravanes, - Les parcs résidentiels de loisirs, - Les dépôts de véhicules, les garages collectifs de caravanes, - Les carrières, - Les installations classées, - Les parcs d'attractions.
Occupations ou d'utilisations du sol soumises à conditions particulières	**Sont autorisés sous conditions** : - Les affouillements et les exhaussements du sol indispensable aux constructions et installations autorisées dans la zone, avec suivi archéologique des travaux. - L'aménagement et la création de logements dans les rez-de-chaussée, les niveaux de soubassement et de sous-sol à condition qu'orientation, éclairement, ventilation, raccordement sanitaire, etc. permettent la réalisation de logements décents en répondant aux normes d'habitabilités. - La modification des rez-de-chaussée à condition que : ➢ La modification n'altère pas l'ordonnancement et la composition de la façade, ➢ L'accès indépendant aux étages soit conservé ou restitué - La modification intérieure des immeubles légendés (modification autorisée) à condition qu'elle ne porte pas atteinte à la l'intégrité de l'édifice, ni à ses éléments patrimoniaux.
Accès et voiries	Pour être constructible, un terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée. Les caractéristiques des accès et des voies privées doivent être adaptées à l'opération et satisfaire aux exigences de sécurité, de défense contre l'incendie, de ramassage des ordures ménagères. Lorsque le terrain est riverain de deux ou plusieurs voies publiques, l'accès sur celle de ces voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation est interdit.
Desserte par les réseaux	<u>Eaux :</u> Toute construction ou installation requérant une alimentation en eau potable doit être raccordée au réseau public d'eau potable. Lorsque le réseau de distribution d'eau potable ne permet pas d'assurer des conditions particulières de défenses contre les incendies d'une construction, tous les équipements nécessaires pour y parvenir sont à la charge du demandeur. Dans le cadre d'usage spécifique de l'eau (nettoyage), tout retour éventuel d'eau non potable dans le réseau d'alimentation est interdit. <u>Assainissement :</u> Eaux usées : Toute construction ou installation requérant un assainissement doit être raccordée au réseau d'assainissement public. Eaux pluviales : Les aménagements réalisés sur le terrain doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales vers le collecteur public d'eaux pluviales. 4.2.3 - Autres réseaux : Toute installation nouvelle ou réfection de réseaux (ELECTRICITE, GAZ, TELECOM, CABLE, etc...) sera réalisée en souterrain, avec suivi archéologique des travaux.
Implantation des constructions par rapport aux voies et aux emprises publiques	L'implantation en alignement sur les voies et emprises publiques doit être conservée, sauf indications contraires portées sur le plan réglementaire du PSMV.
Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives	L'implantation sur la parcelle doit être conservée sauf indications contraires portées sur le plan règlementaire du PSMV. Les seules modifications admises sont celles qui permettront de retrouver ou de restituer un état initial correspondant à la typologie de l'édifice, soit : - Démolition de constructions parasites. - Démolition de construction empiétant sur le domaine public. - Démolition de construction en cœur d'îlot.

PROVISOIRE

Zone PSMV	
Implantations des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété	L'implantation sur la parcelle doit être conservée, sauf indications contraires portées sur le plan règlementaire du PSMV. L'objectif étant la conservation du bâti ancien, les seules modifications admises sont celles qui permettront de retrouver ou restituer un état initial correspondant à la typologie de l'édifice, soit : - Démolition de constructions parasites. - Démolition de construction empiétant sur le domaine public. - Démolition de construction en cœur d'îlot.
Emprise au sol	Néant concernant les aménagements sur constructions existantes.
Hauteur maximale des constructions	<u>Constructions existantes :</u> La hauteur ne doit pas être modifiée, sauf dispositions contraires indiquées au plan règlementaire du PSMV, ou contraintes techniques dument justifiées (chaînage de tête). A condition de ne pas dénaturer la typologie de l'édifice, les seules modifications admises sont celles qui permettent de : - Retrouver ou restituer un état initial correspondant à la typologie de l'édifice (Ecrêtement de constructions, surélévations parasites, etc…). - Renforcer la hauteur unitaire de la rue (surélévation en rattrapage des hauteurs des immeubles mitoyens), à condition que la surélévation ne soit pas de nature à porter atteinte au caractère et à l'architecture de l'édifice.
Architecture des constructions et qualité des espaces	Les éléments architecturaux identifiés dans le plan du PSMV sont conservés, restaurés ou restitués dans les formes et matériaux de l'époque de construction. Les éléments architecturaux non identifiés à ce jour ou découverts fortuitement, mais qui se révèleraient être des éléments patrimoniaux intéressants, sont également conservés, restaurés ou restitués dans les formes et matériaux de l'époque de construction. <u>Façades :</u> Toute intervention doit respecter l'intégrité et doit concourir à la mise en valeur de l'architecture de la façade. Les différents éléments composant la façade sont conservés, restaurés ou restitués dans les formes et matériaux correspondant à la typologie de l'immeuble : - soubassement, emmarchements, seuil, - encadrements de portes, de fenêtres, appuis de baies, - linteaux, arcs, entablement, - modénatures d'enduit, décors sculptés, médaillons, - appareils de pierre particuliers, notamment appareils de rez-de-chaussée, - génoises, corniches, débords de toit, égouts de toiture, etc… *Travaux de ravalement :* Lors de travaux de ravalement ou de restauration, l'écroûtage des enduits peut faire apparaître des dispositions antérieures plus intéressantes que l'état existant visible. Elles sont restituées lorsque : - elles présentent un grand intérêt architectural ou historique (par exemple, fenêtre à meneaux obturée, linteaux à coussinets, etc...), - elles apportent un intérêt plus grand à la composition de façade, - elles présentent suffisamment de traces et d'éléments en place permettant une restitution sans ambiguïté, - elles sont compatibles avec des aménagements intérieurs, - leur restitution ne porte pas atteinte à la composition et à l'harmonie générale de la façade. <u>Matériaux & appareils de pierre :</u> Les matériaux et couleurs de façade doivent correspondre à la typologie et à l'époque de construction de l'immeuble. Les reprises et restaurations respectent la logique constructive et typologique de l'immeuble (matériaux, appareillages de pierre de taille, modénatures enduites, aspects et finitions, couleurs etc...). Les façades en maçonnerie de moellons doivent rester ou être enduites. Les enduits sont réalisés de façon traditionnelle, à la chaux naturelle aérienne, colorés aux terres et oxydes naturels, lissés, tirés à la règle ou talochés très fins, frottassés très fins ou grattés. Si l'enduit est en mauvais état, il conviendra de procéder à sa réfection totale. AVERTISSEMENT: TOUT RAVALEMENT DE FACADE ENDUITE OU EN PIERRE DE TAILLE s'accompagnera d'une réfection, d'une intégration ou dissimulation des canalisations et réseaux courants sur la façade (EP, suppression des EU/EV, eaux potables, électricité, gaz, réseaux de communication, éclairage public ou privé, sonorisation, etc...) et répondront aux conditions de l'article 11-2.11- Boitiers, réseaux, antennes. La pierre de taille doit être sauvegardée et mise en valeur. Les façades et les éléments d'architecture en pierre de taille (rez-de-chaussée en pierre froide, chaîne d'angle, modénatures, etc...) doivent être conservés et rester apparents. Dans le cas où ces éléments sont détériorés, ils sont restaurés ou restitués. Le nettoyage ne doit pas altérer le calcin de la pierre (élément protecteur naturel).

PROVISOIRE

Zone PSMV	
	Couleurs : Les matériaux et couleurs de façade doivent correspondre à la typologie et à l'époque de construction de l'immeuble et ne pas le dénaturer. La couleur sera la même sur les façades contiguës d'un même volume donnant sur l'espace public (volume isolé, maison d'angle de rue, etc...). Les immeubles d'angle recevront la même couleur sur toutes leurs façades. On procédera à des sondages préalables afin de retrouver d'éventuelles couleurs existantes et ainsi les restituer. Ouvertures, Percements baies (portes, portails, ouvertures pour commerces, baies) : Les percements remarquables par leurs proportions, leurs décors et leurs compositions, doivent être conservés dans les formes et matériaux correspondant à la typologie de l'immeuble. Dans le cas de création d'ouvertures nouvelles, on privilégiera d'abord la réouverture de baies anciennes ayant été bouchées pour leur restitution. Dans le cas d'état complexe, où plusieurs fenêtres se superposent, on pourra choisir de restituer l'état de la façade le plus cohérent ou le plus complet, afin de garantir les valeurs esthétiques de la façade sans ne rien sacrifier à son intérêt archéologique. Certaines ouvertures remarquables, constituant l'un des derniers vestiges d'une façade disparue, pourront être maintenues bouchées, mais sont néanmoins restaurées et mises en valeur ainsi que l'ensemble des éléments de décor qui s'y rattachent (linteaux, coussinets, bandeaux, larmiers) dans la mesure où ils redonnent les proportions. Les nouveaux percements (baies - portes - ouvertures pour commerce) devront respecter les règles de composition, les rapports pleins-vides propres à la typologie et à l'époque de construction de l'immeuble et ne pas détruire l'ordonnancement de la façade. Est interdite : La modification de la forme et des proportions des percements (fenêtres) pour l'adaptation à des dimensions de menuiseries préfabriquées. Couronnement - débord de toit : Les couronnements, génoises et débords de toits doivent être conservés dans la disposition correspondant à la typologie de l'immeuble. La restitution des dispositions (forme et matériaux) correspondant à la typologie de la façade est requise. Les immeubles légendés 20-2 sur le plan du PSMV, devront se mettre en conformité. Le nombre de rangs de génoise est fonction de la hauteur de la façade, afin d'éloigner les eaux de pluies, néanmoins on limitera à trois rangées, sur les immeubles hauts. Le retour de génoise sur pignon (horizontal et rampant) pourra être envisagé et accepté s'il correspond à la typologie de l'immeuble. Est interdite : Toute pose de garde-corps en bord de toiture. Une marge de recul de 1m est exigée par rapport au nu de façade, pour les gardes corps des terrasses grassoises en toiture. Les immeubles légendés 20-1 sur le plan du PSMV, devront se mettre en conformité. Menuiseries : Les menuiseries anciennes (portes, fenêtres et volets, lambrequins) sont conservées, restaurées ou restituées dans les formes et matériaux correspondant à la typologie de l'immeuble. *Menuiseries de porte d'entrée :* Le matériau à utiliser en priorité est le bois (matériau d'origine). Sont interdits : - les portes comprenant une partie vitrée, autre que l'imposte (incompatible avec le bâti ancien), - les matériaux synthétiques et brillants. - les lazures et vernis. *Menuiseries de fenêtres :* Le dessin des fenêtres doit être identique sur l'ensemble de la façade, même si leur remplacement se fait échelonné dans le temps. Le dessin des menuiseries présente précisément le nombre de vantaux avec proportion des dormants et ouvrants, le nombre et proportions des carreaux, les impostes. Sont interdits : - La modification de la forme et des proportions des percements pour l'adaptation à des menuiseries préfabriquées. - Les fenêtres «type rénovation», dont le cadre se pose sur l'ancien cadre et prend trop de place sur la proportion de la baie et des clairs de vitrage. - Les fenêtres coulissantes sur des baies plus hautes que larges. - Les matériaux synthétiques, plastiques et brillants. - Le bois laissé brut. *Menuiseries de volets* : Le dessin des volets doit être identique sur l'ensemble de la façade, même si leur remplacement se fait, échelonné dans le temps. Les volets sont en bois, toujours peints dans une couleur soutenue en harmonie avec la couleur de façade. Les volets extérieurs sont supprimés pour les immeubles qui n'en possédaient pas à l'origine et les contrevents (volets intérieurs) conservés. Sont interdits : - Les volets roulants en tableau ou en applique. - Les matériaux aluminés, plastiques, contreplaqués. *Menuiseries de portes de garage :* Le matériau à utiliser est le bois à planches verticales les plus larges possibles, assemblées à joints vifs et peintes (15 à 20cm). Le mécanisme ne sera jamais visible de la rue, il sera positionné à l'intérieur du garage. Est interdit : L'adaptation des proportions des percements pour

PROVISOIRE

Zone PSMV	
	correspondre à des dimensions de portes standardisées. Serrurerie - ferronnerie (grilles d'impostes, balcons, balconnets, grilles de jardins) : Les serrureries (serrures, clenches, pentures, espagnolettes de volets et fenêtres) et ferronneries anciennes (grilles d'impostes, balcons, balconnets, grilles de défense, etc...) sont conservées, restaurées ou restituées dans les formes et matériaux correspondant au modèle d'origine. Balcons, balconnets : Les balcons d'origine composant avec la façade sont conservés, restaurés ou restitués dans les formes et matériaux de l'époque de construction. Les balcons, balconnets, auvents, casquettes rajoutés et dénaturant la façade, sont déposés lors de travaux de ravalement de façade. La création de balcons sera exceptionnellement autorisée dans la mesure où ils ne dénaturent pas l'ordonnancement de la façade et sous réserve : - qu'ils ne soient pas en contradiction avec les modénatures générales de la rue qu'ils soient très peu débordants et reprennent le modèle courant. - que les éléments de décors, les ferronneries répondent à la typologie de l'immeuble. - que les sous-faces des balcons soient traitées. Vérandas, verrières : La création de vérandas et verrières est autorisée à l'arrière de l'édifice si elle correspond à la typologie de la maison. Est interdite : Toute création de vérandas et verrières en façade sur rue ou donnant sur le domaine public. Boîtiers, réseaux, antennes : Les boîtiers et réseaux EU/EV, eau, électricité, gaz, réseaux de communication, éclairage public ou privé, sonorisation, coffrets de toute nature, les conduits de fumée et de ventilation doivent être préférentiellement installés à l'intérieur des immeubles. Leur passage se fera de manière à être dissimulé, ne pas encombrer la cage d'escalier, ni mettre en peril la stabilité de l'édifice. Les réseaux EU/EV sont raccordés au réseau séparatif public (égout). En cas de nécessité liée à la sécurité, les boitiers de façade doivent être de dimensions réduites et s'inscrire dans la composition des devantures ou des façades. Ils sont: - encastrés, à condition que la réalisation de l'encastrement ne porte atteinte à la solidité de l'édifice, ni à des maçonneries archéologiquement reconnues, ni à des éléments patrimoniaux identifiés sur le plans règlementaire du PSMV. - dissimulés par des volets en bois ou en métal peints, soit de la couleur de la pierre, pour les volets en métal, soit de la couleur des volets, pour les volets en bois. Les réseaux doivent être intégrés à la modénature de façon la plus discrète possible. Ils doivent être peints de la même couleur que la façade ou être dissimulés (en sous face des débords de toits). Les descentes d'eau pluviale doivent être situées en fonction de la composition de la façade, si possible en limite de celle-ci. Les gouttières et les descentes doivent être en zinc, fonte ou cuivre et dauphins en fonte. Sont interdits : les gouttières et descentes en PVC. Climatiseurs, antennes, paraboles, panneaux solaires, éoliennes : En façade sont interdits : - Toute installation d'antennes, paraboles, - Toute pose de climatiseurs apparents en façade, - Les panneaux solaires en rajouts, - Les éoliennes verticales et horizontales. **Toiture :** Forme des toits : La volumétrie et la diversité des formes de toiture de la zone d'étude doivent être maintenues. La forme des toitures ne doit pas occasionner de rupture de perception dans le paysage de la rue : les immeubles doivent s'insérer dans le tissu existant. Matériaux de couverture : L'ensemble de la couverture doit être réalisé avec le même matériau (faîtages, rives, pignons et ouvrages particuliers), en tuile ronde ou canal grand moule, en terre cuite, la plus proche possible des modèles anciens. La mise en œuvre en restauration de matériaux de couverture, tels que pierres, zinc, cuivre, plomb, tuiles plates mécaniques, etc... est autorisée, lorsque ces derniers correspondent, par leur style et par leur technique, à un état cohérent de l'immeuble historiquement justifié. Les éléments de décors, antéfixe,

PROVISOIRE

Zone PSMV	
	faîtage, cheminée, égout de toit, etc... sont conservés et complétés. Sont interdits : - les matériaux synthétiques et aluminés, - les tuiles en verre. <u>Ouvertures en toiture - Fenêtres ou châssis de toit :</u> La couverture doit dominer sur les ouvertures. Les ciels de toit, mitron, anciens sont concervés et restaurés Les ouvertures en toiture (fenêtres ou châssis de toiture) sont autorisées sous réserve : - qu'elles ne soient pas vues depuis l'espace public ou des espaces remarquables dont la qualité pourrait être amoindrie par ces dispositifs de percement de toiture. - qu'elles ne constituent pas une gêne visuelle depuis des points de vue remarquables sur la ville ou sur les toits (privés ou publics). - qu'elles soient disposées dans l'axe des travées de façade. - que la proportion de chaque ouverture soit rectangulaire, avec la longueur dans le sens de la pente. - que leur surface ne dépasse pas 1 mètre carré, soit transparente, plane et en verre et d'une saillie maximale de 20 cm dans le plan de toiture. - que les châssis ne soient pas groupés, avec au maximum de 2 unités par corps de bâtiments. Les menuiseries doivent être en métal de sections fines et discrètes. Le vantail sera divisé verticalement en deux ou trois panneaux de verre. Les menuiseries sont peintes de couleur foncée. Sont interdits : - les matériaux synthétiques et aluminés, - matériaux brillants, réfléchissants. <u>Terrasses en toiture :</u> *Terrasses couvertes en toiture :* Loggia Les terrasses couvertes en toiture, (altanes, séchoirs ou loggia) sont conservées et restaurées, sous réserve : - que ces dispositifs correspondent à la typologie de l'édifice. - qu'ils ne dépassent pas la ligne des faîtages de la rue. Est interdite : La fermeture des terrasses couvertes par des châssis vitrés (vérandas). *Terrasses à la grassoise :* Elle est constituée en ouvrage de serrurerie sur lequel reposent des dalles en ardoises ou en planches bois, avec un barreaudage vertical, posée sur la couverture. Est interdite : La construction d'édicule et de volume sur ces terrasses. *Terrasses encaissée en toiture (dite tropézienne) :* Est interdite : La modification des toitures pour la création de terrasses encaissées en toiture. <u>Ouvrages en toiture (cheminée, antennes, paraboles, panneaux solaire, éolienne, etc...) :</u> Les antennes paraboliques ne doivent pas être visibles depuis l'espace public, ni points hauts de la ville. Elles sont installées de préférence dans les combles. Dans le cas d'une installation en toiture, elles doivent être dans la tonalité proche de la toiture. Les machineries diverses, sorties de ventilation mécanique contrôlée, climatisation, extracteur d'air ou de fumée, les canalisations et cheminées techniques doivent respecter l'intégrité de la toiture, et être situées de manière à ne pas être vues de l'espace public. A l'occasion de la réfection des toitures : - Les cheminées et autres conduits hors d'usage sont déposés. - Les cheminées et autres conduits (ventilation, etc...) en service sont regroupés dans des souches en maçonneries enduites dans le ton de la façade. Sont interdits : - Les panneaux solaires en rajouts sur toiture, - Les éoliennes verticales et horizontales. **Caves – systèmes distributifs – structure porteuse :** Les différents éléments composant ces systèmes distributifs (forme des cages d'escalier, escalier, paliers, courettes d'éclairement, ciels de toit, etc...) sont conservés, restaurés ou restitués dans les formes et matériaux correspondant à la typologie de l'immeuble : - emmarchements, seuil de porte, sols en bar de pierre, tomettes, nez de marches en bois, etc..., - voûtements, plafonds, volées d'escalier, jour d'escalier, noyau, etc..., - modénatures d'enduit, décors sculptés, gypseries, - appareillages de pierre particuliers, notamment appareil de rez-de-chaussée, - ferronneries, gardes corps maçonnés, balustres, - ciel de toit, mitron, etc… Travaux de réfection ou de mise aux normes : Lors des travaux de réfection ou de mise aux normes, l'écroûtage des enduits peut faire apparaître des dispositions antérieures plus intéressantes que l'état existant visible. Elles sont restituées : - lorsqu'elles présentent un grand intérêt architectural ou historique (par exemple, appareillage

PROVISOIRE

Zone PSMV	
	de maçonneries (pierre calcaire ou tuf), de balustres, de fenêtre à meneaux obturés, de corbeaux, de voûtements, etc...), - lorsqu'elles apportent un intérêt plus grand à l'architecture de l'édifice, - lorsque suffisamment de traces et d'éléments en place permettent une restitution sans ambiguïté, - lorsque leur restitution ne porte pas atteinte à la composition et à l'usage général de ses parties communes. Lors d'intervention sur les parties commune d'un immeuble, on procèdera à des travaux d'assainissement des caves. <u>Caves :</u> Lors d'intervention sur les caves, en consolidation, en assainissement, ou autre (démolition des étages supérieurs, etc...), les caves présentant des dispositifs architecturaux, ou d'adaptation au site (creusement de rocher), des canaux, ou autres... sont susceptibles d'être inventoriées et visitées par le service archéologique compétent. Elles sont mises en valeur : - lorsqu'elles présentent un grand intérêt architectural ou historique (par exemple, appareillage de maçonneries (pierre calcaire ou tuf), de baies ou portes, de corbeaux, de voûtements, etc...), - lorsque suffisamment de traces et d'éléments en place permettent une restitution sans ambiguïté, Elles sont restaurées en utilisant des techniques anciennes telles que celles décrites dans les chapitres concernant les matériaux de maçonnerie. Sont Interdits : - la détérioration, le démontage, la démolition ou la perte de ces éléments patrimoniaux. - le stockage de déblais. <u>Système distributifs :</u> *Cages d'escalier, escaliers* : Les cages d'escalier et escaliers identifiés sur le plan règlementaire du PSMV sont conservés, restaurés ou restitués dans les formes et matériaux de l'époque de construction. Les cages d'escalier non identifiés à ce jour et non repérés sur le plan règlementaire du PSMV, mais qui se révèleraient être des éléments patrimoniaux intéressants, sont également conservés, restaurés ou restitués dans les formes et matériaux de l'époque de construction. Le démontage ne peut être autorisé qu'à des fins de restauration et de remontage, en place dans la situation d'origine. Sont interdits : - la détérioration, le démontage, la démolition ou la perte des éléments patrimoniaux (maçonneries, revêtement de sol, ferronneries, ciels de toit, etc...). - l'appropriation et la fermeture des niveaux supérieurs des volées à des fins privatives. - la fermeture (horizontale ou verticale) des courettes d'éclairement. - la fermeture et l'occultation des ciels de toit. - le passage, lors de la réfection de la cage d'escalier, des réseaux (électricité, gaz, eau, téléphone, etc...) apparent, les réseaux sont regroupés et dissimulés derrière des doublages de mur ou des gaines créées à cet effet et conformes à la règlementation en vigueur. - la pose des différents compteurs (Electrique, gaz, eaux) de manière apparente. Lors de la réfection de la cage d'escalier et des couloirs d'entrée, les compteurs sont regroupés et dissimulés derrière des placards créés à cet effet et conformes à la règlementation en vigueur. Si l'exiguïté des lieux rend impossible la dissimulation des réseaux et compteurs, le passage est étudié et organisé de manière à être le plus discret possible. *Menuiseries intérieures (portes palières, portes de caves, garde-corps, etc...)* : Les menuiseries anciennes (portes palières, fenêtres intérieures sur courettes d'éclairement, volets intérieurs, lambrequins, gardes corps en bois) sont conservées, restaurées ou restituées dans les formes et matériaux correspondant à la typologie de l'immeuble. Dans le cas d'un remplacement (porte irrécupérable, non restaurable) : - Le matériau, et le dessin (proportions, nombre de vantaux, présence d'imposte, moulures, etc...) de l'époque de construction doivent être respectés. - Lorsque le modèle d'origine a disparu, on prendra exemple sur des immeubles de même époque ou de même style et ayant conservé leurs portes d'entrée, afin d'adapter leurs caractéristiques techniques à celles de l'immeuble. *Serrureries, ferronneries (ferrage de portes d'entrée, ou palières, portes de caves, garde-corps, etc...) :* Les serrureries (serrures, clenches, pentures, espagnolettes de volets et fenêtres) et ferronneries anciennes sont conservées, restaurées ou restituées dans les formes et matériaux correspondant au modèle d'origine. Dans le cas d'un remplacement (serrurerie, ferronnerie irrécupérables, non restaurables) : - Le matériau, le dessin et les proportions de l'époque de construction devront être respectés. - Lorsque le modèle d'origine a disparu, on prend exemple sur des immeubles de même époque ou typologie, ayant conservé leur serrurerie ou ferronnerie.

PROVISOIRE

Zone PSMV	
	Structure porteuse : *Murs et refends porteurs :* Lors d'intervention de restructuration lourde à l'intérieur des immeubles, les structures porteuses fond l'objet d'une attention particulière. Dans le cas d'un intérêt reconnu, la restauration de ces ouvrages est demandée. Elle se fait en utilisant des techniques traditionnelles de restauration et de consolidation. Les décors sculptés, les moulures, les marques de tacherons, et témoignages de techniques anciennes sont conservés. *Planchers :* Lors d'intervention de restructuration lourde à l'intérieur des immeubles, les structures de franchissement comme les planchers font l'objet d'une attention particulière. Dans le cas d'un intérêt reconnu, la restauration de ces ouvrages est demandée. Elle se fait en utilisant des techniques traditionnelles de restauration et consolidation. Les décors sculptés, les moulures, les marques de charpentier ou tacherons et témoignages de techniques anciennes sont conservés. **Décors intérieurs :** Sols, murs, cloisons et plafonds : Les sols, murs, cloisons, plafonds intérieurs (parties communes et privatives) font l'objet de mesures de conservation. Lorsqu'ils sont support de décors peints, de couleurs, de gypseries, d'appareillage, de matériaux ou autres éléments patrimoniaux intéressants, ils sont restaurés en utilisant des techniques traditionnelles de restauration ou de consolidation. Cheminée : Les cheminées font l'objet de mesures de conservation. Tout l'ensemble de la cheminée doit être conservé, qu'il s'agisse du manteau ou du trumeau (hotte). Il peut être support d'éléments décoratifs intéressants (décors peints, couleurs, gypseries, crochets de tisonnier ou accessoires), d'appareillage, de matériaux ou autres éléments patrimoniaux intéressants, à conserver et restaurer en utilisant des techniques traditionnelles de restauration ou de consolidation.
Stationnement	Sans objet.
Espaces libres et plantations	Les espaces libres à dominante minérale (rues et places) ou végétale (cours ou jardins), considérés comme éléments notables d'une composition urbaine ou paysagère, sont à conserver dans leur vocation, sauf indications contraires portées sur le plan règlementaire du PSMV. Sont interdites : • Les constructions à l'intérieur de ces espaces
Coefficient d'occupation des sols	Sans objet.

Le projet est compatible avec le règlement de ce secteur et l'OAP patrimoine et le PSMV.

L'analyse du Plan Local d'Urbanisme de Grasse révèle que :

- Le projet respecte les orientations et dispositions du PADD,
- Le projet est compatible avec les orientations générales ainsi que le détail des aménagements projetés de l'OAP *Patrimoine,*
- Le projet se situe en secteur PSMV, régi par le Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV) de Grasse,
- Les travaux sont compatibles avec le règlement du PSMV,
- Aucun Espace Boisé Classé n'est présent sur le site d'étude.

Le projet faisant l'objet du présent dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique est compatible avec le PLU de Grasse.

PROVISOIRE

III.3.4.5. Servitudes d'utilité publique

L'îlot Placette se trouve dans une zone de protection du patrimoine architecturale, urbain et paysager (AC4) et des périmètres de protection des monuments historiques inscrits et classés (AC1). Si un des immeubles de l'îlot est dans le champ de visibilité d'un monument historique il est nécessaire de faire une demande au préalable auprès du service en charge des monuments historiques avant d'effectuer toutes modifications pouvant modifier l'aspect du bâtiment. Plus précisément pour la servitude AC4, il faut se référer au règlement du PSMV disant que « la modification intérieure des immeubles légendés (modification autorisée) à condition qu'elle ne porte pas atteinte à la l'intégrité de l'édifice, ni à ses éléments patrimoniaux » est autorisée.

Il se trouve également à proximité de servitudes pour la pose des canalisations publiques d'eau (potable) et d'assainissement (eaux usées ou pluviales) avec des tronçons d'adduction d'eau potable, des tronçons du réseau d'assainissement de type collectif et le réseau pluvial de Grasse (A5). Pour cette servitude, les travaux ne doivent pas nuire au bon fonctionnement des réseaux. Un permis de construire peut-être rejeté et si le permis de construire est accepté il faudra respecter les hauteurs minimales imposées entre la génératrice supérieure des canalisations et le niveau des sols et le propriétaire ne pourra pas enfuir une bande de terrain à plus de 3 mètres.

Le secteur est également compris dans la zone des servitudes PT1 n°2/3 radioélectriques portant sur la protection contre les perturbations électromagnétiques. Cette servitude impose une interdiction de propager des perturbations se plaçant dans la gamme d'ondes radioélectriques reçues par le centre ou de mettre en service du matériel pouvant perturber les réceptions radioélectriques.

Les obligations imposées par les servitudes seront respectées et le projet est donc compatible avec les servitudes d'utilité publique s'exerçant sur l'îlot Placette.

PROVISOIRE

III.3.5. PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLH)

Le PLH, Programme Local de l'Habitat, de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse, pour la période 2017-2022 a été approuvé en conseil communautaire en décembre 2017.
Il s'attache à améliorer les possibilités de parcours résidentiels sur son territoire et à mieux accompagner et maitriser son développement.

Ce PLH s'appuie sur quatre orientations stratégiques :

- Accroître la production de logements et la diversifier, pour fluidifier les parcours résidentiels, tout en veillant à la qualité urbaine pour maintenir l'attractivité du territoire,
- Poursuivre les efforts de renouvellement du parc existant,
- Mieux prendre en compte les publics ayant des besoins spécifiques en logement et en hébergement,
- Optimiser le pilotage et le suivi de la politique locale de l'habitat.

Au travers de l'orientation 2 sont notamment visés la lutte contre l'habitat indigne dans le centre-ancien ; la redynamisation du centre-ancien pour qu'il puisse assurer ses rôles de vitrine de l'agglomération et de centralité ; la requalification du parc social existant ; et l'amélioration des performances énergétiques.

Sur le secteur dense du PLH, auquel appartient la commune de Grasse, a pour objectif au titre du PLH 2017-2022 de produire chaque année 642 logements neufs, dont 335 logements locatifs sociaux neufs.

Sur la seule commune de Grasse, l'objectif est de 300 logements neufs par an dont 150 logements locatifs sociaux, soit 50% des logements créés.

Le projet prévoit la construction d'environ 10 logements pour étudiants, tous de type de logements locatifs sociaux, dans le centre-ancien de Grasse. Ceci permettra de remplir une partie des obligations de renouvellement urbain et de logements sociaux de la commune de Grasse.

Le projet ne met pas en péril les différentes orientations du PLH et maximisera la présence de logements sociaux dans ses réalisations.
Il est donc compatible avec le PLH du Pays de Grasse 2017-2022.

III.3.6. PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS (PPR)

Le territoire de la commune de Grasse dispose de deux PPR approuvés :

- PPR Mouvement de Terrain, approuvé le 01/06/2004,
- PPR Incendies de Forêt, approuvé le 13/07/2009.

L'îlot Placette n'est pas concerné par le PPR Incendies de Forêt.

La zone du projet est en zone de danger faible (bleue) du PPR Mouvement de Terrain de la commune.
L'aménagement sur construction existante de l'îlot Placette dans le cadre d'un programme de renouvellement urbain est autorisé par le PPR dans la mesure où les prescriptions suivantes sont respectées :

- Les projets doivent être adaptés à la nature du terrain pour respecter sa stabilité,
- Les accès, aménagements, réseaux et tous terrassements seront conçus pour minimiser leur sensibilité aux mouvements de terrain et ne pas les aggraver (pour la parcelle concernée et les parcelles voisines).

Le projet est concerné par le PPR Mouvement de Terrain approuvé le 01/06/2004 sur la commune de Grasse.

La conception du projet prend en compte les prescriptions du règlement du PPR Mouvement de Terrain en zone bleue dans laquelle il se situe. La conservation de l'enveloppe extérieure des bâtiments permettra d'éviter les problèmes de stabilité en phase d'exploitation et la création de voies d'accès ne sera pas nécessaire évitant ainsi toutes sensibilisations des terrains.
Le projet est donc compatible avec le PPR Mouvement de terrain qui s'impose à lui.

PROVISOIRE

III.3.7. PLAN DE DEPLACEMENT URBAIN (PDU)

Le PDU du Pays de Grasse a été approuvé le 28 juin 2019.

Sur la base des enjeux identifiés à l'issue du diagnostic, le plan d'actions du PDU se structure sur les 4 axes suivants :

- Structurer les déplacements autour d'axes forts,
- Articuler un système de déplacement global autour de l'armature de transport collectif,
- Améliorer la qualité des espaces publics pour favoriser les modes actifs,
- Organiser la chaine logistique dans une stratégie de développement économique et de préservation de la qualité de vie urbaine.

Ce PDU met en avant le centre-historique de Grasse comme un point stratégique du tourisme directement lié à une politique de déplacements et des transports efficace et en faveur de l'accueil touristique.

Le projet ne remet pas en cause les grands axes du plan d'actions ni la réalisation d'aucune des mesures qui en découle.

Il est donc compatible avec le PDU du Pays de Grasse.

PROVISOIRE

IV - BILAN DES IMPACTS DU PROJET

IV.1. UTILITE PUBLIQUE DU PROJET : LES AVANTAGES ATTENDUS DE L'OPERATION

L'aménagement de l'îlot Placette pour y créer des logements en sociaux pour étudiants apportera les bénéfices suivants :

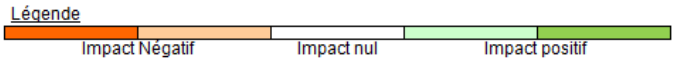
- **Un traitement des désordres architecturaux recensés et une suppression des risques pour les résidents**
  Les actions de réhabilitation envisagées permettent de conserver l'enveloppe extérieure des bâtiments, dans un souci de cohérence architecturale,
- **Une offre de logements de conditions d'habitabilité satisfaisantes,**
  La réalisation du projet permet de créer une offre de l'ordre de 10 logements répondant aux normes de confort et de sécurité actuelles.
- **Une réponse aux besoins des étudiants,**
  Les logements créés seront des logements étudiants de type Prêt Locatif Social (PLS).
- **Une participation à la recomposition urbaine et à l'amélioration de la qualité visuelle du quartier,**
  Le ravalement de façades, l'architecture du projet et la prise en compte des objectifs de développement durable dès sa conception donne une image qualitative au quartier.
- **Une prise en compte forte du développement durable et du critère de performance énergétique,**
  L'opération déploie un grand nombre d'exigences environnementales et respectera la RE 2020 pour l'ensemble des bâtiments projetés.

Le projet présente un caractère d'intérêt général et d'utilité publique au travers de ses réponses à :
- La nécessité de résoudre les désordres architecturaux recensés au sein de l'îlot Placette,
- La demande en logements sur la commune de Grasse,
- La nécessité de redynamiser le centre-historique.

Toutes les obligations règlementaires en vigueur en termes de production de logements sociaux, à l'échelle de la commune comme de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse seront respectées.

PROVISOIRE

IV.2. IMPACTS SUR L'ENVIRONNEMENT



Le tableau en page suivante regroupe les principaux avantages et inconvénients du projet retenu.

Milieu physique		
Qualité de l'air	0	Impact négligeable.
Topographie / Géologie	0	Impact négligeable. Prise en compte de la topographie du site dans la définition du projet.
Hydrologie	0	Impact négligeable. Toutes les précautions seront prises en phase chantier pour ne pas polluer les eaux. En phase exploitation, les eaux pluviales seront récupérées et rejetées dans le réseau pluvial existant.
Ambiance sonore	0	La faible augmentation du nombre d'habitants sur le site et les déplacements en véhicules particuliers que le projet peut générer ne sont pas suffisants pour entraîner une hausse des niveaux sonores en bordure de voie. L'impact du projet sur l'ambiance sonore sera non significatif, notamment étant donné les niveaux sonores de référence le long des voies avoisinantes. Augmentation temporaire des émissions sonores en phase chantier.
Milieu biologique		
Natura 2000	0	Absence d'impact significatif. Le site du projet est éloigné d'environ 4,2 km des *Préalpes de Grasse* ZSFR9312002 et FR9301570, et sans continuité d'habitats avec cet espace. Il en de même avec les deux ZNIEFF (930012598 et 930020146) présentes autour du site et éloignées à environ 4 km et 5,4 km de l'espace d'étude. Cependant, l'îlot se trouve à un peu plus de 500 m du Parc Régional des Préalpes d'Azur (FR8000049).
Faune/Flore	0	L'espace est déjà occupé par des bâtiments ou surfaces bétonnées. Aucune végétation n'est présente sur site sauf sous la forme de pots de fleurs mais reste anthropique.
Corridor écologique	0	Le site est anthropisé et ne comporte aucun corridor écologique ou réservoir de biodiversité.
Milieu humain		
Population	+ +	Valorisation de l'habitat, des conditions d'habitation et création de logements sociaux actuellement déficitaires sur le territoire de la commune de Grasse et la communauté d'agglomération du Pays de Grasse. Réponse à la demande en logements de la population communale.
Voirie et trafic	0	Impact négligeable sur les voiries existantes.

PROVISOIRE

Bâti	+ +	Réhabilitation des bâtiments, notamment en termes d'isolation thermique et acoustique.
Réseaux	0	Impact négligeable. Les réseaux existants sont suffisamment dimensionnés pour répondre aux besoins du projet.
Activité commerciale, artisanale et services	+	L'apport de la population nouvelle liée au projet permettra une augmentation de clientèle pour les commerces à proximité et une redynamisation du centre-ville.
Santé humaine	++	Amélioration des conditions d'habitation au sein de cet îlot.
Paysage et occupation du sol	+	Les surfaces dédiées aux logements seront réorganisées afin d'optimiser les espaces de circulations à l'intérieur des constructions. Cependant, les murs de façades et de refends et quelques cages d'escaliers existantes seront conservés. Les bâtiments réhabilités bénéficieront d'une bonne insertion dans le site, puisque le gabarit sera similaire à celui existant.
Patrimoine	+	L'insertion du projet dans son environnement urbain a été soignée et le projet n'a aucune incidence sur les éléments patrimoniaux proches. Le projet vise même à conserver les éléments patrimoniaux remarquables comme certaines cages d'escaliers, menuiseries et les façades des bâtiments. Par ailleurs, il sera soumis à l'avis de l'architecte des bâtiments de France au titre du PSMV et à l'avis de la DRAC au titre de la zone de prescriptions archéologiques. En effet, les sections cadastrales BE partiel, BH partiel, BI partiel, BK partiel, BL partiel du centre-historique de Grasse font partie des zones de présomption de prescriptions archéologiques. L'îlot Placette comprend des parcelles de la section cadastrale BH et fait partie des zones concernées par l'archéologie préventive. Si des dossiers de demandes de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installations et travaux divers sur ces terrains sont prévus ils devront être transmis aux services de la Préfecture de région (Direction régionale des affaires culturelles. - Service régional de l'archéologie, 21-23 boulevard du Roi René, 13617 Aix-en-Provence Cedex) afin que puissent être prescrites des mesures d'archéologie préventive dans les conditions définies par le décret n° 2002-89 présenté dans l'arrêté n° 06069-2003.

Le projet respecte le paysage et l'environnement du site.

En conclusion, il apparaît que l'opération programmée offre de **multiples impacts positifs** et notamment créera une offre de **logements neufs et accessibles dans des bâtiments requalifiés.**

PROJET

IV.3. LES NUISANCES ET MESURES COMPENSATRICES

IV.3.1. L'ATTEINTE AU DROIT DE JOUISSANCE DES OCCUPANTS

IV.3.1.1. Synthèse des besoins du site

Le site est composé de 3 parcelles cadastrées section BH n°378, 165 et 426.
Ces parcelles sont actuellement occupées par :

- Des bâtiments à usage d'habitations, comprenant 13 logements,
- Des locaux à usage commercial au nombre de trois,
- Des caves.

Le projet impliquera le départ d'un propriétaire occupant pour les logements et d'un commerce (bar) titulaire d'un bail précaire suivant convention de mise à disposition prenant fin au plus tard lors du commencement des travaux de réhabilitation de l'ilot Placette.

IV.3.1.2. Principes prévus pour le relogement des familles

Les occupants bénéficient de la protection prévue aux articles L. 314-1 et suivants du Code de l'Urbanisme et des droits de priorité et de préférence prévus aux articles L. 423-1 et L. 423-4 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique.

- **Propriétaire occupant d'habitation**

Conformément à l'article L. 423-1 du Code de l'Expropriation, le propriétaire occupant bénéficiera, si ses ressources n'excèdent pas les plafonds fixés pour l'attribution de logements conventionnés et s'il en fait la demande, d'un droit de priorité :

- Soit pour le relogement en qualité de locataires dans un local soumis à la législation sur les habitations à loyer modéré ou dans un local dont le loyer n'excède pas celui d'un local construit en application de la législation relative aux habitations à loyer modéré de même consistance,
- Soit pour leur accession à la propriété au titre de la législation applicable en matière d'habitation à loyer modéré ainsi que pour l'octroi, le cas échéant, des prêts correspondant.

IV.3.1.3. Principe prévu pour le relogement des activités

Comme indiqué ci-avant, le commerce dispose d'un bail précaire prenant fin au plus tard au démarrage des travaux de réhabilitation de l'ilot.
Aucun droit de relogement ne s'applique donc.

PROVISOIRE

IV.3.2. LES NUISANCES ENTRAINEES PAR LES TRAVAUX

La réalisation des travaux dans un site urbain ne peut se concevoir sans nuisances pour les riverains et les usagers. Toutes les mesures seront néanmoins prises, tant au niveau de la programmation que de la réalisation pour minimiser les conséquences négatives des travaux envisagés.
Le maître d'ouvrage intégrera à son marché de travaux toutes les prestations permettant d'assurer le maintien des fonctions urbaines dans des conditions satisfaisantes.

Ces préconisations concerneront :

- **Le confort des riverains**
  Chaque fois que cela est techniquement possible, l'utilisation des procédés de réalisation peu bruyants et permettant la réduction des émissions de poussières sera systématiquement privilégiée.
- **Les accès et la circulation**
  L'attention des entrepreneurs sera attirée sur les contraintes d'accès et de circulation ainsi que la nécessité de limiter la gêne occasionnée aux riverains durant la durée des travaux.
  Les circuits d'approvisionnement et d'évacuation des chantiers seront définis avant toute intervention pour limiter au maximum l'impact sur le chantier.
- **La sécurité**
  Il sera rappelé aux entreprises la nécessité de clôturer le site du chantier afin d'interdire toutes pénétrations ou passages piétons extérieurs.
  Une signalisation adaptée sera mise en place tant pour les chantiers et leur accès que pour les cheminements provisoires qui pourront être créés.
- **La propreté**
  Les entreprises devront prendre toutes les précautions pour limiter les chutes de matériaux ou dépôt de boues sur les voies publiques empruntées par leur matériel.
  Elles effectueront en permanence les nettoyages et brossages nécessaires des sorties de chantier ou d'aires de stockage.
  Les modalités de ramassage des ordures ménagères seront, le cas échéant, adaptées pour assurer la continuité du service pendant la durée des travaux.
- **La santé humaine**
  Les bâtiments existants seront si nécessaires désamiantés avant d'être détruits.
  Les déchets et les déblais de chantier seront triés et évacués vers les décharges appropriées.

PROVISOIRE

IV.4. CONCLUSION

L'occupation actuelle du site se compose d'un îlot totalement bâti, au cœur du centre-historique de Grasse et ayant une haute qualité architecturale.

Le projet permet de participer à la dynamique de rénovation du quartier grâce à une offre de logements réhabilités offrant une cadre de vie sain, confortable et moderne aux futurs habitants et une sauvegarde la qualité architecturale et patrimoniale des bâtiments.

Les avantages que représente le projet d'aménagement de l'îlot Placette pour le territoire en matière de logements, de qualité de vie et d'activités sont de nature à lui conférer un caractère d'utilité publique.

Eu égard aux avantages précités que représente l'opération d'aménagement et afin de mener à bien cette opération dans des délais raisonnables (les négociations amiables engagées n'ayant pu toutes aboutir), il a été décidé de solliciter une déclaration d'utilité publique et de recourir à la procédure d'expropriation des immeubles.

PROVISOIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-89-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

2021 - 89 TAXE DE SEJOUR – ACTUALISATION

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-89-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-89-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021 - 89

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

TAXE DE SEJOUR
ACTUALISATION

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Ce rapport présente les nouvelles dispositions des lois de finances du 28 décembre 2019 et du 30 décembre 2020 afférentes à la taxe de séjour.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES	RECETTES - 7362	Estimation 270 000 € / an

Madame Aline BOURDAIRE expose :

Vu l'article 67 de la loi de finances pour 2015 n° 2014-1654 du 29 décembre 2014,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2333-26 et suivants et R.2333-43 et suivants,

Vu le code du tourisme et notamment ses articles L.422-3 et suivants,

Vu le décret n° 2015-970 du 31 juillet 2015,

Vu l'article 59 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015,

Vu l'article 90 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016,

Vu l'article 86 de la loi n° 2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2016,

Vu les articles 44 et 45 de la loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017,

Vu les articles 162 et 163 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019,

Vu le décret n° 2019-1062 du 16 octobre 2019,

Vu les articles 16, 112, 113 et 114 de la loi n° 2019-1479 de finances pour 2020,

Vu les articles 122, 123 et 124 de la loi n° 2020-1721 de finances pour 2021,

1° - La Commune de Grasse a institué une taxe de séjour sur l'ensemble de son territoire. La présente délibération reprend toutes les modalités et les tarifs de la taxe de séjour ; elle annule et remplace toutes les délibérations antérieures à compter du 1er janvier 2022.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-89-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2° - La taxe de séjour est perçue au réel par toutes les natures d'hébergements à titre onéreux proposés :

- Palaces,
- Hôtels de tourisme,
- Résidences de tourisme,
- Meublés de tourisme,
- Villages de vacances,
- Chambres d'hôtes,
- Auberges collectives,
- Emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures,
- Terrains de camping et de caravanage, ainsi que tout autre terrain d'hébergement de plein air,
- Ports de plaisance,
- Les hébergements en attente de classement et les hébergements sans classement qui ne relèvent pas des natures d'hébergement mentionnées aux 1° à 9° de l'article R2333-44 du code général des collectivités territoriales.

La taxe de séjour est perçue auprès des personnes hébergées à titre onéreux qui ne sont pas domiciliées sur la commune (voir article L.2333-29 du code général des collectivités territoriales).

Le montant de la taxe de séjour est calculé à partir de la fréquentation réelle des établissements concernés.

Le montant de la taxe due par chaque touriste est égal au tarif qui lui est applicable en fonction de la classe de l'hébergement dans lequel il réside, multiplié par le nombre de nuitées correspondant à la durée de son séjour. La taxe est ainsi perçue par personne et par nuitée de séjour.

3° - La taxe de séjour est perçue sur la période allant du 1er janvier au 31 décembre.

4° - Conformément aux articles L.2333-30 et L.2333-41 du code général des collectivités territoriales, les tarifs doivent être arrêtés par le conseil municipal avant le 1er juillet de l'année, pour être applicables à compter de l'année suivante.

Le barème suivant est appliqué à partir du 1er janvier 2022 :

Catégories d'hébergement	**Tarifs par personne et par nuitée**
Palaces	4,00 €
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, Meublés de tourisme 5 étoiles	2,40 €
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, Meublés de tourisme 4 étoiles	1,90 €
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, Meublés de tourisme 3 étoiles	1,20 €
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, Meublés de tourisme 2 étoiles, village de vacances 4 et 5 étoiles	0,90 €

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-89-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Catégories d'hébergement	Tarifs par personne et par nuitée
Hôtels de tourisme 1étoile, résidence de tourisme 1 étoile, Meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1, 2 et 3 étoiles, Chambres d'hôtes, auberges collectives	0,80 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3, 4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures	0,50 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	0,20 €

5° - Pour tous les hébergements en attente de classement ou sans classement, à l'exception des catégories d'hébergements mentionnées dans le tableau ci-dessus, le tarif applicable par personne et par nuitée est de 5 % du coût par personne de la nuitée, dans la limite du tarif le plus élevé adopté par la collectivité.
Le coût de la nuitée correspond au prix de la prestation d'hébergement hors taxes.

6° - Sont exemptés de la taxe de séjour, conformément à l'article L.2333-31 du code général des collectivités territoriales :

- Les personnes mineures ;
- Les titulaires d'un contrat de travail saisonnier employés dans la commune ;
- Les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire ;
- Les personnes qui occupent des locaux dont le loyer est inférieur à un montant de 1 € par nuit et par personne.

7° - Les logeurs doivent déclarer tous les mois auprès de la Direction des Affaires Financières le nombre de nuitées effectuées dans leur établissement.

Cette déclaration peut s'effectuer par courrier ou par internet.

En cas de déclaration par courrier, le logeur doit transmettre chaque mois avant le 10 le formulaire de déclaration, accompagné d'une copie intégrale de son registre du logeur.

En cas de déclaration par internet, le logeur doit effectuer sa déclaration chaque mois avant le 15.
La Direction des Affaires Financières transmet à tous les hébergeurs un état récapitulatif portant le détail des sommes collectées, qu'ils doivent leur retourner accompagné de leur règlement :

- Avant le 30 avril, pour les taxes perçues du 1er janvier au 31 mars ;
- Avant le 31 juillet, pour les taxes perçues du 1er avril au 30 juin ;
- Avant le 31 octobre, pour les taxes perçues du 1er juillet au 30 septembre ;
- Avant le 31 janvier, pour les taxes perçues du 1er octobre au 31 décembre.

8° - Le produit de cette taxe est intégralement utilisé pour le développement touristique du territoire au travers du financement de l'office de tourisme, conformément à l'article L.2333-27 du code général des collectivités territoriales.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-89-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 10 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ABROGER** toutes les délibérations antérieures concernant la taxe de séjour, à compter du 1er janvier 2022 ;
- **ADOPTER** le barème tarifaire de la taxe de séjour à compter du 1er janvier 2022, tel que présenté dans le tableau précédent ;
- **ADOPTER** les dispositions d'exonération de la taxe de séjour à compter du 1er janvier 2022 comme précisé ci-dessus ;
- **RECONDUIRE** le mode de calcul de la taxe de séjour au réel.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-90-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

2021 - 90 ORGANISATION DE LA FETE DE LA BIERE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-90-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-90-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 90

DU 29 JUIN 2021

ORGANISATION DE LA FETE DE LA BIERE

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet l'organisation par la commune de Grasse de la fête de la bière dans son édition 2021.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
EVENEMENTIEL	RECETTES ESTIMATION	5 250 €

Madame Aline BOURDAIRE expose :

La ville de Grasse organise du 2 au 5 septembre 2021 une nouvelle édition de la fête de la bière.

Considérant que dans ce cadre, les visiteurs pourront vivre à l'heure bavaroise durant ces quatre jours, des prestataires proposeront des prestations de restauration et de fourniture de boissons.

Considérant que ces services traiteurs et boissons seront proposés durant la manifestation par des food trucks ou des prestataires situés dans un chalet ou sur un emplacement mis à disposition par la ville de Grasse.

Considérant que pour assurer ces prestations, les prestataires devront remplir un dossier d'inscription de réservation du domaine public, accompagné d'une attestation d'assurance.

Concernant les chalets, Food trucks et les emplacements, il convient de voter une tarification qui permettra au service foires et marchés d'encaisser les recettes générées par cette manifestation.
Il est proposé pour un chalet, un food truck ou un emplacement dans l'enceinte de la manifestation, un montant de 350 € TTC durant les 4 jours de la manifestation.

Il sera également proposé des mises à disposition gracieuses pour certains partenaires ayant collaboré étroitement à l'organisation de cette manifestation. Ils pourront bénéficier selon les espaces disponibles d'un emplacement à titre gracieux, sous forme de stand ou d'un espace dédié.
Il leur sera néanmoins demandé de remplir un dossier d'inscription de réservation du domaine public avec une attestation d'assurance.

Afin de réguler les réservations de l'esplanade du Cours Honoré Cresp par les prestataires « Chalets et Food trucks », il sera demandé un chèque de caution d'un montant de 100 € avant la manifestation par le service Evénementiel.

Accusé de réception en préfecture
006-210600689-20210629-2021-90-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

La commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 juin 2021.

Je vous demande, de bien vouloir :

- **APPROUVER** le principe de la manifestation « la fête de la bière » et les partenariats en découlant,
- **APPROUVER** les tarifs suivants :
    - Caution pour réservation les chalets, food trucks et les emplacements : 100 € TTC.
    - Gratuité d'occupation du domaine public pour les partenaires ayant collaboré étroitement à la manifestation.
    - Chalets, Food Truck, emplacements : 350 € TTC.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-91-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

2021 - 91 **PHYT'AROM GRASSE**
20ème CONGRES INTERNATIONAL D'AROMATHERAPIE ET DE PHYTOTHERAPIE APPLIQUEES - REPORT DU CONGRES AUX 25 & 26 MARS 2022
VALIDATION DE REMBOURSEMENT DES INSCRIPTIONS

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-91-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021_91-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021 - 91

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

PHYT'AROM GRASSE
20ème CONGRES INTERNATIONAL D'AROMATHERAPIE ET DE PHYTOTHERAPIE APPLIQUEES
REPORT DU CONGRES AUX 25 & 26 MARS 2022
VALIDATION DE REMBOURSEMENT DES INSCRIPTIONS

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet de demander au Conseil Municipal d'entériner le report Congrès PHYT'AROM GRASSE en mars 2022 et d'autoriser le remboursement des inscriptions perçues

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
PALAIS DES CONGRES & RECEPTIF	**RECETTES**	**Prévisionnel 55 000 € Perçu en 2021 : 20 500 € Complément à percevoir en 2022**

Madame Aline BOURDAIRE expose :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération 2020-162 du 10 novembre 2020,

Considérant que la 20ème édition du congrès PHYT'AROM GRASSE initialement programmée les 1er et 2 octobre 2021 au Palais des Congrès de GRASSE doit être reportée aux 25 & 26 mars 2022.

Considérant que ce report est commandé par deux inconnues majeures :

- L'évolution incertaine de la situation sanitaire à l'automne et les restrictions de déplacement et de jauge qui pourraient en découler ; les orateurs et l'auditoire du congrès étant de provenance nationale et internationale.
- La présence prolongée au-delà du 30 septembre du centre de vaccination au palais des congrès qui pourrait être imposée par les instances officielles.

Considérant que cette décision de report est prise très en amont afin d'éviter d'une part aux participants d'engendrer des coûts potentiellement non remboursables (réservation de leur billet d'avion ou de train ou encore de leur hébergement) et d'autre part à la collectivité d'engager des frais de report tardif (réimpression de flyers, frais d'annulation de fournisseurs…)

Considérant que concernant les participants dont l'inscription a déjà été réglée, deux options leur seront proposées :
- Reporter leur inscription au mois de mars 2022 (option qui sera majoritairement suivie)
- Demander le remboursement intégral de leur inscription (faible probabilité)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-91-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Considérant que les tarifs et dispositions votées lors du Conseil Municipal du 10 novembre 2020 restent en vigueur jusqu'à une prochaine délibération modificative.

La commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ADOPTER** les dates de report du congrès PHYT'AROM GRASSE aux 25 & 26 mars 2022 ;
- **ADOPTER** le principe de remboursement des inscriptions qui ne pourraient pas être reportées à mars 2022.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE

CENTRE HISTORIQUE									
AIRES	PLACE	AUX	VDG	VCP200		1900		CENTRE HISTORIQUE	BE / BH
AUGUSTINS	RUE	DES	VDG	VC204		95		CENTRE HISTORIQUE	BH
BARRI	ESCALIER	DU	VDG	VC207		15		CENTRE HISTORIQUE	BH
BARRI	MONTEE	DU	VDG	VC408		30		CENTRE HISTORIQUE	BH
BARRI	PLACE	DU	VDG	VCP208		700		CENTRE HISTORIQUE	BH
BARRI	RUE	DU	VDG	VC209		135		CENTRE HISTORIQUE	BH
BARRI	TRAVERSE	DU	VDG	VC210		30		CENTRE HISTORIQUE	BH
BEAL	RUE	DU	VDG	VC				CENTRE HISTORIQUE	BH
BEAL	PASSAGE	DU	VDG	VC				CENTRE HISTORIQUE	BH
BELLAUD BELLAUDIERE	SQUARE		CD	RD4		160		CENTRE HISTORIQUE	BH
BOUCHERIE	PLACE	VIEILLE	VDG	VCP393		150		CENTRE HISTORIQUE	BE
BOUCHERIE	RUE	VIEILLE	VDG	VC394		55		CENTRE HISTORIQUE	BE
BUANDERIE	PLACE	DE LA	VDG	VCP212		750		CENTRE HISTORIQUE	BE
CATHEDRALE	ESCALIER	DE LA	VDG	VC216		50		CENTRE HISTORIQUE	BH
CHARITE VIEILLE	RUE		VDG	VC218		20		CENTRE HISTORIQUE	BE
COLOMBAN	PLACE	DOCTEUR	VDG	VCP229		550		CENTRE HISTORIQUE	BH
COLOMBAN	TRAVERSE	DOCTEUR	VDG	VC230		60		CENTRE HISTORIQUE	BH
CONTE	RUE	DOMINIQUE	VDG	VC231		35		CENTRE HISTORIQUE	BE
CORDELIERS	TRAVERSE	DES	VDG	VC223		140		CENTRE HISTORIQUE	BE
COURTE	RUE		VDG	VC225		20		CENTRE HISTORIQUE	BE / BH
DELIVRANCE	RUE	DE LA	VDG	VC227		30		CENTRE HISTORIQUE	BH
DROITE	RUE		VDG	VC232		65		CENTRE HISTORIQUE	BE
FABRERIES	RUE	DES	VDG	VC240		35		CENTRE HISTORIQUE	BE / BH
FAINEANTS	IMPASSE	DES	VDG	VC241		35		CENTRE HISTORIQUE	BE
FAINEANTS	PLACE	DES	VDG	VCP242		135		CENTRE HISTORIQUE	BE
FONTETTE	RUE	DE LA	VDG	VC245		100		CENTRE HISTORIQUE	BE
FONTETTE	IMPASSE	DE LA	VDG					CENTRE HISTORIQUE	BE
FONTNEUVE	RUE		VDG	VC248		25		CENTRE HISTORIQUE	BE
FOUR	IMPASSE	DU	VDG	VC252		20		CENTRE HISTORIQUE	BH
FOUR DE L'ORATOIRE	IMPASSE	DU	VDG	VC253		20		CENTRE HISTORIQUE	BE
FOUR DE L'ORATOIRE	PLACE	DU	VDG	VCP				CENTRE HISTORIQUE	BE
FOUR DE L'ORATOIRE	RUE	DU	VDG	VC254		60		CENTRE HISTORIQUE	BE

FOUR NEUF	RUE	DU	VDG	VC255		50		CENTRE HISTORIQUE	BE
FOUX	ESCALIER	DE LA	VDG	VC256		25		CENTRE HISTORIQUE	BD
GAZAN	RUE		VDG	VC262		65		CENTRE HISTORIQUE	BH
GOBY	RUE	PAUL	VDG	VC316		110		CENTRE HISTORIQUE	BE
GRASSE	RUE	AMIRAL DE	VDG	VC201		120		CENTRE HISTORIQUE	BH
HERBES	PLACE	AUX	VDG					CENTRE HISTORIQUE	BH
HOTEL DE GRAND CENTRE	ESCALIER	DE L'	VDG	VC266		20		CENTRE HISTORIQUE	BH
HUGUENOTS	ESCALIER	DES	VDG	VC268		10		CENTRE HISTORIQUE	BE / BH
HUGUENOTS	PLACE	DES	VDG	VCP269		140		CENTRE HISTORIQUE	BE / BH
ISNARD	ESCALIER	MAXIMIN	VDG	VC294		15		CENTRE HISTORIQUE	BE
JOURDET	RUE	MARCEL	VDG	VC289		130		CENTRE HISTORIQUE	BE / BH / BL
LAUVE	RUE	DE LA	VDG	VC282		55		CENTRE HISTORIQUE	BE
LIEVRES	IMPASSE	DES	VDG	VC284		30		CENTRE HISTORIQUE	BH
MARCHE	TRAVERSE	DU	VDG	VC290		30		CENTRE HISTORIQUE	BH
MARTHE	PLACE	SAINTE	VDG	VCP365		50		CENTRE HISTORIQUE	BE
MARTHE	TRAVERSE	SAINTE	VDG	VC366		50		CENTRE HISTORIQUE	BE
MARTIN	ESCALIER	SAINT	VDG	VC356		17		CENTRE HISTORIQUE	BH
MARTIN	PLACE	SAINT	VDG	VCP356		390		CENTRE HISTORIQUE	BH
MARTIN	TRAVERSE	SAINT	VDG	VC357		150		CENTRE HISTORIQUE	BH
MAUREL	PLACE	DU LT G.	VDG	VCP293		600		CENTRE HISTORIQUE	BE
MIEL	RUE	DU	VDG	VC296		40		CENTRE HISTORIQUE	BE
MOUGINS ROQUEFORT	RUE		VDG	VC299		75		CENTRE HISTORIQUE	BH
MOULINETS	RUE	DES	VDG	VC302		65		CENTRE HISTORIQUE	BH
MOULINETS	PLACE	DES	VDG	VC				CENTRE HISTORIQUE	BH
MOULINETS	PASSAGE	DES	VDG	VCP				CENTRE HISTORIQUE	BH
NEGRE	RUE	CHARLES	VDG	VC219		80		CENTRE HISTORIQUE	BE
NEGRE	TRAVERSE		VDG	VC305		15		CENTRE HISTORIQUE	BE
ORATOIRE	RUE	DE L'	VDG	VC12		120		CENTRE HISTORIQUE	BE / BH
PATTI	PLACE	DU	VDG	VC315		750		CENTRE HISTORIQUE	BE
PETIT PUY	PLACE	DU	VDG	VCP320		1 100		CENTRE HISTORIQUE	BH
PEYREGUIS	RUE	DU	VDG	VC321		110		CENTRE HISTORIQUE	BH / BE
PLACETTE	PLACE	DE LA	VDG	VCP324		200		CENTRE HISTORIQUE	BH
PLACETTE	TRAVERSE	DE LA	VDG	VC325		40		CENTRE HISTORIQUE	BH

POISSONNERIE	PLACE	DE LA	VDG	VCP326		200		CENTRE HISTORIQUE	BH
POISSONNERIE	RUE	DE LA	VDG	VC327		100		CENTRE HISTORIQUE	BH
POISSONNERIE	IMPASSE	DE LA	VP			20		CENTRE HISTORIQUE	BH
PONTET	PLACE	DU	VDG	VCP329		450		CENTRE HISTORIQUE	BE / BI
PORTE NEUVE	RUE	DE LA	VDG	VC330		50		CENTRE HISTORIQUE	BH
POUOST	RUE	DE LA	VDG	VC331		75		CENTRE HISTORIQUE	BE / BH
QUATRE COINS	RUE	DES	VDG	VC334		22		CENTRE HISTORIQUE	BE
QUINE	PASSAGE	JACQUES	VDG	VC				CENTRE HISTORIQUE	BH
SANS PEUR	RUE		VDG	VC367		150		CENTRE HISTORIQUE	BH
SAUT	RUE	DU	VDG	VC368		110		CENTRE HISTORIQUE	BI
SŒURS	PLACE	DES	VDG	VCP370		200		CENTRE HISTORIQUE	BH
SŒURS	RUE	DES	VDG	VC371		100		CENTRE HISTORIQUE	BH
SŒURS	TRAVERSE	DES	VDG	VC372		55		CENTRE HISTORIQUE	BH
TOUTS PETITS	TRAVERSE	DES	VDG	VC380		20		CENTRE HISTORIQUE	BH
TRACASTEL	RUE		VDG	VC382	20	200		CENTRE HISTORIQUE	BH
TRACASTEL	MONTEE		VDG	VC381		30		CENTRE HISTORIQUE	BH
EVECHE	RUE	DE L'	VDG	VC239		70		CENTRE HISTORIQUE	BH
GODEAU	PLACE	ANTOINE	VDG	VCP203		150		CENTRE HISTORIQUE	BH
ISNARD	AVENUE	MAXIMIN	VDG	VC293		105		CENTRE HISTORIQUE	BE
REPITREL	RUE		VDG	VC336		60		CENTRE HISTORIQUE	BH
REVE VIEILLE	RUE		VDG	VC337		40		CENTRE HISTORIQUE	BH
ROUACHIER	PLACE	DU	VDG	VCP342		325		CENTRE HISTORIQUE	BE
ROUACHIER	RUE	DU	VDG	VC343		35		CENTRE HISTORIQUE	BE
ROUSTAN	PLACE	ETIENNE	VDG	VCP237		240		CENTRE HISTORIQUE	BH
ROUSTAN	TRAVERSE	ETIENNE	VDG	VC238		30		CENTRE HISTORIQUE	BH
VAUBAN	PASSAGE		VDG	VC387		50		CENTRE HISTORIQUE	BH
VERCUEIL	PLACE	DU CAP. JEAN	VDG	VCP213		820		CENTRE HISTORIQUE	BE
VIEILLE	IMPASSE		VDG	VC391		30		CENTRE HISTORIQUE	BE
VIEILLE	RUE		VDG	VC392		60		CENTRE HISTORIQUE	BE
VINGT QUATRE AOUT	PLACE	DU	VDG	VCP395		1 150		CENTRE HISTORIQUE	BH

GRAND CENTRE									
ALBERT 1er	BOULEVARD		VDG	VC29		1410	10 m	GRAND CENTRE	AX / AZ
ALTITUDE 500	ROND POINT	DE L'	RP					GRAND CENTRE	AZ
AUBEPINES	TRAVERSE	DES	VP			55		GRAND CENTRE	AW
AUTRAN	BOULEVARD	DU CDT	VDG	VC70		950	10 m	GRAND CENTRE	AY / AX / CP
BARTHOU	BOULEVARD	LOUIS	VDG	VC102		937	5 m	GRAND CENTRE	BC / BD
BARTHOU	ESCALIER	LOUIS	VDG	VC285		20		GRAND CENTRE	BD
BATAILLON CHAS.ALPINS	ROND POINT	DU	RP					GRAND CENTRE	BY
BAUDOIN	AVENUE	Y. EMMANUEL	CD	RD2085		650		GRAND CENTRE	BD / BM
BEL AIR	CHEMIN		VP					GRAND CENTRE	BN
BELLA VISTA	TRAVERSE		VDG	VC211		80		GRAND CENTRE	BM
BENARD	AVENUE	HENRI	VP	VP		350		GRAND CENTRE	AZ
BEROUARD	ESCALIER	DU	VDG	VC31		110		GRAND CENTRE	BD
BON MARCHE	AVENUE	DU	VDG	VC194		360	8 m	GRAND CENTRE	AY
BON MARCHE	TRAVERSE	DU	VDG	VC399		120		GRAND CENTRE	AY
CARDOT	TRAVERSE		VDG	VC214		55		GRAND CENTRE	BL
CAREMIL	AVENUE	ETIENNE	CD	RD307		650	12 m	GRAND CENTRE	AY
CARNOT	BOULEVARD		CD	RD4		420	12 m	GRAND CENTRE	BH / RI
CARRIERES	RUE	DES	VDG	VC103		565	6 m	GRAND CENTRE	BD
CASINO	MONTEE	DU	VDG	VC215		360	6 m	GRAND CENTRE	BM
CHAMP DE TIR	CHEMIN	DU	VDG	VC173		880		GRAND CENTRE	AC / AW
CHAPELLE DES CHIENS	CHEMIN	DE LA	VDG	VC104		300	6 m	GRAND CENTRE	BD
CHARABOT	ESCALIER		VDG	VC217		80		GRAND CENTRE	BD
CHARABOT	BOULEVARD	EUGENE	VDG	VC29		390	8 m	GRAND CENTRE	BD
CHAUDRONNIERS	IMPASSE	DES	VDG	VC157		70	8 m	GRAND CENTRE	BI
CHIRIS	AVENUE		CD	RD7		750	9/10 m	GRAND CENTRE	BI / BK / BL
CHIRIS	TRAVERSE		VDG	VC221		45		GRAND CENTRE	BI
CHIRIS	IMPASSE		VDG	VC220		30		GRAND CENTRE	BI
CLAVECIN	JARDIN	DU	VDG	VCJ222		500		GRAND CENTRE	BL
CLEMENCEAU	BOULEVARD	GEORGES	CD	RD6085		1 050		GRAND CENTRE	BM
COLINETTE	ALLEE	DE LA	VDG	CR		600		GRAND CENTRE	BM / HS
COPERNIC	AVENUE	NICOLAS	CD	RD11		3 900	10/12 m	GRAND CENTRE	BE / HS / HT
CORNICHE	CHEMIN	DE LA	VDG	VC78		750	6 m	GRAND CENTRE	AW / AZ

COURS HONORE CRESP	PLACE	DU	VDG			185		GRAND CENTRE	BH
COURS HONORE CRESP			CD	RD 2562	250,0	250		GRAND CENTRE	BH
CRESP	RUE	ERNEST	VDG	VC235		125		GRAND CENTRE	BI
CRETES	TRAVERSE	DES	VP			55		GRAND CENTRE	AW
DIABLES BLEUS	SQUARE	DES	VDG	VC40		85	15 m	GRAND CENTRE	BY
DUVAL	AVENUE	MATHIAS	CD	RD104		450	12 m	GRAND CENTRE	BL / BN / BZ
EIFFEL	PONT	GUSTAVE	VDG	VC40				GRAND CENTRE	BI / BK
ESPERANCE	AVENUE	DE L'	VDG	VC168		50		GRAND CENTRE	AY
EUCALYPTUS	AVENUE	DES	VDG	VC170		290	8 m	GRAND CENTRE	AY
EXUPERY	AVENUE	A. DE ST	VDG	VC40		1 800	10 m	GRAND CENTRE	AX / AY / AT / AR
FENELON	TRAVERSE		VP			60		GRAND CENTRE	BM
FONCINASSE	ESCALIER		VDG	VC243		20		GRAND CENTRE	BH
FONCINASSE	TRAVERSE		VDG					GRAND CENTRE	BH
FONT LAUGIERE	AVENUE		VDG	VC25		630	8 m	GRAND CENTRE	BI
FONT LAUGIERE	TRAVERSE		VDG	VC247		150		GRAND CENTRE	BI
FONT LAUGIERE	IMPASSE		VDG	VC246		60		GRAND CENTRE	BI
FOULON	BOULEVARD	DU	VDG	VC				GRAND CENTRE	AZ
FOUX	PLACE	DE LA	VDG	VC257		175		GRAND CENTRE	BE
FRAGONARD	BOULEVARD		CD	RD4		600	12 m	GRAND CENTRE	BH / BI / BL
FRAGONARD	IMPASSE		VDG	VC258		190		GRAND CENTRE	BL
FRERE SOUVAIN	RUE	DU						GRAND CENTRE	BD/BM
GAMBETTA	IMPASSE		VDG	VC82		170	5 m	GRAND CENTRE	AY
GAMBETTA	BOULEVARD		CD	RD307		900	12 m	GRAND CENTRE	AY / BE / BI
GARE	TRAVERSE	DE LA	VDG	VC261		520		GRAND CENTRE	BL
GAULLE	AVENUE	GENERAL DE	CD	RD4		450	12 m	GRAND CENTRE	BN / BM
GENEVRIERS	CHEMIN	DES	CR			3 250		GRAND CENTRE	AB /AC
GUIGUES	AVENUE	JEAN BAPTISTE	VP					GRAND CENTRE	BY
HUGO	TRAVERSE	VICTOR	VDG	VC389		165		GRAND CENTRE	BL / BN
HUGO	BOULEVARD	VICTOR	CD	RD2562		1 200	12 m	GRAND CENTRE	BL / BM / BN
HUIT MAI 1945	ALLEE	DU	VDG	VC60		110		GRAND CENTRE	AY
ISNARD	PLACE	MAXIMIN	VDG	VCP295		540		GRAND CENTRE	BE
JARDIN PUBLIC	TRAVERSE	DU	VDG	VC271		110		GRAND CENTRE	BL
JASMINS	TRAVERSE	DES	VDG	VC272		220		GRAND CENTRE	AY

JEU DE BALLON	TRAVERSE	DU	VDG	VC277		25		GRAND CENTRE	BH
JEU DE BALLON	IMPASSE	DU	VDG	VC276		60		GRAND CENTRE	BD
JEU DE BALLON	BOULEVARD	DU	VDG	VC		390		GRAND CENTRE	BE / BH / BL
JUIN	BOULEVARD	MARECHAL	CD	RD2085		150	10 m	GRAND CENTRE	BD
KENNEDY	BOULEVARD	JOHN F.	CD	RD111		1 200	12 m	GRAND CENTRE	AZ / AW
LATTRE DE TASSIGNY	AVENUE	MARECHAL DE	VC	VC		900	18 m	GRAND CENTRE	BY
LAURIERS	TRAVERSE	DES	VDG	VC280		55		GRAND CENTRE	BD
LECLERC	BOULEVARD	MARECHAL	VDG	VC		330	18 m	GRAND CENTRE	BN / BO / BY
LECLERC	IMPASSE	MARECHAL	VDG	VC83		200		GRAND CENTRE	BO
LIERRES	CHEMIN	DES	VDG	VC38		1 220	5 m	GRAND CENTRE	AZ / AX
LILAS	RUE	DES	VDG	VC66		290	5 m	GRAND CENTRE	BD
LIONS	BOULEVARD	HONORE	CD	RD 6085	R	680	18 m	GRAND CENTRE	AZ
LORETTE	TRAVERSE	SAINTE	VDG	VC364		130		GRAND CENTRE	BN
LORETTE	AVENUE	SAINTE	VDG	VC18		420	5 m	GRAND CENTRE	BN
MADELEINE	CHEMIN	DE LA	VDG	VC132		600	10 m	GRAND CENTRE	BK / CD
MADELEINE SUPERIEURE	CHEMIN	DE LA	VDG	VC132		600	6 m	GRAND CENTRE	BK
MAISONNETTES	AVENUE	DES	VDG	VC67		55	6 m	GRAND CENTRE	AY
MANTEGUES	CHEMIN		VP					GRAND CENTRE	BN
MARTELLY	PLACE		VDG	VCP291		2 475		GRAND CENTRE	BE
MAURE	BOULEVARD	ANTOINE	VDG	VC106		500		GRAND CENTRE	BM
MAURES ET DES ADRETS	CHEMIN	DES	VDG	VC111		520	6,50 m	GRAND CENTRE	HK
MICOCOULIER	TRAVERSE	DU	VDG	VC		118		GRAND CENTRE	BD
MIMOSAS	TRAVERSE	DES	VDG	VC297		75	5 m	GRAND CENTRE	BD
MIRABEAU	RUE		VDG	VC298		110		GRAND CENTRE	BH
MOREL	AVENUE	ALPHONSE	VDG	VC133		274	10 m	GRAND CENTRE	
MOULIN	ALLEE	JEAN	VDG	VC274		90		GRAND CENTRE	BD
MURAOUR	TRAVERSE		VDG	VC		140		GRAND CENTRE	BE
OLIVIERS	MONTEE	DES	VDG	VC307		200		GRAND CENTRE	BD
OLIVIERS	CORDICHE	DES	VDG	VC31		920	6,50 m	GRAND CENTRE	HS / HR
ONZE NOVEMBRE	SQUARE	DU	VDG	VC310				GRAND CENTRE	AY
ORANGERS	TRAVERSE	DES	VDG	VC311		100		GRAND CENTRE	BM / BN
PALAIS DE JUSTICE	RUE	DE L'ANCIEN	VDG					GRAND CENTRE	BM
PALMIERS	RUE	DES	VDG	VC69		200	6 m	GRAND CENTRE	BL / BM

PALMIERS	TRAVERSE	DES	VDG					GRAND CENTRE	BL / BM
PAROIRS	CHEMIN	DES	VP			450		GRAND CENTRE	BK
PAULINE	JARDINS	DE LA PRINC.	VDG	VCJ333		10 000		GRAND CENTRE	AX
PAVILLON	BOULEVARD	DU	VDG	VC71		640		GRAND CENTRE	AW
PERRIMOND	PLACE	EUGENE	VDG	VCP228		300		GRAND CENTRE	BH
PERRIMOND	AVENUE	DU DOCTEUR	VDG	VC161		200	8 m	GRAND CENTRE	AY
PERRIMOND	MONTEE		VDG	VC318		15		GRAND CENTRE	AY
PETIT PARIS	IMPASSE	DU	VDG	VC72		150	6 m	GRAND CENTRE	BN
PETIT PARIS	ROND POINT	DU	RP					GRAND CENTRE	BO
PILON DE ST VALLIER	CHEMIN	DU	VDG	CR		480	< à 3,5 m	GRAND CENTRE	HS / HT
PINEDE	ALLEE	DE LA	VDG	VC180		110		GRAND CENTRE	AZ
PINS	CHEMIN	DES	VDG					GRAND CENTRE	HS
PLANTES	JARDIN	DES	VDG	VCJ325		4 000		GRAND CENTRE	BL
POIVRIERS	JARDIN	DES	VDG	VCJ328		50		GRAND CENTRE	AY
PRADO	TRAVERSE	DU	VP					GRAND CENTRE	BM
PREVOYANCE	AVENUE	DE LA	VDG	VC332		25		GRAND CENTRE	AY
PROVENCE	AVENUE	DE	VDG	VC40		400	15 m	GRAND CENTRE	BZ / BI / BL
RASTIGNY	SQUARE	DE	VDG	VCJ335		120		GRAND CENTRE	BL
REINE JEANNE	BOULEVARD		VDG	VC29		630	10 m	GRAND CENTRE	AZ / AX
RIOU BLANQUET	TRAVERSE		VDG	VC74		320		GRAND CENTRE	BE
RIOU BLANQUET	AVENUE		CD	RD307		1 100	12 m	GRAND CENTRE	AY / AX
RIVOLTE	IMPASSE	DE LA	VDG	VC191		100	5 m	GRAND CENTRE	AY
ROCAILLE	TRAVERSE	DE LA	VDG	VC339		70		GRAND CENTRE	BE
ROMARINS	CHEMIN	DES	VDG	VC183		530	3,50 m	GRAND CENTRE	AZ
RONDE	CHEMIN	DE	VP					GRAND CENTRE	BY
ROQUE	PLACE	DE LA	VDG	VCP341		700		GRAND CENTRE	BE / BI
ROQUEVIGNON	CHEMIN	DE	VDG	CR		325	6 m	GRAND CENTRE	BC / BD
ROSES	RUE	DES	VDG	VC184		400	7,50 m	GRAND CENTRE	AZ / BD
ROSSIGNOL	CHEMIN	DU	VDG	VC185		180	4 m	GRAND CENTRE	AY
ROTSCHILD	BOULEVARD	ALICE DE	CD	RD111		1 150	12 m	GRAND CENTRE	AX / AW
ROTSCHILD	TRAVERSE	ALICE DE	VDG	VC				GRAND CENTRE	AX
ROURE	TRAVERSE		VDG	VC346		80		GRAND CENTRE	BL
SEMARD	AVENUE	PIERRE	CD	RD4		1 900	12 m	GRAND CENTRE	BK / BL / BZ

SEMARD	TRAVERSE	PIERRE	VDG	VC323		80		GRAND CENTRE	BL
SERRATRICE	AVENUE		VP					GRAND CENTRE	AX
SIDI BRAHIM	AVENUE		VDG	VC18		1 920	10 m	GRAND CENTRE	BY / CE / CM / CL
SIDI BRAHIM	TRAVERSE		VDG	VC192		280		GRAND CENTRE	BZ
SONAILLES	CHEMIN	DE	VDG	CR		75		GRAND CENTRE	BC
SOPHORAS	JARDIN	DES	VDG	VCJ373		450		GRAND CENTRE	AY
SOZIO	TRAVERSE	HENRI	VDG	VC	A			GRAND CENTRE	BN
SUD France	AVENUE	DU	CD	407		130	12 m	GRAND CENTRE	BL
THEATRE	PASSAGE	DU	VDG	VC375		25		GRAND CENTRE	BE
THIERS	AVENUE		CD	RD2085		750	12 m	GRAND CENTRE	AY / BE
THOURON	RUE	DU	VDG	VC377		80		GRAND CENTRE	BE
THOURON	TRAVERSE	DU	VDG	VC378		30		GRAND CENTRE	BE
TRESSEMANNES	TRAVERSE		VDG	VC385		50		GRAND CENTRE	BD
TUNNEL	RUE	DU	VDG	VC386		110	6m	GRAND CENTRE	BL / BI
~~USINES~~	~~TRAVERSE~~	~~DES~~	~~VC~~	~~VC~~				~~GRAND CENTRE~~	BI
VALLONETS	CHEMIN	DES	VDG	CR		110	3,50 m	GRAND CENTRE	AY
VERDUN	PLACE	DE	VDG	VCP388		1 000		GRAND CENTRE	BL
VICTORIA	TRAVERSE		VDG	VC390		250		GRAND CENTRE	AX / AY
VICTORIA	AVENUE		CD	RD2085		1 300	12 m	GRAND CENTRE	AX / AY
~~VIDAL~~	~~RUE~~	~~MAX~~	~~VP~~					~~GRAND CENTRE~~	DECLASSEE
VIEUX LOGIS	CHEMIN	DU	VDG	VC143		347	6,50 m	GRAND CENTRE	AZ
VISITATION	TRAVERSE	DE LA	VDG	VC398		60		GRAND CENTRE	BL
ZOLA	TRAVERSE	EMILE	VDG	VC234		55		GRAND CENTRE	BN
ZOLA	BOULEVARD	EMILE	CD	RD13		800	12 m	GRAND CENTRE	BM / BN
BAINS	ALLEE	DES	VDG	VC205		95		GRAND CENTRE	BL
ONZE NOVEMBRE	AVENUE	DU	VDG	VC37		480		GRAND CENTRE	AY
OSSOLA	RUE	JEAN	VDG	VC275		200		GRAND CENTRE	BH
OSSOLA	PLACE	CESAR	CD	RD7		120		GRAND CENTRE	BH / BI
TRESSEMANNES	TERRASSES		VDG	VC384		50		GRAND CENTRE	BD

LE PLAN									
BASTIDES DU PLAN	CHEMIN	DES	VDG	VC51		260	6 m	LE PLAN	DV
CAMPEROUSSE	CHEMIN	DE	VDG	VC125		440	6/8 m	LE PLAN	DX
CAUVIN	AVENUE	LOUIS	VDG	VC4		280	8 m	LE PLAN	DP
COLLET DE SAINT MARC	CHEMIN	DU	VDG	VC4		1 600	10 m	LE PLAN	DN / DO / DP
COLLET D'ESQUIRP	CHEMIN	DU	VDG	VC53		300	7 m	LE PLAN	DH / DP
CUMERO	AVENUE	JEAN	VDG	VC63		220	6 m	LE PLAN	DP
GAMBINI	PLACE	ANTOINE	VDG	VCP				LE PLAN	DP
JEU DE BOULE	RUE	DU	VDG	VC278		45		LE PLAN	DP
LAC	CHEMIN	DU	VDG	VC176	0	680	8 m	LE PLAN	DH - DP CZ
MARC	CHEMIN	DE SAINT	VDG	VC126		468	10/12 m	LE PLAN	DP / DR / DS
MARGUERITE	ROND POINT	SAINTE	RP					LE PLAN	CE / CL / DY
MAUBERT	AVENUE	JEAN	RD	RD304	LE			LE PLAN	DE / DP/ DH
ONZE NOVEMBRE	RUE	DU	VDG	VC308		110		LE PLAN	DE / CM / CN
ORMEAUX	PLACE	DES	VDG	VCP313		930		LE PLAN	DP
PAOUTE	ROUTE	DE LA	CD	RD304		1 200	12 m	LE PLAN	OP / DR / DT
PASTEUR	PLACE	LOUIS	VDG	VCP286		180		LE PLAN	DP
PLAINES	CHEMIN	DES	VDG	VC124				LE PLAN	DV
RAYNAUD	ROND POINT	CHARLES	RP					LE PLAN	CL / DE
SANTON	CHEMIN	DU	VDG	VC18		400	20 m	LE PLAN	DE / DY / CL
VAL FLEURI	ALLEE	DU	VP			55		LE PLAN	DX
VIEUX PONT	CHEMIN	DU	VDG	VC450		330	6,50 m	LE PLAN	DP
VIEUX PUITS	AVENUE	DU	VP			375		LE PLAN	DX / DY
VINGT QUATRE AOUT	RUE	DU	VDG	VC396		20		LE PLAN	DP
FONTMICHEL	AVENUE	GASTON DE	VP			300		LE PLAN	DR
HALTE	CHEMIN	DE LA	VDG	VC127		310		LE PLAN	DP
HELENE	PLACE	SAINTE	VDG	VCP363		1 000		LE PLAN	DP
HUIT MAI 1945	RUE	DU	VDG	VC270		20		LE PLAN	DP
MARGUERITE	CHEMIN	DE SAINTE	VDG	VC148		550	12 m	LE PLAN	DE / DY
MARIGARDE	ROUTE	DE LA	CD	RD4		1 300	12 m	LE PLAN	BZ / CD
PAOUTE	TRAVERSE	DE LA	VDG	VC155		700	12 m	LE PLAN	DT

LES ASPRES									
ASPRES	(ex)CHEMIN	DES	VDG	VC32		3 685	11 m	LES ASPRES	CL/DZ
ASPRES	ROND POINT	DES	RP					LES ASPRES	CL / DZ
BOBET	AVENUE	LOUISON	VDG	VC182		1 260	8 m	LES ASPRES	EI
BOIS FLEURI	CHEMIN	DU	VDG	VC156		300	8 m	LES ASPRES	DX / DZ
CANEBIERS	CHEMIN	DES	VDG	VC123		1 600	8 m	LES ASPRES	EH / EI
CHEVALLIER	AVENUE	MICHEL	VDG	VC177		410		LES ASPRES	EI
CLAVARY	CHEMIN	DE	VDG	VC 166	les a			LES ASPRES	EO
COMBATTANTS AF/NORD	AVENUE	DES	VDG	VC		250		LES ASPRES	DY / DZ
ISNARD	AVENUE	JOSEPH HONORE	VDG	VC182				LES ASPRES	EI
LES ASPRES	CHEMIN	DE	VDG	VC166		200	10 m	LES ASPRES	EO
MYRTES	CHEMIN	DES	VDG	VC120		130		LES ASPRES	EK
RESISTANCE	ROND POINT	DE LA	VDG	VC				LES ASPRES	
ROUMIGUIERES	CHEMIN	DES	VDG	CR		400	5 m	LES ASPRES	EM / EN
ROUMIOUX	CHEMIN	DES	VDG	VC122		528	6,50 m	LES ASPRES	EI / EK
ROUMIOUX	SENTIER	DES	VDG	CR		650		LES ASPRES	DZ / DX / EH
ROUQUIER	BOULEVARD	EMMANUEL	VDG	VC3		3 685	12 m	LES ASPRES	EI / EK / DZ

MAGAGNOSC									
ANTOINE	PLACETTE	SAINT	VDG	VCP348		370		MAGAGNOSC	AK
BASTIDE	AVENUE	DE LA	VDG	VC120	1250,0	1 250	8,50 m	MAGAGNOSC	AH / AO / AN
BLANCARD	CHEMIN	DU	VDG	VC463		650	6,50 m	MAGAGNOSC	AS / AR / AN
BLUMENTHAL	CHEMIN	DE	VDG	VC135		1 250	10 m	MAGAGNOSC	AS / CT / CO
BOUILLERE	CHEMIN	DE LA	VDG	CR		320		MAGAGNOSC	AK / AM
BOURGEOIS	RUE	DU DOCTEUR	VDG	VC160		80	6 m	MAGAGNOSC	AI
CABRES	CHEMIN	DES	VDG	VC400		360		MAGAGNOSC	AO
CALADON	SENTIER	DU	VDG	CR		90		MAGAGNOSC	AO
CALVAIRE	CHEMIN	DU	VDG	CR		290		MAGAGNOSC	AN
CAMP DE LA BESSE	CHEMIN	DU	VDG	VC171		230	6,50 m	MAGAGNOSC	AO
CHASSEURS ALPINS	CHEMIN	DES	VDG	VC172		4 462	5 m	MAGAGNOSC	AO / AH / AE
CHÂTEAU	CHEMIN	DU	VDG	VC43	VC	145		MAGAGNOSC	AR
CHENES	ROND POINT	DES	VDG	VC34		70		MAGAGNOSC	AO
CHENES	ALLEE	DES	VDG	VC152		310		MAGAGNOSC	AO
CONFRERIES	CHEMIN	DES	VDG	VC137		700	6 m	MAGAGNOSC	AM
COSTE D'OR INFERIEURE	CHEMIN	DE LA	VDG	VC80		510	7 m	MAGAGNOSC	AX
COSTE D'OR SUPERIEURE	CHEMIN	DE LA	VDG	VC80		440	7 m	MAGAGNOSC	AX
COSTE D'OR SUPERIEURE	TRAVERSE	DU CH DE LA	VDG	VC81		210	7 m	MAGAGNOSC	AX
COSTE FRAYE	CHEMIN	DE	VDG	VC412		250	7 m	MAGAGNOSC	AO
CRESP	RUE	THOMAS	VDG					MAGAGNOSC	AN
DEUX CHAPELLES	CHEMIN	DES	VDG	VC171		650		MAGAGNOSC	AK
DOLCIANI	PLACE	EDMOND	VDG	VCP233		480		MAGAGNOSC	AI
DRAGONNIERE	CHEMIN	DE LA	VDG	VC141		1 760	8,50 m	MAGAGNOSC	AM / AN
ECOLES	RUE	DES	VDG	VC				MAGAGNOSC	AH
FELIBRE MARCEL CAUVIN	RUE	DU	VDG	VC		60		MAGAGNOSC	AI
FERRE	PLACE	ALBERT	VDG	VCP				MAGAGNOSC	AN
FONTERINES	CHEMIN	DES	VDG	VC413		1 100	6,50 m	MAGAGNOSC	AL / AM
FORGE	MONTEE	DE LA	VDG					MAGAGNOSC	AN
FOUON	BOULEVARD	DU	VDG	VC173		250	8 m	MAGAGNOSC	AO / AH
FOUON	IMPASSE	DU	VDG	VC250		51		MAGAGNOSC	AO
FOUR	CHEMIN	DU	VDG	CR		200	3,50 m	MAGAGNOSC	AR
GAULLE	PLACE	GENERAL DE	VDG	VCP263		1 420		MAGAGNOSC	AK

GENETS	ROUTE	DES	VDG	VC8		1 000	10 m	MAGAGNOSC	HV
GENETS	AVENUE	DES	VDG	VC174		175		MAGAGNOSC	AH
GINESTIERE	CHEMIN	DE LA	VDG	CR		210		MAGAGNOSC	AI
GRAND CASTELLAS	AVENUE	DU	VDG	VC406		350	8 m	MAGAGNOSC	AO
GUIZOL	RUE	MARIA	VDG	VC162		110	6 m	MAGAGNOSC	AH
HUCHE	RUE	DE LA	VDG	VC267		35		MAGAGNOSC	AK
JEAN	CHEMIN	DE SAINT	VDG	VC6		1 700	10 m	MAGAGNOSC	AM / AT / AS
JEAN	ANCIEN CHEMIN	DE SAINT	VDG	CR		600		MAGAGNOSC	AT
JEAN	PLACE	DE SAINT	VDG	VCP352		150		MAGAGNOSC	AT
JEAN XXIII	AVENUE		VDG	VC6		1 400	10 m	MAGAGNOSC	AY/AT/BI/BK/CP/CR
LAURENT	ESCALIER	SAINT	VDG	VC354		40		MAGAGNOSC	AK
LAURENT	AVENUE	SAINT	VDG	VC40		2 050	15 m	MAGAGNOSC	AK / AO / AI
LAURIERS	ALLEE	DES	VDG	VC402		135	6 m	MAGAGNOSC	AH
LAURIERS	ESCALIERS	DES	VDG	VC279		110		MAGAGNOSC	AH
LAUVE	IMPASSE	DE LA	VP					MAGAGNOSC	AN
LAVOIR	TRAVERSE	DU	VDG					MAGAGNOSC	AN
LIBERATION	RUE	DE LA	VDG	VC65		160		MAGAGNOSC	AK / AN
MAGAGNOSC	CHEMIN	DES	VDG	VC42		165	6 m	MAGAGNOSC	AO
MAGAGNOSC	CHEMIN	DE	VDG	VC142		1 340	6/8 m	MAGAGNOSC	AS / AR / AP
MAGAGNOSC	CHEMIN	DE	VDG	VC136		2 580	8,50 m	MAGAGNOSC	AM / CS
MALLE	CHEMIN	DE LA	VDG					MAGAGNOSC	AB / AC / HV
MARBRIERE	CHEMIN	DE LA	NC					MAGAGNOSC	
MARTIN	PONT	FELIX	NC					MAGAGNOSC	AK / AN
MAUREL	AVENUE	DU LT E.	VDG	VC9		455	8 m	MAGAGNOSC	AK
MENAGER	ALLEE	LIONEL	VDG	VP		175		MAGAGNOSC	AN
MERCIER	AVENUE	DU CDT HENRI	VDG	VC58		90		MAGAGNOSC	AK
MICHEL	RUE	SAINT	VDG	VC359		80		MAGAGNOSC	AO
MOSQUEE	CHEMIN	DE LA	VDG	VC44		730	6 m	MAGAGNOSC	AT
MOULIN	PLACE	DU	VDG	VCP300		80		MAGAGNOSC	AK
MOUTONNE {EX LAUVE}	CHEMIN	DE LA	VDG					MAGAGNOSC	AN
OISEAUX	RUE	DES	VDG	VC178		110	6 m	MAGAGNOSC	AH
OLIVETTE	CHEMIN	DE L'	VP			65		MAGAGNOSC	AT
PASCALE	CHEMIN	DE LA	VDG	CR		620		MAGAGNOSC	AM

PENITENTS BLANCS	PLACE	DES	VDG	VCP317		150		MAGAGNOSC	AK
PILASTRE	PLACE	HENRI	VDG	VCP264		80		MAGAGNOSC	AI
PILON DE MAGAGNOSC	CHEMIN	DU	VDG	VC172		4 098	< à 3,5 m	MAGAGNOSC	AI / AB / AE
PLAINES DE MAGAGNOSC	CHEMIN	DES	VDG	VC45		217	6,50 m	MAGAGNOSC	AR
PLATRIERE	CHEMIN	DE LA	VDG	VC175		1 450	8,50 m	MAGAGNOSC	AM / CS
PRIOUR	CHEMIN	DU	VDG	VC181		375	5 m	MAGAGNOSC	AO / AH
PRUNELLIERS	CHEMIN	DES	VDG	VC169		1 363		MAGAGNOSC	AB
SARREE	CHEMIN	DE LA	VDG	VC146		950	6,50 m	MAGAGNOSC	AI
SERRURIERS	RUE	DES	VDG	VC369		150		MAGAGNOSC	AI
TAMARIS	TRAVERSE	DES	VDG	VC374		65		MAGAGNOSC	AX
THIBAUD	PLACE	ROLAND	VDG					MAGAGNOSC	AO
THORONET	PLACE	DU	VDG	VCP376		400		MAGAGNOSC	AI
TREILLE	CHEMIN	DE LA	VDG	VC138		6	6,50 m	MAGAGNOSC	AL
VENCE	CHEMIN	DE	VDG	VC145		1 755	6,50 m	MAGAGNOSC	AH / AO / AI
VIOLETTES	IMPASSE	DES	VP			85		MAGAGNOSC	AO
ZILLER	AVENUE	PIERRE	CD	RD2085		900		MAGAGNOSC	AP/AR/AS
LAUVE	CHEMIN	DE LA	VDG	VC94		203	10 m	MAGAGNOSC	AN
NAPOLEON	ROUTE			RD6085		3 300	15 m	MAGAGNOSC	AC / AZ / BC
RENOIR	AVENUE	AUGUSTE	CD	RD2085		3 360	15 m	MAGAGNOSC	AH/AK/AO/AI/AN
RICORD	TRAVERSE		VP			110		MAGAGNOSC	AH
RIOU	CHEMIN	DU	VDG	CR		130		MAGAGNOSC	AP
ROUMEGUONS	RUE	DES	VDG	VC344		80	6,50 m	MAGAGNOSC	AK
ROUMEGUONS	TRAVERSE	DES	VDG	VC345		45		MAGAGNOSC	AK
ROUMEGUONS	CHEMIN	DES	VDG	VC171		420	6 m	MAGAGNOSC	AK
ROUMEGUONS	ROND POINT	DES	RP					MAGAGNOSC	AK

MARRONNIERS									
GRILLONS	RUE	DES	VDG	VC59		240	8 m	MARRONNIERS	BP
LIBERATION	AVENUE	DE LA	CD	RD2562		1 400	12 m	MARRONNIERS	BO / BR
MARRONNIERS	AVENUE	DES	VDG	VC68		120	12 m	MARRONNIERS	BO
POUIRAQUE	CHEMIN	DE LA	VDG	VC23		944	8 m	MARRONNIERS	BP / BM / BO
POUIRAQUE	TRAVERSE	DE LA	VP					MARRONNIERS	BR

PLASCASSIER									
ADRETS	CHEMIN	DES	VDG	VC5		300	7m	PLASCASSIER	DN
BELLONIERE	CHEMIN	DE LA	VDG	VC129		300	6,50 m	PLASCASSIER	DL
BOURGAREL-BENOIT	RUE	LOUISE	VP	VP				PLASCASSIER	DL
BRASSAURIS	CHEMIN	DE	VDG	VC30		451	6 m	PLASCASSIER	DK / DO / DP
CARIGNAN	CHEMIN	DU	VDG	VC35		950	8 m	PLASCASSIER	DM
CASTELLARAS	CHEMIN	DU	VDG	VC405		450	6 m	PLASCASSIER	DN
CIGALES	TRAVERSE	DES	VP			18		PLASCASSIER	DL
CINSAULT	CHEMIN	DU	VDG	VC35		620	8 m	PLASCASSIER	DK / DL
CROIX	CHEMIN	DE LA	CD	RD404		440	12 m	PLASCASSIER	DK / DO / DL
CROIX	CHEMIN	DE LA	VDG	VC167		650	8 m	PLASCASSIER	DL
DAME	CHEMIN	DE LA	VDG	VC130		300	6 m	PLASCASSIER	DL
DONAT	PLACE	SAINT	VDG	VCP350		1 050		PLASCASSIER	DL
ETENDOIR	PLACE	DE L'	VDG	VCP236		100		PLASCASSIER	DL
FONT DE L'ORMEAU	CHEMIN	DE	VDG	CR		500		PLASCASSIER	CY
FONT VIEILLE	CHEMIN	DE	VDG	CR		370	6 m	PLASCASSIER	DM
FONTMICHEL	ROND POINT	JOSEPH DE	RP					PLASCASSIER	DN / DL
FOULON	PLACE	DU	VDG	VCP249		530		PLASCASSIER	DL
FOUR	RUE	DU	VDG	VC251		30		PLASCASSIER	DL
GARAGAÏ	CHEMIN	DU	VDG	VC128		550	8 m	PLASCASSIER	DN / DL
GROULES	CHEMIN	DES	VDG	VC17		120	6 m	PLASCASSIER	DL
LAVANDIERES	CHEMIN	DES	VDG	VC17		200	6 m	PLASCASSIER	DL
LAVANDIERES	PLACE	DES	VDG	VCP281		240		PLASCASSIER	AK
LUCIOLES	PLACE	DES	VDG	VCP287		32		PLASCASSIER	DL
LUCIOLES	TRAVERSE	DES	VDG	VC288		35		PLASCASSIER	DL
MASSEBOEUF	CHEMIN	DE	VDG	VC5		1 200		PLASCASSIER	DN / DO
MOUANS-SARTOUX	ROUTE	DE	CD	RD404		1 000	12 m	PLASCASSIER	DN
MOULIN	RUE	DU	VDG	VC361		35		PLASCASSIER	DL
MOULIN DE BRUN	CHEMIN	DU	VDG	VC126		685	10 m	PLASCASSIER	CT / CN
PANCRACE	PLACE	SAINT	VDG	VCP360		50		PLASCASSIER	DL
PANORAMA	ALLEE	DU	VP					PLASCASSIER	DO
PARETTES	CHEMIN	DES	VDG	VC128		850	6,50 m	PLASCASSIER	DI / DK / CY
PIECHAL	CHEMIN	DU	VDG	CR	CR	1 000	7,50 m	PLASCASSIER	CW

PLASCASSIER	ROUTE	DE	CD	RD4		5 000	12 m	PLASCASSIER	CV / CZ / DH / CY
ROSE DE MAI	TRAVERSE		VDG	VC407		200	8 m	PLASCASSIER	DL
ROURE DE LA GACHE	CHEMIN	DU	VDG	VC35		1 420	8 m	PLASCASSIER	DI / DK / CY
ROURE DE LA GACHE	TRAVERSE	DU	VDG	VC		204		PLASCASSIER	DK
SERVAN	CHEMIN	DU	CD	RD404		450	12 m	PLASCASSIER	DL
VALBONNE	ROUTE	DE	CD	RD4		1 500	12 m	PLASCASSIER	DM / DL
VERGONIE	RUE	ELIE	VDG	VC397		17		PLASCASSIER	DL
VIGNES	CHEMIN	DES	VDG	VC188		130	6,50 m	PLASCASSIER	DL
VINGT QUATRE AOUT 1944	ROND POINT	DU	RP	NC				PLASCASSIER	DL
ONZE NOVEMBRE	RUE	DU	VDG	VC309		20		PLASCASSIER	DL
ORATOIRE	CHEMIN	DE L'	VDG	VC131		150		PLASCASSIER	DL

SAINT ANTOINE									
ALOUETTES	CHEMIN	DES	VDG	VC154		500	8,50 m	SAINT ANTOINE	CI / CK
ANTOINE	PLACE	SAINT	VDG	VCP347		520		SAINT ANTOINE	CH
BASTIDES	CHEMIN	DES	VDG	VC15		1 090	8 m	SAINT ANTOINE	BW / CH / CI
CASTORS	CHEMIN	DES	VDG	VC14		1 050	8 m	SAINT ANTOINE	EK / CI / CK
CHAPELLE SAINT ANTOINE	CHEMIN	DE LA	VDG	VC164		784	8 m	SAINT ANTOINE	CE / CH / CK
COMTESSES	CHEMIN	DES	VDG	VC117		321	6 m	SAINT ANTOINE	BY / CE / CH
COMTESSES	TRAVERSE	DES	VDG	VC		80		SAINT ANTOINE	CE
DUNANT	AVENUE	HENRI	VDG	VC14		700	8 m	SAINT ANTOINE	BO / BY / CH
GRAND CHENE	CHEMIN	DU	VDG	VC46		773	10 m	SAINT ANTOINE	BW / EL / EK
LOUBONNIERES	CHEMIN	DES	VDG	VC116		1 371	6,50 m	SAINT ANTOINE	BX / BY / CH
MAS	CHEMIN	DES	VDG	VC119		550	8,50 m	SAINT ANTOINE	CK
MICHEL	CHEMIN	DE SAINT	VDG	VC149		350	6,50 m	SAINT ANTOINE	BW
ŒILLETS	TRAVERSE	DES	VP					SAINT ANTOINE	BY
PEGOMAS	ROUTE	DE	CD	RD9		3 500	12 m	SAINT ANTOINE	EN / EO / EM
ROSE DE MAI	CHEMIN	DE LA	VDG	CR		460	5 m	SAINT ANTOINE	EL
SOUVENIR FRANCAIS	ESPLANADE	DU						SAINT ANTOINE	EO
TOURACHE	CHEMIN	DE LA	VDG	VC414		4 000	8 m	SAINT ANTOINE	EI/EM/EN
TOURACHE	ROND POINT	DE LA	RP					SAINT ANTOINE	EK

SAINT CHRISTOPHE									
ACACIAS	CHEMIN	DES	VDG	VC49		900	7 m	SAINT CHRISTOPHE	AV / AP
ARBOUSIERS	CHEMIN	DES	VDG	CR		450		SAINT CHRISTOPHE	AV
BEAUSITE	ALLEE		VDG	VC121		230		SAINT CHRISTOPHE	AW
BELLEVUE	BOULEVARD		CD	RD111		320		SAINT CHRISTOPHE	AZ / AX
BELLEVUE	ALLEE		VDG	VC124	400,0	400		SAINT CHRISTOPHE	AZ
BELVEDERE	ALLEE	DU	VDG	VC126		117		SAINT CHRISTOPHE	AW
BOIS	ALLEE	DU	VDG	CR		90	6 m	SAINT CHRISTOPHE	AZ
BOSQUET	ALLEE	DU	VDG	VC139		90		SAINT CHRISTOPHE	AW
BOSQUET	CHEMIN	DU						SAINT CHRISTOPHE	AC/AD
CHRISTOPHE	CHEMIN	DE SAINT	VDG	VC38		1 600	6 m	SAINT CHRISTOPHE	AX / AW / AV
CHRISTOPHE	PLACE	SAINT	VDG	VCP3049		150		SAINT CHRISTOPHE	AV
CHRISTOPHE	ANCIEN CHEMIN	DE SAINT	VP			1 100		SAINT CHRISTOPHE	AV / AX
CHRISTOPHE	MONTEE	DE SAINT	VDG	VC144		180		SAINT CHRISTOPHE	AV
CISTES	TRAVERSE	DES	VP					SAINT CHRISTOPHE	AW
CORNICHE	SENTIER	TOURIST.DE	VDG					SAINT CHRISTOPHE	AW
CROISSET	AVENUE	FRANCIS DE	CD	RD2085		1 100	12 m	SAINT CHRISTOPHE	AT / AV

SAINT CLAUDE									
AGAPANTHES	ALLEE	DES	VDG	VC200				SAINT CLAUDE	CL
AGATHEES	ALLEE	DES	VP					SAINT CLAUDE	CL
ALAMBIC	ROND POINT	DE L'	RP					SAINT CLAUDE	CI
ALTHEAS	ALLEE	DES	VP					SAINT CLAUDE	CL
ANDON	ROND POINT	JEAN D'	RP					SAINT CLAUDE	CN
AROMES	CHEMIN	DES	VDG	CR			3,50 m	SAINT CLAUDE	CL/CM
BACCARA	AVENUE		VP					SAINT CLAUDE	CL
BASTIDON	CHEMIN	DES	VP			230		SAINT CLAUDE	BW
CANNES	ROUTE	DE	VDG	VC		4 300	18/21 m	SAINT CLAUDE	DW / DX / DY
CAPUCINS	CHEMIN	DES	VDG	VC26		750	10 m	SAINT CLAUDE	BZ / BY / CD
CAPUCINS	IMPASSE	DES	VP					SAINT CLAUDE	CD / CE
CAROL	RUE	MARTINE	VDG	VC48		180		SAINT CLAUDE	CE
CAROL	PLACE	MARTINE	VDG	VC410	V	500		SAINT CLAUDE	CE
CASTAGNIE	MONTEE	DU	VP			105		SAINT CLAUDE	CE
CAVALERIE	CHEMIN	DE LA	VDG	VC159		550		SAINT CLAUDE	CD / CE
CAVALERIE	TRAVERSE	DE LA	VDG	VC404		60		SAINT CLAUDE	CE
CHAMPIN-SILHOL	SQUARE	GENEVIEVE	VDG					SAINT CLAUDE	CE
CHASSEURS	CHEMIN	DES	VDG	VC151		250		SAINT CLAUDE	BL / BZ
COLLET	TRAVERSE	DU	VP					SAINT CLAUDE	BY
EGLANTINES	TRAVERSE	DES	VP					SAINT CLAUDE	CE
GARDES	CHEMIN	DES	VDG	VC118		280	6 m	SAINT CLAUDE	CE
GERBERES	ALLEE	DES	VP					SAINT CLAUDE	CL
GERMENDREES	ALLEE		VP					SAINT CLAUDE	CL
MOULIN DE BRUN	TRAVERSE	DU	VDG	VC12		70		SAINT CLAUDE	CN
OLIVERAIE	AVENUE	DE L'	VDG	VC179		140	6 m	SAINT CLAUDE	BY
ORME	CHEMIN	DE L'	VDG	VC11		982		SAINT CLAUDE	DE / CM / CN
PAGNOL	BOULEVARD	MARCEL	VDG	VC18		780	12/15 m	SAINT CLAUDE	CL
PERVENCHES	TRAVERSE	DES	VDG	VC319		90		SAINT CLAUDE	BL
PHAROS	TRAVERSE		VDG	VC56		130	8 m réalisé	SAINT CLAUDE	CD / CE
PINS	IMPASSE	DES	VP			300	5 m	SAINT CLAUDE	CD
PLATEAU DES TILLEUILS	ALLEE	DU	VP			75		SAINT CLAUDE	CE
POISSONIERS	CHEMIN	DES	VDG	VC13		1 014	8,50 m	SAINT CLAUDE	CD / CM / CN

POMPIDOU	AVENUE	GEORGES	VC	VC		1 150	18 m	SAINT CLAUDE	CE / CK
PUITS	ALLEE	DU	VP			210		SAINT CLAUDE	CE
PUITS	TRAVERSE	DU	VP			25		SAINT CLAUDE	CE
QUATRES CHEMINS	ROND POINT	DES	RP					SAINT CLAUDE	CL
RAINERI	RUE	MARGUERITE	VDG	VC				SAINT CLAUDE	BZ
RAPHAEL	AVENUE		VP					SAINT CLAUDE	CE
STELLA BELLA	ALLEE		VP			175		SAINT CLAUDE	CE

SAINT FRANCOIS									
AUBEPINES	CHEMIN	DES	VDG	VC39		520	6 m	SAINT FRANCOIS	HL
BASSES RIBES	CHEMIN	DES	VDG	VC110		3 230	8,50 m	SAINT FRANCOIS	BN / BP / BR
BELLETRUD	BOULEVARD	DU DOCTEUR	CD	RD4		2 350		SAINT FRANCOIS	HS / HR
CASCADE ZOLA	ALLEE	DE LA	VP			70	4 m	SAINT FRANCOIS	BM
CHAPELLE	CHEMIN	DE LA	VDG	CR		550		SAINT FRANCOIS	HM
CHAPELLE SAINT FRANCOIS	CHEMIN	DE LA	VDG	VC36		250	6 m	SAINT FRANCOIS	HL / HM
CHIRIS	BOULEVARD	EMILIE	VDG	VC105		300	8 m	SAINT FRANCOIS	HF
CITRONNIERS	CHEMIN	DES	VDG	CR		130		SAINT FRANCOIS	BM
CLAIRETTE	CHEMIN	DE	VDG	CR		800		SAINT FRANCOIS	HS
COTEAU	TRAVERSE	DU	VDG	VC224		130		SAINT FRANCOIS	BM
ESTRAMOUSSE	BOULEVARD	D'	VDG	VC108		1 190	6 m	SAINT FRANCOIS	HM / HR
ESTRAMOUSSE	VIEUX CHEMIN	D'	VDG	CR		200		SAINT FRANCOIS	HR
FARIGOULETTE	CHEMIN	DE LA	VDG	CR107		270		SAINT FRANCOIS	HP
FONTAINE	CHEMIN	DE LA	VDG	CR		100		SAINT FRANCOIS	HM
FOUQUES	AVENUE		VDG	VC2		400	6 m	SAINT FRANCOIS	BN
FRANCOIS	PLACE	DE SAINT	VDG	VCP351		200		SAINT FRANCOIS	HM
FRANCOIS	ROUTE	DE SAINT	CD	RD13		850	12 m	SAINT FRANCOIS	HL / HM
GRESSIER	CHEMIN	DU	NC					SAINT FRANCOIS	HL
HILAIRE	TRAVERSE	SAINT	VDG	VC10		350	6 m	SAINT FRANCOIS	BM / BN
JUGAN	RUE	JEANNE	VDG	VC1		950		SAINT FRANCOIS	BM / HS / HP
MAUPASSANT	AVENUE	GUY DE	CD	RD13		1 550	12 m	SAINT FRANCOIS	BH / BN / HP
NAPOLEON	TRAVERSE		VDG	VC304	VC	270		SAINT FRANCOIS	BM
NOAILLES	CHEMIN	DE	VDG	VC106		410		SAINT FRANCOIS	HP / HO
ORMEAUX	ALLEE	DES	VP			240		SAINT FRANCOIS	BM
PASTEUR	BOULEVARD	LOUIS	CD	RD4		2 300	12 m	SAINT FRANCOIS	BM / HS
PEYMEINADE	ROUTE	DE	VDG	VC140		3 600	8,50 m	SAINT FRANCOIS	HL
PLATEAU SAINT HILAIRE	CHEMIN	DU	VDG	VC58		70	6 m	SAINT FRANCOIS	BN
RIBES	TRAVERSE	DES	VDG	VC338		125		SAINT FRANCOIS	BM
SAINT FRANCOIS	CHEMIN	DES	VDG	VC1		1 503		SAINT FRANCOIS	HS / HP / HR
SAUVEUR	PLACE	SAINT	VDG	VCP361		620		SAINT FRANCOIS	HP
SCHLEY	BOULEVARD		VDG	RD13		1 300	12 m	SAINT FRANCOIS	HM / HN / HP
SCHLEY	SQUARE	BARNAY	VDG					SAINT FRANCOIS	HM

TIGNET	CHEMIN	DU	VDG	VC161		980		SAINT FRANCOIS	BP / BH / HN
TROIS PORTES	RUE	DES	VDG	VC76		250	6 m	SAINT FRANCOIS	BN
VACANCES	CHEMIN	DES	VDG	CR		250	6 m	SAINT FRANCOIS	BN / HN
VALLEE VERTE	ROUTE	DE LA	VDG	VC47		1 390	7,50 m	SAINT FRANCOIS	HL / HN

SAINT JACQUES									
ACANTHES	CHEMIN	DES	VP					SAINT JACQUES	EX
AICARD	AVENUE	JEAN	VDG	VC62		313	7 m	SAINT JACQUES	BS
ARBAUD	RUE	JOSEPH D'	VDG	VC64		160		SAINT JACQUES	BS
ARENE	AVENUE	PAUL	VDG	VC70		385	8 m	SAINT JACQUES	BS
AUBANEL	TRAVERSE		VDG	VC107		90		SAINT JACQUES	BS
AUDIBERGUE	RUE	DE L'	VDG	VC109		322		SAINT JACQUES	BO
AURIBEAU	ROUTE	D'	CD	RD609		2 490	12 m	SAINT JACQUES	BI / ET / ES / EX
BASSES MOULIERES	CHEMIN	DES	VDG	VC28		2 496	10 m	SAINT JACQUES	BV / EN / EO / BT
BERGER	ALLEE	DU	VP					SAINT JACQUES	EX
BOIS DE LA BEISSE	SENTIER	DU	NC					SAINT JACQUES	EX
BRIGITTE	CHEMIN	DE SAINTE	VDG	VC112		360	7 m	SAINT JACQUES	BO / BR
BUIS	ALLEE	DES	VDG	VC140		79		SAINT JACQUES	BS
CAMPANETTES	IMPASSE	DES	VDG	CR		500		SAINT JACQUES	EY / EZ
CAMPANETTES	CHEMIN	DES	VDG	VC21		865	8,50 m	SAINT JACQUES	EY / EZ
CANTEPERDRIX	CHEMIN	DE	VDG	VC20		1 200	8,5	SAINT JACQUES	EW / EY / EX
CHATEAUFOLIE	CHEMIN	DE	VDG	VC19		800	8 m	SAINT JACQUES	BW / BX / BO
CHENAIE	CHEMIN	DE LA	VDG	CR		530		SAINT JACQUES	BV
CHENES	CHEMIN	DES	VDG	VC34		700	10 m	SAINT JACQUES	BR
CHEVREFEUILLES	CHEMIN	DES	VDG	VC19		1 400	8/10 m	SAINT JACQUES	BV / EL / EN / ER
CIGALES	CHEMIN	DES	VDG	VC22		631	8,50 m	SAINT JACQUES	EX / ES / EW
CLAIR LOGIS	AVENUE		VDG	VC52		110		SAINT JACQUES	BO
ESTEREL	RUE	DE L'	VDG	VC269		250	8 m	SAINT JACQUES	BO
FER A CHEVAL	ALLEE	DU	VP			180		SAINT JACQUES	EX
FIORETTI	CHEMIN	DES	VP			370	8,50 m	SAINT JACQUES	HI
FRAYERE	CHEMIN	DE LA	VDG	CR		1 050		SAINT JACQUES	EZ
HALTE	ROND POINT	DE LA	RP					SAINT JACQUES	BR
ICARD	BOULEVARD	LOUIS	VDG	VC40		1 300	8,50 m	SAINT JACQUES	BO / BR
LAVANDES	CHEMIN	DES						SAINT JACQUES	EX
MISTRAL	PLACE	FREDERIC	VDG	VCP259		3 600		SAINT JACQUES	BS
MISTRAL	AVENUE	FREDERIC	VDG	VC40		1 400	15 m	SAINT JACQUES	BO / BR
MOTTET	AVENUE		VDG	VC114		266	8,50 m	SAINT JACQUES	ES
MOTTET	PLACE		VDG	VCP				SAINT JACQUES	

NEGRIN	RUE	EMILE	VDG	VC163		80		SAINT JACQUES	BS
NOTRE DAME DES CHENES	ALLEE		VDG	VC306		47		SAINT JACQUES	BS
OLIVERAIE	TRAVERSE	DE L'	VDG	VC55		40		SAINT JACQUES	BO
PONTETS	CHEMIN	DES	VP			145		SAINT JACQUES	BX
SABOLY	AVENUE		VDG	VC187		130		SAINT JACQUES	BS
SENEQUIER	AVENUE	PAUL	VDG	VC		53		SAINT JACQUES	BT / BS
SOURCE	CHEMIN	DE LA	VDG	VC24		1 218	8 m	SAINT JACQUES	ES / ER / EP
SOUVENIR	CHEMIN	DU	VDG	VC150		150	6 m	SAINT JACQUES	BO / BR
STADE	TRAVERSE	DU	VDG	VC193		65	5 m	SAINT JACQUES	BR
TAI BRIBOSIA	CHEMIN		VDG	VC115		300	8 m	SAINT JACQUES	BT
TETE DE LION	CHEMIN	DE LA	VDG	VC115		800	8 m	SAINT JACQUES	BW / BV / BT
VALLEE	CHEMIN	DE LA	VP				5 m	SAINT JACQUES	EW
VALLON	SENTIER	DU	VP					SAINT JACQUES	BT
VICTOIRE DU 8 MAI 1945	AVENUE	DE LA	VP			300		SAINT JACQUES	BT
VICTORINE	CHEMIN	DE LA	VDG	VC113		110	5 m	SAINT JACQUES	BR
VICTORINE	CHEMIN	DE LA	VDG	CR		340		SAINT JACQUES	BO
VIEUX COLOMBIER	AVENUE	DU	VP			650		SAINT JACQUES	EX
VIVIER	CHEMIN	DU	VDG	VC33		900	8 m	SAINT JACQUES	ET / ES / EO
DAUDET	AVENUE	ALPHONSE	VDG	VC101		430		SAINT JACQUES	BS / BT
DEVOLUY	AVENUE	PIERRE	VDG	VC73		70	8 m	SAINT JACQUES	BS
DONSIMONI	ALLEE	GERMAIN	VP			120		SAINT JACQUES	BW
DRAGUIGNAN	ROUTE	DE	CD	RD2562		2 600	16 m	SAINT JACQUES	BP / BR / EY
JASMINS	IMPASSE	DES	VDG	VC195		50		SAINT JACQUES	BS
RAYBAUD	AVENUE	FELIX	CD	RD609		260	12 m	SAINT JACQUES	BR
ROUMANILLE	AVENUE		VDG	VC186		200		SAINT JACQUES	BS
ROURES	ALLEE	DES	VP			280		SAINT JACQUES	BT

SAINT JOSEPH									
JOSEPH	CHEMIN	DE SAINT	VDG	VC35		800	8 m	SAINT JOSEPH	CZ / DE
JOSEPH	PLACE	SAINT	VDG	VCP353		3 600		SAINT JOSEPH	CZ
MONTMEYAN	CHEMIN	DE	VDG	CR		550		SAINT JOSEPH	CV / CT

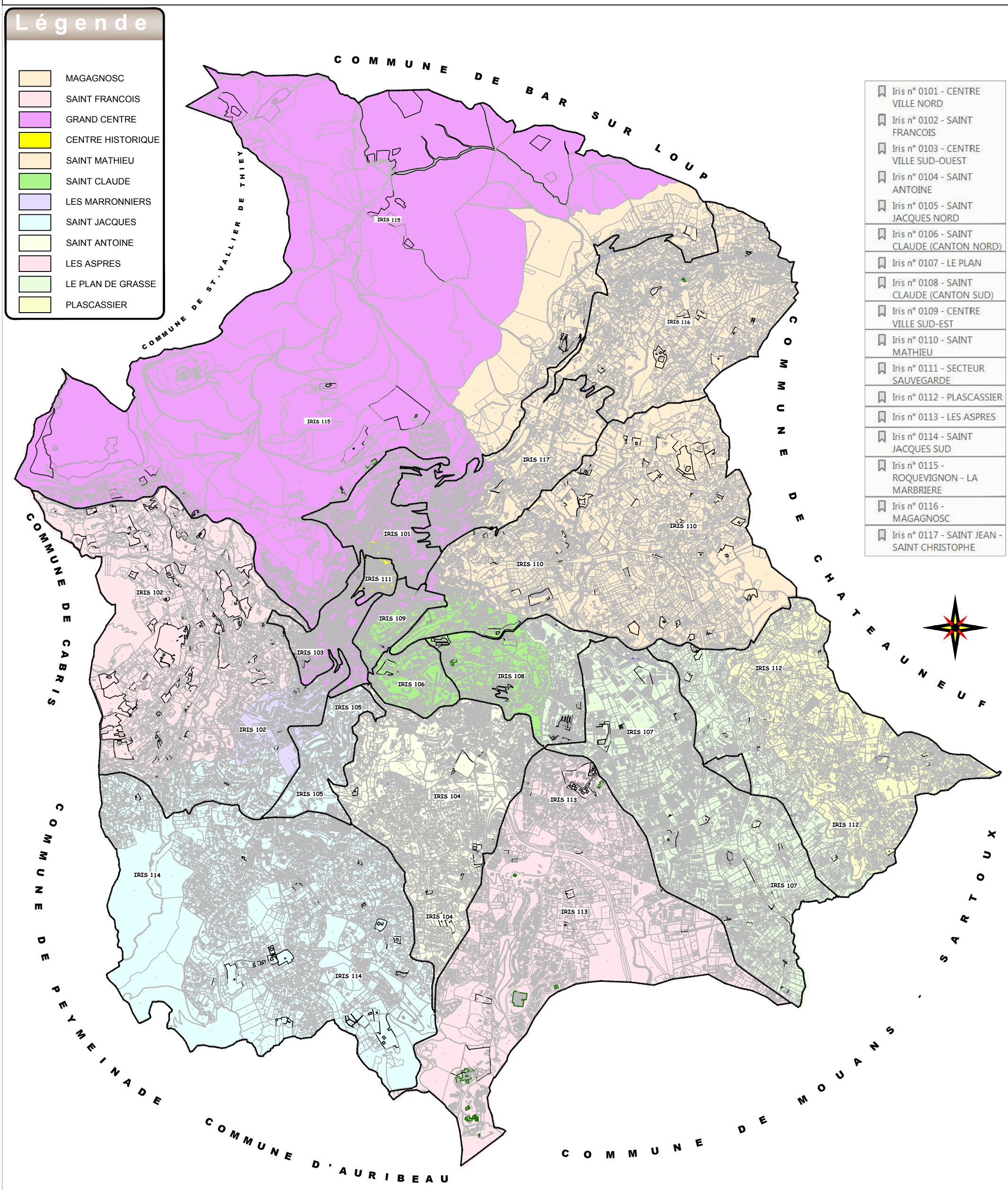
SAINT MATHIEU									
DUPONT	TRAVERSE		VDG	VC409		65	6 m	SAINT MATHIEU	BK
MATHIEU	ROUTE	DE SAINT	CD	RD7		5 500	12 m	SAINT MATHIEU	BK / BL / CY
MATHIEU	PLACE	DE SAINT	VDG	VCP358		575		SAINT MATHIEU	CW
MOULINS	TRAVERSE	DES	VDG	VC303		80		SAINT MATHIEU	
OSSOLA	CHEMIN		VDG	CR				SAINT MATHIEU	
PONT DE NICE	CHEMIN	DU	VP					SAINT MATHIEU	CT
ROUREE	CHEMIN	DE LA	VDG	VC27		996	8 m	SAINT MATHIEU	CY / CW

SAINTE ANNE									
ANNE	CHEMIN	DE SAINTE	VDG	VC10		1300	7 m	SAINTE ANNE	BP / BN / HL
ANNE	VIEUX CHEMIN	DE SAINTE	VDG	VC32		660	6,50 m	SAINTE ANNE	EZ / HK / HI
ANNE	PLACE	DE SAINTE	VDG	VCP362		935		SAINTE ANNE	HL / HK
CERCLE	CHEMIN	DU	VDG	VC164		300	6 m	SAINTE ANNE	HL / HK
PANOUCHE	CHEMIN	DE LA	VDG	VC147		360	7,50 m	SAINTE ANNE	HK
PAQUERETTES	CHEMIN	DES	VDG	VC174		250	5 m	SAINTE ANNE	HL
PRE D'AGNEAU	CHEMIN	DU	VP					SAINTE ANNE	EZ / HK
PRES	CHEMIN	DES	VDG	VC165		150	5 m	SAINTE ANNE	HL

DEMOCRATIE PARTICIPATIVE

CONSEIL DE QUARTIERS / PERIMETRE ET FONCTIONNEMENT

PROJET



DEMOCRATIE PARTICIPATIVE

CONSEIL DE QUARTIERS / PERIMETRE ET FONCTIONNEMENT

ETAT DES LIEUX AVEC PROPOSITIONS

Légende

- LA MARBRIERE
- MAGAGNOSC
- SAINT FRANCOIS
- GRAND CENTRE
- CENTRE HISTORIQUE
- SAINT MATHIEU
- SAINT CLAUDE
- LES MARRONNIERS
- SAINT JACQUES
- SAINT ANTOINE
- LES ASPRES
- LE PLAN DE GRASSE
- PLASCASSIER

- Iris n° 0101 - CENTRE VILLE NORD
- Iris n° 0102 - SAINT FRANCOIS
- Iris n° 0103 - CENTRE VILLE SUD-OUEST
- Iris n° 0104 - SAINT ANTOINE
- Iris n° 0105 - SAINT JACQUES NORD
- Iris n° 0106 - SAINT CLAUDE (CANTON NORD)
- Iris n° 0107 - LE PLAN
- Iris n° 0108 - SAINT CLAUDE (CANTON SUD)
- Iris n° 0109 - CENTRE VILLE SUD-EST
- Iris n° 0110 - SAINT MATHIEU
- Iris n° 0111 - SECTEUR SAUVEGARDE
- Iris n° 0112 - PLASCASSIER
- Iris n° 0113 - LES ASPRES
- Iris n° 0114 - SAINT JACQUES SUD
- Iris n° 0115 - ROQUEVIGNON - LA MARBRIERE
- Iris n° 0116 - MAGAGNOSC
- Iris n° 0117 - SAINT JEAN - SAINT CHRISTOPHE

COMMUNE DE BAR SUR LOUP

COMMUNE DE ST-VALLIER DE THIEY

COMMUNE DE CHATEAUNEUF

COMMUNE DE CABRIS

COMMUNE DE PEYMEINADE

COMMUNE D'AURIBEAU

COMMUNE DE MOUANS-SARTOUX

OK

OK

OK

OK

OK

IRIS 115

IRIS 116

IRIS 117

IRIS 110

IRIS 101

IRIS 111

IRIS 102

IRIS 103

IRIS 109

IRIS 106

IRIS 108

IRIS 105

IRIS 104

IRIS 107

IRIS 112

IRIS 113

IRIS 114

SAINT JACQUES

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-92-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

2021 - 92 DEMOCRATIE PARTICIPATIVE
CONSEILS DE QUARTIERS
PERIMETRE ET FONCTIONNEMENT

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-92-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-92-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021 - 92

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

DEMOCRATIE PARTICIPATIVE
CONSEILS DE QUARTIERS
PERIMETRE ET FONCTIONNEMENT

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet de préciser le périmètre des quartiers ainsi que le fonctionnement des conseils de quartiers à compter du 1er juillet 2021.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
JURIDIQUE	/	/

Monsieur François ROUSTAN expose :

Vu l'article L. 2143-1 du code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du 27 juin 2000 adoptant le fonctionnement des conseils de quartier,

Vu la délibération du 4 décembre 2001 fixant le périmètre des quartiers et créant des conseils de quartiers,

Vu la délibération du 23 septembre 2015 sur le fonctionnement des conseils de quartier,

En raison de son étendue, Grasse fait partie des villes pionnières en matière de démocratie de proximité puisque depuis plusieurs décennies, la ville a organisé ses hameaux, les dotant de Mairies annexes, d'élus municipaux délégués, d'agents municipaux administratifs, techniques et de policiers municipaux.

Considérant que dès 1995, étaient créés les Conseils de Quartiers devançant le projet de Loi intitulé « Démocratie de proximité » qui rend obligatoire la mise en place des conseils de quartier dans les villes de 80 000 habitants,

Considérant qu'il est souhaité préciser les quartiers sur lesquels sont mis en place des conseils de quartiers, préciser leurs limites,

Considérant qu'il est important que chaque administré de notre commune participe à la politique locale dont les conseils de quartiers sont un élément,

Considérant qu'il est souhaité reconduire les conseils de quartiers dans les secteurs suivants :

- MAGAGNOSC – SAINT-MATHIEU – SAINT-JEAN – LA MADELEINE - SAINT-CHRISTOPHE
- SAINT-FRANCOIS – LES RIBES – SAINT SAUVEUR
- LES MARRONNIERS
- SAINT-JACQUES - SAINTE-ANNE
- SAINT-ANTOINE
- LES ASPRES - LES FLEURS DE GRASSE
- PLASCASSIER

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-92-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

- SAINT-CLAUDE
- LE PLAN DE GRASSE

Considérant que depuis la création de ces quartiers en 2015 et des enjeux socio-économiques, environnementaux et dans une volonté d'associer tous les habitants à la vie de la cité, il a été décidé de créer le quartier du grand-centre.

I- NATURE JURIDIQUE DES CONSEILS DE QUARTIERS

Ils sont créés conformément à l'Article L 2943-2 du Code des Collectivités Territoriales qui stipule « le Conseil Municipal peut créer des Conseils de Quartiers sur tout problème d'intérêt communal concernant tout ou partie du territoire de la Commune, comprenant des personnes qui peuvent ne pas participer au Conseil, notamment des représentants des associations locales ».

II – PERIMETRE :

Des conseils de quartiers sont constitués sur les secteurs suivants conformément au plan joint :

- MAGAGNOSC – SAINT-MATHIEU – SAINT-JEAN – LA MADELEINE - SAINT-CHRISTOPHE
- SAINT-FRANCOIS – LES RIBES – SAINT-SAUVEUR
- LES MARRONNIERS
- SAINT-JACQUES - SAINTE-ANNE
- SAINT-ANTOINE
- LES ASPRES - LES FLEURS DE GRASSE
- LE PLAN DE GRASSE
- PLASCASSIER
- SAINT-CLAUDE
- LE GRAND CENTRE

III – COMPOSITION DES CONSEILS DE QUARTIERS

Les Conseils de Quartiers seront composés outre les élus de quartiers dans le respect du principe de représentation proportionnelle, de résidants à titre principal dans le quartier, de représentants de la vie associative, de professionnels.

Ces Conseils de Quartiers seront composés d'un maximum de 25 personnes.

IV - NOMINATION DES MEMBRES DES CONSEILS DE QUARTIERS

Il sera fait appel à candidature spontanée auprès des populations concernées. Cet appel à candidature sera réalisé par voie d'affichage dans les Mairies Annexes et en Mairie Principale.

Les demandes seront reçues par les Conseillers Municipaux Délégués de Quartiers et diligentées par lesdits Conseillers Municipaux auprès de Monsieur le Maire.
Le candidat devra habiter le quartier en résidence principale.

Les listes des membres des Conseils de Quartiers seront fixées par Arrêté du Maire. Une communication en sera faite lors d'une séance du Conseil Municipal de la Ville.

Ces nominations interviendront après une étude approfondie de chaque candidature, sur la base d'un courrier de motivation. Il sera tenu compte de la connaissance de la vie du quartier et de l'assiduité de chaque candidat. En cas de deux absences constatées non motivées, sa nomination pourra être remise en question.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-92-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

V- MISSION DES CONSEILS DE QUARTIERS :

Son rôle est consultatif, Il recense les besoins du quartier, détermine l'urgence des problèmes à régler, propose à l'Assemblée Communale un rapport annuel dans les domaines suivants :

a) Environnement et cadre de vie,
b) Social et scolaire,
c) Voirie, Circulation, Stationnement, Eclairage Public,
d) Commerce et Animation,
e) Sécurité,
f) Urbanisme-Aménagement.

Seules seront évoquées les questions d'ordre public, ce qui exclut tout litige d'ordre privé, sauf si à titre exceptionnel, celui-ci met en cause le bon ordre public,

Par ailleurs, les Conseils de Quartiers ont pour mission l'information du Quartier sur les principales orientations de la politique municipale, lieu de convergence des énergies positives, un laboratoire d'idées et de perspectives, rassemblant des hommes et des femmes de bonne volonté pour tracer l'avenir.

VI - REUNION DES CONSEILS DE QUARTIERS :

1° Les tenues de ces Conseils auront lieu au moins 2 fois par an, dans les locaux des mairies annexes des quartiers et en mairie principale.

2° Les convocations aux séances des Conseils de Quartiers seront transmises huit jours francs avant la date de la réunion par Monsieur le Maire, qui fixera l'ordre du jour, avec Mesdames et Messieurs les Conseillers Municipaux Délégués des Quartiers.

Mesdames et Messieurs les Conseillers Municipaux Délégués des Quartiers auront pris soin auparavant de consulter les membres des Conseils de Quartiers pour proposer les questions à mettre à l'ordre du jour.

3° Une fois par an Monsieur le Maire mettra en lumière les travaux réalisés par les conseils de quartiers à l'occasion des vœux dans l'ensemble des quartiers concernés.

VII - TENUE DES SEANCES :

La Présidence est dévolue à Monsieur le Maire ou à défaut à son élu de quartier. La police de l'Assemblée appartient au Président de séance.

Rôle du Président de séance

- Il ouvre et dirige les débats, accorde la parole et maintient l'ordre des discussions. Il peut à tout moment suspendre la séance et prononcer sa clôture.

Secrétariat et compte-rendu des séances :

- Il sera dressé procès-verbal à chaque séance par un secrétaire de séance, désigné à cet effet qui en fera un compte-rendu.

Ceux-ci seront communiqués in extenso à Monsieur le Maire.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-92-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

VIII - PRESENCE OFFICIELLE DES MEMBRES DE L'ADMINISTRATION MUNICIPALE

Monsieur le Maire peut demander à son Administration d'assister aux séances de travail des Conseils de Quartiers.

En tout état de cause, le Cabinet du Maire assurera la tenue et la direction des conseils de quartiers, il sera assisté de l'Administration municipale.

Monsieur le Maire peut décider éventuellement d'y associer les représentants d'Administration d'Etat ou de toute autre Collectivité Territoriale, ou toute autre personne compétente à sa convenance.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 10 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** les quartiers sur lesquels sont installés des conseils de quartier, leur périmètre et le fonctionnement des Conseils de Quartiers à compter du 1er juillet 2021.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-93-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

2021 - 93 BUDGET PRINCIPAL
AFFECTATION DU RESULTAT D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 2020

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-93-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-93-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021-93

DU 29 JUIN 2021

BUDGET PRINCIPAL
AFFECTATION DU RESULTAT
D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 2020

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Il s'agit d'affecter au budget supplémentaire 2021 le résultat d'exploitation cumulé de l'exercice 2020, qui se fixe à 6 464 958,98 €.

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée Municipale que, conformément à l'instruction budgétaire et comptable M14, il lui appartient d'affecter chaque année le résultat d'exploitation de l'exercice écoulé.

Il est rappelé que sur l'exercice 2020, les compétences eau potable et assainissements collectif et non collectif ayant été transférées à l'intercommunalité au 1er janvier 2020, les résultats des budgets annexes liés à ces compétences ont été repris au budget principal et transférés pour leur intégralité à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

De la même façon le budget annexe du cinéma ayant été clôturé au 31 décembre 2019, ses résultats ont été également repris au budget principal.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 10 juin 2021,

Le Conseil Municipal,

Vu le Compte Administratif 2020 de la commune statuant sur le résultat de fonctionnement de l'exercice 2020,

- **AFFECTE** le résultat au 31 décembre 2020, soit 6 464 958,98 €, selon la répartition suivante :

Section de fonctionnement

Excédent clôture exercice précédent (2019) reporté pour le budget principal	**307 281,84 €**
Reprise résultat budget eau potable	2 213 734,89 €
Reprise résultat budget assainissement	1 110 508,75 €
Reprise résultat budget SPANC	40 740,74 €
Reprise résultat budget Cinéma	15 007,63 €
Total résultats budgets annexes dissous au 31/12/2019 intégrés dans ceux du budget Principal	**3 379 992,01 €**
Résultat antérieur total reporté au budget principal (compte 002)	**3 687 273,85 €**
Résultat excédentaire de l'exercice 2020	**2 777 685,13 €**
Excédent au 31 décembre 2020 à affecter	**6 464 958,98 €**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-93-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Section d'investissement

Déficit d'investissement exercice précédent (2019) reporté budget principal	**- 5 864 758,69 €**
Reprise résultat budget eau potable	- 885 570,56 €
Reprise résultat budget assainissement	- 167 171,70 €
Reprise résultat budget SPANC	5 580,00 €
Reprise résultat budget Cinéma	43 413,09 €
Total résultats d'investissement budgets annexes dissous au 31/12/2019 intégrés dans ceux du Budget Principal	**-1 003 749,17 €**
Résultat antérieur total reporté au budget principal (compte 001)	**- 6 868 507,86 €**
Résultat excédentaire de l'exercice 2020	1 650 764,82 €
Restes à réaliser en dépenses	- 876 837,28 €
Restes à réaliser en recettes	876 837,28 €
Besoin de financement section d'investissement	**- 5 217 743,04 €**
Virement à la section d'investissement (compte 1068)	**5 217 743,04 €**
Affectation section de fonctionnement en excédent reporté (compte 002)	**1 247 215,94 €**

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 36 voix pour et 7 abstentions :
Monsieur EUZIERE (2 voix), Monsieur de FONTMICHEL (2 voix), Madame ISNARD (2 voix) et Monsieur CAMERANO.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE

NOTE DE PRESENTATION BUDGET PRINCIPAL VILLE DE GRASSE
AFFECTATION RESULTAT

Le résultat de fonctionnement est le cumul du résultat de fonctionnement reporté de 2019 (**3 687 K€**) et du résultat comptable dégagé pour les seules opérations de l'exercice 2020 (**2 778 K€**), soit un total à affecter de **6 465 K€**.
En application de l'instruction M14, le résultat de **6 465 K€ composé du résultat de l'exercice et de l'épargne reportée,** doit être affecté en priorité à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement.

Le solde peut être affecté selon le choix de l'assemblée délibérante à la section d'investissement (compte 1068 excédent de fonctionnement capitalisé) ou faire l'objet d'un report en section de fonctionnement (compte 002, excédent de fonctionnement reporté).

	MONTANTS EN K€
EMPLOIS BUDGETAIRES EN MILLIERS D'EUROS	
Dépenses réelles d'investissement	-13 898
Dépenses d'ordre d'investissement	-1 765
Remboursement de la dette hors refinancement et remboursement anticipé	-8 076
Résultat 2019	-6 869
Soit un total d'emplois de	**-30 608**
RESSOURCES BUDGETAIRES EN MILLIERS D'EUROS	
Recettes réelles d'investissement	14 262
Recettes d'ordre d'investissement	4 028
Emprunts encaissés hors refinancement net du remboursement anticipé	7 100
Soit un total de ressources	**25 390**
Besoin de financement	**-5 218**
Dépenses réelles à reporter	-877
Recettes réelles à reporter	877
SOIT UN RESULTAT NET DE	**-5 218**

On constate un déficit de financement cumulé d'investissement **de – 5 218 K€.**
Il est donc proposé d'affecter **5 218 K€ à l'investissement** au compte 1068, pour couvrir le besoin de financement.
Le solde, soit environ **1 247 K€,** est reporté au compte 002 excédent de fonctionnement capitalisé.

NOTE DE PRESENTATION

BUDGET PRINCIPAL – BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2021

APPROBATION

Ce rapport présente le budget supplémentaire 2021 de la ville de Grasse, soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

I) PRINCIPALES DISPOSITIONS

Le Budget Supplémentaire au Budget Primitif est destiné spécifiquement à reprendre et affecter les résultats de l'exercice antérieur ; il permet par ailleurs d'ajuster en dépenses et en recettes les prévisions de crédits inscrits au Budget Primitif.

Une ou plusieurs décisions modificatives peuvent être votées en cours d'année relatives à des virements de crédits de chapitre à chapitre, pour l'emploi de recettes non prévues au budget ou de dépenses ou recettes nouvelles à inscrire.

Les instructions budgétaires et comptables disposent que l'excédent de fonctionnement constaté à la clôture d'un exercice doit être affecté, au cours de l'exercice suivant, en priorité à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement y compris les restes à réaliser

A la clôture de l'exercice, le vote du Compte Administratif et du compte de gestion constitue l'arrêté des comptes (articles R221-50 et R221-90 du CGCT).
L'affectation intervient après constatation des résultats, c'est-à-dire après le vote du Compte Administratif ; elle fait l'objet d'une délibération spécifique.

La reprise des résultats de l'exercice se matérialise à la ligne budgétaire 001 « solde d'exécution de la section d'investissement » et à la ligne 002 « résultat de fonctionnement reporté », mais aussi à la ligne 1068 pour couvrir le besoin de financement de la section d'investissement.

II) REPRISE DES RESULTATS ET AFFECTATION DE L'EXERCICE 2020

La reprise des résultats au budget supplémentaire 2021 prend en compte l'affectation du résultat, qui couvre le solde d'exécution déficitaire de la section d'investissement.

Le solde du résultat de fonctionnement cumulé est repris en excédent de fonctionnement reporté.

	MONTANTS EN K€	DEPENSES	RECETTES
REPRISE RESULTATS	Fonctionnement 002		1 247
	Investissement Principal 001	5 218	
	Affectation au 1068		5 218

III) REPRISE DES RESTES A REALISER DU BUDGET PRINCIPAL

Le compte administratif 2020 ayant été voté, des restes à réaliser ont été constatés en dépenses et en recettes d'investissement.

Les restes à réaliser :

MONTANTS EN K€	DEPENSES	RECETTES
Restes à réaliser	877	877

IV) MODIFICATIONS DES CREDITS VOTES AU BUDGET PRIMITIF

L'objectif principal de ce budget supplémentaire est la reprise des résultats de l'année 2020 ainsi que les restes à réaliser ayant pour conséquence notamment de nouveaux équilibres sur les sections de fonctionnement et d'investissement.

Néanmoins, depuis le vote du budget primitif 2021 le 23 mars dernier des ajustements de crédits sont nécessaires.

IV - a) DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES SERVICES (Chapitre 011) :

Des dotations complémentaires ont été alloués notamment le gardiennage de la médiathèque (**35 K€**), ainsi que les fournitures liées au fonctionnement du centre de vaccination (**27 K€)**. Il convient de noter que pour ce dernier, une demande de remboursement a été produite auprès de l'Agence Régionale de Santé.

MONTANTS EN K€	BP 2021	BS 2021	TOTAL 2021
CHARGES A CARACTERE GENERAL	10 734	62	10 796

CHARGES EXCEPTIONNELLES (Chapitre 67) :

Ce chapitre est doté pour les opérations suivantes :

- La première opération concerne la régularisation d'opérations de comptabilisation des provisions constituées pour les emprunts à risque (**279 K€**), une somme pour un montant strictement équivalent sera constatée en recettes.
  A la demande de la Trésorerie Municipale, ces écritures ayant été mal paramétrées lors de leur exécution en 2019 sont passées de nouveau.

- La seconde concerne le règlement des indemnités prévues par le jugement du tribunal administratif dans le cadre du dossier Fragonard (**173 K€**), même si la Ville fait appel de ce premier jugement.
  Il convient de préciser que la Ville avait constitué une provision pour ce dossier, l'impact financier pour la Ville est donc neutralisé par la reprise de cette provision pour un montant strictement équivalent.

- La troisième concerne les dépenses liées notamment aux exonérations accordées par la Ville pour les loyers et redevances du secteur commerce, pendant la période de confinement soit **83 K€.**

MONTANTS EN K€	BP 2021	BS 2021	TOTAL 2021
CHARGES EXCEPTIONNELLES	315	535	850

(Chapitre 023) :

Les résultats de l'année n-1 sont repris au budget supplémentaire ainsi que les restes à réaliser de la section d'investissement.

Le solde de ce résultat, en déduisant les nouvelles charges constatées précédemment soit **501 K€,** est transféré en section d'investissement de façon à réduire notre volume d'emprunt pour un montant strictement équivalent.

L'optimisation de la dette est l'option privilégiée.

MONTANTS EN K€	BP 2021	BS 2021	TOTAL 2021
VIREMENT A L'INVESTISSEMENT	4 982	501	5 483

(Chapitre 042) :

L'inscription des crédits nécessaires aux dotations aux amortissements suite à l'intégration des travaux en cours sur les comptes définitifs de l'actif comptable soit **450 K€**.
Cette opération est neutralisée budgétairement par une recette équivalente en investissement.

MONTANTS EN K€	BP 2021	BS 2021	TOTAL 2021
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	2 666	450	3 116

IV - b) RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Il convient de reprendre les résultats de l'année 2020.

Par ailleurs, les notifications des dotations de l'Etat et du produit prévisionnel de fiscalité venant de nous parvenir il convient de procéder aux ajustements nécessaires.

EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (Chapitre 002) :

Ce montant représente le solde entre le résultat de fonctionnement cumulé n – 1, retraité du montant de l'affectation en section d'investissement.

MONTANTS EN K€	BP 2021	BS 2021	TOTAL 2021
EXCEDENT DE FONCTIONN. REPORTE		1 247	1 247

FISCALITE (Chapitre 73) :

Dans le cadre de la baisse des impôts de production, les nouvelles règles de calcul des bases foncières des locaux industriels aboutissent sur une diminution de 50 % du produit des impôts fonciers.

Cette baisse étant compensée aux communes, le produit attendu prévu sur le produit de fiscalité sera désormais perçu en dotations, il convient donc de transférer le produit du chapitre 73 (fiscalité) au chapitre 74 (dotations) pour **1 350 K€**.

MONTANTS EN K€	BP 2021	BS 2021	TOTAL 2021
DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	55 657	-1 350	54 307

DOTATIONS ET PARTICIPATIONS (Chapitre 74) :

On retrouve d'une part, le transfert du produit de fiscalité lié à la compensation versée par l'Etat (+ **1 350 K€**) et d'autre part, les ajustements de crédits concernant la Dotation Forfaitaire notifiée dernièrement **(- 85 €),** ainsi que la Dotation Nationale de Péréquation (**-66 K€).**

MONTANTS EN K€	BP 2021	BS 2021	TOTAL 2021
DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	7 323	1 199	8 522

PRODUITS EXCEPTIONNELS (Chapitre 77) :

Nous enregistrons la régularisation d'opération de comptabilisation des provisions constituées pour les emprunts à risque (**279 K€**), elle constitue la contrepartie de l'écriture exécutée en dépense.

MONTANTS EN K€	BP 2021	BS 2021	TOTAL 2021
PRODUITS EXCEPTIONNELS	300	279	579

REPRISE DE PROVISIONS (CHAPITRE 78) :

Cette reprise concerne le dossier Fragonard (**173 K€**) pour lequel la Ville a été condamnée par le tribunal administratif à verser des indemnités, même si cette dernière a fait appel de ce premier jugement.

MONTANTS EN K€	BP 2021	BS 2021	TOTAL 2021
REPRISE DE PROVISIONS		173	173

V - c) DEPENSES D'INVESTISSEMENT

DEFICIT D'INVESTISSEMENT REPORTE (Chapitre 001) :

Ce compte reprend le déficit du résultat n - 1 d'investissement :

MONTANTS EN K€	BP 2021	BS 2021	TOTAL 2021
REPRISE DEFICIT INVESTISSEMENT		5 218	5 218

En ce qui concerne les dépenses d'équipement, elles sont principalement constituées des restes à réaliser de 2020.

(Chapitres 20, 21, 23, 454, 458, 929) :

Les restes à réaliser détaillés ci-dessous représentent 877 K€.

OPERATIONS	Montants en K€
MODIFICATIONS DU PLAN LOCAL D'URBANISME	2
ETUDE STRUCTURE BOULEVARD MARECHAL LECLERC	2
ETUDE AMENAGEMENT SITE CLAVARY	28
DIAGNOSTIC ATTRACTIVITE COMMERCIALE	9
FRAIS ANNONCES ET INSERTIONS	2
PROGICIEL INFRASTRUCTURE RESEAUX	37
MODULE PAIEMENT MARCHES	2
DOTATIONS EQUIPEMENT SERVICES MUNICIPAUX	63
INFORMATISATION SERVICES MUNICIPAUX	34
MOBILIER SERVICES MUNICIPAUX	15
AMENAGEMENT JARDIN DES PLANTES	7
AMENAGEMENT CAMPUS MULTI SITES	34
FACADES VILLA GUERIN	3
BOURSE DU TRAVAIL	34
GROS ENTRETIEN BATIMENTS COMMUNAUX	11
HOTEL DE VILLE	2
RESERVES MUSEES	2
GROS ENTRETIEN BATIMENTS CULTUELS	3
EXTENSION GROUPE SCOLAIRE SAINT MATHIEU	12
RESEAUX VIDEO SURVEILLANCE	18
REQUALIFICATION AVENUE GEORGES POMPIDOU	1
RESEAUX ELECTRIQUES	15
MURS DE SOUTENEMENT	27
RESTAURATION COLLECTIONS ET ŒUVRE D'ART	7
TRAVAUX EFFECTUES COMPTE DE TIERS	270
EQUIPEMENT MEDIATHEQUE	139
CONSTRUCTION MEDIATHEQUE	98
	877

Pour les dépenses nouvelles, elles concernent uniquement des virements de crédits entre les chapitres 20, 21 et 23 et notamment des transferts à partir des comptes de travaux et d'acquisition, de façon à alimenter les comptes d'études et diagnostics pour **64 K€** :

- requalification boulevard Maréchal Leclerc (50 K€) ;
- rénovation éclairage stade Perdigon (7 K€) ;
- rénovations énergétiques écoles (7 K€).

Transferts qui concernent également les annonces et insertions pour la publication des marchés (**9 K€**).

En ce qui concerne les travaux pour compte de tiers, est enregistrée la réhausse des chambres de tirage au bénéfice des opérateurs faisant l'objet d'un remboursement dans le cadre de la délégation de maîtrise d'ouvrage du boulevard Carnot **(16 K€)**.

MONTANTS EN K€	BP 2021	RAR	BS 2021	TOTAL 2021
IMMO. INCORPORELLES (CHAP. 20)	287	80	73	440
SUB.EQUIPEMENT (CHAP.204)	752			752
IMMO. CORPORELLES (CHAP.21)	1 542	112	-9	1 645
IMMO. EN COURS (CHAP.23)	4 806	177	-64	4 919
COMPTE DE TIERS (CHAP 454 ET 458)	2 957	270	16	3 243
EQUIPEMT. LOCAUX (CHAP 929)	5 213	237		5 450

IV -d) RECETTES D'INVESTISSEMENT

(Chapitre 10 Compte 1068) :

Les écritures enregistrées sur ce compte concernent l'affectation d'une partie du résultat de fonctionnement à la couverture du déficit d'investissement.

MONTANTS EN K€	BP 2020	BS 2020	CO 2020
EXCEDENT FCT. CAPITALISE (1068)		5 218	5 218

(Chapitre 13, 16, 454 et 458) :

En ce qui concerne les recettes nouvelles seules, est enregistrée la contrepartie de la dépense liée à la réhausse des chambres de tirage du boulevard Carnot **(16 K€).**

Sur le chapitre 16, est privilégiée l'optimisation de la dette, le solde du résultat de fonctionnement de l'année 2020 permettant ainsi de réduire le volume d'emprunt inscrit au budget 2021 **(- 951 K€).**

Pour les restes à réaliser leur détail vous est présenté ci-dessous :

OPERATIONS	Montants en K€
DSIL ILLUMINATIONS DE NOEL	17
DSIL TRAVERSE DU THEATRE	8
DSIL CAMPUS MULTISITES	11
FRAT ECOLE DE SAINT MATHIEU	57
DSIL BATIMENT BOURSE DU TRAVAIL	72
ENERGIE DEPARTEMENT	3
INTEMPERIES 2019 REGION	67
RESERVES DES MUSEES	43
TRAVAUX EFFECTUES COMPTE DE TIERS	270
EMPRUNT	329
	877

MONTANTS EN K€	BP 2021	RAR	BS 2021	TOTAL 2021
SUB EQUIPEMENT (CHAP. 13)	**3 338**	**278**		**3 616**
EMPRUNTS CHAPITRE 16	**13 987**	**329**	**-951**	**13 365**
COMPTE DE TIERS (CHAP 454 ET 458)	**2 957**	**270**	**16**	**3 243**

(Chapitre 021) :

Il représente la contrepartie du chapitre 023 en section de fonctionnement, soit **(501 K€) ;** ce prélèvement de la section de fonctionnement vers la section d'investissement permet de diminuer le volume d'emprunt inscrit.

MONTANTS EN K€	BP 2021	BS 2021	TOTAL 2021
VIREMENT SECTION FONCTIONNEMENT	**4 982**	**501**	**5 483**

(Chapitre 040) :

L'inscription des crédits nécessaires aux dotations aux amortissements, suite à l'intégration des travaux en cours sur les comptes définitifs de l'actif comptable, soit **450 K€**.
Cette opération est neutralisée budgétairement par une dépense équivalente en fonctionnement.

MONTANTS EN K€	BP 2021	BS 2021	TOTAL 2021
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	**2 666**	**450**	**3 116**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-94-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

2021 - 94 BUDGET PRINCIPAL – BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2021 APPROBATION

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-94-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600637-20210629-2021-94-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

BUDGET PRINCIPAL
BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2021
APPROBATION

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet de présenter le budget supplémentaire 2021 du budget principal, dont les équilibres sont les suivants :

- fonctionnement :	1 548 317,86 €
- investissement	5 233 298,04 €

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M 14,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 23 mars 2021 approuvant le Budget Primitif 2021 de la Commune ;

Vu la délibération du 29 juin 2021 approuvant le Compte Administratif de la Commune ;

Vu la délibération du 29 juin 2021 approuvant l'Affectation du Résultat ;

Considérant qu'en application de l'article 107 de la Loi NOTRe, une note de présentation a été adressée aux Conseillers Municipaux en pièce jointe des convocations de ce Conseil Municipal.

Le projet de budget supplémentaire pour l'exercice 2021 de la Commune de Grasse vous est présenté ci-dessous par chapitre.

La maquette budgétaire complète de ce budget supplémentaire a été adressée aux Conseillers Municipaux en pièce jointe des convocations de ce Conseil Municipal.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-94-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

CHAPITRE	LIBELLES CHAPITRES	BUDGET PRIMITIF (1)	RESTES A REALISER (2)	PROPOSITIONS NOUVELLES (3)	VOTE (4)	TOTAL (1+2+4)
011	CHARGES CARACTERE GENERAL	10 733 761,00		62 000,00	**62 000,00**	10 795 761,00
012	CHARGES DE PERSONNEL	35 000 000,00				35 000 000,00
014	ATTENUATION DE PRODUITS	678 000,00				678 000,00
65	CHARGES DE GESTION COURANTE	10 911 000,00				10 911 000,00
66	CHARGES FINANCIERES	2 850 000,00				2 850 000,00
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	315 000,00		535 185,92	**535 185,92**	850 185,92
68	DOTATIONS AUX PROVISIONS	190 000,00				190 000,00
023	VIREMENT A L'INVESTISSEMENT	4 982 009,00		501 131,94	**501 131,94**	5 483 140,94
042	OPERAT. ORDRE ENTRE SECTIONS	2 666 000,00		450 000,00	**450 000,00**	3 116 000,00
	TOTAL GENERAL	**68 325 770,00**	**0,00**	**1 548 317,86**	**1 548 317,86**	**69 874 087,86**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

CHAPITRE	LIBELLES CHAPITRES	BUDGET PRIMITIF (1)	RESTES A REALISER (2)	PROPOSITIONS NOUVELLES (3)	VOTE (4)	TOTAL (1+2+4)
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	350 000,00				350 000,00
70	PRODUITS DES SERVICES	1 600 000,00				1 600 000,00
73	IMPOTS ET TAXES	55 657 000,00		- 1 350 473,00	**-1 350 473,00**	54 306 527,00
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	7 323 200,00		1 199 389,00	**1 199 389,00**	8 522 589,00
75	AUT. PRODUITS GESTION COURANTE	1 100 000,00				1 100 000,00
76	PRODUITS FINANCIERS	920 570,00				920 570,00
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	300 000,00		279 101,06	**279 101,06**	579 101,06
78	REPRISES/ AMORT. ET PROVISIONS			173 084,86	**173 084,86**	173 084,86
042	OPERAT. ORDRE ENTRE SECTIONS	1 075 000,00				1 075 000,00
	TOTAL	**68 325 770,00**	**0,00**	**301 101,92**	**301 101,92**	**68 626 871,92**
002	RESULTAT REPORTE					**1 247 215,94**
	TOTAL GENERAL	**68 325 770,00**	**0,00**	**301 101,92**	**301 101,92**	**69 874 087,86**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-94-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

DEPENSES INVESTISSEMENT

CHAPITRE	LIBELLES CHAPITRES	BUDGET PRIMITIF (1)	RESTES A REALISER (2)	PROPOSITIONS NOUVELLES (3)	VOTE (4)	TOTAL (1+2+4)
10	DOTATIONS ET FONDS DIVERS					0,00
13	SUBVENTIONS EQUIPEMENT	30 009,00				30 009,00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	13 648 677,98				13 648 677,98
20	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	287 000,00	80 635,64	72 739,09	**72 739,09**	440 374,73
204	SUBVENTIONS EQUIPEMENT	752 000,00				752 000,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 542 010,41	111 873,87	-8 976,00	**-8 976,00**	1 644 908,28
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	4 806 340,55	176 689,67	- 63 763,09	**- 63 763,09**	4 919 267,13
27	AUTRES IMMOB.FINANCIERES	1 110 000,00				1 110 000,00
454101	TRAVAUX COMPTES DE TIERS	300 000,00	12 707,65			312 707,65
4541103	PERIL 174 AVENUE PIERRE SEMARD		640,00			640,00
4541104	PERIL 37 BD DU JEU DE BALLON		919,64			919,64
4541106	PERIL 9 IMPASSE CHAUDRONNIERS		68 709,83			68 709,83
4541113	PERIL 8 RUE DES SŒURS		87 358,57			87 358,57
454201	TRAVAUX COMPTES DE TIERS		100 000,00			100 000,00
458103	DMO CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE	2 300 000,00				2 300 000,00
458104	DMO PLACES MEDIATHEQUE	281 447,80				281 447,80
458105	DMO BOULEVARD CARNOT	75 600,00		15 555,00	**15 555,00**	91 155,00
929	EQUIPEMENTS LOCAUX ASSOCIATIFS	5 213 000,00	237 302,41			5 450 302,41
040	OPERAT. ORDRE ENTRE SECTIONS	1 075 000,00				1 075 000,00
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	1 150 000,00				1 150 000,00
	TOTAL	**32 571 085,74**	**876 837,28**	**15 555,00**	**15 555,00**	**33 463 478,02**
001	SOLDE EXECUTION NEGATIF REPORTE					**5 217 743,04**
	TOTAL GENERAL	**32 571 085,74**	**876 837,28**	**15 555,00**	**15 555,00**	**38 681 221,06**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-94-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

RECETTES INVESTISSEMENT

CHAPITRE	LIBELLES CHAPITRES	BUDGET PRIMITIF (1)	RESTES A REALISER (2)	PROPOSITIONS NOUVELLES (3)	VOTE (4)	TOTAL (1+2+4)
10	DOTATIONS ET FONDS DIVERS	2 125 000,00		5 217 743,04	**5 217 743,04**	7 342 743,04
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	3 338 308,69	277 501,59			3 615 810,28
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	13 986 746,35	329 000,00	-951 131,94	**-951 131,94**	13 364 614,41
20	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	10 298,79				10 298,79
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	689 375,11				689 375,11
27	AUTRES IMMOB.FINANCIERES	276 300,00				276 300,00
024	PRODUIT DES CESSIONS	390 000,00				390 000,00
454101	TRAVAUX COMPTES DE TIERS		100 000,00			100 000,00
454201	TRAVAUX COMPTES DE TIERS	300 000,00	12 707,65			312 707,65
4542103	PERIL 174 AVENUE PIERRE SEMARD		640,00			640,00
4542104	PERIL 37 BD DU JEU DE BALLON		919,64			919,64
4542106	PERIL 9 IMPASSE CHAUDRONNIERS		68 709,83			68 709,83
4542113	PERIL 8 RUE DES SŒURS		87 358,57			87 358,57
458203	DMO CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE	2 300 000,00				2 300 000,00
458204	DMO PLACES MEDIATHEQUE	281 447,80				281 447,80
458205	DMO BOULEVARD CARNOT	75 600,00		15 555,00	**15 555,00**	91 155,00
021	VIREMENT DU FONCTIONNEMENT	4 982 009,00		501 131,94	**501 131,94**	5 483 140,94
040	OPERAT. ORDRE ENTRE SECTIONS	2 666 000,00		450 000,00	**450 000,00**	3 116 000,00
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	1 150 000,00				1 150 000,00
	TOTAL	**32 571 085,74**	**876 837,28**	**5 233 298,04**	**5 233 298,04**	**38 681 221,06**
001	SOLDE EXECUTION POSIF REPORTE					
	TOTAL GENERAL	**32 571 085,74**	**876 837,28**	**5 233 298,04**	**5 233 298,04**	**38 681 221,06**

Accusé de réception en préfecture
Date de réception préfecture : 30/06/2021

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 10 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le projet de budget supplémentaire 2020 de la commune au niveau du chapitre pour les sections de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 2020 et l'arrête comme détaillé ci-dessus, ainsi que la note de présentation brève et synthétique prévue par l'article L2313-1 du Code Général jointe en annexe ;

- **AUTORISER** Monsieur Le Maire à engager, liquider les dépenses et les recettes dans la limite des crédits prévus aux chapitres détaillés ci-dessus ;

- **NOTIFIER** la présente délibération à Monsieur Le Trésorier Municipal et à Monsieur Le Préfet des Alpes Maritimes.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 36 voix pour et 7 abstentions :
Monsieur EUZIERE (2 voix), Monsieur de FONTMICHEL (2 voix), Madame ISNARD (2 voix) et Monsieur CAMERANO.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M

CREANCES ADMISES EN NON VALEUR

COMPTE 6541	3156	2011	ERDF	28,80 €	RAR inférieur seuil poursuite	28,80 €
	501	2015	JRADI - Kamel	124,00 €	Poursuite sans effet	124,00 €
	502	2015	JRADI - Kamel	124,00 €	Poursuite sans effet	124,00 €
	503	2015	JRADI - Kamel	124,00 €	Poursuite sans effet	124,00 €
	504	2015	JRADI - Kamel	424,00 €	Poursuite sans effet	424,00 €
	505	2015	JRADI - Kamel	424,00 €	Poursuite sans effet	424,00 €
	730	2015	JRADI - Kamel	424,00 €	Poursuite sans effet	424,00 €
	1872	2015	JRADI - Kamel	424,00 €	Poursuite sans effet	424,00 €
	1873	2015	JRADI - Kamel	424,00 €	Poursuite sans effet	424,00 €
	1874	2015	JRADI - Kamel	424,00 €	Poursuite sans effet	424,00 €
	1875	2015	JRADI - Kamel	424,00 €	Poursuite sans effet	424,00 €
	1931	2015	OUGAR - Mahfoudh Ben Brahim	68,50 €	Poursuite sans effet	68,50 €
	1977	2015	JRADI - Kamel	124,00 €	Poursuite sans effet	124,00 €
	2218	2015	JRADI - Kamel	124,00 €	Poursuite sans effet	124,00 €
	244	2017	ZAMOURI - Chadia	350,00 €	Poursuite sans effet	350,00 €
	245	2017	ZAMOURI - Chadia	350,00 €	Poursuite sans effet	350,00 €
	246	2017	ZAMOURI - Chadia	350,00 €	Poursuite sans effet	350,00 €
	247	2017	ZAMOURI - Chadia	350,00 €	Poursuite sans effet	350,00 €
	834	2017	ZAMOURI - Chadia	350,00 €	Poursuite sans effet	350,00 €
	835	2017	ZAMOURI - Chadia	350,00 €	Poursuite sans effet	350,00 €
					TOTAL	**5 785,30 €**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-95-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2021 - 95 BUDGET PRINCIPAL – ADMISSIONS EN NON-VALEUR

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-95-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600692-20210629-2021-95-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021-95

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

BUDGET PRINCIPAL
ADMISSIONS EN NON-VALEUR

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet d'autoriser l'admission en non-valeur de créances impayées, compte tenu de l'impossibilité d'en assurer le recouvrement par les services de la Trésorerie.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES	6541	5 785,30 €

Monsieur le Maire expose :

Considérant que Monsieur le Trésorier, Comptable de la Collectivité, sollicite le Conseil Municipal pour prononcer l'admission en non-valeur de créances irrécouvrables relatives au budget principal, à la date du 30 avril 2021 ;

Considérant qu'à ce titre, il convient de régulariser ces écritures dans le cadre du Budget Principal ;

- créances enregistrées au débit du compte 6541 pour un montant total de **5 785,30 euros,** admises en non-valeur pour les raisons suivantes :
    - montant inférieur au seuil des poursuites,
    - personne décédée,
    - personne disparue,
    - poursuite sans effet.

Il est rappelé que l'admission en non-valeur est une procédure d'apurement comptable qui reste soumise à l'appréciation du juge des comptes quant à la responsabilité du comptable.

Cette décision n'éteint pas la dette du redevable dont le recouvrement peut être poursuivi ou repris jusqu'à accomplissement de la prescription.

Considérant que les états détaillés des créances admises en non-valeur arrêtés à la date du 30 avril 2021 sont annexés à la présente délibération,

Dans ce cadre, Monsieur le Trésorier sollicite le Conseil Municipal pour prononcer l'admission en non-valeur des créances concernées.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-95-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 10 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** les admissions en non valeur annexées à la présente délibération :
  - **5 785,30 € au compte 6541**

- **DIRE** que les montants sont inscrits au compte 6541 du budget 2021.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M

Résultats budgétaires de l'exercice

00402 - POMPES FUNEBRES DE GRASSE Exercice 2020

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)		134 041,29	134 041,29
Titres de recette émis (b)		25 958,00	25 958,00
Réductions de titres (c)			
Recettes nettes (d = b - c)		25 958,00	25 958,00
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)		134 041,29	134 041,29
Mandats émis (f)		62 871,60	62 871,60
Annulations de mandats (g)		678,00	678,00
Depenses nettes (h = f - g)		62 193,60	62 193,60
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent			
(h - d) Déficit		36 235,60	36 235,60

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

00402 - POMPES FUNEBRES DE GRASSE Exercice 2020

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2019	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2020	RESULTAT DE L'EXERCICE 2020	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2020
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial POMPES FUNEBRES DE GRASSE					
Investissement					
Fonctionnement	114 041,29		-36 235,60		77 805,69
Sous-Total	**114 041,29**		**-36 235,60**		**77 805,69**
TOTAL III	**114 041,29**		**-36 235,60**		**77 805,69**
TOTAL I + II + III	**114 041,29**		**-36 235,60**		**77 805,69**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-96-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2021 - 96 BUDGET ANNEXE – SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES COMPTE DE GESTION 2020

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-96-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600693-20210629-2021-96-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

BUDGET ANNEXE
SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES
COMPTE DE GESTION 2020

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet d'approuver le compte de gestion 2020 de Monsieur le Trésorier Principal, document qui est le reflet du compte administratif 2020.

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 1612-12,

Après s'être fait présenter le budget de l'exercice 2020, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer ;

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2019, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a prononcé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Considérant que le compte de gestion présenté par Monsieur le Trésorier Principal de Grasse Municipale et Banlieue n'appelle aucune remarque particulière et est conforme au compte administratif,

- Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;
- Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2020 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;
- Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

La Commission Optimisation et Performance des Moyens et Ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 10 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **DECLARER** que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2020 par le receveur municipal, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-97-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2021 - 97 BUDGET ANNEXE – SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES COMPTE ADMINISTRATIF 2020

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-97-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210624-2021297-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021-97

DU 29 JUIN 2021

BUDGET ANNEXE – SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES
COMPTE ADMINISTRATIF 2020

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le compte administratif présente les résultats budgétaires de l'exercice 2020 :

- investissement : **0,00 €**
- exploitation : excédent **77 805,69 €**

Monsieur le Maire expose :

Vu les règlements de la comptabilité publique,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales et notamment les articles L 1612-12 et L 2121-31,

Vu le Compte de Gestion établi par Monsieur le Trésorier Principal de Grasse Municipale et Banlieue,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M 4,

Considérant que le Compte Administratif a été arrêté au 31 décembre 2020,

Considérant que le Compte Administratif se présente en concordance avec le Compte de Gestion de la Trésorerie Principale,

Considérant que la maquette budgétaire complète de ce compte administratif a été adressée aux Conseillers Municipaux en pièce jointe des convocations de ce Conseil Municipal,

Considérant qu'une note de présentation de ce compte administratif a été adressée aux Conseillers Municipaux en pièce jointe des convocations de ce Conseil Municipal,

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de procéder au règlement définitif du compte administratif 2020 du Service Extérieur des Pompes Funèbres tel qu'il vous est présenté ci-dessous par chapitre.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-97-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

SECTION DE FONCTIONNEMENT DEPENSES – MONTANTS EN EUROS

CHAPITRE	LIBELLE CHAPITRE	CREDITS OUVERTS	MANDATS EMIS
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	134 041,29	62 193,60
	TOTAL GENERAL	**134 04,29**	**62 19,60**

SECTION DE FONCTIONNEMENT RECETTES

CHAPITRE	LIBELLE CHAPITRE	CREDITS OUVERTS	TITRES EMIS
70	VENTE DE PRODUITS FABRIQUES, PRESTATIONS	20 000,00	25 958,00
	TOTAL	**20 000,00**	**25 958,00**
002	REPORT EN SECTION D'EXPLOITATION	114 041,29	
	TOTAL GENERAL	**134 041,29**	**25 958,00**

TABLEAU RECAPITULATIF RESULTATS – MONTANTS EN EUROS

	EXPLOITATION	
	DEPENSES OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT
RESULTATS REPORTES	----	114 041,29
OPERATIONS DE L'EXERCICE	62 193,60	25 958,00
TOTAUX CUMULES	**62 193,60**	**139 999,29**
RESULTAT NET :	----	**77 805,69**

Accusé de réception en préfecture
Date de réception préfecture : 30/06/2021

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 10 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ARRÊTER** les dépenses et les recettes de la section d'investissement et les charges et produits de la section d'exploitation comme détaillé ci-dessus ;

- **NOTIFIER** la présente délibération à Monsieur le Trésorier Municipal et à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes.

Monsieur le Maire ne prend pas part au vote, quitte la salle et donne la présidence à Madame Valérie COPIN, 1ère Adjointe.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 36 voix pour et 6 abstentions :
Monsieur EUZIERE (2 voix), Monsieur de FONTMICHEL (2 voix), Madame ISNARD (2 voix).

30 JUIN 2021

Délibération relevée et
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 21060069800356	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus VILLE DE GRASSE

POSTE COMPTABLE DE : GRASSE MUNICIPALE ET BANLIEUE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Compte administratif

BUDGET : SERV EXT DES POMPES FUNEBRES (2)

ANNEE 2020

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 4

II - Présentation générale du compte administratif

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 5
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du compte administratif

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 11
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 12
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 13
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 14
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 15

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 16
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 17
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A5.3.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
A5.3.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
A8.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées Sans Objet
A8.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties Sans Objet
A8.3 - Opérations liées aux cessions Sans Objet
A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet
A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet
A10 - Etat des travaux en régie Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet
C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 18

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.
(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L.5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.
(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II
VUE D'ENSEMBLE — A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A 62 193,60	G 25 958,00	G-A -36 235,60
	Section d'investissement	B 0,00	H 0,00	H-B 0,00
		+	+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C 0,00 (si déficit)	I 114 041,29 (si excédent)	
	Report en section d'investissement (001)	D 0,00 (si déficit)	J 0,00 (si excédent)	
		=	=	
		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D 62 193,60	Q= G+H+I+J 139 999,29	=Q-P 77 805,69

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E 0,00	K 0,00
	Section d'investissement	F 0,00	L 0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F 0,00	= K+L 0,00

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E 62 193,60	= G+I+K 139 999,29	77 805,69
	Section d'investissement	= B+D+F 0,00	= H+J+L 0,00	0,00
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F 62 193,60	= G+H+I+J+K+L 139 999,29	77 805,69

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	
70	Ventes produits fabriqués, prestations		0,00
73	Produits issus de la fiscalité		0,00
74	Subventions d'exploitation		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 0,00	L 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Indiquer le signe – si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.
(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	134 041,29	62 193,60	0,00	0,00	71 847,69
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**134 041,29**	**62 193,60**	**0,00**	**0,00**	**71 847,69**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat°(2)	0,00	0,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles d'exploitation		**134 041,29**	**62 193,60**	**0,00**	**0,00**	**71 847,69**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*0,00*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL		**134 041,29**	**62 193,60**	**0,00**	**0,00**	**71 847,69**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	20 000,00	25 958,00	0,00	0,00	-5 958,00
73	Produits issus de la fiscalité(5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**20 000,00**	**25 958,00**	**0,00**	**0,00**	**-5 958,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**20 000,00**	**25 958,00**	**0,00**	**0,00**	**-5 958,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*	0,00			0,00
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL		**20 000,00**	**25 958,00**	**0,00**	**0,00**	**-5 958,00**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**114 041,29**				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.
(5) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***	***0,00***		***0,00***
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		**0,00**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (2)*	*0,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***0,00***	***0,00***		***0,00***
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		**0,00**			

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2)*DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	62 193,60		62 193,60
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*0,00*	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**62 193,60**	***0,00***	**62 193,60**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**62 193,60**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations(reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Ventes produits fabriqués, prestations	25 958,00		25 958,00
71	*Production stockée (ou déstockage)(3)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité(7)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
	Recettes d'exploitation – Total	**25 958,00**	***0,00***	**25 958,00**

\+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	**114 041,29**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**139 999,29**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	*0,00*
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481			*0,00*	*0,00*
3…	Stocks	0,00	0,00	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1	**0,00**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général (2) (3)**	**134 041,29**	**62 193,60**	**0,00**	**0,00**	**71 847,69**
607	Achats de marchandises	134 041,29	62 193,60	0,00	0,00	71 847,69
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
014	**Atténuations de produits (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)		**134 041,29**	**62 193,60**	**0,00**	**0,00**	**71 847,69**
66	**Charges financières (b) (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f		**134 041,29**	**62 193,60**	**0,00**	**0,00**	**71 847,69**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***				
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***0,00***	***0,00***			***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**134 041,29**	**62 193,60**	**0,00**	**0,00**	**71 847,69**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.
(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.
(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*
(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	***20 000,00***	***25 958,00***	***0,00***	***0,00***	***-5 958,00***
707	Ventes de marchandises	*20 000,00*	*25 958,00*	*0,00*	*0,00*	*-5 958,00*
73	**Produits issus de la fiscalité (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**20 000,00**	**25 958,00**	**0,00**	**0,00**	**-5 958,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**20 000,00**	**25 958,00**	**0,00**	**0,00**	**-5 958,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (5)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**20 000,00**	**25 958,00**	**0,00**	**0,00**	**-5 958,00**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**114 041,29**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.
(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.
(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.*
(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DEPENSES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	Charges transférées	*0,00*	*0,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	0,00			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		*0,00*	*0,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		*0,00*	*0,00*		*0,00*
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		0,00	0,00	0,00	0,00
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		0,00			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**0,00**	**I** **0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**0,00**	**III** **0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R106 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**0,00**
Ressources propres disponibles	IV	**0,00**
Solde	V = IV – II (3)	**0,00**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 31/12/2999

Présenté par (1) ,
A le 31/12/2999
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le 31/12/2999
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

.

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le
A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…
(2) L'assemblée délibérante étant : .

NOTE DE PRESENTATION
BUDGET SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES

COMPTE ADMINISTRATIF 2020

COMPTE ADMINISTRATIF

Le résultat net de la section d'exploitation fait apparaître un solde excédentaire de 78 K€.

Les réalisations sur 2020 sont liées aux ventes de caveaux et enfeus pour 62 K€ telles que présentées ci-dessous :

SECTION DE FONCTIONNEMENT DEPENSES – MONTANTS EN EUROS

CHAPITRE	LIBELLE CHAPITRE	CREDITS OUVERTS	MANDATS EMIS
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	134 041,29	62 193,60
	TOTAL GENERAL	**134 041,29**	**62 193,60**

Les dépenses ont été principalement constituées par la fourniture de cases et enfeus.

SECTION DE FONCTIONNEMENT RECETTES – MONTANTS EN EUROS

CHAPITRE	LIBELLE CHAPITRE	CREDITS OUVERTS	TITRES EMIS
70	VENTE DE PRODUITS FABRIQUES, PRESTATIONS	20 000,00	25 958,00
	TOTAL	**20 000,00**	**25 958,00**
002	REPORT EN SECTION D'EXPLOITATION	114 041,29	
	TOTAL GENERAL	**134 041,29**	**25 958,00**

Les recettes sont essentiellement liées à la vente de cases, enfeus et caveaux.

TABLEAU RECAPITULATIF RESULTATS – MONTANTS EN EUROS

	EXPLOITATION	
	DEPENSES OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT
RESULTATS REPORTES	----	114 041,29
OPERATIONS DE L'EXERCICE	62 193,60	25 958,00
TOTAUX CUMULES	**62 193,60**	**139 999,29**
RESULTAT NET	----	**77 805,69**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-98-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2021 - 98 BUDGET ANNEXE – SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES AFFECTATION DU RESULTAT D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 2020

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-98-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-98-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

DU 29 JUIN 2021

BUDGET ANNEXE - SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES AFFECTATION DU RESULTAT D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 2020

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Il s'agit d'affecter au budget 2021 le résultat cumulé de l'exercice 2020, qui se fixe à 77 805,69 euros.

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée Municipale que, conformément à l'instruction budgétaire et comptable M 4, il lui appartient d'affecter chaque année le résultat d'exploitation de l'exercice écoulé.

Le Conseil Municipal,

Vu le Compte Administratif 2020 du Service Extérieur des Pompes Funèbres de la commune statuant sur le résultat d'exploitation de l'exercice 2020,

La Commission Optimisation et Performance des Moyens et Ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 10 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AFFECTER** le résultat au 31 décembre 2020, soit un excédent de 77 805.69 € comme suit :

Excédent antérieur reporté	114 041.29 euros
Résultat de l'exercice	- 36 235.60 euros
Excédent au 31 décembre 2020	77 805.69 euros
Affectation à l'excédent reporté (report à nouveau créditeur) ligne 002	77 805.69 euros

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 36 voix pour et 6 abstentions :
Monsieur EUZIERE (2 voix), Monsieur de FONTMICHEL (2 voix), Madame ISNARD (2 voix).

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivant les prescriptions
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M

NOTE DE PRESENTATION
BUDGET SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES

AFFECTATION DES RESULTATS 2020

AFFECTATION DES RESULTATS DE L'EXERCICE 2020

Excédent antérieur reporté	114 K€
Résultat de l'exercice	- 36 K€
Excédent au 31 décembre 2020	78 K€
Affectation à l'excédent reporté (report à nouveau créditeur) ligne 002	78 K€

Le résultat de fonctionnement est le cumul du résultat de fonctionnement reporté de 2019 (114 K€) et du résultat comptable dégagé pour les seules opérations de l'exercice 2020 (- 36 K€), soit un total à affecter de **78 K€.**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-99-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2021 - 99 BUDGET ANNEXE – SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2021 – APPROBATION

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-99-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600621-20210629-2021-99-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 99

DU 29 JUIN 2021

BUDGET ANNEXE - SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES
BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2021
APPROBATION

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le rapport a pour objet la présentation du budget supplémentaire 2021 du Service Extérieur des Pompes Funèbres.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	EQUILIBRE BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES	FONCTIONNEMENT	52 805,69 €

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M 4,

Considérant qu'en application de l'article 107 de la loi NOTRe, une note de présentation brève et synthétique retraçant les informations essentielles est jointe au budget ;

Le projet de budget supplémentaire pour l'exercice 2021 du Service Extérieur des Pompes Funèbres vous est présenté ci-dessous par chapitre.

La maquette budgétaire complète de ce budget a été adressée aux Conseillers Municipaux en pièce jointe des convocations de ce Conseil Municipal.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-99-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
CHAPITRE	LIBELLES CHAPITRES	BUDGET PRIMITIF (1)	RESTES A REALISER (2)	PROPOSITIONS NOUVELLES (3)	VOTE (4)	TOTAL (1+2+4)
011	CHARGES CARACTERE GENERAL	50 000,00		52 805,69	**52 805,69**	**102 805.69**
	TOTAL GENERAL	**50 000,00**	**0,00**	**52 805.69**	**52 805,69**	**102 805,69**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT						
CHAPITRE	LIBELLES CHAPITRES	BUDGET PRIMITIF (1)	RESTES A REALISER (2)	PROPOSITIONS NOUVELLES (3)	VOTE (4)	TOTAL (1+2+4)
70	PRODUITS DES SERVICES	50 000,00		-25 000,00	**-25 000,00**	**25 000,00**
	TOTAL	**50 000,00**	**0,00**	**-25 000,00**	**- 25 000,00**	**25 000,00**
002	RESULTAT REPORTE					**77 805.69**
	TOTAL GENERAL	**50 000,00**	**0,00**	**-25 000,00**	**-25 000,00**	**102 805.69**

La Commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 10 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le projet de budget supplémentaire 2021 du Service Extérieur des Pompes Funèbres au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement pour l'exercice 2021 et l'arrête comme détaillé ci-dessus, ainsi que la note de présentation brève et synthétique prévue par l'article L2313-1 du Code Général jointe en annexe ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à engager, liquider les dépenses et les recettes dans la limite des crédits prévus aux chapitres détaillés ci-dessus ;

- **NOTIFIER** la présente délibération à Monsieur le Trésorier Municipal et à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 36 voix pour et 6 abstentions :
Monsieur EUZIERE (2 voix), Monsieur de FONTMICHEL (2 voix), Madame ISNARD (2 voix).

Délibération publiée le 30 JUIN 2021
Suffrages exprimés
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE

NOTE DE PRESENTATION
BUDGET SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES

BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2021

BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2021

EXPLOITATION

SECTION DE FONCTIONNEMENT DEPENSES

Chapitre	*Libellés chapitre*	*BP 2020*	VOTE BP 2020
011	Charges à caractère général	102 805,69	102 805,69
	TOTAL FONCTIONNEMENT DEPENSES	**102 805,69**	**102 805,69**

SECTION DE FONCTIONNEMENT RECETTES

Chapitre	*Libellés chapitre*	*BP 2020*	VOTE BP 2020
70	Produits des services	25 000,00	25 000,00
002	**RESULTAT REPORTE**	**77 805.69**	**77 805.69**
	TOTAL FONCTIONNEMENT RECETTES	**102 805,69**	**102 805,69**

Poste de dépenses :

Ces charges se caractérisent notamment par l'acquisition de caveaux, cases ou enfeus.
Ces éléments viennent en complément des aménagements réalisés ou de l'entretien qui constituent des charges du budget principal.

Poste de recettes :

Ces ventes correspondent à celles des stocks acquis dans le cadre des charges évoquées ci-dessus.

VILLE de GRASSE

CAHIER des PROCÉDURES GENERALES de GESTION de la DETTE

PRÉAMBULE

Le recours à l'emprunt constitue pour la ville une ressource indispensable au financement de son programme d'investissements.

L'encours de financement est essentiellement composé de prêts classiques ou spécifiques réservés aux collectivités locales et territoriales. De plus, ces encours de financements peuvent comprendre un stock, parfois important, de produits structurés[1] (financements structurés comme swaps structurés) pour lesquels une gestion adaptée constitue un enjeu majeur afin d'assurer une politique efficace de maîtrise des risques financiers.

Un processus décisionnel et une organisation clairs et éprouvés sont des conditions essentielles pour maîtriser le coût de la dette, dont le poids peut rapidement dépasser non seulement les objectifs définis mais aussi les limites supportables en termes de gestion.

La crise financière de 2008 a remis en évidence l'importance de pratiques financières saines, lisibles et compréhensibles par tous, que ce soit en matière de levées de fonds auprès des banques ou sur les marchés ou que ce soit en matière d'utilisation d'instruments financiers par intervention directe sur les marchés (« swaps structurés ») ou au travers de contrats d'emprunts (« financements structurés »).

Les principaux textes applicables en cette matière sont :

- Le CGCT ;
- Le code monétaire et financier : article 211-1 II notamment ;

S'appliquent également, en tout ou partie :

- La loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 relative aux nouvelles régulations économiques ;
- La circulaire du 22 septembre 2004 n° NOR/ECO/R/04/60116/C relative aux conditions de dérogation à l'obligation de dépôt auprès de l'Etat des fonds des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- L'ordonnance n° 2005-1027 du 26 août 2006 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés ;
- La circulaire du 25 juin 2010 n° NOR IOCB1015077C relative aux produits financiers offerts aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics ;
- La loi 2013-672 du 26 juillet 2013 relative à la séparation et à la régulation des activités bancaires ;
- Le décret 2014-984 du 28 août 2014 relatif à l'encadrement des conditions d'emprunts des collectivités territoriales, de leurs groupements et des services départementaux d'incendie et de secours.

S'y ajoutent :

- La convention cadre FBF ;
- La directive MIF ;
- La charte de bonne conduite, dite charte « Gissler ».

[1] Sont visés sous ce vocable les emprunts « Hors Charte Gissler » et et les emprunts à taux « Complexes ».

SOMMAIRE

I. INTRODUCTION 4

II. MISSIONS 4

III. ORGANISATION 4

- **L'Assemblée délibérante 4**
- **L'Exécutif 5**
- **Le Directeur Financier et le DGS 5**
- **Les Services Financiers 5**

IV. GESTION de la DETTE 5

- **Définitions 5**
- **Financements à Long et Moyen Terme 6**
- **Gestion du risque de taux 8**
- **Financements à court terme 10**

V. REPORTING 10

- **Rapport annuel 10**

VI. CONTRÔLES et MESURES de PERFORMANCES 11

VII. LEXIQUE 12

I. INTRODUCTION

Ce document présente le cadre de gestion, les objectifs, les politiques et les modes opératoires relatifs à la dette y compris structurée : financements et swaps (« Hors Charte » et « Complexes ») de la ville.

Chaque année, ce document est revu et approuvé par l'assemblée délibérante.

II. MISSIONS

La gestion de la dette et des taux doit répondre aux objectifs suivants :

- **Financement à Long et Moyen Terme**

  Assurer une fourniture constante et pérenne de fonds à la ville au meilleur coût en fonction des conditions de marché et prévoir la couverture des besoins futurs.

- **Gestion du risque de taux**

  Optimiser les frais financiers en gérant de façon maîtrisée la structure de taux des emprunts de la ville, en recherchant pour lesdits emprunts un niveau de taux si possible inférieur au taux initial de l'opération ou au taux budgétaire.

- **Financement à court terme**

  Assurer la trésorerie nécessaire pour faire face aux paiements dans le respect des délais imposés par la loi.

III. ORGANISATION

L'équilibre entre les responsabilités dévolues par le CGCT à l'Assemblée délibérante et celles dévolues au Maire doit répondre à l'organisation fonctionnelle retenue. Il est, dès lors, proposé l'organisation ci-après qui, d'une part, respecte les dispositions du CGCT et des divers textes applicables et, d'autre part, répond aux impératifs de sécurité exigés par une gestion efficace de la dette.

- **L'Assemblée délibérante**

  L'assemblée délibérante a la responsabilité :

  - De décider de la politique générale de la ville en matière de dette ;
  - De déléguer, dans les limites qu'il lui appartient de fixer, ses compétences au Maire pour adapter la gouvernance de la ville au dispositif retenu ;
  - D'autoriser le maire, dans la limite de ses délégations de compétences :
    - A prévoir l'organisation de son empêchement en précisant le ou les adjoints autorisés à décider au titre des attributions déléguées ;
    - A subdéléguer sa signature au premier adjoint pour les actes nécessaires à la mise en place des emprunts, des crédits de trésorerie et des instruments de gestion de taux, ainsi que, plus généralement, des opérations utiles à la gestion de la dette. Ces actes sont listés dans le texte de la délégation.
  - D'approuver annuellement les Procédures Générales de la gestion de la dette ;
  - D'approuver annuellement la stratégie de gestion de dette ainsi que les règles de gestion.

  De plus, l'assemblée délibérante recevra un compte-rendu d'opération dès la première réunion suivant la réalisation de chaque opération de gestion de dette.

- **L'Exécutif**

  L'exécutif a la responsabilité du suivi régulier de l'activité « gestion de la dette ». Il propose à l'assemblée délibérante les modifications éventuelles des Procédures Générales de cette fonction.

  Il valide les objectifs de la politique de gestion de la dette.

  Il effectue un suivi de l'activité et décide de la stratégie à mettre en œuvre.

  Il est l'interface entre, d'une part, l'assemblée délibérante et, d'autre part, la Direction Générale et la Direction Financière. Il est responsable du fait que la fonction « gestion de la dette » travaille en accord avec les principes généraux définis dans les Procédures Générales.

  Dans le cadre des délégations de compétences délivrées par l'assemblée délibérante, il décide et met en place les opérations nécessaires à la gestion de la dette.

- **Le Directeur Financier et le DGS**

  Ils ont la responsabilité du suivi des marchés et des opérations financières. Notamment, ils analysent pour les besoins de la gestion de la dette :

  - Les opérations de la période écoulée ;
  - L'évolution prévisible des marchés financiers et bancaires ;
  - Les tableaux de bord destinés à l'exécutif ;
  - Les orientations de gestion possibles pour la période à venir et les opérations en découlant ;
  - Les problèmes de moyens (matériels, logiciels, personnels et recours à une aide extérieure) ;

  En tant que de besoin, pour approfondir leur réflexion, ils se feront assister par tout service, partenaire bancaire, partenaire financier ou tiers expert qui s'avérerait nécessaire.

- **Les Services Financiers**

  - Ils mettent en œuvre la politique de « gestion de la dette » définie (classique et structurée c'est à dire « Hors Charte » et « Complexes ») ;
  - Ils assurent les contrôles administratifs, juridiques et financiers nécessaires. Pour l'exécution de ce point, ils se feront assister des Services Juridiques ;
  - Ils assurent le suivi opérationnel de l'exposition aux risques liés à l'encours ;
  - Ils déterminent la prospective budgétaire et financière (gisement de dette et emprunts nouveaux budgétés) ;
  - Ils diffusent les tableaux de bord périodiques sur les opérations menées et celles à mener ;
  - Ils construisent le bilan annuel de la gestion de dette (classique et structurée c'est-à-dire « Hors Charte » et « Complexes »).

IV. GESTION de la DETTE

La gestion des risques financiers se caractérise par une approche prudente qui favorise la minimisation des risques et l'optimisation des coûts.

Le cadre de gestion des risques financiers a pour vocation de traiter des objectifs, conditions et moyens de la gestion de l'encours actuel et de celle des nouveaux emprunts.

- **Définitions**

  Seuls seront ici rappelés le sens ou la définition des termes les plus usités en matière de gestion financière de dette (opérations, produits et encours).

  - Dette classique : ce terme désigne tout emprunt (à court terme, à moyen terme ou à long terme) assorti d'un taux simple (fixe, variable, référencé ou indexé) ;
  - Swap : ce terme, employé en son sens commun, désigne les instruments financiers non structurés ;

- o Produits structurés (« Hors Charte » et « Complexes ») : ce terme désigne tant les « crédits structurés » que les « instruments financiers structurés ». Les produits structurés conduisent à l'application de « taux structurés ».

  Les produits structurés se décomposent en deux sous-ensembles :

  - Crédits structurés (ou financements structurés) : ces crédits sont constitués de l'association indissociable d'un « contrat d'emprunt » et d'un (ou plusieurs) « instrument financier structuré »[2] ;
  - Instruments financiers structurés (communément et improprement appelés swaps) : ces instruments correspondent à la combinaison d'instruments financiers simples (« swaps » et/ou « options ») assortis d'instruments financiers conditionnés (« options complexes »).

Les termes utilisés pour la gestion de taux sont reportés dans un lexique en fin de cahier de procédures.

- **Financements à Long et Moyen Terme**

  Assurer une fourniture constante et pérenne de fonds à la ville au meilleur coût en fonction des conditions de marché, et prévoir la couverture des besoins futurs pour la période analysée par le budget et le plan à long terme.

  Etre en situation de pouvoir gérer des événements imprévus.

  Maintenir et développer la qualité de la signature de la ville sur les marchés bancaires et financiers.

  - o Les procédures concernent l'ensemble des opérations de gestion de dette :
    - La mise en place de nouveaux emprunts ;
    - Le remboursement anticipé d'emprunts existants, y compris refinancement par un nouvel emprunt ;
    - Le réaménagement d'emprunts existants quelle que soit la forme du réaménagement : modification du profil d'amortissements, rachat anticipé partiel, modification de durée d'amortissement, changement de taux (passage de taux fixe à taux variable ou vice versa) ;
  - o La gestion du financement à Long et Moyen Terme est, avant tout, prudente et s'assure des points suivants :
    - La mise en concurrence (non soumise aux dispositions du Code des Marchés Publics[3]) sera systématique (au moins 2 propositions sauf pour les emprunts à caractéristiques spécifiques tels que certains emprunts proposés par la Banque des Territoires). Cela suppose l'établissement d'un cahier des charges précisant la stratégie, les besoins et les caractéristiques du financement recherché.

      Ce cahier des charges précisera une date limite de réception des offres. L'offre devra préciser les éventuelles clauses juridiques et fiscales spécifiques.

      Le choix de l'attributaire fera l'objet d'une simple décision de l'exécutif.
    - En principe, les financements sont mis en place préalablement à la survenance des besoins ;
    - Le niveau des financements nouveaux ne doit pas dépasser un pourcentage du besoin de financement maximal prévu et défini dans les règles de gestion ;
    - Les durées maximum et moyenne de ces financements nouveaux sont précisées dans les règles de gestion.
    - Les supports suivants pourront être utilisés :
      - Lignes de crédit confirmées d'une durée supérieure à un an utilisables par tirages d'une durée inférieure ou égale à un an ;
      - Lignes de crédit bancaire confirmées d'une durée supérieure à un an ;
      - Emprunts bancaires d'une durée supérieure à un an ;

[2] Dont des options.

[3] Décret n° 2005-601 du 27 mai 2005 pris en vertu de la directive n° 2004/18/CE du 31 mars 2004.

- Les nouvelles opérations

  Les sources de financement peuvent être de plusieurs natures selon les supports autorisés.

  Le choix entre les divers types de financement s'opère en fonction des opportunités, des coûts et des règles de gestion.

  Les nouveaux emprunts ne peuvent être structurés (« Hors Charte » et « Complexes »), sauf autorisation spécifique de l'assemblée délibérante.

  En effet, souscrire un financement structuré intègre de manière indissociable un emprunt classique, un swap et des options. Un tel ensemble est difficile à gérer dans la mesure où il manque de souplesse.

  Il est de beaucoup préférable de souscrire un emprunt classique et d'y adosser, si les besoins de gestion le justifient, un instrument financier (swap, CAP, …). Un tel ensemble que l'on peut appeler « opération » laisse toute la souplesse de gestion que nécessitent des interventions sur le marché financier.

  Les nouveaux emprunts seront basés soit sur un taux variable de la zone euro assorti d'une marge, soit sur le taux du Livret A assorti d'une marge, soit sur un taux fixe.

  Les taux variables sont les taux de référence utilisés par l'ensemble des établissements financiers et fixés de manière transparente par la Fédération Bancaire Européenne.

  Le nominal des emprunts sera exclusivement libellé en euros. Sauf cas particuliers, autorisés spécifiquement et au coup par coup par l'assemblée délibérante, les emprunts en devises ne sont pas autorisés.

- La gestion de l'encours

  Le portefeuille actuel d'emprunts inclut un certain nombre de positions dont le taux d'intérêt payé par la Ville est basé sur de multiples variables financières (taux de change, taux d'intérêts étrangers, inflation…).

  Afin de neutraliser les risques qu'elles induisent, ces positions seront réaménagées ou débouclées progressivement, en fonction des conditions de marché pour faire rentrer ces lignes d'emprunt dans le cadre de gestion défini.

  Chaque opération de réaménagement fera l'objet d'une analyse préalable au regard de trois critères :

  - Le coût ;
  - L'impact budgétaire ;
  - La diminution du risque.

  Cet objectif pourra être atteint par divers moyens, par exemple :

  - Réduction d'un risque de change au profit d'un risque de taux basé sur un index de la zone euro ;
  - Transfert d'un taux de référence « exotique » (taux non Euro, taux de change, actions, etc.) vers un index de taux euro ;
  - Diminution d'un effet multiplicateur en contrepartie :
    - soit de la dégradation limitée d'un taux bonifié ou d'une marge bonifiée. Le niveau maximum de la dégradation autorisée sera fixé préalablement à la conclusion de l'opération par l'exécutif après consultation de l'assemblée délibérante ;
    - soit du paiement d'une soulte. Le niveau maximum de la soulte autorisée sera fixé préalablement à la conclusion de l'opération par l'exécutif après consultation de l'assemblée délibérante ;
  - Extension de garantie d'un taux bonifié sur une (ou plusieurs) échéance(s). Le coût d'une telle extension (coût direct et commissions éventuelles) étant reporté sur les échéances suivantes justifie que l'exécutif soit saisi d'une analyse détaillée pour en apprécier l'opportunité.

Dans tous les cas, la variation des marges de la contrepartie bancaire à l'occasion de chaque réaménagement devra être mesurée et contenue à l'intérieur des limites autorisées dans les règles de gestion (sauf décision spécifique d'opportunité prise par l'assemblée délibérante).

Les emprunts en devises existants seront soit couverts par un swap contre euro, soit remboursés par anticipation. La moins coûteuse des solutions sera mise en place.

- **Gestion du risque de taux**

  Protéger le résultat de la Ville contre des mouvements contraires des taux d'intérêt en gérant de façon maîtrisée la structure de taux des emprunts composant la dette de la ville.

  - Les procédures concernent l'ensemble des opérations de gestion de taux :
    - La mise en place d'opérations sur instruments financiers ;
    - Le réaménagement / débouclage d'opérations sur instruments financiers existants.
    - Pour mettre en œuvre cette gestion, seule la gestion directe par la Ville est autorisée. La gestion par le biais d'un Intermédiaire Financier (banques, courtiers, entreprises d'investissement) est formellement interdite.

      La mise en concurrence (non soumise aux dispositions du Code de la commande publique) sera systématique (au moins 2 propositions). Cela suppose l'établissement d'un cahier des charges précisant les besoins et caractéristiques du produit, la stratégie, les objectifs visés et/ou le prix souhaité.

      Ce cahier des charges précisera une date limite de réception des offres. L'offre précisera les clauses juridiques spécifiques.

      La procédure de mise en concurrence sera frontale. Tous (au moins 2) les établissements devront être en ligne en même temps sur la base du même cahier des charges pour que la Ville puisse choisir celui qui apportera la réponse la plus appropriée (pertinence et coût).

      La cotation au même moment du même produit permet une comparaison valide.

      Le choix de l'attributaire fera l'objet d'une simple décision de l'exécutif.
  - Gisement existant

    Les procédures définies s'appliqueront à toutes les positions de la ville.

    Toutefois, pour éviter de prendre des décisions préjudiciables aux intérêts de la ville (désensibilisation brutale dans des circonstances de marché inopportunes), le gisement d'instruments financiers existant (financements structurés et swaps structurés) sera mis en conformité avec ces règles dans un délai aussi court que possible à compter de l'adoption du cahier de procédures.

    Cette mise en conformité doit être assurée en respectant les intérêts financiers de la Ville. Dès lors, pour les produits existants, les règles s'appliqueront avec souplesse sous surveillance de l'exécutif.
  - La gestion du risque de taux est avant tout prudente et s'assure :
    - Qu'un mouvement significatif des taux d'intérêt n'aurait qu'un impact négatif limité sur le résultat financier de la ville ;
    - Que le coût global de la dette prévu au budget sera globalement respecté ou inférieur à ce coût budgété ;
    - Que le coût initial de l'élément sous-jacent ne soit pas dépassé du fait de la souscription d'instruments financiers.

  - Les paramètres de gestion sont les suivants :
    - Les règles de gestion détaillent les composantes du taux budget et valorisent les objectifs de taux sur les nouveaux emprunts.
    - Les opérations de gestion sur les taux sont réalisées dans les limites :
      - De la politique définie ;
      - Des délégations de compétence ;

- Les opérations de gestion de taux devront conduire à une répartition équilibrée du portefeuille (après intégration des instruments financiers) entre :
  - D'une part, taux fixes et taux flottants, c'est-à-dire taux révisables (type euribor) et variables (eonia et ses dérivés : T4M, TAG, TAM…) ;

    L'objectif à atteindre en termes de répartition taux fixes / taux flottants pourra être recherché soit en agissant directement sur les emprunts, soit au travers de souscription d'instruments financiers. Cet objectif sera précisé chaque année dans les règles de gestion.
  - D'autre part, taux structurés (intégrés ou adossés).

    Les produits structurés (« Hors Charte » et « Complexes »), quant à eux, seront gérés par référence à la nomenclature « Gissler ». Ce principe s'applique aux nouveaux financements et aux instruments financiers qui y seront adossés, ainsi qu'aux lignes composant l'encours actuel.

    Pour les produits utilisés, les niveaux de risques selon la classification « Gissler » ne dépasseront pas C2, à la fois pour chaque ligne et pour chaque opération (une opération est le cumul d'un sous-jacent et d'un [ou plusieurs] instrument financier adossé).

o Instruments autorisés

Par principe, la Ville ne peut souscrire que des opérations de couverture. Les opérations spéculatives sont interdites.

Il est rappelé que, pour être classée en opération de couverture, une opération avec instrument financier, structurée ou non, doit répondre simultanément à tous les critères suivants :

- être adossée, c'est-à-dire présenter :
  - un sous-jacent identifié et unique (une ou plusieurs lignes de financement) existant ou raisonnablement visible (souscription décidée dans un avenir proche par l'assemblée délibérante ou l'exécutif dans le cadre des délégations de compétences),
  - une durée au plus égale à celle du sous-jacent,
  - un notionnel au plus égal au volume du sous-jacent,
  - une corrélation d'indices (échange de taux de la même courbe, par exemple),
  - un certain niveau d'efficacité (variations du sous-jacent et variations du dérivé sensiblement équivalentes en valeur absolue ; une fourchette de 80 % / 125 % est admise[4]) ;
- réduire les flux financiers liés au sous-jacent ;
- être, préalablement à sa conclusion, identifiée comme opération de couverture.

Pour les opérations structurées anciennes, Le classement des structures dérivées ouvertes[5] comportant une barrière dépend de la probabilité de franchissement de ladite barrière. Si la probabilité est faible, l'opération sera réputée de couverture.

Toute opération ne répondant pas aux critères de couverture est réputée être une opération spéculative.

Les instruments autorisés sont listés dans le cahier des règles de gestion.

En ce qu'elles mettent le vendeur en position de subir la décision de l'acheteur, les ventes d'options doivent rester exceptionnelles, être expressément autorisées par l'assemblée délibérante et doivent répondre à des objectifs clairement définis assortis de la mesure explicite des risques y associés.

[4] Critère défini dans les normes IFRS.

[5] C'est-à-dire sans limitation dans l'évolution du taux structuré.

- **Financements à court terme**

  Assurer la trésorerie nécessaire pour faire face aux paiements dans le respect des délais imposés par la loi.

  La Ville veillera à disposer de possibilités de mobilisation de fonds à court terme pour être en mesure de faire face à ses échéances ;

  Un seul outil est autorisé : la ligne de trésorerie d'une durée maximale d'un an utilisable par tirages, y compris cumulatifs, dans la limite du plafond de la ligne.

  Son montant est plafonné par l'Assemblée Délibérante.

  Cet outil est à taux révisables (type Euribor) ou variables (€str et ses dérivés : T4M, TAG, TAM…).

V. REPORTING

- **Rapport annuel**

  Chaque année, l'assemblée délibérante recevra un rapport résumant :

  - Rappel de la politique de gestion de dette définie ;
  - Résumé des caractéristiques des opérations effectuées depuis le dernier rapport :
    - Dette classique amortie ;
    - Dette classique souscrite ;
    - Réaménagement de dette classique ;
    - Dette structurée (financements et swaps) amortie ;
    - Dette structurée (financements et swaps) souscrite ;
    - Dette restructurée (financements et swaps) : caractéristiques des restructurations, motivations, avantages et inconvénients ;
    - Opérations dérivées annulées (retournées) : motivations, montant des soultes payées ;
  - Classement des lignes d'emprunt selon la grille « Gissler » ;
  - Résultats de la gestion de taux mise en œuvre
    - Etat des protections mises en place (CAP, FLOOR, …) et des niveaux des index par rapport aux barrières ;
    - Résultats analytiques à chaque 31.12.nn des financements structurés (par rapport aux références définies dans les règles) ;
    - Résultats financiers de l'exercice comparés aux résultats budgétés ;
    - Résultats comptables à chaque 31.12.nn des swaps ;
    - Taux de revient de chaque ligne structurée (intégrée ou adossée) avant structure et après structure ;
    - Répartition par types de taux (fixes, variables, structurés).

VI. CONTRÔLES et MESURES de PERFORMANCES

Les contrôles ont pour objet de permettre une gestion sécurisée de la dette de la Ville et d'assurer la fiabilité de l'information financière.

Les contrôles clés de l'activité gestion de la dette sont les suivants :

- **Organisation (interne et externe) ;**
- **Procédures ;**
- **Reporting et suivi des opérations.**

  Ces contrôles seront effectués par la Direction financière assistée en tant que de besoin par un spécialiste de la gestion

VII. LEXIQUE

Annulation

Se dit d'un contrat sur produit dérivé de gré à gré faisant l'objet d'un accord entre les contreparties portant sur son annulation anticipée. Cette annulation donne généralement lieu au paiement d'une soulte d'une partie à l'autre. On dit aussi « retournement » ou « netting ».

Pour les financements structurés, on parle d'Indemnité de Retournement Anticipé (IRA).

Arbitrage

Profit garanti ou sans risque provenant de l'achat et de la vente simultanée d'instruments qui sont parfaitement équivalents, le premier étant moins cher que le second.

Assignation

Se dit du transfert d'une contrepartie « A » à une autre « B » d'un contrat sur produit dérivé de gré à gré conclu initialement entre « A » et une contrepartie tierce « C ». Le nouveau contrat, de caractéristiques identiques à celles du contrat initial, est conclu entre « B » et « C ». « A » est appelé la contrepartie sortante, « C » est la contrepartie passive car sa position sur le marché n'est pas affectée. « C » doit néanmoins donner son accord pour que l'assignation ait lieu. Le transfert du contrat donne généralement lieu au versement d'une soulte entre « A » et « B ».

Barrières (options à)

Option qui est annulée ou activée lorsque le sous-jacent atteint ou dépasse un niveau fixé. Les barrières peuvent être *américaines*, jouant à tout moment ou *européennes*, jouant seulement à l'expiration de l'option. Les barrières activantes sont dites IN, les barrières désactivantes sont dites OUT. (Voir Knock in / Knock out).

Cap

Produit optionnel garantissant à un emprunteur à taux variable un taux plafond. L'achat d'un cap fait l'objet du paiement d'une prime par l'acheteur au vendeur. Il oblige le vendeur à payer à l'acheteur le différentiel positif éventuel entre le taux variable de référence et le strike.

Collar (tunnel)

L'achat d'un collar est une stratégie de couverture contre la hausse des taux moyennant une participation limitée à leur baisse qui consiste en l'achat d'un cap et la vente d'un floor, dont les caractéristiques sont identiques hormis les prix d'exercice qui diffèrent, le strike du floor étant plus bas que celui du cap.

La vente du floor permet de financer tout ou partie de l'achat du cap. Si le financement est total, le collar est dit « à prime nulle ».

Courbe

La courbe des rendements est une représentation graphique de la structure des taux d'intérêts à terme. Elle est généralement construite en positionnant par rapport aux maturités les taux d'intérêts spot d'obligations de maturités différentes mais présentant le même facteur de risque.

Une courbe normale présente des taux à long terme plus élevés que les taux à court terme. Par ailleurs, la courbe des taux d'obligations à risque zéro est plus basse que la courbe des taux d'obligations à risque plus élevé.

La courbe peut être calculée pour des taux au pair ou pour des taux anticipés par le marché. Elle peut être également calculée pour des taux de swap, ce qui permet d'exploiter des anticipations de pentification ou d'aplatissement.

Courus

(Méthode de comptabilisation en intérêts courus) - Méthode d'enregistrement comptable des opérations sur les marchés de taux d'intérêts (prêts et emprunts, obligataire, swaps, options de taux, etc.) qui consiste en l'enregistrement prorata temporis sur l'exercice écoulé des intérêts payés en charges financières et des intérêts reçus en produits financiers. Cette méthode est assise sur l'enregistrement du portage. Les conditions de marché (courbe de taux et de volatilité, prix des obligations) n'interviennent pas dans le calcul du résultat.

La méthode comptable intégrant les conditions de marché est celle du mark to market (ou valeur liquidative).

CMR, CMS, CMT

Un Constant Maturity Swap (CMS) est un swap dans lequel on échange du Libor contre un taux de swap Long Terme (par exemple, le taux de swap 10 ans) constaté pour chaque période d'intérêts. Il est aussi appelé « Yield Curve Swap » ou « Glidind ».

Un Constant Maturity Treasury (CMT) est un swap Libor contre un taux long obligataire par exemple, le TEC 10 ans).

Constant Maturity Rate (CMR) est un terme générique pour CMS ou CMT.

Duration

Cette notion se définit comme étant le rapport entre la somme pondérée des valeurs actuelles des flux de revenus et de remboursements, et la valeur actuelle de la somme des revenus et des remboursements.

La duration représente la durée pendant laquelle il faut garder un instrument financier pour être assuré d'obtenir un taux de rendement actuariel égal au taux facial annoncé lors de l'émission.

(voir sensibilité)

FBF

(Fédération Bancaire Française) - Contrat cadre servant à la négociation des produits dérivés en France. Cette convention peut être amendée par des annexes traitant des spécificités de l'une ou l'autre des contreparties. Le contrat FBF est l'équivalent français du contrat ISDA anglo-saxon (International Swaps and Derivatives Association).

Fixing

Valeur du taux variable constaté sur le marché dans le cadre d'un swap, d'un FRA ou d'une option.

Floor

Produit optionnel garantissant au prêteur à taux variable un taux plancher sur son placement. L'achat d'un floor fait l'objet du paiement d'une prime par l'acheteur au vendeur. Il assure le paiement par le vendeur à l'acheteur du différentiel positif éventuel entre le strike et le taux variable de référence.

Forward (taux)

Taux anticipés par le marché.

FRA

(Forward Rate Agreement) - Contrat à terme de taux d'intérêt. Instrument qui permet à une entreprise de se garantir immédiatement un taux d'intérêt pour une opération future de prêt ou d'emprunt à intervenir dans un délai compris entre un mois et un an. La garantie se matérialise par le versement de la différence actualisée entre le taux garanti et le taux de référence constaté. L'opération de couverture est dissociée de la mise en place effective de l'emprunt ou du prêt.

Instruments financiers à terme (Code monétaire et financier Art. L. 211-1 III, Art D. 211.1 A)

Sous cette notion, on regroupe généralement les instruments financiers à terme **ferme** comme les futures, les caps, les floors, les tunnels, les FRA et les swaps, ainsi que les contrats d'options.

Les instruments financiers à terme sont généralement utilisés pour prendre une position sur le risque.

Ils sont négociés sur les marchés à terme organisés (cas des futures et options listées) ou de gré à gré (options non listées, swaps, caps, floors, tunnels, FRA, …).

Jambe

Se dit de chaque partie constitutive d'une opération de swap de taux ou de devises correspondant respectivement à un prêt et à un emprunt. La jambe peut être à taux fixe ou à taux variable. Un contrat de swap peut avoir 2 (cas le plus général) ou 4 jambes (cas des swaps de devises).

Mark to Market

(Valeur liquidative) - Réévaluation au prix de marché. Technique consistant à calculer la valeur d'une ou de plusieurs transactions à partir des conditions prévalant sur le marché à un moment donné. Cette notion est un outil de gestion des portefeuilles de produits de taux.

Elle est également une méthode d'enregistrement comptable des opérations sur les marchés de taux d'intérêt (prêts et emprunts, obligataire, swaps, options de taux, etc.) qui consiste en l'enregistrement sur l'exercice des variations de la valeur liquidative des opérations de taux. Les conditions de marché (courbe de taux et de volatilité, prix des obligations, etc.) interviennent dans le calcul de la valorisation.

Notionnel

Montant du capital sur lequel porte une opération (swap, FRA, cap, floor, swaption, etc.). Pour les opérations comportant un calendrier d'échéances, le notionnel peut être croissant (à tirages ou à capitalisation des intérêts) et/ou décroissant (à amortissements).

Portage

Le portage correspond à la possession effective d'un actif financier pendant une certaine période. Cet actif doit alors être financé par des emprunts qui assurent la liquidité.

On appelle également portage le différentiel entre le taux de financement sur la période et le taux de rendement de l'actif. Ce dernier peut être positif (le possesseur gagne au cours du temps) ou négatif.

Par extension, le portage sur un swap désigne le différentiel entre le taux fixe et le fixing du taux variable en cours.

Sensibilité

Variation de la valeur d'un instrument financier pour une variation donnée d'un paramètre entrant en compte dans la formation du prix.

Il existe une relation directe entre la sensibilité et la duration :

Sensibilité = - Duration / (1 + r)

(avec : r = taux de rendement exprimé en décimal)

Sous-jacent

Instrument financier dit « cash » (devises, actions, obligations, emprunts, titres divers...) sur lequel s'appuie un contrat « future » ou une option.

Swap de taux (IRS)

(Interest Rate Swap) **-** Opération d'échange de flux d'intérêts libellés dans une même devise. Généralement, échange de taux fixe contre taux variable. Tout autre type d'échange peut être envisagé (variable contre variable ou fixe contre fixe avec paiement éventuel d'une soulte).

Swaption

Option sur swap permettant de mettre en place un swap à des conditions prédéterminées.

Taux fixe

Se dit d'un taux figé dans un contrat. Pour un notionnel non amortissable, les flux d'intérêts qu'il engendre sont constants pendant la durée du contrat

Taux référencé

Se dit d'un taux dont le niveau dépend d'index constatés à des périodes fixées. C'est typiquement le cas du taux du Livret A.

Taux flottant

S'applique aux taux révisables (type Euribor) et aux taux variables (Eonia et ses dérivés : T4M, TAG, TAM…).

Taux variable

Se dit d'un taux dépendant des conditions de marché. Sont appelés « variables » les flux ou les intérêts dont le montant dépend des conditions de marché. Il s'agit le plus souvent d'intérêts indexés sur une référence de marché (Libor, Euribor, etc.).

Par extension, le terme taux variables est souvent employé pour taux flottants.

VILLE de GRASSE

DETTE AU 31 DECEMBRE 2020 : RAPPORT ANNUEL

SOMMAIRE

I. SITUATION de la DETTE FINANCIERE au 31 DECEMBRE 2020 3
- **Dette globale – BUDGET PRINCIPAL** 3
- **Ratios de Gestion publics** 6
- **Durée de vie du portefeuille de dettes** 6
- **Mise en jeu garantie d'emprunts.** 6

II. STRUCTURE de la DETTE au 31.12.20 (budget principal) 7

III. DETTE « HORS CHARTE » et à « TAUX COMPLEXES » au 31.12.20 – budget principal 11
- **Résultats sur swaps** 12

IV. PROVISIONS au 31.12.20 14

V. RATIOS « REGLES de GESTION » 14
- **Critères d'importance de la dette** 14
- **Nouveaux financements** 15
- **Paramètres de gestion** 15

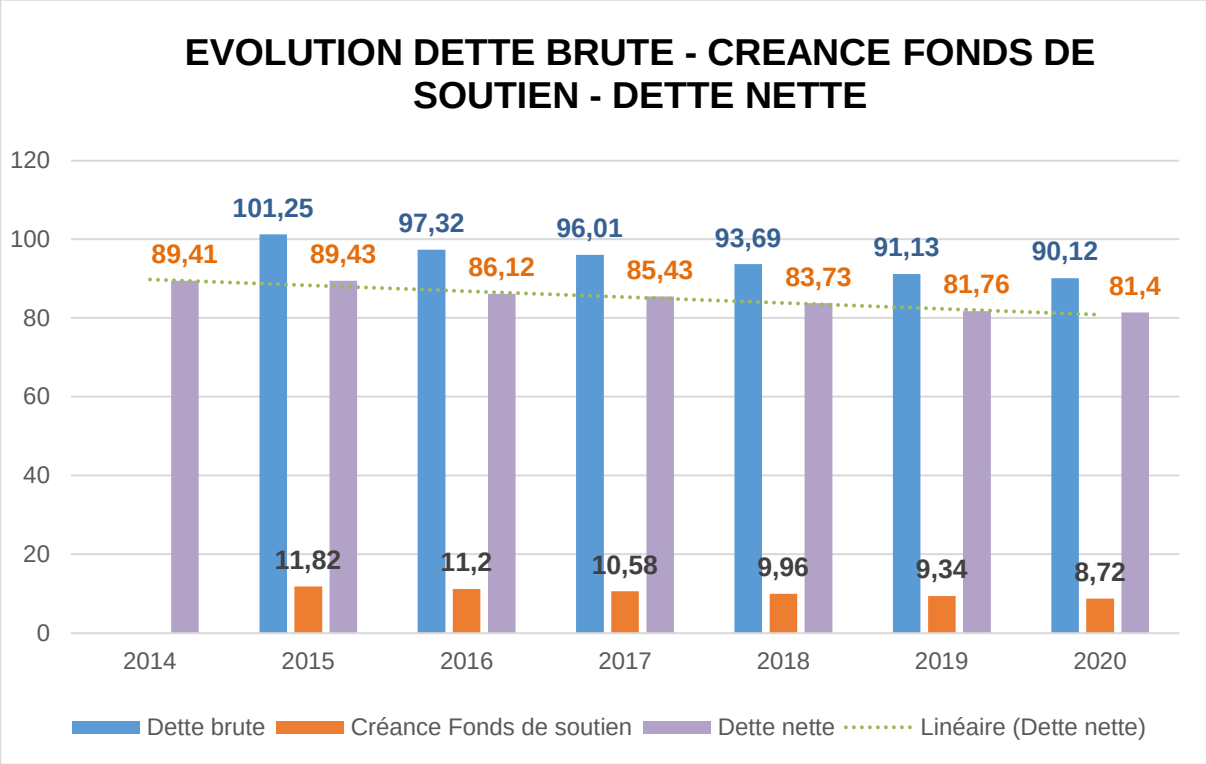
VI. BILAN 2020 ET PERSPECTIVES 16
- **Commentaires de marchés *(source finance active)*** 16
- **Taux d'intérêts *(source finance active)*** 16
- **Durée *(source finance active)*** 16
- **Stratégie *(source finance active)*** 17
- **Perspectives 2021 (*source Finance Active*)** 17

VII. CONCLUSIONS 18

I. SITUATION de la DETTE FINANCIERE au 31 DECEMBRE 2020

- **Dette globale – BUDGET PRINCIPAL**

(en M€)	2014	2015[1]	2016	2017	2018	2019	2020
Principal net fonds soutien	89.41	89.43	86.12	85.43	83.73	81.76	81.40
Variation		**+0.02**	**-3.31**	**-0.69**	**-1.70**	**-1.97**	**-0.36**



1 Les données retenues sont arrêtées après impact de l'aide du Fonds de Soutien.

Commentaires sur l'évolution

- 2015 : deux principaux facteurs expliquent la croissance de la dette :
  - L'enregistrement des écritures liées au contrat du PPP a entraîné une augmentation de la dette de 2.527 M€ en valeur d'origine ;
  - La restructuration impérative d'un produit structuré SFIL dont les taux contractuels atteignaient des niveaux insupportables. Cette restructuration a nécessité la souscription d'un emprunt de 16,4 M€ pour financer l'Indemnité de Remboursement Anticipé. En contrepartie, la Ville a obtenu une aide très significative (12,4 M€) du Fonds de Soutien aux Collectivités ayant souscrit des emprunts toxiques.
- 2016 : la baisse de la dette s'amorce grâce principalement à une baisse des investissements réalisés en 2016, inférieurs de 26 % à ceux de 2015 ;
- 2017 : la réduction des investissements a permis de poursuivre la baisse de la dette ;
- 2018 : le désendettement se poursuit alors que le niveau d'investissement progresse de plus de 20 % entre 2018 et 2017 ;
- 2019 : le volume de nos investissements progresse de nouveau, alors que l'emprunt mobilisé pour leurs financements diminue au bénéfice des financements par fonds propres. Notre politique volontariste de désendettement est consolidée ;
- 2020 : malgré la forte dynamique de nos investissements, l'emprunt mobilisé a été optimisé afin que **le désendettement se poursuive**.

Analyse des variations 2020 et prospective 2021 en M€ hors refinancements.

En M€	2020	2021
Emprunts nouveaux LMT	+4	+ 7,92
Emprunts nouveaux CT	+3.80	
Amortissements	-8.08	- 8.00
Remboursement tirage	-0,7	
Variation dette brute	-1.01	-0,08
Fonds de Soutien **Variation dette nette**	**+0.62** **-0.36**	**+0.62** **+0.54**

Le volume des amortissements est agrégé du remboursement anticipé de 700 K€ effectué en fin d'année sur un emprunt mobilisé en 2020 mais non consolidé.

Commentaire sur la dette CT

La dette financière à court terme est essentiellement constituée de lignes à tirages utilisées pour assurer l'optimisation de la gestion de la dette et de la trésorerie. Ces lignes représentent des engagements pluriannuels.

Les tirages effectués ont permis de financer environ 22,5 % des investissements réalisés en en 2020, dans des conditions financières extrêmement favorables pour la Ville. C'est le résultat de la combinaison de taux de marchés négatifs et d'une marge très faible.

Pour 2020 apparaissent très clairement :

- De nouveaux emprunts LMT :
  2 M€ souscrits avec la banque des Territoires (taux fixe : 0,56 % sur 20 ans) ;
  2 M€ à la Banque Postale (taux fixe : 1,46 % sur 20 ans) pour financer des investissements nouveaux, soit 4 **M€ ;**

- Un nouveau tirage sur notre convention CT souscrite avec le Crédit Agricole pour financer des investissements nouveaux **3,8 M€** (Euribor 3M + 0,60 BP), compensé par un remboursement **de 0,7 M€** dans la même année ;

- L'atténuation de la réduction de la dette par l'amortissement du Fonds de Soutien pour **0,62 M€.**

Enfin il convient également de noter Le refinancement d'un emprunt revolving par la souscription d'un emprunt LMT auprès du Crédit Agricole pour un montant strictement équivalent de **1,38 M€** (Euribor 3M + 0,90 BP sur 20 ans).

Nous nous sommes toujours positionnés sur une stratégie d'anticipation.

En tout premier lieu, la sécurisation d'emprunts structurés.

Sur ce point en particulier, force est de constater aujourd'hui que la Ville est bien moins exposée aux risques des marchés financiers, néanmoins une opportunité a été saisie en 2020 pour diminuer de nouveau notre encours dit « hors charte ».

Nous avons également profité d'une conjoncture particulièrement attractive en termes de taux et de marge, les contrats signés en 2020 pour financer les investissements de 2021 fixant d'ores et déjà des conditions financières favorables en termes de taux.

Tableau profil d'extinction par exercice – Budget principal

Année de la date de début d'exercice	CRD début d'exercice	Capital amorti	Amortissement CT	Intérêts	Flux total	CRD fin d'exercice
2020	91 131 570,97 €	8 024 572,98 €	83 333,33 €	2 526 104,34 €	10 634 010,66 €	90 123 664,66 €
2021	90 123 664,66 €	7 989 938,09 €	83 333,34 €	2 116 738,85 €	10 190 010,28 €	89 550 393,23 €
2022	89 550 393,23 €	8 231 487,65 €	83 333,33 €	1 946 736,46 €	10 261 557,43 €	81 235 572,25 €
2023	81 235 572,25 €	7 884 050,75 €	83 333,33 €	1 772 663,07 €	9 740 047,16 €	73 268 188,17 €
2024	73 268 188,17 €	7 728 993,19 €	83 333,34 €	1 594 796,48 €	9 407 123,00 €	65 455 861,64 €
2025	65 455 861,64 €	7 623 203,04 €	83 333,33 €	1 398 086,87 €	9 104 623,23 €	57 749 325,27 €
2026	57 749 325,27 €	6 799 571,48 €	750 000,00 €	1 220 673,73 €	8 770 245,21 €	50 199 753,79 €
2027	50 199 753,79 €	6 391 739,70 €	0,00 €	1 089 794,99 €	7 481 534,68 €	43 808 014,09 €
2028	43 808 014,09 €	5 817 127,43 €	0,00 €	961 813,91 €	6 778 941,34 €	37 990 886,66 €
2029	37 990 886,66 €	4 788 622,33 €	0,00 €	851 238,30 €	5 639 860,62 €	33 202 264,33 €
2030	33 202 264,33 €	4 823 987,01 €	0,00 €	752 358,66 €	5 576 345,68 €	28 378 277,32 €
2031	28 378 277,32 €	4 948 063,91 €	0,00 €	645 022,76 €	5 593 086,67 €	23 430 213,41 €
2032	23 430 213,41 €	5 077 703,88 €	0,00 €	529 828,12 €	5 607 531,99 €	18 352 509,53 €
2033	18 352 509,53 €	4 572 782,65 €	0,00 €	397 253,40 €	4 970 036,04 €	13 779 726,87 €
2034	13 779 726,87 €	4 279 173,68 €	0,00 €	275 491,21 €	4 554 664,89 €	9 500 553,19 €
2035	9 500 553,19 €	3 983 732,37 €	0,00 €	171 038,37 €	4 154 770,74 €	5 516 820,82 €
2036	5 516 820,82 €	1 669 220,43 €	0,00 €	68 425,84 €	1 737 646,27 €	3 847 600,39 €
2037	3 847 600,39 €	1 214 920,73 €	0,00 €	44 357,49 €	1 259 278,22 €	2 632 679,66 €
2038	2 632 679,66 €	951 200,32 €	0,00 €	29 432,30 €	980 632,62 €	1 681 479,34 €
2039	1 681 479,34 €	857 794,02 €	0,00 €	17 327,15 €	875 121,17 €	823 685,32 €
2040	823 685,32 €	564 860,30 €	0,00 €	6 852,52 €	571 712,82 €	258 825,02 €
2041	258 825,02 €	258 825,02 €	0,00 €	1 627,57 €	260 452,59 €	0,00 €

- **Ratios de Gestion publics**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Encours dette nette / habitant (€)	1.56	1.66	1.60	1.59	1.56	1.58	1.59
Encours dette nette / recettes fonctionnement (%)	125	132	129	128	124	118	121

- **Durée de vie du portefeuille de dettes**

	31.12.14	31.12.15	31.12.16	31.12.17	31.12.18	31.12.19	31.12.2020
Durée de vie résiduelle	11.0	14.8	13.0	12.3	12.4	12.2	11.41
Durée moyenne	6.1	8.0	7.0	7.0	6.9	7.2	6.8

- La durée de vie résiduelle mesure la durée restante (en moyenne pondérée par les volumes) à la date du calcul.
- La durée moyenne est la durée nécessaire pour rembourser la moitié du capital.

o Le ratio « Encours de dette nette / habitant (€) a été impacté :

- En 2014, par la mise en force de la première phase du contrat « PPP éclairage » signé en 2013 ;
- En 2015 par :
  - la mise en force de la deuxième phase du contrat « PPP éclairage » signé en 2013 ;
  - La nécessité de désensibiliser un produit structuré très toxique souscrit antérieurement auprès de Dexia. Cette désensibilisation passait, notamment, par la souscription d'un emprunt pour financer une partie de l'IRA. Bien qu'importante, l'aide du Fonds de Soutien ne compense pas totalement cet emprunt (16.4 M€ vs 12.4 M€)
- En 2016, le ratio commence à s'améliorer.
- En 2017, malgré le décalage des opérations de cessions d'actifs, la baisse de l'encours de dette a pu se poursuivre.
- En 2018, la baisse de l'encours de dette se confirme.
- En 2019 et 2020, alors que la baisse de l'encours de dette s'est poursuivie, la forte chute de la population biaise le ratio.

o Le ratio « Encours de dette nette / recettes de fonctionnement (%) » :

Ce ratio se détériore en 2020 par la baisse de nos recettes de fonctionnement due à la crise sanitaire.

- **Mise en jeu garantie d'emprunts.**

La ville garantit des emprunts au profit d'organismes de logements sociaux. Aucune garantie d'emprunt n'a été appelée en 2020.

II. STRUCTURE de la DETTE au 31.12.20 (budget principal)

Ventilations de la dette totale en M€

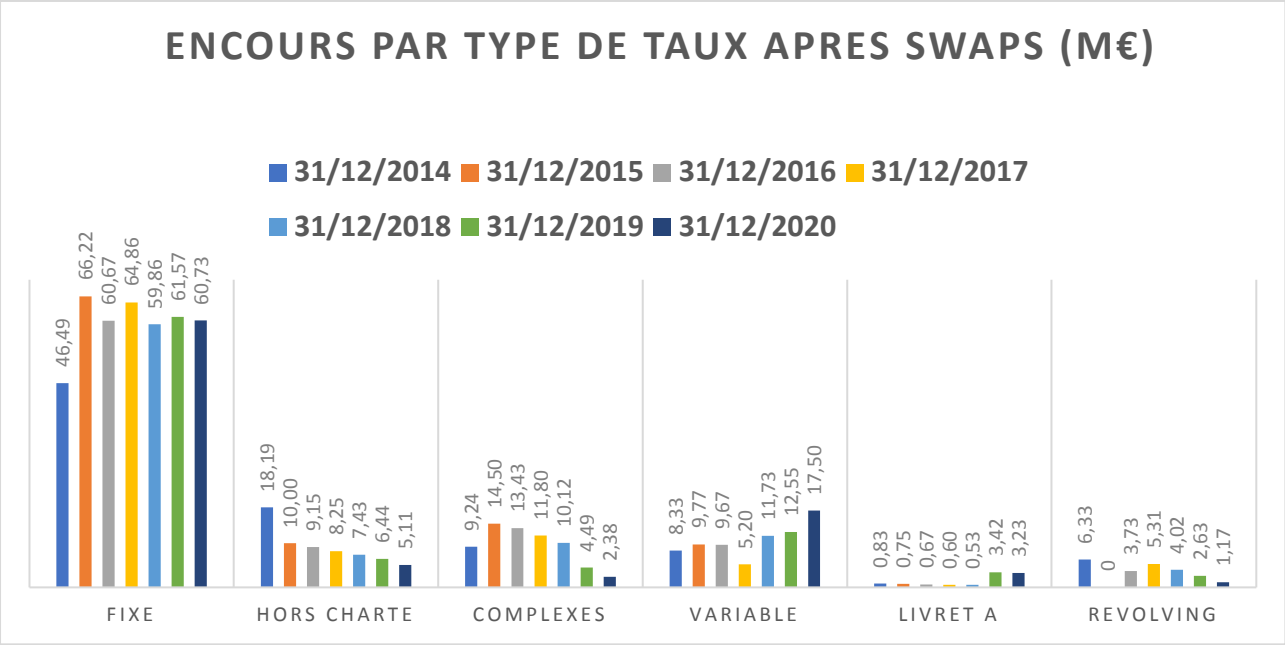
Ces analyses sont conduites sur les dettes brutes (avant déduction de l'aide du Fonds de Soutien).

- Par typologie de taux après swaps :

	31.12.14		31.12.15		31.12.16		31.12.17		31.12.18		31.12.19		31.12.20	
	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%
Fixe[2]	46.49	52.00	66.22	65.41	60.67	62.34	64.86	67.55	59.86	63.89	61.57	67.59	60.73	67.39
Complexes	9.24	10.33	14.50	14.32	13.43	13.80	11.80	12.29	10.12	10.80	4.49	4.93	2.38	2.64
Hors Charte	18.19	20.34	10.00	9.88	9.146	9.40	8.25	8.59	7.43	7.93	6.44	7.06	5.11	5.67
Variable	8.33	9.32	9.77	9.65	9.67	9.94	5.20	5.41	11.73	12.52	12.55	13.78	17.50	19.42
Livret A	0.83	0.93	0.75	0.74	0.67	0.69	0.602	0.63	0.53	0.57	3.42	3.75	3.23	3.58
Revolv tiré	6.33	7.08	-	-	3.73	3.83	5.31	5.53	4.02	4.29	2.63	2.89	1.17	1.30
	89.41	100	101.25	100	97.32	100	96.02	100	93.69	100	91.13	100	90.12	100

Après swaps, à fin 2020, la dette à taux fixe représente 67,39 % de la dette totale, 24,30 %, est à taux variables simples.

La dette hors charte ne représente plus que 5,67 % de notre dette.



2 En ce compris les PPP.

Etant rappelé que la dette revolving (engagement pluriannuel) a une fonction de lissage destinée à optimiser la dette de la Ville, il apparaît clairement que les actions de gestion ont permis de :

- Réduire significativement la dette Hors Charte. Ce point est une des règles de gestion adoptées tendant à rechercher la diminution de l'exposition aux risques ;
- Accroître l'encours à taux fixes dans une période de taux bas. Ce point est également une des règles de gestion adoptées en 2020 ;
- Privilégier les produits indexés sur du révisable en 2020, les taux courts restant négatifs.

Par typologie de risques **Budget Principal** (après swaps) :

		moins élevé			**Risque**		**Plus élevé**	**Total**	
		A	**B**	**C**	**D**	**E**	**HC**	**Total**	
Risk		**M€**	**M€**	**M€**	**M€**	**M€**	**M€**	**M€**	**%**
Élevé	**1**	81.46	3.28					84.74	94.03%
	2								
	3								
+	**4**		0.27					0.27	0.30%
←	**5**								
	HC						5.11	5.11	5.67%
	Σ	81.46	3.55				5.11	90.12	
	%	90.39	3.94				5.67		100 %

La souscription des swaps avait contribué à augmenter de façon sensible l'exposition aux risques de la Ville. Toutefois, les actions de désensibilisation entreprises, notamment depuis 2014, ont réduit tant les encours classés en « Hors Charte » que les encours dits « complexes » correspondants aux produits les plus risqués.

Ainsi, par rapport à fin 2019, les positions Hors Charte sont passées à 5,67 % vs 7,06 % en 2019, les positions complexes à 2,64 % vs 4,93 % en 2019.

Les positions « 1A » - « 1B » ont fortement augmenté à 94,33 % vs 92,16 % en 2019.

- Portefeuille de financements et swaps « Hors Charte » et « Complexes »

  Les produits « Hors Charte » et « à taux complexes » se répartissent ainsi - **Budget Principal** :

Indices de référence des taux complexes ou des emprunts « Hors Charte »	Classt Gissler	Nbre Opé.	Réf. ville	Encours 31.12.20 M€	Encours 31.12.20 %	Seuils (%)	Niveaux Index 03.06.21
Eur 3m	1B	1	295	0.031	0.36%	≤ 6.50%	-0.5420 %
Eur 12m	1B	1	325	3.250	37.51%	≤ 5.10%	-0.4850 %
Libor USD 12 m	4B	1	3177	0.272	3.14%	≤ 7.00%	0.2456 %
USD/CHF	HC	1	301b	0.116	1.34%	≥ 0.95	0.8994 %
2,96% si CMS (30y - 1y)	HC	1	309	3.097	35.74%	≥ 0	1.062 %
Sous-total avec barrière		5		6.766	78.08%		
EUR/USD - EUR/CHF	HC	1	318	0.996	11.49%	sans	0.1226 %
CMS GBP 10y - CMS EUR 10y	HC	1	308b	0.903	10.42%	sans	0.929 %
Sous-total sans barrière		3		1.899	21.92%		
TOTAL		8		8.665	100%		
Total Produits « Hors Charte »		4		5.112	36.19%		
Total Produits à « Tx complexes »		3		3.553	63.81%		
Total par types de taux		6		8.665	100%		

- **Taux moyens d'endettement**

Année	Après Swaps (%)	
	Niveau	*Variation*
2009	3.97	
2010	5.54	*+1.57*
2011	7.34	*+1.80*
2012	6.93	*-0.41*
2013	6.48	*-0.45*
2014	5.24	*-1.24*
2015	4.09	*-1.15*
2016	3.76	*-0.33*
2017	3.31	*-0.45*
2018	3.02	*-0.29*
2019	2.80	*-0.22*
2020	2.43	*-0.37*

Ainsi qu'indiqué supra, en 2014, un changement de politique de gestion de dette est intervenu dans le but de **réduire tant les risques financiers que les taux moyens**. Cette politique a été renforcée en 2015 avec l'adoption d'un cahier de procédures de gestion de dettes et d'un cahier de règles de gestion. Il en est résulté prioritairement :

o En 2014 et en 2015, une désensibilisation des produits structurés les plus défavorables. Les améliorations qui en ressortent se font sentir sur les taux moyens dès 2014 ;

o En 2016, le remboursement d'un emprunt à taux variable à marge élevée (2,29 %) et son refinancement par un emprunt à taux fixe de 0,70 %. Malgré l'Indemnité de Remboursement Anticipée acquittée (3 % du CRD), cette opération est très bénéfique pour la Ville ;

o En 2017, le remboursement d'un emprunt à taux révisable à marge élevée (3,47 %) et son refinancement par un emprunt à taux fixe de 0,70 %. Malgré l'Indemnité de Remboursement Anticipée acquittée (3 % du CRD), cette opération est très bénéfique pour la Ville ;

o En 2018, la majorité des tirages ayant été effectués sur des taux à variables simples, révisables sur des taux courts restant largement négatifs à ce jour ;

o En 2019, la sécurisation définitive d'un emprunt structuré par un passage de l'échéance en taux fixe à des conditions avantageuses.

o En 2020, à la demande de Dexia, la Ville a saisi l'opportunité :

- D'une part de rembourser par anticipation et de refinancer un emprunt d'un montant de 3 178 378,44 € dont le taux fixe s'élevait à 4,68 %.

  Cette transaction a fait l'objet d'un protocole d'accord (délibération 2020-97).

  Le nouvel emprunt a été souscrit auprès de la Banque Postale pour un montant strictement identique, au taux fixe de 0,74% et pour la durée résiduelle de l'emprunt quitté, soit 8 ans.

- D'autre part, de rembourser par anticipation et de refinancer un emprunt en Franc Suisse d'un montant de 328 275,00 CHF.

Cette transaction a fait l'objet d'un protocole d'accord (délibération 2020-97).
Le nouvel emprunt a été souscrit auprès du Crédit Agricole au taux fixe de 0,45% et pour la durée résiduelle de l'emprunt quitté soit 2,25 ans. Le montant du prêt (224 170,31 €) correspond à la contrevaleur en Euros basée sur le cours historique du taux de change.

Le tableau ci-dessus montre clairement l'impact de ces actions sur le taux moyen après swaps, taux effectivement supporté par la Ville. Il est donc la cible des actions de gestion.

III. DETTE « HORS CHARTE » et à « TAUX COMPLEXES » au 31.12.20 – budget principal

- Au 31.12.20, la dette « hors charte » et à « taux complexes » est répartie ainsi :

Banque prêteuse	Réf.	Type	Sans swaps		Avec swaps		Total	
	Ville	Taux	Nbre	M€	Nbre	M€	Nbre	M€
Financements Hors Charte								
SFIL HC	308b	Struct			1	0.90	1	0.90
Dexia HC	309	Struct			1	3,10	1	3,10
CE HC	318	Struct			1	0.99	1	0.99
CE HC	301b	Struct			1	0,12	1	0,12
					4	5.11	4	5.11
Financements Complexes								
Dexia B1	295	Struct	1	0,03			1	0,03
SFIL B1	325	Struct			1	3,25	1	3,25
CE B4	3177	Struct	1	0,27			1	0,27
			2	0,30	1	3,25	3	3.55
TOTAL			2	0.30	5	8.36	9	8.66

Près des 2/3 de la dette HC ou à taux complexes a été travaillée avec des swaps (et parfois des contre-swaps).

● La dette comprend des produits « Hors Charte » Gissler.

En cas de swap et éventuellement de contre-swaps, ne sont retenues que les positions résultantes.

Quatre produits restent classés en « Hors Charte », soit de l'ordre de 5,61 % du portefeuille de dettes. La part « Hors Charte » est passée de 18,19 M€ à 5,11 M€ entre fin 2014 et fin 2020, soit une réduction de près de 72 %.

Réf.	TAUX	ENCOURS AU 31.12.2020
Ville		M€
301b	3.50 % si USD/CHF ≥ 0.95 sinon, 3.50 % + 1.55 * (0.95 - USD/CHF) / USD/CHF	0,12
308b	MAX (10.98 % - 10 * [CMS GBP 10y - CMS EUR 10y] ; 0) (Floor = 0.00 %)	0.90
309	2.96 % si (CMS 30y - CMS1y) ≥ 0 sinon, 10.55 % - 10 * (CMS 30y - CMS 1y)	3.10
318	2.00 % + MAX [(EUR/USD - EUR/CHF - 10.65 %) ; 0]	0.99
	TOTAL en EUR	**5.11**

- **Résultats sur swaps**

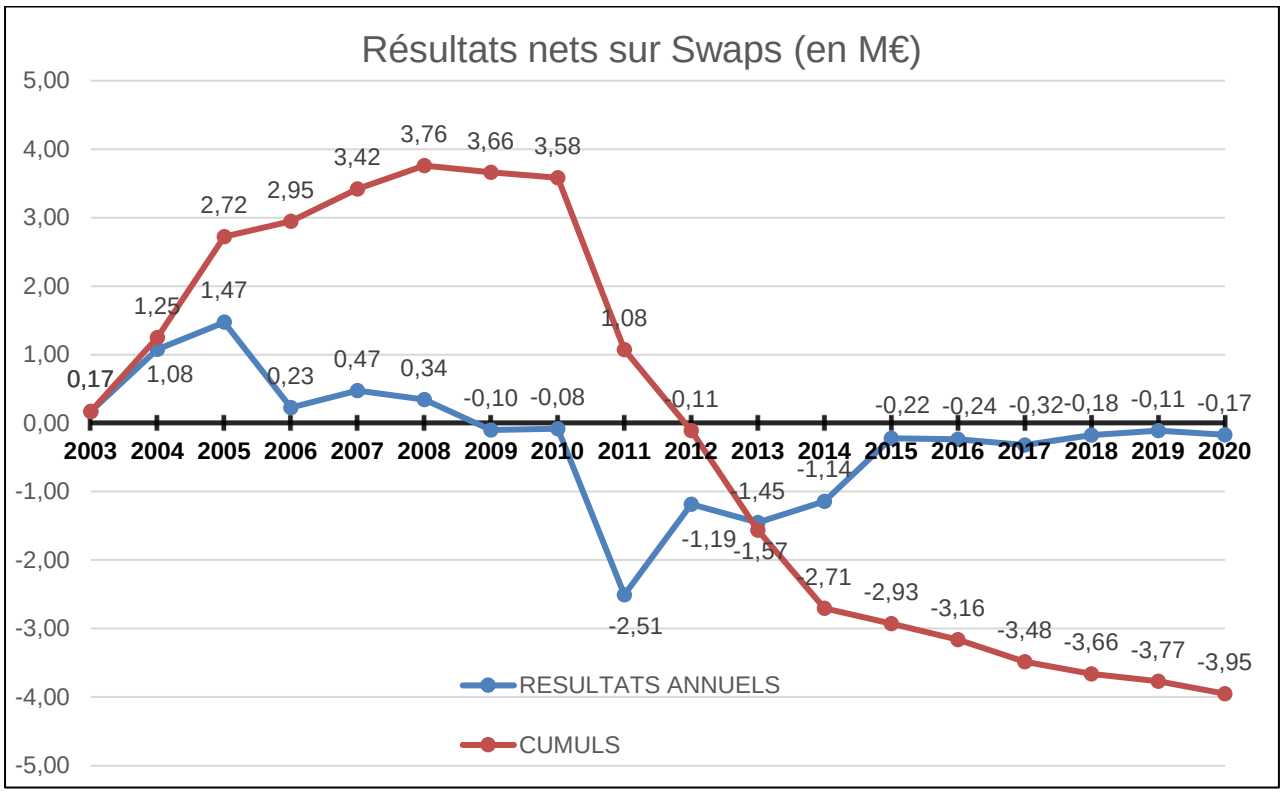
Ils sont calculés depuis les premiers swaps souscrits.

Compensés	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Gains	+0.172	+1.078	+1.477	+0.300	+1.144	+1.419
Pertes		-0.002	-0.004	-0.075	-0.670	-1.077
par exercice	+0.172	+1.076	+1.473	+0.225	+0.474	+0.342
Cumuls	+0.172	+1.248	+2.721	+2.946	+3.420	+3.762

Compensés	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Gains	+0.581	+0.536	+0.448	+0.465	+0.381	+0.422
Pertes	-0.681	-0.616	-2.955	-1.652	-1.834	-1.563
par exercice	-0.100	-0.080	-2.507	-1.187	-1.453	-1.141
Cumuls	+3.662	+3.582	+1.075	-0.112	-1.565	-2.706

Compensés	2015	2016	2017	2018	**2019**	**2020**
Gains	+0.389	+0.251	+0.254	+0.200	+0.109	+0.058
Pertes	-0.610	-0.486	-0.575	- 0.377	-0.224	-0.229
par exercice	-0.221	-0.235	-0.321	-0.177	-0.115	-0.171
Cumuls	-2.927	-3.162	-3.483	-3.660	-3.775	-3.946

Le graphique ci-après résume ces évolutions :



- 2009 marque un tournant caractérisé par des résultats nets par exercice devenant négatifs, conséquence de la crise dite des « subprimes » et de ses prolongements ;

- 2011 et 2012 enregistrent un alourdissement significatif de la tendance au point d'absorber tous les résultats favorables engrangés précédemment ;

- 2014 dénote une reprise du contrôle des résultats sur swaps grâce à la désensibilisation d'un contre-swap Depfa.

- 2015 accentue l'amélioration grâce à la désensibilisation d'un financement structuré (Dexia)

- 2016 année de plein effet (12 mois) des désensibilisations, confirme l'amélioration

- 2017 tendance à l'amélioration atténuée : dans le sillage du Brexit d'une part, et de la reprise économique en zone euro d'autre part, l'écart d'indices zone GBP – zone EUR s'est resserré, impactant sensiblement le produit HC 308b (perte 2017 120 K€ vs 2016 12 K€)

- 2018 les encours notionnels des swaps diminuants, le volume de perte constaté diminue

- 2019 la diminution du volume de perte constaté se poursuit.

- 2020 l'effet « brexit » a induit un resserrement de l'écart d'indice de la zone GBP moins zone EURO impactant sensiblement le contre Swap 308B . Il en a été de même pour le swap 318 impacté par l'augmentation de l'écart EUR-USD moins EUR-CHF en fin d'année 2020.

IV. PROVISIONS au 31.12.20

PROVISIONS pour RISQUES de TAUX et de CHANGE AU 31 DECEMBRE 2019

Contrats	301 B	304	308 B	309	3177	318	TOTAL
Contrepartie	FMS	Dexia	FMS	Ixis CIB	CECAz	FMS	
Cotation Gissler	HC	HC	HC	HC	4B	HC	
Capital restant du au 1er septembre CHF		328 275,00					
Capital restant du au 1er septembre Euros		305 571,07					
Capital restant du au 31/12/2020 (€)	116 422,92	0,00	903 093,33	3 096 986,82	271 626,03	995 876,76	5 384 005,86
Durée résiduelle (années)	0,98	0,00	2,41	7,58	0,40	3,99	
Provision devises		0,00					
Provision €	2 021,68	0,00	-481,78	1 751,93	2 982,13	39 889,53	46 163,48
Provision globale	2 021,68	2 021,68	1 539,91	3 291,83	6 273,97	46 163,50	

DOTATION / REPRISE aux PROVISIONS pour RISQUES de TAUX et de CHANGE 2020

Contrats	301 B	304	308 B	309	3177	318	TOTAL
Contrepartie	FMS	Dexia	FMS	Ixis CIB	CECAz	FMS	
Cotation Gissler	HC	HC	HC	HC	4B	HC	
Dotation Provision (+) €	**1 934,02**	**0,00**	**0,00**	**1 751,93**	**0,00**	**35 261,50**	38 947,45
Reprise Provision (-) €	**0,00**	**-82 779,80**	**-8 415,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-91 195,79**
Dotation (+) / Reprise (-) nette	**1 934,02**	**-80 845,78**	**-89 261,76**	**-87 509,84**	**-87 509,84**	**-52 248,34**	**-52 248,34**

Des ajustements sont opérés à chaque arrêt des comptes si :

- Les conditions de marché venaient à s'améliorer (reprises) ou à se dégrader (dotations) ;
- Des réaménagements permettaient d'abaisser les indices « Gissler » sous les limites définies ci-avant supprimant, par le fait, l'obligation de provisionnement (reprises).

V. RATIOS « REGLES de GESTION »

Les ratios sont calculés sur la dette nette totale du budget principal.

- **Critères d'importance de la dette**
  - Critères structurels – budget principal

	Limites	Niveaux au			
		31.12.17	31.12.18	**31.12.19**	**31.12.2020**
Capacité de désendettement retraitée[3] ratio Ville	≤ 12.0 ans	16.4 ans	10.84	9.1	9.6
Encours de dette / recettes de fonctionnement	≤ 110%	128%	124%	118%	121%

Encours de dette retraité – Fonds de Soutien déduit (décret du 29.12.15)

  - Dette dérivée ou structurée (« Hors Charte » et « Complexes »)

	Limites	Niveaux au			
		31.12.17	31.12.18	**31.12.19**	**31.12.2020**
Encours de dette dérivée / Encours de dette totale	≤ 25%	20.9%	18.94%	11.98%	9.61%
Encours de dette dérivée	≤ 25 M€	20.05 M€	17.75 M€	10.93 M€	8.66 M€

[3] Rapport entre le stock de dette et la capacité d'autofinancement brute (Ville) recettes réelles – dépenses réelles

Le pourcentage est calculé par rapport à la dette brute du budget principal.

L'objectif fixé par les règles de gestion était de 25% pour l'encours de dette dérivée / encours de dette totale et de 11 M€ pour l'encours de dette dérivée ; ce dernier étant atteint, les critères sont respectés.

- **Nouveaux financements**

FINANCEMENT MAXIMUM PREVU (M€)		
	31.12.20	
	Maximum	Réalisé
Financement Maximum Prévu (FMP)	7.50 M€	7.1 M€
Plafond (120% du FMP)	9.00 M€	

Dès lors que les limites n'ont pas été dépassées, les critères sont respectés.

- **Paramètres de gestion**
  - Durées

	Limites	**31.12.20**
Durée moyenne du portefeuille d'emprunts	7.2 ans	6,8 ans
Durée maximum des emprunts nouveaux de l'année n	25 ans	20 ans
Durée moyenne des emprunts nouveaux pour financer l'investissement de l'année n	20 ans	20 ans

  - Segmentation par types de taux

Nature des taux	Limites	**31.12.20**
	en %	en %
Taux Fixes	65%	67.39 %
Taux Variables ou Référencés	35%	32.61 %

Sur les deux catégories principales, les données à fin 2020 sont proches des objectifs définis (dans un contexte de taux bas, il s'est avéré opportun de souscrire en taux fixe) ; on peut donc considérer que les critères sont respectés.

Les pourcentages sont calculés par rapport à la dette totale brute.

En résumé, sur la base des données à fin 2020, les règles de gestion ont été appliquées.

VI. BILAN 2020 ET PERSPECTIVES

- **Commentaires de marchés *(source finance active)***

L'année 2020 a été exceptionnelle à plus d'un titre. La propagation rapide de la pandémie a poussé les Etats à intervenir massivement, de concert avec les banques centrales. Alors même qu'un an auparavant, la normalisation monétaire semblait être la sortie logique d'une décennie d'interventions de la Banque centrale européenne, cette dernière semble être entrée dans un processus d'innovation monétaire permanent avec l'annonce de nouvelles mesures de soutien.

Dans ce contexte, les banques ont financé 59,3% des besoins d'emprunt à long terme des collectivités : cette proportion des volumes correspond aux nouveaux contrats, signés et consolidés en 2020, mais aussi aux consolidations de contrats signés par le passé ou de conventions pluriannuelles.

Le recours au financement obligataire fait un bond de 17,1% en 2019 à 31,4% en 2020, ce qui se traduit par le recul du financement bancaire traditionnel pour la deuxième année consécutive depuis 2018 (69,4%).

Les banques restent cependant la première source de financement des collectivités pour 60% environ des volumes (toutes strates) et pour plus de 89% pour les Communes et EPCI de moins de 20 000 habitants.

Les Régions et les Syndicats se distinguent par leur recours plus important au financement obligataire, respectivement 44,5% et 63,5%. La part des nouveaux financements issus de la Caisse des Dépôts (CDC) décroit, de 3% en 2019 à seulement 2,3% en 2020.

La présence de la CDC / Banque des Territoires est plus marquée chez les Communes et EPCI de moins de 10 000 habitants (8,5%) et les Communes et EPCI entre 20 000 et 100 000 habitants.

Toujours parmi les financements alternatifs, la Banque européenne d'investissement (BEI) est de moins en moins représentée, à seulement 1,8% des flux (contre 19,8% en 2014).

- **Taux d'intérêts *(source finance active)***

Pour l'année 2020, les taux d'intérêt auxquels les collectivités françaises se sont financées ont poursuivi leur décrue grâce à la détente des taux longs observée à compter de l'été 2020.

Ainsi, les collectivités ont enregistré un taux moyen largement inférieur (0,56%) à celui observé l'an dernier (0,71%).

En effet, plus de 44% des taux fixes ont été souscrits sur un niveau inférieur à 0,50%.

Du côté des marges faciales sur les emprunts variables, 57% d'entre elles étaient inférieures à 0,45%, avec cependant une marge moyenne observée à 0,54% en 2020 (54 points de base), en hausse par rapport à 2019 (0,41%).

Quant à la distribution des taux payés par type de financement, 40,1% des financements alternatifs (AFD, AFL, BEI et CDC) ont été souscrits sur des niveaux inférieurs à 0,50%, niveau très proche de celui des banques (41,1%).

C'est le financement obligataire qui apparait le plus performant, avec 61,4% des financements émis en deçà de 0,50%.

Si toutes les strates de collectivités se sont financées sur un taux moyen inférieur à 1%, ce sont les SDIS qui ont bénéficié des meilleures conditions de financement (0,49%) puis les Départements (0,51%).

- **Durée *(source finance active)***

Pour couvrir leurs besoins d'emprunt 2020, les collectivités locales n'ont jamais emprunté sur une durée aussi longue avec une moyenne de 20,1 années, contre 18 ans en 2019.

En effet, 25,7% des crédits ont été souscrits sur une durée supérieure à 25 ans (contre 15,5% en 2019), chiffre tiré vers le haut par les financements obligataires (41,4% des financements mobilisés sur des maturités supérieures à 25 ans).

La durée moyenne des financements obligataires est de 22,1 ans (et jusqu'à 50 ans), contre 19 ans pour les financements bancaires.

Les banques publiques (AFD, AFL, BDCE, BEI et CDC) restent les partenaires qui financent les investissements les plus longs avec 20,5 années en moyenne et jusqu'à 52 ans pour la CDC.

Ce sont les Communes et EPCI de plus de 100 000 habitants qui ont emprunté sur la durée de vie la plus longue (23,1 ans), alors que les Communes et EPCI de moins de 10 000 habitants sont les entités qui ont emprunté sur des maturités les plus courtes (17,4 années).

Pour ce qui concerne la région PACA et pour ses communes et EPCI de moins de 100 000 habitants, le taux d'emprunt moyen s'est situé à 0.77 % pour une durée d'emprunt moyenne de 18.8 années. Les principaux prêteurs ont été Le Crédit agricole pour 34.6 % et la BPCE pour 17.2 %.

- **Stratégie *(source finance active)***

La préférence pour les emprunts à taux fixe se renforce en 2020, avec plus de 89% des volumes réalisés à taux fixe l'an dernier (contre 77,3% en 2019) et seulement 10,9% à taux variable (dont 2,1% de Livret A).

Cela s'explique par la détente importante des taux longs d'une part, mais également par le renchérissement du coût des emprunts à taux variable, pour lesquels le floor à 0% appliqué sur les index Euribor augmente toujours substantiellement la marge réelle des emprunts.

De ce fait la part des emprunts variables dans les nouveaux financements est historiquement faible à 10,9%, contre 34,7% en moyenne sur la période 2014-2019.

A noter qu'en 2020, 100% des emprunts ont ainsi été souscrits avec des taux d'intérêt classés 1A selon la Charte de bonne conduite (dite Charte Gissler).

- **Perspectives 2021 (*source Finance Active*)**

Aujourd'hui, grâce aux campagnes de vaccination mondiales et aux plans de soutien et de relance économiques massifs, les perspectives de reprise économique sont positives et augurent des jours meilleurs à venir.

C'est ce qu'illustre bien la remontée des taux des OAT depuis le début d'année.

De manière générale, les nombreuses inconnues sanitaires (nouvelles vagues, rythme de vaccination, nouveaux variants et durée d'immunité des vaccins) auront un impact direct sur l'activité économique à venir, ce qui rend donc ardu tout exercice de prévision.

A ce jour, cependant, si l'on regarde les prévisions de croissance économique de la zone euro (3,8% en 2021 et 2022 d'après la Commission européenne), le niveau de valorisation des entreprises (CAC40 autour des 5700 points) qui pour rappel reflète les anticipations de revenus futurs- ou encore le cours du pétrole (un bon indicateur avancé du commerce international), on peut être raisonnablement optimiste sur le retour de la croissance économique en zone euro et en France.

Sur les marchés financiers, sous réserve que l'inflation en zone Euro reste en dessous de la cible BCE de 2% (ce que les économistes anticipent jusqu'à au moins 2022), les taux d'intérêt directeurs de la BCE devraient rester à leur niveau actuel (la courbe forward des Euribors 6 mois est parfaitement stable pendant 1 an).

Les taux monétaires, €ster et Euribors au premier rang, devraient rester, en l'absence d'anticipations de hausse des taux BCE et de stress de liquidité des banques, proches des taux directeurs.
Sur le marché de la dette française, étant donné que la hausse de l'endettement de l'Etat est déjà connue des marchés et que celle-ci devrait continuer à être absorbée par la BCE, la probabilité de hausse significative des taux des OAT est faible. La véritable inconnue est finalement l'inflation qui, alors qu'elle revient aux Etats-Unis, pourrait jouer les trouble-fêtes en Europe également, si le pétrole poursuit sa remontée et que les consommateurs européens décident -à la sortie des confinements- de se déplacer à nouveau et dépenser massivement leur épargne accumulée.

VII. CONCLUSIONS

Comme le précise « finance active » dans son rapport d'observation 2020 *de la dette des Collectivités Locales :*

L'année 2020 a été le témoin d'une crise sanitaire mondiale, celle de la Covid-19, faisant à ce jour plus de 2,3 millions de victimes dans le monde. Face à cette crise, les gouvernements ont confiné leurs populations - engendrant un arrêt brutal de l'économie mondiale - et soutenu leurs économies en utilisant leurs leviers (budgétaire, prêts garantis, chômage partiel, etc.), avec comme conséquence la hausse des déficits budgétaires et des dettes publiques. Les autorités monétaires, elles, ont baissé leurs taux d'intérêt directeurs et mis en place (ou poursuivi) des programmes massifs d'achats d'actifs (PEPP, APP) et de refinancement des banques (TLTRO III, PELTRO) afin de maintenir des conditions d'emprunt (banques, ménages, entreprises et Etats) très favorables.

VILLE de GRASSE

DÉFINITION STRATÉGIQUE de la GESTION de la DETTE

REGLES de GESTION

SOMMAIRE

I. INTRODUCTION 3

II. CRITERES d'IMPORTANCE de la DETTE (Budget Principal) 3

III. NOUVEAUX FINANCEMENTS 3

IV. REAMENAGEMENTS 4

V. GESTION de TAUX : INSTRUMENTS AUTORISES 4

- **Instruments de gestion de taux autorisés** 4
- **Règles d'utilisation des instruments de gestion de taux (rappels)** 4
- **Classement « Gissler » maximum** 4

VI. PARAMÈTRES de GESTION 5

- **Taux Budget** 5
- **Durées** 5
- **Segmentation par types de taux** 5
- **Dette structurée (« Hors Charte » et « Taux Complexes »)** 6

VII. RÈGLES de GESTION 6

I. INTRODUCTION

Le présent document reprend les points essentiels pour cadrer la gestion en application des principes définis dans le cahier de procédures générales.

Ces règles s'appliquent à la gestion de la dette du budget principal.

Il doit être actualisé chaque année.

II. CRITERES d'IMPORTANCE de la DETTE (Budget Principal)

La dette de la ville est qualifiée d'importante (appréciation relative ou absolue) dès lors que l'une ou l'autre des limites suivantes est atteinte ou dépassée. Le même tableau fixe également les niveaux à atteindre pour l'exercice nnnn.

- Critères structurels

	Limites	Niveaux au 31.12.20	Objectifs 31.12.21
Capacité de désendettement (ratio Ville)	12.0 ans	9.6 ans	12 ans
En-cours de dette nette / recettes de fonctionnement	110%	121%	125%

Pour le calcul des ratios, l'encours de dette sera diminué de l'aide du Fonds de Soutien (décret du 29.12.15). Il s'agit donc de l'encours de dette nette.

En raison des caractéristiques actuelles du portefeuille de dette, cette dernière est, aujourd'hui, qualifiée d'importante. Les objectifs à moyen terme sont de la ramener progressivement en deçà des seuils.

- Dette dérivée ou structurée (« Hors Charte » et « Taux Complexes »)

	Limites	Niveaux au 31.12.20	Objectifs 31.12.21
En-cours de dette nette dérivée / En-cours de dette totale	≤ 25%	9.61 %	8.60 %
En-cours de dette nette dérivée	≤ 25 M€	8.66 M€	6.99 M€

III. NOUVEAUX FINANCEMENTS

- Prévision des besoins

Chaque année, la direction financière prévoit le besoin de financement maximal pour les trois années suivantes dans le cadre d'un plan approuvé par l'exécutif.

- Paramètres de gestion

La direction financière doit s'assurer que le financement maximal prévu couvert par des concours long terme ou des lignes confirmées est compris dans les limites fixées par l'assemblée délibérante.

FINANCEMENT MAXIMUM PREVU (M€)				
Exercice	2021	2022	2023	2024
Financement Maximum Prévu (FMP)	7.50	5.00	5.00	5.00
Plafond (120 % du FMP)	9.00	6.00	6.00	6.00

L'exécutif doit proposer à l'assemblée délibérante un montant prévisionnel d'emprunts nouveaux (hors réaménagements) pour l'année suivante.

IV. REAMENAGEMENTS

En cas de réaménagement d'emprunts anciens dans le but de réduire le risque, la marge appliquée ne pourra augmenter de plus de 100 BP (1 %) le coût de revient de l'emprunt initial.

Les réaménagements d'emprunts anciens, pour d'autres motifs que la réduction du risque, ne devront pas augmenter le coût de revient de l'opération réaménagée.

V. GESTION de TAUX : INSTRUMENTS AUTORISES

- **Instruments de gestion de taux autorisés**
  - Swap de taux (échange de taux variable contre taux fixe ou l'inverse).

    Les références de taux variables seront :
    - Des taux monétaires : €str et ses dérivés (T4M, TAG, TAM), Euribor. Les taux Libor ne sont pas autorisés ;
    - Des taux longs obligataires euro : TEC 10, TMO, TME ou autres taux longs de la zone euro ;
    - Des taux de swaps : CMS, CMT.
  - CAP simples. Les FLOOR ne sont autorisés qu'en combinaison avec un CAP ;
  - CAP à paliers. Les FLOOR à paliers ne sont autorisés qu'en combinaison avec un CAP simple ou un CAP à paliers ;
  - COLLAR (ou tunnel : combinaison à l'origine de l'achat d'un CAP et de la vente d'un FLOOR) ;
  - Swap avec option implicite ;

  Cette liste est limitative. Ainsi, ne sont pas autorisées les structures à effet de levier, les structures de pente de taux, les structures combinant taux et devises ou toute autre opération non listée ci-avant.

- **Règles d'utilisation des instruments de gestion de taux (rappels)**
  - Aucune position de produit dérivé ou structuré ne doit rester ouverte. La souscription de protections est obligatoire. Dans ce cadre, le principe de mise en place systématique de couvertures sous forme de garanties de taux plafond doit être strictement appliqué.
  - Le coût des couvertures peut être allégé par des associations de Floors (perte d'opportunité autorisée).

    Les achats de CAPS pourront également être financés par des ventes d'options de swap permettant à la contrepartie de repasser la ville à taux fixe.

- **Classement « Gissler » maximum**
  - Classement maximum : C2.

    La signification de ce classement est rappelée dans les tableaux ci-dessous (Tableaux des risques « Gissler »).

	Indices sous-jacents
1	Indices zone euro.
2	Indices Inflation française ou inflation zone euro ou écarts entre ces indices.
3	Ecarts d'indices zone euro.
4	Indices hors zone euro. Ecarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro.
5	Ecarts d'indices hors zone euro.

	Structures
A	Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (CAP) ou encadré (tunnel).
B	Barrière simple. Pas d'effet de levier.
C	Option d'échange (swaption).
D	Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé.
E	Multiplicateur jusqu'à 5

- Structures autorisées

  En dehors de celles autorisées par l'application du point précédent, les seules structures autorisées sont celles qui, adossées à une structure déjà existante dans le portefeuille de dettes, en réduisent le risque au sens II de l'article 32 de la loi du 26 juillet 2013.

  « Les collectivités territoriales peuvent déroger aux conditions prévues à l'article L. 1611-3-1 du code général des collectivités territoriales lorsque la souscription d'un emprunt ou d'un contrat financier, par la voie d'un avenant ou d'un nouveau contrat, a pour effet de réduire le risque associé à un emprunt ou un contrat financier non conforme au même article L. 1611-3-1 et qui a été souscrit avant la promulgation de la présente loi.

  Dans le cadre de cette renégociation, les établissements de crédit concernés sont tenus de fournir, au plus tard lors de la conclusion du nouveau contrat ou de l'avenant au contrat, un document explicitant la baisse de risque induite par cette renégociation ».

VI. PARAMÈTRES de GESTION

Ces paramètres de structure de dette représentent les objectifs à atteindre dans le portefeuille de dette de la ville. Ils s'appliquent à l'ensemble de la dette.

- **Taux Budget**

  Le taux budget permet une estimation des charges financières du budget.

  Les composantes du taux budget se détaillent ainsi :

	En portefeuille	Nouveaux
Taux moyen des lignes à taux fixes	3.33%	1.00%
Taux moyen des lignes à taux variables	0.41%	0.50%
Taux moyen des lignes Hors Charte et Complexes	3.22%	-

  Ce tableau sera complété par les anticipations relatives à chacun des indices composant les positions structurées.

- **Durées**

	Limites
Durée moyenne du portefeuille d'emprunts	7.2 ans
Durée maximum des emprunts nouveaux de l'année n	20 ans
Durée moyenne des emprunts nouveaux de l'année n	20 ans

- **Segmentation par types de taux**

  Cette segmentation intègre tant les instruments classiques que les instruments financiers structurés.

  Les niveaux indiqués sont des objectifs.

Nature des taux	Objectifs (en %)
Taux Fixes	65 %
Taux flottants ou structurés	35 %

- **Dette structurée (« Hors Charte » et « Taux Complexes »)**
  - Encours maximum de dette structurée (« Hors Charte » et « Taux Complexes ») : 12 % (par rapport au total du portefeuille de dettes).

    Pour cette analyse, les lignes de dette structurée (« Hors Charte » et « Complexes ») sont les positions résultantes des financements structurés seuls, des financements structurés swappés et des emprunts classiques swappés. Dans le cas de ligne swappées, seule la position résultante est à prendre en considération.

  - Contrôle des pertes

    Le total cumulé des pertes et des gains relatifs à toutes les transactions adossées à un emprunt, effectuées depuis l'origine de l'opération initiale, devra rester inférieur à 1 % du montant notionnel en constatation comptable cumulée.

    Cette règle s'applique prioritairement aux nouvelles opérations.

    Tout dépassement fera l'objet d'une décision de gestion par l'exécutif.

VII. RÈGLES de GESTION

- En période de taux de niveau peu élevé et dans la perspective d'un maintien de la courbe des taux, les financements nouveaux de 2021 seront prioritairement conclus sur des taux fixes soit sur des taux révisables type Euribor.

- Pour les financements anciens comme pour les financements nouveaux, dans l'objectif de fixer des niveaux de taux longs très avantageux, seront étudiées toutes possibilités de passer à taux fixe les lignes à taux variables. Ces opérations seront conclues soit par usage des dispositions contractuelles, soit par la mise en place de swaps.
  - En l'hypothèse de la mise en place d'un swap, il sera receveur de taux variables et payeur de taux fixes (contre Euribor notamment). Il pourra être à départ décalé.
  - En l'hypothèse d'utilisation des conditions contractuelles, le coût de transformation du taux sera intégré dans le prix de revient résultant. Ce dernier ne pourra majorer de plus de 1 % (100 BP) le taux de revient de l'emprunt initial.

- Toute opportunité de marché sera utilisée pour désensibiliser les structures existantes.

  Chaque dossier en cours fera l'objet d'une analyse particulière aux fins de dégager des solutions de désensibilisation envisageables à des coûts acceptables pour la ville.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-100-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2021 - 100 GESTION DE LA DETTE – ADOPTION DU CAHIER DES PROCEDURES GENERALES ADOPTION DES REGLES DE GESTION

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-100-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021100DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021-100

DU 29 JUIN 2021

GESTION DE LA DETTE
ADOPTION DU CAHIER DES PROCEDURES GENERALES
ADOPTION DES REGLES DE GESTION

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Dans le cadre de la gestion de la dette, cette délibération a pour objet :
- L'adoption du cahier des procédures générales de la gestion de dette,
- L'adoption des règles de gestion en application des principes définis dans le cahier des procédures générales.

INCIDENCE FINANCIERE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
AFFAIRES FINANCIERES		

Monsieur le Maire expose :

Le recours à l'emprunt constitue pour la ville une ressource indispensable au financement de son programme d'investissements.

L'encours de financement est essentiellement composé de prêts classiques ou spécifiques réservés aux collectivités locales et territoriales.
Il comprend, de plus, des produits structurés tels que financements structurés et swaps structurés, pour lesquels une gestion adaptée constitue un enjeu majeur afin d'assurer une politique efficace de maîtrise des risques financiers.

Un processus décisionnel et une organisation claire et éprouvée sont des conditions essentielles pour maîtriser le coût de la dette, dont le poids peut rapidement dépasser non seulement les objectifs définis mais aussi les limites supportables en termes de gestion.

La crise financière de 2008 a remis en évidence l'importance de pratiques financières saines, lisibles et compréhensibles par tous, que ce soit en matière de levée de fonds auprès des banques ou sur les marchés, ou que ce soit en matière d'utilisation d'instruments financiers par intervention directe sur les marchés (« swaps structurés ») ou au travers de contrats d'emprunts (« financements structurés »).

En conséquence,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2122-21 à 2122-23,

Vu le Code Monétaire et Financier article 211-1 II notamment,

Vu la loi n°2001-420 du 15 mai 2001 relative aux nouvelles régulations économiques,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-100-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Vu la circulaire NOR/ECO/R/04/60116/C du 22 septembre 2004 relative aux conditions de dérogation à l'obligation de dépôt auprès de l'Etat des fonds des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Vu l'ordonnance n°2005-1027 du 26 août 2006 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés,

Vu la circulaire interministérielle NOR IOCB 1015077C du 25 juin 2010, relative aux produits financiers offerts aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics,

Vu la loi n°2013-672 du 23 juillet 2013 relative à la séparation et à la régulation des activités bancaires,

Vu le décret n°2014-984 du 28 août 2014 relatif à l'encadrement des conditions d'emprunts des collectivités territoriales, de leurs groupements et des services départementaux d'incendie et de secours,

Vu la convention cadre FBF relative aux opérations sur instruments financiers à terme,

Vu la directive MIF, concernant les marchés d'instruments financiers,

Vu la charte de bonne conduite entre les établissements bancaires et les collectivités territoriales (CBC) dite charte GISSLER, signée le 7 décembre 2009,

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 10 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ADOPTER le CAHIER DES PROCEDURES GENERALES** tel que joint à la présente délibération.

Ce document précise notamment :

- l'organisation de la gestion de la dette,
- les principes de gestion de la dette : Financements à long terme
  Risque de taux
  Financements à court terme

Le cahier sera soumis chaque année au Conseil Municipal pour approbation, même s'il n'est pas modifié.

Un rapport annuel sera adressé au Conseil Municipal sur les opérations conduites dans ce cadre ; ce rapport dressera notamment, année par année, le bilan des opérations réalisées sur l'année en cours.

En complément de ces procédures,

- **ADOPTER** les orientations et les paramètres de gestion précisés dans le **CAHIER DE DEFINITION STRATEGIQUE DE LA GESTION DE DETTE ET DES REGLES DE GESTION** tel que joint à la présente délibération.

Ces orientations et paramètres seront revus et adoptés annuellement par le Conseil Municipal.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-101-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2021 - 101 CESSION DE MATERIEL
VENTE EN LIGNE DE MATERIEL DIVERS

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-101-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-101-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

CESSION DE MATERIEL
VENTE DE LIGNE DE MATERIEL DIVERS

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La présente délibération a pour objet d'autoriser la vente d'un véhicule Peugeot 508 immatriculé DZ 681 CX au prix résultant de sa mise aux enchères.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
DAF	RECETTES	10 420 €

Monsieur le Maire expose :

Vu l'article L.2122-21 du code général des collectivités territoriales ;

Considérant que par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 (art. 10), le Conseil municipal a délégué au Maire le soin de « décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers d'un prix, par unité, n'excédant pas 4 600 euros nets de taxes ». Au-delà de ce seuil, il incombe au conseil municipal d'autoriser la vente des biens concernés.

Considérant que la Mairie de Grasse est propriétaire du véhicule de marque PEUGEOT modèle 508 immatriculé DZ 861 CX.

Considérant que dans le cadre de la meilleure gestion des deniers publics, ce véhicule est mis à la vente,

Il vous est proposé la vente aux enchères du matériel figurant ci-dessous, vendu au prix de 10 420 € :

- Peugeot 508 immatriculé DZ 861 CX.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 10 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la cession de ce véhicule de marque PEUGEOT modèle 508 immatriculé DZ 861 CX pour un montant de 10 420 € ;

- **ENREGISTRER** la sortie du bien du patrimoine de la ville de Grasse conformément aux dispositions budgétaires et comptables de la M 14 ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer les documents relatifs à la cession.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M

CONVENTION DE DON MANUEL

ENTRE LA COMMUNE DE GRASSE
ET
LE FONDS DE DOTATION VERONIQUE ET THIERRY DRECQ

Entre

La « **Commune de Grasse** », identifiée sous le numéro SIREN N° 210 600 698 000 18, dont le siège est sis place du Petit Puy – B.P. 12069 - 06131 GRASSE Cedex, représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, Maire de Grasse, agissant au nom et pour le compte de la commune en vertu d'une délibération n° 2021-40 du Conseil Municipal en date du 29 juin 2021, reçue en sous-préfecture de GRASSE le

Dénommée ci-après « **Le bénéficiaire »**

D'une part,

Et

Le fonds de dotation Véronique et Thierry DRECQ,
Fonds de dotation régi par la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie et le décret n° 2009-158 du 11 février 2009
Identifié sous le numéro de SIREN 834 998 056,
Enregistré en Préfecture le 16 janvier 2017 sous le n° de Déclaration D61010108922,
Dont le siège est situé au 45 avenue Henri Bergson à Garches 92380
Agissant aux présentes par l'intermédiaire de son représentant légal.

Ci-après dénommé « **Le Fonds de dotation** »,

D'autre part,

Préambule

Le Musée International de la Parfumerie souhaite compléter ses collections, qui sont la propriété de la ville de Grasse, par l'acquisition de flacons et autres objets liés à la parfumerie du XVIIIe au XXe siècle.

Ces acquisitions s'effectueront en fonction des opportunités des ventes, notamment lors de ventes aux enchères ou d'achats auprès de particuliers collectionneurs.

Le fonds de dotation « Véronique et Thierry Drecq » souhaite faire don à la commune de la somme de dix mille euros (10 000 €) afin que cette dernière réalise lesdites acquisitions.

Il a été exposé, arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités du don en numéraire établi entre « Le fonds de dotation » et « Le bénéficiaire », afin que ce dernier procède aux acquisitions de flacons et autres objets liés à la parfumerie du XVIIIe au XXe siècles, pour enrichir les collections du Musée international de la Parfumerie.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DU DONATEUR

« Le Fonds de dotation » s'engage à apporter son soutien à la commune par un don à hauteur de dix mille euros (10 000 €).

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DU BENEFICAIRE

« Le bénéficiaire » accepte le don en numéraire d'un montant de dix mille euros et s'engage à utiliser le don effectué dans le cadre de la présente convention et à la seule fin définie par la présente convention, à savoir :

- L'acquisition de flacons et autres objets liés à la parfumerie du XVIIIe au XXe siècles.

La commune s'engage à informer le donateur des acquisitions réalisées grâce au don manuel.

ARTICLE 4 – ACCEPTATION DU DON

Le don est réciproquement consenti et accepté par les deux parties dans le respect des conditions énoncées dans la présente convention.

ARTICLE 5 – COMMUNICATION

« Le bénéficiaire » s'engage à mentionner autant que possible le soutien du « Fonds de dotation » lors de la communication afférente aux œuvres acquises grâce au don manuel.

ARTICLE 6 – LITIGE

Pour tout litige qui résulterait de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. A défaut, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux territorialement compétents.

Fait à Grasse, le
En 2 exemplaires,

Le Fonds de dotation	**Pour la Commune de Grasse**
Véronique et Thierry DRECQ	Le Maire
Monsieur Thierry DRECQ	**Jérôme VIAUD** Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-102-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2021 - 102 MUSEE INTERNATIONAL DE LA PARFUMERIE
ACCEPTATION D'UN DON MANUEL

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-102-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-102-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021 - 102

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

MUSEE INTERNATIONAL DE LA PARFUMERIE
ACCEPTATION D'UN DON MANUEL

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet d'autoriser Monsieur le Maire à accepter un don manuel de 10 000 €, en vue de l'achat de flacons et autres objets liés à la parfumerie du XVIIIe au XXe siècle.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Musée International de la Parfumerie	RECETTES	10 000 €

Monsieur Nicolas DOYEN expose :

Considérant que le Musée International de la Parfumerie souhaite compléter ses collections par l'acquisition de flacons et autres objets liés à la parfumerie du XVIIIe au XXe siècle.

Considérant que ces acquisitions s'effectueront en fonction des opportunités des ventes, notamment lors de ventes aux enchères ou d'achat auprès de particuliers collectionneurs.

Considérant que les collections du Musée International de la Parfumerie appartiennent à la Commune de Grasse.

Considérant que le Fonds de dotation « Véronique et Thierry DRECQ » souhaite faire don à la commune de la somme de dix mille euros (10 000 €) afin que cette dernière procède à ces acquisitions.

Considérant qu'au terme de l'article L2541-12 du code général des collectivités territoriales, il appartient au conseil municipal de délibérer sur l'acceptation des dons et legs.

La commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ACCEPTER** le don manuel du fonds de dotation « Véronique et Thierry DRECQ » d'un montant de 10 000 euros ;

- **DIRE** que ce don sera affecté à l'achat de flacons et autres objets liés à la parfumerie du XVIIIe au XXe siècle auprès de ventes aux enchères et achat auprès de particuliers collectionneurs ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué, à signer pour le compte de la Commune tous documents à intervenir dans cette affaire.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-103-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2021 - 103 MUSEE D'ART ET D'HISTOIRE DE PROVENCE
ENTREE AU JARDIN DU MAHP – SALON DE THE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-103-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-103-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021 103

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

MUSÉE D'ART ET D'HISTOIRE DE PROVENCE
ENTREE AU JARDIN DU MAHP - SALON DE THE

RÉSUMÉ SYNTHÉTIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet de définir les modalités d'accès au MAHP pour les clients du salon de thé éphémère installé au jardin du Musée d'Art et d'Histoire de Provence.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
MUSEES	---	---

Monsieur Nicolas DOYEN expose :

Considérant que la ville de Grasse souhaite mettre en place un salon de thé éphémère installé dans le jardin du Musée d'Art et d'Histoire de Provence pour la période estivale, il convient d'adapter la tarification d'accès au MAHP.

Ainsi, pour la période estivale et dès l'instant où le projet de salon de thé sera concrétisé, pour les clients souhaitant uniquement consommer sur cette terrasse, le Musée d'Art et d'Histoire de Provence consent l'accès libre au jardin à condition d'avoir acquitté le droit d'entrée habituel du musée une première fois.

Le ticket sera donc nominatif et valable pour la durée de l'installation éphémère du salon de thé au MAHP.

La commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la tarification des droits d'entrée sur le site pour des clients souhaitant uniquement se rendre au salon de thé, situé au jardin du MAHP.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-104-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2021 - 104 VILLE D'ART ET D'HISTOIRE
TARIFICATION DE VISITES GUIDEES SPECIALES ETE 2021

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-104-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-104-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021 104

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

VILLE D'ART ET D'HISTOIRE
TARIFICATION DE VISITES GUIDEES SPECIALES ETE 2021

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Adoption d'une tarification spéciale pour des visites mise en scène et des visites dégustation qui vont être mises en place cet été.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
VILLE D'ART ET D'HISTOIRE	/	/

Monsieur Nicolas DOYEN expose :

Considérant que le label Ville d'art et d'histoire concourt à l'acquisition et à la médiation du patrimoine de la ville en organisant notamment des visites guidées et des ateliers scolaires.

Considérant que par délibérations du Conseil municipal 2018-198 en date du 11 décembre 2018 et 2019-139 en date du 24 septembre 2019, il a été adopté une tarification des visites et médiations scolaires en compagnie d'un guide conférencier agréé,

Considérant qu'afin de diversifier l'offre estivale, il a été envisagé de développer des nouvelles visites guidées :
- Des visites guidées scénarisées en compagnie de guides et d'acteurs.
- Des visites découvertes se terminant par une dégustation de produits locaux sur le marché du mercredi.

Considérant qu'il convient de déterminer une tarification pour ces visites spéciales pour les individuels,

Il est proposé au Conseil Municipal de fixer les tarifs pour les « visites mise en scène » et les « visites dégustation » comme suit et d'approuver leur application à compter du 7 juillet 2021.

Visite mise en scène : 8 euros
Visite dégustation : 8 euros

Aucune réduction ne sera appliquée sur ladite tarification.

La commission plénière ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **NOTIFIER** que ces tarifs rentreront en vigueur à compter du 7 juillet 2021 ;

- **APPROUVER** les tarifs suivants :
  Visite en scène : 8 euros
  Visite dégustation : 8 euros
  Pas de réduction

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL
DU 29 JUIN 2021

VILLE D'ART ET D'HISTOIRE
MECENAT POUR LE PATRIMOINE DE GRASSE – DELIBERATION CADRE

ANNEXE 1

CHARTE ETHIQUE DU MECENAT POUR LA RESTAURATION DU PATRIMOINE DE LA VILLE DE GRASSE

PREAMBULE
La ville de Grasse a l'objectif de contribuer au financement de projets d'intérêt général relevant de ses missions par des ressources apportées par des particuliers, des entreprises ou des fondations.
Elle souhaite énoncer un certain nombre de règles qui guideront ses relations avec les Donateurs dans un cadre de mécénat d'entreprise, tout en définissant un cadre d'intérêts communs.
A Grasse, nous aimons notre patrimoine, nous le chérissons et nous le défendons peut-être encore plus qu'ailleurs. Il est au cœur de la politique culturelle de proximité que nous menons depuis 2014 avec l'équipe municipale en faveur de la rénovation des éléments architecturaux, modestes ou plus imposants, qui constituent l'identité de notre ville. Parce que la puissance publique ne peut pas tout, toute seule, elle a toujours su pouvoir compter sur l'engagement de citoyens, d'associations ou encore d'entreprises, qui accompagnent la municipalité dans cette campagne de réhabilitation patiente et réaliste. La ville de Grasse a souhaité renforcer son action en lançant une mission mécénat et invite toutes les bonnes volontés désireuses d'agir en faveur de la préservation et de la valorisation du patrimoine grassois à s'associer à cette dynamique. Parce que nous avons besoin de conjuguer toutes les forces et tous les atouts pour réussir cette mission d'intérêt général, nous encourageons cette complicité vertueuse.
Que cette démarche collective renforce un sentiment partagé par tous les amoureux de Grasse : celui de vivre dans une ville au patrimoine remarquable.
Jérôme VIAUD,
Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes,
Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

DEFINITIONS
Le mécénat est « un soutien matériel apporté, sans contrepartie directe de la part du bénéficiaire, à une œuvre ou à une personne pour l'exercice d'activités présentant un intérêt général. » (Arrêté du 6 janvier 1989 relatif à la terminologie économique et financière).
Les différents types de mécénat sont les suivants :
Le mécénat financier est un don en numéraire, il se valorise à hauteur du montant du don.
Le mécénat de compétence est la mise à disposition de personnel à titre gracieux, pendant leur temps de travail, il est valorisé au prix de revient de la prestation proposée.
Le mécénat en nature est le don de biens. Le mécénat technologique est une forme spécifique de mécénat en nature, consistant à mobiliser la technologie du Donateur au bénéfice d'un projet d'intérêt général. Le mécénat en nature devra être valorisé à la valeur nette comptable pour les biens inscrits à l'actif de l'entreprise, sur la base d'un compte d'opération détaillé et certifié par le Donateur.
L'Administration est ouverte à toutes formes de mécénat (financier, de compétence, en nature) via conventions.

Avantage fiscal du mécénat financier pour les entreprises
- Pour les TPE-PME

Le taux de réduction est de 60 % sans limite de montant. Le plafond de réduction applicable aux dépenses de mécénat est fixé à 20 000 euros ou à 0,5 % du chiffre d'affaire.
- Pour les Grandes entreprises

La réduction d'impôt est de 40 % pour la fraction des dons supérieure à 2 millions d'euros (contre 60 % jusqu'à ce seuil) dans une limite de 0,5 % du chiffre d'affaire.

PRINCIPES GENERAUX QUANT A LA DEMARCHE DE MECENAT

Partage des valeurs

L'Administration se réserve la possibilité de refuser le don d'un Donateur dont les valeurs ne seraient pas en cohérence avec les siennes ou avec celles de ces donateurs.

Sélection et suivi du don

Les projets sont sélectionnés en fonction de leur intérêt général et de leur valeur patrimoniale. Ils font l'objet d'un suivi scientifique et financier de la part de l'Etat et ou du Département.

Le choix est réalisé en interne avec l'appui des services territoriaux spécialisés en matière de Patrimoine.

Les projets annuels sont soumis aux votes du Conseil municipal.

L'Administration s'engage à faire un retour d'informations régulier aux donateurs, au fur et à mesure de la mise en œuvre du Projet, par le biais notamment des supports de communication municipaux (Kiosque, Réseaux sociaux).

Un compte rendu des actions de mécénat sera communiqué chaque année au Conseil municipal.

Affectation du don

L'Administration s'engage à utiliser l'intégralité de la contribution apportée par le Donateur pour financer le projet.

Si à la fin de l'année, ce projet n'a pas atteint le financement nécessaire, le montant des dons de l'opération sera affecté à un autre projet ouvert au mécénat 2021.

Dans le cas d'inexécution du projet de la part de l'Administration celle-ci restitue au Donateur les sommes qui lui ont déjà été versées, une fois déduites les sommes correspondant aux contreparties éventuellement déjà utilisées par le Donateur.

Indépendance dans la conduite de projet

L'Administration gère le projet bénéficiant de financement privé via le mécénat en toute indépendance et autonomie par rapport au Donateur.

Le Donateur s'engage à ne pas influer sur le projet tant dans son contenu (intellectuel, artistique, scientifique, technique) qu'en ce qui concerne les acteurs que le projet pourrait mobiliser.

PRINCIPES GENERAUX QUANT AUX DONATEURS ET AUX DONS

Régularité sociale, fiscale et pénale du Donateur et du don.

L'Administration se réserve le droit de refuser tout don dès lors qu'il existerait un doute sur sa légalité, sa provenance ou son origine.

Exclusivité

En vue de trouver des financements complémentaires, nécessaires à la réalisation du projet, l'Administration est éventuellement amenée à contracter avec plusieurs donateurs.

Propriété intellectuelle

Il est expressément précisé que l'Administration demeure la seule propriétaire du projet. Le concept ne doit pas être utilisé par le Donateur pour d'autres fins que celle d'assurer les prestations liées à la Convention, le cas échéant. Le Donateur s'engage à ne pas porter atteinte aux droits de propriété de l'Administration sur le projet quelle qu'en soit la forme ou la nature.

PRINCIPES GENERAUX QUANT AUX REMERCIEMENTS

Contreparties

En contrepartie de son soutien, l'Administration accorde au Donateur les avantages dont la valeur est précisée par une grille tarifée votée par le Conseil municipal.

Ces contreparties accordées sont possibles jusqu'à 25% du montant du don dans la limite forfaitaire de 65 € (BOI 5 B-10-11 du 11 mai 2011).

Communication

L'Administration s'engage à faire mention du partenariat avec le Donateur sur tous les supports de communication liés à l'opération et, notamment à reproduire le logo du Donateur sur tous les documents écrits relatifs au projet (sous réserve de la bonne réception par le Bénéficiaire des éléments – logos, mention, dans les délais et formats requis) : invitations, affiches, tracts, bannières, dossiers de presse, site Internet et réseaux sociaux du Bénéficiaire.

L'Administration s'engage à soumettre au Donateur lesdits documents avant impression, afin qu'il puisse notamment vérifier l'utilisation de son logotype au regard de sa charte graphique.

L'Administration autorise le Donateur à évoquer son action de soutien dans sa propre communication institutionnelle et communication interne, sur tous supports, sous réserve que les différentes mentions relatives à ce soutien lui soient soumises pour accord.

Droits d'utilisation d'images

Le Donateur peut utiliser, sans s'acquitter de droits supplémentaires, les photographies communiquées par le Bénéficiaire et liées au projet pour tout usage non commercial, dans le monde entier et pour la durée des droits de propriété intellectuelle attachés à ces photographies dans le cadre de la communication du projet.
A cet égard, l'Administration déclare au Donateur qu'il est en droit de concéder de telles autorisations et garantit le Donateur contre toute réclamation ou revendication des photographes et/ou des auteurs du projet, dans le cadre des droits accordés à l'occasion du projet.
Pour ces utilisations, le Donateur s'engage à préciser les crédits d'image stipulés par convention et à opposer à proximité de chaque visuel utilisé une mention explicitant le lien entre le dit visuel et le soutien du Donateur avec le projet.

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL
DU 29 JUIN 2021

VILLE D'ART ET D'HISTOIRE
MECENAT POUR LE PATRIMOINE DE GRASSE – DELIBERATION CADRE

ANNEXE 2

VALEURS DES CONTREPARTIES

Des contreparties pourront être proposées aux donateurs par la Ville en plus des avantages fiscaux spécifiques. Elles sont possibles jusqu'à 25% du montant du don dans la limite forfaitaire de 65 €

Contreparties possibles	**Valeur TTC**
Certificat de donateur	1 €
Tableau virtuel des donateurs sur site internet VDG	1 €
1 entrée au musée d'art et d'histoire de Provence ou à la Villa Fragonard	2 €
1 ticket pour une visite guidée programmée VAH	4 €
2 tickets pour une visite guidée programmée, VAH	8 €
1 ouvrage au choix des Editions du Patrimoine de Grasse, VAH	10 €
5 ouvrages Editions du Patrimoine de Grasse, VAH	25 €
1 visite privée, découverte ou thématique, VAH de 1 à 20 pax	60 €

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-105-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2021 - 105 VILLE D'ART ET D'HISTOIRE
MECENAT POUR LE PATRIMOINE DE GRASSE - DELIBERATION CADRE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-105-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-105-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021 105

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

VILLE D'ART ET D'HISTOIRE
MECENAT POUR LE PATRIMOINE DE GRASSE – DELIBERATION CADRE

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Lancement du mécénat global pour le patrimoine de Grasse. Adoption de la charte éthique et tableau des valeurs des contreparties possibles.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
VILLE D'ART ET D'HISTOIRE	/	/

Monsieur Nicolas DOYEN expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les dispositions des articles L2121-29, L2122-22 et L2541-12 ;

Vu la loi n° 2003-709 du 1 août 2003 relative au « mécénat, aux associations et aux fondations » ;

Vu le Code Général des Impôts, notamment les dispositions de l'article 238 bis ;

Vu l'Instruction fiscale 4C-5-04 n° 112 du 13 juillet 2004 relative « aux frais et charges (BIC, IS, dispositions communes), mesures en faveur du mécénat, versements au profit d'œuvres ou d'organismes d'intérêt général » ;

Considérant le mécénat, lequel se définit comme « le soutien matériel apporté par une personne physique ou morale, sans contrepartie directe de la part du bénéficiaire, à une œuvre ou à une personne pour l'exercice d'activités présentant un intérêt général ».

Considérant les différentes formes de mécénat, comme suit :

- le « mécénat financier », soit le versement d'un don en numéraire (chèques, virements…) ;
- le « mécénat en nature », soit la mise à disposition ou don d'un bien mobilier ou immobilier, fourniture de marchandises en stock, fourniture, à titre gratuit, de prestations de services réalisées par l'entreprise dans le cadre de son activité ;
- le « mécénat de compétences », soit la mise à disposition, à titre gratuit, de compétences de l'entreprise vers le bénéficiaire, par le biais de salariés, volontaires et intervenant sur leur temps de travail.

Considérant l'éligibilité des collectivités locales au mécénat avec droit à avantage fiscal.

Considérant les contraintes budgétaires de plus en plus prégnantes auxquelles les collectivités doivent se confronter, la démarche de mécénat facilitant en cela l'apport de ressources nouvelles et confortant l'association des particuliers et acteurs économiques aux projets de la collectivité à travers l'acte de don.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-105-DE
Date de réception préfecture : 29/06/2021

Considérant que la ville de Grasse souhaite développer une démarche de mécénat pour engager des financements complémentaires dans un contexte budgétaire de plus en plus contraint.

Considérant l'intérêt de la commune de Grasse à développer le mécénat, en partenariat avec l'ensemble des acteurs du développement économique et des particuliers dans la valorisation et la promotion de projets présentant un intérêt général et patrimonial.

Considérant que le patrimoine est au cœur de la politique culturelle de proximité menée depuis 2014 en faveur de la rénovation des éléments architecturaux, modestes ou plus imposants, qui constituent l'identité de notre ville.

La ville de Grasse souhaite lancer une démarche de mécénat afin d'agir en faveur de la préservation et de la valorisation du patrimoine grassois.

Dans ce contexte, la commune de Grasse souhaite se doter d'une charte éthique pour encadrer ses relations avec les mécènes et les donateurs.
Cette charte, jointe en annexe 1, aura pour objectif de rappeler le cadre fiscal encourageant le mécénat et de promouvoir une vision éthique du mécénat.

Enfin, des contreparties pourront être proposées aux donateurs par la Ville en plus des avantages fiscaux spécifiques. Elles sont possibles jusqu'à 25 % du montant du don dans la limite forfaitaire de 65 €. Elles sont détaillées en annexe 2.

Les projets annuels sont sélectionnés par Monsieur le Maire sur proposition des services et font l'objet d'une délibération à part.

La commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le principe du lancement du mécénat pour le Patrimoine de Grasse ;
- **APPROUVER** les termes de la charte éthique du mécénat pour le Patrimoine de Grasse en annexe 1 ;
- **APPROUVER** la grille de valeurs des contreparties qui peuvent être offertes aux mécènes en annexe 2.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M.

FONDATION DU PATRIMOINE

CONVENTION DE SOUSCRIPTION

ENTRE :

La commune de GRASSE, sise Hôtel de Ville, Place du Puy, BP 12069, à GRASSE Cedex 1 (06131), représentée par son Maire, M. Jérôme VIAUD, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée le « MAITRE D'OUVRAGE » ;

ET

La Fondation du patrimoine, ayant son siège social au 153 bis avenue Charles de Gaulle à Neuilly sur Seine (92200) et représentée par son Délégué Départemental, M. Jean-Louis MARQUES, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée la « FONDATION DU PATRIMOINE » ;

PREAMBULE

Cette convention s'inscrit dans le cadre d'une campagne de souscription qui vise à encourager le mécénat populaire et le mécénat d'entreprise en faveur de la sauvegarde du patrimoine de proximité.

DANS CE CADRE, LES PARTIES ONT DECIDE D'ARRETER CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Les parties décident de lancer une campagne de mobilisation du mécénat populaire ayant pour objectif de recueillir des fonds dans le but de restaurer le MONUMENT CHIRIS À GRASSE, ci-après dénommé le « PROJET ». Le coût des travaux (Restauration de l'ensemble du Monument Chiris) s'élève à 9 400,00 € hors taxes.

ARTICLE 2 : AFFECTATION DES DONS

Tous les fonds recueillis par la souscription nets des frais de gestion mentionnés à l'article 3, sont affectés à l'objet prévu à l'article 1.

Si le PROJET est abandonné, ou qu'il n'est pas réalisé conformément au dossier présenté par le MAITRE D'OUVRAGE et tel que validé par la FONDATION DU PATRIMOINE, la présente convention est résiliée de plein droit. Les parties conviennent alors d'affecter, d'un commun accord, l'ensemble des dons à un autre projet de sauvegarde du patrimoine. À défaut d'accord entre les parties dans un délai de six mois à compter de la résiliation, il revient à la FONDATION DU PATRIMOINE de décider unilatéralement de la nouvelle affectation des dons.

Dans le cas où la collecte serait inactive (absence d'entrée ou de sortie de fonds) pendant un délai consécutif de deux ans, la présente convention est résiliée de plein droit conformément aux dispositions de l'article 12 ci-après.

ARTICLE 3 : MODALITES COMPTABLES

Les chèques, recueillis par le MAITRE D'OUVRAGE ou la FONDATION DU PATRIMOINE, sont libellés à l'ordre de « Fondation du patrimoine – MONUMENT CHIRIS À GRASSE » et encaissés par la FONDATION DU PATRIMOINE.

Les donateurs peuvent choisir d'effectuer leur don en ligne sur le site internet de la FONDATION DU PATRIMOINE.

La FONDATION DU PATRIMOINE ne peut en aucun cas émettre un reçu fiscal pour un don encaissé par un tiers, même si celui-ci est reversé ensuite à la FONDATION DU PATRIMOINE.

La FONDATION DU PATRIMOINE s'engage à reverser au MAITRE D'OUVRAGE les sommes ainsi recueillies, nettes des frais de gestion, en fin de travaux, et sur présentation :

- d'un récapitulatif certifié conforme par le Trésor public des factures acquittées conformes aux devis présentés initialement. Ce récapitulatif devra être adressé à la Fondation du patrimoine dans un délai maximal de six mois suivant la réception des travaux,
- du plan de financement définitif de l'opération,
- et d'un jeu de photographies numériques de qualité du bien restauré, avec les crédits photographiques associés.

La FONDATION DU PATRIMOINE reverse ces fonds par virement bancaire sur le compte du MAITRE D'OUVRAGE dont les références sont les suivantes :

IBAN : FR 02 3000 1005 9600 00L0 5006 038

Dans le cas où la collecte dépasse la part de financement restant à la charge du MAITRE D'OUVRAGE en fin de travaux, les parties conviennent d'affecter d'un commun accord l'excédent collecté à un autre projet de sauvegarde du patrimoine. À défaut d'accord entre les parties dans un délai de six mois, il revient à la FONDATION DU PATRIMOINE de décider unilatéralement de l'affectation des dons restants.

Les frais de gestion sont évalués forfaitairement à 6% du montant des dons reçus.

ARTICLE 4 : DUREE

La présente convention de souscription est conclue pour une durée maximale de 5 ans à compter de sa signature. À défaut de renouvellement, la résiliation s'effectue selon les modalités prévues à l'article 12.

En toute hypothèse, la présente convention prend fin avant même l'échéance de ce délai de 5 ans, dès lors que les travaux soutenus par la FONDATION DU PATRIMOINE et objets des présentes, sont réalisés et que les fonds collectés sont reversés.

Au contraire, si le projet n'est pas entièrement réalisé à l'approche du terme des cinq ans, les parties peuvent convenir de signer un avenant prévoyant la prolongation de la présente convention.

ARTICLE 5 : COMMUNICATION

Les actions de communication mises en œuvre autour de l'opération soutenue dans le cadre de la présente convention sont déterminées conjointement par la FONDATION DU PATRIMOINE et le MAITRE D'OUVRAGE.

Les parties s'engagent à respecter leur charte graphique respective. À cette fin, toute utilisation des références (dénomination sociale, marque avec ou sans logo) par l'une ou l'autre des parties sur tout support relatif aux opérations de communication mentionnées ci-dessus doit être précédée de l'obtention d'un « bon pour accord ».

Le MAITRE D'OUVRAGE assure, à ses frais, l'impression de …….. dépliants comprenant les bons de souscription pour l'opération. Il définit la maquette ainsi que le contenu de ces documents en accord avec la FONDATION DU PATRIMOINE.

ARTICLE 6 : RELATIONS AVEC LES DONATEURS

La FONDATION DU PATRIMOINE s'engage à remercier les donateurs par courriel ou, sur demande expresse du donateur, par courrier postal et à leur adresser un reçu fiscal.

La FONDATION DU PATRIMOINE transmet au MAITRE D'OUVRAGE un code d'accès à sa plateforme de gestion des dons lui permettant d'accéder aux coordonnées des donateurs précisant le montant de leur don, exception faite pour les donateurs ayant manifesté leur volonté expresse de conserver l'anonymat. L'utilisation de cette liste par le MAITRE D'OUVRAGE se limite exclusivement à l'envoi d'informations relatives à la réalisation de l'opération objet de la présente et de remerciements aux donateurs.

Dans le cas où le MAITRE D'OUVRAGE envisage de faire apparaître le nom des donateurs en guise de remerciements, sur l'édifice restauré ou à tout autre endroit, ou sur tout support rendu public, il lui appartient d'obtenir préalablement l'accord écrit de chacun des donateurs.

La FONDATION DU PATRIMOINE rappelle au MAITRE D'OUVRAGE que n'ouvrent droit à réduction d'impôt que les versements effectués sans contrepartie directe ou indirecte pour les donateurs. Ainsi, le MAITRE D'OUVRAGE s'engage à ne remettre aucune contrepartie aux donateurs, ou bien seulement une contrepartie symbolique ou de faible valeur. Cette tolérance des contreparties de faible valeur est subordonnée à la condition que la valeur des biens remis à chaque donateur, au cours d'une même année civile, n'excède pas 25% du montant don, et, pour les particuliers, 69€.

ARTICLE 7 : REALISATION DU PROJET

Le MAITRE D'OUVRAGE s'engage à informer chaque semestre la FONDATION DU PATRIMOINE de l'état d'avancement du PROJET.

Le MAITRE D'OUVRAGE doit apporter la preuve que l'opération a reçu un début d'exécution dans les deux ans qui suivront la signature de la présente convention. Toute prolongation de ce délai doit faire l'objet d'une demande écrite et motivée à la FONDATION DU PATRIMOINE. À défaut de demande écrite et motivée du MAITRE D'OUVRAGE dans le mois qui suit un courrier de la FONDATION DU PATRIMOINE, ou si la FONDATION DU PATRIMOINE rejette la demande qui lui est présentée, la présente convention est résiliée de plein droit conformément aux dispositions de l'article 12 ci-après.

Une plaque doit être apposée sur l'édifice restauré afin de porter à la connaissance du public que les travaux de restauration et de valorisation de l'édifice sont réalisés avec le soutien de la FONDATION DU PATRIMOINE.

Toute modification ou nouvelle orientation des travaux, motifs de la présente convention, doit faire l'objet d'une déclaration de la part du MAITRE D'OUVRAGE et d'une approbation préalable de la FONDATION DU PATRIMOINE. Si les modifications envisagées sont validées par la FONDATION DU PATRIMOINE, elles donnent lieu à la rédaction d'un avenant à la présente convention. Si les modifications envisagées par le MAITRE D'OUVRAGE ne sont pas validées par la FONDATION DU PATRIMOINE, la présente convention est résiliée de plein droit conformément aux dispositions de l'article 12 ci-après.

ARTICLE 8 : CLAUSE D'EXCLUSIVITE

Le MAITRE D'OUVRAGE s'engage à ne pas mettre en place une campagne de dons en ligne sur une autre plateforme d'appel aux dons sur internet en faveur du projet qui fait l'objet de cette convention, et ce pendant toute la durée de la souscription menée sous l'égide de la FONDATION DU PATRIMOINE. En cas de non-respect de cette clause, la présente convention est résiliée de plein droit conformément aux dispositions de l'article 12 ci-après.

Cette clause d'exclusivité ne s'applique pas aux plateformes participatives qui auraient conclu un partenariat national avec la FONDATION DU PATRIMOINE.

ARTICLE 9 : CESSION DES DROITS D'AUTEUR SUR LES PHOTOGRAPHIES DU MAITRE D'OUVRAGE

Le MAITRE D'OUVRAGE cède à la FONDATION DU PATRIMOINE, gracieusement et irrévocablement, ses droits patrimoniaux d'auteur, sur toutes les photographies relatives au projet soutenu, pour toute la durée légale de protection par le droit d'auteur et pour le monde entier, et ce, sans limitation du nombre d'exemplaires, de tirages, de diffusion, de rediffusion ou d'utilisation.

Cette cession est réalisée dans le cadre exclusif des campagnes d'information, de sensibilisation et de communication pour la sauvegarde et la valorisation du patrimoine réalisées par les parties à la présente convention. Cette cession inclut notamment les droits d'exploitation, de reproduction, de diffusion, de représentation, d'adaptation et de transformation des photographies du projet soutenu par la présente convention.

Le MAITRE D'OUVRAGE garantit qu'il est titulaire de l'ensemble des droits d'auteur patrimoniaux afférents auxdites photographies et qu'il a obtenu, le cas échant, les autorisations concernant le droit à l'image des personnes apparaissant sur les photographies de sorte qu'il peut en concéder les droits d'exploitation à la FONDATION DU PATRIMOINE.

ARTICLE 10 : RESPONSABILITE

La responsabilité de la Fondation du patrimoine ne pourra être engagée pour tout accident, sinistre ou litige intervenant dans le cadre de la mise en œuvre des opérations qui font l'objet de la présente convention.

Le MAITRE D'OUVRAGE prendra toutes les assurances et garanties nécessaires à la couverture des risques relatifs à l'opération.

ARTICLE 11 : MODIFICATION

La présente convention ne pourra être modifiée que par voie d'avenant ayant reçu l'accord des deux parties.

ARTICLE 12 : RESILIATION

En cas d'inexécution, par l'une ou l'autre des parties, de l'une des obligations ou clauses prévues à la présente convention, celle-ci est résiliée de plein droit, après l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception restée sans réponse pendant un délai de 15 jours.

Les fonds collectés sont alors reversés au MAITRE D'OUVRAGE sur présentation des factures déjà acquittées et relatives aux devis validés par la FONDATION DU PATRIMOINE. Si aucune facture n'a encore été acquittée au moment de la résiliation, ou en cas de reliquat, les fonds sont reversés d'un commun accord entre les parties à un autre projet de sauvegarde du patrimoine. À défaut d'accord entre les parties dans un délai de six mois à compter de la résiliation, il revient à la FONDATION DU PATRIMOINE de décider unilatéralement de la nouvelle affectation des dons.

ARTICLE 13 : LITIGES ET LEURS REGLEMENTS

Les parties s'efforcent de régler entre elles, de bonne foi et à l'amiable, tout litige qui résulte de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention.

Tout litige qui ne peut être ainsi résolu dans un délai de trois mois fait l'objet d'une tentative de médiation conventionnelle avant d'être soumis aux juridictions compétentes.

Fait en deux exemplaires à Grasse, le mardi 25 mai 2021

Pour la FONDATION DU PATRIMOINE
Le Délégué Départemental
M. Jean-Louis MARQUES

Pour le MAITRE D'OUVRAGE
Le Maire de La commune de GRASSE
M. Jérôme VIAUD

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre la Ville de Grasse et l'Association Mission Patrimoine
à l'occasion de la
Campagne de mécénat patrimoine 2021-2022

Entre
La « **Commune de Grasse** », identifiée sous le numéro SIREN n° 210 600 698 000 18, dont le siège est sis Place du Petit Puy – B.P. 12069 - 06131 GRASSE Cedex, représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, Maire de Grasse, agissant au nom et pour le compte de la commune en vertu de l'arrêté en date du 28 mai 2021 pris en application d'une délibération du Conseil Municipal en date du 28 Mai 2021, reçue en Sous-préfecture de GRASSE, donnant délégation au Maire.

Dénommée ci-après « **La Commune de Grasse, le bénéficiaire** »
D'une part,

Et
L'**association Mission Patrimoine,** enregistrée en Préfecture sous le N° W06100390017, dont le siège est sis 17 avenue Yves-Emmanuel Baudoin 06130 Grasse, représentée par sa Présidente Madame Sophie MARCUS FOURNIER.

Dénommée ci-après « **l'Association** »
D'autre part,

PRÉAMBULE

La **Commune de Grasse** souhaite développer une démarche de mécénat pour la restauration du patrimoine de Grasse afin de dégager des financements complémentaires dans un contexte budgétaire de plus en plus contraint. Pour atteindre cet objectif, le **bénéficiaire** s'associe avec diverses Fondation et Associations.

IL A ETE CONVENU DE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : **Objet de la convention**

L'**association Mission Patrimoine** qui œuvre en faveur du patrimoine culturel du territoire, souhaite accompagner le **bénéficiaire** en lançant une campagne de mécénat permettant de collecter des dons, dans le but de financer une partie des travaux de restauration entrepris par la **Commune de Grasse** tels que définis pour la campagne 2021-2022 et plus précisément :

- **Eglise Sainte-Hélène du Plan de Grasse**

Dont le montant estimatif total des travaux est de 394 587 € HT pour la 1ere tranche.

- **Cathédrale, mécanisme de sonnerie des 8 cloches**

Dont le montant estimatif total des travaux est de 7 400 € HT par cloche soit 59 200 € HT.

ARTICLE 2 : **Acte de mécénat**

Afin de soutenir les projets ci-dessus indiqués l'**association** s'engage à verser au **bénéficiaire** la totalité des sommes récoltées conformément à l'objet de la présente convention précisé à l'article 1.

ARTICLE 3 : **Durée de la convention**

La présente convention est consentie et acceptée à compter de la signature des parties, elle s'achève à la fin des opérations mentionnées à l'article 1 par l'**Association** au **Bénéficiair**e.

ARTICLE 4 : **Reçu fiscal**

La **Commune de Grasse** déclare qu'elle est un organisme œuvrant dans l'intérêt général et habilitée à recevoir les dons et à émettre un reçu fiscal.
Ainsi, la **Commune de Grasse** émettra et adressera, en fin d'année, un « reçu fiscal » au titre du présent don.

ARTICLE 5 : **Engagements des parties**

Engagements de l'Association
En premier lieu, l'**Association** s'engage à participer aux diverses réunions organisées par la Commune de Grasse en lien avec la restauration de la cathédrale ND du Puy et de l'église Sainte-Hélène, à mener une campagne de mécénat et à mettre tout en œuvre pour récolter le maximum de dons en vue de couvrir une partie des frais des travaux de restauration stipulés à l'article 1.
L'Association s'engage également à verser la totalité de la somme récoltée, sans déduction d'honoraire.

Engagements de la Commune de Grasse
La **Commune de Grasse** s'engage à collaborer avec des entreprises spécialisées dans la restauration d'anciens monuments et à respecter les conditions de restauration et les préconisations de la DRAC.
Elle assurera le bon déroulement et le suivi des travaux entrepris.
La **Commune de Grasse** s'engage irrévocablement à ce que la participation financière de l'**Association** soit intégralement affectée au financement du projet concerné par la présente convention, à l'exception de tout autre utilisation quelle qu'elle soit.
La **Commune de Grasse** s'engage à communiquer autour de la campagne de mécénat et autour de la restauration de cet édifice. Elle s'engage également à organiser l'inauguration, à l'issue des travaux.

ARTICLE 6 : **Assurances**

La **Commune de Grasse**, en sa qualité de propriétaire de la cathédrale ND du Puy et de l'église Sainte-Hélène, s'engage à souscrire auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable une assurance couvrant ces édifices restaurés.
La partie souhaitant se rétracter doit en informer l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 7 : Litiges

En cas de différend sur l'interprétation ou l'exécution de la présente, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. La partie souhaitant mettre en œuvre le processus de négociation devra en informer l'autre partie par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (LRAR) en indiquant les éléments du différend.
A défaut d'accord trouvé dans un délai de trois mois à compter de la réception de la LRAR par la partie concernée, le litige sera porté devant le Tribunal administratif de Nice.

Fait à Grasse en deux exemplaires, le

Pour la Ville de Grasse

Le Maire,

Pour l'Association Mission Patrimoine

La Présidente,

FONDATION DU PATRIMOINE

CONVENTION DE SOUSCRIPTION

ENTRE :

La commune de GRASSE, sise Hôtel de Ville, Place du Puy, BP 12069, à GRASSE Cedex 1 (06131), représentée par son Maire, M. Jérôme VIAUD, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée le « MAITRE D'OUVRAGE » ;

ET

La Fondation du patrimoine, ayant son siège social au 153 bis avenue Charles de Gaulle à Neuilly sur Seine (92200) et représentée par son Délégué Départemental, M. Jean-Louis MARQUES, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée la « FONDATION DU PATRIMOINE » ;

PREAMBULE

Cette convention s'inscrit dans le cadre d'une campagne de souscription qui vise à encourager le mécénat populaire et le mécénat d'entreprise en faveur de la sauvegarde du patrimoine de proximité.

DANS CE CADRE, LES PARTIES ONT DECIDE D'ARRETER CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Les parties décident de lancer une campagne de mobilisation du mécénat populaire ayant pour objectif de recueillir des fonds dans le but de restaurer le PALAIS EPISCOPAL DE GRASSE, ci-après dénommé le « PROJET ». Le coût des travaux (Restauration de l'actuelle salle basse de la chapelle et de la cage d'escalier monumentale de l'Hôtel de Ville de Grasse.) s'élève à 835 443,00 € hors taxes.

ARTICLE 2 : AFFECTATION DES DONS

Tous les fonds recueillis par la souscription nets des frais de gestion mentionnés à l'article 3, sont affectés à l'objet prévu à l'article 1.

Si le PROJET est abandonné, ou qu'il n'est pas réalisé conformément au dossier présenté par le MAITRE D'OUVRAGE et tel que validé par la FONDATION DU PATRIMOINE, la présente convention est résiliée de plein droit. Les parties conviennent alors d'affecter, d'un commun accord, l'ensemble des dons à un autre projet de sauvegarde du patrimoine. À défaut d'accord entre les parties dans un délai de six mois à compter de la résiliation, il revient à la FONDATION DU PATRIMOINE de décider unilatéralement de la nouvelle affectation des dons.

Dans le cas où la collecte serait inactive (absence d'entrée ou de sortie de fonds) pendant un délai consécutif de deux ans, la présente convention est résiliée de plein droit conformément aux dispositions de l'article 12 ci-après.

ARTICLE 3 : MODALITES COMPTABLES

Les chèques, recueillis par le MAITRE D'OUVRAGE ou la FONDATION DU PATRIMOINE, sont libellés à l'ordre de « Fondation du patrimoine – PALAIS EPISCOPAL DE GRASSE » et encaissés par la FONDATION DU PATRIMOINE.

Les donateurs peuvent choisir d'effectuer leur don en ligne sur le site internet de la FONDATION DU PATRIMOINE.

La FONDATION DU PATRIMOINE ne peut en aucun cas émettre un reçu fiscal pour un don encaissé par un tiers, même si celui-ci est reversé ensuite à la FONDATION DU PATRIMOINE.

La FONDATION DU PATRIMOINE s'engage à reverser au MAITRE D'OUVRAGE les sommes ainsi recueillies, nettes des frais de gestion, en fin de travaux, et sur présentation :

- d'un récapitulatif certifié conforme par le Trésor public des factures acquittées conformes aux devis présentés initialement. Ce récapitulatif devra être adressé à la Fondation du patrimoine dans un délai maximal de six mois suivant la réception des travaux,
- du plan de financement définitif de l'opération,
- et d'un jeu de photographies numériques de qualité du bien restauré, avec les crédits photographiques associés.

La FONDATION DU PATRIMOINE reverse ces fonds par virement bancaire sur le compte du MAITRE D'OUVRAGE dont les références sont les suivantes :

IBAN : FR 02 3000 1005 9600 00L0 5006 038

Dans le cas où la collecte dépasse la part de financement restant à la charge du MAITRE D'OUVRAGE en fin de travaux, les parties conviennent d'affecter d'un commun accord l'excédent collecté à un autre projet de sauvegarde du patrimoine. À défaut d'accord entre les parties dans un délai de six mois, il revient à la FONDATION DU PATRIMOINE de décider unilatéralement de l'affectation des dons restants.

Les frais de gestion sont évalués forfaitairement à 6% du montant des dons reçus.

ARTICLE 4 : DUREE

La présente convention de souscription est conclue pour une durée maximale de 5 ans à compter de sa signature. À défaut de renouvellement, la résiliation s'effectue selon les modalités prévues à l'article 12.

En toute hypothèse, la présente convention prend fin avant même l'échéance de ce délai de 5 ans, dès lors que les travaux soutenus par la FONDATION DU PATRIMOINE et objets des présentes, sont réalisés et que les fonds collectés sont reversés.

Au contraire, si le projet n'est pas entièrement réalisé à l'approche du terme des cinq ans, les parties peuvent convenir de signer un avenant prévoyant la prolongation de la présente convention.

ARTICLE 5 : COMMUNICATION

Les actions de communication mises en œuvre autour de l'opération soutenue dans le cadre de la présente convention sont déterminées conjointement par la FONDATION DU PATRIMOINE et le MAITRE D'OUVRAGE.

Les parties s'engagent à respecter leur charte graphique respective. À cette fin, toute utilisation des références (dénomination sociale, marque avec ou sans logo) par l'une ou l'autre des parties sur tout support relatif aux opérations de communication mentionnées ci-dessus doit être précédée de l'obtention d'un « bon pour accord ».

Le MAITRE D'OUVRAGE assure, à ses frais, l'impression de …… dépliants comprenant les bons de souscription pour l'opération. Il définit la maquette ainsi que le contenu de ces documents en accord avec la FONDATION DU PATRIMOINE.

ARTICLE 6 : RELATIONS AVEC LES DONATEURS

La FONDATION DU PATRIMOINE s'engage à remercier les donateurs par courriel ou, sur demande expresse du donateur, par courrier postal et à leur adresser un reçu fiscal.

La FONDATION DU PATRIMOINE transmet au MAITRE D'OUVRAGE un code d'accès à sa plateforme de gestion des dons lui permettant d'accéder aux coordonnées des donateurs précisant le montant de leur don, exception faite pour les donateurs ayant manifesté leur volonté expresse de conserver l'anonymat. L'utilisation de cette liste par le MAITRE D'OUVRAGE se limite exclusivement à l'envoi d'informations relatives à la réalisation de l'opération objet de la présente et de remerciements aux donateurs.

Dans le cas où le MAITRE D'OUVRAGE envisage de faire apparaître le nom des donateurs en guise de remerciements, sur l'édifice restauré ou à tout autre endroit, ou sur tout support rendu public, il lui appartient d'obtenir préalablement l'accord écrit de chacun des donateurs.

La FONDATION DU PATRIMOINE rappelle au MAITRE D'OUVRAGE que n'ouvrent droit à réduction d'impôt que les versements effectués sans contrepartie directe ou indirecte pour les donateurs. Ainsi, le MAITRE D'OUVRAGE s'engage à ne remettre aucune contrepartie aux donateurs, ou bien seulement une contrepartie symbolique ou de faible valeur. Cette tolérance des contreparties de faible valeur est subordonnée à la condition que la valeur des biens remis à chaque donateur, au cours d'une même année civile, n'excède pas 25% du montant don, et, pour les particuliers, 69€.

ARTICLE 7 : REALISATION DU PROJET

Le MAITRE D'OUVRAGE s'engage à informer chaque semestre la FONDATION DU PATRIMOINE de l'état d'avancement du PROJET.

Le MAITRE D'OUVRAGE doit apporter la preuve que l'opération a reçu un début d'exécution dans les deux ans qui suivront la signature de la présente convention. Toute prolongation de ce délai doit faire l'objet d'une demande écrite et motivée à la FONDATION DU PATRIMOINE. À défaut de demande écrite et motivée du MAITRE D'OUVRAGE dans le mois qui suit un courrier de la FONDATION DU PATRIMOINE, ou si la FONDATION DU PATRIMOINE rejette la demande qui lui est présentée, la présente convention est résiliée de plein droit conformément aux dispositions de l'article 12 ci-après.

Une plaque doit être apposée sur l'édifice restauré afin de porter à la connaissance du public que les travaux de restauration et de valorisation de l'édifice sont réalisés avec le soutien de la FONDATION DU PATRIMOINE.

Toute modification ou nouvelle orientation des travaux, motifs de la présente convention, doit faire l'objet d'une déclaration de la part du MAITRE D'OUVRAGE et d'une approbation préalable de la FONDATION DU PATRIMOINE. Si les modifications envisagées sont validées par la FONDATION DU PATRIMOINE, elles donnent lieu à la rédaction d'un avenant à la présente convention. Si les modifications envisagées par le MAITRE D'OUVRAGE ne sont pas validées par la FONDATION DU PATRIMOINE, la présente convention est résiliée de plein droit conformément aux dispositions de l'article 12 ci-après.

ARTICLE 8 : CLAUSE D'EXCLUSIVITE

Le MAITRE D'OUVRAGE s'engage à ne pas mettre en place une campagne de dons en ligne sur une autre plateforme d'appel aux dons sur internet en faveur du projet qui fait l'objet de cette convention, et ce pendant toute la durée de la souscription menée sous l'égide de la FONDATION DU PATRIMOINE. En cas de non-respect de cette clause, la présente convention est résiliée de plein droit conformément aux dispositions de l'article 12 ci-après.

Cette clause d'exclusivité ne s'applique pas aux plateformes participatives qui auraient conclu un partenariat national avec la FONDATION DU PATRIMOINE.

ARTICLE 9 : CESSION DES DROITS D'AUTEUR SUR LES PHOTOGRAPHIES DU MAITRE D'OUVRAGE

Le MAITRE D'OUVRAGE cède à la FONDATION DU PATRIMOINE, gracieusement et irrévocablement, ses droits patrimoniaux d'auteur, sur toutes les photographies relatives au projet soutenu, pour toute la durée légale de protection par le droit d'auteur et pour le monde entier, et ce, sans limitation du nombre d'exemplaires, de tirages, de diffusion, de rediffusion ou d'utilisation.

Cette cession est réalisée dans le cadre exclusif des campagnes d'information, de sensibilisation et de communication pour la sauvegarde et la valorisation du patrimoine réalisées par les parties à la présente convention.

Cette cession inclut notamment les droits d'exploitation, de reproduction, de diffusion, de représentation, d'adaptation et de transformation des photographies du projet soutenu par la présente convention.

Le MAITRE D'OUVRAGE garantit qu'il est titulaire de l'ensemble des droits d'auteur patrimoniaux afférents auxdites photographies et qu'il a obtenu, le cas échant, les autorisations concernant le droit à l'image des personnes apparaissant sur les photographies de sorte qu'il peut en concéder les droits d'exploitation à la FONDATION DU PATRIMOINE.

ARTICLE 10 : RESPONSABILITE

La responsabilité de la Fondation du patrimoine ne pourra être engagée pour tout accident, sinistre ou litige intervenant dans le cadre de la mise en œuvre des opérations qui font l'objet de la présente convention.

Le MAITRE D'OUVRAGE prendra toutes les assurances et garanties nécessaires à la couverture des risques relatifs à l'opération.

ARTICLE 11 : MODIFICATION

La présente convention ne pourra être modifiée que par voie d'avenant ayant reçu l'accord des deux parties.

ARTICLE 12 : RESILIATION

En cas d'inexécution, par l'une ou l'autre des parties, de l'une des obligations ou clauses prévues à la présente convention, celle-ci est résiliée de plein droit, après l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception restée sans réponse pendant un délai de 15 jours.

Les fonds collectés sont alors reversés au MAITRE D'OUVRAGE sur présentation des factures déjà acquittées et relatives aux devis validés par la FONDATION DU PATRIMOINE. Si aucune facture n'a encore été acquittée au moment de la résiliation, ou en cas de reliquat, les fonds sont reversés d'un commun accord entre les parties à un autre projet de sauvegarde du patrimoine. À défaut d'accord entre les parties dans un délai de six mois à compter de la résiliation, il revient à la FONDATION DU PATRIMOINE de décider unilatéralement de la nouvelle affectation des dons.

ARTICLE 13 : LITIGES ET LEURS REGLEMENTS

Les parties s'efforcent de régler entre elles, de bonne foi et à l'amiable, tout litige qui résulte de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention.

Tout litige qui ne peut être ainsi résolu dans un délai de trois mois fait l'objet d'une tentative de médiation conventionnelle avant d'être soumis aux juridictions compétentes.

Fait en deux exemplaires à Grasse, le jeudi 27 mai 2021

Pour la FONDATION DU PATRIMOINE	Pour le MAITRE D'OUVRAGE
Le Délégué Départemental	Le Maire de la commune de GRASSE
M. Jean-Louis MARQUES	M. Jérôme VIAUD

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-106-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2021 - 106 VILLE D'ART ET D'HISTOIRE
MECENAT POUR LE PATRIMOINE DE GRASSE
PROJETS A MECENER 2021/22 ET PARTENARIATS

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-106-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-106-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021 106

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

VILLE D'ART ET D'HISTOIRE
MECENAT POUR LE PATRIMOINE DE GRASSE
PROJETS A MECENER 2021/22 ET PARTENARIATS

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Désignation des projets sélectionnés dans le cadre de l'appel à mécénat global sur le patrimoine de Grasse : Hôtel de Ville (1ere tranche), Eglise Sainte-Hélène, Monument Chiris, mécanisme des cloches de la cathédrale et signature des conventions de partenariat.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
VILLE D'ART ET D'HISTOIRE	/	/

Monsieur Nicolas DOYEN expose :

Considérant que la ville de Grasse souhaite s'engager dans un appel à mécénat global sur le patrimoine de Grasse et qu'une délibération cadre vient d'être adoptée.

Considérant que le patrimoine est au cœur de la politique culturelle de proximité menée depuis 2014 en faveur de la rénovation des éléments architecturaux, modestes ou plus imposants, qui constituent l'identité de notre ville.

La ville de Grasse a souhaité renforcer cette action en lançant une mission mécénat afin d'agir en faveur de la préservation et de la valorisation du patrimoine grassois.

Considérant la programmation des travaux à réaliser sur les années 2021/2022 et inscrits au budget prévisionnel.

Considérant que la Fondation du Patrimoine et l'association Mission Patrimoine sont des acteurs qui ont pour vocation de promouvoir la sauvegarde du patrimoine local et accompagnent les communes dans la mise en place de campagnes de souscription afin de recueillir des fonds.

Considérant que la commune souhaite conclure des conventions de partenariat avec la Fondation du Patrimoine et l'association Mission Patrimoine afin de les autoriser à collecter des fonds via leur plateforme pour le compte de la Ville.

Les projets suivants ont été sélectionnés par Monsieur le Maire et confiés à la Fondation du Patrimoine :

- **Hôtel de Ville, 1ère tranche**

Le montant estimatif des travaux est de 835 443,98 € HT
Co-financement prévisionnel :
DRAC : 292 800 € HT
DSIL : 267 949 € HT

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-106-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

- **Boulevard Fragonard, Monument commémoratif Léon Chiris**

Le montant estimatif total des travaux est de 9 400 € HT.
Co-financement prévisionnel :
DRAC : 2 820 € HT

Les projets suivants ont été sélectionnés par Monsieur le Maire et confiés à l'association Mission Patrimoine :

- **Eglise Sainte-Hélène du Plan de Grasse**

Le montant estimatif total des travaux est de 722 299 € HT dont :
- 1ère tranche : 394 587 € HT
- 2e tranche : 327 712 € HT

Co-financement prévisionnel :
Conseil départemental : 288 919.98 € HT
Etat : 157 835 € HT

- **Cathédrale, mécanisme de sonnerie des 8 cloches**

Le montant estimatif total des travaux est de 7 400 € HT par cloche soit 59 200 € HT.

La commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** les projets ouverts au mécénat 2021-2022 ;

- **APPROUVER** les conventions de partenariat jointes en annexes 1 et 2 ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer toute convention ainsi que les éventuels avenants à venir dans la mesure où ce ou ces derniers ne seront pas de nature à dénaturer la convention initiale, ainsi que toute pièce, de nature administrative, technique et/ou financière, nécessaire à l'exécution de la présente délibération avec la Fondation du Patrimoine et l'association Mission Patrimoine.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-107-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2021 - 107 VILLE D'ART ET D'HISTOIRE
PROMENEURS DU TEMPS
TARIFICATION SPECTACLE ESTIVAL

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-107-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-107-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021 - 107

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

VILLE D'ART ET D'HISTOIRE
PROMENEURS DU TEMPS
TARIFICATION SPECTACLE ESTIVAL

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet la mise en place d'une tarification pour le spectacle historique « Les promeneurs du temps ».

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT TTC
ANIMATION CULTURELLE	RECETTES ESTIMEES	4 200 €

Monsieur Nicolas DOYEN expose :

Considérant que le spectacle itinérant « Les promeneurs du temps », proposé depuis 2013 par la Compagnie « Le son de choses » et écrit par Luc GIRERD, est d'une grande qualité historique et artistique, son scenario ayant été élaboré avec la participation du service Ville d'art et d'histoire, en charge de la médiation du patrimoine de la commune.

Considérant qu'un nouveau parcours historique sera présenté en 2021.

Considérant que, devant le succès remporté l'an passé par ce spectacle estival, le projet est reconduit cet été, à raison de sept représentations payantes les 19, 20, 21, 23, 24, 25 et 27 août 2021.

Considérant que les représentations d'une durée de deux heures sont payantes, au tarif unique de 10 € T.T.C. par personne et que la vente des billets est ouverte à partir du 1e août 2021.

La commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ADOPTER** ce tarif unique de 10 € T.T.C. par personne, à compter du 1er août 2021.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-108-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2021 - 108 CONSERVATOIRE DE MUSIQUE
DROITS ANNUELS D'INSCRIPTION - INTRODUCTION DU QUOTIENT FAMILIAL
REVISION DES MODALITES D'APPLICATION

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-108-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-108-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 – 108

DU 29 JUIN 2021

CONSERVATOIRE DE MUSIQUE
DROITS ANNUELS D'INSCRIPTION - INTRODUCTION DU QUOTIENT FAMILIAL
REVISION DES MODALITES D'APPLICATION

RÉSUMÉ SYNTHÉTIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet de présenter la nouvelle grille des droits annuels d'inscription introduisant le quotient familial ainsi que ses modalités d'application.

INCIDENCE BUDGÉTAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGÉTAIRE	MONTANT T.T.C.
CONSERVATOIRE DE MUSIQUE	RECETTES annuelles	130 000 €

Monsieur Nicolas DOYEN expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant la délibération 2019-134 du 25 juin 2019 précisant les droits d'inscription du Conservatoire de Musique,

Considérant la demande de la Direction Régionale des Affaires Culturelles de mettre en place une « tarification sociale » des droits d'inscription au Conservatoire de Musique afin de pouvoir continuer à bénéficier de l'agrément de l'État, comme Conservatoire reconnu de Rayonnement Communal,

Considérant qu'il y a lieu de proposer une nouvelle grille de tarifs tenant compte du quotient familial, applicable à partir de septembre 2021,

Considérant que ces tarifs seront revalorisés chaque année au 1er septembre, suivant l'indice des prix à la consommation (IPC) fourni par l'INSEE et au minimum de 1%. Chaque tarif obtenu après revalorisation sera arrondi au centime supérieur pour être divisible par 3. Ils seront publiés chaque année à partir du 10 juin.

Je vous propose la nouvelle grille des droits annuels d'inscription et ses modalités d'application suivantes :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-108-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Nouvelle grille

Droits annuels d'inscription		QF 1 de 0 à 500	QF 2 de 501 à 800	QF 3 de 801 à 1200	QF 4 de 1201 à 1500	QF 5 de 1501 à 2100	QF 6 de 2101 et +
Un enseignement théorique* et un instrument (inclus les pratiques collectives) - cursus diplômant Un instrument seul (inclus les pratiques collectives) - cursus non diplômant	Enfants (-25 ans) Grassois	189,00 €	210,00 €	231,00 €	252,00 €	273,00 €	294,00 €
	Enfants (-25 ans) Non grassois	297,00 €	330,00 €	363,00 €	396,00 €	429,00 €	462,00 €
	Adultes (25 ans et +) Grassois	360,00 €					
	Adultes (25 ans et +) Non grassois	555,00 €					
Un instrument supplémentaire ou un instrument seul (inclus les pratiques collectives) Un enseignement théorique* supplémentaire ou un enseignement théorique* seul (inclus les pratiques collectives)	Enfants (-25 ans) grassois	121,50 €	135,00 €	148,50 €	162,00 €	175,50 €	189,00 €
	Enfants (-25 ans) Non grassois	202,50 €	225,00 €	247,50 €	270,00 €	292,50 €	315,00 €
	Adultes (25 ans et +) Grassois	270,00 €					
	Adultes (25 ans et +) Non grassois	405,00 €					
Pratiques collectives instrumentales et/ou vocales seules	Enfants (-25 ans) grassois	75,00 €					
	Enfants (-25 ans) Non grassois	126,00 €					
	Adultes (25 ans et +) Grassois	141,00 €					
	Adultes (25 ans et +) Non grassois	210,00 €					

*éveil musical ou formation musicale ou option musique au Bac (liste non exhaustive)
QF = quotient familial

FRAIS DE DOSSIER : 15 €
RÉDUCTION FAMILLE : 45 €

Modalités d'application

1. Les DROITS D'INSCRIPTION sont dus pour l'année scolaire entière et sont à régler à réception de la facture. La facture est envoyée par mail sur l'adresse du RESPONSABLE 1 déclarée lors de l'inscription sur la plateforme iMuse.

   Pour les nouveaux élèves, les deux premières semaines de cours sont considérées comme une période d'essai. À l'issue de cette période d'essai, si la formation n'est pas poursuivie, la Direction devra être informée par écrit (mail ou courrier). À défaut, l'inscription de l'élève sera définitive et les droits d'inscription seront dus.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-108-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2. En cas de non-paiement d'une facture à la date d'échéance, un titre de recettes est émis par la Commune à l'encontre du RESPONSABLE 1.

3. Si plusieurs membres d'une même famille (résidant à la même adresse) sont inscrits au Conservatoire, une réduction forfaitaire annuelle, également appelée RÉDUCTION FAMILLE, est appliquée sur les droits annuels d'inscription de chacun, hormis sur les droits relatifs aux pratiques collectives seules (exemples : 1. pour un parent inscrit en pratiques collectives seules et un enfant en enseignement théorique et instrument, la réduction s'applique aux droits d'inscription de l'enfant. 2. pour un parent et un enfant inscrits chacun en enseignement théorique et instrument, la réduction s'applique aux droits d'inscription de chacun).

4. Sur demande écrite auprès du régisseur, les DROITS D'INSCRIPTION pourront être réglés en 3 fois. Dans ce cas, viennent s'ajouter des FRAIS DE DOSSIER par famille, payables sur la première facture.

5. Pour toute inscription en cours d'année scolaire, les DROITS D'INSCRIPTION, ainsi que les éventuels RÉDUCTION FAMILLE et FRAIS DE DOSSIER sont calculés au prorata du nombre de trimestres restants à effectuer, tout trimestre commencé étant dû.

6. Le tarif GRASSOIS est accordé à tout élève résidant sur la Commune ou payant des impôts sur la Commune, sur présentation d'un des justificatifs suivants :
   - facture de moins de 3 mois (eau, électricité, gaz, téléphone fixe, accès à Internet)
   - avis de taxe foncière année n

   En l'absence de ce justificatif, le tarif NON GRASSOIS sera automatiquement appliqué.

7. Afin de bénéficier du tarif correspondant à votre tranche de QUOTIENT FAMILIAL, joindre l'ATTESTATION DE QUOTIENT FAMILIAL DE LA CAF (disponible sur www.caf.fr). À défaut, joindre l'avis d'imposition des revenus n-2. En l'absence d'un justificatif, le tarif de la tranche maximale sera automatiquement appliqué.

8. Tout abandon en cours d'année scolaire donne lieu à un remboursement par la ville de Grasse des éventuels trimestres facturés à l'élève et pendant lesquels il n'aurait suivi aucun cours uniquement dans les cas suivants et sur présentation d'un justificatif :
   - déménagement à plus de 20 km de Grasse,
   - raison médicale grave rendant impossible la pratique de la musique.

9. Toute réinscription au Conservatoire n'est possible que si l'élève est à jour du paiement des droits d'inscription. Au cas où un titre de recettes aurait été émis par la Commune lors d'une précédente année scolaire, l'élève doit fournir au Conservatoire le justificatif de paiement qui lui a été remis par la Trésorerie.

La commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ABROGER** la précédente délibération relative aux droits d'inscription n° 2019-134 ;

- **ADOPTER** la nouvelle grille des droits annuels d'inscription et les modalités d'application proposées ci-dessous ;

- **DECIDER** que les tarifs seront mis à jour suivant l'indice des prix à la consommation (IPC) fourni par l'INSEE au 1er janvier de l'année n et au minimum de 1%. Chaque tarif obtenu après revalorisation sera arrondi au centime supérieur pour être divisible par 3. Ces tarifs, applicables au 1er septembre de l'année n, seront publiés à partir du 10 juin.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

VILLE DE GRASSE

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-108-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Nouvelle grille

Droits annuels d'inscription		QF 1 de 0 à 500	QF 2 de 501 à 800	QF 3 de 801 à 1200	QF 4 de 1201 à 1500	QF 5 de 1501 à 2100	QF 6 de 2101 et +
Un enseignement théorique* et un instrument (inclus les pratiques collectives) - cursus diplômant Un instrument seul (inclus les pratiques collectives) - cursus non diplômant	Enfants (-25 ans) Grassois	189,00 €	210,00 €	231,00 €	252,00 €	273,00 €	294,00 €
	Enfants (-25 ans) Non grassois	297,00 €	330,00 €	363,00 €	396,00 €	429,00 €	462,00 €
	Adultes (25 ans et +) Grassois	360,00 €					
	Adultes (25 ans et +) Non grassois	555,00 €					
Un instrument supplémentaire ou un instrument seul (inclus les pratiques collectives) Un enseignement théorique* supplémentaire ou un enseignement théorique* seul (inclus les pratiques collectives)	Enfants (-25 ans) grassois	121,50 €	135,00 €	148,50 €	162,00 €	175,50 €	189,00 €
	Enfants (-25 ans) Non grassois	202,50 €	225,00 €	247,50 €	270,00 €	292,50 €	315,00 €
	Adultes (25 ans et +) Grassois	270,00 €					
	Adultes (25 ans et +) Non grassois	405,00 €					
Pratiques collectives instrumentales et/ou vocales seules	Enfants (-25 ans) grassois	75,00 €					
	Enfants (-25 ans) Non grassois	126,00 €					
	Adultes (25 ans et +) Grassois	141,00 €					
	Adultes (25 ans et +) Non grassois	210,00 €					

*éveil musical ou formation musicale ou option musique au Bac (liste non exhaustive)
QF = quotient familial

FRAIS DE DOSSIER : 15 €
RÉDUCTION FAMILIALE : 45 €

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-109-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2021 - 109 CONSERVATOIRE DE MUSIQUE
MODALITÉS D'APPLICATION DES REMISES SUR DROITS ANNUELS D'INSCRIPTION
CRISE SANITAIRE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-109-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-109-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021 - 109

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

CONSERVATOIRE DE MUSIQUE
MODALITÉS D'APPLICATION DES REMISES SUR DROITS ANNUELS D'INSCRIPTION
CRISE SANITAIRE

RÉSUMÉ SYNTHÉTIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet de préciser les modalités d'application des remises accordées sur les droits annuels d'inscription aux familles inscrites au Conservatoire de Musique de Grasse pendant la crise sanitaire de la COVID-19.

INCIDENCE BUDGÉTAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGÉTAIRE	MONTANT T.T.C.
CONSERVATOIRE DE MUSIQUE	-	-

Monsieur Nicolas DOYEN expose :

Considérant la délibération 2021-70 du 23 mars 2021 portant sur les remises accordées sur les droits annuels d'inscription aux familles inscrites au Conservatoire de Musique de Grasse pendant la crise sanitaire de la COVID-19,

Vu l'absence des modalités d'application pour les remises accordées pour l'année scolaire 2020-2021,

Il convient donc de les préciser comme suit :

Pour l'année scolaire 2020-2021
Modalités d'application

- Un avoir est déduit des droits annuels d'inscription de l'année scolaire 2021-2022.

La commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ADOPTER** les modalités d'application des remises concernant l'année scolaire 2020-2021.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-110-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2021 - 110 CONSERVATOIRE DE MUSIQUE - LOCATION D'UN INSTRUMENT INTRODUCTION D'UNE TARIFICATION A PARTIR DE LA 2EME ANNEE MODIFICATION DES MODALITES D'APPLICATION

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-110-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-110-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 110

DU 29 JUIN 2021

CONSERVATOIRE DE MUSIQUE - LOCATION D'UN INSTRUMENT
INTRODUCTION D'UNE TARIFICATION A PARTIR DE LA 2EME ANNEE
MODIFICATION DES MODALITES D'APPLICATION

RÉSUMÉ SYNTHÉTIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet de définir la grille de location d'un instrument de musique ainsi que ses modalités d'application.

INCIDENCE BUDGÉTAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGÉTAIRE	MONTANT T.T.C.
CONSERVATOIRE DE MUSIQUE	RECETTES annuelles	500 €

Monsieur Nicolas DOYEN expose :

Vu le code Général des collectivités territoriales,

Considérant la constitution au fil des ans d'un parc instrumental au Conservatoire de Musique,

Considérant la mise à disposition de ces instruments aux élèves inscrits au Conservatoire de Musique, dans la limite des stocks disponibles,

Considérant les dépenses d'entretien qu'occasionnent ces instruments et la nécessité de les renouveler régulièrement,

Considérant qu'il y a lieu de mettre en place une tarification à compter de septembre 2021,

Je vous propose la grille de location des instruments et ses modalités d'application suivantes :

Location d'un instrument de musique	Première année	Deuxième année	Troisième année	Quatrième année et au-delà
Droits annuels	gratuit	100 €	200 €	300 €

Modalités d'application

1. Toute mise à disposition d'un instrument de musique fait l'objet d'une convention dans laquelle figure le montant des droits annuels de location s'il y a lieu.

2. À partir de la deuxième année de mise à disposition de l'instrument, les droits annuels de location sont dus pour l'année scolaire entière et sont à régler à réception de la facture. La facture est envoyée par mail sur l'adresse du RESPONSABLE 1 déclarée sur la plateforme iMuse.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-110-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

3. En cas de non-paiement d'une facture à la date d'échéance, un titre de recettes est émis par la Commune à l'encontre du RESPONSABLE 1.

4. En cas de restitution de l'instrument en cours d'année, aucun remboursement ne sera effectué.

La commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ADOPTER** la grille des droits annuels de location d'un instrument de musique et les modalités d'application proposées ci-dessus.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-111-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2021 - 111 CONSERVATOIRE DE MUSIQUE – VACATION DES MEMBRES DES JURYS REVISION ET SIMPLIFICATION DES MONTANTS REVISION DES MODALITES D'APPLICATION

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-111-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-111-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021 / 111

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

CONSERVATOIRE DE MUSIQUE – VACATION DES MEMBRES DES JURYS REVISION ET SIMPLIFICATION DES MONTANTS REVISION DES MODALITES D'APPLICATION

RÉSUMÉ SYNTHÉTIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet de mettre à jour les montants des vacations attribuées aux membres de jury et les conditions de remboursement de leurs frais de déplacement.

INCIDENCE BUDGÉTAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGÉTAIRE	MONTANT T.T.C.
CONSERVATOIRE DE MUSIQUE	012	En fonction du nombre de jurys

Monsieur Nicolas DOYEN expose :

Considérant la délibération n°2006-105 du Conseil Municipal du 18 mai 2006 et la nécessité de mettre à jour le montant des vacations et de préciser leurs conditions d'attribution,

Considérant que le cursus des élèves du Conservatoire de Musique est sanctionné par divers examens obligatoires en présence d'un jury,

Considérant l'organisation d'un jury lors du recrutement d'un nouvel enseignant,

Considérant la nécessité de faire appel à des professionnels spécialistes de la discipline en vue de constituer des jurys neutres et compétents,

Considérant que les jurys relatifs aux recrutements des enseignants seront constitués après validation de la Direction Générale Adjointe en charge des ressources humaines,

Considérant la nécessité de rémunérer les membres de jury par le versement d'une vacation en fonction de la durée des séances auxquelles ils assistent,

Je vous propose de mettre en place la grille suivante à partir du 1er septembre 2021 :

Montant de la vacation d'un membre de jury d'examen	Demi-journée	Journée entière
	95 € brut	150 € brut

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-111-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Modalités d'application

1. Les montants définis ci-dessus seront diminués des charges sociales et fiscales applicables en fonction du statut du membre de jury.

2. La demi-journée s'entend pour une séance d'une durée maximale de 3h30. Au-delà de 3h30, la vacation d'une journée entière sera due.

3. Les frais de transports seront remboursés sur production des pièces justificatives (billet de train ou d'avion). En cas d'utilisation d'un véhicule personnel, l'indemnisation se fera sur la base des indemnités kilométriques en vigueur dans la fonction publique territoriale.

4. La ville de Grasse prendra à sa charge les frais de séjour (hôtel+ repas) le cas échéant.

La commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ADOPTER** la grille des vacations des membres de jury et ses modalités d'application proposées ci-dessus.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-112-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2021 - 112 CONSERVATOIRE DE MUSIQUE – VACATION DES MASTER CLASS MISE EN PLACE (DEFINITION, MONTANTS, MODALITES D'APPLICATION)

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-112-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-112-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021 112

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

CONSERVATOIRE DE MUSIQUE
VACATION POUR MASTER-CLASS
MISE EN PLACE

RÉSUMÉ SYNTHÉTIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet de proposer la tarification d'une vacation pour master-class et les conditions de remboursement des frais de déplacement.

INCIDENCE BUDGÉTAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGÉTAIRE	MONTANT T.T.C.
CONSERVATOIRE DE MUSIQUE	Dépenses	En fonction du nombre de master-class

Monsieur Nicolas DOYEN expose :

Considérant la nécessité d'organiser des master-class afin de proposer ponctuellement aux élèves du Conservatoire de Musique de rencontrer d'autres enseignants, d'autres univers musicaux, d'autres instruments ainsi que d'autres méthodes et pratiques pédagogiques,

Considérant la nécessité de rémunérer l'intervenant par le versement d'une vacation en fonction de la durée de la master-class,

Je vous propose de mettre en place la grille suivante à partir du 1er septembre 2021 :

Montant de la vacation pour une master-class	Demi-journée	Journée entière
	300 € brut	450 € brut

Modalités d'application

1. Les montants définis ci-dessus seront diminués des charges sociales et fiscales applicables en fonction du statut du membre de jury.

2. La demi-journée s'entend pour une master-class d'une durée maximale de 3h30. Au-delà de 3h30, la vacation d'une journée entière sera due.

3. Les frais de transports seront remboursés sur production des pièces justificatives (billet de train ou d'avion). En cas d'utilisation d'un véhicule personnel, l'indemnisation se fera sur la base des indemnités kilométriques en vigueur dans la fonction publique territoriale.

4. La Ville de Grasse prendra à sa charge les frais de séjour (hôtel+ repas) le cas échéant.

Accusé de réception en préfecture
006-210690698-20210629-2021-112-DE
Date de réception préfecture : 30/06/2021

La commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 juin 2021.

Je vous demande de bien vouloir :

- **ADOPTER** la grille des vacations pour une master-class et ses modalités d'application proposées ci-dessus.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M

Règlement des études CLAM

1. Description du dispositif

La CLAsse Musique (CLAM) mise en place au Collège Carnot et au Conservatoire de Musique de Grasse permet aux élèves motivés de suivre conjointement un enseignement général et un enseignement musical.

La classe CLAM s'inscrit sur un cycle de 4 ans, de la 6e à la 3e.

Le nombre d'élèves par classe est limité à 12. Le nombre total d'élèves dans le dispositif CLAM est de 48 élèves.

Les principes généraux ont été définis dans l'arrêté du 31 juillet 2002. Pour reprendre les termes de la circulaire n°2002-165, « Les classes à horaires aménagés musicales offrent à des élèves motivés par les activités musicales (instrumentales ou vocales) la possibilité de recevoir, en complémentarité avec leur formation générale scolaire, une formation spécifique dans le domaine de la musique dans des conditions leur garantissant les meilleures chances d'épanouissement. Cette formation spécifique vise à développer des capacités musicales affirmées dont les prolongements attendus sont la pratique amateur ou l'orientation professionnelle, conformément au schéma d'orientation pédagogique publié par le ministère de la Culture. »

2. Cursus musical

Le dispositif CLAM consiste en un aménagement des horaires des cours de musique en grande partie pendant le temps scolaire. Les exigences quant au niveau musical requis sont identiques à celles du cursus traditionnel.

On entend par cursus traditionnel, les cours donnés hors temps scolaire.

Durée des cours au Collège* :

- chant choral : 1h00
- culture musicale : 1h00

Durée des cours au Conservatoire** :

- formation musicale : 1h30
- ensemble instrumental : 1h15
- instrument : 30 minutes en cycle 1, 45 minutes en cycle 2 et 1 heure en cycle 3

* *cours donnés pendant le temps scolaire*
** *cours donnés en grande partie pendant le temps scolaire*

Les jours et heures des cours CLAM au Conservatoire sont affichés à l'entrée du Conservatoire et communiqués aux parents en début d'année scolaire.

3. Modalités d'entrée dans le dispositif CLAM

L'entrée de l'élève en CLAM est soumise à la réussite aux épreuves d'admission qui évalueront :

- ses connaissances en formation musicale*
- son niveau instrumental
- sa motivation lors d'un entretien

Ces épreuves sont organisées par le Conservatoire de Musique.
Les membres du jury établiront un classement des élèves ayant réussi les épreuves par niveau scolaire.

* Niveau requis en formation musicale :

Niveau scolaire (année n+1)	6e	5e	4e	3e
Niveau FM évalué (année n)	C1-3	Avoir réussi l'examen de C1-4 et être admis en cycle 2	C2-1	C2-2

4. Évaluations et examens

Les élèves passent les évaluations et les examens au même titre que les élèves du cursus traditionnel. Pour les élèves en 6e, la réussite à l'examen de fin de cycle 1 en formation musicale est obligatoire. En cas d'échec, l'élève quittera automatiquement le dispositif CLAM et poursuivra son éducation musicale dans le cursus traditionnel.

5. Cours d'instruments

Le cours d'instrument sera planifié en priorité pendant les horaires de cours CLAM. Il est toutefois possible qu'il soit donné à un autre moment :

- Si le professeur n'est pas présent ces jours-là
- Si l'emploi du temps du professeur ne le permet pas
- À la demande des parents en accord avec le professeur

Si le cours d'instrument est donné en dehors des horaires de cours CLAM, le trajet collège-conservatoire et la présence dans l'établissement sont alors sous la responsabilité des parents comme pour un élève du cursus traditionnel.

6. Responsabilité du Conservatoire

Le Conservatoire de Musique est responsable des élèves pendant le temps scolaire et au plus tard jusqu'à 16h30 les jours définis pour les cours CLAM.

7. Salle d'étude surveillée

Une salle d'étude surveillée accueille les élèves en attente de leur cours de musique.

Les jours et horaires d'ouverture de la salle d'étude sont affichés à l'entrée du Conservatoire et communiqués aux parents en début d'année scolaire. En dehors de ces horaires, les élèves sont sous la responsabilité des parents.

La salle d'étude surveillée est une salle de travail. Le téléphone portable et la tablette sont autorisés à condition que leur utilisation soit silencieuse et ne perturbe pas les autres élèves.

8. Mise à disposition d'une salle pour travailler l'instrument

Dans l'attente du prochain cours de musique, l'élève en salle d'étude pourra également demander une salle afin de travailler son instrument, dans la limite des salles disponibles.
Un planning sera établi en début d'année pour les élèves pratiquant les percussions, la harpe, l'orgue, la contrebasse ou le piano, afin de leur assurer la disponibilité d'une salle.

9. Trajet collège-conservatoire

Le trajet entre le collège et le conservatoire est assuré par le collège.

Dès l'arrivée des élèves au Conservatoire, le surveillant du collège et l'agent du conservatoire feront l'appel. La liste sera cosignée par les représentants des deux établissements. Un sms sera envoyé systématiquement au parent déclaré « responsable 1 » en cas d'absence de l'élève lors de l'appel.

Le Conservatoire décline toute responsabilité lorsqu'un élève fait le trajet collège-conservatoire en dehors des déplacements assurés par le collège. Les horaires sont affichés à l'entrée du Conservatoire et communiqués aux parents en début d'année.

10. Autorisation de sortie

En cas de professeur absent, seuls les élèves ayant une autorisation de sortie pourront rentrer chez eux. Les autres élèves devront rester en salle d'étude jusqu'à l'heure de fin de l'étude surveillée.

11. Modalités de sortie du dispositif CLAM

Chaque année, la Direction du Conservatoire de Musique et/ou la Direction du Collège peuvent décider, en concertation avec les enseignants, d'exclure un élève du dispositif CLAM si celui-ci est en difficulté au niveau scolaire, s'il ne donne pas entière satisfaction aux enseignants du Conservatoire (démotivation ou investissement personnel insuffisant) ou pour problème de comportement.

Un élève peut également quitter le dispositif CLAM sur demande écrite et motivée des parents.

Sauf pour motif grave ou impérieux, l'élève quittera le dispositif à la fin de l'année scolaire.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-113-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2021 - 113 CONSERVATOIRE DE MUSIQUE – REGLEMENT DES ETUDES CLAM

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-113-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-113-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021 – 113

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

CONSERVATOIRE DE MUSIQUE
RÈGLEMENT DES ÉTUDES CLAM

RÉSUMÉ SYNTHÉTIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet de présenter le règlement des études, spécifique au dispositif CLAsse Musique CLAM.

INCIDENCE BUDGÉTAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGÉTAIRE	MONTANT T.T.C.
CONSERVATOIRE DE MUSIQUE	-	-

Monsieur Nicolas DOYEN expose :

Vu l'arrêté du 31 juillet 2002 paru au JO du 8 août 2002 relatif aux classes à horaires aménagés pour les enseignements artistiques renforcés destinés aux élèves des écoles et des collèges.

Vu la circulaire n°2002-165 du 2 août 2002 parue au BO du 29 août 2002 relative aux classes à horaires aménagés musicales dans les écoles élémentaires et les collèges.

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2019-250 du 10 décembre 2019 adoptant le règlement des études du Conservatoire de Musique,

Considérant la mise en place du dispositif CLASSE MUSIQUE « CLAM » à la rentrée 2021 pour les 4 années du collège,

Considérant la nécessité de préciser les règles spécifiques au fonctionnement dudit dispositif,

La commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ADOPTER** le règlement des études CLAM ci-joint.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-114-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2021 - 114 HOMMAGES PUBLICS POUR LES ESPACES ET LIEUX PUBLICS

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-114-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-114-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021 - 114

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

ESPACES PUBLICS
HOMMAGES PUBLICS POUR LES ESPACES : BATIMENT, PLACE, VOIE, RUE

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La ville de Grasse, à l'initiative de Monsieur Maire, souhaite rendre un hommage public aux personnalités locales qui se sont illustrées en dénommant des places, voies, rues et autres espaces publics.
La Commission des Hommages Publics, qui s'est réunie en séance plénière le 30 avril 2021, a établi les propositions suivantes :

1. Dénommer le rond-point de Saint Jacques, rond-point « la Vigno Entourado » afin de rendre hommage à la famille grassoise CAREMIL-PASCALIE,
2. Mettre à l'honneur trois personnes (Richard MOREAU, Louise MIRABEAU, Louis PERDIGON) en installant des plaques commémoratives,
3. Créer une stèle commémorative en l'honneur de toutes les victimes du terrorisme.

La présente délibération a pour objet de valider cette proposition.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Direction Voiries, Réseaux et Domaine public	/	/

Madame Nicole NUTINI expose :

Vu le décret n°94-112 du 19 décembre 1994,

Vu la question écrite n°00534 au Sénat, Journal Officiel du 8 mai 2003,

Vu l'article L.2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, et conformément au 1° dudit article, le Maire veille, au titre de son pouvoir de police générale, à la commodité du passage dans les rues, quais, places et voies publiques. L'indication du nom des voies constitue l'une des modalités permettant d'assurer cet objectif,

Vu les attributions prévues à l'article L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes duquel le Conseil Municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,

Vu l'article L2213-28 du Code Général des Collectivités Territoriales en matière de numérotation des immeubles sur la Commune,

La Commission des Hommages Publics de la Ville s'est réunie en séance plénière le 30 avril 2021 afin d'établir de nouvelles propositions d'hommages à proposer à Monsieur le Maire,

Ces hommages doivent être rendus pour des hommes et des femmes ayant disparu mais ayant contribué de leur vivant au rayonnement de la Ville de Grasse.

En aucun, ces hommages ne doivent porter atteinte à l'ordre public, heurter la sensibilité des personnes ou bien altérer l'image de la Ville.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-114-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Afin de rendre un hommage à une famille originaire de Grasse et plus particulièrement du quartier Saint Jacques où se trouve la propriété familiale, la Commission des Hommages Publics a étudié la proposition de dénommer le rond-point dit de « Saint Jacques » : rond-point « la Vigno Entourado ».

1 – Dénomination d'un rond-point « la Vigno Entourado »

La ville de Grasse, sur proposition de Monsieur le Maire, souhaite rendre hommage à la famille CAREMIL-PASCALIE.

Etienne CAREMIL (maire de Grasse entre 1931 et 1941) acquiert dans les années 1900 l'ancienne marque grassoise de parfumerie Honoré Payan, qu'il développe. C'est à cette époque que Monsieur CAREMIL intègre aux activités de son entreprise la propriété agricole familiale située au quartier Saint-Jacques, où il cultive des plantes à parfums (tubéreuses, jasmins, roses...).

Le domaine de Monsieur CAREMIL, baptisé « la Vigno Entourado », s'étendait sur 3 hectares entre le chemin de Canteperdrix et la route de Draguignan.

La propriété a été vendue en 2009.

La famille a cédé une partie du terrain pour permettre à la Commune de réaliser le rond-point à l'intersection de la route de Draguignan et du chemin de Canteperdrix. Le site abrite désormais diverses constructions (station essence, surgelés Picard), dont la résidence « Le Clos de Vignes ». Seul le vieux mas a été conservé par la famille qui l'habite encore.

Après étude de divers sites, le giratoire (non dénommé) localisé quartier Saint Jacques à l'intersection de la route de Draguignan / chemin de Canteperdrix a été retenu pour être baptisé le rond-point « La Vigno Entourado ». Cette proposition se justifie de par la neutralité de l'ancienne appellation non officielle du lieu « rond-point de Saint Jacques » qui avait un sens strictement directionnel.

Par ailleurs, la Commission des Hommages Publics a souhaité mettre à l'honneur en 2021 trois grandes personnalités grassoises : M. Richard MOREAU, M^me^ Louise MIRABEAU et M. Louis PERDIGON.

2 – Installation de plaques commémoratives

2.1 – Richard MOREAU

Né en 1954 à CLICHY, il grandit dans la région de Poitiers.

Ce fan de sports de pleine nature, père de deux enfants, mène sa carrière professionnelle sur la Côte d'Azur dès 2000. Il sera instituteur durant deux ans à l'école Garbejaïre de Valbonne avant d'être nommé Directeur des classes départementales de neige à la Colmiane.

De 2004 à 2008, Richard Moreau est Directeur de l'école élémentaire Saint-Jacques, avant de se voir confier la Direction de l'école maternelle.

Il était de ces instituteurs qui marquent une scolarité du fait de son professionnalisme, de son investissement et de sa personnalité.

Fédérateur, humain, généreux et d'une grande joie de vivre, sa pédagogie, son charisme et sa douceur laissent de précieux souvenirs à l'ensemble du corps enseignant, du personnel municipal mais surtout aux enfants.

Décédé le 25 novembre 2020 à GRASSE, quelques jours après avoir pris sa retraite, la Commune souhaite lui rendre hommage en apposant au sein de l'établissement scolaire une plaque commémorative à son nom.

2.2 – Louise MIRABEAU

Née en 1752, Louise RIQUETTI DE MIRABEAU, sœur du Comte Honoré Gabriel RIQUETTI plus connu sous le nom de « Mirabeau », construisit avec son marie le marquis Jean Paul de CLAPIERS DE CABRIS, l'hôtel particulier « Clapiers de Cabris » situé dans la rue Mirabeau.

La dénomination actuelle de la voie doit son nom au fait que Louise MIRABEAU se rendait régulièrement rendre visite à sa sœur sur Grasse.

Féminiser le nom de cette rue serait un signe fort.

Aussi, et tout en préservant le nom de Mirabeau, la Ville souhaite lui rendre hommage en apposant une plaque commémorative à son nom, sous la plaque de rue existante.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-114-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2.3 – Louis PERDIGON

Né le 24 octobre1886, Louis PERDIGON, grand mutilé de la première guerre mondiale fut adjoint spécial du Quartier Saint Antoine.

Par délibération du Conseil municipal dans sa séance du 26 novembre 1970, la ville de Grasse a mis une première fois à l'honneur l'ancien Adjoint en baptisant le Stade de Saint Antoine « Stade Louis Perdigon ».

L'usage à réduit l'appellation du stade au patronyme « PERDIGON ».

La Ville souhaite aujourd'hui que la dénomination complète de M. Louis PERDIGON puisse figurer en bonne place au sein de cet équipement sportif majeur en apposant une plaque commémorative à son nom.

Enfin, la ville de Grasse a été saisie, en date du 3 février 2021, par M. Patrick ISNARD, Conseiller municipal, sur son souhait de dénommer un espace public « Samuel PATY », assassiné en octobre 2020.

3 – Création d'une stèle commémorative en l'honneur de toutes les victimes du terrorisme

Samuel PATY était un professeur d'histoire-géographie né le 18 septembre 1973 à Moulins, dans l'Allier. Il était en poste au collège du Bois-d 'Aulne, à Conflans-Sainte-Honorine lorsque qu'il a été victime d'une attaque terroriste parce qu'il a enseigné et appris à ses élèves la liberté d'expression.

La Commission des Hommages Public a acté l'ignominie de la mort de M. Samuel PATY.

Cependant, et après en avoir débattue, la Commission propose à Monsieur le Maire de rendre un hommage non pas seulement à M. Samuel PATY mais à toutes les victimes du terrorisme, sans exception. Elle imagine de fait la création d'une stèle commémorative qui pourrait être fleurie tous les 11 mars, journée nationale d'hommage aux victimes du terrorisme.

Le lieu ainsi que la nature de la stèle resteraient à préciser.

La commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la dénomination du rond-point de Saint Jacques : « la Vigno Entourado »
- **APPROUVER** la pose des plaques commémoratives en l'honneur de M. Richard MOREAU, de Mme Louise MIRABEAU et de M. Louis PERDIGON,
- **APPROUVER** la création d'une stèle commémorative à Grasse dédiée aux victimes du terrorisme.

Monsieur ISNARD ne prend pas part au vote.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-115-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2021 - 115 ESPACES PUBLICS - ENFOUISSEMENT DES RESEAUX DE BASSE TENSION DE LA RUE DE L'ANCIEN PALAIS DE JUSTICE EN COLLABORATION AVEC LE SYNDICAT DEPARTEMENTAL DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ (SDEG 06)

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-115-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-115-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021 - 115

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

ESPACES PUBLICS
ENFOUISSEMENT DES RESEAUX DE BASSE TENSION
DE LA RUE DE L'ANCIEN PALAIS DE JUSTICE
EN COLLABORATION AVEC LE SYNDICAT DEPARTEMENTAL
DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ 06 (SDEG 06)

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La ville de Grasse a fait le choix de créer un Campus universitaire dans l'ancien Palais de justice, sis 18 rue de l'ancien Palais de Justice, à Grasse. La composition urbaine de ce site sera améliorée en retrouvant une architecture historique plus équilibrée, rappelant celle conçue à l'origine du projet. Or, sur la façade principale ainsi que dans la rue, sont implantés des réseaux de distribution électrique disposés en aérien. Dans le cadre de ses compétences, le Syndicat Départemental de l'Electricité et du Gaz (SDEG) propose de réaliser l'enfouissement de ce réseau pour le compte de la ville de Grasse et se charge de solliciter l'ensemble des participations (auprès d'ENEDIS) et des subventions publiques (auprès du SDEG et du Département des Alpes-Maritimes).

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT
DGST / Cellule énergies et développement durable	Dépenses (estimatif)	20 234,34 €TTC

Madame Nicole NUTINI expose :

Vu la délibération du SDEG en date du 12 décembre 2018 renouvelant la convention de concession pour la distribution publique d'électricité entre le SDEG 06, agissant en tant qu'autorité concédante et le concessionnaire ENEDIS, en tant que gestionnaire du réseau de distribution,

Vu le règlement intérieur du SDEG fixant le pourcentage des honoraires du SDEG à 4 % pour les 15 000 premiers euros de travaux et 4,5 % au-delà,

Vu le règlement intérieur du SDEG fixant la cotisation annuelle à 4 pour mille,

Vu la convention d'aménagement esthétique des réseaux entre le SDEG et ENEDIS prévoyant une participation du Concessionnaire à raison de 40 % du coût hors TVA au financement de travaux réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de l'Autorité Concédante, aux fins d'amélioration esthétique des ouvrages de la concession,

Considérant que la ville a décidé d'engager un programme d'amélioration et de valorisation esthétique du paysage urbain, une opération de requalification et d'enfouissement des réseaux aériens de la rue de l'ancien Palais de Justice a été lancée,

Considérant qu'il est nécessaire d'enfouir les réseaux électriques de basse tension car ils sont actuellement disposés en aérien,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-115-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Considérant que l'estimation de ces travaux de mise en souterrain des réseaux de basse tension est de 44 200 € HT,

Considérant qu'il est proposé de confier la réalisation de ces travaux au Syndicat Départemental de l'Electricité et du Gaz (SDEG 06), le chargeant de solliciter une subvention auprès du Département des Alpes-Maritimes au titre du programme « Environnement »,

Considérant que le plan de financement estimé de cette opération est le suivant :

Dépenses		
Travaux	36 833,34 €HT	44 200,00TTC
Sous-total des dépenses	*36 833,34 €HT*	*44 200,00TTC*
Recettes possibles		
Subvention du S.D.E.G. (10 % du HT)	3 683,33 €	
Article 8 de la concession EDF/SDEG (40 % du HT électrique)	10 498,50 €	
Récupération de la TVA	6 299,10€	
Département des Alpes-Maritimes (10 % du HT) – sous réserve	3 484,73 €	
Sous-total des recettes	*23 965,66 €*	

Reste à la charge de la ville de Grasse : **20 234,34 €TTC**

Considérant que l'ensemble de ces montants seront réajustés une fois les travaux terminés,

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 10 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **DONNER VOTRE ACCORD** pour la réalisation des travaux d'amélioration esthétique du réseau électrique de la rue de l'ancien Palais de Justice ;
- **PRENDRE** acte de la dépense des travaux évaluée à 44 200 € HT selon l'estimatif établi le 9 mars 2021 ;
- **CONFIER** au SDEG la réalisation de ces travaux dans le cadre de ses compétences ;
- **CHARGER** le Syndicat de solliciter la subvention du département des Alpes-Maritimes au titre du programme « Environnement » ;
- **VOUS ENGAGER** à inscrire aux budgets de la Ville en 2021 les sommes nécessaires à sa participation au compte 6554.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

ENTRE :

La Commune de Grasse, identifiée sous le numéro SIREN 210 600 698 représentée par son Maire en exercice Monsieur Jérôme VIAUD agissant au nom et pour le compte de ladite Commune en vertu d'une délibération du Conseil Municipal n°2021-xxx en date du 29 juin 2021, reçue en préfecture le xxxxx.

Ci-après dénommée « la Commune »

D'UNE PART

ET :

La SOCIETE FRANCAISE DE RESTAURATION ET DE SERVICE
Société par actions simplifiées, immatriculée au registre des commerces et des sociétés de Versailles sous le numéro 338 253 131, dont le siège social est situé à BOULOGNE GUYANCOURT (78280), 6 rue de la Redoute,
Représentée par Monsieur xxxxx, dument habilité aux fins des présentes.

Ci-après dénommée « la SODEXO »

D'AUTRE PART

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE

Vu le contrat signé le 30 novembre 2005, par lequel la Ville de GRASSE a confié à SODEXO la gestion de son service public de restauration, ainsi que la réalisation des travaux de conception et de construction de la cuisine centrale.

Considérant que compte tenu de la crise sanitaire et de la période de confinement durant l'année 2020, il a été constaté une baisse de - 30,97 % du nombre de repas produits (référence contrat 563 820 repas de septembre 2019 à août 2020 et réalité des repas effectifs d'un montant de 389 228 repas.)

Considérant que dans le cadre du contrat de concession, chapitre X, article 38-2/ ajustement des prix unitaires de repas, il est stipulé que lorsque « le nombre effectif total des repas facturés à la ville de Grasse connait une augmentation ou une diminution d'au moins 5 % par rapport au nombre de référence», l'effet de seuil doit être appliqué.

Considérant qu'en application de ces dispositions contractuelles, le délégataire a sollicité l'application de l'effet de seuil pour un montant de 378 604.25 euros.

Considérant qu'il est précisé au sein du même article que « lorsque le nombre effectif de repas commandés par la ville de Grasse connait une augmentation ou une diminution d'au moins 20 % par rapport au nombre de référence total, un réexamen des conditions financières a lieu, dans les conditions prévues à l'article 45 ».

Considérant l'article 45 précise que « la composition de la formule de révision et le tableau des prix unitaires sont soumis à réexamen à l'initiative de la ville de Grasse ou sur production par la SODEXO des justificatifs nécessaires ».

Considérant néanmoins que l'article 45 prévoyait un réexamen portant uniquement sur la composition de la formule de révision et le tableau des prix unitaires.

PROJET

Considérant que l'application des dispositions contractuelles, malgré un réexamen, aurait engendré un réajustement des prix unitaires sur l'année 2020/2021.

Considérant qu'afin de limiter l'impact de crise sanitaire sur les finances publiques, la ville de Grasse a souhaité engager des négociations avec le délégataire.

Considérant qu'après plusieurs réunions de négociation, il a été proposé à la SODEXO une compensation financière pour perte de chiffre d'affaire.

Considérant que la différence de chiffre d'affaire sur les deux années de référence 2018/2019 et 2019/2020 est de 98 612,62 € HT, soit un montant de 104 036,50 € TTC.

Considérant également que dans le cadre du marché de restauration collective, la ville de Grasse met en détachement un agent équivalent temps plein pour assurer la facturation sur le site de la cuisine centrale au nom de la ville de Grasse (chapitre IX, article 33/1).

Considérant que cet agent, fonctionnaire territorial, rédacteur chef, par son statut, ne pouvait pas être mis en chômage partiel pendant la période de confinement.

Considérant que la Sodexo n'a pas pu être remboursée de sa rémunération par l'assurance chômage dans le cadre du dispositif du chômage partiel, ce qui a engendré une perte financière de 6 440,78 € pour 21 jours d'absence.

En conséquence, il a été convenu entre les parties de conclure un protocole d'accord transactionnel entre la commune de Grasse et la société SODEXO entérinant le versement par la ville de la somme de 110 477.28 euros correspondant à la différence de chiffre d'affaire sur les deux années de référence 2018/2019 et 2019/2020 et au remboursement de la rémunération de l'agent détaché.

Ainsi, les parties sont convenues d'arrêter ce qui suit :

Article 1 – Objet

Le présent protocole transactionnel a pour objet la prise en charge par la Commune de Grasse suite à la crise sanitaire et à la période de confinement :

- D'une compensation pour la perte de chiffre d'affaire du délégataire de service public de la restauration collective pour un montant s'élevant à la somme de 104 036,50 euros TTC.
- De la rémunération de l'agent détaché de la Ville de Grasse pour un montant de 6 440,78 €.

Ainsi le présent protocole a pour objet le versement par la Commune de Grasse au profit de la société SODEXO de la somme totale de 110 477.28 euros.

Article 2 – Modalités financières

La Commune de Grasse, suite à la signature du présent protocole, procédera au mandatement de la somme de 110 477.28 euros TTC au profit de la société Sodexo.

Article 3 – Renonciation à recours

Les parties renoncent irrémédiablement à tout recours gracieux ou contentieux, l'un envers l'autre, relatif à l'exécution et à l'application des dispositions contractuelles relatives à l'ajustement des prix unitaires et notamment à l'application de l'effet de seuil pour l'année 2019/2020.

PROJET

Article 4 – Effet du présent protocole de transaction

Les parties conviennent que le présent protocole vaut transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code Civil et revêt en conséquence l'autorité de la chose jugée en dernier ressort.

Article 5 – Exécution

Le présent protocole prendra effet dès sa signature par les deux parties.

Article6 – Litiges - Interprétation

Tous différends découlant de l'application et/ou de l'interprétation du présent protocole transactionnel ou en relation avec celui-ci seront soumis au Tribunal Administratif de Nice.

Fait en 2 exemplaires, le

PROJET

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-116-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2021 -116 PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL VILLE DE GRASSE / SODEXO PERIODE 1er CONFINEMENT CRISE SANITAIRE COVID

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-116-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-116-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021 - 116

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL VILLE DE GRASSE / SODEXO PERIODE 1er CONFINEMENT CRISE SANITAIRE COVID

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet de voter le protocole d'accord transactionnel entre la ville de Grasse et le délégataire de service public SODEXO pour la restauration collective, suite à une baisse importante du nombre de repas facturés due à la crise sanitaire et au 1er confinement de mars 2020 et à l'impossibilité de mettre en place un chômage partiel pour l'agent détaché de la ville de Grasse.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
VIE SCOLAIRE	DEPENSES	110 477.28 €

Madame Murièle CHABERT expose :

Vu le contrat signé le 30 novembre 2005, par lequel la ville de Grasse a confié à SODEXO la gestion de son service public de restauration, ainsi que la réalisation des travaux de conception et de construction de la cuisine centrale.

Considérant que compte tenu de la crise sanitaire et de la période de confinement durant l'année 2020, il a été constaté une baisse de 30,97 % du nombre de repas produits (la référence contractuelle était de 563 820 repas pour la période de septembre 2019 à août 2020 et la réalité des repas effectifs a été de 389 228 repas.)

Considérant que dans le cadre du contrat de concession, chapitre X, article 38-2/ ajustement des prix unitaires de repas, il est stipulé que lorsque « le nombre effectif total des repas facturés à la ville de Grasse connait une augmentation ou une diminution d'au moins 5 % par rapport au nombre de référence», l'effet de seuil doit être appliqué.

Considérant qu'en application de ces dispositions contractuelles, le délégataire a sollicité l'application de l'effet de seuil pour un montant de 378 604.25 euros.

Considérant qu'il est précisé au sein du même article que « lorsque le nombre effectif de repas commandés par la ville de Grasse connait une augmentation ou une diminution d'au moins 20 % par rapport au nombre de référence totale, un réexamen des conditions financières a lieu, dans les conditions prévues à l'article 45 ».

Considérant l'article 45 précise que « la composition de la formule de révision et le tableau des prix unitaires sont soumis à réexamen à l'initiative de la ville de Grasse ou sur production par la SODEXO des justificatifs nécessaires ».

Considérant néanmoins que l'article 45 prévoyait un réexamen portant uniquement sur la composition de la formule de révision et le tableau des prix unitaires.

Considérant que l'application des dispositions contractuelles, malgré un réexamen, aurait engendré un réajustement des prix unitaires sur l'année 2020/2021.

Considérant qu'afin de limiter l'impact de la crise sanitaire sur les finances publiques, la ville de Grasse a souhaité engager des négociations avec le délégataire.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-116-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Considérant qu'après plusieurs réunions de négociation, il a été proposé à la SODEXO une compensation financière pour perte de chiffre d'affaire.

Considérant que la différence de chiffre d'affaire sur les deux années de référence 2018/2019 et 2019/2020 est de 98 612,62 € HT, soit un montant de 104 036,50 € TTC.

Considérant également que dans le cadre du marché de restauration collective, la ville de Grasse met en détachement un agent équivalent temps plein pour assurer la facturation sur le site de la cuisine centrale au nom de la ville de Grasse (chapitre IX, article 33/1).

Considérant que cet agent, fonctionnaire territorial, rédacteur chef, par son statut, ne pouvait pas être mis en chômage partiel pendant la période de confinement.

Considérant que la Sodexo n'a pas pu être remboursée de sa rémunération par l'assurance chômage dans le cadre du dispositif du chômage partiel, ce qui a engendré une perte financière de 6 440,78 € pour 21 jours d'absence.

Il est proposé au conseil municipal la conclusion d'un protocole d'accord transactionnel entre la commune de Grasse et la société SODEXO entérinant le versement par la ville de la somme de 110 477.28 euros correspondant à la différence de chiffre d'affaire sur les deux années de référence 2018/2019 et 2019/2020 et au remboursement de la rémunération de l'agent détaché.

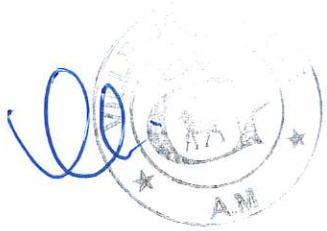
La commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la conclusion d'un accord transactionnel entre la ville de Grasse et la SODEXO pour un montant total de 110 447.28 € TTC ;
- **APPROUVER** le protocole transactionnel joint en annexe ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué, à signer pour le compte de la Commune tous documents à intervenir dans cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 40 voix pour et 2 voix contre : Madame ISNARD (2 voix).

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,



REGLEMENT DE SERVICE APPLICABLE
A COMPTER DE LA RENTREE SCOLAIRE 2021

REGLEMENT ADMINISTRATIF
DU SERVICE
DE RESTAURATION SCOLAIRE

Le présent règlement s'adresse aux responsables des enfants inscrits au service de Restauration Scolaire de toutes les écoles maternelles et élémentaires publiques.

INSCRIPTIONS ET REINSCRIPTIONS

Les formulaires d'inscription sont mis à disposition dès le 1er juin au bureau de **SODEXO : 190, Route de Cannes – 06130 GRASSE** - Tél. : 04 93 40 85 00

Les horaires d'ouverture au public sont du lundi au jeudi de 8h à 12h et de 13h à 16h vendredi de 8h à 12h et de 13h à 15h (bureau ouvert pendant les vacances scolaires).

DATE LIMITE DES REINSCRIPTIONS : 25 Aout 2021

LES PIECES A JOINDRE

- 1 justificatif de domicile de **– de 3 mois** (facture EDF ou Eau, téléphone fixe ou internet, quittance de loyer).
- Attestation de quotient familial délivré par la CAF ou dernier avis d'imposition ou non-imposition
- 1 photo d'identité portant au verso les nom et prénom de l'enfant (très important)
- 1 enveloppe timbrée à joindre pour toute réinscription par courrier.
- Attestation d'assurance extrascolaire (responsabilité civile **et garantie individuelle d'accident**)

La carte permettant de bénéficier du service de restauration scolaire ne sera établie qu'au profit des familles qui seront à jour des règlements des factures de l'année scolaire écoulée. Seuls les enfants munis de cette carte seront acceptés au restaurant scolaire.

CHANGEMENT DE SITUATION

L'inscription est prévue pour toute la durée de l'année scolaire. Néanmoins, des modifications peuvent intervenir au cours de l'année scolaire. Elles devront être signalées dans les plus brefs délais par écrit (mail ou courrier) à SODEXO **: 72 heures avant le changement**.
Tout planning mensuel devra parvenir par mail à sodexo.scolaire-grasse.fr@sodexo.com avant le dernier mercredi du mois précédent en mentionnant le numéro de famille et l'(es) enfant(s) concerné(s) **(réservé aux professionnels de santé et sécurité)**

NB : En cas de changement d'école vers une autre commune, la famille devra impérativement être à jour des règlements de ses factures. Dans le cas contraire, la ville de Grasse signalera cette situation à la commune d'accueil.

FACTURATION

La facturation des repas se fait au terme de chaque mois. Le paiement doit intervenir auprès de SODEXO (190, Route de Cannes) dans les 10 jours qui suivent la facturation :

- Par chèque bancaire ou postal à l'ordre de SODEXO
- Par numéraire auprès de l'agent SODEXO
- Par prélèvement automatique
- Par paiement en ligne via l'application so-happy.fr (accessible par PC, smartphone, Tablette) www.so-happy.fr App Store ou Google Play.

Dans l'hypothèse où le CCAS de la ville de Grasse considérerait que la situation particulière d'une famille justifie l'octroi d'une aide sociale, la famille concernée accepte que SODEXO soit subrogée dans ses droits. Ainsi, SODEXO percevra directement auprès du CCAS l'aide sociale consentie au titre de la restauration scolaire.

Les repas non décommandés 72 heures avant seront facturés aux familles.

- Soit par mail à restauration.scolaire-grasse.fr@sodexo.com
- Soit par téléphone au 04 93 40 85 00

IMPORTANT : Cas d'absence ou de repas non décommandé dans les délais

- Tout repas non décommandé au-delà du 3ème jour d'absence sera facturé en totalité à la famille : participation communale incluse.

- Toute absence au service de restauration alors que le repas n'a pas été décommandé **72 heures avant** et que l'enfant est présent à l'école sera facturé en totalité à la famille.

En cas de retard dans l'acquittement par des usagers du tarif des repas, SODEXO procède à une relance dans les conditions suivantes :

- A défaut de règlement, la première relance est effectuée au début de la deuxième quinzaine du mois d'envoi de la facture.
- En l'absence de règlement, la deuxième relance est envoyée le dernier jour ouvré du mois d'envoi de la facture.

A l'issue de cette deuxième relance, restée sans effet, SODEXO communique la liste des impayés à son cabinet de recouvrement.

Toute personne responsable, n'ayant pas acquitté dans les délais les sommes dues, s'exposera à l'exclusion de son enfant du service de restauration scolaire. Dans ce cas, des mesures de recouvrement seront mises en œuvre et les familles concernées se verront appliquer une pénalité de retard fixée à 15 % de la somme due.

ALLERGIES

En cas d'allergie, un certificat médical établi par un médecin allergologue devra être fourni **au Service Vie Scolaire** pour la mise en place d'un Plan d'Accueil Individualisé (PAI).

DISCIPLINE

La mauvaise conduite d'un enfant pendant les repas ou l'interclasse sera sanctionnée (de l'avertissement à l'exclusion) à la demande de **la Direction de la pause Méridienne**.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-117-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2021 - 117 RETIREE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-117-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Délibération affichée le 30 J... 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-118-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2021 - 118 ACCUEIL CLASSE UEEA
CONVENTION AVEC L'ADAPEIAM

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-118-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-118-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021 - 118

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

ACCUEIL CLASSE UEEA
CONVENTION AVEC L'ADAPEIAM

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La ville de Grasse souhaite favoriser l'accueil d'une unité d'enseignement en maternelle pour enfants autistes au sein de l'école Henri Wallon.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT H.T.
JURIDIQUE		

Madame Murièle CHABERT expose :

Considérant que la scolarisation des enfants autistes est un objectif fixé par le plan national autisme. Le public des élèves avec trouble du spectre autistique (TSA) est hétérogène. Il faut ainsi prévoir des formes d'accueil variées. A côté de la scolarisation en classe ordinaire, avec éventuellement l'aide d'un accompagnant, ou de la scolarisation en ULIS, l'éventail des possibilités comporte aussi la scolarisation dans une classe travaillant en convention avec le secteur médico-social. Ce sont les Unités d'Enseignement UEEA.

Considérant le souhait de la commune d'accueillir une telle unité. Ce dispositif accueillera entre 7 et 10 enfants. Ces enfants disposent d'un diagnostic d'autisme n'ayant pas acquis suffisamment d'autonomie, de langage, et/ou qui présentent à un moment de leur parcours des difficultés substantielles dans leurs relations sociales, de communication et de centres d'intérêts. Cette unité sera accueillie au sein de l'école Henri Wallon dans 2 salles situées dans un bâtiment localisé entre l'école élémentaire et l'école maternelle, ceci sur l'ensemble des temps du calendrier scolaire. 4 salariés y travailleront à temps plein (2 de l'ADAPEI et 2 de l'éducation nationale).

L'ADAPEI prendra en charge les fluides et le réaménagement des salles.

La commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la signature de la convention avec l'ADAPEIAM pour la mise à disposition de salles au sein de l'école Henri Wallon du Plan de Grasse.

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à la réalisation de la présente affaire.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

ENTRE :

La Commune de Grasse, identifiée sous le numéro SIREN 210 600 698 représentée par son Maire en exercice Monsieur Jérôme VIAUD agissant au nom et pour le compte de ladite Commune en vertu de la délibération du Conseil Municipal date du 29 juin 2021, reçue en sous-préfecture de Grasse le 30 juin 2021.

Dénommée ci-après « **la Commune** »

D'une part,

ET

L'IME Pierre Merli ADAPEI - AM association régie par la loi du 1er juillet 1901, déclarée en sous-préfecture le sous le n° dont le siège social est situé 340, avenue Weisweiller 06 600 ANTIBES inscrite sous le numéro SIRET représentée par son Directeur en exercice Monsieur Vincent MERLI.

Dénommée ci-après « **L'Association » ou « l'Occupant »**

D'autre part,

Préambule

La scolarisation des enfants autistes est un objectif fixé par le plan national autisme. Le public des élèves avec trouble du spectre autistique (TSA) est hétérogène. Il faut ainsi prévoir des formes d'accueil variées. A côté de la scolarisation en classe ordinaire, avec éventuellement l'aide d'un accompagnant, ou de la scolarisation en ULIS, l'éventail des possibilités comporte aussi la scolarisation dans une classe travaillant en convention avec le secteur médico-social. Ce sont les Unités d'Enseignement UEEA.

Le souhait de la commune est d'accueillir une telle unité. Ce dispositif accueillera entre 7 à 10 enfants. Ces enfants disposent d'un diagnostic d'autisme n'ayant pas acquis suffisamment d'autonomie, de langage, et/ou qui présentent à un moment de leur parcours des difficultés substantielles dans leurs relations sociales, de communication et de centres d'intérêts. Cette unité sera accueillie au sein de l'école Henri Wallon dans 2 salles situées dans un bâtiment localisé entre l'école élémentaire et l'école maternelle. Ceci sur l'ensemble des temps du calendrier scolaire. 4 salariés y travailleront à temps plein (2 de l'ADAPEI et 2 de l'éducation nationale).

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités selon lesquelles la Commune de Grasse met à la disposition de l'IME Pierre Merli ADAPEI-AM par convention d'occupation du domaine public, pour l'exercice de son activité, des locaux situés au sein de l'école primaire Henri Wallon située 10, avenue Louis Cauvin à Grasse.

ARTICLE 2 : NATURE JURIDIQUE

La présente convention vaut autorisation d'occupation du domaine public de la commune.
Les occupants ne pourront, en aucun cas, se prévaloir des dispositions d'une autre réglementation susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à quelque autre droit.

ARTICLE 3 : DESIGNATION

Les occupants sont autorisés à occuper les locaux situés 10, avenue Louis Cauvin à Grasse au sein de l'école primaire Henri Wallon d'une superficie d'environ 288 m², conformément au plan annexé (annexe n°1)

ARTICLE 4 : DESTINATION DES LIEUX MIS A DISPOSITION

Les locaux mis à disposition doivent être utilisés par l'association conformément à son objet social (statut en annexe 2).
L'occupant s'engage par ailleurs à respecter les lois et règlements en vigueur concernant tant l'occupation des équipements visés ci-dessus que les activités pour lesquelles ces équipements sont mis à sa disposition.
L'association ne poursuit aucun but lucratif. L'occupant s'interdit toute discussion ou manifestation présentant un caractère politique ou confessionnel.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

5.1 loyer

La mise à disposition est consentie et acceptée à titre gracieux.

L'association prendra en charge les frais de fonctionnement : électricité, eau, chauffage ainsi que tout abonnement y afférent. Le bâtiment n'étant pas doté de compteurs, l'utilisateur paiera un forfait de fluides (électricité, eau) d'un montant annuel de 2 684 euros, qui sera calculé au prorata de la durée d'occupation réelle pour l'année de signature, 2 738 euros pour l'année n+1 et 2 788 euros pour l'année n + 3.
Si la convention perdure au-delà du terme fixé à l'article 15, un avenant à la présente convention sera signé pour ajuster le montant des fluides pour les années suivantes.
Les fluides sont payables à réception du titre de recette auprès de la caisse de la Trésorerie Municipale située 119, route de la Paoute à Grasse.

5.2 Charges, impôts et taxes

L'Association s'acquittera de toutes les taxes liées à ses activités.

Ainsi, la commune émettra un titre de recette chaque année auprès de l'occupant correspondant au montant desdites taxes.

ARTICLE 6 : ETAT DES LIEUX

Lors de la mise à disposition et à la sortie des lieux, un état des lieux contradictoire sera dressé.
A l'expiration de la présente convention, quel qu'en soit le motif, l'association devra évacuer les lieux occupés et remettre les lieux en l'état, à ses frais. A défaut, la Commune de Grasse utilisera toutes les voies de droit pour faire procéder d'office à la remise en état des lieux et à l'enlèvement des installations.

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'UTILISATION

7.1. Activités de l'association

Les locaux ne pourront être utilisés à d'autres fins que celles concourant à la réalisation de l'objet de l'association tel que décrit dans ses statuts.

7.2 Principes généraux

L'occupant devra jouir des lieux concédés raisonnablement et veillera à ce que la tranquillité et le bon ordre ne soient troublés ni par son fait, ni celui de ses préposés ou de ses adhérents.

L'association devra se conformer aux prescriptions légales et administratives relatives à ses activités, de façon que la commune ne puisse être inquiétée ou recherchée.
A ce titre, elle devra obtenir tous les agréments et les autorisations nécessaires à l'exercice de ces dernières.

7.3 Accès

L'accès aux locaux mis à disposition, que ce soit à travers l'école élémentaire ou bien l'école maternelle sera réalisé en parfait accord et coordination avec le ou les Directions des écoles pendant la période scolaire ou bien avec l'association Loisirs Education Arts (LEA) dans ses temps d'occupation.

ARTICLE 8 : ENTRETIEN, MAINTENANCE, REPARATIONS DIVERSES ET FONCTIONNEMENT

L'occupant tiendra les locaux et équipements de façon constante en parfait état d'entretien courant et de menues réparations au sens de l'article 605 du code civil. A ce titre, il procède au nettoyage et à l'entretien courant des lieux mis à disposition.

Néanmoins, le personnel d'entretien de la commune effectuera le ménage dans les locaux à l'identique de la situation actuelle.

La commune s'oblige, de son coté, à exécuter et prendre en charge toutes autres dépenses de remplacements, d'amélioration de réparations et de travaux dans les locaux, notamment pour les mises aux normes des établissements recevant du public.

Cependant si les entretiens, remplacements et réparations dont a la charge la commune sont rendus nécessaires par la faute de l'occupant ou sa négligence, elles seront exécutées sous l'autorité de la commune et l'association en supportera la charge financière par remboursement des frais engagés par la commune.

ARTICLE 9 : TRAVAUX ET AMENAGEMENTS

9.1 Travaux réalisés avant l'ouverture des lieux :

L'association a d'ores et déjà pris en charge la mise en peinture des locaux.
La ville a réalisé la transformation des sanitaires de maternelle en sanitaires élémentaires.

9.2 Travaux réalisés après le constat d'entrée dans les lieux

L'occupant ne pourra réaliser de travaux de modification, démolition, agrandissement, amélioration ou rénovation des installations dans les locaux mis à disposition qu'avec l'accord préalable et express de la commune.
En cas d'autorisation, les travaux seront exécutés sous la responsabilité de l'occupant.
Celui-ci devra notamment obtenir les autorisations d'urbanisme nécessaires et souscrire, en sa qualité de maître d'ouvrage, une assurance dommage-ouvrage. Il devra également s'assurer que les entrepreneurs sollicités possèdent les qualifications et les assurances requises, notamment au titre de la garantie décennale.

ARTICLE 10 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT

10.1 Sécurité

L'occupant, exploitant de l'ERP, veillera au strict respect des consignes de sécurités et des obligations imposées par la législation en vigueur notamment relatives à la règlementation des établissements recevant du public (ERP).

10.2 Hygiène et propreté

L'occupant devra satisfaire à toutes les obligations imposées par la réglementation en vigueur notamment la réglementation relative à l'hygiène et la salubrité.
Le site devra être maintenu en parfait état de propreté.

10.3 Personnel

Le personnel employé devra être en situation régulière au regard de la loi et notamment du code du travail.

ARTICLE 11 : ACCES ET CONTROLE PAR LA COMMUNE

Les agents de la commune dûment mandatés sont libres d'accéder aux installations et de vérifier à tout moment l'existence et la consistance des biens mis à disposition. Ceci sous réserve, sauf urgence avérée, de prévenir l'occupant 48 heures à l'avance.
En cas de travaux qui incomberaient à la commune, les parties se rapprochent pour convenir du déroulé des travaux nécessaires.

ARTICLE 13 : ASSURANCE

L'association s'engage à souscrire auprès d'une compagnie d'assurances notoirement solvable une assurance couvrant sa responsabilité et les dommages pouvant intervenir du fait de son activité.
Elle justifiera de cette assurance dans les 15 jours suivant l'ouverture de la première promotion assortie de l'avis favorable de la commission de sécurité.
Cette police d'assurance doit couvrir sa responsabilité civile et celle de ses préposés conformément à l'article 37 de la loi du 16 juillet 1984 modifiée. Elle devra couvrir également les risques locatifs (incendie, dégât des eaux, explosion).

ARTICLE 14 : CARACTERE PERSONNEL DE L'OCCUPATION

La présente convention est consentie *intuitu personae*, l'occupant ne pourra céder les droits en résultant à qui que ce soit.
L'occupant s'interdit de concéder ou de sous-louer la parcelle mise à sa disposition, sauf accord express de la ville de Grasse.

ARTICLE 15 : DUREE

La présente convention est consentie à compter de sa signature et pour une durée de 3 ans à compter du 1er septembre 2021.

Au-delà du terme, le bail est reconduit de manière tacite dans les mêmes conditions et pour la même durée à moins que l'une ou l'autre des parties ait notifié, moyennant un préavis de six mois, son intention de ne pas renouveler le bail.

ARTICLE 16 : RESILIATION

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie en cas de non-respect par l'une ou l'autre partie de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée infructueuse pendant un délai d'un mois.
La présente convention pourra également être résiliée sans préavis et de plein droit en cas de force majeure, d'avis défavorable de la commission de sécurité ou en cas de dissolution de l'association.
L'association peut à tout moment notifier au bailleur son intention de quitter les locaux en respectant un délai de préavis de trois (3) mois.

ARTICLE 17 : REGLEMENT DES LITIGES

Toutes difficultés, à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention qui n'auraient pu faire l'objet d'un règlement amiable, seront soumises au Tribunal compétent du lieu de l'immeuble.

A Grasse, le

Pour l'Association,

Monsieur Vincent MARIE
Directeur de l'association

Le Maire,

Monsieur Jérôme VIAUD
Vice-président du Conseil
Départemental des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté
d'Agglomération du Pays de Grasse

ANNEXES A LA CONVENTION

- Annexe n° 1: plan des locaux
- Annexe n° 2 : statuts de l'association

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-119-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2021 - 119 TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITE EXTERIEURE TARIFS 2022

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-119-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-119-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021 - 119

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITE EXTERIEURE (TLPE) TARIFS 2022

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La présente délibération concerne la modification des tarifs de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE) pour l'année 2022.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
JURIDIQUE		

Madame Murièle CHABERT expose :

La loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 a modifié la réglementation en matière de taxes sur la publicité et a instauré, à compter du 1er janvier 2009, la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE) en remplacement des taxes antérieures : taxe sur l'affichage (TSA), taxe sur les véhicules publicitaires et taxe sur l'emplacement publicitaire (TSE).

Vu la loi de Modernisation de l'Economie n° 2008-776 du 4 août 2008 ;

Vu la délibération n° 2012-131 du 28 juin 2012 ;

Vu les articles L. 2333-6 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

Considérant que la période transitoire de 5 ans relative au lissage des tarifs, prévue à l'article L. 2333-16 alinéa C du CGCT, est arrivée à expiration le 31 décembre 2013 ;

Considérant qu'au terme de la période susvisée, l'article L. 2333-12 du CGCT dispose que « les tarifs maximaux et les tarifs appliqués sont relevés, chaque année, dans une proportion égale au taux de croissance de l'indice des prix à la consommation hors tabac de la pénultième année ». Ainsi pour l'exercice 2022, le taux de variation applicable aux tarifs de la TLPE sera de + 0,0 % (source Insee) ;

Considérant que l'article L. 2333-9 du CGCT fixe les tarifs maximaux de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure ainsi que les coefficients multiplicateurs applicables aux différents supports en fonction de leur superficie, avec une distinction supplémentaire pour les publicités et les pré-enseignes, dont l'affichage se fait par un procédé numérique ou non numérique ;

Considérant que la révision des tarifs continuera de s'appliquer automatiquement en l'absence de nouvelles dispositions législatives ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-119-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Considérant que la superficie taxable d'un dispositif est la superficie utile d'affichage déterminée par un rectangle passant par les points extrêmes de l'inscription, forme ou image du dispositif considéré, les superficies étant arrondies au dixième ;

Considérant que le non-respect des dispositions législatives est constitutif d'une contravention prévue par l'article L. 2333-15 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

Considérant que la bonne information des redevables et des administrés justifie qu'une grille tarifaire mentionnant les montants actualisés de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure soit approuvée par le Conseil Municipal ;

La commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 10 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la grille des tarifs de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure ci-dessous ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les actes ou documents se rapportant à l'application desdits tarifs, au recouvrement ou à la mise en œuvre de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure, objet de la présente délibération.

Dispositifs	Superficies	Tarifs 2021 (par m²)	Tarifs 2022 (par m²)
Publicités et Pré-enseignes	Non numériques <= 50 m² > 50 m² Numériques <= 50 m² > 50 m²	Non numériques 21,40 € 42,80 € Numériques 64,20 € 128,40 €	Non numériques 21,40 € 42,80 € Numériques 64,20 € 128,40 €
Enseignes	<= 7 m² <= 12 m² <= 50 m² > 50 m²	Exonération 21,40 € 42,80 € 85,60 €	Exonération 21,40 € 42,80 € 85,60 €

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le : 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M

CONTRAT DE PARTICIPATION A LA RENOVATION DE LA TRAVERSE ROURE

Entre les soussignés :

La **Ville de Grasse**, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD agissant au nom et pour le compte de la commune en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du,

Ci-après dénommée **« la Ville de Grasse »,** d'une part

ET

La Société EXPRESSIONS PARFUMEES (Ajouter le dispositif) représentée par son Directeur Général

Ci-après dénommée **« La société »** d'autre part

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et la Ville de Grasse ont engagé en 2020 et 2021 une somme de 400 000 euros, afin de réaliser l'aménagement d'un jardin et de son pigeonnier avenue Pierre Semard à proximité immédiate de l'ancienne usine Roure, ainsi que pour la réhabilitation de la traverse « Ernest Roure » qui longe ce jardin afin d'embellir et rendre cohérent cet ensemble. Ceci permettra au public de profiter d'un magnifique jardin en centre-ville.

Cet espace a été dénommé « Jardin Roure » en hommage à la mémoire de ce site industriel emblématique de la parfumerie grassoise et des nombreux Grassois qui y ont travaillé.

Eu égard à la mémoire de ce site emblématique de l'essor de la parfumerie grassoise qui se rattache à travers l'histoire de la société GIVAUDAN à celle de la société EXPRESSIONS PARFUMEES, celle-ci a fait part de son intérêt pour participer à la requalification de la traverse Roure. Les travaux consistent à réaliser la reprise des marches et de leur seuil, reprendre une partie d'un mur de soutènement et rejointer l'ensemble des murs bordant la traverse. Ces travaux sont réalisés conformément aux préconisations de l'architecte des bâtiments de France.

Considérant que s'agissant du domaine public de la Ville, les travaux sont réalisés en maîtrise d'ouvrage par la Ville.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET

La société EXPRESSIONS PARFUMEES offre à la commune de financer la rénovation de la traverse Roure pour une somme forfaitaire de 10 000 euros TTC. La Ville réalisera en maîtrise d'ouvrage les travaux relatifs à cet aménagement.

ARTICLE 2 - MONTANT DE L'OFFRE

La participation de la société est limitée à un montant forfaitaire et définitif de 10 000 euros TTC. Ceci quelques soient les sujétions prévues ou imprévues rencontrées dans la mise en œuvre du projet.

ARTICLE 3 - MODALITES DE REALISATION DE L'OFFRE

La société s'engage à verser à la Commune la totalité de la somme dès réception de l'avis de paiement par le comptable du trésor.

ARTICLE 4 – ACCEPTATION PAR LA COLLECTIVITE

Par délibération en date du 29 juin 2021, la Commune déclare accepter le présent engagement en tant qu'offre unilatérale de concours faite par la société EXPRESSIONS PARFUMEES.

La Commune déclare s'engager à tout mettre en œuvre pour réaliser les travaux jusqu'au parfait achèvement. La Commune s'engage à justifier de l'utilisation des fonds sur demande de la société. Des plans du projet d'aménagement sont annexés à la présente convention.

ARTICLE 5 – CLAUSE RESOLUTOIRE

La société EXPRESSIONS PARFUMEES affirme, à titre de clause essentielle et déterminante de son engagement, que la présente offre est faite sous la condition résolutoire de la réalisation effective et définitive par la Commune de l'opération projetée. Si l'ouvrage n'est pas commencé dans un délai de deux ans et terminé dans un délai de trois ans à compter de la signature de la présente convention, la commune sera redevable de la somme déjà versée à l'égard de la société et devra procéder à son remboursement à première demande émanant de la société.

ARTICLE 6 : REGLEMENT DES LITIGES

Toutes difficultés à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention qui n'auraient pu faire l'objet d'un règlement amiable, seront soumises à la juridiction compétente.

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile pour le Ville de Grasse en l'hôtel de Ville de Grasse – BP 12069 – 06131 GRASSE CEDEX.

A Grasse, le
Nombres d'exemplaires :

Pour la société EXPRESSIONS PARFUMEES
Son Président Directeur Général

Pour la Ville de GRASSE,
Le Maire,

Jérôme VIAUD
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-120-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2021 - 120 TRAVERSE ROURE – REQUALIFICATION PARTICIPATION EXPRESSIONS PARFUMEES

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-120-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-120-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021 - 120

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

TRAVERSE ROURE - REQUALIFICATION
PARTICIPATION EXPRESSIONS PARFUMEES

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT
La société EXPRESSIONS PARFUMEES se propose de participer à la requalification de la traverse Ernest Roure.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
JURIDIQUE	Recettes	10 000 €

Monsieur Pascal PELLEGRINO expose :

Considérant que la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et la ville de Grasse ont engagé en 2020 et 2021 une somme de 400 000 euros afin de réaliser l'aménagement d'un jardin et de son pigeonnier avenue Pierre Sémard, à proximité immédiate de l'ancienne usine Roure, ainsi que pour la réhabilitation de la traverse « Ernest Roure » qui longe ce jardin, afin d'embellir et rendre cohérent cet ensemble. Ceci permettra au public de profiter d'un magnifique jardin en centre-ville.

Considérant que la communauté d'agglomération a délibéré en date du 1er avril 2021 afin de dénommer ce jardin « Jardin Roure » en hommage à la mémoire de ce site industriel emblématique de la parfumerie grassoise et des nombreux Grassois qui y ont travaillé.

Considérant qu'eu égard à la mémoire de ce site emblématique de l'essor de la parfumerie grassoise qui se rattache à l'histoire de la société GIVAUDAN, EXPRESSIONS PARFUMEES, filiale du groupe, a fait part de son intérêt pour participer à la rénovation de la traverse Roure. Les travaux consistent à réaliser la reprise des marches et de leur seuil, reprendre une partie d'un mur de soutènement et rejointer l'ensemble des murs bordant la traverse. Ces travaux sont réalisés conformément aux préconisations de l'architecte des bâtiments de France.

Considérant que s'agissant du domaine public de la ville, les travaux seront réalisés en maîtrise d'ouvrage par la ville. Les travaux ont été évalués à un montant de 68 000 euros.

La commission équipement et aménagement ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 10 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ACCEPTER** la participation de la société EXPRESSIONS PARFUMEES pour la requalification de la traverse Roure pour un montant forfaitaire de 10 000 euros ;
- **APPROUVER** les termes de la convention annexée à la présente ;
- **DIRE** que la somme sera inscrite au budget de la ville.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M

CONTRAT DE PARTICIPATION FINANCIERE

REFECTION DU REVETEMENT SUR LE CHEMIN DE L'ORME
SECTION COMPRISE ENTRE L'AUTO-ECOLE ET LES CYCLES OMEGA

Entre

La « **COMMUNE DE GRASSE** », identifiée sous le numéro SIREN n° 210 600 698 00 18, représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, le Maire, agissant au nom et pour le compte de la commune en vertu de la délibération n° xxxxxx en date du xxxxxx.

Dénommée ci-après « **La Commune de Grasse »**

D'une part,

Et

La société PRESENCE RIVIERA CONSEIL, immatriculée au RCS de Grasse sous le numéro 807 566 682 667**,** dont le siège social est situé à Grasse au 519, route de Grasse – 06740 CHATEAUNEUF, et représentée par Monsieur Luc RICHIER, son gérant, agissant au nom et pour le compte de ladite structure.

Dénommée ci-après « **PRESENCE RIVIERA CONSEIL** »

D'autre part,

Préambule

La construction d'un collectif de 41 logements au n°38, chemin de l'Orme a nécessité la réalisation de tranchées sur voirie pour permettre le raccordement du projet aux réseaux secs et humides.
Compte tenu de son revêtement dégradé, la Ville de Grasse envisage la réfection de l'enrobé sur le chemin de l'orme, dans sa section comprise entre l'auto-école et les cycles oméga.
Dans ce contexte et au vu de l'intérêt de ces travaux pour l'ensemble collectif, la société PRESENCE RIVIERA CONSEIL souhaite participer financièrement aux travaux de réfection de la voirie.
La présente convention a pour objet de définir les conditions techniques et financières dans lesquelles cette opération sera menée.

Il a été exposé, arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles la commune de Grasse assurera la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble des travaux ci-après détaillés ainsi que les modalités de participation financière de la société PRESENCE RIVIERA CONSEIL.

ARTICLE 2 : MISSIONS DE LA COMMUNE

La commune de Grasse s'engage à réaliser les missions suivantes :

1) Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ensemble des ouvrages seront étudiés et réalisés.
2) Emission du bon de commande
3) Suivi et réception des travaux
4) Gestion financière et comptable de l'opération

A ce titre, la maitrise d'ouvrage sera assurée par la Commune de Grasse qui en assumera toutes les obligations et les responsabilités.

La commune s'engage à tout mettre en œuvre pour réaliser les travaux jusqu'au parfait achèvement, et justifier l'utilisation des fonds sur demande la société PRESENCE RIVIERA CONSEIL.

ARTICLE 3 : PROGRAMME DE L'OPERATION

Le programme détaillé de l'opération est défini dans le dossier administratif et technique joint en annexe à la présente.

Les principaux travaux se décomposent de la façon suivante :

- rabotage mécanique de la voirie,
- mise à la côte des bouches à clés,
- fourniture et pose d'une couche d'accrochage,
- fourniture et pose d'enrobé noir à chaud 10 cm d'épaisseur sur voirie,
- fourniture et pose d'une signalisation horizontale et verticale,
- reprise du marquage au sol.

ARTICLE 4 : PROPRIETE DES OUVRAGES

La Commune de Grasse est seule propriétaire des ouvrages objet des présentes.
A ce titre, la société PRESENCE RIVIERA CONSEIL ne pourra prétendre à aucun droit de propriété sur les aménagements objets des présentes.

ARTICLE 5 : SUIVI DES TRAVAUX

La société PRESENCE RIVIERA CONSEIL sera invitée à participer aux réunions de travail et de chantier.

ARTICLE 6 : RECEPTION DES OUVRAGES

La réception définitive sera prononcée par le maitre d'ouvrage.
Des réceptions partielles pourront être prononcées et ce en fonction des besoins.
La société PRESENCE RIVIERA CONSEIL sera invitée à assister aux réunions relatives à la réception des ouvrages.

ARTICLE 7 : PARTICIPATION FINANCIERE DE LA SOCIETE LECLERC

La société PRESENCE RIVIERA CONSEIL s'engage à verser à la commune le montant 7 235,80 € TTC correspondant à 27 % des travaux réalisés.
Ainsi, les dépenses relatives aux prestations réalisées, suivant les quantités réellement exécutées, seront prises en charge par la société PRESENCE RIVIERA CONSEIL à hauteur de 27 % des travaux.
Par délibération en date du 29 juin 2021, la commune a déclaré accepter la participation financière de la société PRESENCE RIVIERA CONSEIL.
A ce titre, la Commune de Grasse procédera, à l'issue des travaux, à l'émission d'un titre de recette à l'encontre de la société PRESENCE RIVIERA CONSEIL à hauteur de 27 % du montant TTC des travaux.

ARTICLE 8 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter de la signature des présentes, et prendra fin après le remboursement par la Société PRESENCE RIVIERA CONSEIL des dépenses inhérentes aux travaux.

ARTICLE 9 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toutes modifications de la présente convention devront faire l'objet d'avenants et seront jointes à la présente avec accord des parties signataires.

ARTICLE 10 : LITIGES

En cas de litige relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente, les parties s'engagent à rechercher en priorité un règlement à l'amiable. A défaut, le différend sera porté devant le Tribunal administratif de Nice

Fait à Grasse, le

Pour la société PRESENCE RIVIERA CONSEIL,	**Pour la commune de Grasse,**
Le Gérant,	**Le Maire,**
Luc RICHIER	**Jérôme VIAUD**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-121-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2021 - 121 **ESPACES PUBLICS**
REFECTION PARTIELLE DE L'ENROBE DU CHEMIN DE L'ORME
PARTICIPATION FINANCIERE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-121-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-121-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021 - 121

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

ESPACES PUBLICS
REFECTION PARTIELLE DE L'ENROBE DU CHEMIN DE L'ORME
PARTICIPATION FINANCIERE

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Dans le cadre de son programme pluriannuel de réfection des chaussées des voies communales, la ville de Grasse avait planifié la réfection de l'enrobé du Chemin de l'Orme à moyen terme. La construction d'un collectif de 41 logements ayant sensiblement dégradé ce revêtement dans sa section comprise entre l'auto-école et les cycles oméga, la Ville souhaite avancer cette opération de réfection, tout en sollicitant une participation financière de la société PRESENCE RIVIERA CONSEIL pour la réalisation de ces travaux.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT TTC.
DGST / Direction de la Voirie, Réseaux et Domaine public	Recettes estimées	7 235, 80 euros

Monsieur Pascal PELLEGRINO expose :

Considérant que le programme pluriannuel de réfection des chaussées des voies communales de la ville envisageait la réfection de l'enrobé du Chemin de l'Orme à moyen terme.

Considérant que la construction d'un collectif de 41 logements au n°38, chemin de l'Orme a nécessité la réalisation de plusieurs tranchées sur voirie pour permettre le raccordement du projet aux réseaux secs et humides,

Considérant que ces travaux ont sensiblement contribué à la dégradation de la chaussée,

Considérant la dangerosité du revêtement pour les usagers du chemin de l'Orme, dans sa section comprise entre l'auto-école et les cycles oméga,

Considérant que cette réfection de chaussée apportera une amélioration notable de la sécurité publique,

Considérant qu'au vue de l'intérêt de cet aménagement, le constructeur de cet ensemble immobilier, la société PRESENCE RIVIERA CONSEIL, souhaite participer financièrement aux travaux de réfection de la voirie,

Ces travaux comprendront les interventions suivantes :

- rabotage mécanique de la voirie,
- mise à la côte des bouches à clés,
- fourniture et pose d'une couche d'accrochage,
- fourniture et pose d'enrobé noir à chaud 10 cm d'épaisseur sur voirie,
- fourniture et pose d'une signalisation horizontale et verticale,
- reprise du marquage au sol,

Ils seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage la Direction de la Voirie, Réseaux et Domaine public de la ville de Grasse.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-121-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Les dépenses relatives aux prestations réalisées, suivant les quantités réellement exécutées, seront prises en charge par la société PRESENCE RIVIERA CONSEIL à hauteur de 27 % du montant total des travaux TTC.

A ce titre, la ville de Grasse procédera, à l'issue des travaux, à l'émission d'un titre de recette à l'encontre de la société PRESENCE RIVIERA CONSEIL équivalent à 27 % du montant TTC des travaux réalisés.

Une convention, ayant pour objet de définir les conditions techniques et financières dans lesquelles cette opération conjointe sera menée, doit à présent être signée entre la ville de Grasse et la société PRESENCE RIVIERA CONSEIL.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 10 juin 2021.

Je vous demande de bien vouloir :

- **ACCEPTER** la participation financière d'un montant de 7 235,80 €TTC de la société PRESENCE RIVIERA CONSEIL ;

- **APPROUVER** les termes de la convention de participation financière entre la société PRESENCE RIVIERA CONSEIL et la ville de Grasse ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer ladite convention ainsi que les éventuels avenants à venir dans la mesure où ce ou ces derniers ne seront pas de nature à dénaturer la convention initiale, ainsi que toute pièce de nature administrative, technique et/ou financière, nécessaire à l'exécution à la présente délibération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-122-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2021 - 122 **ESPACES PUBLICS**
STATIONNEMENT PAYANT SUR VOIRIE – GRATUITE EXCEPTIONNELLE PENDANT LA PREMIERE PERIODE DE CONFINEMENT DE 2020

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-122-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-122-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021 - 122

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

ESPACES PUBLICS
STATIONNEMENT PAYANT SUR VOIRIE
GRATUITE EXCEPTIONNELLE PENDANT LA PREMIERE PERIODE DE CONFINEMENT DE 2020

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le président de la République ayant décidé d'instaurer une première période de confinement du mardi 17 mars 2020 au dimanche 10 mai 2020, il est proposé d'acter la gratuité exceptionnelle du stationnement sur voirie mise en œuvre par la ville pendant toute cette période, afin de favoriser le télétravail et ainsi de limiter la propagation du virus.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Direction Voiries, Réseaux et Domaine Public	/	/

Monsieur Pascal PELLEGRINO expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213.1 à L.2213.6,

Vu le Code de la Route et notamment les articles R.417.1 et suivants,

Vu la Loi MAPTAM n° 2014-58 du 27 janvier 2014,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2018 qui fixe les montants du forfait de stationnement, le zonage et la tarification,

Vu l'arrêté municipal permanent n° 12 P/2018 définissant les zones de paiement et leurs tarifs,

Considérant que le 16 mars 2020, le président de la République a annoncé le confinement de tous les Français à compter du 17 mars 2020 et pour une durée de 15 jours minimum,

Considérant qu'il était de fait interdit de se déplacer à l'exception de cas dérogatoires spécifiques,

Considérant qu'il y avait lieu de favoriser le télétravail afin de limiter la propagation du virus et par conséquent de maintenir les travailleurs grassois à leur domicile,

La ville a mis en œuvre une gratuité totale du stationnement sur voirie en centre-ville pour tous les usagers et ce pendant toute la période de confinement, à savoir du mardi 17 mars 2020 au dimanche 10 mai 2020.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 10 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la gratuité exceptionnelle du stationnement sur voirie en centre-ville pendant la première période de confinement, du mardi 17 mars 2020 au dimanche 10 mai 2020.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICES RESSOURCES ET TECHNIQUES DE LA VILLE DE GRASSE AU PROFIT DE LA REGIE DES PARKINGS GRASSOIS

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La « **ville de Grasse** », identifiée sous le numéro SIREN n° 210 600 698 000 18, sise place du Petit Puy – B.P. 12069 - 06131 GRASSE Cedex, représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, Maire, agissant au nom et pour le compte de la Ville en vertu de l'arrêté pris en application d'une délibération du Conseil Municipal en date du …….

D'UNE PART,

ET

La « **Régie des Parkings Grassois** », régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, dont le siège est sis Hôtel de Ville - BP12069 - 06130 GRASSE - représentée par son directeur Monsieur Cédric DIAZ, habilité à signer les présentes par la délibération …….. du Conseil d'Administration du ……..

D'AUTRE PART

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet, dans un souci de bonne organisation et de rationalisation des services, de préciser les conditions et modalités de mise à disposition des services ressources et techniques de la ville de Grasse au profit de la Régie des Parkings Grassois.

ARTICLE 2 : SERVICES MIS A DISPOSITION

- Services Techniques

Les services techniques assureront toutes interventions techniques ou intellectuelles (études de faisabilité, études techniques, accompagnement sécurité-incendie, suivi de travaux …) nécessaires au bon fonctionnement de la Régie des Parkings.

- Service Espaces verts

Le service des espaces verts assurera toutes les prestations nécessaires au bon entretien et maintien des plantes et massifs disposés autour des parkings gérés par la Régie des Parkings.

- Service du Parc automobile

Le service du parc automobile assurera l'entretien et l'approvisionnement en essence des véhicules mis à disposition de la Régie des Parkings.

- Service Informatique et téléphonie

Le service informatique de la ville de Grasse assurera l'interface entre les entreprises ou organismes extérieurs et la Régie des Parkings Grassois pour l'accès au réseau informatique municipal et, si besoin, assurer la liaison avec d'autres sites comme celui des finances publiques (trésorerie principale de Grasse et banlieue).
Il assurera la mise en place des divers logiciels, leur mise à jour ainsi que la résolution de problèmes informatiques.
Le service de téléphonie, assurera la mise en place de matériel concernant le réseau municipal, ainsi que tout câblage lié au dit réseau.
Il pourra de même intervenir pour la pose de matériel spécifique et assurera le bon fonctionnement ainsi que la maintenance.

- Service de la Commande publique

Le service des Commande publique assurera en collaboration avec la Régie des Parkings Grassois :

- La préparation du marché (rédaction des divers documents administratifs et juridiques, lancement, réception et traitement des plis)
- Le déroulement des procédures (organisation de la Commission d'Appel d'Offres, validation de l'analyse, organisation de la négociation et attribution du marché, montage du marché, transmission pour visa sous-préfecture, notification, clôture de la procédure)
- Le suivi de l'exécution du marché (gestion des reconductions, rédaction de la partie administrative, juridique et procédure des avenants)

- Services juridiques

Le service juridique assurera, en collaboration avec la Régie des Parkings Grassois, la préparation et la passation des divers actes juridiques nécessaires au bon fonctionnement de la Régie.

- Direction des finances

La direction des finances assurera un appui en matière de conseil et aide dans les différentes phases budgétaires et plus particulièrement dans les analyses financières complexes.

- Direction des ressources humaines : service formation

La direction des ressources humaines et plus particulièrement son service formation, mettra à disposition de la Régie des Parkings toutes les formations nécessaires et obligatoires relatives à la sécurité et aux premiers secours.

- Contrôleur de gestion

Le contrôleur de gestion assistera la Régie des Parkings au fur et à mesure de l'exécution budgétaire annuelle, afin d'assurer un meilleur suivi et une rationalisation des dépenses et des recettes.

- Service des appariteurs

Le service des appariteurs assurera la transmission interne des courriers de la Régie vers les différents services et direction de la Ville de Grasse, ainsi que la prise en charge des courriers externes via la Poste.

- Police municipale

La police municipale assistera le Régisseur ou son suppléant, une fois par semaine durant toute l'année, pour la collecte des fonds aux horodateurs. Les agents de la Police municipale assureront également la gestion des procédures de mise en épave de voiture dans tous les parcs de stationnements administrés par la Régie des Parkings Grassois (les frais d'évacuation des véhicules restants à la charge de la Régie).

Les services désignés ci-dessus sont mis à disposition de la Régie des Parkings Grassois en fonction des besoins. Les missions désignées ci-dessus, pour chaque service, ne sont pas exhaustives et pourront évoluer au fur et à mesure en fonction du besoin et de la demande.

Les modalités pratiques d'intervention (dates et heures) seront définies d'un commun accord en fonction des besoins de la Régie des Parkings Grassois et des impératifs du service.

Un état récapitulatif précisant, pour chaque agent et/ou service concerné, le temps de travail consacré et la nature des activités effectuées pour le compte de la Régie des Parkings Grassois, sera transmis chaque année aux exécutifs respectifs de la Commune et de la Régie des Parkings Grassois.

ARTICLE 3 : DISPOSITIF DE SUIVI DE L'APPLICATION DE LA PRESENTE CONVENTION

Un suivi régulier de l'application de la présente convention fait l'objet d'un rapport qui est intégré, ou annexé, au rapport annuel d'activité de la Ville et de la Régie des Parkings Grassois.

ARTICLE 4 : CONDITIONS FINANCIERES

Les conditions de remboursement, par la Régie des Parkings Grassois, des frais de fonctionnement du service mis à sa disposition sont fixées de la manière suivante.

La Régie des Parkings Grassois s'engage à rembourser à la ville de Grasse les charges de fonctionnement engendrées par la mise à disposition, à son profit, des services visés à l'article 2 de la présente convention.

Le montant du remboursement effectué par la Régie des Parkings Grassois à la Ville est déterminé par :

- Les charges de personnel et frais assimilés (rémunérations, charges sociales, taxes, cotisations) au prorata du temps de travail effectué au bénéfice de la Régie des Parkings Grassois.
- Tous les frais de matériel ou d'annonces sera réglé par ladite Régie.

Le remboursement s'effectue sur la base d'un état annuel indiquant la liste des recours au dit service.

Le remboursement effectué par la Régie des Parkings Grassois à la Ville de Grasse fait l'objet d'un versement annuel à réception du titre de recette émis par la Ville. L'absence de cet état entrainera un rejet de la demande du remboursement par la ville.

ARTICLE 5 : ENTREE EN VIGUEUR DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention entrera en vigueur à compter du 1er juillet 2021.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de trois années à compter de sa date d'entrée en vigueur.

ARTICLE 7 : RENOUVELLEMENT DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention pourra être renouvelée par accord express entre les deux parties pour une nouvelle durée de trois années.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Les modifications de cette convention devront faire l'objet d'avenants et seront jointes à la présente avec accord des parties signataires.

ARTICLE 9 : RESILIATION

La convention peut être dénoncée à tout moment par l'une ou l'autre des parties par courrier avec accusé de réception sous un préavis de 3 mois.

Toute résiliation, quel qu'en soit le motif, ne pourra donner lieu au versement d'une indemnité par l'une ou l'autre des parties.

ARTICLE 10 : LITIGES

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. A défaut, les litiges seront portés devant les juridictions compétentes.

ARTICLE 11 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font l'élection de domicile en l'Hôtel de Ville – B.P. 12069 – 06131 GRASSE Cedex.

Fait à Grasse en 4 exemplaires, le ……..

Pour la Régie des Parkings Grassois Le Directeur Cédric DIAZ	Pour la ville de Grasse Le Maire Jérôme VIAUD

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-123-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2021 - 123 STATIONNEMENT – CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DES SERVICES RESSOURCES ET TECHNIQUES DE LA VILLE DE GRASSE AU PROFIT DE LA REGIE DES PARKINGS GRASSOIS

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-123-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-123-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021 - 123

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

STATIONNEMENT
CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DES SERVICES RESSOURCES ET TECHNIQUES DE LA VILLE DE GRASSE AU PROFIT DE LA REGIE DES PARKINGS GRASSOIS

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet de mettre à jour la convention de mise à disposition des services ressources et techniques de la ville de Grasse au profit de la Régie des Parkings Grassois, en y intégrant la gestion par les agents de la Police Municipale des procédures de mise en épave de voitures.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
DGST	/	/

Monsieur Pascal PELEGRINO expose :

Vu les articles L.2221-10 et L.2221-3 du Code Générale des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du 6 décembre 2012 créant la Régie des Parkings Grassois,

Vu les statuts de la Régie des Parkings Grassois modifiés par délibération du 28 mars 2013 et par délibération du 28 juin 2016,

Vu les délibérations n° 2014-62 en date du 24 avril 2014, la délibération modificative n° 2014-165 en date du 23 septembre 2014 et la délibération n° 2014-154 en date du 22 septembre 2015,

Vu l'avis favorable donné par le Comité Technique de la ville de Grasse le 22 juin 2021,

Considérant que dans un souci de bonne organisation et de rationalisation des services, le Conseil Municipal de la ville a, en date du 12 décembre 2017, approuvé la mise à disposition de services ressources et techniques de la ville de Grasse au profit de la Régie des Parkings Grassois,

Considérant qu'il convient aujourd'hui d'inclure dans ces mises à disposition, la gestion par les agents de la Police municipale des procédures de mise en épave de voitures dans les parcs de stationnements administrés par la Régie des Parkings Grassois,

Il est proposé à l'assemblée délibérante d'approuver la conclusion d'une nouvelle convention de mise à disposition des services ressources et techniques de la ville de Grasse au profit de la Régie des Parkings Grassois, selon les clauses et conditions énumérées au projet joint à la présente délibération.

La commission Optimisation et performances des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 10 juin 2021,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-123-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** les termes de la nouvelle convention de mise à disposition des services ressources et techniques de la ville de Grasse au profit de la Régie des Parkings Grassois,

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué, à signer pour le compte de la commune ladite convention ainsi que les éventuels avenants à venir, dans la mesure où ces derniers ne seront pas de nature à dénaturer la convention initiale, ainsi que toute pièce de nature administrative, technique et/ou financière, nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-124-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2021 - 124 COVID - CASINO DE GRASSE
EXONERATION REDEVANCE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-124-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-124-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021 - 124

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

COVID / CASINO DE GRASSE
EXONERATION DE REDEVANCES

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La ville de Grasse souhaite accompagner les acteurs économiques occupant un local municipal et ayant dû interrompre leur activité lors du premier confinement. Il est demandé au conseil municipal d'accorder une remise gracieuse sur les redevances dues pour le casino au prorata de la durée de fermeture.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT H.T.
JURIDIQUE	Dépenses	12 402,74 euros

Madame Marie-Madeleine GUALLINO expose :

Vu la Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19,

Vu l'ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19,

Vu le contrat d'occupation du domaine public des locaux du casino entre la Commune de Grasse et la S.A du Casino Victoria en date du 20 juillet 2011,

Vu la délibération en date du 23 mars 2021 concernant l'exonération de la redevance prévue au contrat d'occupation du domaine public du 28 novembre 2020 au 31 mars 2021 pour un montant de 32 038,90 euros,

Considérant que les casinos ont pu procéder à leur réouverture au public à compter du 19 mai 2021,

Considérant qu'il est de l'intérêt de la commune d'aider ce délégataire à faire face à la perte économique supportée pendant la période d'urgence sanitaire et à limiter l'impact sur son activité économique,

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 10 juin 2021,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-124-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** l'exonération de la redevance prévue au contrat d'occupation du domaine public du 1er avril 2021 au 18 mai 2021 compris, pour un montant de 12 402,74 euros ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à la réalisation de la présente affaire.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-125-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2021 - 125 **COVID - COMMERCES**
EXONERATION DE LOYERS

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-125-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-125-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021 - 125

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

COVID - COMMERCES
EXONERATION DE LOYERS

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La ville de Grasse souhaite accompagner les acteurs économiques occupant un local municipal et ayant dû interrompre leur activité lors des confinements. Il est demandé au conseil municipal d'accorder une remise gracieuse sur les loyers dus au prorata de la durée de fermeture administrative.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT H.T.
JURIDIQUE	Dépenses	26 343,73 €

Madame Marie-Madeleine GUALLINO expose :

Vu l'article L. 1617-5 et l'article L. 2121-29 du Code Général des Personnes Publiques,

Vu l'article L. 2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19,

Vu les décrets 2020-548 du 11 mai 2020 et 2020-1310 du 29 octobre 2020,

Vu la loi du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,

Vu le Décret n° 2021-296 du 19 mars 2021 modifiant le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 8 décembre 2020 ayant accordé une remise gracieuse sur les loyers dus au prorata de la durée de fermeture administrative antérieurement à ladite délibération,

Considérant que la ville de Grasse souhaite accompagner les acteurs économiques occupant un local municipal ayant dû interrompre leur activité lors des périodes de confinement liées au covid-19,

Considérant que tous les commerces ont pu procéder à leur réouverture au public selon leur activité à compter du 19 mai 2021 ou au 9 juin 2021,

Considérant qu'il est demandé au conseil municipal d'accorder une remise gracieuse sur les loyers dus pendant les périodes d'interdictions administratives de recevoir du public en fonction de la catégorie de commerce,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-125-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 10 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** les remises gracieuses de loyers aux commerçants occupant un local communal ayant fait l'objet d'une interdiction de recevoir du public selon leur activité jusqu'au 19 mai 2021 ou au 9 juin 2021, conformément aux textes précités pour la période strictement limitée à leur fermeture administrative ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à la réalisation de la présente affaire.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-126-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2021 - 126 **EXONERATION POUR L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMERCIAL 3ème CONFINEMENT 5 AVRIL AU 19 MAI 2021**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-126-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-126-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021 - 126

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

EXONERATION POUR L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMERCIAL 3ème CONFINEMENT 5 AVRIL AU 19 MAI 2021

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Exonération des redevances d'occupation du domaine public commercial pour les restaurateurs, limonadiers, commerces sédentaires et commerces non sédentaires. Application du décret n° 2021-296 du 19 mars 2021 modifiant le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT HT
COMMERCE	Dépenses estimées	4 000 €

Madame Marie-Madeleine GUALLINO expose :

Vu le code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment l'article L2125-1,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 28 mars 2017 pour la grille tarifaire de l'occupation du domaine public,

Vu l'Ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au Code de la Commande Publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de COVID-19,

Vu l'article 20 de l'ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 prévoyant expressément la suspension des redevances dues pour l'occupation ou l'utilisation du domaine public lorsque les conditions d'exploitation de l'activité de l'occupant sont dégradées dans des proportions manifestement excessives au regard de sa situation financière,

Vu l'Ordonnance n° 2020-560 du 13 mai 2020 fixant les délais applicables à diverses procédures pendant la période d'urgence sanitaire,

Vu le décret n° 2021-296 du 19 mars 2021 modifiant le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire

Considérant que la ville de Grasse, comme l'ensemble du territoire national et de la population mondiale connaissent un épisode épidémique inédit,

Considérant que face à l'épidémie de COVID-19, le gouvernement a décidé des mesures exceptionnelles de confinement et de fermetures d'activités économiques non essentielles,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-126-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

De ce fait, l'activité économique de tous les commerces dits non essentiels a dû être suspendue pour la 3ème fois à compter du 5 avril 2021 et jusqu'au 18 mai 2021 inclus.

Considérant que de nombreux commerçants sont aujourd'hui dans la difficulté, la ville de Grasse se doit d'aider au maintien du commerce existant et au redémarrage de l'activité économique,

Considérant que les commerces sédentaires et non sédentaires n'ont pu exploiter dans des conditions normales leur activité sur le domaine public communal,

Considérant que la situation financière de ces commerçants est particulièrement difficile, afin de soutenir le commerce et l'économie locale de la commune, je vous propose d'exonérer ces commerçants de la redevance d'occupation du domaine public pendant leur période de fermeture administrative et notamment pour ce deuxième confinement.

Cette exonération porte sur la période courant du 5 avril 2021 et jusqu'au 18 mai 2021 inclus et fera l'objet d'une régularisation sur l'année 2021.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 10 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à accorder une exonération de l'intégralité du montant des redevances d'occupation du domaine public aux commerces sédentaires et aux commerces non sédentaires, pendant leur période de fermeture administrative et notamment pour la période allant du 5 avril 2021 jusqu'au 18 mai 2021 inclus ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à accorder une exonération de la redevance d'occupation du domaine public pour les restaurateurs et limonadiers et ce, pendant toute la période de fermeture administrative.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-127-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2021 - 127 FOIRES ET MARCHES
VENTE DE VERRES ECORESPONSABLES FLANERIES NOCTURNES

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-127-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA .
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-127-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 127

DU 29 JUIN 2021

FOIRES ET MARCHES
VENTE DE VERRES ECORESPONSABLES FLANERIES NOCTURNES

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La présente délibération a pour objet la mise en place d'une vente de verres écoresponsables avec une tarification lors des flâneries nocturnes.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Foires et Marchés	Recettes	2 265.41 €

Madame Anne-Marie DUVAL expose,

Vu la directive (UE) 2019/904 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 relative à la réduction de l'incidence de certains produits en plastique sur l'environnement ;

Vu la loi 2015-992 du 17 aout 2015 de transition énergétique pour la croissance verte,

Vu le code de l'environnement, notamment l'article L. 541-15-10 ;

Vu le décret n° 2019-1451 du 24 décembre 2019 relatif à l'interdiction de certains produits en plastique à usage unique ;

Vu l'Ordonnance n° 2020-920 du 29 juillet 2020 relative à la prévention et à la gestion des déchets.

Considérant que dans le cadre des flâneries nocturnes, une vente de verres écoresponsables sera proposée par le service énergie et développement durable et le service foires et marchés.

Considérant que cette démarche s'inscrit dans une démarche éco-responsable afin de promouvoir les flâneries nocturnes et de limiter la consommation de matériaux jetables dont les plastiques,

Considérant que la tarification pour chaque verre est fixée à 1 euro et soumise à consigne.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-127-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 10 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la mise en place de cette vente de verre lors des flâneries nocturnes via la régie de recettes des Foires et Marchés ;
- **APPROUVER** le tarif d'un euro pour la vente de ces gobelets, soumis à consigne ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous actes et documents à intervenir dans le cadre de cette affaire.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-128-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2021 - 128 DEMANDE DE SUBVENTION
PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FAMILLES ET A LA PARENTALITE 6/11 ANS

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-128-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-128-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021 - 128

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

DEMANDE DE SUBVENTION PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FAMILLES ET A LA PARENTALITE 6/11 ANS

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet la demande de financement dans le cadre du Réseau d'Ecoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents (REAAP) auprès de la Caisse d'Allocations Familiales à hauteur de 3 700 €.

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C
SERVICE JEUNESSE	RECETTES	3 700 €

Monsieur Cyril Dauphoud expose :

Considérant qu'en 2013, le Comité Départemental d'Education pour la Santé (CODES) a sollicité la ville de Grasse pour mettre en place à titre expérimental, le programme de Soutien aux Familles et à la Parentalité (SFP) dans les quartiers prioritaires, à savoir Saint-Claude et les Fleurs de Grasse.

Considérant que le programme SFP a été choisi par l'Institut National de Prévention et d'Education pour la santé (INPES) comme programme phare de soutien à la parentalité.

Considérant que ce programme qui se déroule sur quatorze semaines auprès des familles, permet d'apporter des éléments concrets pour restaurer un climat familial apaisé.

Considérant qu'une évaluation très positive des familles et des partenaires a pu être constatée, ce programme a été renouvelé chaque année permettant aux parents de favoriser la communication avec leurs enfants, à mieux formuler leurs attentes, à poser des limites dans le calme.

Dans le cadre du Réseau d'Ecoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents (REAAP), une subvention va être sollicitée auprès de la Caisse d'Allocations Familiales afin d'assurer une autre session en 2021.

Le coût prévisionnel de l'action s'élèverait à 12 500 € et la demande de subvention serait auprès de la CAF de 3 700 €.

Le solde du financement, soit 8 800 €, provient de la contribution volontaire en nature (mise à disposition du personnel, mise à disposition des locaux et du matériel par la ville de Grasse).

Le Programme SFP sera coordonné et mis en place par le Service Jeunesse de la ville de Grasse, en partenariat avec le CODES, le Centre Social Harjès et l'association Art et Education.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-128-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

La commission « Vivre Ensemble » ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **SOLLICITER** les subventions de fonctionnement auprès de la Caisse d'Allocations Familiales dans le cadre du Réseau d'Ecoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents (REAAP) ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer, le cas échéant, la convention avec le Réseau d'Ecoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents, de la Caisse d'Allocations Familiales.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-129-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2021 - 129 CONTRAT ENFANCE – JEUNESSE
SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS ANNEE 2021

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-129-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-129-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021 - 129

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

CONTRAT ENFANCE – JEUNESSE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS ANNEE 2021

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet de voter une partie des subventions aux associations pour les interventions en faveur de la jeunesse de 3 à 17 ans pour l'année 2021.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C
SERVICE JEUNESSE	DEPENSES	368 320 €

Monsieur Cyril DAUPHOUD expose :

Vu la délibération en date du 8 décembre 2015, où le Conseil Municipal a autorisé Monsieur le Maire à signer avec la Caisse d'Allocations Familiales le Contrat Enfance Jeunesse.

Considérant que ce contrat passé avec la Caisse d'Allocations Familiales permet à la ville d'être soutenue dans le développement d'une politique d'accueil globale pour les enfants de 0 à 17 ans sur tout son territoire.

Considérant que l'ensemble des actions est consigné dans la convention Territoriale Globale avec la Caisse d'Allocations Familiales.

Considérant que le co-financement des actions proposées et validées par la Caisse d'Allocations Familiales est d'environ 40 %.

Considérant qu'après étude de l'ensemble des activités proposées par les différentes associations et des recettes versées par la CAF, un réajustement des montants à verser avait déjà été effectué en 2019 et 2020 dans une démarche concertée.

Considérant qu'une délibération en date du 9 février 2021 a été votée afin d'acter le versement de 40% des montants prévisionnels 2021.

Considérant qu'il conviendra de réajuster également les montants pour l'année 2021 lors du prochain conseil municipal en fonction de la baisse ou de la hausse des actions menées et en tenant compte de la crise sanitaire qui demande une réorganisation dans l'accueil des enfants au sein des centres de loisirs.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-129-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Je vous propose de procéder aux votes de 30 % des montants prévisionnels de 2021 :

-	*Art et Education* Accueil loisirs 3/6 ans à St-Antoine Accueil loisirs 6/12 ans à St-Jacques	33 000 €
-	*Harpèges* Lieu d'accueil parents / enfants	8 970 €
-	*Harpèges* Accueil « Les Bengalis »	3 750 €
-	*Harpèges* Accueil loisirs 6/12 ans (Gambetta) Accueil loisirs 12/17 ans (Porte Neuve-Gambetta élémentaire)	34 500 €
-	*La Fermette de Plascassier* Accueil loisirs 3/6 ans Accueil loisirs 6/12 ans Accueil loisirs 12/17 ans	66 600 €
-	*Loisirs Education Art* Accueil loisirs 3/6 ans Accueil loisirs 6/11 ans	100 000 €
-	*Loisirs Education Culture « Les Aspres »* *et « Magagnosc »* Accueil loisirs 3/6 ans Accueil loisirs 6/14 ans Séjours de vacances	67 500 €
-	*Loisirs Education Culture* Multi accueil 1/3 ans	42 000 €
-	*Planète Sciences Méditerranée* Accueil loisirs 6/12 ans + séjours	12 000 €

La commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le montant des subventions ci-dessus exposées ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer, le cas échéant, les conventions à intervenir avec les associations ou organismes concernés par la mise en œuvre de ces actions ;
- **DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au BP 2021. Imputation : Service Jeunesse ;
- **AUTORISER** le versement des subventions aux partenaires sus-indiqués, selon l'échéancier inscrit dans les conventions à intervenir avec chaque association.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-130-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2021 - 130 FORET COMMUNALE D'OPIO
ENTRETIEN DES FORETS PAR L'OFFICE NATIONAL DES FORETS

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-130-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-130-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021 - 130

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

FORET COMMUNALE D'OPIO
ENTRETIEN DES FORETS PAR L'OFFICE NATIONAL DES FORETS

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Au titre de l'aménagement forestier, l'Office National des Forêts (ONF) propose à la Ville pour 2021 une opération d'entretien pour le « canton » forestier dénommé Le Grand Chile à Opio. Le bois résultant de ces tailles serait quant à lui vendu selon une procédure d'appel d'offres gérée par l'ONF et mis à disposition sur pied ou en bloc.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
DGST / Service des espaces verts		Sans incidence

Monsieur Jean-Marc GARNIER expose :

La forêt domaniale de Grasse est constituée de quatre « cantons » forestiers, couvrant au total une superficie de 232,36 hectares. Trois cantons sont situés sur le territoire communal grassois et un quatrième sur la commune d'Opio, en limite des zones SRA (Schéma Régional de l'Aménagement) « Méditerranéenne » et « Préalpes d'Azur ». Les altitudes de ces forêts s'échelonnent entre 240 et 970 mètres.

Au cours des dernières décennies, les forêts ont connu de nombreux incendies : en moyenne, elles brûlent tous les 30 ans.

Cette situation se retrouve sur sa végétation, des taillis d'une soixantaine d'années en constituent aujourd'hui les formations les plus évoluées. Des zones de bois plus ou moins denses alternent avec d'autres, très « ouvertes ». Ces dernières résultent des feux les plus récents ou de l'appauvrissement des sols. Les essences d'arbres majoritaires sont le chêne pubescent et le chêne vert qui semblent avoir été favorisés par les feux. Le pin d'Alep, le pin noir et le pin maritime sont également présents mais ces derniers ont beaucoup régressé depuis les attaques de Matsucoccus (cochenille du pin maritime).

Ces forêts sont aujourd'hui placées sous l'autorité de l'Office National des Forêts qui a pour mission principale d'assurer une gestion multifonctionnelle des forêts publiques regroupant les forêts domaniales et les forêts des collectivités.

La sylviculture pratiquée par l'ONF jusqu'à peu consistait à couper les pins maritimes dépérissant et les arbres incendiés.

Aujourd'hui, les tailles sont essentiellement envisagées pour protéger les forêts contre l'incendie.

Pour les forêts domaniales appartenant à la ville de Grasse, l'ONF envisage les opérations suivantes :

- « Taillis simple » pour 54,57 hectares se prêtant déjà à une sylviculture. Les essences resteront le chêne pubescent et le chêne vert ;
- « Attente » pour 41,81 hectares de peuplement très jeune poussant sur des sols dégradés. Aucune action ne sera programmée pour ces forêts au cours des 20 ans à venir.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-130-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

- « Hors sylviculture avec interventions », pour 132,59 hectares. Cela regroupe à la fois les zones vouées à l'accueil, qui seront plutôt gérées « arbre par arbre » et d'autres, aux sols très dégradés, qui ne donneront jamais de forêt.
- « Ilot de sénescence » sur 3,39 hectares de peuplement relativement évolué mais difficiles d'accès sur Opio.

Pour les taillis, l'âge d'exploitation est fixé à 40 ans et la surface à couper retenue est de 20 hectares. Ils résultent d'un compromis entre le besoin, au présent, de laisser la forêt évoluer et de se reconstituer et celui à long terme, de la renouveler et d'y rééquilibrer les classes d'âge.

Ce traitement sera fait en « mixte ». D'abord, l'ONF laissera à la fois les recrus (végétation en croissance) et les semis renouveler les peuplements. Ensuite, il sera autorisé à sélectionner lors des coupes les essences les plus rares et brins et taillis. Enfin, des arbres morts et dépérissant seront conservés pour la biodiversité. L'objectif est d'obtenir à terme une forêt plus variée et plus « irrégulière ».

En raison de la fréquentation de la forêt, ces coupes seront menées par parcelles de moins de 0,5 hectares pour en atténuer l'impact visuel. Un recours à l'affouage est envisagé pour nettoyer le reste des branches.

La forêt n'ayant pas été exploitée depuis longtemps, pour prévenir d'éventuelles réactions négatives vis-à-vis de ces coupes, l'ONF envisagera différents moyens pour sensibiliser les « locaux » et « visiteurs », aux enjeux de ces « régénérations ».

La commission Optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 10 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** l'état d'assiette des coupes de l'année 2021, présenté ci-après (l'année 2020 n'ayant pas fait l'objet de taille du fait de la crise sanitaire) ;
- **APPROUVER** la demande à l'Office National des Forêts de bien vouloir procéder à la désignation des coupes de l'état d'assiette présentées ci-après ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué, à signer pour le compte de la ville la destination des coupes et leur mode de commercialisation proposés par l'Office National des Forêts ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à effectuer toutes les démarches nécessaires à la bonne réalisation des opérations de vente ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à assister aux martelages des coupes prévues.

Année 2021

Canton	N° parcelle forestière	Type de coupe	Surface en hectare à parcourir	Volume présumé en m³/ha	Coupe prévue par le document d'aménagement
Le Grand Chile/Opio	11	Taillis	11.5	165	Non

Parcelle Forestière	Destination		Mode de commercialisation réalisé par l'ONF					
			Mode de vente		Mode de mise à disposition de l'acheteur			
	Vente	Délivrance	Appel d'offre	Contrat gré à gré	Sur pied	Façonné	En bloc	A la Mesure
11	☒	☐	☒	☐	☒		☒	☐

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE A.M

CONVENTION DE PARTENARIAT

POUR LE **DEVELOPPEMENT DES BIBLIOTHEQUES SOUS MAIN DE JUSTICE** DU DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES,
ENTRE L'AGENCE REGIONALE DU LIVRE PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR,

LE SERVICE PÉNITENTIAIRE D'INSERTION ET DE PROBATION DES ALPES-MARITIMES,

LA DIRECTION TERRITORIALE DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE DES ALPES-MARITIMES,

LE RESEAU DES BIBLIOTHEQUES DE NICE,

Et LE RÉSEAU DES BIBLIOTHÈQUES DE GRASSE.

Entre
L'AGENCE REGIONALE DU LIVRE PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé à Aix-en-Provence, 8/10 rue des Allumettes ;
représentée par sa directrice, Madame Léonor DE NUSSAC,
et désignée sous le terme "ArL Provence-Alpes-Côte d'Azur",

LE SERVICE PENITENTIAIRE D'INSERTION ET DE PROBATION 06
dont la direction départementale est située à …7 Avenue Desambrois 06000 NICE,
représenté par sa directrice fonctionnelle Anne GOURRIER,
et désigné sous le terme "SPIP 06",

LA DIRECTION TERRITORIALE DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE 06
dont le siège social est situé à NICE (06000), 20 rue Verdi,
représentée par sa directrice territoriale Laurence DUPERRAY
et désignée sous le terme "DTPJJ 06",

LA « COMMUNE DE GRASSE »,
SIEGE : PLACE DU PETIT PUY – B.P. 12031 - 06131 GRASSE CEDEX,
REPRESENTEE PAR MONSIEUR JEROME VIAUD, MAIRE,
AGISSANT EN APPLICATION D'UNE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° EN DATE DU , VISEE EN SOUS-PREFECTURE DE GRASSE LE 2021.
et désigné sous le terme de "réseau des bibliothèques de Grasse",

ET
La Ville de Nice,
représentée par Monsieur Christian ESTROSI, Maire en exercice, 5 rue de l'hôtel de Ville 06364 Nice cedex 4, en vertu de la délibération n°… ……. du conseil municipal en date du ……
Ci-après dénommée ''la Ville''

PRÉAMBULE

La circulaire commune du Ministère de la Justice et du Ministère de la Culture et de la Communication sur le fonctionnement des bibliothèques et le développement des pratiques de lecture dans les établissements pénitentiaires de décembre 1992 (Circ. N° AP.92.08. GB 1 14.12.92 NOR JUS E 9240087 C), définit les orientations d'une politique partagée en faveur du développement des actions culturelles en milieu pénitentiaire, notamment par le biais de l'enrichissement des bibliothèques carcérales. Cette circulaire place la bibliothèque carcérale au centre des problématiques du détenu : « *Le développement des pratiques de lecture et d'écriture est essentiel pour la structuration de l'individu et la connaissance de son environnement. Fondement de l'accès à l'autonomie, condition d'accès aux autres activités culturelles, rempart contre la déqualification et l'exclusion, vecteur des relations que peut entretenir par courrier le détenu [...], il est au cœur des dispositifs d'insertion. II relève d'une politique culturelle globale mise en œuvre de manière partenariale* ».

Les Services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP), échelon inter-départemental de la Direction interrégionale des services pénitentiaires, sont notamment chargés de favoriser l'accès à la culture des détenus, en lien avec les services déconcentrés du Ministère de la Culture et de la Communication et les structures culturelles territoriales ou associatives.

L'article D. 443-1 du code de procédure pénale qui stipule que : "L'approvisionnement ainsi que la formation et l'encadrement des personnes détenues affectées à la médiathèque dans le cadre d'un classement d'emploi sont assurés par un bibliothécaire ou, à défaut, le service pénitentiaire d'insertion et de probation, avec le concours des bibliothèques territoriales partenaires de l'administration pénitentiaire." ;

Les recommandations minimales apportées par le Contrôleur général des lieux de privation de liberté dans le JO du 4 juin 2020, précisant dans le paragraphe 5.4, 108 : " Chaque lieu de privation de liberté doit offrir un choix varié et adapté de lectures aux personnes hébergées, dans des langues qu'elles maîtrisent. Une bibliothèque correctement approvisionnée doit être accessible à tous, sans autorisation préalable. Celle-ci doit notamment disposer des ouvrages nécessaires à la connaissance et à la compréhension des régimes juridiques auxquels les personnes enfermées sont soumises ainsi que des droits dont elles sont titulaires." ;

Enfin, la *Circulaire du 3 mai 2012 relative à la mise en œuvre des projets culturels destinés aux personnes placées sous la main de justice et aux mineurs sous protection judiciaire* - NOR : MCCB1114516 C – étend le champ d'action : "Le protocole rappelle que l'accès à la culture est un droit fondamental, au même titre que l'éducation et la santé. Or les personnes concernées font partie des publics les plus éloignés de l'offre culturelle. C'est pourquoi il affirme l'action volontariste des services du Ministère de la Justice et des libertés et du Ministère de la Culture et de la Communication, qui contribue ainsi à l'insertion et à la prévention de la délinquance et de la récidive. En effet, la culture est un vecteur d'ouverture et d'échanges. Elle a une vertu éducative et citoyenne qui contribue à la revalorisation de soi, à la maîtrise des fondamentaux, à l'approfondissement des savoirs de base, et à l'acquisition des compétences professionnelles. **L'accès à la culture des personnes placées sous main de justice et des mineurs sous protection judiciaire s'inscrit pleinement dans les politiques et les missions des ministères signataires**...". Soit pour le Ministère de la Culture, les établissements publics et structures culturelles subventionnées, pour les services pénitentiaires les services d'insertion et de probation et pour les mineurs placés sous main de justice les services publics et associatifs de la Protection judiciaire de la jeunesse en milieu ouvert, dans les établissements de placement ou en détention.
Ainsi la circulaire déclare que tous "les dispositifs de droit commun relevant du Ministère de la Culture et de la Communication pourront être déclinés à leur intention : résidences d'artistes, jumelages, festivals nationaux et régionaux, manifestations culturelles, offre de lecture publique, accès à la presse ..."

CONSIDERANT :

- la volonté commune du Ministère de la Justice et du Ministère de la Culture de développer conjointement les bibliothèques d'établissements sous main de justice,
- la mission confiée par le Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Direction régionale des affaires culturelles, la Direction interrégionale des Services pénitentiaires et la Direction régionale de la Protection judiciaire de la jeunesse à l'ArL Provence-Alpes-Côte d'Azur pour le développement de la lecture en prison depuis 2015, ainsi que dans les foyers de la PJJ depuis 2018,
- le besoin identifié par le SPIP et la PJJ de renouveler les collections et animer les bibliothèques des établissements du territoire,
- le souhait des **bibliothèques municipales** d'accompagner autant que faire se peut, et sur ses missions, le développement des bibliothèques sous main de justice, dans les lieux cités en annexe,
- le rôle fédérateur de l'ArL Provence-Alpes-Côte d'Azur pour rassembler les bibliothécaires intervenants en bibliothèques carcérales et foyers,
- la mission confiée à l'ArL de suivi des bibliothèques, d'acquisitions d'ouvrages et de mise en place d'actions culturelles.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1. OBJET DE LA COOPERATION ENTRE LES PARTIES

Les parties se coordonnent en vue de réaliser des acquisitions d'ouvrages et des animations dans les établissements sous main de justices nommés en annexe.

Pour ce faire, l'ArL Provence-Alpes-Côte d'Azur procédera à un dépôt de demande de subvention auprès du Centre National du Livre (CNL), en partenariat avec les signataires de la présente convention, chaque année. La présente convention définit les rôles de chaque partie dans les différentes opérations administratives, financières et techniques.

ARTICLE 2. ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

L'ArL Provence-Alpes-Côte d'Azur s'engage à déposer auprès du CNL le dossier « Subventions aux projets de diffusion du livre pour les publics empêchés » pour les bibliothèques des établissements concernés.
Pour ce faire l'Agence :

- coordonnera l'ensemble de l'opération en mettant en œuvre les réunions, rencontres, compte rendus et autres opérations nécessaires,
- sollicitera la bibliothèque partenaire de chaque établissement pour la sélection, le choix des documents et des animateurs en adéquation avec les besoins de chaque lieu,
- emploiera les crédits versés par le CNL pour acheter des ouvrages et animer les fonds concernés, dans la limite des crédits disponibles,
- remettra aux établissements concernés par cette convention les ouvrages achetés dans ce cadre,
- mènera l'évaluation de ces actions, incluant un complément budgétaire pour des actions de médiation afin de faire vivre et animer les fonds ainsi achetés.

L'ArL œuvre par la présente au conventionnement entre établissements et bibliothèques municipales, afin de faire vivre, renouveler, prêter et développer les fonds d'ouvrages nouvellement constitués dans ce projet.

Le SPIP 06 s'engage :

■ X à consacrer au projet la somme figurant en annexe, pour procéder à l'acquisition d'ouvrages (dans les librairies indépendantes de proximité) ainsi que, le cas échéant, l'animation du fonds des bibliothèques sous main de justice citées en annexe, dans un délai de 6 mois maximum suivant l'acceptation du dossier de demande de subvention au CNL,

■ X à transmettre à l'ArL Provence-Alpes-Côte d'Azur dans un délai maximum de 2 mois toutes les copies de factures correspondantes à l'intégralité du projet aidé ainsi que la liste des ouvrages acquis,

■ X à rendre accessibles au plus grand nombre les ouvrages acquis dans le cadre de cette convention de partenariat,

■ X à mettre à la disposition de l'ArL Provence-Alpes-Côte d'Azur tous documents nécessaires à l'évaluation de l'impact des acquisitions et animations réalisées dans le cadre de cette convention.

La DTPJJ 06 s'engage :

☒ à consacrer au projet la somme figurant en annexe, pour procéder à l'acquisition d'ouvrages (dans les librairies indépendantes de proximité) ainsi que, le cas échéant, l'animation du fonds des bibliothèques sous main de justice citées en annexe, dans un délai de 6 mois maximum suivant l'acceptation du dossier de demande de subvention au CNL,

☒ à transmettre à l'ArL Provence-Alpes-Côte d'Azur dans un délai maximum de 2 mois toutes les copies de factures correspondantes à l'intégralité du projet aidé ainsi que la liste des ouvrages acquis,

☒ à rendre accessibles au plus grand nombre les ouvrages acquis dans le cadre de cette convention de partenariat,

☒ à mettre à la disposition de l'ArL Provence-Alpes-Côte d'Azur tous documents nécessaires à l'évaluation de l'impact des acquisitions et animations réalisées dans le cadre de cette convention.

Le réseau des bibliothèques de Grasse s'engage :

☐ à financer, à hauteur de la somme figurant en annexe, l'acquisition d'ouvrages (dans les librairies indépendantes de proximité) pour les bibliothèques de l'établissement grassois.

☒ à apporter une aide technique et scientifique pour le choix des ouvrages dans le respect de l'équilibre des collections, des montants déterminés par la présente convention sans perdre de vue les besoins spécifiques de la population sous main de justice,

☒ à apporter l'assistance technique d'un personnel qualifié concernant les acquisitions, la gestion des collections, le catalogage, l'indexation, le désherbage et le récolement des collections de l'établissement grassois,

☒ à rechercher tout partenariat favorisant les pratiques de lecture,

☒ à participer à la coordination des actions au niveau régional,

☒ à fournir des dons de livres lorsque ce sera possible, en adéquation avec les besoins du public sous main de justice,

☒ à former les détenus au poste d'auxiliaires-bibliothécaires, les éducateurs référents ou les bénévoles référents, au fonctionnement de la bibliothèque de leur site,

☐ à former un bénévole extérieur, prêt à animer et ranger régulièrement la bibliothèque des établissements de son territoire, et l'autoriser à utiliser son propre matériel pour l'équipement des ouvrages concernés,

☒ lors de ses interventions, le personnel de la bibliothèque (ou le bénévole recruté) s'engage à respecter les règles de sécurité en vigueur dans l'établissement.

☒ à participer à l'évaluation des actions menées.

Le réseau des bibliothèques de Nice s'engage :

☐ à financer, à hauteur de la somme figurant en annexe, l'acquisition d'ouvrages (dans les librairies indépendantes de proximité) pour la bibliothèque du foyer niçois,

■ à apporter une aide technique et scientifique pour le choix des ouvrages dans le respect de l'équilibre des collections, des montants déterminés par la présente convention sans perdre de vue les besoins spécifiques de la population sous main de justice,

■ à apporter l'assistance technique d'un personnel qualifié concernant les acquisitions, la gestion des collections, le catalogage, l'indexation, le désherbage et le récolement des collections du foyer niçois,

■ à rechercher tout partenariat favorisant les pratiques de lecture,

■ à participer à la coordination des actions au niveau régional,

■ à fournir des dons de livres lorsque ce sera possible, en adéquation avec les besoins du public sous main de justice,

■ à former les détenus au poste d'auxiliaires-bibliothécaires, les éducateurs référents ou les bénévoles référents, au fonctionnement de la bibliothèque de leur site,

■ à former un bénévole extérieur, prêt à animer et ranger régulièrement la bibliothèque des établissements de son territoire, et l'autoriser à utiliser son propre matériel pour l'équipement des ouvrages concernés,

■ lors de ses interventions, le personnel de la bibliothèque (ou le bénévole recruté) s'engage à respecter les règles de sécurité en vigueur dans l'établissement.

■ à participer à l'évaluation des actions menées.

Compte-tenu des délais du CNL, les parties s'engagent à répondre avec diligence à toutes les demandes de l'ArL et à respecter les délais fixés, impératifs pour mener à bien les opérations.

ARTICLE 3. MODALITES PRATIQUES

Le choix des titres pour le dossier de demande de subventions adressé au CNL sera fait en concertation avec les professionnels en fonction des besoins exprimés par les lecteurs et bibliothécaires des établissements concernés. Les ouvrages mais aussi les animations devront répondre au mieux aux besoins de la population sous main de justice en matière de culture, de loisir, d'information, d'apprentissage et d'insertion.

ARTICLE 4. MODALITES FINANCIERES

Les parties s'engagent à consacrer au projet les sommes figurant en annexe, sous réserve de l'obtention des subventions du CNL.

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION

Cette convention prend effet à partir de la date de sa signature pour une durée de :

☐ un an
☐ deux ans
■ trois ans

Chaque année les parties définiront en annexe :

- Le ou les établissements concernés,
- Les sommes à engager.

ARTICLE 6 : MESURE DE REGULATION

En cas d'inexécution par les partenaires des obligations décrites dans la présente convention, ou au cas où les partenaires n'auraient pas réalisé les actions prévues en objet dans les délais impartis, les partenaires pourront interrompre les actions prévues.
Le partenaire qui prendra cette mesure en informera les autres par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 7 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

La convention sera également résiliée de plein droit dans le cas où l'un des partenaires ferait l'objet d'une cessation d'activité, d'une liquidation judiciaire ou d'une dissolution.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant conclu entre les parties, préalablement approuvé selon les règles propres à chaque partenaire.

ARTICLE 9 : LITIGES ET CONTENTIEUX

Tout litige relatif à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Marseille.

Fait en 5 exemplaires à Aix en Provence, le ……

POUR L'AGENCE REGIONALE DU LIVRE
Provence-Alpes-Côte d'Azur
La directrice
Léonor DE NUSSAC

POUR LE SPIP 06
La directrice
Anne GOURRIER

POUR LA DTPJJ 06
La directrice
Laurence DUPERRAY

POUR LE RÉSEAU DES BIBLIOTHÈQUES DE GRASSE
Le maire
JÉROME VIAUD

POUR LA VILLE DE NICE
Le maire
Christian ESTROSI

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-131-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2021 - 131 **SERVICE BIBLIOTHEQUE & MEDIATHEQUES**
CONVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT DES COLLECTIONS DES BIBLIOTHEQUES CARCERALES

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-131-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-131-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021 - 131

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

SERVICE BIBLIOTHEQUE & MEDIATHEQUES
CONVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT DES COLLECTIONS DES BIBLIOTHEQUES CARCERALES

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet d'autoriser la signature d'une convention entre l'Agence Régionale du Livre de la région PACA, le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation, la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, le réseau des bibliothèques de Nice et le service Bibliothèque & Médiathèques de Grasse, afin de développer les collections des bibliothèques carcérales.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C
BIBLIOTHEQUE & MEDIATHEQUES	/	/

Madame Dominique BOURRET expose :

Considérant que le service Bibliothèque & Médiathèques de Grasse réalise tout au long de l'année des actions dites « hors les murs » avec des publics et dans des lieux diversifiés,

Considérant que la Maison d'arrêt de Grasse pour les majeurs et les mineurs mène régulièrement des actions partenariales avec le service Bibliothèque & Médiathèques de Grasse pour diverses actions,

Considérant que la circulaire commune du Ministère de la Justice et du Ministère de la Culture et de la Communication sur *Le fonctionnement des bibliothèques et le développement des pratiques de lecture dans les établissements pénitentiaires* de décembre 1992 (Circ. n° AP.92.08. GB 1 14.12.92 NOR JUS E 9240087 C), définit les orientations d'une politique partagée en faveur du développement des actions culturelles en milieu pénitentiaire, notamment par le biais de l'enrichissement des bibliothèques carcérales,

Considérant le besoin de renouveler les collections de la bibliothèque des quartiers mineurs et majeurs des maisons d'arrêt de Grasse et de Nice, besoin identifié par le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation des Alpes-Maritimes (SPIP 06), par la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse des Alpes-Maritimes (DTPJJ 06) et l'Agence Régionale du Livre de la Région Provence Alpes Côte d'Azur (ARL PACA),

Considérant que le service Bibliothèque & Médiathèques de la commune de Grasse souhaite continuer son action envers les détenus de la maison d'arrêt de Grasse dans le respect des règles de sécurité en vigueur dans l'établissement en accompagnant cette démarche,

Considérant que pour contribuer au développement de la bibliothèque de la maison d'arrêt de Grasse, le service Bibliothèque & Médiathèques apportera une aide technique et scientifique pour le choix des ouvrages à acquérir, l'Agence Régionale du Livre de PACA, la DTPJJ 06 et le SPIP 06 s'assureront du financement de ces acquisitions,

Considérant qu'une convention afin d'acter les obligations de chaque partie a été rédigée en ce sens et permet de préciser les modalités de ce partenariat ainsi que le cadre juridique et financier de celui-ci,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-131-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Considérant que cette convention comporte une annexe, qui devra être signée par tous les partenaires tous les ans pendant 3 ans, qui définit les sommes à engager par l'ARL PACA, la DTPJJ 06 et le SPIP 06,

La commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention pour contribuer au développement des collections dans les bibliothèques carcérales grassoises ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer l'annexe annuelle pendant trois ans relative aux sommes engagées par l'ARL PACA, la DTPJJ 06 et le SPIP 06.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M

PROJET CULTUREL, SCIENTIFIQUE, ÉDUCATIF ET SOCIAL

DU RÉSEAU DES BIBLIOTHÈQUE & MÉDIATHÈQUES DE GRASSE



SOMMAIRE

INTRODUCTION 4

I- DIAGNOSTIC DU TERRITOIRE 5

A. Géographie - Environnement 5

B. Grasse et l'intercommunalité 7

C. Structures, institutions administratives et judiciaires et équipements 11

D. Les projets de la commune 22

E. Population 24

F. Mobilité 25

G. Logement 29

H. Economie et attractivité du territoire 30

I. Communication et médias 34

II- UN PROJET POLITIQUE ANCRE DANS LE TERRITOIRE 35

A. 1 projet - 2 sites 35

B. Les actions transversales du service dans le service 35

III- DIAGNOSTIC DU RESEAU 38

A. Plusieurs bâtiments 38

1. La Villa Saint-Hilaire 38

2. La Source - Médiathèque Charles NÈGRE 42

3. La Médiathèque de Saint-Jacques 47

4. La Médiathèque du Plan 47

B. La pertinence des Bibliothèque & Médiathèques au cœur d'un territoire 48

C. Des collections à maintenir 51

D. Des publics surtout familiaux ou âgés 56

E. Des services rendus aux publics à étoffer et à améliorer 57

F. Les collections : à l'origine de toutes les actions culturelles 61

IV- DES OBJECTIFS POLITIQUES AU SERVICE DE LA VILLE 63

A. Un projet politique ancré dans le territoire 63

B. Axe numérique : sensibiliser la population à toutes les nouvelles technologies 64

C. Axe écologique : sensibiliser la population à l'écologie et au développement durable 67

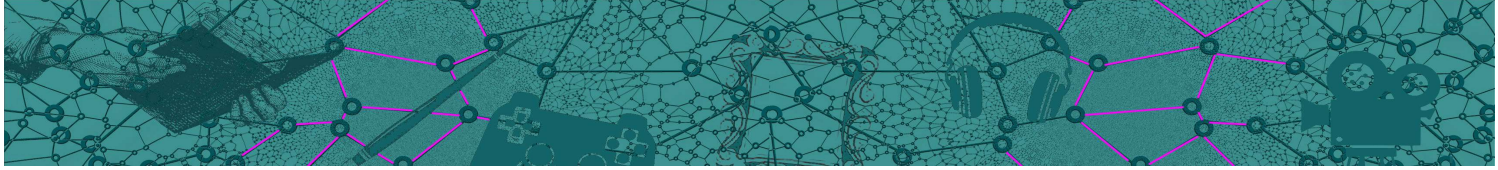
D. Axe social : des lieux de vie et de rencontre pour tous 72

E. Axe économique : identité et dynamisme local 74

PROGRAMME D'ACTIONS 75

Action 1 : Intégration des Bibliothèque & Médiathèques dans le territoire 76

Action 2 : Sensibiliser la population aux nouvelles technologies 80



Action 3 : Sensibiliser la population à l'écologie et au développement durable 83

Action 4 : Des lieux de vie et de rencontre pour tous 85

Action 5 : Favoriser l'apprentissage et la formation tout au long de la vie 93

Action 6 : Encourager et valoriser le dynamisme local 95

CONCLUSION 97

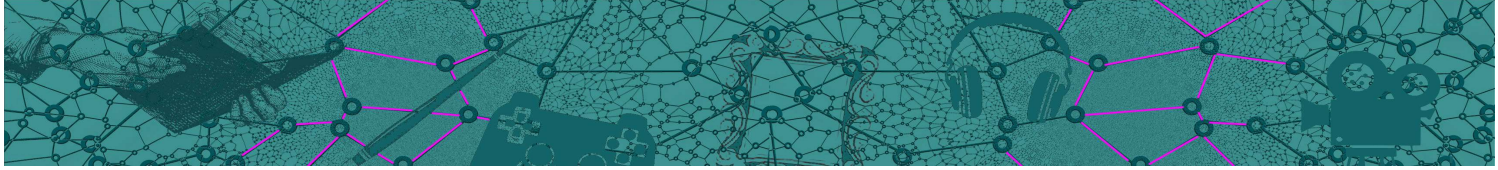
Annexe 1 : Manifeste de l'UNESCO

Annexe 2 : Charte des collections des Bibliothèque & Médiathèques

Annexe 3 : Charte de l'artothèque de la Médiathèque Charles NEGRE

Annexe 4 : Charte de l'action culturelle

Annexe 5 : Charte d'utilisation de l'espace jeux vidéo dans la Médiathèque Charles NEGRE



INTRODUCTION

A Grasse, depuis plusieurs années, un projet culturel ambitieux est en cours autour de deux axes :

- La réhabilitation de la bibliothèque patrimoniale
- La construction d'un bâtiment de lecture publique d'une taille adaptée à la population

Ce projet qui s'inscrit dans l'intitulé « un projet – deux sites » arrive quasiment à son terme.

La bibliothèque patrimoniale a été réhabilitée, elle s'appelle maintenant la Villa Saint-Hilaire et a ouvert ses portes en 2015.

La médiathèque Charles NÈGRE est en cours d'achèvement et ouvrira ses portes en 2021.
Ces deux sites s'inscrivent dans un réseau composé également de deux médiathèques de quartier sur ce territoire fortement étendu. Ce réseau a pour vocation de rayonner sur un territoire plus large, un bassin de vie, et il va entrer en synergie avec les autres équipements culturels.

Le réseau est complètement orienté vers les usagers car la mutation des pratiques culturelles a induit une mutation des missions des bibliothèques de France. L'usager souhaite davantage de lien social, de convivialité, de pratiques différentes, d'apprentissage et de meilleure accessibilité. La bibliothèque et les médiathèques du réseau sont des lieux d'échanges et de rencontres, adaptés aux besoins de tous les publics et proposent des actions spécifiques pensées pour tous.

Il ne convient plus de parler de 3ème lieu mais de 4ème lieu car les usagers apprécient « faire », « pratiquer ». Donc des espaces conviviaux et des actions qui impliqueront la participation des usagers. Le but de ces lieux sera bien de tisser du lien social et favoriser le bien vivre ensemble.

Il convient de présenter ce projet qui s'orientera autour de 4 axes importants : numérique, écologique, social et économique.

Ce Projet Culturel, Scientifique, Educatif et Social définit le projet du service Bibliothèque & Médiathèques de la commune de Grasse pour 5 ans tout en s'appuyant et respectant la Charte de l'UNESCO (en annexe). Après un diagnostic du territoire et des équipements actuels, il fixe des objectifs politiques, un programme d'actions possibles à mettre en œuvre pour les atteindre et les moyens financiers et humains nécessaires à leur réalisation.

I- DIAGNOSTIC DU TERRITOIRE

A. Géographie - Environnement

Grasse est une commune de 50 396[1] habitants située dans le département des Alpes-Maritimes en région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Elle est une ville majeure du moyen-pays de la Côte d'Azur, située dans l'ouest du département à 12 km du nord de Cannes sur la côte méditerranéenne et est sous-préfecture des Alpes-Maritimes. Grasse est la cinquième ville du département la plus peuplée. Sa superficie est de 4 444 hectares (44,44 km²). La commune de Grasse a un grand écart d'altitude : de moins de 100 à plus de 1 000 mètres avec une altitude moyenne de 333m.

Paysages : Grasse entre ville et campagne

Le sous-sol est composé de tuf et de poches de gypse sur un terrain argilo calcaire. Au sud de la ville, s'étend une plaine, au nord, des collines s'élèvent rapidement jusqu'à 1000 mètres d'altitude avec les plateaux de Roquevignon (à l'ouest), Napoléon (au nord) et encore au-dessus le plateau de la Malle.
La ville de Grasse est traversée par des cours d'eau : la Brague à Chateauneuf, la Foux à Grasse, la Mourachonne (dont le riou blanquet est un affluent) et accueille de nombreux vallons : grand vallon, vallon du rossignol, les ribes…
Le canal de la Siagne traverse la ville de Grasse. Ouvrage inauguré en 1869, il a permis l'irrigation des champs de culture au XIXe siècle et l'approvisionnement en eau des usines de parfumerie.

Des fouilles réalisées dans le cadre de la construction de la Médiathèque Charles NÈGRE, en centre historique, ont permis de mettre au jour un site protohistorique de l'Age du bronze[2], prouvant une occupation ancienne. Pendant l'Antiquité, la présence romaine est attestée sur le site de Saint-Donat, mais il s'agissait surtout d'un lieu de passage sur une route très fréquentée.
La commune de Grasse est installée depuis le Moyen-Age sur un sommet de tuf appelé le Puy et possède un cœur historique densément bâti. Les remparts successifs ont contraint la ville à l'intérieur de ses murs jusqu'au XVIIIe siècle, époque à laquelle bastides, hôtels particuliers puis maisons bourgeoises se sont étalés le long d'avenues crées ou élargies au XIXe siècle. Le XXe siècle est marqué par de grandes infrastructures notamment des usines, mais aussi des équipements ainsi que des lotissements et ensembles résidentiels.

Le paysage est donc marqué par un tissu urbain concentré en centre-ville, autour du cœur historique et plus diffus dans les quartiers (plutôt résidentiels).
Il est aussi constitué d'espaces agricoles encore visibles mais rares, dans les plaines, et sur les pentes, aménagées grâce à de nombreuses terrasses (restanques ou bancaous), qui accueillaient les cultures d'oliviers ainsi que certaines cultures florales. La commune compte aussi d'importantes zones forestières : un quart du territoire est classé réserve naturelle communale.

Les outils de l'aménagement du territoire : protections, labels, intérêts

- Classement au **Patrimoine mondial de l'Unesco (**2018) **pour les *Savoir-faire liés au parfum en Pays de Grasse***

[1] file:///C:/Users/yasin/Downloads/Grasse_Livret-Habitants_ITHEA_6069.pdf
[2] http://www.ville-grasse.fr/fouilles.pdf

- **Classement Site patrimonial remarquable (SPR)** (ancien **Secteur sauvegardé** de 1974**)** pour le centre historique, bénéficiant d'un **Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV)**
- Différents classements et inscriptions au titre des **Monuments historiques** sur le territoire (base Mérimée)
- **Architecture Contemporaine Remarquable** (ACR) (DRAC- ministère de la culture)
- **Plan Local d'Urbanisme** (Orientation d'Aménagement et de Programmation du patrimoine et Liste du patrimoine protégé)
- **Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur**
- **Ville d'art et d'histoire** (2003, renouvelé en 2019) (DRAC- ministère de la culture)
- **Jardin remarquable** (DRAC- ministère de la culture)
- **Route Napoléon** (ANERN)
- **Routes touristiques du mimosa, de la lavande** (Office tourisme)
- **Route touristique la Côte d'Azur des peintres (**Comité Régional de Tourisme)
- **Ville Internet**
- **3 fleurs au concours Villes et villages fleuris**

Autour du centre historique, la ville se compose d'un grand centre, de 3 hameaux et nombreux quartiers

Les hameaux

Magagnosc ou Magonhòsc (400 m d'altitude) apparaît dès 1248 sous le nom de « Magagnosc, faubourg de Grasse ». Les hameaux de Magagnosc (La Lauve, St Laurent, les Roumégons, les chauves) ont longtemps revendiqué leur autonomie face à la ville de Grasse. Deux requêtes adressées au roi en 1615 et en 1621 n'apportèrent rien à cette cause. Le 29 novembre 1820, Magagnosc obtient un adjoint spécial. Une grotte néolithique a été découverte par Marcellin Chiris à Magagnosc. L'Eglise Saint Laurent date du XV^{e} siècle. Des lavoirs, des chapelles, école, moulin et anciennes maisons de villégiature font partie du patrimoine du hameau.

Le Plan-de-Grasse dépend de Grasse depuis le 24 mars 1743. Il comprend *la Paoute*, ancien domaine de la famille de Sartoux, le *Moulin de Brun*, traversé par une ancienne voie romaine notamment au domaine de St Donat (actuel golf), *Saint-Marc* et *Sainte-Marguerite*. Le pont en pierre du Plan date de 1784, le mur de Jeu de paume, la fontaine et le lavoir, alimentés par l'eau du canal de la Siagne, de 1878 et le groupe scolaire de 1886-1887. Le hameau abrite encore des champs de roses centifolia.

Plascassier (300 m d'altitude), nom issu de « Plan Escassier » et « Planscassier », signifie « chemin boueux » (en provençal, escassié veut dire échasses). Ce hameau a sa propre paroisse créée en 1770, l'église ayant été restaurée en 1882. La fontaine, inaugurée le 10 mai 1891, est alimentée par l'eau du Foulon. Plascassier a la physionomie d'un village perché. Un domaine de culture de plantes à parfum attire de nombreux visiteurs.

Les quartiers

Saint-François, anciennement appelé « camp rousse en ribes », ou les Ribes. Lors de la construction de la chapelle Saint-François de Salles, le quartier prit son nom ;
Sainte-Anne, du nom de sa chapelle
Saint-Jacques, du nom de sa chapelle
Saint-Antoine, du nom de sa chapelle
Les Aspres ou « Les Aspros » est un quartier traversé par le canal de la Siagne, anciennement constitué de chênes et de cultures de plantes à parfum.
Saint-Claude, du nom de sa chapelle
Saint-Mathieu, du nom de sa chapelle

La Marigarde ou « Maligardo », la construction du pont de la Marigarde en 1455 évita le passage dangereux entre deux cours d'eau. Le réseau d'égouts de la ville débouche depuis 1895 dans ce qui est aujourd'hui une station d'épuration ;
Saint-Jean, du nom de sa chapelle : Saint-Jean de Malbosc.

Climat : Grasse entre mer et montagne

Grasse bénéficie d'un climat méditerranéen et d'un micro-climat qui lui procure des températures plutôt douces, comme en témoigne son image de lieu de villégiature et de repos depuis le XIXe siècle, ainsi que ses abondantes cultures florales. Les étés sont réputés pour être chauds, dépassant presque toujours les 25 °C voire les 30 °C, comme dans le reste du département. L'amplitude thermique est supérieure à celle de Nice avec, en moyenne, 2 à 2,5 °C de moins la nuit et 2 °C de moins (janvier) à 1,5 °C de plus (été) en journée. Le record de chaleur à Grasse est de 41,2 °C le 17 août 1932. Les hivers sont plutôt doux et secs, régulièrement agrémentés de neige au-dessus de 500 m ; en revanche l'enneigement total de la ville, qui n'est pas systématique, se situe surtout sur une très courte période, le plus souvent aux alentours du mois de février.

En mi-saison, des précipitations apparaissent régulièrement et de façon violente et abondante, ce qui cause de sérieux problèmes d'écoulement des eaux pluviales dans les rues du centre historique aux infrastructures parfois anciennes et mal adaptées à ces phénomènes météorologiques, ainsi que dans les cours d'eau de la commune (comme le Grand Vallon ou le canal de la Siagne). De fait, en 1994, 1996 et 2002, la commune a été gravement affectée par les inondations : selon le Syndicat Intercommunal de la Siagne et Affluents (SISA), elle comporte 40 hectares de zones inondables dans le hameau du Plan de Grasse. D'importants travaux y ont été réalisés pour limiter le risque de crue.

Constat pour le service Bibliothèque & Médiathèques : La portée des bibliothèque et médiathèques de Grasse s'étend sur un territoire très étendu et polymorphe.

B. Grasse et l'intercommunalité

Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

Le 31 mars 1993, les villes de Grasse, Mouans-Sartoux, Auribeau-sur-Siagne, Pégomas, la Roquette-sur-Siagne, Valbonne et Vence s'unissent afin de représenter d'une seule voix les intérêts du Moyen-Pays provençal, notamment le refus du projet de doublage de l'autoroute A8. La Communauté s'appelle alors Provence d'Azur.
Le 11 décembre 2001, elle est transformée en communauté d'agglomération et c'est le maire de Grasse, Jean-Pierre Leleux, qui la préside.
En janvier 2002, Valbonne et Vence quittent la Communauté pour aller créer leur propre communauté d'agglomération avec Antibes et 14 autres communes du centre du département : la Communauté d'agglomération de Sophia Antipolis (CASA).
Le 16 mai 2003, à la suite d'un contentieux d'homonymie avec le « Golfe des îles d'or - la Provence d'azur », l'intercommunalité est renommée en Pôle Azur Provence.
Depuis le 1er janvier 2014, suite à la loi de réforme des Collectivités Territoriales du 16 décembre 2010, (LOI 2010-1563) la CAPAP s'est transformée en **Communauté d'agglomération du Pays de Grasse** et c'est Jérôme VIAUD, Maire de Grasse, qui la préside. Cette Communauté d'agglomération est née :

- de **la fusion** de 3 Etablissements Publics de Coopérations Intercommunales (EPCI) :
  - la communauté d'agglomération du moyen pays provençal Pôle Azur Provence (CAPAP),
  - la communauté de communes des Terres de Siagne (CCTS),
  - la communauté de communes des Monts- d'Azur (CCMA) (sans les communes d'Aiglun et de Sallagriffon)
- Et de l'intégration d'une partie des activités de 2 syndicats intercommunaux dissous :
  - Sillages (transports urbains)
  - Sivades (traitement et collecte des déchets ménagers).

Actuellement, la CAPG regroupe 23 communes (Grasse, Amirat, Andon, Auribeau-sur-Siagne, Briançonnet, Cabris, Caille, Collongues, Escragnolles, Gars, Le Mas, Mouans-Sartoux, Les Mujouls, Pégomas, Peymeinade, La Roquette-sur-Siagne, Saint-Auban, Saint-Cézaire-sur-Siagne, Saint-Vallier-de-Thiey, Séranon, Spéracèdes, Le Tignet, Valderoure), comprenant plus de 100 000 habitants sur un territoire étendu, d'une superficie de 490 km2.

Dans le département il y a 7 EPCI :
- La Métropole Nice Côte d'Azur,
- La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis,
- La Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins,
- La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse,
- La Communauté d'Agglomération de la Riviera Française,
- La Communauté de communes du Pays des Paillons,
- La Communauté de communes Alpes d'Azur.

<u>Les compétences obligatoires de la CAPG</u> :
- Développement économique
- Aménagement de l'espace communautaire
- Equilibre social de l'habitat
- Politique de la ville
- Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations
- Accueil des gens du voyage
- Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés

Depuis le 1er janvier 2020, et à la suite de la loi NOTRe, 3 nouvelles compétences sont obligatoires :
- Eau
- Assainissement des eaux usées
- Gestion des eaux pluviales urbaines

<u>Les compétences optionnelles de la CAPG</u> :
- Protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie
- Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipement culturels et sportifs d'intérêt communautaire
- Action sociale d'intérêt communautaire
- Création et gestion de maisons de services au public

<u>Les compétences facultatives de la CAPG</u> :
- Actions en faveur de l'environnement
- Actions autour de la prévention des risques
- Actions en faveur de l'aménagement numérique

- Actions en matière de politique culturelle
- Soutien à la station de ski de l'Audibergue
- Financement du SDIS pour les services de secours intercommunal sur les communes d'Amirat, Andon, Briançonnet, Caille, Collongues, Escragnolles, Gars, Le Mas, Les Mujouls, Saint-Auban, Séranon, Valderoure.
- Développement de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

Pôle métropolitain

Le Pôle Métropolitain CAP AZUR :

Le Pôle Métropolitain a été créé le 08 février 2018, avec en 1ère présidence, David Lisnard puis Jean Léonetti. La création de CAP AZUR ne se justifie pas seulement par une proximité géographique des territoires. Au-delà de cela, il y a une logique d'intérêts et de cadre de vie pour les administrés de ces 4 bassins de vie que sont les territoires de la CAPG, de la CASA, de la CACPL et la Communauté de communes Alpes d'Azur. Par exemple, les pratiques de mobilité entre le bassin Cannois vers Grasse ou inversement, ou encore Grasse vers Sophia Antipolis nous invitent tout naturellement à nous rapprocher sur ce sujet pour une mobilité durable. Les territoires partagent également des enjeux en matière d'attractivité, de développement économique, des enjeux environnementaux, de santé publique, d'énergie, d'accès à la culture pour tous.
Depuis sa création, CAP AZUR démontre bien au travers d'actions concrètes qui ont été impulsées qu'en se réunissant ces EPCI peuvent faire beaucoup plus ensemble, en mutualisant les énergies, en mutualisant les moyens, sur des sujets aussi essentiels que la mobilité, l'énergie, les déchets, l'emploi, la culture ou encore l'éducation, l'environnement ou la solidarité.

FOCUS sur les actions CAP AZUR

2 février 2018 : la transition énergétique encouragée avec le lancement d'un **réseau de 95 bornes de recharge pour véhicules électriques** sur l'ensemble des territoires.
15 juin 2018 : une offre culturelle à l'accessibilité renforcée avec **le lancement de l'application Culture Jeunes**
Octobre 2018 : un service aux entreprises optimisé avec **la mise en réseau des pépinières du territoire**
Novembre 2018 : La gestion des déchets, une priorité pour CAP AZUR avec le lancement d'une campagne de communication **« Le Tri, ma seconde nature** » et **la mise en réseau des déchèteries** du Pôle métropolitain CAP AZUR (SMED et UNIVALOM)
Décembre 2018 : CAP AZUR encourage la multimodalité et lance sa **nouvelle application « Compagnon mobilité »**
Avril 2019 : Plan d'actions en matière de prévention et de réduction des déchets avec la réalisation d'un **nouveau guide pour encourager la pratique du compostage individuel** ou en équipe et le lancement de l'opération **« Familles Zéro Déchet »**
Juillet 2019 : Cap Azur encourage l'insertion par la commande publique avec la création d'un guide des « bonnes pratiques pour les acheteurs publics »
Juillet 2019 : CAP AZUR va encore plus loin pour les personnes en grande difficulté de mobilité avec le lancement de **Handi-mobilité à la demande**
Septembre 2019 : La CARTE LOL 16-25 se déploie sur le territoire du Pôle Métropolitain CAP AZUR !
Septembre 2019 : CAP AZUR signe une convention avec UGAP, la centrale d'achat public généraliste française. Une signature qui permettra de mutualiser les achats au sein de CAP AZUR et de bénéficier de tarifs compétitifs pour les 86 communes.

CAP AZUR lance une nouvelle action : le cadastre solaire « In Sun We Trust »

Depuis 2014, la CAPG, la CASA et la CACPL se sont engagées dans un Plan Climat Energie Territorial commun, le PCET Ouest 06. Les deux objectifs du PCET Ouest 06 sont la diminution des émissions de gaz à effet de serre et l'adaptation du territoire au changement climatique.

Conscient des enjeux climatiques du territoire, le Pôle Métropolitain s'est engagé à travailler sur cette thématique.

En 2019, c'est plusieurs actions « Energie » qui ont été mises en œuvre dont le programme « Watty à l'école ». Watty c'est trois ateliers organisés dans les classes sur les thématiques des économies d'énergie : chauffage, appareil en veille, éclairage, etc… Ainsi, c'est près de 113 classes et 3000 élèves qui ont participé à cette action durant l'année scolaire 2018-2019 (25 classes CACPL, 30 classes CAPG, 58 classes CASA). Ce programme est renouvelé sur l'année scolaire 2019-2020.

Le cadastre solaire **« In Sun We Trust »** permet d'estimer le potentiel solaire de sa toiture. Ainsi, particuliers et professionnels peuvent à l'aide de leur adresse vérifier l'opportunité et la rentabilité d'installer des panneaux photovoltaïques sur leur toiture, de faire une simulation financière, une simulation de production et d'estimer leur temps de retour sur investissement (disponible sur les 4 EPCI).

Le contrat de ville du Pays de Grasse

Dans le cadre de la compétence Politique de la Ville de la CAPG, le contrat de ville du Pays de Grasse a été signé officiellement le 15 décembre 2015 et concerne deux quartiers dits prioritaires ou cœur de cible situés sur la ville de Grasse :

- Le Grand Centre : 6 740 habitants
- Les Fleurs de Grasse : 1 610 habitants

Conformément à la circulaire du Premier ministre du 30 juillet 2014, le Contrat de Ville s'articulera autour d'un socle : « Valeurs de la République et la citoyenneté », et de trois piliers d'intervention : Cohésion sociale, Cadre de Vie et Renouvellement Urbain, et Développement économique et emploi.

Dans cette optique a été mis en place un Conseil Citoyen qui participe à l'élaboration, au suivi et à l'évaluation du Contrat de Ville, mais il peut développer ses compétences sur les sujets qu'il juge nécessaires et peut être saisi ou s'autosaisir de toute question relative aux intérêts généraux, locaux et sociétaux, notamment dans le cadre des dispositifs de la Politique de la Ville. Un jardin partagé a été créé et aménagé dans ce cadre.

Egalement, en 2018 l'ouverture de la Maison du Projet, en cœur historique, animée par la Direction Cohésion Sociale et Urbaine de la Ville de Grasse, a confirmé la volonté forte de placer les habitants au cœur du dispositif, en les impliquant dès la phase de construction du projet.

Conseil de Développement du Pays de Grasse



Instance de démocratie participative, le Conseil de Développement du Pays de Grasse contribue à la mise en débat d'enjeux concernant les citoyens, un territoire et son devenir. C'est un organe consultatif, composé de représentants des domaines économiques, sociaux, culturels, éducatifs, scientifiques, environnementaux, de milieux associatifs, de personnalités engagées et intéressées par le territoire du Pays de Grasse. Il est composé de 27 membres, Monsieur Jean-Pierre Rozelot en assure la Présidence depuis le 07 décembre 2015.

Les travaux du Conseil de développement du Pays de Grasse portent essentiellement sur :

- Le suivi et l'évaluation du projet de territoire de la CAPG ;
- Tout sujet relatif à la vie, à l'aménagement et au développement du territoire communautaire;
- Tout sujet de société dont l'actualité ou l'évolution doit être prise en compte dans la définition et la mise en œuvre de l'action publique.

Constat pour le service Bibliothèque & Médiathèques : le réseau composé de La Source - Médiathèque Charles NÈGRE, de la Villa Saint Hilaire et de deux médiathèques de quartier s'intègrent dans un cadre administratif particulier. Il est possible que certaines mutualisations puissent s'envisager.

C. Structures, institutions administratives et judiciaires et équipements

Administrations

o Sous-préfecture

Depuis 1860, la Sous-préfecture de Grasse est sous l'autorité du Préfet des Alpes-Maritimes (auparavant sous l'autorité du Préfet du Var).
Depuis avril 2019, Anne FRACKOWIAK-JACOBS a été installée dans ses nouvelles fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de Grasse où elle succède à Stéphane DAGUIN, appelé aux côtés du ministre des Transports en qualité de directeur de cabinet-adjoint.
Les missions du sous-préfet :

- Délégué du préfet dans l'arrondissement de Grasse, le sous-préfet y représente l'État et coordonne et anime l'action des services de l'État.
- Il veille au respect de la sécurité publique. Il veille également au respect des lois et des règlements, notamment en exerçant le contrôle de légalité a posteriori des actes des collectivités locales et de leurs établissements dans l'arrondissement.
- Dans un souci de mise en œuvre de la solidarité nationale, il suscite, en étroite collaboration avec les élus locaux et les partenaires de l'État, des actions pour renforcer les solidarités de proximité.
- Il s'attache à soutenir la création des liens intercommunaux, propices à l'aménagement du territoire, le développement durable et la protection de l'environnement.
- Acteur du développement économique local, il apporte son appui et facilite toutes démarches visant à promouvoir l'activité économique et la création d'emplois.

o La Cité Judiciaire

Tribunal de grande instance, tribunal d'instance, tribunal de commerce, conseil de prud'hommes sont regroupés au sein du Palais de Justice de Grasse (architecture de Christian de Portzamparc). Inauguré en 2001 par Élisabeth Guigou (alors ministre de la Justice) il remplace l'ancien palais de Justice et dont les locaux étaient devenus vétustes.

o La maison d'arrêt

Depuis 1992 le bâtiment actuel situé à 740 m d'altitude, succède au petit établissement pénitentiaire contigu à l'ancien palais de Justice. La maison d'arrêt a une capacité de 750 places mais celle-ci est fréquemment dépassée. En principe, y sont incarcérés des prévenus (détenus en attente de jugement) ainsi que des condamnés dont le reliquat de peine n'excède pas, normalement, un an lors de leur condamnation définitive.

Une mutinerie y a eu lieu le 30 juillet 2001 ainsi qu'une spectaculaire évasion en hélicoptère le 14 juillet 2007, et à trois reprises au cours de l'année 2018 des détenus ont démoli et traversé les murs de plusieurs cellules en pleine nuit.

Santé et Social

- **Le Centre hospitalier de Grasse (CHG)**, implanté sur le site de Clavary en 1978 et déjà présent sur le **Site du petit Paris**, réalise chaque année près de 173 430 consultations externes, et connait plus de 47 964 passages aux urgences et près de 1 900 naissances pour les 1280 professionnels employés. Il dispose d'un budget de 4 millions d'euros d'investissements, et 70 millions d'euros de dépenses d'exploitation. En tant que maire, Jérôme VIAUD assure la présidence du conseil d'administration. En 2017, cet hôpital possédait 498 lits et 47 places d'hospitalisation.

- **La Clinique du palais,** appartenant au groupe Almaviva Santé, est un établissement chirurgical privé polyvalent dotée d'un plateau technique moderne, qui répond avec cohérence et éthique aux besoins de santé des populations du territoire de santé, de Grasse à son arrière-pays. Sont présentes au sein de l'établissement, notamment les spécialités suivantes : Gastroentérologie, Chirurgie de l'obésité, Chirurgies des cancers mammaires et digestifs, l'Orthopédie, l'Urologie, l'Ophtalmologie…

- **La Clinique Sainte Brigitte** est située avenue de la Libération

Cet établissement est une Clinique de Soins de Suite et de Réadaptation, Polyvalents et Spécialisés en Gériatrie.
Les équipes prennent en charge des patients après la phase aiguë de leur pathologie, à l'issue d'une hospitalisation en médecine de court séjour, ou en provenance de leur domicile, pour des suites de traitements médicaux, des soins post-opératoires chirurgicaux, ainsi que des soins de rééducation en vue d'un retour à domicile ou en institution.
La Clinique est conventionnée par la Sécurité Sociale et agréée par les mutuelles.

- **La Clinique Orsac Mont-Fleuri** est un Centre de Médecine Physique et de Réadaptation de moyen séjour.
C'est un Etablissement de Santé Privé d'Intérêt Collectif (ESPIC) à but non lucratif, il participe au service public hospitalier, il a été créé en 1954 et fait partie de l'Association ORSAC (Organisation pour la Santé et l'Accueil), reconnue d'utilité publique.

Cette clinique est spécialisée d'une part dans le traitement des pathologies de l'appareil locomoteur et d'autre part dans celles du système nerveux (en particulier la prise en charge des suites d'AVC). Elle compte en complément quelques lits de rééducation et de réadaptation gériatriques.

- **Le Centre Communal d'Action Sociale**

Le CCAS est un établissement public administratif communal, présidé par le Maire de Grasse et administré par un conseil d'administration.
Selon le Code de l'action sociale et des familles, le Centre Communal de l'Action Sociale «anime une action générale de prévention et de développement social dans la commune, en liaison étroite avec les institutions publiques et privées» ;

Il est également assujetti, dans l'année qui suit le renouvellement du mandat municipal, à la réalisation d'une Analyse des Besoins Sociaux, outil d'aide à la décision, qui sert de base à l'élaboration de la politique d'action sociale communale.
Le CCAS, en tant que service de proximité, dispose d'attributions obligatoires fixées par la réglementation, missions réglementaires, relatives à l'instruction des demandes de prestations légales pour le compte de l'Etat et du Département : aide sociale aux personnes âgées, handicapées, instruction de demandes de Revenu de Solidarité Active.
Il dispose également de d'attributions facultatives (missions d'action sociale facultative), qui relèvent du choix de la municipalité et du conseil d'administration.
A Grasse, ces missions constituent l'essentiel des actions du CCAS.
L'action du CCAS s'organise principalement autour de 4 pôles d'intervention :

- Le Pôle Action Sociale Solidarité qui accompagne les personnes en difficulté sans enfants mineurs à charge, comprenant un service social (équipe composée d'assistantes de service social, d'agents administratifs et d'un psychologue) et un accueil de nuit dédié aux personnes sans domicile stable.
- Le Pôle Séniors, destiné à favoriser le bien vieillir, comprenant différents services :

En complément du service social du pôle d'action sociale, un service social spécialisé en gérontologie pour évaluer et répondre aux besoins médico-sociaux ;
Un foyer restaurant et un service d'animation, pour lutter contre l'isolement et maintenir le lien social
Des dispositifs d'accompagnement au maintien à domicile pour les plus fragilisés : des services de livraison de repas à domicile, de soins à domicile, une Equipe spécialisée Alzheimer, un dispositif d'animation pour les séniors isolés au domicile.

- Un pôle petite enfance dédié à l'accueil en structure des jeunes enfants non scolarisés, de moins de 6 ans, comprenant 7 établissements d'accueil répartis sur le territoire communal dont 6 multi-accueils collectifs pour un total de 251 places et 1 service d'accueil familial pour un agrément de 49 places.

En complément des structures d'accueil, le pôle petite enfance propose à la Maison de la Petite Enfance, 4 autres services à destination des jeunes enfants et de leurs parents : un point enfant, un lieu d'accueil Enfants Parents, un relais des Assistantes Maternelle, la ludothèque l'Oiseau Bleu

- Un pôle développement local en matière de santé et de prévention, chargé particulièrement de l'animation du dispositif Politique de la Ville « Atelier Santé Ville » et du dispositif Conseil Local de Santé Mentale, constituant un espace de concertation et de coordination de proximité sur les questions de santé mentale.

- **Etablissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD)**

Le Clos des Vignes : maison de retraite privée du groupe DOMUSVI, médicalisée EHPAD, habilitée à l'aide sociale, disposant d'une unité spécifique Alzheimer.
EHPAD Sophie : Maison de retraite privée EMERA, médicalisée EHPAD, disposant d'une unité spécifique Alzheimer.
Résidence Palais BELVEDERE : maison de retraite privée, médicalisée EHPAD, habilitée à l'aide sociale, disposant d'une unité spécifique Alzeimer.
Résidence les Orchidées : maison de retraite privée MEDIFAR, médicalisée EPAD, accueillant à l'entrée des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer.
EMERA – Résidence Séniors Anne pour personnes âgées, établissement non médicalisé à Grasse.
Les jardins de Grasse : maison de retraite privée ORPEA, médicalisée EHPAD
Grasse OMNIUM : la maison de Fanny : maison de retraite privée DOLCEA, médicalisée EHPAD, disposant d'une unité spécifique Alzheimer.
La Bastide des Vignes : résidences services pour personnes âgées, établissement non médicalisé.
Les jardins d'Arcadie : résidence services pour personnes âgées, établissement non médicalisé.

Les villages d'Or : résidences services pour personnes âgées, établissement non médicalisé.
Maison de retraite Orsac Mont Fleury : établissement privé associatif, médicalisé EHPAD.
Résidence le Petit Paris : maison de retraite publique, unité de soin de longue durée, médicalisée EHPAD, habilitée à l'aide sociale.

- **Caisse d'Allocation Familiale**

La CAF des Alpes-Maritimes ne dispose plus d'accueil sur Grasse. Elle met à disposition 3 espaces en libre-service à Cannes, Nice et Antibes.
Elle propose également sur Grasse deux points « partenaires relais » locaux, dans les structures suivantes :

- Centre social Harpèges GRASSE
- Mission Locale du Pays de Grasse

La CAF des Alpes-Maritimes intervient sur les domaines de :

- la petite enfance
- l'enfance et la jeunesse
- le logement et le cadre de vie
- la solidarité et l'insertion
- l'animation de la vie sociale
- l'accompagnement social des familles

Elle assure le service des prestations familiales dues aux salariés de toute profession, aux employeurs et aux travailleurs indépendants des professions non agricoles ainsi qu'à la population non active.

- **Maison des solidarités Départementales et Service de Protection Maternelle et Infantile**

Pour le territoire de Grasse, la Maison des Solidarités Départementale gérée par le Département des Alpes Maritimes assure l'accompagnement social des personnes en difficulté, pour les personnes avec enfant mineur à charge.
Elle dispose d'équipes pluridisciplinaires et propose un accompagnement social personnalisé, un soutien dans la vie quotidienne, des interventions de professionnels spécialisés pour soutenir dans le rôle de parent ou dans la gestion du budget. Elle comprend également, un service de prévention qui propose sur rendez-vous des consultations d'enfants, pré et post natales, de planification et d'éducation familiales, des informations sur la sexualité, pouvant être assurées de manière anonyme.
La Protection Maternelle et Infantile est située au sein des locaux de la Maison des Solidarités Départementales. C'est un service de prévention qui propose sur rendez-vous des consultations de nourrissons et d'enfants, des consultations pré et post natales, des consultations de planification et d'éducation familiales, pouvant être assurées de manière anonyme, des informations autour de la sexualité et de la contraception auprès des adolescents de manière anonymes et gratuites.

- **Caisse Primaire d'Assurance Maladie**

La CPAM des Alpes-Maritimes dispose d'un accueil à Grasse pour les demandes de remboursements de soins, les déclarations d'arrêt de travail et toutes autres formalités liées aux droits à l'Assurance Maladie.
Les missions de la CPAM sont les suivantes :

- Affilier les assurés sociaux et gérer leurs droits à l'Assurance Maladie
- Traiter les feuilles de soins et assurer le service des prestations d'assurance maladie et d'accidents du travail / maladies professionnelles (remboursements des soins, paiement des indemnités journalières, avance des frais médicaux aux bénéficiaires de la CMU, etc.)

- Appliquer chaque année, en relation avec les professionnels de santé, un plan d'actions en matière de gestion du risque
- Développer une politique de prévention et de promotion de la santé (dépistage des cancers, des déficiences, etc.)
- Assurer une politique d'action sanitaire et sociale par des aides individuelles aux assurés et des aides collectives au profit d'associations

o Crèches privées

Les Bengalis : Établissement ayant pour objet de prendre en charge des enfants de 2 à 4 mois jusqu'à 6 ans. Il assure le développement harmonieux des enfants par une pédagogie active grâce aux jeux mais aussi aux exercices intellectuels et physiques.
Le Mont Ventoux : structure d'accueil petite enfance ouverte aux enfants de 2 ans et demi à 6 ans. A mi-chemin entre la crèche et l'école maternelle, mode de garde qui offre une première expérience de la collectivité.

Enseignement

Dans l'une des villes les plus jeunes du département des Alpes-Maritimes, l'enseignement dispose d'une place importante. Celui-ci est assuré majoritairement par le service public, auquel s'ajoutent 5 établissements privés.

o Scolarité

Enseignement élémentaire
Les écoles maternelles et primaires relevant de la compétence des communes, le service éducation de la ville de Grasse administre et finance 23 écoles :

- 10 écoles maternelles
- 1 groupe scolaire (maternelle et élémentaire)
- 12 écoles élémentaires

Au total, la ville compte, pour l'année scolaire 2018-2019, 181 classes parmi lesquelles 63 maternelles et 118 élémentaires. Elle emploie près de 240 agents communaux en charge des missions suivantes : garderie, entretien, surveillance, animation, ATSEM.

Également, la commune accueille 2 écoles privées :

- Ecole privée sous contrat, **L'Institut Fénelon** accueille les élèves de maternelle et de primaire.

Enseignement secondaire
Grasse compte **4 collèges publics** et **1 collège privé** qui sont de la compétence du conseil Départemental des Alpes-Maritimes. Dans le cadre du Plan Collèges Avenir adopté en 2004 par l'Assemblée départementale, la réhabilitation du gymnase du collège Les Jasmins (réhabilitation intérieure et nouveau sol sportif) a été réalisée en 2016 et des travaux ont été effectués au Collège Carnot (réaménagement de l'infirmerie, implantation de nouveaux sanitaires, aménagement de salle de repos pour les professeurs, création d'un réseau Wifi en 2014).
En 2016, le collège Les Jasmins a connu une restructuration des SEGPA champ Hygiène Alimentation Service (HAS).
La commune accueille **4 lycées publics** (dont 2 lycées professionnels) et **1 lycée général et technologique privé** (le lycée Fénelon) qui sont la compétence du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Enseignement Supérieur et Recherche

Le Campus Territorial du Pays de Grasse créé en septembre 2018 accueille 25 formations post-bac à Grasse et est à l'origine de l'implantation de 6 nouveaux établissements-hôtes délivrant des diplômes allant du BTS au Master et 2 instituts offrant des formations professionnalisantes :

- École Supérieure du Parfum
- Graduate School of Engineering ECAM-EPMI
- École Française de Cinéma, d'Audiovisuel et de Musique EFCAM
- ISIPCA
- École Supérieure en Immobilier ESPIM
- École Supérieure de Communication, Digital, Création, Evènementiel COM'INSTITUTE
- Académie de Couture Denis DURAND
- Hub Talent

La commune accueille 4 lycées publics, un lycée privé sous contrat et 3 établissements privés qui préparent à 9 BTS différents.
L'Université britannique de Coventry propose une 3ème année de Bachelor, diplôme d'Etat équivalent de la Licence française.
L'Université Côte d'Azur a étoffé son offre de formation et propose aujourd'hui 2 Master et 4 Diplômes d'Université relatifs à la filière Arômes et Parfums.
L'ASFO et sa division le Grasse Institute of Perfumery accueillent des étudiants en alternance et en formation initiale autour des thématiques Arômes et Parfums.

- **Enseignement artistique**

Le Conservatoire de Musique de Grasse

Etablissement public d'enseignement artistique, il compte plus de 500 élèves, plus de 30 disciplines individuelles et collectives, une équipe administrative et pédagogique de 32 personnes actuellement. Il a pour mission la formation, la pratique musicale collective, le développement des enseignements artistiques en milieu scolaire, la diffusion et la création.

Il accueille tout élève souhaitant pratiquer une activité musicale à partir de 3 ans dans certaines disciplines.

Département	Disciplines
Cordes	Violon/Alto/Violoncelle/Contrebasse/Guitare/Harpe
Claviers	Piano/Orgue
Vents	Clarinette/Flûte traversière/Saxophone/Trompette/Euphonium
Percussions	Percussions
Musiques improvisées	Jazz/Musiques actuelles/Musique traditionnelle
Voix	Chant choral/Chœur d'enfants/Chœur d'adultes
Culture musicale	Formation musicale/Éveil/Découverte musicale
Pratiques collectives instrumentales	Musique de chambre/Ateliers de jazz/Ateliers de Musiques Actuelles/Ateliers de Musique Traditionnelles/Orchestres/Ensemble de classe

L'enseignement musical en milieu scolaire :

- La Classe à Horaires Aménagés Musique (CHAM)
- La CLAsse Musique (CLAM)

L'offre d'Éducation Artistique et Culturelle en direction du milieu scolaire :

- Les Écoles Chantantes qui existent depuis plus de 20 ans
- Musique de chambre
- La grande famille des instruments
- Jean-Sébastien BACH – Sa vie, ses œuvres

L'offre d'Éducation Artistique et Culturelle en direction du grand public

- Saison de musique de chambre "Les Concerts de la Visitation" mise en place depuis 2018
- Concerts et auditions
- Master Classes, conférences, ateliers, stages

Equipements et aménagements sportifs

o Les Clubs et Associations

Presqu'une centaine d'associations sportives sont présentes sur la commune (une bonne moitié est gérée en direct par le service communal des sports).
Les autres, s'autogérant, utilisent essentiellement leurs créneaux dans les salles municipales situées dans les hameaux et quartiers de la ville.

Dans les lignes qui suivent, afin de ne pas commettre d'erreurs ou d'approximations, il ne sera fait état que des associations gérées par le service des sports :

- Le Rugby Olympique de Grasse (ROG) fondé en 1963, dont l'équipe première joue en Championnat de France Fédérale 2 (4° Division).
- Le Football est présent avec deux clubs premièrement l'US Plan de Grasse qui évolue en D1 seniors et le Racing Club de Grasse (vainqueur de la Coupe Côte d'Azur en 2014 et évoluant en NATIONAL 2) fondé en 1959.
- Le FUTSAL avec le club du Family SK, le club évolue désormais en ligue méditerranée au niveau D1. Le club s'entraine actuellement à la salle omnisports de Grasse. Un sport émergent.
- Le Triathlon est également possible (le Triathlon du Pays Grassois, créé en 1995, est un club qui a évolué au plus haut niveau en duathlon avec une équipe D1. Ce club a connu des places d'honneur en championnat du monde. Celine Boursrez issue du club est notamment, triple championne de France de duathlon longue distance de 2016 à 2018 et championne de France de triathlon longue distance en 2018. Le club est organisateur du DUATHLON de GRASSE depuis plus de 20 ans.
- L'Athlétisme : 2 clubs à GRASSE. Le GAC, et Courir en Pays de Grasse. Le 1er nommé incarne l'histoire de l'athlétisme grassois ; le second représente une nouvelle dynamique. Courir en Pays de GRASSE compte parmi ces adhérents, des sportifs et sportives de haut niveau comme Marilyne Nakache membre de l'équipe de France de Trail, championne du monde de trail par équipe et championne de France la même année en 2019.
- La pelote basque et provençale : Représentée par Fabien Cotta, 7 titres de Champion de France. La pelote à Grasse peut se jouer en extérieur sur le fronton (construit en 1878) situé au Plan de Grasse

et également dans la salle du Trinquet. La Pelote et l'US PLAN DE GRASSE (fondée en 1922) sont intiment liées.

On peut également pratiquer :

- la boxe (la Boxe anglaise au Boxing club et la Boxe française au Boxe Française Sport Impact situé à la Marigarde),
- dans un registre similaire, la salle Open Form (proposant jujitsu brésilien et boxe américaine),
- le tir en intérieur sous la salle Chiris et sous le Cours Honoré Cresp (Club de l'Avenir de Grasse fondé en 1894),
- le judo avec 3 clubs (Judo club de Grasse, École Grassoise de Judo et Judo Club du Plan de Grasse),
- l'Aikido (Académie Grassoise d'Aikido),
- le taekwondo,
- l'escrime (Cercle d'Escrime du pays de Grasse) sport reconnu d'intérêt communautaire,
- le tennis de table (au gymnase de l'école St-Exupéry),
- les échecs, activité reconnue en tant que Sport par décision du CNSOF en 1999 (avec Grasse Échecs),
- la gymnastique au gymnase de Perdigon (Entente Gymnique Grassoise),
- le handball aux gymnases de Canteperdrix et de Tocqueville (Pays de Grasse handball),
- le basket-ball à la salle Omnisports (Union sportive Grassoise fondée en 1956),
- le volley-ball à la salle Omnisports (pays de Grasse Volley-Ball),
- Le Twirling Bâton (Twirling Bâton du Plan de Grasse),
- le cyclisme sur route (Union Cycliste Grassoise),
- le Badminton (Badminton club de Grasse),
- la moto trial ou enduro avec l'Amicale Motor Club,
- le sport automobile (ASA GRASSE, organisateur depuis plus de 60 ans du Rallye désormais dénommé du Pays de Grasse),
- l'équitation sur la Paoute (club hippique géré par Jean-michel JAHAN),
- la plongée (club Estérel plongée, utilisateur de créneaux à la piscine Harjès),
- la randonnée en montagne et l'Escalade (le GMA),
- le karaté (2 clubs à GRASSE, le sempaï et le karaté challenger),
- la spéléologie,
- le 4X4 avec le club Grasse loisirs
- le ski (avec l'emblématique ski club de GRASSE).

o Les infrastructures sportives

Diverses infrastructures sont réparties sur le territoire et permettent la pratique de nombreuses activités sportives :

- Gymnases :

Grasse compte 10 gymnases dont 7 dans les lycées, collèges et écoles publics de la ville : Canteperdrix, Saint-Hilaire, Amiral-de-Grasse, Saint-Exupéry, De Croisset, les Jasmins et Tocqueville. Il y a également un gymnase pour la pratique de la Gymnastique dans l'enceinte du stade Perdigon et une salle Omnisports (avec un petit terrain multisports à l'extérieur) dans laquelle plusieurs activités peuvent s'exercer (Basket-ball/ Volley/Futsal/Tennis de Table/ Twirling Bâton)

- Cinq stades : Jean-Girard / Stade Perdigon (avec toute dernière couverture de sa tribune en 2016) / Stade de la Paoute (et sa nouvelle tribune couverte inaugurée en 2013) / Stade du Plan de Grasse/

Stade de la Bastide (équipement appartenant à la Ville de GRASSE et situé sur la commune de CHATEAUNEUF).

- Deux stands de tir : Sous le Cours Honoré Cresp et dans l'espace Chiris.
- Fronton et Trinquet : Au Plan de Grasse (l'un fondé en 1878 et l'autre, plus récent, en 1989).
- Deux salles de boxe (rings) : Marigarde et sous le Cours
- Un dojo : bd Emile Zola
- Golfs : Saint-Donat (18 trous - 6.031 m - Par 71) et Golf du Claux-Amic (18 trous - 5874 m- Par 72)
- Cinq stades Boulistes/boulodromes pour 4 clubs identifiés :

Pétanque et Jeu Provençal : Grasse Pétanque (à côté de Perdigon), le Sporting club de Magagnosc et au Plan de Grasse, l'Amicale bouliste St-Joseph.
La Boule Lyonnaise ou Sport Boule : l'Ambiance Bouliste du Cercle Grassois à St Jacques.

- 2 Piscines :

La natation (Sport reconnu d'intérêt communautaire) peut être pratiquée à la Piscine couverte et chauffée d'Harjès (construite en 1985 et ouverte toute l'année) qui possède un bassin de 25 mètres avec 4 lignes d'eau.
La piscine olympique Altitude 500 (érigée avec un très beau mais vétuste plongeoir en 1964) est un équipement de « plein air » (ouverte seulement en été), qui possède un bassin olympique de 50 mètres.

- Skate-park : Situé sur la base sportive de la Paoute, on y pratique du BMX, Trottinette et skateboard
- Tennis : La ville dispose de 3 clubs de Tennis avec l'ASPTT Grasse situé à l'Altitude 500, le Tennis Club de Grasse de la Paoute et le Tennis du Parc de la Chênaie à Saint-Jacques (ASL).
- Padel : 3 terrains de Padel sont désormais implantés sur la base sportive de la Paoute. Le Hub Padel a été inauguré en 2018.
- L'Espace Chiris : Permet la pratique d'arts martiaux tels que le karaté Challenger et le Kung-Fu (École du Tigre Blanc)
- Parc départemental de Roquevignon (créé en 2015) qui regroupe :

8 aires tables-bancs ombragés dont 2 accessibles aux personnes à mobilité réduite, une fontaine d'eau et un parcours sportif de 1 kilomètre sur lequel se trouve un espace de fitness comprenant une douzaine d'agrès sportifs.
La Ville, avec le concours du Département des Alpes-Maritimes, ambitionne une extension et une montée en gamme de ce lieu situé à 4km du centre-ville.

Etablissements et équipements culturels et touristiques

- **Les Musées de Grasse**

- Le Musée International de la Parfumerie, musée de société, labellisé Musée de France, aborde l'histoire du parfum sous tous ses aspects : matières premières, fabrication, industrie, innovation, négoce, design, marketing, usages, et à travers des formes très diverses : objets d'art, arts décoratifs, textiles, témoins archéologiques, pièces uniques ou formes industrielles.

- En parallèle, les Jardins du Musée International de la Parfumerie, conservatoire de plantes à parfum du musée, situés sur la commune de Mouans-Sartoux, offrent un magnifique espace de 2 hectares consacré aux plantes à parfums et aux essences méditerranéennes.

- Le Musée d'art et d'histoire de Provence (M.A.H.P.), Musée régionaliste, il rassemble, au sein de l'hôtel de Clapiers-Cabris, d'importantes collections consacrées d'une part à la vie quotidienne en Provence orientale depuis la Préhistoire, et d'autre part aux Beaux-arts et arts décoratifs du 17ème s. à la 1ère moitié du 20ème siècle.

- La Villa Musée Jean Honoré Fragonard est une élégante maison de campagne de la fin du XVIIe siècle, agrémentée d'un magnifique jardin abrite les fresques et des toiles du célèbre peintre grassois Jean-Honoré Fragonard (Grasse 1732, Paris 1806), de son fils Alexandre-Evariste (Grasse 1780, Paris 1850), de son petit-fils Théophile (Paris 1806, Neuilly-sur-Seine 1876) et de sa belle-sœur Marguerite Gérard (Grasse 1761, Paris 1837).

- Le Musée de la Marine Amiral de Grasse est situé au 23 boulevard Fragonard. Il est consacré à la vie et à la carrière d'un grand marin de Provence et de ses compagnons : François-Joseph Paul Comte de Grasse (1722-1788). En gagnant la bataille navale de la Chesapeake le 5 septembre 1781, l'Amiral de Grasse mettait fin à la guerre d'indépendance des Etats-Unis d'Amérique.

- **Le Théâtre de Grasse (CAPG) – Centre de développement culturel du Pays de Grasse**

Scène conventionnée pour la danse et le nouveau cirque, pôle régional de développement culturel, est un théâtre de 500 places en plein cœur de ville. Au programme, spectacles de théâtre, danse, cirque et musique programmés au théâtre et dans les villes et villages du pays grassois.

- **La Maison du Patrimoine, Ville d'art et d'histoire (label obtenu en 2003 – renouvelé en 2019)**

Le label **"Ville ou Pays d'art et d'histoire"** est attribué par le ministre de la Culture. Il qualifie des territoires, communes ou regroupements de communes, qui, conscients des enjeux que représente l'appropriation de leur architecture et de leur patrimoine par les habitants, s'engagent dans une démarche active de connaissance, de conservation, de médiation et de soutien à la création et à la qualité architecturale et du cadre de vie. Cet engagement s'inscrit dans une perspective de développement culturel, social et économique et répond à l'objectif suivant : assurer la transmission aux générations futures des témoins de l'histoire et du cadre de vie par une démarche de responsabilisation collective. *Le projet culturel « Villes et Pays d'art et d'histoire » associe dans sa démarche tous les éléments - patrimoine naturel et paysager, architectural, urbain et mobilier, patrimoine technique et ethnologique - qui contribuent à l'identité d'un territoire en associant les citoyens et en impliquant les acteurs qui participent à la qualité architecturale et paysagère du cadre de vie.*

Les Villes et Pays d'art et d'histoire s'engagent à développer une politique culturelle autour de l'architecture et du patrimoine, qui se décline notamment en :

- sensibilisation des habitants et des professionnels à leur environnement et à la qualité architecturale, urbaine et paysagère,

- présentation du patrimoine dans toutes ses composantes et promotion de la qualité architecturale,
- initiation du public jeune à l'architecture, à l'urbanisme, au paysage et au patrimoine,
- proposition de visites de qualité au public touristique, par un personnel qualifié.

La Maison du Patrimoine, ouverte en 2013 préfigure le Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine qui ouvrira ses portes en 2024, en rez-de-chaussée de l'hôtel de ville, ancien palais épiscopal.

- **Les archives municipales :**

Le service des archives s'étend sur environ 700 m² dédiés (magasins de stockage, salle de tri, salle de destruction, bureaux administratifs, salle polyvalente et salle de lecture de 60m²). Les archives sont riches de fonds anciens (XIIe siècle-1790) très importants par leur qualité ; les archives communales antérieures à 1790 font partie des plus belles de Provence : on peut donc y découvrir, le cartulaire des privilèges de Grasse, communauté libre du XIIe siècle, les contrats économiques passés entre Grasse et Gênes au XIIIe siècle, les registres des délibérations du conseil de la communauté depuis 1423, les registres paroissiaux dès 1596 ainsi que le cahier des doléances du Tiers état de Grasse en 1789. Le fonds ancien comprend également les archives des sept hôpitaux médiévaux et modernes antérieurs à 1790 déposées aux archives communales depuis 1973 par l'administration hospitalière. Un inventaire a mis à jour également les 150 sceaux et 250 cachets de cire faisant partis des fonds anciens.
Les archives détiennent également des fonds d'archives modernes (1790-1940) et contemporaines, un fonds de plus de 2 500 affiches et 15 000 documents photographiques (environ 4 400 diapositives, 11 000 tirages, en plus des planches contacts et négatifs) et la collection des journaux officiels depuis 1789 et une collection de plus de 1200 papiers à en-tête entre 1940 et 1960.Parmi les documents du fonds ancien, on peut mettre en évidence le cadastre napoléonien constitué par les registres des matrices et l'ensemble des plans aquarellés du territoire de Grasse, le plan de distribution de l'eau de la source de la Foux à travers la ville de Grasse et le plan aquarellé de la prise de Toulon par Bonaparte.
Au total, c'est près de 1200 mètres linéaires de documents gérés par les archives communales et plus de 1000 documents chaque année communiqués.

- **La ludothèque de l'Oiseau Bleu :**

Etablissement géré par le CCAS de Grasse dans le cadre de son Pôle Petite Enfance, la ludothèque est un espace de jeu permettant des temps de partage entre amis ou en famille : des jeux symboliques aux jeux de société pour petits et grands.
L'accueil est réservé aux adhérents avec la possibilité d'emprunt de jeux.

- **Cinéma**

Le Studio (service municipal)
Cinéma de proximité, avec ses deux salles de 150 et 75 places, on y retrouve des films d'actualité grand public et familiaux, commerciaux, des films d'auteurs et d'arts et essais, des documentaires., des films à la demande… De plus, un travail de partenariat avec l'Education nationale pour les concepts « écoles et cinéma », « collèges et cinéma » et enfin « lycéens et apprentis au cinéma » est mis en place. Depuis septembre 2015, le Cinéma grassois est doublement labellisé "Art et Essai" & "Label Jeune public".



- **ECA Altitude 500**

L'Espace Culturel Altitude 500 est un lieu d'accueil, d'échange et de partage. Il a pour objectif la prestation de services. C'est dans cet esprit, qu'il met à disposition ses locaux, ses équipements et son personnel qualifié au service de l'organisation de conférences, concerts, spectacles de tout genre, activités associatives, ateliers et stages divers mais il est aussi possible d'y trouver de la danse, du théâtre ou des spectacles vivants.
Aussi, deux locaux de répétition et d'enregistrement sont ouverts aux musiciens à des prix très attractifs (entre 4 et 15 € de l'heure).

- **Palais des congrès**

D'inspiration Belle Epoque, le Palais des Congrès bénéficie d'un panorama exceptionnel, surplombant l'entrée de la vieille ville et dominant le littoral méditerranéen.
A taille humaine, le bâtiment est idéalement aménagé pour 150 à 200 personnes. Il combine une salle plénière, un hall d'exposition, des salles de réunion, des espaces de réception et une vaste terrasse panoramique...

- **Office de tourisme de Grasse (CAPG) :**

Pour tous les renseignements concernant les visites dans le Pays de Grasse, l'organisation d'une journée, d'un week-end ou d'un séjour de loisirs et de découvertes en famille, en couple, seul ou entre ami(e)s, l'office du tourisme pourra répondre.
http://paysdegrassetourisme.fr/

D. Les projets de la commune

Projet Action cœur de ville **:**
Lancé auprès de 222 collectivités dont Grasse, le plan national Action Cœur de Ville a pour ambition de redynamiser le centre des villes moyennes. En partenariat avec l'État, ils interviennent sur le volet immobilier du plan national Action Cœur de Ville afin de développer une offre nouvelle et attractive de logements. Les objectifs principaux de cette action sont : valoriser le patrimoine urbain, développer une nouvelle offre de logements locatifs, et enfin contribuer à l'économie locale.
La mise en place du projet s'est déroulé comme suit :

- le 27 mars 2018 : Le nom des villes lauréates du programme ACV a été dévoilé
- le 14/09/2018 : La ville de Grasse a signé une convention cadre en présence du Ministre Mezard pour lancer la phase dites initialisation (réalisation du diagnostic global et écriture du projet de territoire)
- Le 20/02/2020 : la ville a signé un avenant à la convention cadre afin de passer en phase opérationnelle dites de déploiement.

La revitalisation du centre-ville de Grasse condense les problématiques des villes moyennes de notre époque, leur centre est pour la plupart d'entre elles en déclin économique et social, quand leurs périphéries affichent une certaine prospérité.

Pour une action tangible il s'agit d'aboutir à un projet urbain à la fois stratégique et opérationnel en croisant les problématiques, les domaines d'interventions pour inverser les tendances.
Il s'agira d'intervenir aussi bien sur le patrimoine architectural que sur cadre bâti au sens large, autant sur l'aménagement urbain de proximité que sur le grand paysage. Il s'agira d'articuler le traitement des difficultés sociales et de la diversification de l'habitat, le développement commercial et la maîtrise de l'urbanisme. Il s'agira, surtout, de concilier la qualité du cadre de vie et le développement économique, de mieux équilibrer les déplacements et la préservation de l'environnement afin d'assurer la résilience globale du territoire.
Redynamiser le centre-ville de Grasse ne peut se traduire par une intervention unique sur le Centre Historique. Cela implique une réflexion qui dépasse ce dernier pour prendre en compte : le Centre Historique, la première couronne, les faubourgs, la gare, son quartier et les liens entre les polarités identifiées. Bien que 70% des actions sont concentrées sur le centre Historique, la nécessité d'élargir le périmètre se base sur la volonté de placer l'Humain comme élément dimensionnant et de conception du projet global et de ne pas donner priorité à la voiture. Cet agrandissement donne aussi la possibilité d'intervenir sur différents types de tissus urbains, dont certains sont plus facilement requalifiables et malléables, mais aussi d'agréger plusieurs équipements qui font la ville.



- **La ZAC Martelly**

Enfin, à l'entrée Est du centre ancien de Grasse, et donc à proximité de la Médiathèque Charles NÈGRE, la ZAC Martelly est prévue pour accueillir un important projet de redynamisation urbaine, au cœur des interventions enclenchées avec la convention ANRU (Agence nationale de rénovation urbaine) de 2008. Ce projet prévoit 150 logements dont 30% de logements aidés, 7000 m^2 de commerces, un multiplexe de 6 salles et 1082 fauteuils. Sont également prévus 720 places de parking, de nouveaux espaces publics et une modernisation hôtelière portée par l'exploitant de l'Oasis.

<u>Campus Territorial Multisite du Pays de Grasse</u>

Le territoire bénéficie d'un positionnement stratégique équilibré entre métropole, agriculture et nature, dessinant un cadre de vie relativement authentique au niveau naturel, urbain et à taille humaine.
Un patrimoine urbain et architectural remarquable qui permet de se rendre compte de l'histoire de la ville et encore plus de l'évolution industrielle, économique du territoire. Mais aussi et surtout un patrimoine à reconquérir, auquel redonner de nouveaux usages, l'enseignement supérieur est un bon vecteur de réutilisation de ces sites dormants. C'est une opportunité d'expérimenter, d'être acteur et de disposer de bâtiments au caractère affirmé et unique.
Grasse Campus est une structure de la CAPG, elle assure l'interface entre les universités et les écoles représentées d'une part, et les entreprises et la population du territoire d'autre part.

• Grasse Campus Academy assure la coordination entre les établissements hôtes du campus incluant l'élaboration et l'organisation de séminaires, colloques et rencontres ; conçoit et met en place la communication du campus en France et à l'international en lien avec la communication du territoire

• Grasse Campus Housing propose une plateforme dédiée au logement étudiant permettant d'assurer un accompagnement dans la recherche de logement sur le territoire

• Grasse Campus Life organise les évènements de la vie étudiante, les rencontres sportives et culturelles et soutient les initiatives des BDE

Créé en 2018, GRASSE CAMPUS accueille aujourd'hui 27 formations diplômantes proposées par 19 établissements du supérieur et est à l'origine de l'arrivée sur le territoire de 9 nouveaux établissements-hôtes.

Constat pour le service Bibliothèque & Médiathèques :
Il existe de nombreux partenariats existants qu'il faut consolider dans la durée (avec par exemple la maison d'arrêt), mais également de nombreux partenariats à renforcer et développer (avec les EHPAD par exemple). Enfin, de nombreux partenariats devront être créés (avec la CAF, la CPAM, le service des sports,…)
Concernant les établissements scolaires, de nombreux accueils de classes peuvent avoir lieu pendant l'année scolaire sur tous les sites du réseau. Et de nombreuses actions et partenariats sont à développer (Cap'O'Bac, dépôts d'ouvrages dans les établissements) ou à créer en ayant toujours pour objectif d'atteindre le 100% EAC[3].

E. Population

Une population familiale et jeune

Les habitants de Grasse sont appelés les Grassois.

L'évolution du nombre d'habitants est connue à travers les recensements de la population effectués dans la commune depuis 1793. À partir du 1er janvier 2009, les populations légales des communes sont publiées annuellement dans le cadre d'un recensement qui repose désormais sur une collecte d'information annuelle, concernant successivement tous les territoires communaux au cours d'une période de cinq ans. Pour les communes de plus de 10 000 habitants les recensements ont lieu chaque année à la suite d'une enquête par sondage auprès d'un échantillon d'adresses représentant 8 % des logements, contrairement aux autres communes qui ont un recensement réel tous les cinq ans.

En 2020, la commune comptait 50 396 habitants, la densité de population est de 1 140,3 hab./km². La ville est composée de 48,3 % d'hommes et 51,7 % de femmes. La ville a connu une forte expansion démographique depuis la fin du XIXe siècle en raison de la douceur exceptionnelle de son climat qui a favorisé l'héliotropisme et de sa proximité avec les stations balnéaires de la Côte d'Azur, comme Cannes. Devenue un lieu de villégiature légèrement en retrait de l'agitation de la Riviera française, Grasse attire aujourd'hui toutes les catégories de migrants et notamment les retraités et personnes âgées. Les plus de 60 ans représentent au dernier recensement de 2016, 24 % de la population de la commune (soit 12181 personnes), avec un pourcentage de 8.8 % de personnes de plus de 75 ans.
Il est à noter que les projections démographiques pour 2031 prévoient une forte augmentation du nombre de personnes de plus de 60 ans, dont le nombre est estimé à 15870 en 2031.

Mais depuis les années 1970, le dynamisme démographique s'est encore accru en raison de l'apparition de la technopole mondiale de Sophia Antipolis. Située à moins de 15 km de Grasse, elle a amené de nombreux actifs travaillant dans les technologies de l'information et de la communication, les multimédias ou la médecine et la biochimie à résider dans le département et donc, entre autres, à Grasse.

[3] Le 100% Education Artistique et Culturelle est développé plus loin dans ce PCSES

Les moins de 14 ans représentent 18,9 % et les 15-29 ans représentent 16,5 %, soit un peu plus d'un tiers de l'ensemble de la population. (source insee RP2017, exploitations principales, géographie au 01/01/2020).

Les catégories socio professionnelles supérieures sont sous représentées : 23,1% (pour les cadres (9%) et les professions intermédiaires (14,1%)). Les Grassois disposent de revenus au-dessus de la moyenne nationale, avec la moitié des foyers imposables et un salaire net horaire moyen de 14,4 € en 2014 (moyenne nationale : 13,8), et d'un niveau d'étude moyen (30,1% des habitants ont un diplôme à bac +2).

La majorité des Grassois travaillent dans d'autres villes.

Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi qui résident dans la zone				
	2017	**%**	**2012**	**%**
Ensemble	20 477	100	21 363	100
Travaillent :				
Dans la commune de résidence	9 766	47,7	10 203	47,8
Dans une commune autre que la commune de résidence	10 710	52,3	11 160	52,2

Sources : Insee, RP2012 et RP2017, exploitations principales, géographie au 01/01/2020.

Constat pour le service Bibliothèque & Médiathèques : Malgré une amplitude des horaires étendue, le réseau ne peut pas être ouvert 24h/24 et 7j/7. Donc, les horaires ne peuvent pas satisfaire toute la population. Des systèmes différents (autonomes) de prêts et de retour de documents peuvent être proposés afin de répondre aux besoins de cette partie de la population qui ne peut pas profiter pleinement des horaires d'ouverture des Bibliothèque & Médiathèques.
De plus, la ville s'orientant de plus en plus vers les étudiants, il est nécessaire d'adapter les services proposés afin de répondre à leurs besoins spécifiques et parfois contraires d'un instant à l'autre (ex : un étudiant peut rechercher le calme dans un contexte particulier, puis dans un autre contexte chercher à se regrouper à plusieurs dans un environnement qui acceptera le bruit). Le réseau des Bibliothèque et Médiathèques de Grasse permet cela grâce à « 1 projet – 2 sites » puisque la Villa Saint-Hilaire et la Médiathèque Charles NEGRE ont été conçues pour se compléter et donc répondre à toutes les attentes du public.

F. Mobilité

Différents modes de transports

- **Réseau de bus**

La ville est accessible grâce aux lignes du réseau ZOU exploitées par la Région SUD : avec le 500 depuis Nice, le 610 depuis Cannes (par Pégomas) ou le 600 (par Mouans-Sartoux). À l'intérieur de la ville et dans l'ensemble du pays grassois, de Mouans-Sartoux à Saint-Auban, le transport urbain est assuré par la Régie des Transports Sillages (www.sillages.paysdegrasse.fr). La Gare SNCF de Grasse est le point de passage de quasiment l'intégralité du réseau de bus.
Le Pass Sénior est un pass annuel gratuit, offert par la municipalité aux habitants de Grasse (de plus de 60 ans non imposable ou pour toutes les personnes de plus de 65 ans) pour faciliter les déplacements des plus âgés.

Le Pass Ville est un pass annuel gratuit, offert par la municipalité aux habitants pour les personnes en possession d'une carte d'invalidité de 80% et plus.
Le Pass scolaire est un pass payant, réservé aux élèves empruntant les lignes du réseau et résidant sur le territoire de la CAPG. Il permet de voyager sur toutes les lignes du réseau Sillages pour un nombre illimité de voyages pendant l'année scolaire, uniquement en période scolaire. Peut-être délivré en complément un Pass vacances scolaires qui sera utilisables durant les vacances scolaires ainsi que les samedis après-midi, dimanches et jours fériés du 1er septembre au 31 août de l'année scolaire correspondante.

La Régie de transport en commun Sillages a lancé à partir du 2 janvier 2017, 2 nouveaux tickets en vente à bord des bus pour voyager en famille ou en groupe (un ticket pour une personne coûtant 1,50€) :

- Le ticket Famille à 3,50 €, valable jusqu'à 5 personnes
- Le ticket Groupe à 6,50 €, valable jusqu'à 10 personnes

Face au contexte sanitaire rencontré en 2020, il est apparu important de développer un nouveau service permettant de dématérialiser les titres de transport en commun. L'application MyBus, créée par l'entreprise Monkey Factory permet cela. Ainsi, en octobre 2020, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, et la régie des transports Sillages, ont noué un partenariat avec cette entreprise permettant désormais d'acheter son ticket à l'aide de son smartphone et de le composter à l'intérieur du bus via un QR Code.

o Réseau de transport ferroviaire

Jusqu'au milieu du XXème siècle y a deux gares des trains à Grasse.
L'une était destinée à la ligne Grasse-Cannes (actuelle gare SNCF) qui était exploitée par la Compagnie du Chemin de fer Paris-Lyon-Méditerranée (PLM) et reliait Nice à Marseille par le littoral.
L'autre gare, dite la Gare du Sud (aujourd'hui détruite) située sur l'avenue de Provence, était exploitée par la Compagnie des Chemins de fer de Provence. Elle reliait Nice à Meyrargues (Bouches-du-Rhône) en passant par Grasse et Draguignan (que l'on appelait aussi la ligne Central-Var). Cette ligne a été détruite lors des bombardements allemands des viaducs en 1944 et le bâtiment n'étant plus exploité a été détruit.
Une ligne de Tramway reliait Cannes et Grasse, et le funiculaire la gare PLM au centre-ville en arrivant sur le cours Honoré Cresp.
Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, la gare PLM subit un ralentissement important de son activité, seul le transport des marchandises subsiste.
Sous l'impulsion des collectivités locales et de l'État dans le cadre du Contrat de plan État-Région elle a été rouverte au service voyageur le 26 mars 2005. Un TER y circule toutes les heures et on y enregistre une fréquentation de près de 2 500 passagers par jour. Durant l'année 2017, d'importants travaux ferroviaires ont eu lieu (notamment pour supprimer le passage à niveau situé sur la commune de Mouans Sartoux). La gare a été fermée un an pour travaux.
Depuis la réouverture, il y a une amélioration du cadencement de la ligne Cannes-Grasse. Il y a désormais un TER toutes les demi-heures en heure de pointe du matin et du soir afin d'améliorer l'offre pour les trajets domicile-travail.

o Réseau viaire/ routier

On note des routes secondaires étroites et vers le centre-ville (zone en forte pente) des « traverses » (escaliers et chemins permettant un passage à pied entre rues horizontales). Au total, Grasse compte 200 km de voirie communale.

Par la route, la ville est desservie par la pénétrante Cannes-Grasse qui relie l'autoroute A8 (par la sortie 42) au rond-point des 4 chemins au sud de la ville. Construite au début des années 1990, celle-ci va être bientôt prolongée jusqu'à la Paoute sous l'impulsion du conseil Départemental des Alpes-Maritimes qui, depuis la loi du 13 août 2004 sur la décentralisation, est passée de la compétence de l'État à la compétence du département. Les autres voies d'accès, moins importants : depuis Nice par la D 2085, depuis Draguignan par la RD 2562 et depuis Mandelieu-la-Napoule par D 109, puis la D 209. Depuis Grenoble, on peut accéder à Grasse par la route Napoléon (RD2085), une route historique qui suit le trajet qu'emprunta Napoléon Ier à son retour de l'Île d'Elbe, au début des Cent-Jours. Après avoir débarqué le 1er mars 1815 à Golfe Juan, avec une petite armée de 1 200 hommes, Napoléon prit la direction de Grasse pour rejoindre les Alpes par la vallée de la Durance. En outre, l'Association Nationale des Élus de la Route Napoléon (ANERN) est présidée par le maire de Grasse, Jérôme VIAUD.

Situé à la gare SNCF de Grasse, un parc multimodal a été réalisé par la CAPG en 2012 permettant un stationnement gratuit en échange d'un ticket de transport en commun (train, bus…).

D'autres offres ont été mises en place par la CAPG :

- **Le service « La Bicyclette » + stationnement**

Dans le cadre de son Schéma Directeur Cyclable, approuvé en mai 2018, et afin de mieux maitriser l'usage de la voiture individuelle et d'apporter au public une solution innovante pour les déplacements du quotidien en phase avec les difficultés topographiques de son territoire, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse a lancé le 1er octobre 2018 « La Bicyclette », son nouveau service public de location de Vélos à Assistance Électrique (VAE). Ce sont 53 vélos « nouvelle génération » qui sont désormais disponibles à la Régie des Transports Sillages pour les habitants et salariés du Pays de Grasse et pour le même tarif qu'un abonnement de bus mensuel tout public, à savoir 32€/mois.
Ci-dessous les stationnements présents sur la Ville de Grasse :

- Aire de covoiturage Grasse Alambic (Rond-point de l'Alambic, 06130 Grasse)
- Pôle d'Echanges Multimodal de Grasse (Route de la Marigarde 06130 Grasse)
- Piscine Harjès (73 Avenue Antoine de Saint-Exupéry, 06130 Grasse)
- Stade Perdigon (117 Route de Pégomas, 06130 Grasse)
- Siège de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (57, avenue Pierre Sémard, 06130 Grasse)
- Zone sportive de la Paoute (190 Route de Cannes, 06130 Grasse

Cela représente un total de 24 places fermées et 28 arceaux.

- **Le réseau WiiiZ**

Afin d'encourager la mobilité électrique, les Communautés d'agglomération du Pays de Grasse, de Sophia Antipolis et de Cannes Lérins proposent sur leur territoire un nouveau service public de recharge pour les véhicules électrique ou hybride.
Il y a aujourd'hui 14 bornes sur la commune de Grasse (Aire Alambic, La Chênaie, Sainte-Hélène, Stade Perdigon, Stade de la Paoute, Ancien Palais de Justice, Square Diables Bleus, Salle Omnisport, F. Mistral, Bd Carnot, Cours Cresp, Centre hospitalier de Grasse, Moulin de Brun et Gare SNCF). Depuis 2021, on peut retrouver une nouvelle borne à Plascassier.

- **Le covoiturage et l'aire de covoiturage / l'application de covoiture « Klaxit »**

Les déplacements en voiture restent prépondérants et ne peuvent pas être uniquement solutionnés par le transport urbain, c'est pourquoi, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse s'est engagée sur la promotion et le développement de la pratique du covoiturage.
Depuis septembre 2020, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse a signé un partenariat avec la société de covoiturage Klaxit. Tous les trajets en covoiturage réalisés sur l'application Klaxit et ayant pour origine ou destination l'une des 23 communes de la CAPG seront subventionnés par la collectivité. Concrètement, les passagers voyageront gratuitement, quand les conducteurs seront de leur côté rémunérés pour chaque passager transporté.

Concernant l'aire de covoiturage, il faut citer celle de l'Alambic existante depuis 2018.
Stratégiquement située au niveau du giratoire de l'Alambic à la sortie de la pénétrante Cannes-Grasse. Elle dispose de 23 places, dont 2 à rechargement électrique et 1 PMR, de 12 emplacements vélos, dont 2 box fermés et de 6 emplacements motos.

- **Le compagnon mobilité « Sillages Cap'Azur »**

Le Pôle Métropolitain CAP AZUR poursuit sa stratégie en faveur d'une mobilité plus durable et plus respectueuse de l'environnement.
Avec pour volonté d'encourager la multimodalité comme alternative à la voiture, le Pôle Métropolitain met l'innovation au service du citoyen avec sa nouvelle application « Compagnon de mobilité ». Pour toute destination, cette solution digitalisée combine en temps réel l'offre de tous les réseaux de transport collectifs existant sur le territoire métropolitain. Grâce à l'éventail des choix de déplacement proposé, renseigné du coût et du temps de transport, l'application « Compagnon de mobilité » réinvente l'accès aux transports et invite au changement de comportement.

Les déplacements à vélo, dans une commune au relief important seront appréciés par les cyclistes grimpeurs chevronnés. Les routes sont souvent très étroites et donc peu équipées de pistes cyclables, même si de tels équipements se sont multipliés sur les voies principales ou les voies les plus larges durant ces dernières années. Un projet de remise en service d'un funiculaire reliant la gare SNCF au centre-ville a été abandonné (2010 puis confirmation de l'abandon du projet en 2017).

Sur 21 343 résidences principales, 15 615 ménages ont un stationnement privatif (18 086 ont au moins une voiture).
80% des actifs de 15 ans ou plus qui ont un travail, se rendent sur leurs lieux de travail en voiture, camion ou fourgonnette ; 4,4% s'y rende en deux roues (entraînant ainsi à 84,4% l'usage de véhicule personnel). Le transport en commun est utilisé par seulement 6,2% de ces personnes (et la marche à pieds par 5,7% indiquant bien que ces grassois ont leur logement tout près de leur lieu de travail).

- **Les parkings et le stationnement**

Deux parking grassois sont en régie autonome : Le parking Notre-Dame des Fleurs/Martelly qui compte 565 places et le parking La roque qui en compte 480.
La Régie des Parking grassois propose un abonnement à destination des lycéens et étudiants fréquentant un établissement grassois. Cet abonnement leur permet de bénéficier de tarifs préférentiels au parking La Roque de septembre à juin.

Egalement, le stationnement est gratuit au parking relais du pôle intermodal de Grasse sur présentation d'un titre de transport.

Plusieurs parking privés sont également à disposition des automobilistes : le parking du Cours Honoré Cresp comptant 375 places, le parking de la Foux avec 204 places, le parking de l'Hôtel de Ville / Cathédrale proposant 86 places et le parking Roure avec 609 places.

S'agissant des parking de surface réglementés, la ville de Grasse possède 801 places en centre-ville et 33 horodateurs.
Le parking du Palais compte 64 places, celui de la Palmeraie est un parking municipal de 80 places payantes, le parking de surface du Cours compte 23 places payantes et le parking de la Gare compte 139 places gratuites.

Des zones bleues sont également à disposition des automobilistes dans différents quartiers de la ville tels que Saint-Claude, Saint-Jacques, Les Marronniers,...

Constat pour le service Bibliothèque & Médiathèques : Si le déplacement et/ou le stationnement sont difficiles aux abords des Bibliothèque & Médiathèques la fréquentation en sera impactée. Il convient donc de connaître pleinement toutes les offres en la matière afin de favoriser la fréquentation des sites.

G. Logement

Outils

PLU : Le plan local d'urbanisme (PLU) est un projet global d'aménagement de la commune (PLU) ou des communes (Plan Local d'Urbanisme Intercommunal) dans un souci de respect du développement durable dans le cadre du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), tout en respectant les politiques d'urbanisme, d'habitat et de déplacement urbain

SPL : La Société Pays de Grasse Développement offre à toutes les collectivités de la CAPG actionnaires un accompagnement à la carte, et ce quel que soit leurs projets et à toutes les étapes.
Depuis les études de programmation jusqu'à la livraison des ouvrages, ou le suivi de la période de garantie de parfait achèvement en cas de construction immobilière, la société met toute l'expertise de ses chefs de projet et de ses équipes pluridisciplinaires au service des collectivités locales et de l'intercommunalité.

ANRU : Le Programme National pour la Rénovation Urbaine (PNRU), institué par la loi du 1er août 2003 pour la ville et la rénovation urbaine, prévoit un effort national sans précédent de transformation des quartiers les plus fragiles classés en Zones Urbaines Sensibles (ZUS), effort qui porte sur les logements, équipements publics et aménagements urbains. Sa mise en œuvre a été confiée à l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU).
L'ANRU approuve des projets globaux qu'elle finance sur des fonds publics (Etat) et privés (UESL – Action Logement). L'Agence apporte son soutien financier aux collectivités locales, aux établissements publics et aux organismes privés ou publics qui élaborent et conduisent, dans le cadre de projets globaux, des opérations de rénovation urbaine dans les ZUS et dans les quartiers présentant les mêmes difficultés socio-économiques (article 6 de la loi du 1er août 2003).

Parc immobilier

La commune réalise 114% de ses objectifs triennaux SRU cumulés depuis son entrée dans le dispositif SRU. Par ailleurs, la commune a signé un contrat de mixité sociale dont elle respecte les engagements pris selon l'échéancier prévu. Grasse présente un taux de LLS de 14,11% au 01/01/17, supérieur à la moyenne départementale. Une inflexion notable a été constatée lors du dernier bilan triennal avec l'annonce d'une programmation solide pour le bilan triennal à venir.

Ilot Nègre : logements étudiants

Dans le cadre du NPNRU, la ville de Grasse poursuit son action de rénovation du centre ancien. Ce programme prévoit de réhabiliter l'ilot Nègre comprenant de 874 m² habitable pour réaliser 20 logements locatifs sociaux destinés à des étudiants (8 T1, 11 T2 et 1 T3).
En effet, Grasse a vu l'arrivée de plusieurs formations autour des parfums et des arômes, ainsi que l'ouverture récente d'une pépinière et d'un hôtel d'entreprises. La ville a souhaité infuser une population jeune dans son secteur historique pour y redynamiser la vie sociale et commerciale et complémenter une activité touristique déjà très présente.

Constat pour le service Bibliothèque & Médiathèques : De nouveaux logements sont régulièrement créés, et notamment des logements étudiants. La population estudiantine fréquentant très régulièrement et très facilement les bibliothèques/médiathèques, il convient de suivre les nouvelles créations de logements pour anticiper les hausses de fréquentation des sites. Les jeunes actifs seront également plus nombreux.

H. Economie et attractivité du territoire

o Le tourisme

Office du tourisme de Grasse : dépendant de la CAPG, il permet aux visiteurs d'obtenir tout type d'information sur l'ensemble du territoire de la CAPG.
Circuit du petit train : le petit train de Grasse permet de découvrir le patrimoine culturel et historique de notre cité médiévale, capitale mondiale du parfum, perchée sur le plus beau balcon de la Côte d'Azur.
Chambre d'hôtes et campings : plusieurs types d'hébergement sont proposés au sein de la ville de Grasse et ses environs : appartements ou villas meublés, chambres d'hôte. Les campings sont au nombre de six se situant sur les communes de Saint-Vallier de Thiey, Bar sur Loup, Tourrettes sur Loup, La Paoute Grasse, Opio et Auribeau sur Siagne.
Hôtels : Ils sont peu nombreux, soit 6, qui proposent un total 150 chambres, 7 suites, 12 studios et 48 T2, soit un total de 217 propositions.

o Outils d'attractivité du territoire

Pôle compétitivité Arôma Grasse (avenue Riou Blanquet) : Le pôle compétitivité Arôma Grasse ou PASS (Parfums, Arômes, Senteurs, Saveurs) dédié à la filière Arômes et Parfums comprend plusieurs organisations. Un parc d'activités technologiques a été imaginé pour accueillir dans un même espace, sur 6 hectares, des entreprises de la filière parfums, arômes, cosmétique, pharmacie, nutrition-santé, biotechnologies et services aux entreprises de cette filière. Il s'agit d'un projet ambitieux et valorisant pour le territoire qui accueille des petites et moyennes industries créatrices d'emploi sur le bassin grassois. Ce parc d'activité permet le développement de l'industrie des parfums dans un esprit d'innovation, de favoriser la création

d'emploi et l'implantation d'entreprises exogènes. La présence de ces structures contribue à renforcer l'attractivité de Grasse pour les entreprises de la filière.

Pépinière d'entreprises Jacques Louis Lions (CAPG) : l'espace Jacques Louis est aménagé dans l'ancienne usine Roure de parfumerie. Il est le lieu stratégique où se concentrent les ressources intellectuelles, matérielles, technologiques et humaines pour favoriser la création d'activités nouvelles sur le territoire. Chercheurs et étudiants, plateforme de haute technologie de chimie analytique, pépinière d'entreprises innovantes et expertises d'accompagnement des projets sont présents au sein de cette structure.
Quatre ensembles uniques et complémentaires se situent sur cet espace :

- *Le pôle chimie de l'Université Sophia Antipolis* qui a délocalisé une partie des formations du département chimie dans ces locaux proposant ainsi un master et plusieurs diplômes d'université (DU). Les élèves disposent de locaux modernes et spacieux et effectuent leurs études en alternance dans des entreprises du territoire.
- *La pépinière d'entreprises Innova Grasse* : L'ambition de cet outil de développement économique est d'impulser un élan nouveau et durable vers la création d'entreprises innovantes dans les domaines de la parfumerie, des arômes, des bio-technologies et des secteurs en lien avec cette filière. La pépinière propose dans un même lieu les conditions optimales de création et de développement de nouvelles activités : laboratoire opérationnel, bureaux spacieux et équipés, technologies d'information et communication, et transversalement, à la disposition de tous, un espace de convivialité et d'échange, base du réseau d'informations.
- *ERINI* (European Research Institute On Natural Ingredients) est une plateforme analytique collaborative de recherche et développement sur les ingrédients naturels pour les arômes, les parfums et la cosmétique.
- *L'hôtel d'entreprises scientifiques* propose de grandes surfaces de laboratoires et de stockage, des bureaux et des salles de réunion ainsi que les services et équipements de sécurité nécessaires aux activités scientifiques.

    - **Agriculteurs** : L'agriculture représente 15% de la population du Pays Grassois. Une journée annuelle coorganisée par la CAPG et la Chambre de l'Agriculture a lieu, réunissant les agriculteurs, élus et partenaires afin de promouvoir l'agriculture en pays de Grasse.

Depuis 2018 la ville de Grasse s'est dotée d'un nouveau plan d'urbanisme afin d'agrandir ses surfaces agricoles tout en favorisant l'installation de jeunes agriculteurs ainsi que le retour de la plante à parfums qui est un vrai secteur de développement économique, les parfumeurs revenant de nouveau vers les producteurs locaux qui offrent une bien meilleure qualité concernant la fleur de jasmin et la rose.

- **Productions/usines**

L'industrie de la parfumerie a permis à Grasse de conserver un secteur secondaire puissant autour de la filière arômes et parfums qui est reconnue internationalement. Dans la région, la ville de Grasse et ses alentours concentrent la moitié de la production d'ingrédients aromatiques de France. Les entreprises locales investissent beaucoup dans leurs capacités de production, que ce soit dans les parfums ou les autres usages des arômes (alimentaires, médicaments, sirops...). La parfumerie grassoise est formée d'un réseau d'entreprises de renommée mondiale : Galimard, Fragonard, Mane, Molinard, Robertet.

- **Activités artisanales et commerciales**

ZAC La Marigarde : située dans le quartier de St Claude et proche du Pôle Intermodal, de la gare ferroviaire et de la gare routière ainsi que d'un service de location de bicyclettes, la ZAC de La Marigarde est en plein essor avec la création de la base d'activités et de loisirs mais aussi avec un espace de restauration et des activités de commerce.

En effet, depuis la fin de l'année 2019 les Grassois ont accès au magasin Biocoop, au restaurant Bistrot 34. Ils bénéficient d'une salle de sport Basic-Fit, d'un centre de foot à 5 (NR Soccer 5). Sont prévus également un bowling ainsi qu'une plaine de jeux pour enfants.
Zone commerciale : le centre commercial AXE 85 situé sur la route de Cannes très facile d'accès pour Grasse et ses environs offre une diversité de magasins très appréciable pour la population Grassoise.
Restaurants étoilés : La Bastide St Antoine, bâtiment datant du 17ème siècle, se situe dans une majestueuse oliveraie avec vue sur les hauteurs de Grasse. Son restaurant doté d'une étoile propose une cuisine d'une grande finesse dont les menus célèbrent pêle-mêle agrumes, herbes, huile d'olive et autres spécialités. Son hôtel cinq étoiles est un lieu idéal pour y séjourner en famille mais aussi pour des rendez-vous professionnels. La Bastide a une grande capacité d'accueil tel que des séminaires ou d'autres évènements à grande échelle.

- **Principales manifestations culturelles et festivités**

Fête du Jasmin
1er week end d'août avec défilés de chars, fanfares, feux d'artifice, messe provençale traditionnelle et des représentations culturelles autour du thème de la fleur de Jasmin. Au total, ce sont 43 000 fleurs (35000 à jeter + 8000 fleurissements chars) qui sont utilisées pour la festivité. La première édition de cette fête populaire et touristique eut lieu en 1946 et le principe des défilés date de 1948. En 2020, pour cause de pandémie, cette manifestation n'a pu avoir lieu.

Exporose ou Exposition internationale de roses
2e week end de mai avec expositions de roses, marchés, ventes de rosiers, visites de la ville, spectacles et concours autour du thème de la Rose. Elle existe depuis 1972. La Villa Saint-Hilaire, a été intégrée au parcours de cet événement en lien avec sa thématique « Maison, Jardins et Paysage » et ses collections patrimoniales. En 2020, pour cause de pandémie, cette manifestation n'a pu avoir lieu.

Les **Journées européennes du patrimoine** (JEP) sont des manifestations nationales et internationales annuelles, instaurées actuellement par plus d'une cinquantaine de pays, sur le modèle des « Journées Portes ouvertes des monuments historiques » créées en 1984 par le ministère de la Culture français.
Ces manifestations locales dont les dates s'étalent de fin août à début novembre, permettent au public la découverte de nombreux édifices et autres lieux qui ne sont souvent qu'exceptionnellement ouverts au public, ou de musées dont l'accès devient alors exceptionnellement gratuit ou à prix réduit.
Depuis 1991, le Conseil de l'Europe (avec le soutien de l'Union européenne) organise aussi des Journées européennes du patrimoine.
Ces journées sont un moment privilégié permettant aux Français de visiter leur patrimoine national, monuments, églises, théâtres, châteaux, mais aussi des demeures privées, des banques, des tribunaux, des préfectures, palais de justice, hôtels de ville, chambres de commerce, etc., toutes sortes de bâtiments qui, habituellement, sont fermés au public ou peu fréquentés par lui.
Elles sont organisées sous l'égide du Ministère de la Culture par la Direction du patrimoine culturel et par les différentes directions régionales des affaires culturelles.
En 2020, malgré la crise sanitaire la 37ème édition des JEP s'est tenue le samedi 19 et dimanche 20 septembre en prenant en compte bien évidement le contexte particulier.

Journées nationales de l'architecture
Lancées par le ministre de la culture en octobre 2015 dans le cadre de la stratégie nationale pour l'architecture, plusieurs objectifs sont à atteindre :

- Familiariser les populations aux enjeux de l'architecture

- Fournir des clés de compréhension de l'architecture des territoires

Elles portent l'ambition de développer la connaissance architecturale du grand public. Elles proposent de dévoiler les richesses de l'architecture contemporaine remarquable partout où elle se trouve, de raconter l'histoire du bâti qui nous entoure, d'éveiller les curiosités et les sensibilités artistiques et de valoriser l'apport culturel, scientifique, technique et social de l'architecture pour le bien-être de tous.
De plus, cette journée nationale permet d'expliquer à tous les publics le métier dans sa technique, mais également la plus-value de ce métier au sein de la société moderne.
Les JNArchi permettent au grand public de découvrir toute la richesse et la diversité de l'architecture partout où elle se trouve. Pour les architectes et les réseaux, elles sont l'occasion de raconter l'histoire du bâti qui nous entoure et d'éveiller les curiosités et les sensibilités architecturales.

Festival des jardins : La Côte d'Azur accueille plus de 11 millions de touristes internationaux par an. Elle est aussi une terre d'élection des fleurs, des senteurs et de l'art des jardins avec 13 « Jardin remarquable », un savoir-faire mondialement reconnu sur la fleur à parfum et de nombreuses entreprises du paysage.

Le Département des Alpes-Maritimes a lancé en 2017 un événement inédit : le Festival des Jardins de la Côte d'Azur. Ce premier festival a été un véritable moment privilégié d'épanouissement et de partage, qui a ravi tous les sens et conforté le rayonnement international de la Côte d'Azur. En raison de son succès, par sa fréquentation et son impact médiatique, ce festival est reconduit tous les 2 ans au printemps durant 1 mois avec plusieurs volets : un concours de créations paysagères, des jardins hors concours, des conférences et de nombreuses animations sur tout le département. La commune de Grasse participe chaque année avec l'accueil de 2 créations paysagères et 1 jardin hors concours réalisé par le service des Espaces Verts. Le service des Bibliothèque & Médiathèques de Grasse organise à cette occasion des ateliers et animations à destination de tout public tels que sur la thématique de l'art topiaire, création de mini-jardins, conférence sur les cueillettes solidaires,…

o Evénements sportifs[4]

Durant toute l'année, la ville de Grasse est animée par des évènements sportifs divers et variés. En effet tous types de sports y sont représentés, les sports collectifs, individuels, motorisés ou non.

o Une vie associative dynamique

La maison des associations
La commune de Grasse a créé la " Maison des associations ", un lieu interactif d'échange et de convivialité destiné à promouvoir le mouvement associatif de la commune. Ses missions sont :

- assurer une permanence d'accueil, d'animation et de gestion du planning d'occupation des salles,
- guider, renseigner les responsables et membres actifs d'associations en matière juridique de création et de management d'associations,
- aider dans la réalisation des dossiers de demandes de subventions.

Cette structure propose aux associations 17 salles pouvant accueillir de 3 à 40 personnes afin de leur permettre de se réunir et organiser leurs permanences, réunions, assemblées et conférences. Elle les soutient également dans leurs démarches.

[4] *Informations détaillées dans la description des équipements sportifs réalisée plus haut*

Constat pour le service Bibliothèque & Médiathèques : Le service Bibliothèque & Médiathèques doit s'insérer dans les manifestations culturelles transversales et doit répondre aux sollicitations d'autres structures qui souhaitent être accompagnées dans leurs manifestations.

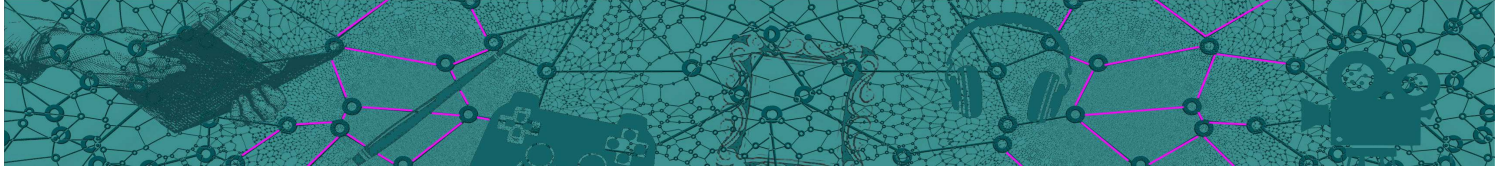
I. Communication et médias

Le service communication de la Ville de Grasse publie le mensuel **Kiosque** depuis 1998, un magazine d'informations concernant Grasse et le pays Grassois disponible gratuitement chez un grand nombre de commerçants et de sites administratifs. Il informe des manifestations et événements à venir, des travaux en cours de réalisation, des projets municipaux, de l'action de la mairie et de ses services, des nouveaux commerces, des actions des associations… Il contient parfois une note historique, culturelle ou touristique concernant la vie locale. Le directeur de la publication est le maire de la ville, M. Jérôme VIAUD.

La radio associative locale **Agora FM**, (que l'on peut écouter en ligne) a été créée en 1982 et émet depuis Grasse dans le secteur Grasse-Cannes-Antibes en direct. Elle vit des subventions du conseil municipal.

Au XIXe siècle, il existait un *Journal de Grasse*.
Aujourd'hui, l'information locale écrite est principalement relayée par l'édition grassoise de **Nice-Matin** (Presse Quotidienne Régionale).
Egalement, depuis janvier 2019, le bi-hebdomadaire **Grasse Mat'** relaye les actualités de l'ensemble du territoire.

Constat pour le service Bibliothèque & Médiathèques :
Le service Bibliothèque & Médiathèques a besoin d'une communication importante (mise à jour du site internet, mise en ligne de posts facebook, création de panneaux d'exposition, création et suivi de la distribution de flyers, mise en ligne des actions sur les téléviseurs des sites et sur les automates de prêt/retour, rédaction de dossiers de presse….), pour répondre à différents besoins : documents empruntables sur le site internet, actions culturelles mises en place, actualités des sites, réponses aux usagers,…
Le service a également besoin des compétences du service communication de la commune afin, par exemple, d'apparaitre dans le Kiosque lors de manifestations de grande ampleur.
Enfin, le service doit utiliser également les canaux de diffusion privés à sa disposition (Grasse Mat', Agora FM,…) après accord du service communication de la commune.



II- UN PROJET POLITIQUE ANCRE DANS LE TERRITOIRE

A. 1 projet - 2 sites

La décision de construire un nouvel équipement de lecture publique à Grasse se situe à la conjonction d'une triple volonté en matière de politique de la ville, de restructuration urbaine et de politique culturelle. Cette volonté vise à retrouver une position de centralité au moyen de l'affirmation d'une identité forte appuyée sur une mise en valeur des richesses patrimoniales et sur un désir d'innovation.
La réalisation d'un double projet : la réhabilitation complète de la bibliothèque patrimoniale et la construction d'un nouvel équipement de lecture publique s'inscrivent parfaitement dans cette volonté globale. Les travaux de rénovation de la bibliothèque patrimoniale sont achevés depuis 2015 et la Médiathèque Charles NÈGRE, de 3663 m2, sera livrée en 2021.
La rédaction du projet scientifique, culturel, économique et social permet de définir les grandes orientations et les stratégies à élaborer pour garantir la réussite de ce nouvel équipement. S'appuyant sur une analyse de l'environnement, il vise à montrer comment cette nouvelle médiathèque, véritable levier de développement du territoire, peut se saisir de la thématique de l'Image comme d'une valeur ajoutée pour lui permettre de répondre aux objectifs fixés par la ville, tout en atteignant ses propres missions de lecture publique.
Du fait de sa nature, l'image se situe au croisement des enjeux de sociétés. Signe complexe et ambivalent, elle est à la fois un langage commun et un instrument de pouvoir. L'apprivoiser dans une démarche d'éducation du regard, c'est lui redonner sa fonction d'outil de connaissance et d'instrument de liberté.

B. Les actions transversales du service dans le service

La Poésie

La Maison de la Poésie a été inaugurée le 5 septembre 2006, et le Salon de la poésie est une de ses composantes (sera en fonction dès l'ouverture de la Médiathèque Charles NÈGRE). La Maison de la Poésie de Grasse adhère à la Fédération des Maisons de la Poésie. Conserver cet intitulé permet également d'aller dans la continuité du travail fait jusqu'à présent.
La Maison de la poésie se partage donc en plusieurs pièces :
- Le Fonds Vendel[5] qui se situe à la Villa Saint-Hilaire qui est le socle historique de la poésie à Grasse, complété par le fonds de revues poétiques et par des annexes : le fonds de livres d'artiste, et quelques collections poétiques dans les fonds patrimoniaux.
- Le salon de la poésie situé à la Médiathèque Charles NÈGRE proposera les ouvrages de lecture publique, offrant un large éventail des œuvres poétiques de toutes époques et tous lieux, faisant toutefois la part belle à la poésie contemporaine et vivante.

Objectifs de la Maison de la poésie :
- Le Fonds Vendel localisé à la Villa St-Hilaire : 40 000 livres dont environ 10 000 à cataloguer

[5] Doit être vu, non seulement comme le fonds dépositaire du dépôt légal de 1948 à 1996, mais aussi comme **un fonds spécialisé en poésie** et regroupant les dons antérieurs au dépôt légal, les ouvrages reçus au titre du dépôt légal jusqu'en 1996 et complété par divers ouvrages, dons, (fonds Bremond) etc. venant compléter cette collection de documents référence en poésie.

- Le Salon de la Poésie localisé à la Médiathèque Charles NÈGRE : environ 2 000 livres
- La « réserve active » de Poésie localisée à la Médiathèque Charles NÈGRE
- Les livres d'artistes (environ 400 livres)
- La conservation partagée en jeunesse (environ 150 livres)
- Les actions culturelles Poésie (Printemps des Poètes par exemple) + la présence plus ou moins marquée, perceptible, de la poésie dans l'ensemble des actions culturelles
- Les actions poésie hors les murs, en lien avec l'agent en charge des publics empêchés
- Des partenariats divers (associations, villes ayant le label « Ville en Poésie », etc)
- Les animations pour faire vivre le fonds (Patrimoine et contemporain)
- Les actions pour le public scolaire en lien avec l'objectif 100% Education Artistique et Culturelle

Le mécénat

Selon le gouvernement le mécénat peut se définir comme « *le soutien apporté, sans contrepartie directe de la part du bénéficiaire, à une œuvre ou à une personne pour l'exercice d'activité présentant un intérêt général* ».
Il se traduit par le versement d'un don (en numéraire, en nature ou en compétence) à un organisme pour soutenir une œuvre d'intérêt général. Si le bénéficiaire est éligible au mécénat déductible, le don ouvre droit, pour les donateurs (entreprises et particuliers), à certains avantages fiscaux.
La Loi n° 2003-709 du 1 er août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations a modifié l'article 238 bis du Code Général des Impôts avec des mesures qui améliorent la situation des entreprises. Depuis le 1er janvier 2003, l'entreprise mécène bénéficie d'une réduction d'impôts de 60% du montant du don, dans la limite de 0,5% de son chiffre d'affaires HT annuel, avec la possibilité de reporter l'excédent sur cinq exercices en cas de dépassement du seuil annuel ou si le résultat de l'entreprise l'année du don est nul ou déficitaire. La réduction d'impôt est calculée en priorité sur les dépenses de l'année, les reports sont retenus ensuite par ordre d'ancienneté.
Les particuliers, eux, bénéficient d'une réduction d'impôt de 66% du montant du don.
La loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 a créé à partir de 2020 un plafond alternatif de 10 000€. Ainsi, les mécènes pourront, au choix, appliquer le plafond de 10 000 euros ou celui de 5% du chiffre d'affaires lorsque ce dernier montant est plus élevé.
La Villa Saint-Hilaire a pu bénéficier de nombreux dons et mécénats, elle organise régulièrement des expositions permettant de montrer au public tous ces œuvres ou documents.
La Médiathèque Charles NÈGRE commence à bénéficier de dons en lien avec sa future artothèque.

La culture hors-les-murs

Des conventions sont établies avec différents types d'équipements ayant la charge de publics dits empêchés. L'objectif est que ces personnes qui ne peuvent pas se déplacer en bibliothèque, puissent quand même bénéficier des services qui leurs sont proposés spécifiquement et/ou de ceux offerts également au grand public intra-muros.

- **Les Établissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD)**

Plusieurs EHPAD de la ville de Grasse ont signé une convention avec le service Bibliothèque & Médiathèques. Cette initiative repose sur une volonté de favoriser les rencontres entre les bibliothécaires, les

résidents et le personnel de ces structures. Des actions sont menées autour de la lecture comme des prêts de documents, des séances de lecture à voix haute (contes, romans …), des expositions, des ateliers qui peuvent être intergénérationnels (Prix Chronos en partenariat avec un établissement scolaire).

- **La Maison d'arrêt de Grasse**

Une convention de mise en place de la lecture publique a été signée en 1997 et renouvelée depuis chaque année. La bibliothèque s'engage à intervenir régulièrement avec du personnel qualifié à la bibliothèque du quartier des majeurs et celle des mineurs ; à aider à la gestion de ces bibliothèques ; à participer à la formation du personnel et des détenus y travaillant. La bibliothèque organise également des actions culturelles en lien avec celles réalisées sur le réseau des Bibliothèque & Médiathèques de Grasse (rencontres avec des écrivains, des illustrateurs, des spectacles, des ateliers d'écriture …) et développe un partenariat avec les structures internes (scolaires) et associatives qui y interviennent.

- **Service psychiatrie du centre hospitalier Grasse (CHG)**

Une convention avec le service psychiatrie du CHG est en cours de rédaction. Elle aura pour objectif de mener des actions autour du livre et de la lecture grâce à des rencontres entre le personnel du service Bibliothèque & Médiathèques de Grasse, le personnel hospitalier et les patients du CHG.

- **Les partenariats de territoire**

Le service Bibliothèque & Médiathèques de Grasse a établi différents types de partenariats avec des collectivités territoriales comme la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (CAPG) ou des communes issues de cet EPCI mais également avec le Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur (PNR). Le service Bibliothèque & Médiathèques de Grasse peut donc organiser et/ou participer et intervenir lors de manifestations culturelles se déroulant sur l'ensemble du territoire de la CAPG (bibliothèque de plein air, lectures à voix haute, ateliers créatifs …).

- **Les partenariats interservices de la ville de Grasse**

Dans le cadre de manifestations nationales ou de grandes envergures sur le territoire grassois, le service Bibliothèque & Médiathèques de Grasse peut programmer ou faire partie d'une programmation commune avec les services culturels de la ville de Grasse, à savoir : le service des archives communales de Grasse, la Maison du patrimoine (Label Ville d'art et d'histoire), le Musée international de la parfumerie ou le Musée d'Art et d'Histoire de Provence : Journées européennes du patrimoine, Les nocturnes du MAHP, La nuit de la lecture…
De plus, d'autres partenariats sont très actifs comme ceux avec le service jeunesse par exemple.

Le prêt d'œuvres ou de documents est également possible entre les services culturels de la ville de Grasse mais aussi avec des musées nationaux ou internationaux (exposition de pièces issues de la collection de pipes à fumer de la Baronne Alice de Rothschild au musée de la pipe et du diamant, Saint-Claude - France 2013 ; le prêt d'œuvres de Marguerite Burnat-Provins au musée Jenish, Vevey-Suisse en 2020 et au musée des Beaux-Arts d'Arras en 2021.

III- DIAGNOSTIC DU RESEAU

A. Plusieurs bâtiments

1. La Villa Saint-Hilaire



La Villa Saint-Hilaire, bibliothèque patrimoniale, se situe non loin des célèbres jardins de Charles de Noailles et ceux de la Villa Santa Clara (appelée autrefois Charabot, puis la Sabranette). Son nom, « Villa Saint-Hilaire», évoque à la fois la figure emblématique de Jean-Henri Jaume Saint-Hilaire, célèbre botaniste né à Grasse à la fin du XVIII e siècle, et celle de saint Hilaire, moine-évêque qui succéda à saint Honorat, le saint Patron de la cathédrale de Grasse.
Le lien toponymique qui relie le nom de la bibliothèque à celui du plateau sur lequel elle est construite (le plateau Saint-Hilaire) donne encore plus de sens à cette appellation, qui permet de mieux localiser cet établissement.
A la fois bibliothèque de lecture publique et bibliothèque patrimoniale, les collections sont organisées autour d'une thématique déclinée en quatre pôles, qui s'adressent à la fois au grand public, aux scolaires et aux universitaires :

- Paysage et territoire (sciences de la nature, architecture et aménagement du territoire, photographie et peinture de paysage)
- Jardin (jardinage, art des jardins)
- Maison (construction et bricolage, architecture domestique, décoration d'intérieur, artisanat d'art)
- Art de vivre (mode et couture, parfums et cosmétiques, médecine naturelle, art culinaire, condition physique et sport de plein air)

La Villa Saint-Hilaire a également un pôle documentaire d'excellence en ce qui concerne le parfum, et une grainothèque très utilisée.

La Villa Saint-Hilaire possède des collections patrimoniales exceptionnelles et d'importants travaux ont permis d'effectuer un inventaire encore incomplet mais en passe d'être terminé, de mettre en place un plan de conservation préventive et d'entreprendre un vaste travail de signalement et d'accessibilité au plus grand nombre de ces collections.

D'autre part, une exposition « Arcadie retrouvée » réalisée à la bibliothèque municipale en 2009 a été le point de départ d'un travail sur les maisons d'écrivains situées à Grasse et dans les villages alentours. Le pays grassois est en effet une région dans laquelle ont séjourné de nombreux écrivains tels qu'Ivan Bounine, Paul Valéry, Maurice Maeterlinck, George Herbert Wells au début du 20e siècle, suivis par les intellectuels venant y chercher refuge durant la seconde guerre mondiale. La richesse des découvertes et l'intérêt manifesté par le public autour de cette exposition ont souligné la nécessité d'approfondir cette voie par la réalisation d'un inventaire exhaustif des lieux de création et la réalisation d'une cartographie des maisons d'écrivains en pays grassois.
Parallèlement, a été réalisé un important travail d'inventaire, de description bibliographique et de numérisation des manuscrits littéraires et de l'œuvre graphique de Marguerite Burnat-Provins qui ont permis à la Villa Saint-Hilaire d'être labellisée « Maison d'écrivains et des patrimoines littéraires ».
L'organisation de « Journées Marguerite Burnat-Provins » en 2013 par la Bibliothèque municipale a permis de réunir les deux associations d'« Amis de Marguerite Burnat-Provins » et de présenter les différentes opérations de valorisation entreprises.

Depuis, de nombreux partenariats sont nés et le fonds détenu à voyagé, d'abord en Suisse pour une exposition au Musée Jenisch Vevey (2020/2021) puis à Arras pour une exposition au Centre culturel (2021).

Histoire de la création de la bibliothèque

La bibliothèque municipale a été constituée sous la Révolution française à partir des confiscations et a suivi de ce fait un sort analogue à celui des dépôts des petites villes françaises. A Grasse, alors chef-lieu du district du Var, le dépôt de livres est constitué entre mars et juillet 1792. Une majeure partie des ouvrages provient des établissements religieux supprimés des anciens diocèses de Grasse et de Vence, en particulier, le séminaire de Vence, le couvent des Capucins de Grasse et celui des Oratoriens. A cet ensemble s'ajoutent les bibliothèques des émigrés, hommes de loi pour beaucoup, tels Marcy, Ganteaume ou d'Emerigon, avocats ou rapporteurs au Parlement d'Aix.
En 1794, un inventaire est réalisé à partir des directives préconisées par L'Instruction de l'an II (1793-1794), il sera remanié en 1799. Ce premier catalogue de la bibliothèque du district fait état de 3234 titres, ce qui représente 5811 volumes.
Ces collections ont d'abord été entreposées dans l'ancien réfectoire des religieuses de la Visitations (1792-1797), déplacées vers la Maison nationale de l'émigré Pontevès de 1797 à 1801.
En 1801, les collections sont déplacées à la Maison Commune (ancien palais épiscopal, XIIème siècle ; siège de l'Hôtel de Ville aujourd'hui) où elles resteront près de deux siècles. Une bibliothèque circulante, ancêtre de la lecture publique, est constituée et fonctionnera jusqu'en 1969, date du transfert de la bibliothèque dans les locaux du boulevard Antoine Maure.
Entre 1969 et 2011, la bibliothèque du boulevard Antoine Maure abritait le principal site de lecture publique de la commune de Grasse, l'ensemble des collections patrimoniales et les archives communales.

Les fonds anciens

Les collections originelles issues des saisies révolutionnaires sont constituées de documents manuscrits et imprimés traitant des sujets religieux, juridiques et scientifiques. Les Belles Lettres y sont aussi bien représentées. Une étude sur l'origine et les contenus de cette première bibliothèque a été menée par Madame Marie-Hélène Froeschlé-Chopard dans Una biblioteca francese a la fine des XVIIIe secolo (grasse), Florence, Centro editoriale Toscano, 1991.
A cet ensemble se sont greffés des milliers de volumes entrés grâce à des dons, soit de particuliers (fonds Roubaud en 1912, don de la baronne Isnard en 1930, fonds du sanatorium du clergé de France en 1981, fonds Cyril Reboul sur les décors de théâtre,…), soit du ministère de l'Instruction publique. Aujourd'hui dons et mécénats continuent à accroître et à diversifier ces collections : don des tableaux et des archives privées du peintre grassois Georges Bard, manuscrits et carnets de dessins de Marguerite Burnat Provins, gravures de Ferdinand Springer… Une politique d'acquisition ciblée permet à la fois de compléter ces fonds tout en constituant le patrimoine de demain.
Aujourd'hui, les fonds patrimoniaux comptent environ 92 300 volumes, dont 155 manuscrits, 13 incunables, 15000 éditions des 16e, 17e et 18e siècles représentatives de l'histoire du livre pour cette période. Le fonds local consacré à la Provence orientale et au pays de Grasse est particulièrement riche. Constitué d'ouvrages de sources, d'écrits scientifiques, de brochures, de titres de presse, de documents iconographiques, il offre une documentation régionale appréciée des historiens et des étudiants.
De 1950 à 1997, sous l'impulsion d'Henri Vendel, inspecteur des bibliothèques, la bibliothèque de Grasse a été dépositaire d'un dépôt légal de poésie. Ce fonds de plus de 40 000 volumes s'est enrichi au fil des

années, d'acquisitions, de dons d'éditeurs. Il est à l'origine de la constitution d'un fonds de livres d'artiste et sous-tend une politique d'action culturelle particulièrement axée sur la poésie contemporaine.
En plus d'objets comme monnaies, médailles, sceaux et instruments de mesure, la bibliothèque possède une particularité, elle conserve une des plus belles collections de pipes au monde, celle d'Alice de Rothschild , léguée à la ville de Grasse en 1927. L'ensemble constitué entre 1889 et 1922 réunit plus de 450 pièces et illustre tout un aspect de l'histoire de la pipe dans son expression artistique la plus riche et la plus variée.

Une rénovation et un nouveau nom

Dès son origine, le projet est pensé pour être à la fois une bibliothèque de lecture publique, facilitant l'accès pour tous à la culture, et une bibliothèque patrimoniale soucieuse de conserver et valoriser ses fonds anciens.
Avec l'évolution des missions des bibliothèques, la nécessité d'adapter les espaces d'accueil du public et l'exiguïté des locaux partagés avec les archives communales, aboutissent à une importante phase de restructuration du site. Les archives communales ont été déménagées à cette occasion.



La rénovation du bâtiment a été programmée dès 2009 et s'est poursuivie jusqu'en 2015. L'architecture d'origine a permis de moderniser les espaces et de les rendre accessibles aux Personnes à Mobilité Réduite. En plus de magasins assurant la conservation des collections et d'une grande salle de lecture, la Villa Saint-Hilaire propose un auditorium, une salle d'exposition, une salle d'actualités et une salle de consultation des ouvrages rares et précieux.
La réhabilitation de la bibliothèque a été envisagée dans le cadre d'un double projet avec la construction d'une nouvelle médiathèque en centre-ville entièrement consacrée à la lecture publique. Un concept original a été mis en œuvre pour le bâtiment réhabilité, celui associer le patrimoine et la lecture publique autour d'une thématique Maison, Jardin & Paysage. Ce fonds constitué d'ouvrages patrimoniaux auxquels s'adosse une collection de lecture publique s'adresse à tous les publics et participe à donner une identité nouvelle et empreinte de modernité à l'établissement. Un pôle d'excellence documentaire autour du parfum y est développé à la fois comme bibliothèque de référence répondant aux besoin des étudiants en parfumerie et pour être le témoignage de l'histoire de cette industrie locale.

La valorisation par la numérisation

La Ville de Grasse, à travers la Villa Saint-Hilaire, bibliothèque patrimoniale, soucieuse de donner à son patrimoine local le plus grand rayonnement, s'est engagée depuis 2010 dans un plan pluriannuel de numérisation de ses collections. Cette initiative a été encouragée et aidée par le ministère de la Culture (mission Recherche et Technologie) et par la Direction Régionale des Affaires Culturelles Provence-Alpes-Côte d'Azur.
En 2021, la bibliothèque numérique est riche de plus de 200 000 pages (imprimés, manuscrits et iconographiques).
Les collections présentant un intérêt directement lié à l'histoire locale ont été numérisées en priorité.

- 20 titres de presse locale et régionale des XIXe et XXe siècles
- 37 manuscrits dont 3 manuscrits médiévaux grassois
- Un ensemble de documents musicaux du XVIIIe siècle, issu de la collection Maubert Fragonard, conservé à la fois au Musée d'Art et d'Histoire de Provence et à la Villa Saint-Hilaire
- 870 brochures d'histoire locale dont l'intégralité des publications scientifiques de Paul Goby et Adrien Guebhard
- 218 liasses de coupures de presse sur la guerre de 1914-1918 consignées tous les jours par Eugène Oleg Tripet-Skrypitzine, alors conservateur du Musée Fragonard de Grasse
- Les documents écrits et réunis par l'abbé Jules Chaperon autour de l'œuvre « Notre Montagne »

Une nouvelle adresse !

Jusqu'en 2018, c'était le boulevard situé en contrebas de la Villa Saint-Hilaire qui servait d'adresse. Depuis, l'impasse qui sert depuis l'origine d'accès à la bibliothèque porte un nom : impasse Ernest Boursier-Mougenot ! E. Boursier-Mougenot était un artiste plasticien ayant notamment réalisé la mosaïque architecturale de l'école élémentaire voisine. Boursier-Mougenot a travaillé en collaboration avec Anna Maria Terraccini, mosaïste.
L'appellation Villa Saint-Hilaire, évoque à la fois un botaniste d'origine grassoise, Jean-Henri Jaume Saint-Hilaire (1772-1845) et le quartier Saint-Hilaire, dans lequel elle est implantée, à proximité de résidences de villégiature du début du XXe siècle, quand le tourisme était hivernal.
Cette nouvelle adresse n'est pas encore répertoriée dans les GPS ou par la Poste, l'ancienne adresse est donc encore utilisée.

Peu de places de stationnement sont disponibles à proximité sauf les mercredis, samedis et les jours de vacances scolaires puisque le bâtiment bénéficie pendant cette période de l'usage du parking des enseignants (école Saint Exupéry qui se situe à quelques mètres). Il y a un arrêt de bus proche mais qui nécessite plusieurs minutes de marche ou la montée d'un es-



calier. Une passerelle permettant une promenade dans les jardins avant d'arriver au bâtiment est à l'étude (le projet de cette passerelle a été dessiné par Cédric Teisseire dans le cadre du 1% artistique de la rénovation du bâtiment).

Action à réaliser : il faudrait envisager la réalisation de la passerelle extérieure. Il faudrait davantage de rotations des bus desservant le plateau Saint-Hilaire, et également une signalisation urbaine appropriée et mise à jour.

2. La Source - Médiathèque Charles NÈGRE

Le Projet de Rénovation Urbaine a acté une requalification d'ensemble du centre historique. La Médiathèque répond à l'exigence d'implanter un équipement structurant majeur d'un rayonnement intercommunal dans un secteur dégradé, enclavé et socialement défavorisé.
La Médiathèque aura pour thématique l'Image. C'est pourquoi elle entend devenir un vaste atelier consacré l'image et proposer à tous les publics des formations ludiques adaptées (apprentissage au décryptage des images, atelier de montage vidéo, atelier de traitement des images,…).
Cet équipement culturel viendra en remplacement de la médiathèque qui existait jusqu'en 2015 qui était ancienne, peu fonctionnelle, trop exiguë, mal desservie et dépourvue de places de stationnements. Elle a d'ailleurs fermé un an après le démarrage du chantier de la nouvelle médiathèque.
L'ensemble couvrira trois îlots au plus bas de la place du Rouachier, développant ainsi une superficie de 3 663 m².
Elle sera entourée de plusieurs parkings payants.

Travaux :
1er mars 2014 : démarrage des travaux de construction
26 janvier 2015 : arrêt de chantier pour réalisation d'une campagne de fouilles archéologiques
10 juin 2015 : redémarrage du chantier
20 novembre 2015 : arrêt de chantier à la suite de l'effondrement des immeubles 47/49 rue Droite
17 juillet 2016 : redémarrage du chantier
17 mars 2020 : annonce du confinement et arrêt du chantier
11 mai 2020 : annonce du déconfinement et redémarrage du chantier

Aléas rencontrés au cours du chantier :
2 campagnes de fouilles archéologiques à réaliser (2013 et 2015)
Effondrement des immeubles 47/49 rue Droite (2015)
Mise en liquidation judiciaire de l'entreprise Méditerranée cloisons (2018)
Mise en redressement judiciaire de l'entreprise Marbrerie azuréenne (2018)
Mouvement des façades arrière des immeubles 47/49 et 1 rue Droite (2017 et 2018)
Inondation des lieux pendant le confinement
Incendie (avril 2020)
Effondrement d'un escalier central historique suite à des travaux

Livraison prévisionnelle : fin d'année 2020
Ouverture prévisionnelle au public (partiellement) : septembre 2021

Coût de l'opération :

Acquisitions et construction de la Médiathèque

Dépenses	En €HT
Acquisitions	2 344 427
Accompagnement social (relogement)	75 731
Honoraires prestataires intellectuels	2 078 464
Travaux préparatoires	1 613 195
Travaux de construction	10 579 876
Assurance TRC	143 257
Total des dépenses	16 834 950

Recettes validées	En €
ANRU	1 631 289
Département	4 279 000
Région	1 058 071
Etat (DRAC)	4 000 000
Total des recettes	10 968 360
Reste à la charge de la Ville de Grasse	5 866 590

Equipements / Mobiliers / Collections

Dépenses	En €HT
Acquisitions	2 166 667
Total des dépenses	2 166 667

Recettes	En €
Etat (DRAC)	1 483 333
Total des recettes	1 483 333
Reste à la charge de la Ville de Grasse	683 334

Effondrement des immeubles 47/49 rue Droite

Dépenses estimées	En €HT
Honoraires prestataires intellectuels	491 860
Travaux de sécurisation, de confortement et de reconstruction	4 360 451
Assurance TRC	30 000
Total des dépenses	4 882 311

Recettes estimées (*)	En €
Remboursement entreprises fautives	4 589 372
Total des recettes	4 589 372
Reste à la charge de la Ville de Grasse	292 939

TOTAUX

	En €HT	€TTC
Dépenses totales	23 883 928	28 660 714
Recettes totales		17 041 065
FCTVA		4 614 375
Reste à la charge de la Ville de Grasse		**7 005 273**

Le 1% artistique lié à l'opération :
Lorsque le chantier sera livré, la médiathèque aménagée puis ouverte au public, il faudra réfléchir au 1% artistique.
Définition (source : www.culture.gouv.fr) :
Le 1% artistique dans les constructions publiques : expression de la volonté publique de soutenir la création et de sensibiliser nos concitoyens à l'art de notre temps, « l'obligation de décoration des constructions publiques », communément appelée « 1% artistique » est une procédure spécifique de commande d'œuvres à des artistes qui s'impose à l'État, à ses établissements publics et aux collectivités territoriales.
Depuis 1951, ce dispositif a donné lieu à plus de 12 400 projets se déployant sur l'ensemble du territoire et sollicitant plus de 4 000 artistes. Par la typologie des équipements concernés (bâtiments scolaires, commissariats, palais de justice...), le « 1% artistique » atteint un public très large et qui n'est pas nécessairement familier des lieux d'exposition.
La procédure est encadrée par le décret n°2002-677 du 29 avril 2002 modifié et les arrêtés spécifiques du ministère de la Défense et du ministère de l'Intérieur.
Depuis le 1er avril 2019, le nouveau code de la commande publique expose les modalités de passation de ces procédures, notamment en ses articles L2172-2 et R2172-7 à R2172-19.

Montant : le 1% artistique correspond à 1% du montant HT prévisionnel de l'APD, soit 102 551€

Nouveaux services de la médiathèque :
Outre les services classiques dans les médiathèques de prêts et de retours de documents tout support, quelques services ont été préfigurés à la Villa Saint-Hilaire (et seront donc offerts sur les deux bâtiments) et d'autres, nouveaux, ne se trouveront qu'à la Médiathèque Charles NÈGRE.



Services existants et à développer :
- Prêts de liseuses pour les livres électroniques
- Une salle d'actualités permettant l'accès à des centaines de revues françaises et étrangères
- Des automates de prêts/retours permettant l'autonomie de chaque emprunteur
- Des ateliers créatifs, des rencontres avec des auteurs, des conférences culturelles, des stages de découvertes (à la gravure, à la calligraphie…), etc.
- Développement et renforcement des partenariats avec les associations grassoises
- Une exposition permanente et des expositions temporaires

Services nouveaux :
- Ordinateurs permettant l'autoformation (code de la route, langues étrangères…)
- Espace de jeux vidéo pour les enfants, les adolescents et les adultes
- Espace de type « fablab » permettant le DIY (Do It Yourself : « fais le toi-même ») tant demandé par la population
- Tables de travail notamment pour les étudiants permettant de travailler à 4 personnes maximum de manière isolée
- Artothèque (permettant d'emprunter des oeuvres d'art contemporaines)
- Espace de coworking
- Espaces de détente : bar pour prendre un café, terrasse, fauteuils d'écoute musicale…
- Lieu spécifique pour les enfants (0/6 ans) permettant aux assistantes maternelles et aux parents de jeunes enfants de trouver un lieu culturel
- Auditorium d'une centaine de places permettant les conférences culturelles, les cafés philo, les signatures d'auteur….
- Espace heure du conte : permettant l'accueil de 2 classes au maximum pour des « petites formes » (spectacle de Marionnettes, diffusion d'un documentaire, rencontre avec un auteur jeunesse….)
- Espaces proposés à la location à destination des particuliers ou des associations (atelier, auditorium, heure du conte)
- Espace vidéo pour 8 personnes maximum : permettant de visionner des DVD sur place (sur réservation)
- Micro folie permettant de plonger le public dans des promenades immersives dans des lieux tels que le Château de Versailles ou le Louvre par exemple.

Pourquoi la Médiathèque s'appelle « Charles NÈGRE » ?

- Charles Nègre, pionnier de la photographie

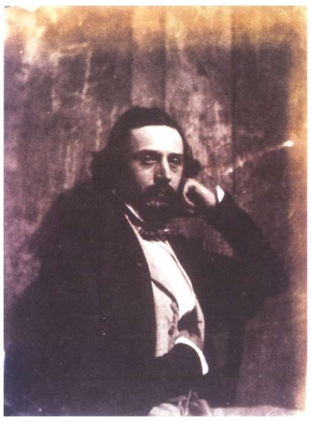
La ville de Grasse a la volonté de rendre hommage à Charles Nègre. Charles Nègre et la photographie sont des axes culturels historiques, un « fil rouge » d'un ensemble d'actions et de propositions élargies à tout ce que recouvre le concept de l'image.

- Le quartier Charles Nègre

Le quartier de la future médiathèque inclut un îlot appelé « îlot Nègre » qui comprend le bâtiment qui a été la maison natale de Charles Nègre et le berceau de toute sa famille. La conjonction de cette proximité géographique et le fait que la ville de Grasse a depuis plusieurs années un projet sous-jacent d'hommage à ce pionnier de la photographie, partie intégrante de son patrimoine, sont apparus comme une opportunité à saisir.

- Les Nègre, une vieille famille grassoise

Issu d'une famille établie à Grasse depuis 1778, Charles Nègre (1820-1880) commence sa formation à Paris, comme peintre auprès d'Ingres. Attiré par les nouvelles techniques, il s'intéresse au procédé de Daguerre et opte pour la photographie dès 1847. Si au début, Charles Nègre pense que les photographies peuvent l'aider à réaliser ses tableaux, il découvre vite d'autres possibilités et va pratiquer la photographie comme un art à part entière, abordant tous les domaines : portraits, paysages, reportages… Cependant, les procédés aux sels d'argent s'altèrent vite et Charles Nègre se met à étudier les procédés d'une toute nouvelle technique, l'héliogravure, qu'il améliore considérablement. En 1852, Il revient à Grasse afin de photographier les monuments et vestiges archéologiques de son pays natal. Il prend alors plus de deux cents clichés rassemblés par la suite sous le nom « d'Album du Midi de la France ».



En 1860, une santé vacillante le ramène définitivement dans sa région natale. Employé comme professeur de dessin dans un lycée de Nice, il continue à faire de nombreux clichés de Nice et de la Riviera. En 1865, il dépose un brevet pour son procédé de transformation des images photographiques en planches gravées. L'amélioration qu'il apporte aux procédés antérieurs permet non seulement de reproduire des planches gravées en creux, mais aussi des planches en relief pour l'impression typographique. De plus, il introduit le damasquinage des plaques et, substitue toute une gamme de demi tons et de nuances aux épreuves de ses prédécesseurs. A côté du précurseur et du chercheur avide de nouveautés, Charles Nègre se distingue par la variété de ses thèmes d'inspirations et surtout par le fait qu'il introduit le premier ce qui deviendra la photographie de « genre », à savoir les scènes de vie quotidienne, de rues, de marché, les petites gens dans leurs familles et leurs métiers, thèmes réalistes qui étaient alors le domaine des aquafortistes. Il est le premier à chercher à donner une instantanéité véritable à des scènes pittoresques mettant en scène les « petites gens ».

- Charles Nègre, une personne intéressante à divers titres :

- son côté inventif, précurseur, homme de la nouveauté
- sa contribution technique à l'héliogravure qui va permettre la multiplication de l'image photographique et sa diffusion
- son côté photographe « humaniste » qui en fait l'ancêtre du reportage et par lequel il préfigure Atget mais plus encore Lartigue, Cartier-Bresson et Doisneau
- son regard sur le paysage local.



© Coll. Villa Saint-Hilaire Héliogravure de Charles Nègre

Le département des Alpes-Maritimes est d'ailleurs riche d'autres pionniers de la photographie. Amateurs ou professionnels, Victor Guizol, Félix Busin, Jean Giletta, Jean Luce, Emile Calando ont laissé un patrimoine photographique important témoignant à la fois des premiers pas de la photographie et d'une vision attachante de notre passé. Ces collections sont présentes dans les fonds patrimoniaux de la Villa Saint-Hilaire, du MAHP et aux archives.

Les places jouxtant la médiathèque ont également bénéficié de travaux de requalification (places du Lieutenant Georges Morel, Rouachier, Réservoir de la Foux , Caporal Jean Vercueil) :



Montant de l'opération : 1 561 300 € HT
Travaux : 1 400 000 € HT
Maitrise d'œuvre : 112 000 € HT
Autres dépenses (relevés, CT, CSPS, diagnostics) : 49 300 € HT
Subvention : 375 251 € (ANRU du PRU 1)

Echéancier prévisionnel :
Jusqu'au 30 avril 2018 : études de conception
Mai à juin 2019 : consultation des entreprises
Juillet 2019 à juin 2021 : travaux d'aménagement

Des visites de chantier ont eu lieu du 04 novembre au 16 décembre 2019 et ont permis à 458 personnes de se voir présenter le bâtiment et surtout les services qui y seront développés.

Constat : ce bâtiment est en cours d'achèvement, il a suscité beaucoup d'interrogations quant à son coût d'investissement et de fonctionnement mais les visites offertes au public pendant que le chantier était encore en cours ont montré qu'il n'y a que des retours positifs quant à son existence ainsi qu'aux activités & services prévus.
Le chantier a connu énormément d'aléas et dans la dernière ligne droite avant sa livraison, la crise sanitaire du Covid 19, est venue encore freiner les avancées.
Le 1% artistique devra être réfléchi sur ce bâtiment et être réalisé dans les 5 années qui suivront sa livraison.
Une signalétique appropriée devra être mise en place dans la ville.

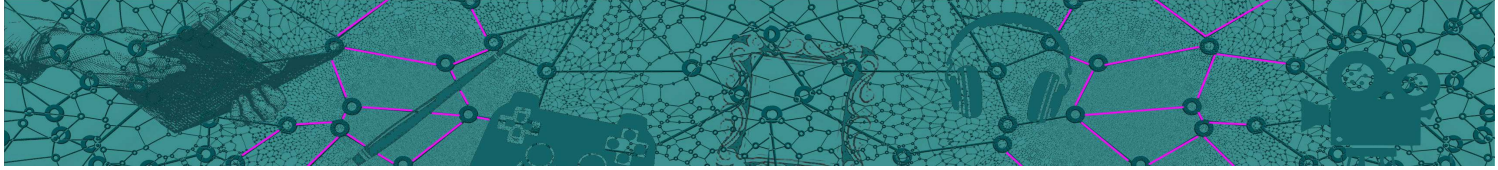
3. La Médiathèque de Saint-Jacques

Cette médiathèque de quartier mérite qu'on prenne soin d'elle. C'est un bâtiment vétuste, inadapté mais très accessible et très utilisé par la population.
L'entrée de la médiathèque de Saint-Jacques est située dans le bâtiment « la Chesnaie » comptant un parking pour les véhicules. La Chesnaie accueille également des associations à divers moments de la semaine.
L'ouverture et la fermeture du parking et du portillon pose des problèmes. En effet, personne n'est réellement attaché à cette tâche et les bibliothécaires ne peuvent pas fermer le parking et le portillon quand des personnes sont encore stationnées à l'intérieur.
La médiathèque fait 50 m², elle est située au rdc du bâtiment. Aucune extension n'est possible sauf à utiliser d'autres pièces de la Chesnaie. Pendant 3 années un bureau (2016-2018) a été mis à la disposition des bibliothécaires mais a été récupéré pour y installer la personne qui se charge de la gestion des associations.
La médiathèque est vétuste malgré de menus travaux réalisés en interne par le factotum du service (peinture des volets, …). Le plafond montre des pertes de matière (trous) et la peinture aurait besoin d'être rafraichie.
Concernant les espaces, il conviendrait de les repenser afin de s'adapter à un réseau centré autour de deux autres bâtiments.
La médiathèque de Saint-Jacques pourrait s'alléger d'une partie de sa collection et faire quelques travaux de rafraichissement. Ainsi, elle pourrait plus facilement recevoir les classes du plus grand établissement scolaire de la ville et qui se situe à quelques mètres.

Constat : les espaces et la vétusté de ce lieu ne permettent pas de faire de cette médiathèque un établissement moderne et convivial. Des travaux paraissent indispensables afin de rendre cette médiathèque agréable (rénovation du plafond et des toilettes) et fonctionnelle (installation de portique antivol, de poste informatique pour le public, réouverture de l'issue de secours…)

4. La Médiathèque du Plan

Cette médiathèque, trop proche de celle de Mouans-Sartoux, et ne pouvant bénéficier ni d'extension ni de travaux, devrait être fermée dès l'ouverture de la Médiathèque Charles NÈGRE. Deux formules peuvent être envisagées pour conserver cet accès à la lecture :

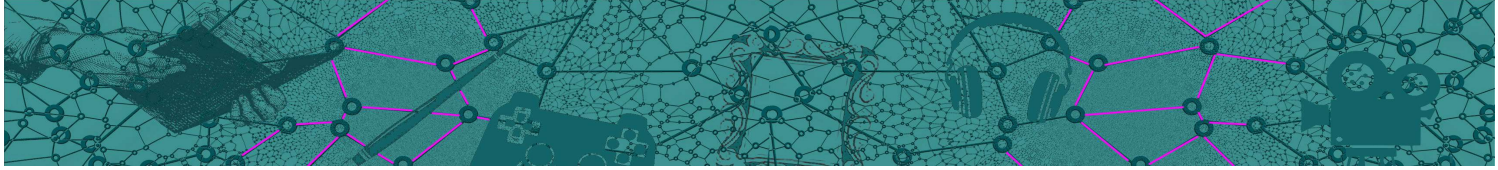


- 1 remote locker (casier à distance) permettant aux usagers de récupérer ou de déposer leurs réservations de documents
- 1 médiathèque autonome (sans personnel)

Constat : un choix doit être fait par les élus sur l'avenir de cette Médiathèque.

B. La pertinence des Bibliothèque & Médiathèques au cœur d'un territoire

….au final les équipements sont calibrés pour la population grassoise et alentours.
Une équipe dynamique, motivée et renouvelée pour moitié en 2020.
Le personnel du service est constitué de 42 personnes pour 39 équivalents temps plein (année 2020) :
Magali MICHAUDET, directrice (temps plein, attachée principale)
Annie GARRA, adjointe à la directrice (temps plein, conservatrice en chef)
Valérie MOLINS, responsable de la médiathèque (temps plein, bibliothécaire territoriale)
Dominique GIUDICELLI, responsable de la Villa Saint-Hilaire (temps plein, assistant de conservation principal de 2ème classe)
Audrey GALLINA, responsable des actions culturelles (temps plein, rédacteur)
Catherine BERNEY, responsable du service des collections (temps plein, assistant de conservation principal de 2ème classe)
Pascale BASCHIERI, Responsable de plateau Langues & Littérature (temps plein, assistant de conservation principal de 1ère classe)
Thierry BONNETY, responsable de secteur Petite enfance et référent collections jeunesse (temps plein, assistant de conservation)
Magali LUCENAY, responsable de plateau Accueil & Inscriptions (temps plein, assistant de conservation)
Jean-Noël AGNELLI, technicien réseau, son & lumières (temps plein, adjoint technique territorial)
Marine BLAISE-BUSNEL, Chargée de bibliothèque spécialisée BD (temps plein, adjoint territorial du patrimoine)
Sophie BOURROUILH, chargée de bibliothèque patrimoine (temps plein, adjoint territorial du patrimoine)
Christophe CANGELOSI, agent factotum (temps partiel 50%, adjoint technique territorial principal de 2ème classe)
Rachël CARBONE, chargée de bibliothèque art & exposition (temps plein, adjoint territorial du patrimoine)
Hélène CHERBE, chargée d'accueil & inscriptions (temps plein, adjoint territorial du patrimoine)
Christine CUISINIER, chargée de l'équipement des collections (temps plein, adjoint territorial du patrimoine)
Anna ERARD, chargée de la gestion des expositions (temps plein, adjoint territorial du patrimoine)
Aurore ERETEO, assistante de direction (temps plein, adjoint administratif territorial principal de 2ème classe)
Marie-Laure FERNANDEZ, chargée de bibliothèque patrimoine (temps plein, adjoint technique territorial)
Martine FERRAIRONI, chargée de bibliothèque spécialisée Sciences humaines (temps plein, assistant de conservation principal de 1ère classe)
Daria FERRONE, chargée des publics empêchés (temps plein, adjoint territorial du patrimoine principal de 2ème classe)
Lionel FLEGO, chargé de bibliothèque patrimoine (temps plein, adjoint territorial du patrimoine)
Sylvie FOUQUES, chargée de bibliothèque patrimoine (mi-temps thérapeutique, adjoint administratif territorial)
Corinne GARCIA, assistante administrative et financière (temps plein, adjoint administratif territorial principal de 1ère classe)
Brigitte LAUGENIE, chargée de l'équipement des collections (temps plein, adjoint territorial du patrimoine principal de 2ème classe)
Géraldine MARTIN, chargée de bibliothèque spécialisée musique (temps plein, adjoint territorial du patrimoine)
Florence MIALHE, chargée de bibliothèque spécialisée artothèque et Beaux-arts (temps plein, adjoint territorial du patrimoine principal de 1ère classe)
Annick MILON, chargée de bibliothèque spécialisée « lire autrement » (temps plein, adjoint territorial du patrimoine principal de 1ère classe)
Monique NABETH, chargée des actions culturelles spécialisée adultes (temps plein, assistant de conservation principal de 1ère classe)
Mary-Carmen ORTIZ MACIAS, chargée d'accueil & inscriptions (temps plein, adjoint territorial du patrimoine)
Aurélie PEIRACHE, chargée de bibliothèque patrimoine (temps partiel 50%, adjoint territorial du patrimoine)
Valérie PESCHARD, chargée des actions culturelles spécialisée en jeunesse (temps plein, adjoint territorial du patrimoine principal de 1ère classe)

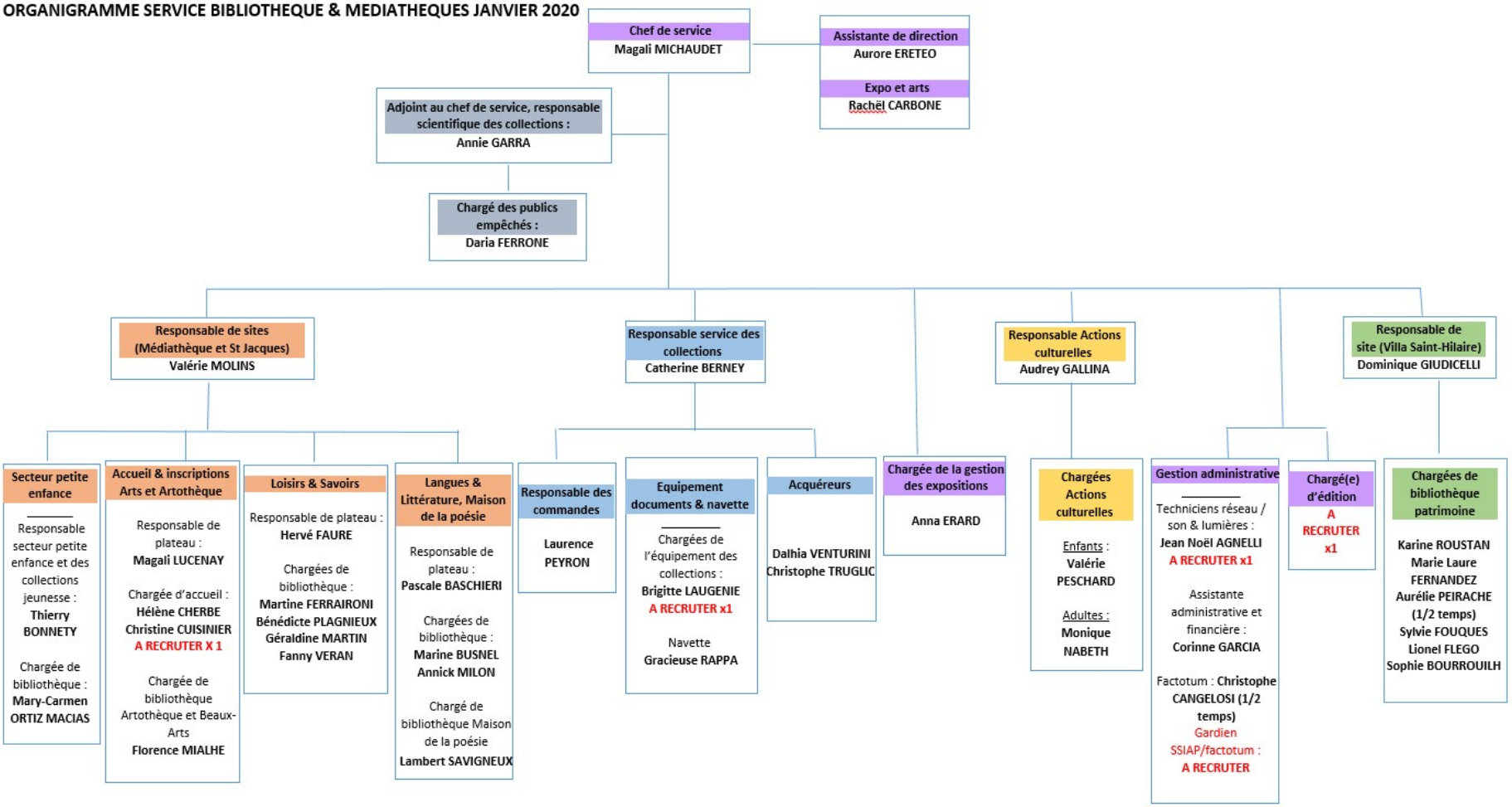


Laurence PEYRON, responsable des commandes (temps plein, assistant de conservation principal de 2ème classe)
Bénédicte PLAGNIEUX-GOTTRI, chargée de bibliothèque spécialisée jeux-vidéos (temps plein, adjoint territorial du patrimoine principal de 2ème classe)
Gracieuse RAPPA, chargée de la navette et de l'équipement des collections (temps plein, adjoint territorial du patrimoine principal de 1ère classe)
Karine ROUSTAN, chargée de bibliothèque patrimoine (temps plein, adjoint territorial du patrimoine principal de 2ème classe)
Lambert SAVIGNEUX, chargé de bibliothèque spécialisé Salon de la poésie (temps plein, adjoint territorial du patrimoine principal de 2ème classe)
Nathalie SPIONE, chargé de bibliothèque xxx (temps plein, assistant de conservation principal de 2ème classe)
Christophe TRUGLIO, acquéreur (temps plein, adjoint territorial du patrimoine principal de 2ème classe)
Dahlia VENTURINI, acquéreur (temps plein, adjoint territorial du patrimoine)
Fanny VERAN, chargée de bibliothèque spécialisée cinéma (temps plein, adjoint territorial du patrimoine)

Postes restant à pourvoir :

Un responsable de plateau Loisirs & Savoirs
Un poste de chargé d'accueil & inscriptions
Un poste de chargé de bibliothèque spécialisé Petite enfance
Un poste de chargé d'édition
Un poste de gardien/factotum
Un poste de technicien son & lumière et réseau

ORGANIGRAMME SERVICE BIBLIOTHEQUE & MEDIATHEQUES JANVIER 2020



Constat : l'équipe est enfin presque complète après de nombreuses années de sous-effectif. Il convient donc de maintenir ce niveau de personnel et de recruter les dernières personnes qui manquent.
Le poste de la communication, non pourvu pendant plusieurs mois en 2020, a sérieusement handicapé le service qui n'a pas pu assez communiquer sur ses actions ou ses services. Ce poste a été redéfini fin 2020 en poste de Chargé(e) d'édition.

C. Des collections à maintenir

Pendant longtemps les collections n'ont que peu évolué. 52 000 euros de budget de fonctionnement pour le renouvellement des collections.
Avec la création de la collection de la Médiathèque Charles NEGRE et le budget important obtenu pour la constitution du fonds et subventionné par la DRAC, les collections sont en passe d'être complètes, modernes, à jour.
De 2013 à 2018 : un bibliothécaire avait été embauché pour établir une politique documentaire et des fiches domaines afin de guider les acquéreurs. A l'époque chaque acquéreur avait un domaine propre.
Depuis 2018 : pour donner suite au constat qu'aucun document de politique documentaire convenable n'a pu voir le jour et à la vue de toutes les acquisitions à réaliser, un nouveau fonctionnement a été mis en place. Deux acquéreurs seulement ont été mis en place afin de réaliser les acquisitions en maîtrisant tous les domaines. Ils étaient encadrés par Catherine Berney et Annie Garra (conservateur). Les anciens acquéreurs peuvent toujours faire des suggestions d'acquisition.
Dès 2021 : les acquéreurs ne seront plus 2 mais un seul car le volume financier des acquisitions va décroître considérablement. Un poste d'acquéreur sera donc à redéployer en interne (pour remplacer un départ à la retraite de 2021). Cet acquéreur fera toutes les manipulations d'acquisition en lien avec les responsables de domaine qui récupèrent l'intellect de leur collection. Les responsables de plateaux et la responsable de la Villa Saint Hilaire sont chargés d'établir la politique documentaire de leurs domaines. La responsable des collections pourra alors établir un document de politique documentaire adapté, la charte des collections. Les fiches domaines seront également à la charge des responsables de plateaux et de la responsable de la Villa Saint Hilaire sous le contrôle de la responsable des collections. C'est un travail qui nécessite un temps d'analyse et d'ajustement qui ne peut se faire que sur le moyen terme. Ensuite, la politique documentaire sera actualisé et ajustée annuellement selon l'évolution des besoins de la population.
Le désherbage devra être rationnalisé en documentaires car trop de documents ont été désherbés ces dernières années dans ces domaines.



- **Tableau des collections en 2021**

Répartition des collections de lecture publique								
		Adulte	Jeunesse	Total		% adulte	% jeunesse	
Villa Saint-Hilaire	Art de vivre	2161	353	2514		85,96%	14,04%	
	Jardin	1398	183	1581		88,43%	11,57%	
	Maison	1233	234	1467		84,05%	15,95%	
	Paysage	1839	828	2667		68,95%	31,05%	
	Fonds régional	614	25	639		96,09%	3,91%	
Total		7245	1623	8868		81,70%	18,30%	
Saint-Jacques	Fiction	1563	1456	3019		51,77%	48,23%	
dont	*Littératures*	*220*	*243*	*463*		*47,52%*	*52,48%*	
	Romans	*1093*	*793*	*1886*		*57,95%*	*42,05%*	
	BD	*250*	*420*	*670*		*37,31%*	*62,69%*	
	Documentaire	809	961	1770		45,71%	54,29%	
dont	*Arts et beaux-arts*	*204*	*230*	*434*		*47,00%*	*53,00%*	
	Loisirs et savoirs	*605*	*731*	*1336*		*45,28%*	*54,72%*	
	Musique (CD)	268	50	318		84,28%	15,72%	
	Cinéma (DVD)	225	108	333		67,57%	32,43%	
	Petite enfance		1509					
Total		2865	4084	6949		41,23%	58,77%	
Le Plan	Fiction	828	762	1590		52,08%	47,92%	
dont	*Littératures*	*148*	*102*	250		59,20%	40,80%	
	Romans	*496*	*403*	899		55,17%	44,83%	
	BD	*184*	*257*	441		41,72%	58,28%	
	Documentaire	673	602	1275		52,78%	47,22%	
dont	*Arts et beaux-arts*	*137*	*127*	*264*		*51,89%*	*48,11%*	
	Loisirs et savoirs	*536*	*475*	*1011*		*53,02%*	*46,98%*	
	Musique (CD)	159	35	194		81,96%	18,04%	
	Cinéma (DVD)	120	50	170		70,59%	29,41%	
	Petite enfance		1077					
Total		1780	2526	4306		41,34%	58,66%	
Médiathèque	Fiction	16842	5989	22831		73,77%	26,23%	
dont	*Littératures*	*5768*	*875*	6643				
	Romans	*7804*	*2482*					
	BD	*3270*	*2632*					
	Documentaire	9901	2652	12553		78,87%	21,13%	
dont	*Arts et beaux-arts*	*2550*	*840*	*3390*				
	Loisirs et savoirs	*7351*	*1812*	*9163*				
	Musique (CD)	5130	280	5410		94,82%	5,18%	
	Cinéma (DVD)	2832	455	3287		86,16%	13,84%	
	Jeux vidéos	18	81	99				
	Petite enfance		5791	5791				
Total		34723	15248	49971		69,49%	30,51%	
	Total général	**46613**	**23481**	**70094**		**66,50%**	**33,50%**	

- **Fonds Jeunesse**

Préambule

Avec l'arrivée du référent jeunesse, le fonds jeunesse a été analysé finement, et de nombreuses corrections topographiques ont été apportées, non seulement sur l'orientation des documents (documentaires ou fiction, moins de 6 ans ou 7 à 15) mais aussi sur les proportions d'acquisition nécessaire à un équilibrage des collections.

Le fonds jeunesse en lecture publique est constitué de 22695 documents, il représente 33% des collections du service Bibliothèque & Médiathèques.
Il est réparti sur l'ensemble du réseau, et se divise en plusieurs sections.
A la MCN, un plateau petit enfance regroupe tous les documents destinés aux 0-3 ans et au 4-6 ans. Ce rayon Petit enfance se retrouve également à la Villa Saint-Hilaire et dans les deux annexes de quartier.
Les documents pour les 7 ans et plus, jusqu'à l'adolescence sont répartis sur les plateaux de la Médiathèque Charles NEGRE et dans les rayons dédiés à la Villa Saint-Hilaire et dans les deux annexes de quartier.



Il est à noter que pour la Médiathèque Charles NEGRE, les documentaires jeunesse sont intégrés aux documentaires adultes pour laisser un choix plus large au lectorat concerné.

Les collections
Les fonds se divisent non seulement en fiction et en documentaire, mais aussi en livres papier, livres numériques, CD, DVD, jeux vidéos).
Les collections documentaires représentent 43% des collections jeunesse, tandis que la fiction (y compris le cinéma, la musique et les jeux vidéos) les 57 % restant.

État quantitatif du fonds

	MCN	**Villa**	**Saint-Jacques**	**Le Plan**	**Total**
Fiction	11039	1002	2870	1680	**16591**
JI	1816	88	502	382	**2788**
JA	2856	484	946	523	**4809**
JR	2482	70	793	403	**3748**
JC					
BD	2632	129	420	257	**3438**
Poésie	500	165	51	30	**746**
Musique	280	23	50	35	**388**
DVD	455	43	108	50	**656**
Jeux vidéos	18				**18**
Documentaire	3885	1838	1187	806	**7716**
Petits docs	904	19	61	172	**1156**
000	66	1	14	7	**88**
100	129	8	47	47	**231**
200	124	10	33	15	**182**
300	412	27	156	75	**670**
400	134	26	105	45	**310**
500	297	15	185	124	**621**
600	219	13	97	61	**390**
700	840	44	230	127	**1241**
800	241	15	87	27	**370**
900	519	37	172	106	**834**
Art de vivre		353			**353**
Jardin		183			**183**
Maison		234			**234**
Paysage		828			**828**
Fonds régional		25			**25**
Total	14924	2840	4057	2486	**24307**

Rapports Fiction / Documentaire et Adulte/ Jeunesse

	Adulte	**Jeunesse**	**Total**
Fiction	25053	16806	**41859**
Documentaires	22670	7835	**30505**
Total	**47723**	**24641**	**72364**

Rapports
Fonds global : adulte 66%, jeunesse 34%
Fonds jeunesse : fiction : 68%, documentaire 32%
Fonds adulte : fiction 52%, documentaire 48%

Fonds fiction : adulte 60%, jeunesse 40%
Fonds documentaire : adulte 74%, jeunesse 26%

États du fonds qualitatif
Si le fonds était inégal et vieillissant, un travail de fonds et un gros effort budgétaire, la formation des acquéreurs et l'analyse fine du fonds ont permis de rééquilibrer les collections.
Une politique documentaire a permis de réajuster des choix éditoriaux en privilégiant les collections d'éditeurs de qualité ainsi que les petits éditeurs, évitant les effets de mode et les collections commerciales.
Un regard global est posé sur ce fonds essentiel et permet d'harmoniser la qualité de l'offre tant en fiction qu'en documentaire.

Répartition des documents jeunesse dans la Médiathèque Charles Nègre

- Plateau « Petite enfance » : un espace dédié à l'enfance (0-6 ans)

Ce plateau regroupe les collections d'albums et de documentaires relatifs à cette tranche d'âge.
1 espace albums de fiction pour la petite enfance (0-3 ans), 1 espace albums de fiction pour les 4-6 ans, 1 espace les livres documentaires (P'tits docs/0-6 ans) présentés sur des rayonnages avec une cote Dewey en adéquation avec les documentaires du plateau « Loisirs & Savoirs », 1 espace périodique, 1 espace « parentalité », 1 espace image et sons. La répartition sur ce plateau tendra vers 70% de fiction et 30% documentaires.

Le reste des collections jeunesse est intégré dans les différents plateaux.

- Plateau « Langues et Littérature » :

Roman 1er lecture, romans jeunesse, romans ado, contes en albums et en recueils, poésies, BD, albums pour les grands.

- Plateau « Loisirs & Savoirs » :

Les documentaires jeunesse sont intégrés à l'ensemble de la collection documentaire adulte.

- Plateau « Beaux-arts »

Les documentaires jeunesse de ce fonds seront regroupés sur des rayonnages à part en regard des documentaires adultes.

Constat : Etablir une politique documentaire jeunesse en accord avec la politique documentaire et les orientations de l'ensemble du réseau :

- en tenant compte des spécificités de la lecture et littérature de jeunesse dans un contexte d'ouverture d'une nouvelle structure de lecture publique
- en tenant compte de la typologie du public jeunesse dans un contexte géographique, ethnologique et social.

Il faudra accentuer les achats pour arriver à un équilibre avec l'ensemble du fonds et mettre l'accent sur les éditeurs de qualités, engagés et militants.
Mettre en place des « comités de lecture » de sélections fines d'ouvrages de littérature de jeunesse pour resserrer les commandes.
Continuer l'accompagnement des agents en lecture et littérature de jeunesse dans un contexte de lecture publique.



- **Fonds musique**

La musique est un art présent dans tous les aspects de notre quotidien et constitue sûrement l'art le plus La musique est un art présent dans tous les aspects de notre quotidien et constitue sûrement l'art le plus consommé au XXIème siècle.
Prenant cela en compte, l'offre musicale se décline en plusieurs moyens d'accès et de consommation de la musique, tout à la fois modernes et classiques

- 5 fauteuils d'écoute musicale à la Médiathèque Charles NEGRE proposeront une expérience sensorielle et musicale incomparable. L'utilisateur sera plongé dans « son monde » grâce à un système de son spécialisé et un choix de musique libre d'accès.
- La consommation de musique en streaming qui s'est très largement répandue ces dernières années sera proposée sur le portail avec d'une part l'offre music.me qui propose un choix immense aux utilisateurs et d'autre part avec l'offre de la Philharmonie de Paris et l'accès aux enregistrements de ses manifestations culturelles (concerts, journées d'études, …)
- Le retour en force des disques vinyles. Même si la Médiathèque Charles NEGRE propose des services de dernières technologies il ne faut surtout pas en oublier les premiers modes de consommation pour essayer de proposer un service qui touche toutes les générations. En effet il est très clair que l'écoute des disques vinyles est encore d'actualité et il sera très important de ne pas négliger cet aspect-là. Pour cela des vinyles et platines seront en libre accès à la médiathèque, et il sera également possible de les emprunter.
- Finalement, Le fonds de CD constitué et actualisé chaque année, sera également disponible, avec aussi la possibilité d'emprunter des lecteurs-CD.

- **Fonds cinéma**

Cet art essentiel des XXème et XXIème siècles entre pleinement dans la thématique de l'Image et ne doit ni être négligé ni mis à l'écart. Il constitue une partie importante de la culture et entre largement dans la consommation culturelle des habitants de Grasse. Au sein de la Médiathèque Charles NEGRE, un aménagement cinéma va donc être mis en place, avec une section disposant d'un large choix de films. La salle de visionnage sera entièrement disponible pendant les heures d'ouverture du bâtiment et pourra être aménagée selon les événements (anniversaires, fête du cinéma...). Seront à la disposition des utilisateurs des films en VOD (un système à mettre en place pas encore définitif) ainsi qu'un large fonds de films en DVD. Ce fonds couvre toutes les périodes et tous les genres cinématographiques, offrant tout à la fois des films d'actualité récente et grand public et des films de cinéma d'auteur, plus confidentiels ou primés. Une large place est faite aux films d'animations du fait de l'intérêt porté par les enfants et adolescents à ce format, dont les innovations en termes de technologies ont permis d'élargir le champ des possibilités.

- **Fonds de la Villa Saint-Hilaire**

A la fois bibliothèque de lecture publique et bibliothèque patrimoniale, les collections sont organisées autour d'une thématique déclinée en quatre pôles, qui s'adressent à la fois au grand public, aux scolaires et aux universitaires :

- Paysage et territoire (sciences de la nature, architecture et aménagement du territoire, photographie et peinture de paysage)
- Jardin (jardinage, art des jardins)
- Maison (construction et bricolage, architecture domestique, décoration d'intérieur, artisanat d'art)
- Art de vivre (mode et couture, parfums et cosmétiques, médecine naturelle)
- Fonds régional



La Villa Saint-Hilaire a également un pôle documentaire d'excellence en ce qui concerne le parfum, et une grainothèque très utilisée.

La Villa Saint-Hilaire possède des collections patrimoniales exceptionnelles et d'importants travaux ont permis d'effectuer un inventaire encore incomplet mais en passe d'être terminé, de mettre en place un plan de conservation préventive et d'entreprendre un vaste travail de signalement et d'accessibilité au plus grand nombre de ces collections.

- **Logiciels métiers**

Le réseau Bibliothèque & Médiathèques est informatisé depuis de nombreuses années mais en 2019, il a été fait le choix de changer de SIGB. Le SIGB précédent (Aloes sous Archimed) nécessitait toujours de nombreuses interventions, toutes toujours payantes, ce qui impliquait une incertitude incompatible avec l'anticipation budgétaire attendue. Le logiciel Orphée distribué par C3rb a donc été mis en place. Les débuts ont été compliqués et quelques problèmes se sont posés :

- Impossibilité de récupérer la régie de recettes antérieure loi du 21 avril 2006 : toutes les pénalités sous Aloes ont dû faire l'objet d'une facture afin d'établir ensuite un titre de recettes. Impossibilité de récupérer également les crédits des utilisateurs qui ont abondé leur « portemonnaie électronique », tout a dû se faire à la main, lecteur par lecteur

Mais plusieurs avancées :

- Presse en ligne directement accessible depuis le catalogue (et plus à part)
- Livres numériques accessibles directement depuis le catalogue
- Tous les comptes des agents sont en full web (indispensable, il a permis à tous les agents de télétravailler pendant le confinement de 2020) et permet également des actions hors les murs
- Nouveau site internet plus attractif et fonctionnel
- Une application mobile pour les lecteurs

Enfin, la bibliothèque numérique ayant des besoins particuliers, il a été fait appel à une société plus spécialisée dans ce domaine, la société Décalog (prévision de mise en marche du site : 2021).

Constat : Les budgets des collections ayant été limités pendant longtemps, il a fallu travailler à mettre à niveau tous les domaines grâce au budget de constitution des collections attribué à la Médiathèque Charles NÈGRE. Il conviendra de veiller par la suite à obtenir un budget convenable, 2 euros par habitant comme recommandé par le ministère de la culture, afin de conserver ce niveau de qualité.

D. Des publics surtout familiaux ou âgés

Genre Tranches d'ages	00-04 ans	05-09 ans	10-14 ans	15-19 ans	20-24 ans	25-29 ans	30-34 ans	35-39 ans	40-44 ans	45-49 ans	50-54 ans	55-59 ans	60-64 ans	65-69 ans	70-74 ans	75-79 ans	80-84 ans	85-89 ans	90-94 ans	95 et au-delà...	Non déterminé	Total
01 Madame	18	142	226	99	48	61	112	194	200	155	122	122	128	109	91	50	16	11	3	0	0	1907
04 Mademoiselle	3	34	12	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	50
02 Monsieur	28	171	198	71	21	23	27	53	60	62	45	48	30	48	38	21	12	5	1	1	0	963
03 Collectivités	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11	12
	4	8	7	3	7	4	7	13	9	7	3	2	3	3	3	2	0	0	0	0	1	86
Total	53	355	443	174	76	88	146	260	269	224	171	172	161	160	132	73	28	16	4	1	12	3018

Il est à noter que 28% des adhérents a moins de 15 ans, ce qui constitue le public familial et 19% a plus de 60 ans. *Cette analyse ne concerne que les publics inscrits à la bibliothèque. Les fréquentant ne sont pas comptabilisés.*
Cependant, la majorité des usagers de la bibliothèque sont inscrits et empruntent des documents ou participent à des actions soumises à inscription.

Effets du confinement de mars 2020 : Selon les statiques des bibliothèques le nombre d'actifs adhérents ont augmenté de 25% entre 2019 et 2020 au moins de juin, cela montre que le déconfinement a poussé les grassois à se rapprocher des bibliothèques et cela est dû aux actions menées pendant le confinement.
La mise en place des livres numériques qui n'étaient pas beaucoup exploités avant la crise sanitaire (environ 40 livres par mois) a doublé pendant le mois de mars et a atteint son pic à 136 livres numériques prêtés durant un mois soit plus de 3 fois que la normale. Cela est également visible sur la page Facebook qui a doublé son nombre de « j'aime » depuis le mois de mars. Les actions menées pendant le confinement ont été très efficaces et ont permis la réconciliation et la remise en place de la culture dans le quotidien des habitants de la Ville.
Mis à part l'augmentation de la lecture pendant le confinement, cette tendance à la hausse de la fréquentation de la culture est également visible sur le nombre de réservations dans les bibliothèques, par exemple pour la Villa Saint-Hilaire le nombre de réservations a quadruplé. Ces chiffres se sont maintenus après le confinement (et encore davantage suite aux autres confinements puisque le service était le seul service culturel à pouvoir accueillir du public).

Constat : les publics familiaux fréquentent plutôt bien le réseau. Il faut donc accentuer les services et actions en direction des adolescents et des jeunes adultes en maintenant le même niveau pour les adultes.

E. Des services rendus aux publics à étoffer et à améliorer

Une accessibilité limitée
En 2020, avec l'ouverture repoussée de la médiathèque il a été convenu d'étendre les horaires d'ouverture des autres sites pour pallier ce décalage d'ouverture.

Aussi, les horaires anciens étaient :

Sites	Villa Saint-Hilaire	Saint Jacques	Le Plan
Mardi	13h30 – 18h00	14h00 – 18h00	
Mercredi	13h30 – 18h00	14h00 – 18h00	9h00 – 12h00 14h00 – 18h00
Jeudi	Accueils de scolaires	Accueils de scolaires	Accueils de scolaires
Vendredi	13h30 – 18h00	9h00 – 12h00 14h00 – 18h00	14h00 – 18h00
Samedi	9h00 – 12h30 13h30 – 18h00	14h00 – 18h00	9h00 – 12h00

Les horaires actuels sont :

	TOUS LES SITES	
Mardi	Accueils de scolaires	14h – 18h
Mercredi	10h – 13h	14h – 18h
Jeudi	Réservé aux accueils de scolaires qui ne peuvent être réalisés en présence de public	
Vendredi	Accueils de scolaires	14h – 18h
Samedi	10h – 13h	14h – 18h

Les horaires prévisionnels de la médiathèque Charles NEGRE sont :
Mardi, mercredi, vendredi et samedi : 10h00 – 18h00
Jeudi : réservé aux scolaires

Ces horaires permettent aux usagers qui travaillent de pouvoir se rendre sur au moins un site pendant la pause méridienne, le soir et le weekend. Le service reste peu accessible aux commerçants (même si certains trouvent la possibilité de venir).
Un service de portage à domicile via le CCAS avait été mis en place mais le CCAS n'a pas souhaité reconduire le dispositif en 2018 (manque de personnel).

Un accueil du public efficient

A l'intérieur des sites, les usagers ont à leur disposition un guide du lecteur qui rappelle les modalités de fonctionnement, les horaires. Ce guide est distribué systématiquement aux nouveaux inscrits, avec le règlement intérieur. D'autres guides existent (celui pour la grainothèque par exemple).
Dans tous les sites il y a des banques d'accueil et sous peu un « service d'accueil » sera disponible à la médiathèque Charles NÈGRE. Tout le personnel est formé pour faire les inscriptions, orienter les usagers, répondre à leurs demandes, les conseiller…. A la Médiathèque Charles NÈGRE les prêts et les retours sont centralisés sur seulement deux étages (proches des entrées/sortie) afin de laisser davantage de place aux autres étages pour assurer une médiation de qualité aux usagers. Les bibliothécaires peuvent enfin réaliser pleinement leurs fonctions de conseil. Dans les autres sites, il faut souvent gérer l'affluence en palliant l'urgence, au détriment du rôle de conseil et de médiation pour effectuer rapidement les prêts et les retours. Les inscriptions se font d'ailleurs devant tous ce qui peut gêner une partie de la population.
Concernant les « commodités » : la Villa Saint Hilaire et la Médiathèque Charles NÈGRE disposent de toilettes (y compris accessibles aux personnes à mobilité réduite), de distributeurs de boissons et friandises (un café sur la terrasse sera, de plus, disponible à la médiathèque), un jardin concernant la Villa Saint-Hilaire, de vestiaires alors que ce n'est pas le cas de la Médiathèque de Saint Jacques et de la Médiathèque du Plan.

Des accueils de groupes très divers

- **Le réseau accueil des groupes scolaires.**

	Nombre de classes	Nombre d'accueils de classe	Estimation de la population touchées
Ecoles	16	46	326
Collèges	4	11	83
Lycées	2	2	56

(RAA 2019)

- **Un service nouveau : l'artothèque**

L'artothèque est située dans la Médiathèque Charles NÈGRE, à côté des collections documentaires d'arts (plateau 0, après l'accueil), elle bénéficie d'espaces d'expositions répartis sur les différents plateaux de la Médiathèque.
La collection de l'artothèque est composée principalement de multiples tels que gravures, sérigraphies, lithographies, photographies, mais aussi de dessins et monotypes. Elle prend en compte la pluralité des productions et des pratiques artistiques s'inscrivant dans le paysage de l'art visuel actuel et cherche à transmettre des démarches artistiques représentatives et variées dans l'histoire récente de l'art à partir des années 70.

L'accès à l'artothèque et la (consultation) sur place des œuvres et documents sont libres, gratuits et ouverts à tous aux heures d'ouverture de la Médiathèque, mais aussi en ligne sur www.mediatheques.grasse.fr.
Dans les différents sites du réseau Bibliothèque & Médiathèques, par téléphone ou en ligne dans l'espace adhérent, une œuvre peut être réservée afin d'être empruntée. La mise à disposition et le retour sont enregistrés uniquement à la Médiathèque Charles NÈGRE.

Ce service public, culturel et municipal, a pour vocation de sensibiliser tous les publics à la création artistique contemporaine au sein de la Médiathèque et hors les murs grâce notamment au prêt d'œuvres.
Le concept de l'artothèque, dérivé de celui de la bibliothèque, est apparu au début du XX^{e} siècle à Berlin et s'est répandu en France dans les années 80 avec le soutien du Ministère de la Culture.
L'artothèque permet à chacun de faire l'expérience de l'art contemporain ; à l'heure de l'omniprésence de l'image sous toutes ses formes, d'établir ce rapport singulier, privilégié et familier avec une œuvre en la faisant entrer chez soi, dans son quotidien et en partageant cette rencontre.
La constitution d'une collection d'œuvres visuelles et le prêt de ces œuvres constituent la base du fonctionnement de l'artothèque ; mais aussi la mise en place d'actions de médiation et de formation des publics, de projets menés avec les artistes, d'expositions ou de productions et le dialogue quotidien avec les emprunteurs permettent à l'artothèque de mener à bien ses missions de soutien à la création et de sensibilisation des publics aux arts visuels souvent perçus comme lointains voire inquiétants, dans les musées et galeries d'art.
L'introduction d'œuvres visuelles dans les collections de la bibliothèque permet des éclairages nouveaux sur le fonds de documents traitant de l'art ; l'artothèque développe ainsi l'interaction avec toutes les collections de la Médiathèque Charles NÈGRE et sa thématique de l'image, de la Villa Saint-Hilaire et particulièrement les livres d'artistes, portfolios mais aussi le fonds patrimonial, les collections de la thématique *Maison, Jardin & Paysage* et du pôle documentaire d'excellence sur le parfum.

Les missions d'une artothèque
Elles sont bien sûr en phase avec celles d'une bibliothèque. De manière générale, grâce à l'offre de sa collection et à ses espaces accessibles à tous, l'artothèque a vocation à être un outil d'émancipation et de démocratisation culturelle, un lieu de loisirs et d'étude ; c'est aussi un lieu de rencontre, de débat et de découvertes



des œuvres et des courants de pensée, de formation et d'information, un lieu ouvert à la diversité des pratiques culturelles.

Plus spécifiquement, les missions de l'artothèque visent à développer l'accès de tous à la création artistique et à décloisonner les pratiques culturelles

- Faciliter l'accès à l'art contemporain grâce à la pratique du prêt des œuvres et à une action culturelle spécifique :

L'artothèque, par son mode de fonctionnement, permet d'expérimenter une œuvre visuelle dans la durée, dans des contextes variés. Esprit critique et appropriation progressive de l'œuvre se développent à travers les liens particuliers tissés au fil du temps. Le contrat engagé entre le prêteur -l'artothèque-, et l'emprunteur établit une responsabilité partagée : l'œuvre choisie pour être empruntée est vue par un public dans un cadre qui n'est plus celui d'un lieu public –la médiathèque- mais une maison, un lieu de vie, de travail.
Des actions qui mettent en jeu la perception des œuvres sont d'autres moyens pour une médiation de l'art : conférences, lectures, expositions, présentations thématiques des œuvres de la collection selon le type de publics (enfants, adultes, scolaires, ...), présentations croisées avec d'autres collections (fonds patrimonial par exemple), atelier de pratique artistique (photographie, gravure, dessin, …), rencontres entre les artistes et les publics, commentaire au sens large des œuvres (catalogue des œuvres et des artistes, fiches de médiation, …)
L'artothèque est amenée à former un public d'amateurs, voire un public de collectionneurs. En effet, ses usagers construisent grâce au lien individualisé une relation de confiance parfois insoupçonnée, expérimentent au quotidien l'accessibilité de l'art et peuvent ainsi devenir acheteur auprès d'artistes ou galeries. Si l'artothèque n'a aucune vocation commerciale, elle peut néanmoins servir de passerelle entre les publics et le marché de l'art.

- Soutenir la création artistique

Au-delà même de sa politique d'acquisition, l'artothèque représente un autre lieu pour accompagner les créateurs en promouvant leur travail d'artiste, et ponctuellement favoriser le processus créatif quand la médiathèque est à l'initiative de productions artistiques (réalisation d'une exposition, d'un multiple, organisation d'une résidence, édition d'un livre d'artiste, d'un catalogue, …)

- Conserver de façon préventive

En faisant circuler le plus largement possible ses collections grâce au prêt, l'artothèque va à l'encontre de la notion basique de conservation ; on parlera plutôt de conservation préventive mise en place par l'artothèque afin de protéger ses œuvres d'une valeur artistique de façon optimale : précaution d'encadrement (matériaux de montage, …), transport, stockage et conditionnement des œuvres.
Créations contemporaines donc récentes, les œuvres doivent néanmoins être protégées, exposées dans de bonnes conditions de conservation, parfois même restaurées selon les recommandations de l'artiste.

Constat : Les nouveaux services devront être évalués. Les horaires d'ouverture sont suffisants l'hiver mais il conviendrait de les ajuster différemment l'été. Pour éviter un changement d'horaires qui aurait pour conséquences de brouiller le message des lecteurs qui ont leurs habitudes, des actions culturelles seront prévues par exemple tous les vendredis soir en période estivale. Cela aura pour conséquence d'ouvrir davantage les sites sans pour autant modifier les horaires d'ouverture. Les agents volontaires participent à ces actions et leurs horaires de travail sont décalés ou payés en heures supplémentaires.
Ce type d'évolution pour prendre en compte le besoin du lecteur est positif. Il faut maintenir ce niveau de vigilance pour rester attentifs aux nouveaux besoins qui viendraient à s'exprimer.
L'accès au numérique sera développé pour répondre aux besoins de la population si la crise sanitaire perdure.



F. Les collections : à l'origine de toutes les actions culturelles

La communication

Avant 2019 : une personne était en charge de la communication du service : création de flyers et d'affiches, gestion de la page Facebook du service, création des dossiers de presse des expositions et de tous les visuels des expositions…. Cette personne n'était pas graphiste.
Depuis 2020 : recrutement d'une personne graphiste qui a développé de nouveaux visuels et intégré de l'attractivité à nos contenus.
Mai 2020 à xxxx : Plus personne ne se charge de cela, la graphiste ayant souhaité démissionner. Sans communication, il est impossible d'informer le public de l'activité des sites du réseau. Il convient de rapidement recruter une personne qui sera dorénavant appelé « Chargé(e) d'édition » afin de limiter les amalgames avec le service communication.

La programmation culturelle

Le public souhaite être acteur lors des activités proposées. Toute la programmation tient compte de cela et intègre de plus en plus la participation du public qui devient actif. Elle prend en compte les centres d'intérêt et la typologie des usagers réels ou potentiels (cuisine, bien être, développement durable, loisirs, besoin de connaissance, découverte, vivre une expérience inédite….).
Le service Bibliothèque & Médiathèques entretient des partenariats actifs avec certains services municipaux ou intercommunaux : VAH, MIP, MAHP, PNR… seul le secteur du sport, pourtant bien présent sur la commune, ne fait aujourd'hui l'objet d'aucun partenariat.
Le service Bibliothèque & Médiathèques de Grasse propose un catalogue d'actions culturelles ainsi qu'un parcours d'Education Artistique et Culturelle. Cette offre est à destination de tous les niveaux scolaires, de la petite section jusqu'aux étudiants.
Par ailleurs, les propositions sont en lien avec les expositions présentées, les grands rendez-vous autour de la lecture ainsi qu'une multitude de thèmes différents.
Exemples d'expositions :

- Les petites personnes - Christian Voltz - Du 2 mars au 3 avril 2021
- L'eau - Du 20 avril au 4 septembre 2020
- Très porTRAIT, les coulisses d'une exposition

Exemples d'actions culturelles :

- Année de la bande-dessinée - Projet « Bulles et Bib' » -
- Le rallye du livre
- Le prix Chronos
- Le prix Paul Langevin

Les projets à thèmes :

- Les dictionnaires, méthodes pour tout trouver
- Flipbook
- La mode
- L'album
- Le Moyen-Age
- Le roman jeunesse
- La métamorphose
- Quand la poésie rencontre la musique



Constat pour la bibliothèque : le défaut ou la mauvaise qualité de la communication a souvent été un frein à la réussite des actions culturelles.
Il faudra maintenir ce niveau de partenariats avec les structures culturelles existantes sur le territoire ; se rapprocher davantage du secteur sportif pour y nouer de nouveaux partenariats.
Également, il sera nécessaire de développer les réseaux sociaux (notamment Instagram ou TikTok) et la communication concernant les actions et services proposés par le service Bibliothèque & Médiathèques.

IV- DES OBJECTIFS POLITIQUES AU SERVICE DE LA VILLE

A. Un projet politique ancré dans le territoire

La commune de Grasse inscrit le développement durable dans son action politique depuis plusieurs années : création d'un Agenda 21 local reconnu par le ministère de l'écologie et du Développement Durable (Labellisation Agenda 21 local France) (2013).

Il est donc cohérent que le service Bibliothèque & Médiathèques soit le reflet de cette forte conviction tout en prenant en compte les spécificités locales : besoin d'un développement du numérique et d'une compréhension des enjeux économiques et sociaux.

Ces axes politiques permettront de développer des actions qui viseront l'implication des acteurs locaux (institutionnels, associatifs, économiques) dans les médiathèques et leurs activités.



B. Axe numérique : sensibiliser la population à toutes les nouvelles technologies

Actions en faveur du numérique

L'accessibilité numérique sera améliorée par :

- La mise en place du nouveau portail (et la formation aux usages)
- Le développement (+ la formation aux usagers) d'une application mobile
- La possibilité de communiquer avec la médiathèque via les réseaux sociaux en en développant de nouveaux (Instagram, Tweeter…)
- La possibilité de payer les actions culturelles payantes ou les services payants en ligne via un paiement par virement ou directement auprès d'automates
- La mise en place d'une micro-folie à la Médiathèque Charles NÈGRE
- Un espace de gaming dans la médiathèque Charles NÈGRE
- Un écran autostéréoscopique dans la Villa Saint-Hilaire pour le visionnage d'œuvres en 3D sans lunettes
- Utilisation des imprimantes 3D (des tout-petits aux adultes) à la médiathèque Charles NÈGRE
- Des casques VR dans la médiathèque afin d'avoir un regard plus poussé sur les nouvelles technologies et les nouveaux usages qu'on pourrait en faire. Certains d'entre eux seront reliés à la Playstation 4, permettant à tout le monde de jouer en réalité virtuelle.
- Des consoles de jeux vidéo avant dernière génération : Playstation 4 et son casque VR, Xbox one et Nintendo Switch offriront aux lecteur tout un panel de jeux, aussi diversifiés que possible, permettant de découvrir ce nouveau média.

Tous les sites mettront à disposition des usagers :

- Des liseuses pour le prêt à domicile proposant un choix de livres numériques et des tablettes pour la consultation sur place afin de développer et de promouvoir auprès des usagers des pratiques de lecture innovantes.
- Des tablettes numériques
- Des postes de consultation Internet accessibles au public et des ordinateurs portables afin que les usagers puissent s'installer où ils le souhaitent dans la médiathèque
- Des prises et des chargeurs universels pour téléphones portables, tablettes ou appareil photo numérique
- Des casques d'écoute pour la musique en ligne
- Des tableaux interactifs communiquant avec les outils techniques (ordinateur, téléphone…)
- Des bornes interactives et tables interactives
- La mise en place d'hologramme en 3D et a 360° pour découvrir des œuvres (littéraire, tableau, sculpture) qui ne pourront pas être disponibles pour les expositions
- Une bibliothèque numérique patrimoniale

Dans leur rôle de médiateur et de facilitateur d'accès, les Bibliothèque & Médiathèques proposeront des services et des activités pour appréhender le numérique et les nouvelles pratiques qu'il induit dans une approche ludique et créative :

- Des ateliers pour découvrir, s'initier et pratiquer le numérique (le service Bibliothèque & Médiathèques luttera ainsi contre l'illectronisme en favorisant l'e-inclusion) : réseaux sociaux, Web, premiers pas sur une liseuse, une tablette ou un smartphone, applications, création d'objets connectés, etc….
- Impression d'objets en 3D en permettant également l'impression « utile » (= reproduire une pièce manquante à partir d'anciens morceaux pour favoriser la réparation d'objets).



Focus sur la Micro-folie à la Médiathèque Charles NÈGRE

« Les Micro-Folies sont de véritables musées numériques, des espaces de création et de diffusion, d'échanges et de rencontres, une forme de Tiers-Lieu indispensable pour nos territoires, où la culture doit aller à la rencontre de tous les Français » c'est en ces mots que Franck Riester définit les micro-folies qui se développent de plus en plus sur le territoire.

Les micro-folies sont donc des espaces culturels dans lesquels plusieurs modes de consommation de la culture s'établissent. On peut y retrouver notamment un musée virtuel, un espace réalité virtuelle, des ateliers, un fab-lab… en bref tout ce qui est en rapport avec la culture et le numérique.

La première Micro-folie a été inaugurée en 2017 à Sevran dans un quartier dit difficile, sensible qui est le quartier des Beaudottes. L'objectif était de faire partager la culture à tous les habitants même les « moins-sensibles » en mettant à disposition des nouvelles technologies permettant de partager cette culture.

Le but d'une micro-folie est donc de proposer un service culturel de proximité pour les habitants de la ville, et la Médiathèque Charles NÈGRE est l'endroit parfait pour intégrer en son sein une micro-folie. En effet, la volonté de ce projet est d'attirer le plus de monde possible vers la culture. Cette installation est un projet très intéressant car il regroupe la culture qui est essentielle dans le monde moderne ainsi que les nouvelles technologies qui permettent de plus en plus d'accroître le champ des possibles. Plusieurs établissements de culture sont en partenariat dans le but de permettre aux usagers les plus éloignés (physiquement et culturellement) de profiter des plus grandes œuvres entreposées sur le territoire français. On y retrouve le musée du Louvre, le CNAC Georges-Pompidou, le Musée du Quai Branly-Jacques Chirac, la RMN-Grand Palais, le Château de Versailles, le Musée Picasso, Universcience, la Cité de la musique-Philharmonie de Paris, le Musée d'Orsay, l'Opéra national de Paris, l'Institut du Monde Arabe et le Festival d'Avignon. Des partenaires très importants et riches en œuvres qui attirent beaucoup de monde.

Les micro-folies ont déjà fait leurs preuves dans les villes comme Sevran, Metz ou encore très récemment à Nice.

Il serait intéressant de mettre en place ce dispositif en face de l'artothèque et d'y intégrer plusieurs éléments.

Premièrement concernant le musée virtuel :

- Un système avec un écran central composé de plusieurs dalles au milieu de la pièce pour projeter les œuvres et en faire profiter toute la pièce.
- Un pupitre disposant d'un micro
- Une tablette centrale pour piloter l'écran
- Une dizaine/vingtaine de tablettes permettant aux usagers de voir en HD des milliers d'œuvres et zoomer sur les parties intéressantes d'un tableau par exemple
- Autant de fauteuils unipersonnels
- 2 hauts parleurs

Deuxièmement concernant le fab-lab (qui pourra être installé dans les ateliers de la Médiathèque Charles NÈGRE) :

- Plusieurs imprimantes 3D (qui sont déjà achetées)
- Ordinateurs (selon la disposition et la disponibilité)
- Découpeuse laser, fraiseuse numérique
- Hélices holographiques

Espace réalité virtuelle (à l'étage des jeux vidéos)

- Casques VR

De plus la volonté du gouvernement est d'atteindre le nombre de 1000 micro-folies sur le territoire d'ici 2022, pour cela l'Etat a mis en place des aides permettant aux volontaires de réaliser ce projet. En effet, le département va contribuer à la structure de ce projet en apportant une aide à hauteur de 40 000€ pour la mise en service de la micro-folie. De plus, 15 000€ seront pris en charge par le Ministère de la Culture concernant le fonctionnement de ce projet, c'est-à-dire le coût d'adhésion, de livraison des produits, la base de données et la formation des médiateurs.

MICRO-FOLIE
Budget indicatif

➢ **CHAQUE PROJET MICRO-FOLIE EST CALIBRÉ SUR MESURE EN FONCTION DES BESOINS ET DES RESSOURCES DU TERRITOIRE**

1. INGÉNIERIE CULTURELLE ET ACCOMPAGNEMENT — 15 000 € (prise en charge par le Ministère de la Culture)

L'adhésion comprend, entre autres, la livraison des contenus du Musée numérique et leur réactualisation, la formation des médiateurs, la possibilité de créer des événements en téléprésence avec les autres Micro-Folies, ainsi que des propositions de programmation « clé-en-main ».

2. INVESTISSEMENT MUSÉE NUMÉRIQUE — ENTRE 30 000 € ET 41 000 €

Budget indicatif et minimum pour des espaces non équipés.

	Vidéo-projection		
LOT 1 - Diffusion images			**11 574,00 €**
vidéoprojecteur Christie 8500 lumens DHD951-Q	8 575,00 €	1	8 575,00 €
écran motorisé Projecta Master Electrol 500*313 cm 16 :10	2 999,00 €	1	2 999,00 €
Lot 1' - Diffusion son			**7 628,85 €**
émetteur / récepteur GEFEN DP-2CAT7	766,20 €	1	766,20 €
processeur multiformat GEFEN EXT-MFP	757,65 €	1	757,65 €
enceintes Turbosound Milan M12-2 et M15B-2	1 098,00 €	2	2 196,00 €
Turbosound TFX122M-AN	687,90 €	2	1 375,80 €
console numérique Allen & Heath QU-PACn	1 155,10 €	1	1 155,10 €
système transmission sans fil Sennheiser XSW 35	278,90 €	2	557,80 €
Baie 19" 18U Euromet	820,30 €	1	820,30 €
Lot 2 : équipement réseaux			**2 511,00 €**
switch Cisco Meraki MS220-24P	2 023,00 €	1	2 023,00 €
bornes Wifi Cisco Meraki MR33-HW	488,00 €	1	488,00 €
Lot 3 : serveur d'application			**1 379,90 €**
PC Intel Corei5 – 7600K – Processeur 3,8 GHz, RAM 2*8Go, 1*GeForce GTX 1050 Ti 4Go, DD interne 1To 3,5" SATA 6Gb/s, Windows 10Pro 64 bits	1 255,00 €	1	1 255,00 €
Ecran LED Full HD 24 pouces 16 :9 HDMI 2.0 (Iiyama ProLite E2483HS-B3)	124,90 €	1	124,90 €
Lot 4 : tablettes et accessoires			**7 021,50 €**
Tablettes Samsung Galaxy Tab A 10.1" SM-T580 16 ou 32 Go	196,20 €	20	3 924,00 €
Carte micro-SD 64 Go	18,50 €	20	370,00 €
Support antivol Kimex 091-2054K	92,50 €	10	925,00 €
Casque AKG K 81 DJ	36,00 €	20	720,00 €
Chariot de charge Safecart 36 HJ-cm17-36	1 082,50 €	1	1 082,50 €
TOTAL			**30 115,25 €**

	Mur 9 dalles écrans		
LOT 1 - Diffusion images			**22 048,20 €**
mur d'écrans 9 dalles Philips 80L5588XL	2 139,90 €	9	19 259,10 €
modules de fixation Edback VWFX 65-L	309,90 €	9	2 789,10 €
Lot 1' - Diffusion son			**7 628,85 €**
émetteur / récepteur GEFEN DP-2CAT7	766,20 €	1	766,20 €
processeur multiformat GEFEN EXT-MFP	757,65 €	1	757,65 €
enceintes Turbosound Milan M12-2 et M15B-2	1 098,00 €	2	2 196,00 €
Turbosound TFX122M-AN	687,90 €	2	1 375,80 €
console numérique Allen & Heath QU-PACn	1 155,10 €	1	1 155,10 €
système transmission sans fil Sennheiser XSW 35	278,90 €	2	557,80 €
Baie 19" 18U Euromet	820,30 €	1	820,30 €
Lot 2 : équipement réseaux			**2 511,00 €**
switch Cisco Meraki MS220-24P	2 023,00 €	1	2 023,00 €
bornes Wifi Cisco Meraki MR33-HW	488,00 €	1	488,00 €
Lot 3 : serveur d'application			**1 379,90 €**
PC Intel Corei5 – 7600K – Processeur 3,8 GHz, RAM 2*8Go, 1*GeForce GTX 1050 Ti 4Go, DD interne 1To 3,5" SATA 6Gb/s, Windows 10Pro 64 bits	1 255,00 €	1	1 255,00 €
Ecran LED Full HD 24 pouces 16 :9 HDMI 2.0 (Iiyama ProLite E2483HS-B3)	124,90 €	1	124,90 €
Lot 4 : tablettes et accessoires			**7 021,50 €**
Tablettes Samsung Galaxy Tab A 10.1" SM-T580 16 ou 32 Go	196,20 €	20	3 924,00 €
Carte micro-SD 64 Go	18,50 €	20	370,00 €
Support antivol Kimex 091-2054K	92,50 €	10	925,00 €
Casque AKG K 81 DJ	36,00 €	20	720,00 €
Chariot de charge Safecart 36 HJ-cm17-36	1 082,50 €	1	1 082,50 €
TOTAL			**40 589,45 €**

70''

3. FONCTIONNEMENT - PERSONNEL — 2 MÉDIATEURS

Pour accueillir les publics, 2 médiateurs du Musée numérique et du FabLab sont nécessaires (recrutements externes, redéploiements ou services civiques).

Néanmoins certains éléments ont déjà été achetés comme les tablettes, imprimantes 3D, découpeuse laser et fraiseuse numérique, hélices holographiques, casques de réalité virtuelle.



C. Axe écologique : sensibiliser la population à l'écologie et au développement durable

Depuis 2009, Grasse est fortement engagée dans une démarche écologique qui se traduit par la mise en place d'un Agenda 21 en juillet 2013 et par de nombreux projets exemplaires en faveur de l'environnement, notamment autour des économies d'énergie et du développement des énergies renouvelables.
De plus, la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) a été réalisée en 2018 en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) grâce au reclassement des anciennes zones d'urbanisation en zone agricole productive, l'objectif étant la défense de l'agriculture en vue de l'inscription des savoir-faire liés au parfum en Pays de Grasse sur la liste du patrimoine culturel immatériel de l'humanité à UNESCO.

Le Maire de Grasse est également depuis 2015 vice-président délégué au développement durable au Conseil départemental des Alpes-Maritimes.
Ce concept touche la qualité de vie en conciliant préservation et amélioration de l'environnement, efficacité économique et équité sociale, afin de « répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs tiers ».

La commune s'est investie en mettant en place un agenda 21 (en 4 années), en s'engageant sur les 15 points suivants :

- Gérer le patrimoine communal de manière responsable
- Chercher l'exemplarité dans le fonctionnement interne des services municipaux
- Contribuer aux engagements nationaux de transition énergétique
- Préserver les milieux naturels, lutter contre le gaspillage et économiser les ressources naturelles
- Mieux connaître les espèces naturelles pour mieux les protéger et les promouvoir
- Amoindrir la vulnérabilité du territoire face aux risques liés à l'environnement ou au changement climatique
- Contribuer à l'essor patrimonial et assurer la complémentarité des espaces et activités
- Assurer un partage harmonieux entre tous les usagers du domaine public
- Faire entrer la nature en ville et valoriser la richesse du patrimoine nature paysager de Grasse
- Soutenir la reconquête du potentiel agricole et la filière « naturelle » ou « locale »
- Conforter l'attrait patrimonial, touristique et économique de la ville
- Renforcer les partenariats territoriaux avec les acteurs associatifs ou de l'économie sociale et solidaire
- Renforcer le lien social et les solidarités entre habitants, générations et/ou territoires
- Favoriser l'accès de tous à la culture, à la connaissance et aux sports & loisirs
- Sensibiliser et faciliter l'implication des grassois dans la vie de leur cité

Le réseau des Bibliothèque & Médiathèques est composé d'établissements culturels, qui peuvent aider la population à entrer dans la société du développement durable (comme elles ont contribué à son entrée dans la société de l'information il y a de nombreuses années).
L'Agenda 2030[6] l'affirme : le développement durable est un enjeu culturel. Ainsi, au niveau national, le Ministère français de la Culture s'est doté d'une mission du Développement durable, chargée de coordonner la mise en œuvre de sa politique sur le sujet, qui s'appuie sur une stratégie de responsabilité sociétale, sociale et environnementale.

Le service des Bibliothèque & Médiathèques a pour objectif la sensibilisation de la population à l'écologie et de façon plus générale au développement durable au moyen d'activités destinées au grand public. La Villa Saint-Hilaire a d'ailleurs une partie de ses collections dédiée au développement durable, ce qui démontre bien l'intérêt du service pour ce sujet de société.

[6] En 2015, les 193 États membres de l'ONU ont négocié l'Agenda 2030



L'intérêt de sensibiliser la population

Pour plus de proximité avec le public et éviter les déplacements de ce dernier, le service Bibliothèque & Médiathèques est organisé en réseau au sein de la commune de Grasse.
La Médiathèque Charles NÈGRE, tête de réseau, est construite selon les dernières normes thermiques françaises RT2012. La Villa Saint-Hilaire, bibliothèque municipale construite dans les années 60 a été réhabilitée en 2012 suivant ces mêmes réglementations, et avec une réorientation des collections de lecture publique vers la thématique Maison, Jardin & Paysage, tout en mettant aux normes les magasins de conservation des fonds patrimoniaux constitués au moment de la Révolution française.

Le réseau Bibliothèque & Médiathèques et son fonctionnement

Circulation de l'information dématérialisée : La communication en interne se fait de façon dématérialisée par boite de messagerie électronique, e-agenda partagé. Les réunions peuvent être réalisées en visioconférences si nécessaire.
En direction du public, la communication des informations via l'affichage papier est restreinte et remplacée par l'affichage électronique sur des écrans dédiés à sa diffusion.
La communication d'informations directes avec les usagers sur l'actualité du service se fait par courriels (abonnement à la newsletter au moment de l'inscription).
Circulation des documents :
Le réseau permet d'emprunter et de rendre tout type de documents dans n'importe quelle médiathèque après réservation effectuée sur place, par téléphone ou par internet. Une navette, dédiée au service, circule sur l'ensemble de la commune permettant d'acheminer les documents là où ils sont demandés. Ce système de réservation et d'acheminement des documents permet aux usagers de fréquenter la médiathèque la plus proche de leur domicile ou lieu de travail, réduisant les déplacements.
Collections dématérialisées : Le réseau propose via son portail internet, une sélection importante d'ouvrages numériques téléchargeables et consultables à distance (romans, essais, guides de voyages …). De plus, l'abonnement à la plateforme de consultation de revues Cafeyn est disponible (avec plus de 1 000 titres disponibles).

La Médiathèque Charles NÈGRE

Achat de mobilier dont la fabrication et/ou le choix des matériaux ont un faible impact écologique : tout achat est fait en lien avec développement durable (réponses aux appels d'offres) : il a été demandé aux candidats de décrire dans le mémoire technique les mesures prises en faveur du développement durable dans le cadre de la réalisation des prestations (réduction des emballages, des émissions de CO2 etc...).
Développement des collections encyclopédiques et développement des accès dématérialisés.

La Villa Saint-Hilaire : Centre de ressources Maison, Jardin & Paysage (bibliothèque patrimoniale)

Présentation : La bibliothèque est située sur un éperon rocheux dominant la Ville de Grasse et d'où elle bénéficie d'une vue exceptionnelle en direction de la mer, notamment depuis les espaces de consultation du 1er étage.
Le terrain, sur lequel la bibliothèque est construite, s'inscrit sensiblement dans les profils de pente naturelle. Les plans de la bibliothèque Villa Saint-Hilaire, ont été dessinés en 1966 par l'architecte Grassois Jules Rosso. L'architecture et le choix des matériaux reflètent l'époque des Trente Glorieuses. En 2012, le bâtiment a été réhabilité avec des travaux importants qui ont commencé à la suite d'un désamiantage, permettant la mise aux normes en termes d'accessibilité, de sécurité et d'isolation.



Les accès : L'entrée principale de la bibliothèque est située sur la façade ouest du bâtiment afin de privilégier les accès depuis l'arrêt de bus situé sur l'avenue du Général de Gaulle. Un accès piéton via la Traverse Napoléon est possible sur cette même façade donnant sur l'entrée principale, ainsi qu'un futur accès constitué d'une passerelle avec cheminement paysager, qui sera construite dans le cadre du 1% artistique (à la suite de la réhabilitation du bâtiment).
L'accès par les véhicules légers (VL) et les piétons se fait depuis le croisement entre l'avenue du Général de Gaulle et le boulevard Antoine Maure, puis par l'impasse Ernest Boursier-Mougenot. Les piétons accèdent à l'entrée principale via une promenade sur le belvédère de la bibliothèque et un cheminement par escalier.
Les personnes à mobilité réduite (PMR) accèdent à tous les espaces de la Villa Saint-Hilaire, public comme personnel, grâce à une place de parking réservée qui est matérialisée sur la façade est et associée à une entrée PMR en pente douce ; puis, à l'intérieur du bâtiment, par un ascenseur qui dessert tous les espaces de travail.
Un espace de stationnement pour les 2 roues est aménagé et le stationnement des véhicules (VL) est rationalisé. Néanmoins, il y a très peu de places de stationnement pour le public. Une possibilité d'utilisation du parking réservé aux enseignants du groupe scolaire voisin, permet de proposer des places de parking à proximité au public (environ 20) mais seulement quand l'école est fermée (mercredi, samedi, vacances scolaires et en soirée).

Isolation thermique :
Tous les murs extérieurs ont été doublés avec une isolation type BA13 / laine de roche. Le magasin du dernier étage est doublement préservé des chocs thermiques par la mise en place d'une isolation en toiture-terrasse. Toutes les menuiseries extérieures sont métalliques et en double vitrage gaz argon.

Chauffage : Une chaudière à gaz centrale est allumée par la commune à la fin des vacances de la Toussaint (début novembre), puis éteinte à la fin des vacances de Pâques. Quatre pièces seulement sont équipées de climatisation réversible.

Ventilation et climat des magasins de conservation : Lors de la réhabilitation du bâtiment, la direction de la bibliothèque a fait le choix de ne pas équiper les magasins de conservation d'une climatisation. En effet, en plus du fait que la ville de Grasse se situe dans une zone géographique à climat tempéré, des études réalisées au cours des dix dernières années indiquent que la quasi-totalité des infestations microbiologiques qui se sont produites dans les magasins d'archives ont plutôt concerné des établissements équipés de climatisation. La conservation préventive exige un niveau de dépoussiérage des ouvrages et une filtration de l'air d'un niveau élevé. C'est pour cela que les magasins de conservation sont équipés de centrales de traitement de l'air (CTA) afin d'éviter le développement de bactéries sur les ouvrages patrimoniaux. Les moteurs situés à l'extérieur du bâtiment sont programmés pour se mettre en route la nuit en heures creuses (23h/7h), ces espaces ne sont pas chauffés. Ces méthodes de conservation préventive des collections sont en parfaite synergie avec les exigences de la protection de l'environnement. Ces techniques de contrôle climatique des magasins de conservation sont efficaces et moins coûteuses en énergie.

Isolation acoustique :
Les types de revêtements souples retenus (moquette, sols souples, sols coulés type HALTOPEX) permettent une absorption du bruit généré par les pas et le roulement des chariots de livres.
Dans la salle de consultation du 1er étage, les grands ensembles vitrés présentent l'inconvénient d'une grande réverbération acoustique, fortement pénalisante ce qui a orienté le choix des revêtements de sol et muraux. La moquette, très grand passage anti allergénique et anti statique type VORWERK, recouvre environ les 2/3 du sol, l'autre partie étant du sol coulé. La seule face de la salle étant composée de mur est recouverte par des panneaux finition bois alvéolés. Un meuble avec 12 consignes réservées au public est recouvert d'une finition bois alvéolé absorbant acoustique sur toutes ses faces, sauf les portes en verre avec serrure (consignes vigipirate).
Les murs de la salle d'exposition et de l'auditorium sont en parti recouverts d'un rideau PVC occultant et épais pouvant absorber une partie du son.

Cependant, le bruit généré dans le hall d'accueil au RDC du bâtiment monte dans la salle de consultation et peut déranger le public, il conviendrait de repenser la circulation du son entre ces deux niveaux.

Accès aux collections patrimoniales :
La majorité des collections patrimoniales est consultable sur place dans la salle de lecture.
Depuis plusieurs années, un travail de signalement des collections patrimoniales dans les catalogues nationaux est mené, permettant de donner une meilleure visibilité de celles-ci.
De plus, ces collections ont été numérisées en partie. En effet, depuis plus de 10 ans, des campagnes de numérisation des collections (manuscrits, photographies, brochures, journaux…) sont réalisées et financées (avec subventions) afin de prévenir la dégradation des documents originaux et de permettre leur accès de manière dématérialisée. Ainsi, ces dernières peuvent être consultables à distance sur le portail du service des Bibliothèque & Médiathèques de Grasse, sans inscription préalable.
Il est possible de faire des demandes de reproduction des documents patrimoniaux. Ce service payant, permet, grâce à la photographie ou la numérisation par scanner, l'envoi de fichiers numériques.
La bibliothèque patrimoniale fait également partie du réseau de prêt entre bibliothèques (PEB) au niveau municipal comme universitaire.
Conservation partagée : La bibliothèque de Grasse fait partie du réseau de conservation partagée des collections de la Région Sud. Elle prend en charge la conservation du journal Le Monde et de revues de poésie dédiées à la jeunesse.

Aménagement extérieur :
Au moment de la réhabilitation du bâtiment en 2012, la Villa Saint-Hilaire a bénéficié d'une requalification générale de son aménagement extérieur en lien avec la révision globale des accès.
Ainsi la nouvelle entrée au public sur la façade ouest, est entourée d'espaces naturels valorisés en 2017 lors de l'implantation d'une statue en bronze à l'effigie de l'auteur Russe Ivan Bounine. Un belvédère avec platelage en bois a été construit sous la façade sud permettant un accès sécurisé avec vue sur la ville en contrebas et une perspective sur la campagne grassoise.
Ces espaces aménagés avec du mobilier de jardin (réalisés en palette par le personnel du service), sont des lieux de circulation mais offrent également des possibilités de manifestations extérieures avec le grand public et le public scolaire en lien avec la thématique Maison, Jardin & Paysage.
Le jardin est arboré de plantes méditerranéennes (oliviers, lauriers…) et peu consommatrices en eau, avec l'installation d'un arrosage goutte à goutte programmé. Ce jardin continue d'être agrémenté comme lors de la manifestation ExpoRose 2019 avec la plantation du Rosier du Petit Prince.

Fonctionnement à faible empreinte écologique :
- Gestion des fluides
- Mise en place d'un tri sélectif dans les parties de la bibliothèque accessibles au public, en acquérant des poubelles spécifiques fabriquées localement avec des matériaux de recyclage (2ème semestre 2020).
- Il faudrait systématiser les poubelles de tri réservées au papier dans les parties administratives, cela étant fait de manière individuelle. Cependant, une poubelle destinée aux emballages a été mise en place par le personnel dans la salle commune.

Le Centre de ressources Maison, Jardin & Paysage
Au moment de sa réouverture en 2015, pour donner suite aux travaux de réhabilitation, la bibliothèque municipale de Grasse a été requalifiée en Centre de ressources proposant une collection thématique Maison, Jardin & Paysage. Cette collection est composée de documents de lecture publique ainsi que de ceux issus des fonds anciens de la bibliothèque.

L'offre culturelle et documentaire que propose la Villa Saint-Hilaire, est axée sur le rapport individuel entre l'homme et la nature et conjugue le patrimoine et la lecture publique. Organisée autour des pôles Paysage et Territoire – Jardin – Maison – Art de vivre, elle s'adresse autant au jeune public, qu'aux adultes et aux



universitaires. Elle possède également une mention "Pôle documentaire d'excellence" dans le domaine de la parfumerie.
Les collections documentaires sont axées sur l'écologie et l'environnement, toutes les thématiques sont abordées par différentes entrées comme de la littérature, des essais, des plaidoyers, des documentaires scientifiques sur l'agriculture, l'architecture, l'aménagement urbain et du territoire, les matériaux de construction, l'entretien de la maison, les cosmétiques et la médecine naturelle, les activités de créations avec des matériaux recyclés, le jardin (d'ornement ou potager), etc.

La grainothèque : Il s'agit pour des particuliers de s'échanger des graines et des semences afin de les planter chez soi. Le public peut "emprunter" gratuitement des graines (issues de culture sans engrais chimiques et non hybrides 1) en tous genres : légumes, plantes aromatiques ou ornementales. Il peut ainsi en déposer et en choisir parmi une collection collective. Les usagers de la bibliothèque sont invités à venir piocher dans ces boîtes des graines, correspondant à des variétés traditionnelles ou paysannes, pour les cultiver dans leur jardin ou sur leur balcon.
Des partenariats avec des jardins remarquables du Pays de Grasse, permettent de proposer des graines issues de leurs plantes et de faire découvrir au grand public ces lieux renommés. Ces derniers sont répertoriés dans une brochure intitulée "Passion Jardin" éditée par l'Office du Tourisme de Grasse où la Villa Saint-Hilaire est présentée comme centre de ressources spécialisé dans l'art des jardins, et pour sa grainothèque.
Le public a également la possibilité de se documenter sur la manière de produire ces graines pour alimenter la grainothèque à leur tour. Cette grainothèque doit être encouragée et développée, notamment par le biais de l'action culturelle (exemple : lors du Festival des Jardins 2021, des actions pour valoriser la grainothèque ont été inscrites ce qui permettra une communication sur le Département).



D. Axe social : des lieux de vie et de rencontre pour tous

La Médiathèque Charles NÈGRE dynamisera le centre ancien de la ville tout en s'inscrivant en complémentarité avec la Villa Saint-Hilaire. Elle proposera des collections de lecture publique aisément accessibles à tous mais placera surtout au centre de ses préoccupations la médiation des publics.
Par leurs implantations et leurs enjeux, la Villa Saint-Hilaire et la Médiathèque Charles NÈGRE sont destinées à un public éclectique composé des personnes habitant Grasse ou dans les villages alentours, parfois issues d'un milieu assez paupérisé et de diverses cultures, mais aussi de touristes. Tous les âges pourront être pris en compte. Un ensemble d'actions spécifiques sera entrepris pour satisfaire au mieux les attentes différentes en matière de culture, de divertissement et de formation.

Lutter contre l'isolement et favoriser le lien social

Près de 34,94% de la population active travaille en dehors de Grasse. Il est donc possible que ces personnes se sentent déconnectées de la vie locale, voire même souffrent de solitude du fait de leur absence de vie sociale sur place. A ceux-ci s'ajoutent les publics traditionnellement considérés comme isolés (personnes âgées, à mobilité réduite, sans emploi, au foyer, familles monoparentales), soit potentiellement 20% de la population.

Les modes de vie moderne (déplacements fréquents et plus longs en distance, mode de communication à distance, télétravail…) ont tendance à distendre le lien social. Or le lien social construit et entretient la conscience d'une appartenance (« Je suis de Grasse ») et le bon exercice de la citoyenneté.

D'où la nécessité de faire du réseau des Bibliothèque & Médiathèques des lieux de vie et un acteur du développement du lien social au cœur de la commune.

Les locaux ont été aménagés pour faciliter une plus grande convivialité, pour encourager les rencontres et échanges entre les usagers. La Villa Saint-Hilaire et la Médiathèque Charles NÈGRE favorisent les animations participatives en partenariat avec des acteurs locaux (institutions, associations, commerçants) et en collaboration avec les habitants de la commune.

Favoriser l'usage de la médiathèque par tous

Le concept des médiathèques et des bibliothèques contient un paradoxe : c'est un lieu collectif où s'exercent des pratiques souvent individuelles. Autrement dit, c'est un lieu à la fois pour tous et pour chacun.
Plus que tout autre établissement culturel ou éducatif, la mise en valeur des cultures de chacun, des différentes communautés et groupes sociaux est possible en étant un espace de vie où se tisse le lien social, où s'exerce la participation citoyenne.

S'adresser à Tous est un des éléments essentiels de la charte de l'UNESCO. Celle-ci insiste sur le fait que les missions de la lecture publique d'éducation, d'information, de culture et de loisir doivent être adressées à tous les publics sans exception. La commune de Grasse a la particularité d'abriter différentes communautés culturelles et groupes sociaux et pourra ainsi complètement honorer les directives de l'UNESCO.
La spécificité de Grasse implique un centre-ville ancien paupérisé et abritant différentes communautés qu'il faut tenter dans l'idéal de mêler à une population plus aisée qui vit dans les hameaux. Cependant, il faut veiller à ce qu'un public n'en chasse pas un autre. Un accueil personnalisé pour chacun est primordial.
Les sites doivent s'adapter et apporter de la cohésion sociale au territoire.
Il est nécessaire de développer des activités qui rassemblent pour créer de la mixité sociale et culturelle tout en valorisant en même temps la culture de chaque communauté.
Il s'agit ainsi de favoriser la rencontre par tous les moyens possibles.



- **Une attention particulière pour la jeunesse : du nourrisson au jeune parent**

La population de Grasse est largement composée de jeunes couples avec enfants (43% de l'ensemble des ménages[7]). La Médiathèque Charles NÈGRE a pris en compte ce public jeune en proposant des espaces, des collections et des animations à destination des tout-petits (espace spécifique pour les 0-6 ans), des enfants, des adolescents, des étudiants, des jeunes adultes et des parents dans un cadre familial ou collectif.
À partir de l'âge de 8 ans, les enfants peuvent se rendre seuls à l'espace des jeux vidéo. Cet endroit où pourront se côtoyer des usagers de tous âges (enfants, pré-adolescents, adolescents, jeunes adultes, adultes) sera le reflet des attentes du jeune public en général : avoir la possibilité de se divertir dans un espace dédié, afin de pouvoir rester entre soi, et ainsi revendiquer une plus grande reconnaissance.
Dans ce sens, la médiathèque répondra à la demande des jeunes usagers : plus d'offres dans le domaine des loisirs, des espaces diversifiés pour pouvoir échanger, diversité des collections (livres pour leur âge, musique, DVD, jeux vidéo), accès facilité aux ordinateurs, animations en lien avec la vie du quartier.
Quant aux collégiens, lycéens et étudiants, ils pourront travailler en groupe ou isolément, dans les espaces de travail prévus à cet effet. Ils auront la possibilité de s'auto-former ou de développer leur apprentissage des langues vivantes.
Les jeunes en recherche d'emploi seront en mesure d'accéder à un fonds de documents spécifique, tout comme ceux qui préparent un examen ou un concours.
La médiathèque sera à la fois un lieu d'étude, de détente, d'échange et de contribution à l'insertion sociale.
Favoriser la cohésion sociale et devenir un lieu de vie où chaque jeune, quel que soit son âge, peut se réaliser, est parmi les objectifs du réseau des Bibliothèque & Médiathèques de Grasse. La Médiathèque Charles NÈGRE est conçue pour répondre aux besoins et aux attentes de la population, et pour contribuer à impliquer ce jeune public dans ses projets et ses activités.

- **Favoriser l'apprentissage et la formation tout au long de la vie**

Pour ce faire, le service Bibliothèque & Médiathèques favorisera les apprentissages « pair à pair » par le biais des actions culturelles qui seront proposées mais également par toutes les actions de promotion des fonds qui seront proposées sur tous les sites.
6 box d'autoformation avec postes informatiques fixes permettront de privilégier, dans un espace un peu à part, l'apprentissage tout au long de la vie, à la Médiathèque Charles NÈGRE.
Une sélection de sites et/ou de logiciels y sera mise en avant sur le site internet du service pour l'apprentissage des langues, de la bureautique, la révision du code de la route, etc.
Une salle de formation pourra être réservée à la Médiathèque Charles NÈGRE pour des cours individuels (soutien scolaire par exemple).
Un atelier accessible de manière autonome (sur réservation et/ou location) à la Médiathèque Charles NÈGRE permettra aux petits groupes de se réunir autour d'un sujet commun.
Une salle de lecture à la Médiathèque Charles NÈGRE et une autre à la Villa Saint-Hilaire complètent ces espaces dédiés à l'apprentissage.

La médiathèque contribuera au succès de l'enseignement et à l'égalité des chances par de nombreuses actions parmi lesquelles le développement d'un fonds spécifique (Annabac, brevet…) et le développement de l'action Cap'O'Bac initiée à la Villa Saint-Hilaire mais qui s'étendra à la Médiathèque Charles NÈGRE. De plus, les actions EAC (éducatives, artistiques et culturelles) seront développées pour permettre aux classes de répondre aux objectifs qui leur ont été fixés par l'Education Nationale.

[7] Sources : Insee, RP2007, RP2012 et RP2017, exploitations complémentaires, géographie au 01/01/2020.



E. Axe économique : identité et dynamisme local

Développer la visibilité de Grasse

Pourtant Capitale des Parfums, Grasse a besoin de renforcer sa visibilité médiatique et de mieux communiquer sur son identité à l'extérieur mais aussi pour les habitants de la commune.

Cet axe se déclinera ainsi : communication via les réseaux sociaux afin d'échanger directement avec les usagers, services aux habitants, partenariats avec les commerçants, services dédiés aux petites entreprises et aux associations de la commune, réflexion sur les besoins des personnes travaillant à l'extérieur de Grasse…

Construire une identité et une mémoire collective

13626 logements ont été construits entre 1969 et 2019[8]. Cela constitue une extension importante de la ville, notamment par des quartiers d'habitation nouveaux construits à la périphérie et relativement éloignés du centre-ville pour certains.

La municipalité ambitionne de continuer à redynamiser le Centre-Ville et notamment, après la construction de la Médiathèque Charles NÈGRE, par la mise en route du projet Martelly. Pour rappel, les travaux de la Médiathèque Charles NÈGRE ont été longs et chaotiques (fouilles archéologiques ayant retardé le début du chantier, effondrements de deux bâtiments ayant stoppé le chantier). Il faudra qu'elle arrive à attirer son public dans un quartier qui sera encore en travaux pour plusieurs années. Mais elle montrera également que tous les travaux entrepris aboutissent, comme pour elle, à un renouvellement positif.

Un soutien à l'économie locale

Le service Bibliothèque & Médiathèques mettra en œuvre des services et actions afin de favoriser le développement de Grasse et pour renforcer son rayonnement économique.

La Médiathèque Charles NÈGRE propose un espace de co-working afin que les personnes désireuses de créer une entreprise puissent se retrouver entre pairs, avec du matériel adapté (ordinateurs portables, tables modulables, etc.) et technologiquement avancé (tableau interactif qui permet de récupérer les informations inscrites directement sur smartphone ou via la messagerie).
Elle encourage également le télétravail et les réunions dans ses locaux par des salles qui peuvent être louées à cet effet. Un fonds documentaire concernant la création et la gestion d'entreprise et d'associations complète utilement ces services. Ce fonds accueille également une documentation sur l'orientation, les métiers et la recherche d'emploi.

Des ateliers "à la demande" peuvent avoir lieu en lien avec des partenaires (Pôle Emploi, CAPG et sa pépinière d'entreprises, etc.) : création de CV, entraînement à l'entretien d'embauche et/ou de concours, entraînement à parler à l'oral, gestion du stress, job-dating...

[8] Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2007 au RP2017 exploitations principales.



PROGRAMME D'ACTIONS

Afin de réaliser les objectifs politiques choisis, le service Bibliothèque & Médiathèques propose un programme d'actions possibles à mettre en place à court ou moyen terme. Ces actions pourront être réévaluées ou modifiées en fonction de l'évolution du fonctionnement du service Bibliothèque & Médiathèques et de l'appropriation du public.

Chaque action est présentée en détaillant les actions et les moyens humains & financiers envisagés.



Action 1 : Intégration des Bibliothèque & Médiathèques dans le territoire

L'architecture des deux bâtiments principaux assure leur identité et leur lisibilité ainsi que de chacune de leurs composantes, en cohésion avec des espaces extérieurs de qualité. Ils concilient les critères de convivialité et d'autonomie nécessaires au fonctionnement de chaque entité et également prennent en compte leur adaptation à de futurs usages, notamment en ce qui concerne les larges espaces ouverts et accessibles aux publics.

A. L'Aménagement

1.1 L'implantation des bâtiments et le stationnement

La Médiathèque Charles NÈGRE est implantée en centre historique, donc en cœur de ville. Cette position centrale favorisera les échanges avec le tissu associatif grassois et les autres structures culturelles que sont les musées, le cinéma, le Théâtre de Grasse, le service Ville d'art et d'histoire... De nombreux établissements scolaires pourront bénéficier de la proximité de la médiathèque (école Gambetta, Fénelon, Carnot, etc.). Les bus de ville desservent très bien le centre ancien, avec notamment un arrêt boulevard du jeu de Ballon. Cet arrêt de bus est situé à proximité immédiate des places menant à la médiathèque.
De nombreux parkings sont proposés à proximité de la médiathèque (moins de 5 minutes à pied) dont 2 en régie municipale qui pratiquent des tarifs très attractifs le samedi. Le parking La Roque, 480 places dont 2 PMR, est gratuit le samedi. Le parking Notre Dame des fleurs, 565 places dont 4 PMR, offre 30 minutes gratuites et garantit un maximum de 3€ le samedi quelle que soit la durée du stationnement. D'autres parkings sont également disponibles à proximité de la Médiathèque : le parking du Cours Honoré Cresp (375 places dont 8 PMR), le parking de la Foux (204 places dont 3 PMR), le parking de l'Hôtel de ville (86 places, dont 2 places PMR). Enfin, en contrebas de la Médiathèque se trouve le parking Roure (609 places).
Il serait favorable à la venue du public d'obtenir trois heures de stationnement gratuites afin de permettre aux lecteurs de venir emprunter et rendre des documents très facilement et sans contrainte de coût. Ce temps permettra aux lecteurs d'assister aux actions de leur choix qui durent en général deux heures.

La Villa Saint-Hilaire dispose d'un parking (celui des enseignants de l'école St Exupéry) accessible d'une vingtaine de places les mercredis et samedis ainsi que pendant les vacances scolaires. La difficulté de se stationner est donc maintenant réduite aux mardis et vendredis après-midi.
Disposer d'un parking exclusivement réservé à la Villa Saint-Hilaire serait l'idéal.

La Médiathèque de Saint-Jacques bénéficie d'un emplacement stratégique car situé à moins de 5 minutes à pied de l'école maternelle et de l'école élémentaire du quartier, ce qui permet aux enseignants de venir avec leur classe sur un temps réduit et dans de bonnes conditions de sécurité. La médiathèque offre quant à elle un parking gratuit devant l'établissement durant les horaires d'ouverture. La place Frédéric Mistral, à 3 minutes à pieds, propose un stationnement gratuit, libre en partie et en zone bleue pour l'autre partie.
Des difficultés dans la gestion de l'ouverture et de la fermeture du portail nécessitent d'installer un portail automatique (coût à chiffrer) ou de trouver une personne pour gérer les ouvertures et fermetures (car des voitures « tampons » peuvent s'y installer).

La Médiathèque du Plan bénéficie d'un parking public et de quelques places de stationnement au niveau de la route.



1.2 Les observations techniques des bâtiments

Pour la Médiathèque Charles NÈGRE :
Une isolation phonique performante est nécessaire pour les espaces suivants : Salle de visionnage exposition, de visionnage Loisirs et savoirs, l'Auditorium, la salle Heure du conte. Il conviendra d'en vérifier l'efficacité.

Pour la Villa Saint-Hilaire :
Malgré l'ajout d'un panneau acoustique dans l'auditorium, il est très désagréable pour les conférenciers de donner une conférence dans cette salle dont la réverbération acoustique est gênante. Il est envisagé de faire installer des plafonds acoustiques plus performants.
Il y a un problème d'isolation acoustique entre les deux niveaux accessibles au public, il conviendra de trouver une solution pour les isoler.
Concernant la difficulté de se garer aux abords de ce bâtiment, une offre de stationnement dédiée aux vélos avec râtelier peut être envisagée.
La Villa Saint-Hilaire souffre d'une insuffisance en termes de desserte par les transports en commun. La mise en place d'une navette qui relierait le centre-ville au plateau Saint-Hilaire serait souhaitable, améliorant l'accessibilité pour les piétons et compensant le manque de place de stationnement pour les véhicules.

Pour la Médiathèque Saint-Jacques : Le plafond de la médiathèque de Saint-Jacques n'est pas isolé des cours de danse donnés à l'étage supérieur. Aussi, un traitement de ce plafond permettrait à la Médiathèque d'obtenir une tranquillité attendue dans une médiathèque (devis à réaliser). La porte d'entrée, si elle était isolée, permettrait également de couper la Médiathèque des bruits émanant du couloir (devis à réaliser).

1.3 Ouvertures indépendantes

La Médiathèque Charles NÈGRE
Il est possible d'ouvrir indépendamment certaines parties du bâtiment et parfois de manière autonome :

- Le Pixel
- Le Zoom
- Les ateliers autonomes

En revanche, pour la Villa Saint-Hilaire et la Médiathèque Saint-Jacques, l'intégralité du bâtiment doit être ouvert à chaque action particulière.

1.4 La signalétique

La signalétique interne de la Médiathèque Charles NÈGRE et de la Villa Saint-Hilaire sont claires, lisibles, modernes tout en étant indémodable.
La signalétique des Médiathèques de Saint-Jacques et du Plan est inexistante, il faudra la prévoir si des travaux sont envisagés.

De manière générale, la signalétique urbaine laisse à désirer mais dès qu'un grand plan de signalétique urbaine à l'échelle de la commune sera prévu il faudra pouvoir vérifier que les sites sont bien identifiés.

1.5 L'accessibilité aux personnes en situation de handicap

Concernant la Médiathèque Charles NÈGRE et la Villa Saint-Hilaire cet aménagement a été pensé : chemin d'accès, accueil debout-assis, boucles auditives, sanitaires, poignées de portes,…



En revanche, il manque la peinture d'une couleur différente pour la première et dernière marche de chaque pallier (environ 50 euros) dans la Villa Saint-Hilaire ainsi que la pose des plots podotactiles à chaque pallier pour un coût de 3800 euros (mais devis à réactualiser).
Concernant la Médiathèque de Saint-Jacques, une étude devrait être réalisée car il n'y a pas d'accès possible pour un fauteuil roulant par exemple (marches à l'entrée) et aucun autre système pour les autres types de handicaps.
Au niveau des collections en revanche, le choix a été fait de développer les fonds de livres audios, de documents « DYS », de créer des espaces « Apprendre autrement », des espaces « Lire » et des espaces « facile à lire ».
Le service a mis en place un partenariat avec l'association Chemin des Sens et propose sur son site internet des vidéos en langues des signes grâce à lui.
Enfin, le service candidate depuis 2020 au réseau Daisy & Co afin de pouvoir bénéficier de leur offre de documents accessibles aux malvoyants et aux aveugles.

B. Les collections

Les collections doivent se maintenir à un bon niveau afin d'arriver d'ici 5 ans à l'objectif budgétaire de 2€ par habitants (investissement et fonctionnement confondus).
Le fonds patrimonial doit conserver du budget d'acquisition et doit développer son budget de restauration d'œuvres.
Enfin, il doit être envisagé un petit budget de remplacement de mobilier usagé ou cassé (lampe, chaises,…).

C. Les activités

L'action culturelle

La répartition des actions culturelles entre les bâtiments est établie par une charte de l'action culturelle (en annexe).

En résumé, elle stipule qu'en dehors des actions communes à tous les bâtiments, la Médiathèque Charles NÈGRE propose des actions ayant pour principale thématique l'Image, et la Villa Saint-Hilaire des actions en lien avec la thématique « Maison, Jardins & Paysages ».
Les actions communes regrouperont tout ce qui n'est pas en lien avec ces deux thématiques et pourront être proposées indifféremment sur tous les sites. Dans tous les cas, les actions culturelles sont toujours en lien avec les fonds documentaires.

Les deux auditoriums (Villa Saint-Hilaire et Médiathèque Charles NÈGRE) pourront être utilisés sans thématique propre et donc indifféremment pour servir l'une ou l'autre thématique.

Les expositions

Elles offrent l'opportunité de mieux traiter les thématiques des établissements et de valoriser les collections qui y sont toujours associées. Elles s'accompagnent systématiquement de conférences, lectures, ateliers, etc.

Toutes les expositions sont conçues et réalisées par les bibliothécaires, y compris la scénographie. Depuis 2018, le service Bibliothèque & Médiathèques essaie de limiter leur nombre et de les programmer sur une plus grande durée.



Des expositions plus « légères » s'inscrivent parfois dans un itinéraire et occupent divers espaces du bâtiment. Par exemple celles qui étaient produites tous les deux mois par l'atelier VOIR étaient installées entre 2015 et 2020 dans la salle d'actualité de la Villa Saint-Hilaire.

D. Les moyens nécessaires au projet

Les moyens financiers

Investissement

Un budget d'investissement minimum doit être maintenu. Il sera utilisé pour :

- Les acquisitions d'œuvres et de documents patrimoniaux sur des sites spécialisés ou aux enchères (qui ne peuvent être acquis en fonctionnement ; budget sollicité : 10 000 euros par an)
- La restauration de documents anciens et d'œuvres patrimoniales dans un plan de financement pluriannuel sollicité de 5000 euros par an (à savoir : ces restaurations peuvent faire l'objet de mécénats).
- Le remplacement de mobilier (ponctuellement) : il s'agit de pouvoir racheter un fauteuil ou une table cassée mais également un ordinateur ou des tablettes (budget sollicité : environ 1000 euros par an ; certaines années ce budget ne serait pas utilisé).

Fonctionnement

Avec quatre équipements dont deux de grandes tailles il convient de maintenir un effort sensible sur la section fonctionnement notamment pour les acquisitions de documents (livres, CD, DVD, œuvres contemporaines de l'artothèque, fonds spécialisé divers, jeux vidéos, livres numériques….) qui doivent tous les ans avoisiner les 100 000 euros (notamment pour atteindre l'objectif des 2€ par habitant). A cela il faut rajouter environ 25 000 euros par an d'abonnements à la presse papier (environ 200 abonnements) et la presse en ligne (environ 1000 titres).

Les petites fournitures d'équipement de document et de matériel courant devront également être prises en compte pour un coût annuel d'environ 25 000 euros par an (RFID, couverture, cartes lecteurs, étiquettes de cotes etc.).

Le coût des expositions ne sera pas à négliger puisqu'avec l'objectif ambitieux fixé il devra avoisiner les 35 000 euros par an pour tout le réseau.

La part d'environ 15 000 euros de l'action culturelle doit également être maintenue à un haut niveau.



Action 2 : Sensibiliser la population aux nouvelles technologies

L'accès au numérique est devenu un enjeu majeur dans le monde des bibliothèques et des médiathèques. Promouvoir la médiation des nouvelles pratiques numériques auprès du public est devenu indispensable pour toutes les médiathèques. En effet, elles ont toujours assisté les utilisateurs dans cet apprentissage en donnant l'accès à la culture et à l'information, il est évident que ces services doivent être développés.
Avec l'ouverture de la Médiathèque Charles NÈGRE de Grasse, et en transversalité avec la Villa Saint-Hilaire, ces nouveaux services vont pouvoir être augmentés et surtout diversifiés. Toutes les nouvelles technologies et les nouveaux services numériques vont être disponibles, rendant ainsi l'accès au monde du numérique plus facile pour tous.

Les seniors, les adolescents, ainsi que les personnes âgées font partie des publics à reconquérir. Si les jeunes savent correctement communiquer avec les réseaux sociaux, il leur est difficile d'accéder à des sites administratifs et de remplir les documents qui leurs sont affiliés. En offrant aux usagers des services innovants, mais aussi de nouveaux médias comme les jeux vidéo, tout en mettant en avant des outils déjà possédés mais souvent méconnus comme les liseuses et les tablettes, l'image classique de la bibliothèque va s'estomper pour laisser place à « la médiathèque 4e lieu » qui s'inscrit pleinement dans le XXIe siècle. Il est important de s'affranchir de cette image vieillotte de la bibliothèque en la transformant en médiathèque numérique de proximité.

2.1 Les nouveaux services de lecture numérique

Des liseuses sont proposées afin d'emporter chez soi des livres numériques. Une permission d'emprunt de plus longue durée aura lieu pendant la période estivale afin d'emporter la liseuse dans les bagages des vacanciers quittant Grasse. L'acquisition de livres numériques doit rester soutenue (environ 5000 euros déjà répertoriés dans l'action 1). Pour rappel, lors du 1er confinement de mars 2020 l'académie de Nice a qualifié le fonds de livres numériques de Grasse d'exceptionnel et de très qualitatif. L'académie de Nice avait d'ailleurs, à cette période, proposé à tous les élèves d'accéder à ces ressources permettant au réseau de gagner de nouveaux lecteurs.

Des revues numériques sont disponibles via le portail. Le service « Cafeyn » propose plus de 1 000 titres de revue (la presse) disponibles en numérique (pour un coût d'environ 5000 euros par an répertorié en action 1). Elles sont accompagnées par des revues papier, aussi diversifiées que possible, afin que tout le monde puisse trouver ce qu'il souhaite (coût annuel : environ 20 000 par an, déjà répertorié en action 1).
Afin de promouvoir la collection de presse ancienne de la Villa Saint-Hilaire, des revues pourront être exposées pour montrer l'évolution d'une revue, ou comment était traitée l'information avant (exemple : Paris Match, le Tour de France depuis ses débuts...) et la comparer avec les réseaux de maintenant.

Des tablettes numériques vont permettre aux enfants de découvrir des livres animés avec leurs parents grâce à une application spécifique (« histoires animées » chez Albin Michel et « La souris qui raconte »). Armés de cette même tablette, les usagers pourront mener l'enquête avec l'inspecteur Limier en suivant une exposition-jeu numérique sur le thème du polar. Certains documents permettent de voir en 3D les héros des livres grâce à une application spécifique. Les lecteurs les empruntent parfois pour y lire des livres numériques.

2.2 Les services innovants déjà disponibles

a) La possibilité de conserver sa carte de prêt sur son smartphone (application android et IOS : Ma Bibli). Permet de ne plus oublier sa carte de lecteur.

b) Une application mobile qui permet de suivre sur son smartphone son compte lecteur (prêts, réservations…).

c) Suivre les actualités du réseau des Bibliothèque & Médiathèques et communiquer avec les bibliothécaires & médiathécaires via les réseaux sociaux (facebook) ou directement depuis le site internet.

d) Deux imprimantes 3D vont permettre aux lecteurs de découvrir des techniques novatrices. Une sera pour les adultes, la deuxième sera dédiée aux enfants : ils pourront créer des personnages ou des objets pour des jeux de plateaux ou autre.

e) Une salle sera destinée, certains jours de la semaine, au co-working et proposera aux utilisateurs des équipements nouvelle génération, comme un tableau interactif. Ce tableau permettra aux utilisateurs d'y inscrire leurs notes, seuls ou à plusieurs, puis de se les envoyer par mail ou sur smartphone. Enfin, grâce à un mot de passe, ils pourront, plusieurs semaines après retrouver leur document sur le tableau.

f) Un espace jeux vidéo dans la médiathèque Charles NEGRE (le « 42 ») permettra de faire découvrir ce média aux parents et aux enfants avec des compétitions intergénérationnelles. La mise à disposition d'un casque de réalité virtuelle offrira aussi la possibilité de visiter des expositions virtuelles, certaines issues des fonds patrimoniaux de la Villa Saint-Hilaire. Ce dernier sera aussi proposé aux personnes âgées ou aux publics éloignés ou empêchés. L'ouverture de la salle sera accompagnée de diverses animations : une console sera utilisée spécifiquement pour mettre en avant un jeu, de préférence méconnu du public, en suivant si possible un thème (événements culturels, anniversaires, fêtes, saisons....). La salle sera décorée sur le thème, et des documents seront mis en avant. Si cela est possible, les autres pôles documentaires pourront participer (musique, cinéma, mais aussi presse, vivante et morte si le thème le permet) et des ateliers seront proposés en parallèle, permettant aux joueurs de patienter en attendant qu'une place se libère.Pour permettre à tous de se défier : un jeu sera sélectionné afin d'organiser un tournoi. La volonté de cette animation est de sortir des habituels défis « FIFA » ou « Mario Kart ». Les usagers auront la possibilité de jouer seul ou en équipe. Création du double-versus : permettre au gagnant d'une compétition de défier ou d'être défié par un autre gagnant d'une autre compétition. Cet espace permettra aussi de faire découvrir l'univers du jeu vidéo, qui est vaste : en partant d'un jeu, d'un héros, ou d'une console, les bibliothécaires montreront qu'il existe d'autres supports traitant du sujet, ou alors dont il est issu.

g) Une micro-folie sera également mise en place avec un musée virtuel, un fab-lab, et un espace de réalité virtuelle (déjà décrit plus tôt dans ce PCSES).

2.3 Les moyens pour lutter contre l'illectronisme

Définition : L'illectronisme, inhabileté numérique, illettrisme numérique, ou encore illettrisme électronique, est la difficulté, voire l'incapacité, que rencontre une personne à utiliser les appareils numériques et les outils informatiques en raison d'un manque ou d'une absence totale de connaissances à propos de leur fonctionnement. Le terme illectronisme transpose le concept d'illettrisme dans le domaine de l'informatique.
Selon l'INSEE (chiffres de 2019), 17% de la population souffre d'illectronisme.

Des plateformes numériques pour l'auto-formation sont mises à disposition dans une sitothèque sur le site internet du réseau Bibliothèque & Médiathèques de Grasse.

Des ordinateurs dotés de « sites miroirs » et des bibliothécaires formés permettront d'accompagner les différents publics dans la maîtrise de l'outil informatique et des démarches sur Internet (déclaration d'impôts, CAF, Pôle emploi…).



2.4 Matériels informatiques et numériques

a) Le Wifi sera à disposition dans tous les établissements : possibilité d'utiliser son smartphone sur place et consulter Internet avec ses propres appareils. L'utilisation de l'application « Instagram » fera découvrir aux usagers la médiathèque en proposant un jeu de pistes à partir de photos prises de certains endroits qu'il faudra retrouver.

b) Un totem à l'extérieur de la Médiathèque Charles NÈGRE, ainsi qu'une hélice holographique à l'intérieur du bâtiment afficheront les horaires d'ouverture de tous les sites, ainsi que les diverses animations proposées.

c) Des fauteuils acoustiques seront mis à disposition du public dans la Médiathèque Charles NÈGRE, et feront découvrir des playlists issues des acquisitions des médiathèques en permettant une écoute personnalisée.

d) Un piano électronique sera disponible pour tous les musiciens, de celui qui s'ignore au plus grand virtuose, pour laisser libre court à sa créativité dans la Médiathèque Charles NEGRE.

e) Des bornes de sondages seront disposées un peu partout pour recueillir les avis des usagers sur les lieux, mais aussi sur les animations, les expositions et les documents disponibles afin d'améliorer toujours plus les services.

f) Des bornes interactives proposeront des visites virtuelles des expositions et des lieux, voire des objets numérisés possédés par les bibliothèques (ex : collection de pipes de la baronne de Rothschild)

2.5 Les avancées programmées

a) En cours d'étude : la communication via l'envoi de SMS notamment pour les lecteurs n'ayant pas communiqué d'adresse de messagerie.

b) D'autres abonnements :
- de vidéo à la demande,
- de musique en ligne,

Sont à l'étude mais peu de budget pourra y être consacré (environ 1000 euros par an).

c) Création d'une sitothèque suite au constat que l'autoformation en ligne ne trouve pas son public. Cette sitothèque est une ressource gratuite constitué par les bibliothécaires dans leur secteur de prédilection afin de recenser seulement les sources de qualité.

Action 3 : Sensibiliser la population à l'écologie et au développement durable

L'axe Développement Durable s'exprimera prioritairement sur la Villa Saint-Hilaire. En effet, le bâtiment est thématisé « Maison, Jardin & Paysages ». Il convient donc d'exprimer toutes les propositions d'actions sur ce bâtiment afin que la population l'identifie facilement.
Bien entendu, le service Bibliothèque & Médiathèques sera sensibilisé à cette thématique et œuvrera toujours en ayant cet objectif pour toutes ses actions.

3.1 La Villa Saint-Hilaire, un centre de ressources thématisé « Maison, Jardin & Paysages »

Il est proposé de développer davantage les actions menées au sein de la Villa Saint-Hilaire :

La grainothèque : veiller à développer les « mini-grainothèques » sur les autres sites du réseau et développer des actions culturelles en ce sens. Cette action initiée à la Villa Saint-Hilaire a su séduire d'autres communes alentours puisqu'elle est souvent citée en exemple.

Les fonds documentaires : Le fonds documentaire de la Villa Saint-Hilaire est très conséquent, tant en quantité qu'en qualité, et la bibliothèque regorge de documents historiques. Des ouvrages du XVI, XVIIIe siècle y sont conservés et consultables, des documents historiques en rapport avec la Ville de Grasse et du sud-est de la France sont disponibles à qui souhaiterait en savoir plus sur les terres grassoises. Des collections importantes y sont stockées en magasin et en lecture publique. Du fait de son passé religieux le fonds est composé de beaucoup de livres traitant de la religion tout comme des ouvrages en latin très précieux. Du fait de sa thématique « Maison, Jardin & Paysages » la Villa Saint-Hilaire regroupement beaucoup de documents liés à l'écologie et au développement durable.

Les actions culturelles : Beaucoup d'ateliers participatifs sont organisés chaque année autour de l'Agenda 21 (jardiner durable, animation de la grainothèque, biodiversité, éco-construction, consommation d'énergie, tourisme équitable, fabrication de cosmétiques bio, cuisine ou dégustation de vin bio…).

Les expositions : Elles sont quasiment toujours en lien avec la thématique du site et valorisent les collections permettant à tous de mieux découvrir et comprendre un sujet précis.

Le colloque UNESCO : Depuis 2013 et jusqu'à 2018 (année de l'obtention du classement au patrimoine immatériel de l'UNESCO) un colloque UNESCO était organisé à la Villa Saint-Hilaire une fois par an présidé par l'ancien maire de Grasse, M. LELEUX puis par le maire actuel de Grasse, M. Jérôme VIAUD. Il est nécessaire de continuer à célébrer le classement des « savoirs-faire liés au Parfum en Pays de Grasse » au patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO.
De plus, le pôle « fonds documentaire » dirigé par la directrice du service nécessite des réunions à intervalles réguliers de tous les acteurs du pôle.

3.2 Des activités de sensibilisation au sein du service Bibliothèque & Médiathèques

En partenariat avec le service Développement Durable, la Médiathèque Charles NÈGRE conduira des actions de sensibilisation au développement durable dans les services rendus aux usagers, mais aussi dans son programme culturel.

- Proposition aux usagers quelques jours dans l'année, avec une action culturelle en lien, de venir créer grâce à une imprimante 3D la pièce cassée qui leur manquerait pour un matériel initialement destiné à être jeté. Il s'agit d'avoir une utilité sociale en partageant un savoir-faire tout en s'amusant

et en travaillant avec de nouvelles technologies. L'enjeu est de lutter contre l'obsolescence programmée des objets, appareils et équipements ménagers, mais aussi de proposer une alternative à la société d'hyper-consommation. Cela participe également de la logique d'apprentissage pair à pair.

- Partenariat avec l'association CIDISol : don du service Bibliothèque & Médiathèques de documents en bon état qui sont retirés des collections pour que ladite association les envoie au Burkina Faso.

- Recyclage des autres documents obsolètes.

- Recyclage des dons sauvages.

En effet, pour tout le service Bibliothèque & Médiathèques, tous les documents désherbés sont proposés au don lorsqu'ils ne sont pas obsolètes ou trop abîmés. Les autres documents sont déposés dans les points de recyclage du papier en déchetterie.

- Au sein même du service des actions de tri des déchets sont mises en place ainsi qu'un léger compostage (à développer) et le recyclage des dosettes de café.

Action 4 : Des lieux de vie et de rencontre pour tous

Les médiathèques sont des espaces publics ouverts à tous. Malheureusement, bien souvent, la fréquentation reste peu élevée, sans doute du fait :

- de la méconnaissance des services offerts,
- de l'image de la bibliothèque qui, souvent assimilée au milieu scolaire, est généralement perçue comme un espace contraignant et intimidant ("le temple du savoir"),
- d'une offre parfois médiocre : absence de convivialité des espaces, horaires d'ouverture restreints, offres documentaire et culturelle inadaptées.

Conscient de ces obstacles, le service Bibliothèque & Médiathèques de Grasse souhaite faire de ses sites des lieux de vie et de rencontre pour tous, très ouverts et générateurs de lien social.

Il souhaite aussi encourager son usage par tous au quotidien : il veillera donc à créer des opportunités afin que les habitants viennent sur les différents sites. La motivation du déplacement ne sera pas nécessairement l'offre culturelle, mais peut-être des services périphériques (comme l'emprunt d'une platine disque) qui créeront l'opportunité de profiter de l'offre culturelle du fait d'être déjà sur place.

4.1 Lutter contre l'isolement et favoriser le lien social

Pour favoriser l'entrée dans les bâtiments, le premier sentiment est celui de la première « impression ». L'accueil personnalisé (et donc différent selon les personnes) a été également soulevé lors d'ateliers thématiques en 2019 qui ont eu lieu pour préparer l'ouverture de la Médiathèque Charles NÈGRE.

Grâce à l'installation d'automates de prêts et de retours à l'accueil de la Médiathèque Charles NÈGRE et d'automate de prêt à la Villa Saint-Hilaire, le/la bibliothécaire en charge de la permanence est dégagé(e) des actions de prêt/retour. Il peut donc se consacrer pleinement à ses missions d'accueil, d'orientation et de médiation en prenant le temps d'accueillir et de renseigner les usagers, en leur expliquant le fonctionnement et les services offerts et en les guidant à travers les différents espaces. Des formations permettant aux agents d'identifier rapidement les usagers qui souhaitent être accompagnés dès leur arrivée de ceux qui souhaitent découvrir par eux-mêmes devront être suivies.

De plus, afin d'être réellement disponible pour des demandes plus pointues qui nécessiteraient une réponse approfondie, l'équipe de la médiathèque mettra en place le service "Réservez un e- bibliothécaire", à raison de 2h par semaine (soit 4 créneaux d'une demi-heure). Tous les usagers auront ainsi l'opportunité de demander un rendez-vous individuel avec un/une bibliothécaire afin de les aider à faire des recherches documentaires (notamment utile pour les enseignants…), à utiliser les ressources de la bibliothèque ou de la médiathèque (fonds documentaire, pôle documentaire d'excellence, Internet, portail, etc,…).

4.2 Favoriser l'usage des sites par tous

Les publics qui pourraient éprouver des difficultés particulières

Les PMR (personnes à Mobilité Réduite)
L'accessibilité physique des services de la médiathèque passe par un bâtiment et des accès conformes à la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.



On considère que 18%[9] de la population en France sont confrontés à un handicap, ce qui pour une ville de la taille de Grasse représente un nombre élevé de lecteurs potentiels.
Pour faciliter l'accès à la culture pour Tous, les sites doivent engager des actions pour rendre les services et les équipements utilisables et profitables tels que des mobiliers adaptés pour handicapés moteur, les femmes enceintes, le transport d'enfants en poussette, les personnes âgées et autres (rampes d'accès, stationnement, sanitaires, escaliers).
La Médiathèque de Saint-Jacques doit être repensée et des travaux doivent être réalisés afin de rendre le lieu accessible aux handicapés.
La Villa Saint-Hilaire, malgré sa réhabilitation, nécessite encore quelques ajustements pour être parfaitement accessible : peinture sur la première et dernière contremarche des escaliers d'une autre couleur.
La Médiathèque Charles NÈGRE : sur le papier tout a été réfléchi mais, un agent de la bibliothèque, étant lui-même en situation de handicap, pourra, dès la livraison du bâtiment, en faire la visite et alerter la hiérarchie si des éléments nécessaires ont été oubliés.
La boucle magnétique n'a jamais fonctionné sur la Villa Saint-Hilaire et doit être mise en place à la Médiathèque. Il faut que ce service fonctionne sur les deux bâtiments.

Pour les personnes sourdes ou malentendantes : il sera possible d'utiliser la Langue des Signes Française (LSF), et pour cela former du personnel au Langage des Signes. Ce public pourra visionner des vidéos sous-titrées, assister à des conférences adaptées et à des ateliers les concernant. Un fort partenariat avec l'association Chemin des Sens a débuté en 2019 et demande à être développé sur la médiathèque. Il faudrait pouvoir former un agent à la LSF et proposer des actions culturelles en lien avec ce handicap.

Pour les malvoyants et les non-voyants : un espace leur est dédié à la Médiathèque Charles NÈGRE, mais n'est pas complet sur les autres sites. Il faut que chaque site propose des écrans d'ordinateurs avec loupe intégrée, ouvrages en gros caractères, ouvrages en BRAILLE, polices de caractères modulables sur écran (ou liseuses), lecteurs DAISY.
D'autre part, un agent pourra être formé pour des ateliers de lecture à haute voix, de l'écoute musicale, des ateliers sensoriels ainsi que des cafés littéraires.
Des revues adaptées pourront être proposées avec lecture dans un mobilier confortable…
Le service candidate chaque année à un appel à projet concernant la médiathèque de Valentin Hauy qui permet d'accéder à 40 000 documents (depuis 2020) de manière gratuite. Cette labellisation permettra aux bibliothèques d'accéder à des formations gratuites et de qualité dans ce domaine bien particulier.

Les handicapés mentaux et psychiques : ils devront être accompagnés de leurs animateurs spécialisés, et reçus avec le plus grand soin. La plus grande attention sera apportée aux choix de collections à leur offrir.
Des activités variées pourront être proposées : écoute de musique, recherche sur Internet, jeux vidéo, lectures d'illustrations, marionnettes, animations thématiques, jeux de société qui leur permettront de s'intégrer à la vie sociale.

Pour les DYS (dyslexie, dysphasie, dyspraxie, …) : des animateurs spécialisés pourront les accompagner dans un espace dédié de la médiathèque dans un premier temps pour des ateliers, des lectures et des animations. Un fonds spécialisé devra être développé notamment grâce aux espaces « facile à lire » (labellisé par la DRAC et sollicité pour le service Bibliothèque & Médiathèques en 2021) et « facile à lire et à comprendre ».

Les services à distance pour d'autres types de publics avec difficultés :
Les services en ligne sont disponibles pour d'autres publics empêchés temporairement ou sur une longue période (travailleurs de nuit, personnes éloignées pour des raisons sociales, médicales, géographiques, météorologiques…), disponibles 24h/24 :

[9] http://ifrhandicap.ined.fr/hid/hid_ftp/presentation/CDSHID



- Livres numériques
- Revues en ligne
- Autoformation en ligne
- Sitothèque
- Inscription dématérialisée

D'autres pistes sont également à l'étude :

- Musique en ligne
- Documentaires vidéos en ligne
- Boites de prêts/retours de documents dans d'autres lieux (exemple : Mairies annexes).

Les publics empêchés

Le service Bibliothèque & Médiathèques met à disposition une personne pour rencontrer tous les publics dits « empêchés » et « éloignés » mais également pour les personnes âgées, les seniors, le public isolé temporairement ou définitivement (personnes atteintes de maladies invalidantes, blessés et autres…).

Les EHPAD de Grasse et alentour

Plusieurs Ehpad de Grasse bénéficient actuellement de services réguliers de la part du service Bibliothèque & Médiathèques mais pas assez développés et ne touchant que quelques structures. Il est important que ce service prenne de l'ampleur en nombre d'établissements touchés (objectif : 100%) et en nombre de visites par mois (l'idéal serait une visite tous les 15 jours dans chaque établissement). Cet agent pourra proposer indifféremment et en lien avec les structures : des lectures à haute voix, des actions culturelles, des actions de découvertes, des échanges intergénérationnels…

CCAS : Pendant de nombreuses années, le service Bibliothèque & Médiathèques organisaient ensemble le portage de documents en même temps que le portage de repas aux personnes bénéficiaires de ce service proposé par le CCAS. Cette action a du s'arrêter suite au départ d'un agent au CCAS mais il est envisagé de renouveler ce partenariat et cette action.

L'hôpital de Grasse

Faire vivre la lecture à l'hôpital peut considérablement améliorer le séjour des malades et du personnel soignant. La participation des réseaux de lecture publique est incontournable dans une structure hospitalière. Le partenariat avec l'hôpital doit se faire avec un bon interlocuteur hospitalier pour travailler dans une collaboration stimulante.
Actuellement, l'hôpital dispose d'une "armoire à livres" dans laquelle des livres sont déposés et échangés. Un partenariat avec le service Bibliothèque & Médiathèques est indispensable (et non réalisé à ce jour). Il pourrait déboucher sur l'ouverture d'une bibliothèque au sein de l'hôpital, à destination à la fois des patients et du personnel.
L'agent en charge des publics empêchés pourrait organiser une programmation d'animations autour du livre, en collaboration avec des éducateurs des différents services (pédiatrie, etc) : lecture à haute voix, ateliers graphiques, prêts de liseuses, en plus de documents.
Depuis 2021, un partenariat s'est noué avec le service psychiatrie de l'hôpital de Grasse.

La Maison d'arrêt de Grasse et la Médiathèque Charles NÈGRE

"La lecture pour s'évader de la maison d'arrêt".
Le partenariat avec la maison d'arrêt est mis en place depuis 1992.
La première opération Culture/Justice a été mise en place en 1996 par Jack Lang.
Les bibliothèques de Grasse se sont engagées dans une politique active de la lecture en milieu carcéral que ce soit pour les mineurs ou pour les majeurs. Ces actions sont à maintenir à un haut niveau.



Le service Bibliothèque & Médiathèques aura aussi bien sûr pour mission d'assurer un dépôt régulièrement renouvelé de documents (dons ou achats en fonction des budgets des établissements partenaires).
La personne en charge des publics empêchés sera chargée du suivi technique, de l'acquisition et de la formation d'un détenu pour la bibliothèque de la maison d'arrêt, ceci aussi bien pour des détenus majeurs que mineurs.
Les animations peuvent être proposées aux lecteurs détenus : des rencontres avec des écrivains, auteurs, comédiens, musiciens, des expositions d'ateliers artistiques des détenus (elles sont financées par les structures carcérales). Tout ceci pour permettre la rencontre des citoyens "du dehors" et "du dedans".
L'ouverture de la culture dans un lieu de contraintes permet aux détenus de garder un lien avec l'extérieur, tout en les incitant à venir emprunter dès leur arrivée à la bibliothèque carcérale, et pouvoir la réaménager pour un usage plus large de façon à y mener d'autres activités culturelles.
C'est un lieu à part dans la maison d'arrêt, véritable terrain d'exercice pour l'ouverture d'esprit et le respect du lieu.

Dans tous ces cas :
À cela peuvent s'ajouter des actions de médiation. Elles auront un objectif double : apporter de la culture aux malades mais aussi mettre en valeur les collections. Des artistes (poètes, musiciens, conteurs) pourront intervenir au sein des différentes structures après avoir proposé leur intervention dans un des sites du réseau.

4.3 Des opportunités pour venir régulièrement

La désacralisation du lieu « bibliothèque » (bien souvent vu comme un « temple du savoir ») permet de faire de la médiathèque un lieu de vie, augmentant ainsi sa fréquentation en nombre d'usagers, mais aussi en nombre de visites par usager.

Afin d'encourager l'usage de la médiathèque par tous, y compris à ceux empêchés parfois du fait de la langue, il sera important de créer des opportunités pour les usagers de venir sur les sites, mais pas nécessairement des services traditionnels de la médiathèque.

Ce sera le cas en proposant des services ou des actions peu répandus au sein des bibliothèque & médiathèques :

Exemples non exhaustifs :
- Un tournoi de slam en différentes langues
- Des cours de FLE (Français Langues Etrangères) avec des classes multiculturelles : un intervenant extérieur pourrait donner ces cours de FLE (en partenariat avec l'association HARPEGES)
- Atelier d'échanges de recettes du monde entier avec dégustation de spécialités.
- Café de langues : à chaque date une langue différente.
- L'Heure du conte en bilingue.
- Des soirées poésie & musique sur un pays ou un continent : Afrique, Maghreb, Amérique du Sud, Europe du Nord, etc.

Pour mener toutes ces médiations, il est important de nouer des partenariats avec les acteurs locaux. Par exemple : l'association hispanophone de Grasse ou l'association écossaise, Harpèges, etc. Chacune de ces actions permettrait dans le même temps d'établir des sélections de documents et de les mettre en valeur sous différents angles.

4.4 Une attention particulière pour les services jeunesse : du nourrisson au jeune parent

Il est reconnu que le contact avec la lecture dès le plus jeune âge favorise la réussite scolaire et professionnelle. Des actions et services seront donc mis en place pour fidéliser les jeunes publics et faciliter les usages

familiaux.
Un ensemble d'actions spécifiques sera entrepris pour satisfaire au mieux les attentes de cette frange de la population, en matière de culture, de divertissement et d'éducation.
De nombreuses familles avec enfants viennent s'installer à Grasse. Il y a beaucoup de collégiens, lycéens, en revanche peu d'étudiants (mais il devrait y en avoir bien davantage dans les années à venir avec le développement de Grasse Campus).
Dans ce contexte, et pour développer le goût de la lecture dès la plus petite enfance, un certain nombre d'actions sera mis en place, au travers de lieux bien définis dans l'établissement : salle d'heure du conte, auditorium, coin lecture pour les tous petits, voire expérience de « bébés lecteurs ».
Tous les sites répondront à la demande des jeunes usagers : davantage d'offre dans le domaine des loisirs, des espaces diversifiés pour pouvoir échanger, diversité des collections (livres pour chaque âge, musique, DVD, jeux vidéo), accès facilité aux ordinateurs, animations en lien avec la vie du quartier. Là encore, afin de favoriser la cohésion sociale au sein de la commune.

Actions en direction de la petite enfance (0-6 ans)



Espace de la Petite Enfance à la médiathèque Charles NEGRE

<u>Développement des collections</u>
Afin de mieux satisfaire ce public, la notion de collection pourra être étendue aux :

- livres à toucher
- instruments de musique pour l'éveil musical (maracas, triangle, xylophone…)
- jeux éducatifs en bois pour le développement de la motricité et de l'imaginaire
- La Médiathèque développera un « Fonds Parentalité », qui regroupera livres, DVD et magasines traitant de tous les sujets liés au thème de l'enfance et de la famille : puériculture, modes de garde, sociologie et psychologie des enfants et des adolescents, éducation.

Idéalement situé dans l'espace Petite Enfance très fréquenté par les parents, ce fonds s'adressera à tous les

parents, grands-parents et professionnels de la Petite Enfance désireux de trouver des pistes de réflexion et des réponses pratiques autour de la parentalité.

Des activités en lien avec les partenaires en charge de la Petite Enfance
Des facilités seront proposées aux collectivités, comme par exemple le prêt de « malles bébé » et de tapis de lecture aux crèches.

Un espace ludique pour les 4-6 ans sera installé. Il permettra aux enfants d'allier ludique et motricité fine grâce à des applications dédiées.



Actions en direction de l'enfance (7-11 ans)

Un espace dédié aux accueils de classe et à l'heure du conte est aménagé dans la Médiathèque Charles NÈGRE. Il peut être utilisé pour d'autres activités car il dispose de tout le matériel nécessaire pour des activités variées : grand écran, sonorisation et mise en lumière (géré depuis une tablette), espace gradiné avec coussins, casiers sans porte pour que les enfants déposent manteaux et cartables/sacs.

Des collections à tous les étages : Le but est de maintenir le fonds jeunesse à 40% des collections de lecture publique du réseau. Cependant, le public jeunesse emprunte facilement des documentaires adultes, voire même aussi quelques fictions à sa portée.
Le ratio entre la fiction et les documentaires présente une proportion idéale, qui devra cependant être conservée grâce aux acquisitions.
Des mesures plus fines seront réalisées sur les statistiques d'emprunt de cette tranche d'âge afin de continuer à équilibrer au mieux les collections à destination des 7-11 ans.

Par ailleurs, la Médiathèque Charles NÈGRE développera un fonds de jeux de sociétés, dont une partie pourra être fabriquée par les enfants lors d'ateliers et mis ensuite à la disposition de tous les usagers.

Education Artistique et Culturelle
Aujourd'hui, en Pays de Grasse plus d'une centaine d'acteurs œuvrent au quotidien au développement des pratiques culturelles à destination du plus grand nombre : des artistes, des médiateurs, des enseignants, des associations, des équipements culturels de proximité (Bibliothèques et Médiathèques, Musées, Théâtre…) répartis sur le territoire.
Depuis de nombreuses années, des actions et projets d'Education Artistique et Culturelle sont développés par les communes pionnières de Grasse et Mouans-Sartoux, mais aussi par les structures et équipements culturels à destination de tous les publics afin de lutter contre ces inégalités.
« L'objectif 100% EAC » correspond à une volonté déjà inscrite en Pays de Grasse. La CAPG a l'ambition de la généraliser et de l'ouvrir au plus grand nombre en partenariat avec les communes, les acteurs de la culture et de l'éducation du territoire.
A travers son engagement pour une généralisation de l'Education Artistique et Culturelle et la coordination de projets culturels structurants, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse se propose :
- de faciliter l'accès et la participation de tous à une vie culturelle riche, que ce soit à travers la connaissance des patrimoines et/ou la découverte des domaines artistiques déployés sur le territoire ;
- de permettre la rencontre et les échanges entre créateurs, interprètes et publics ;
- de développer l'offre de lecture publique, et les pratiques artistiques sur tous les temps de la vie ;
- de favoriser l'émancipation des citoyens par le biais d'actions d'éducation artistique et culturelle destinées à la jeunesse dans ses différents temps de vie : (préscolaire, scolaire, extra-scolaire) et dans son environnement familial.

D'une manière générale, de servir le rayonnement du territoire du Pays de Grasse et l'épanouissement de sa population par le développement de projets culturels structurants, pérennes et de qualité.
De plus, dans le cadre de cette démarche, un outil intercommunautaire de recensement des actions EAC sur le territoire a été développé. Dédié aux professionnels du monde culturel et éducatif du territoire, il permet d'apporter une vision globale de l'offre sur le territoire.
Le service Bibliothèque & Médiathèques est acteur de cette volonté et toutes ses actions culturelles à destination des enfants sont réfléchies en ce sens.

Pour les scolaires
Le service Bibliothèque & Médiathèques propose un programme annuel d'activités pour les enfants scolarisés. Plusieurs actions sont proposées et les enseignants peuvent choisir dans ce programme selon le niveau. Ce programme concerne tous les niveaux, de la maternelle au lycée. Un accompagnement personnalisé est proposé pour le cycle d'études supérieures.

L'action culturelle
Des ateliers créatifs sur des thèmes variés : jardinage, cuisine, recyclage, numérique, dessin…

Actions en direction des adolescents (12-18 ans)

Un espace de jeux vidéos : le « 42 »
- Un espace de « gaming » avec consoles de jeux vidéo

Du mobilier de confort adapté
- Des alcôves permettent de s'isoler à 4 au maximum, plébiscité par les adolescents
- Des canapés, des chauffeuses et des poufs pour tous

Des collections appropriées : Il s'agira d'offrir aux adolescents un fonds qui corresponde à la fois à leurs préoccupations mais aussi à leurs pratiques culturelles. Pour cela, la médiathèque se propose de réaliser des acquisitions en concertation avec eux, qui porteront essentiellement sur :
- des abonnements à des revues spécialisées (manga, cinéma, musique, skate-board, jeux vidéo…)
- des mangas et des BD
- des DVD

Un partenariat avec les jeunes du centre-ville : En collaboration avec le service Cohésion Sociale et Urbaine, un projet d'acquisition de documents par 10 jeunes du centre-ville de Grasse est réalisé depuis 2019 afin qu'ils puissent choisir environ 50 documents qu'ils souhaiteraient voir à la médiathèque. Un budget de 1000€ est alloué à cette action (inclus dans l'action 1). De plus, un logo a été créé pour être apposé sur les documents qui ont été choisis par les adolescents afin qu'ils puissent être reconnaissables. Ce projet a suscité l'intérêt des jeunes, il sera très intéressant de voir comment ces documents vont être accueillis. Cette action sera reconduite tous les ans.



Activités et services
Des services conçus pour tous les publics pourront également être utilisés par les adolescents :
- prises pour téléphones portables, tablettes et appareils photo
- mise à disposition de consoles de jeux portables
- des stations d'écoute musicale



Favoriser la réussite scolaire :
Auprès des adolescents, le service Bibliothèque & Médiathèques s'est toujours inscrit dans et hors temps scolaire (présence de plusieurs collèges et lycées sur la commune). Dans le domaine éducatif, les collections proposées doivent permettre de soutenir l'acquisition de nouveaux apprentissages, de démocratiser les conditions de la réussite scolaire et de compléter et d'élargir les contenus des enseignements reçus.

Le service Bibliothèque & Médiathèques contribue au succès de l'enseignement et à l'égalité des chances par l'offre de collections, d'espaces et d'équipements utiles à la formation :

- une salle de lecture (à la Villa Saint-Hilaire), une salle de travail et une salle de formation (à la Médiathèque Charles NÈGRE) avec des horaires d'ouverture larges permettant de travailler dans de bonnes conditions
- 6 postes dédiés à l'autoformation à la Médiathèque Charles NÈGRE pour faciliter l'apprentissage et l'acquisition de nouveaux savoirs et compétences
- le développement d'un fonds spécifique de révisions (annabac, brevet…) (compris dans l'action 1)
- une offre de ressources documentaires permettant l'élargissement et l'approfondissement des connaissances transmises lors des enseignements (orientation professionnelle, apprentissage des langues, code de la route, métiers,…) (compris dans l'action 1)
- le développement de l'action « Cap O'Bac » : Mise en place à la Villa Saint-Hilaire depuis 2016, l'action Cap'O'Bac a pour mission d'accompagner les étudiants de la ville dans l'obtention de leur diplôme. C'est une action menée sur l'année scolaire dont le point final correspond à deux samedis de révisions à la Villa Saint-Hilaire juste avant les épreuves écrites. Néanmoins cette action ne s'arrête pas seulement à des étudiants qui viennent réviser à la bibliothèque, en effet il y a tout un processus d'accompagnement avec l'organisation de conférences, d'ateliers, de séances d'entrainements à l'oral. De plus, différents ateliers ont été mis à la disposition des étudiants avec pour thème le développement personnel, la prise de parole en public…tout ce qui se rapproche de près ou de loin des capacités à avoir dans le domaine des études et professionnel avec des intervenants professionnels. Tout cela devra être étendu et étoffé à la Médiathèque Charles NÈGRE.

Action 5 : Favoriser l'apprentissage et la formation tout au long de la vie

La bibliothèque est un accès, libre et gratuit pour tous, à la connaissance, aux savoirs et à l'information[10]. Elle est un facteur d'apprentissage formel ou informel et de formation tout au long de la vie.

« Les bibliothèques, dans leur organisation et dans leur règlement intérieur, ainsi que par leur coopération ou leur mise en réseau, sont l'expression de cette ouverture à tous les publics et à toutes les formes de savoirs et d'expressions culturelles. Elles ne sauraient par principe en privilégier ou en exclure. »

5.1 Participation et implication des usagers : co-design et co-construction

En tant que citoyens, les usagers entendent donner leur avis et participer aux événements petits et grands de la vie collective.

Afin que les usagers se projettent dans les différents bâtiments, il leur sera proposé de s'impliquer dans l'élaboration des services de la Médiathèque Charles NÈGRE et de la Villa Saint-Hilaire :

- En suivant les propositions d'actions culturelles sur les réseaux sociaux et sur le site internet du service Bibliothèque & Médiathèques de Grasse
- En interagissant sur la page Facebook
- En participant au choix des collections : les jeunes du quartier peuvent choisir pour un budget limité les collections qui les intéressent (voir action 4)
- En répondant aux sondages mis en place régulièrement dans les bâtiments ou sur le site internet

5.2 Une offre culturelle pour tous : l'ère du faire

L'offre culturelle de la médiathèque est définie dans la charte d'action culturelle du service (en annexe).

L'offre culturelle présentera donc des actions autour de la musique (concerts, scène ouverte…), mais aussi sur divers sujets de société (gastronomie, bien-être, bien-vivre, santé, loisirs créatifs, art…) en lien avec des partenaires locaux.
Les citoyens d'aujourd'hui veulent être actifs et non passifs dans leur relation au monde. C'est également le cas lors des activités qui leur sont proposées. Les ateliers sont l'occasion pour les usagers de « faire » quelque chose, de participer, de se réaliser, de créer et d'apprendre plus facilement. « On apprend en faisant » comme dit l'adage populaire. Nous sommes dans « l'ère du faire ».

Il sera donc proposé aux usagers de s'initier et/ou de participer à des activités sur les sites du réseau. Des activités créatives pourront être organisées dans les ateliers (dans la Médiathèque Charles NÈGRE) ou dans l'auditorium (à la Villa Saint-Hilaire), mais également d'autres salles : salle de travail/formation etc. La plupart de ces salles seront équipées de points d'eau.

Voici une liste d'actions qui pourraient être mises en place dans ce cadre :

- Des ateliers de découverte et d'entretien des plantes avec les usagers (découverte des plantes méditerranéennes et de leur entretien, initiation au jardinage biologique, grainothèque…)
- Des expositions en lien avec les collections et les thématiques des bâtiments (Maison, Jardins &

[10] CHARTE DU DROIT FONDAMENTAL DES CITOYENS A ACCEDER A L'INFORMATION ET AUX SAVOIRS PAR LES BIBLIOTHEQUES, ABF, 2015



Paysages pour la Villa Saint-Hilaire et l'Image pour la Médiathèque Charles NÈGRE)

- Des ateliers de fabrication de jeux de société ou de marionnettes qui resteront ensuite à la disposition de tous dans les locaux
- Des ateliers d'initiation aux loisirs créatifs : tricot, broderie, scrapbooking, poterie, techniques artistiques…
- Des ateliers de découverte d'activités autour du bien-être et du bien-vivre : art-thérapie, danse, yoga, relaxation…
- Ateliers numériques (logiciels de bureautique, utilisation de logiciel de montage vidéo, retouche de photos numériques, créer son album photo en ligne, utilisation de l'imprimante 3D…)
- Ateliers cinéma : créer son propre film, ateliers stop-motion, utilisation de la table « mash-up »

L'usager viendra pour participer à des activités, mais il sera également invité à être acteur de l'animation proposée.

Toutes ces actions viseront à :

- Augmenter la fréquence et l'envie de visites à la médiathèque
- Favoriser l'appropriation des lieux par les habitants
- Favoriser l'idée que les bibliothèques et médiathèques sont des lieux communautaires où l'on vient pour vivre et partager des choses ensemble.

Une place toute particulière sera consacrée à la musique :

- Un piano sera à disposition des visiteurs de la Médiathèque Charles NÈGRE
- Des fauteuils d'écoute musicale seront installés la Médiathèque Charles NÈGRE
- La sonorisation de tous les espaces publics à la Médiathèque Charles NÈGRE sera étudiée
- La sonorisation des expositions à la Villa Saint-Hilaire et à la Médiathèque Charles NÈGRE sera mise en place

Action 6 : Encourager et valoriser le dynamisme local

Avec 926 associations, 4755 entreprises et 325 commerces, la commune de Grasse possède un dynamisme qui lui est propre. Ce dynamisme mérite d'être valorisé aux yeux de l'extérieur mais aussi des grassois.

6.1 Animer le territoire

Localement, physiquement

L'action culturelle qui a lieu dans les murs des Bibliothèque & Médiathèques de Grasse participe à l'animation du territoire. Le programme est semestriel et il convient de souvent s'inscrire préalablement.

A distance, de façon dématérialisée

Le service Bibliothèque & Médiathèques doit développer sa propre communication afin d'échanger directement avec les usagers et créer ainsi une relation de dialogue à la fois interpersonnelle et collective avec ses usagers. Plusieurs outils sont déjà mis en œuvre afin de toucher tous les publics : site web, mails, compte Facebook mais il faut absolument étendre les réseaux sociaux afin de toucher tous les âges : Instagram, Twitter, Pinterest, Tumblr, etc.

Des pages wikipédia doivent être créées puis alimentées.

L'ensemble de ces actions permettront également de développer la visibilité de la commune à l'échelle d'un territoire plus vaste.

6.2 Encourager les initiatives et l'économie locale

Afin de soutenir l'économie locale, le service Bibliothèque & Médiathèques se propose de travailler avec de nombreux partenaires implantés localement, dans le cadre de son programme d'action culturelle, mais aussi dans le cadre de sa proposition de services.

6.3 Un soutien à l'économie locale

Travailler depuis les bibliothèques et médiathèques

La médiathèque propose un espace de télétravail et de co-working dédié, mais la Villa Saint-Hilaire propose depuis longtemps sa salle de lecture qui permet aux personnes de travailler au calme. Les différentes salles proposées, ou les box, permettent à ceux qui le souhaitent de s'isoler pour travailler. Les salles sont toutes équipées du wifi gratuit et un prêt d'ordinateurs portables ou de tablettes est possible. Un tableau interactif est disponible à la Médiathèque Charles NÈGRE et permet d'intervenir à plusieurs, de garder en mémoire ce qui est noté dessus et même de s'envoyer le résultat du travail réalisé par mail ou directement sur smartphone.
Des casiers sont prévus sur la Villa Saint-Hilaire et la Médiathèque Charles NÈGRE pour déposer les affaires personnelles.



Services à la recherche d'emploi

Diverses actions pourront être proposées pour aider les personnes sans emploi à en trouver un mais aussi pour rompre l'isolement dans lequel se trouvent parfois les demandeurs d'emploi.

Les actions d'aide à la recherche d'emploi, en lien avec les services institutionnels et du développement économique de la CAPG pourraient être :

- L'organisation de job-dating spécialisés (vente, travaux agricoles…)
- Des ateliers de création de CV ou/ou de lettre de motivation
- Des ateliers d'entraînement à l'entretien d'embauche et/ou de concours
- Des ateliers de gestion du stress

Services d'aide à la population

Le service Bibliothèque & Médiathèques souhaite encadrer les réponses que les bibliothécaires sont susceptibles de devoir apporter à la population. En effet, les bibliothécaires et médiathécaires sont souvent sollicités pour aider les lecteurs à, par exemple, réserver un billet de train, valider la déclaration d'impôts, effectuer ses démarches de demande d'allocation logement. Pour éviter une prise de risque sur de tels sujets, des partenariats seront noués avec les services institutionnels qui pourront prévoir des présences sur sites pour répondre aux besoins de la population.



CONCLUSION

« Un projet, deux sites » est un choix politique d'envergure en faveur des bibliothèques et au service d'une population intéressée. Ce choix s'intègre parfaitement dans la politique culturelle de la ville. La Médiathèque Charles NÈGRE et la Villa Saint-Hilaire sont amenées à devenir deux équipements structurants sur la commune et plus largement sur le territoire intercommunal.

La Médiathèque Charles NÈGRE représente aisément les médiathèques de 4ème lieu (le 3ème lieu augmenté de la partie « faire » tant attendue de la population) et la Villa Saint-Hilaire répond aux besoins d'une autre partie de la population de trouver un lieu de travail calme, un lieu de recherches sur des thèmes précis et notamment patrimoniaux.
Les deux bâtiments proposent des aménagements modernes et conviviaux, correspondant parfaitement à l'identité des lieux. Ils restent proches des attentes et des besoins du public qui est différent d'un site à l'autre. Ils correspondent également à un souhait politique de proposer des services innovants, permettant une forte participation et implication des publics. Ils participent ainsi au développement de la lecture publique et du patrimoine écrit, au partage et à la diversification des publics, à l'accès à la culture pour tous.

Le réseau dans son ensemble offre donc des espaces publics porteurs d'un projet de société : tisser du lien social et vivre ensemble à Grasse.

UNE PORTE OUVERTE À LA CONNAISSANCE

La liberté, la prospérité et le développement de la société et des individus sont des valeurs humaines fondamentales. Elles ne peuvent s'acquérir que dans la mesure où les citoyens sont en possession des informations qui leur permettent d'exercer leurs droits démocratiques et de jouer un rôle actif dans la société. Une participation créatrice et le développement de la démocratie dépendent aussi bien d'une éducation satisfaisante que d'un accès libre et illimité à la connaissance, la pensée, la culture et l'information.

La bibliothèque publique, porte locale d'accès à la connaissance, remplit les conditions fondamentales nécessaires à l'apprentissage à tous les âges de la vie, à la prise de décision en toute indépendance et au développement culturel des individus et des groupes sociaux.

Ce Manifeste proclame la confiance que place l'UNESCO dans la bibliothèque publique en tant que force vive au service de l'éducation, de la culture et de l'information, et en tant qu'instrument essentiel du développement de la paix et du progrès spirituel par son action sur l'esprit des hommes et des femmes.

En conséquence, l'UNESCO encourage les autorités locales et nationales à s'engager activement à développer les bibliothèques publiques et à leur apporter le soutien nécessaire.

LA BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE

La bibliothèque publique est le centre local d'information qui met facilement à la disposition de ses usagers les connaissances et les informations de toute sorte.

Les services de bibliothèque publique sont accessibles à tous, sans distinction d'âge, de race, de sexe, de religion, de nationalité, de langue ou de statut social. Des services et des documents spécifiques doivent être mis à la disposition des utilisateurs qui ne peuvent pas, pour quelque raison que ce soit, faire appel aux services ou documents courants, par exemple, les minorités linguistiques, les personnes handicapées, hospitalisées ou emprisonnées.

Toute personne, quel que soit son âge, doit avoir accès à une documentation adaptée à ses besoins. Les collections et les services doivent faire appel à tous les types de supports et à toutes les technologies modernes, de même qu'à la documentation traditionnelle. Il est essentiel qu'ils soient d'excellente qualité, répondant aux conditions et besoins locaux. Les collections doivent refléter les tendances contemporaines et l'évolution de la société de même que la mémoire de l'humanité et des produits de son imagination.

Les collections et les services doivent être exempts de toute forme de censure, idéologique, politique ou religieuse, ou de pressions commerciales.

MISSIONS DE LA BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE

Il faut tenir compte des missions-clés de la bibliothèque publique relatives à l'information, l'alphabétisation, l'éducation et la culture, qui sont les suivantes :

1. créer et renforcer l'habitude de lire chez les enfants dès leur plus jeune âge;
2. soutenir à la fois l'auto-formation ainsi que l'enseignement conventionnel à tous les niveaux ;
3. fournir à chaque personne les moyens d'évoluer de manière créative ;
4. stimuler l'imagination et la créativité des enfants et des jeunes ;
5. développer le sens du patrimoine culturel, le goût des arts, des réalisations et des innovations scientifiques;
6. assurer l'accès aux différentes formes d'expression culturelle des arts du spectacle ;
7. développer le dialogue interculturel et favoriser la diversité culturelle ;
8. soutenir la tradition orale ;
9. assurer l'accès des citoyens aux informations de toutes catégories issues des collectivités locales ;
10. fournir aux entreprises locales, aux associations et aux groupes d'intérêt les services d'information adéquats ;
11. faciliter le développement des compétences de base pour utiliser l'information et l'informatique ;
12. soutenir les activités et les programmes d'alphabétisation en faveur de toutes les classes d'âge, y participer, et mettre en œuvre de telles activités, si nécessaire.

FINANCEMENT, LÉGISLATION ET RÉSEAUX

En principe, la **bibliothèque publique** doit être gratuite.

La bibliothèque publique relève de la responsabilité des autorités locales et nationales. Elle doit être soutenue par des textes législatifs spécifiques et financée par les autorités nationales et locales. Elle doit être un élément essentiel de toute stratégie à long terme en matière de culture, d'information, d'alphabétisation et d'éducation.

Afin d'assurer une coordination et une coopération des bibliothèques à l'échelle nationale, des textes législatifs et des plans stratégiques devraient également définir et promouvoir un réseau national de bibliothèques selon des normes de service appropriées.

Le réseau de bibliothèques publiques doit être élaboré en tenant compte des bibliothèques nationales, régionales, de recherche et spécialisées, ainsi que des bibliothèques scolaires, collégiales ou universitaires.

FONCTIONNEMENT ET GESTION

Une politique clairement formulée doit définir les objectifs, les priorités et les services selon les besoins des communautés locales. La bibliothèque publique doit être organisée efficacement et des normes professionnelles de fonctionnement doivent être maintenues.

La coopération avec les partenaires concernés - par exemple, des groupes d'utilisateurs et d'autres professionnels à l'échelon local, régional, national, de même qu'au niveau international - doit être assurée.

Les services doivent être physiquement accessibles à tous les membres de la communauté. Ceci suppose que les bâtiments de la bibliothèque soient bien situés, que celle-ci offre de bonnes conditions de lecture et d'étude, de même que les technologies adéquates et des heures d'ouverture convenant à tous les usagers. Ceci implique également des services destinés à ceux qui sont dans l'impossibilité de se rendre à la bibliothèque.
Les services de bibliothèque doivent être adaptés aux différents besoins des communautés vivant en zone rurale et urbaine.

Le bibliothécaire est un intermédiaire actif entre les usagers et les ressources offertes. La formation professionnelle et continue du bibliothécaire est indispensable pour assurer des services adéquats.
Des programmes d'assistance et de formation des utilisateurs doivent être fournis pour les aider à bénéficier de toutes les ressources.

Charte des Collections des Bibliothèque & Médiathèques de Grasse

Le réseau des Bibliothèque & Médiathèques de Grasse conduit grâce à sa charte des collections, les grandes orientations de sa politique documentaire. Cette charte détermine les principes utilisés pour constituer, développer et gérer ses collections.

Cette charte est destinée aux usagers, aux autorités de tutelle et aux professionnels du service Bibliothèque & Médiathèques. C'est un document librement accessible et disponible. Elle offre des repères lisibles.

Elle définit les limites des fonds qui constituent les collections, donne les critères de choix qui conduisent à l'accroissement des fonds (par achat, don,...), la gestion des collections et les sources d'acquisitions.

Les perspectives seront précisées chaque année en fonction de plusieurs paramètres : l'orientation budgétaire, l'état des collections et la demande du public.

La présente charte est complétée par les fiches domaines de chaque domaine, et participe à la politique documentaire du service Bibliothèque et Médiathèques de Grasse. Elle est une annexe du PCSES.

A. Missions, sites, collections

Le service Bibliothèque & Médiathèques de Grasse est un service public qui s'appuie sur les bases fondamentales que constitue la Charte des Bibliothèques mise au point par le Conseil Supérieur des Bibliothèques. Le service adhère aux principes tels que définis sur le plan national par les associations professionnelles (Association des Bibliothécaires de France) et sur le plan international par la fédération internationale des associations de bibliothécaires (IFLA) et par l'UNESCO.

Le service Bibliothèque & Médiathèques de Grasse regroupe des bibliothèques publiques «ouvertes à tous les membres de la communauté sans distinction de race, de couleur, de nationalité, d'âge, de sexe, de religion, de langue, de situation sociale ou de niveau d'instruction». (Manifeste de l'Unesco sur les bibliothèques publiques, 1972).

En tant que service municipal, les Bibliothèque & Médiathèques de Grasse fonctionnent sous la responsabilité des instances politiques et administratives de la commune de Grasse.

En tant que service public, les Bibliothèque & Médiathèques de Grasse assument leurs missions en se fondant sur des valeurs d'égalité, de laïcité et de pérennité. Elles sont ouvertes à tous les publics.

L'ensemble des collections et des acquisitions est sous la responsabilité du conservateur de la médiathèque, en lien avec la direction du service. Le service reçoit mandat de la commune de Grasse pour constituer, organiser, et évaluer les collections.

1) Missions :

Le réseau Bibliothèque & Médiathèques de Grasse est constitué à la fois d'une bibliothèque patrimoniale, avec pour mission la conservation et la mise en valeur des fonds patrimoniaux anciens ou modernes, et des établissements de lecture publique, chargés de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population. Les bibliothécaires sont au service des usagers pour les aider à identifier et à utiliser l'ensemble des ressources offertes.

De ce fait, il se doit de

- Conserver, acquérir et communiquer des documents et assurer des services qui relèvent de sa compétence, en maintenant un pluralisme liant l'objectivité, l'impartialité, la pluralité d'opinions et la fiabilité des informations et leur mise à jour.

- Assurer l'accès gratuit à une offre encyclopédique diversifiée et cohérente, constamment actualisée, adaptée aux besoins et usages de la population.

- Promouvoir, entretenir et développer la lecture auprès de tous les publics.

- Favoriser la formation initiale et permanente et contribuer ainsi à l'égalité des chances et à la mobilité sociale et professionnelle.

- Conserver et valoriser un fonds local et régional constituant une ressource de territoire.

- Etre un lieu de sociabilité et d'échange au niveau de la cité afin de favoriser l'insertion de tous dans la société par la mise à disposition de ressources élémentaires de base ainsi que par une offre d'animations qui permettent de se retrouver et d'échanger autour de la lecture et de thématiques culturelles et citoyennes en général.

- Garantir à tous l'accès aux nouveaux supports de l'information et assurer la formation des usagers à l'utilisation de ces outils et aux méthodes de recherche documentaires.

- Participer à des actions éducatives, pédagogiques et culturelles en liaison avec le système scolaire (de la maternelle aux études supérieures) et parascolaire (objectif 100% EAC).

Le réseau des Bibliothèque & Médiathèques de Grasse avec ses fonds patrimoniaux et ses fonds de lecture publique, ne peut jouer le rôle d'une bibliothèque scolaire ou universitaire, mais vient en complément de ces établissements.

2) Sites

Les Bibliothèque & Médiathèques de Grasse sont un réseau composé de 4 sites distincts :

- La Villa Saint-Hilaire, située sur les hauteurs de Grasse, a pour vocation d'être une bibliothèque patrimoniale et une bibliothèque de lecture publique organisée autour de la thématique : Maison, Jardin & Paysage, avec un particularisme méditerranéen, ainsi qu'un fonds régional ;

- La médiathèque Charles Nègre, située dans le centre ancien, est centrée sur le thème de l'Image sous toutes ses formes, tout en offrant des collections encyclopédiques, tout sujet, tout support ;

- Les deux médiathèques de proximité de Saint-Jacques et du Plan proposent chacune une collection encyclopédique, tout sujet, tout support.

Les sites fonctionnent selon les mêmes principes. Ils proposent une consultation sur place libre et gratuite et le prêt de documents soumis à inscription nominative. Toutes les modalités pratiques d'accès et d'usage des documents sont précisées dans le règlement intérieur.

3) Collections

Les collections sont organisées ainsi :

3.1 Collections patrimoniales

Les fonds patrimoniaux de la Villa Saint-Hilaire comptent environ 92 300 volumes, dont 125 manuscrits , 13

incunables, 15 000 éditions des XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles représentatifs de l'histoire du livre pour cette période. Le fonds local consacré à la Provence orientale et au pays de Grasse est particulièrement riche. Il est constitué d'écrits scientifiques, de brochures, de titres de presse, de documents iconographiques. A cela s'ajoute le fonds Vendel, riche de plus de 40 000 volumes, complété au fil des ans par des acquisitions, des dons d'éditeurs. Il est à l'origine de la constitution d'un fonds de livres d'artistes et sous-tend une politique d'action culturelle axée sur la poésie contemporaine. En plus d'objets comme monnaies, médailles, sceaux ou instruments de mesure, la Villa Saint-Hilaire possède une particularité, elle conserve une des plus belles collections de pipes à fumer au monde, celle d'Alice de Rothschild, léguée à la ville de Grasse en 1927. L'ensemble constitué entre 1889 et 1922 réunit plus de 450 pièces et illustre tout un aspect de l'histoire de la pipe dans son expression artistique la plus riche et la plus variée.

3.2 Collections de lecture publique

1 Villa Saint-Hilaire :

Les fonds sont organisés en 5 domaines :

- Paysage et territoire
- Jardin
- Maison
- Art de vivre, avec un pôle d'excellence documentaire en parfumerie
- Fonds régional

2 Médiathèque Charles Nègre :

Les fonds sont déployés sur 4 plateaux :

- Petite Enfance (pour les 0-6 ans)

Puis dès 7 ans

- Beaux-Arts
- Arts, Loisirs et Savoirs (Musique, Cinéma, Emploi et formation, DIY, ...)
- Langues et littératures, avec le salon de la poésie

3 Médiathèques annexes de quartier :

Fonds encyclopédiques multi supports adulte et jeunesse, destinés à un public varié. Les collections sont soumises à un roulement partiel et régulier avec le fonds de la Médiathèque Charles Nègre.

Des fiches domaines sont rédigées pour chacun des domaines de la Villa Saint-Hilaire et de la Médiathèque Charles Nègre. Le fonds des médiathèques annexes est directement issu de ces collections. Chaque fiche domaine définit la politique documentaire mise en œuvre.

B. Les principes d'acquisition et de gestion des collections

Le service Bibliothèque & Médiathèques de Grasse propose un ensemble de documents physiques ou dématérialisés, patrimoniaux ou de lecture publique. Ces collections constituent, selon la Charte du Conseil Supérieur des Bibliothèques « un projet intellectuel d'ensemble, conscient, assumé et formalisé ».

La politique documentaire est matérialisée et formalisée en fiches domaines, rédigées par le service des collections, sous la supervision du conservateur et de la direction, avec l'aide et l'expertise de chaque chefs de

de plateau et des acquéreurs. Elle oriente la constitution et la gestion des collections. Elle s'appuie à la fois sur la nature et les usages des publics et sur l'évolution des différents supports et des différentes pratiques. Les collections sur tous types de supports (imprimés, CD, DVD, jeux vidéos, objets, ressources numériques, ...) se renforcent, se complètent et se démultiplient.

Dans tous les espaces, les collections adultes et jeunesse, de lecture publique ou patrimoniales, sont rassemblées et disponibles à la consultation et, le cas échéant, à l'emprunt.

La grande majorité des documents de lecture publique qui sont proposés est en libre-accès dans les espaces. Une partie est en prêt indirect, dans les réserves actives. Ce sont des documents dont le contenu est encore pertinent, mais qui sont peu demandés ou vieillis.

Les documents patrimoniaux sont conservés en magasins pour garantir leur conservation optimale et exclus du prêt. Ils peuvent cependant être consultés sur place, dans les espaces dédiés à la Villa Saint-Hilaire.

Les revues complètent l'offre générale des fonds. Leur sélection est soumise aux mêmes critères que le reste des collections. Les revues courantes (hors fonds de conservation et quotidiens) peuvent être empruntées en dehors du dernier numéro.

Les titres de journaux et revues sont conservés pour des durées définies dans le plan de conservation des périodiques (en tenant compte des abonnements aux bases de données en ligne).

Les collections numériques sont accessibles sur le portail de la bibliothèque de Grasse :

- sans connexion au compte personnel (pas d'inscription) : la bibliothèque patrimoniale numérique (riche de plus de 200 000 pages d'imprimés, de manuscrits et de documents iconographiques - les collections présentant un intérêt directement lié à l'histoire locale ont été numérisées en priorité), livres numériques libres de droit.
- avec connexion au compte personnel (nécessité d'être inscrit) : revues en ligne (pas de limite de consultation), livres numériques (avec des limites de consultation), ressources de la Philharmonie de Paris (sans limite de consultation).

Critères d'acquisition :

Critères d'acquisition
Les critères de choix sont définis de façon à assurer la présence de documents répondant aux objectifs suivants :

- Critères d'encyclopédisme : ils couvrent tous les domaines de la connaissance, et toutes les formes d'expression artistique. Trois buts sont annoncés : l'étude, la culture et les loisirs

- Critères de pluralisme : les collections sont destinées à satisfaire les besoins d'un large public extrêmement diversifié qui va de l'enfant à l'adulte, de l'amateur en quête de loisirs ou de divertissements, du curieux à l'érudit, de l'étudiant au chercheur, du cadre à l'employé, etc. sans toutefois répondre à une logique purement scolaire ou universitaire, sauf exceptions dans les domaines d'excellence documentaire (parfum, image)

- Critères d'impartialité, d'objectivité, de pluralité d'opinions, permettant aux usagers de se construire une compréhension autonome des débats publics, d'actualités, des grandes questions, ...

- Critère d'actualisation des collections, maintenant la fiabilité et la mise à jour encyclopédique des collections

Critères d'exclusion :

Le respect des lois et de l'esprit des lois peut cependant fonder et justifier une pratique d'exclusion dans l'acquisition de certains ouvrages. Par conséquent, les ouvrages et publications incitant à la discrimination ou à la haine raciale de même que les ouvrages négationnistes seront exclus des collections en libre-accès. Les ouvrages de simple propagande émanant d'un syndicat, d'un parti politique sans contenu documentaire réel ou dont les sources sont mal ou non identifiées seront également exclus.

Par ailleurs, certains types de documents ne sont pas acquis : ouvrages à compte d'auteurs, thèses universitaires non commercialisées, manuels scolaires, ouvrages pornographiques, ouvrages émanant de sectes.

Les ouvrages dits commerciaux, de qualité médiocre ou opportuniste, publicitaires ou sans réelle intention éditoriale seront écartés.

Critères de langue :

La langue française et les traductions françaises, pour les livres, les périodiques, sont privilégiées.

Cependant certains ouvrages seront acquis dans diverses langues originales notamment pour constituer un fonds de livres « version originale », prisé par les amateurs, et pour être complet dans certains domaines (pôles d'excellence documentaire, art, etc.). Cependant, à de rares exceptions, les langues acquises seront principalement des langues européennes les plus courantes (anglais, allemand, italien, espagnol).

Critères de sélection :

Un cadre budgétaire, défini par le conseil municipal, est alloué au service pour ses acquisitions. Les critères sont affinés dans le plan de développement des collections (échéancier annuel, répartition budgétaire...).

Les acquisitions ne font pas l'objet de choix individuels mais forment un ensemble cohérent qui obéit à un certain nombre de critères développés dans les fiches domaines. Le choix et la sélection des documents se font grâce à une veille documentaire rigoureuse (consultation de divers outils : médias, revues et journaux spécialisés ou grand public, bases de données et fournisseurs) et une validation collégiale par secteur, afin de garder la cohérence des collections.

L'exhaustivité n'est pas recherchée même si les thèmes de l'Image, du parfum et du fonds régional font l'objet d'une prospection plus approfondie. Le choix des ouvrages ne reflète pas forcément la production éditoriale mais vise essentiellement à promouvoir une littérature de qualité, avec une modulation entre l'offre et la demande et les besoins exprimés par le public. C'est pour cette raison que la bibliothèque propose aussi à ses usagers la production de petits éditeurs peu diffusés par les circuits commerciaux.

Un titre est acheté une seule fois, sauf si la demande est forte ou dans le cadre d'une animation. Dans la mesure du possible sera alors privilégié le même titre sous différentes formes (textes lus, grands caractères, livres numériques, ...).

Les acquisitions se font conformément à la loi sur le droit de prêt ; les supports autres que papier (DVD, CD de musique, jeux vidéo ...) sont acquis auprès de fournisseurs ayant au préalable négocié les droits de prêt et de diffusion avec leurs éditeurs. Elles se font par l'intermédiaire de marchés publics organisés par lots.

Renouvellement des collections :

Les collections sont régulièrement renouvelées et passées en revue afin de maintenir une offre de qualité aux usagers : on procède à un examen physique qui entraîne l'élimination des ouvrages dégradés et à un examen de contenu qui permet de vérifier la validité de l'information contenue dans le document et son adéquation à la demande du public et aux orientations de politique documentaire données à ses collections par l'établissement.

Suite à ces contrôles et selon une procédure validée par le Conseil Municipal, certains documents sont détruits tandis que d'autres sont réorientés (bibliothèques scolaires, maison d'arrêt, ou associations faisant la promotion de la francophonie) à condition de signer une convention engageant le destinataire à ne pas revendre les documents sous aucune forme. Le non-respect de ce principe entraîne automatiquement un arrêt définitif à l'accès aux dons. Les DVD, soumis à des droits spécifiques, sont totalement exclus de ces procédures de don.

Tout document perdu ou dégradé par l'usager est remplacé selon une procédure validée dans le règlement intérieur de la médiathèque. Le service Bibliothèque & Médiathèques est le siège d'une régie de recettes.

Demandes d'usagers :

Les propositions d'achat émises par les usagers sont étudiées par le service des acquisitions. Les demandes sont satisfaites, en tenant compte des contraintes budgétaires, des critères d'acquisition de l'établissement. Une réponse est apportée à chaque lecteur.

Le service Bibliothèque & Médiathèques de Grasse n'offre pas de documentation spécialisée, en dehors de celle qui est induite par certaines de ses thématiques particulières et renvoie le cas échéant vers d'autres bibliothèques de lecture publique ou universitaires. Le service Bibliothèque & Médiathèques de Grasse participe au prêt interbibliothèque et au prêt entre bibliothèque.

Dons et mécénat :

Le service Bibliothèque & Médiathèques de Grasse peut accepter les dons ou les mécénats de documents en bon état d'organismes ou de particuliers, en accord avec sa politique documentaire, sous réserve que la cession soit définitive et que le donneur accepte que le service Bibliothèque & Médiathèques de Grasse en dispose librement. Elle se réserve le droit de ne pas donner suite aux propositions qu'elle juge inadaptées.

Les DVD ne sont pas acceptés car ces supports sont soumis à des droits particuliers.

Les dons sauvages sont systématiquement envoyés au recyclage.

Charte de l'artothèque

L'artothèque de la médiathèque Charles NÈGRE offre la possibilité d'emprunter des œuvres d'art originales. Elle jouxte les collections documentaires de l'espace Beaux Arts.

Ce service public a pour vocation de sensibiliser tous les publics à la création artistique contemporaine au sein de la médiathèque et hors les murs grâce notamment au prêt d'œuvres.

1. Le prêt des œuvres

Le service Bibliothèque & Médiathèques de Grasse offre la possibilité d'emprunter gratuitement des œuvres d'art visuel à tous ses adhérents majeurs titulaires d'une carte d'abonné, individuelle ou professionnelle, en cours de validité. L'adhésion au réseau du service Bibliothèque & Médiathèques est gratuite (modalités d'inscription à l'article III du règlement intérieur).

Le catalogue de la collection est consultable sur le site Internet www.mediatheques.grasse.fr et sur place. Il mentionne l'ensemble des renseignements concernant les œuvres : caractéristiques techniques, dimensions, support, année de création, fiche de l'artiste, bibliographie, origine de l'acquisition...

Des fiches explicatives sont aussi mises à disposition afin d'assurer une lisibilité de l'œuvre et une compréhension de la démarche artistique.

Par le fait de son inscription et de l'utilisation des services de l'artothèque, tout usager est soumis aux dispositions spécifiques à l'artothèque ci-dessous auxquelles il s'engage à se conformer.

a) Modalités des prêts :

Le prêt des œuvres s'effectue à la Médiathèque Charles NÈGRE, à la banque d'accueil de l'artothèque, après avoir dûment complété et signé la fiche de prêt d'œuvre incluant le constat d'état.

La carte d'abonné doit être présentée à chaque emprunt.
Comme tout autre document, les œuvres de l'artothèque peuvent faire l'objet d'une réservation.
L'usager est informé de la disponibilité de l'œuvre réservée (par mail, téléphone ou sms) et vient la retirer à l'artothèque dans un délai de 2 semaines à compter de la réception de l'information de disponibilité, avant annulation de la réservation.

Nombre maximum d'œuvres en prêt simultanément : consulter le guide du lecteur disponible sur tous les sites du réseau et en ligne sur le site internet.

- Avec une carte individuelle
  Durée du prêt : 8 semaines.

- Avec une carte professionnelle (activité liée à l'éducation ou à la culture)
  Durée du prêt : 12 semaines.

  En faisant la demande à l'artothèque, le prêt peut être renouvelé une fois pour 3 semaines sauf indication contraire (ex : réservation par un autre usager ou par l'artothèque). Cette prolongation peut se faire directement depuis le compte lecteur de l'adhérent. Pour toute durée supérieure, se renseigner auprès de l'artothèque.

- Prêt d'œuvres aux entreprises et aux collectivités : par convention avec l'artothèque, établissant, en fonction du lieu et de l'usage, la durée et le nombre de prêts simultanés.

Les retours s'effectuent à l'artothèque de la médiathèque Charles NÈGRE, avec constat d'état de l'œuvre.

L'œuvre fournie emballée doit absolument être retournée dans l'emballage d'origine.

b) Responsabilités de l'emprunteur :

- Les œuvres empruntées sont sous l'entière responsabilité de l'emprunteur qui s'engage à les exposer uniquement à l'adresse enregistrée lors de l'emprunt.

- Pour toute communication concernant des actions et projets impliquant des œuvres de l'artothèque, y compris sur les réseaux sociaux, les mentions suivantes sont exigées : titre de l'œuvre, nom de son auteur, Artothèque de la Médiathèque Charles NÈGRE, Grasse.

- Selon l'article L.122-4 du Code de la propriété intellectuelle, toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit est illicite.

- L'emprunteur engage sa responsabilité envers les œuvres qui lui sont prêtées : toute détérioration ou perte d'une œuvre et/ou détérioration de son encadrement entraîne(nt) le dédommagement par ses soins ou par le biais de son assurance (responsabilité civile de l'assurance multirisque habitation).

- D'après l'article VIII du règlement intérieur, le remboursement d'une œuvre détériorée se fera sur la base du coût annoncé par un restaurateur choisi par le service Bibliothèque & Médiathèques pour sa remise en état. Un titre de recettes sera émis pour ce remboursement.

  En cas de détérioration trop importante (sans restauration possible) ou de perte de l'œuvre, la valeur indiquée dans le catalogue du service Bibliothèque & Médiathèques qui recense les œuvres d'art à destination du prêt sera appliquée pour son remboursement.

- En cas de détérioration nécessitant le remplacement du cadre et/ou de la vitre, l'emprunteur devra s'acquitter de son remboursement.

- En aucun cas, l'emprunteur ne doit réparer, même de façon minime, un cadre, un verre ou une œuvre détériorée. Il doit en informer les agents de l'artothèque.

- Les transports aller & retour et installation sont à la charge de l'emprunteur.

c) Précautions d'usage

L'emprunteur s'engage à respecter les précautions nécessaires à la parfaite conservation des œuvres. Il devra porter le plus grand soin à l'œuvre empruntée lors de son installation et veiller à :

- ne pas accrocher l'œuvre à côté d'une source de chaleur ou d'humidité
- ne pas l'exposer aux rayons solaires ou lunaires
- ne pas utiliser de produits détergents pour le nettoyage mais un chiffon sec
- ne pas changer le système d'accrochage
- ne pas désencadrer l'œuvre (en cas de verre cassé ou cadre abîmé, contacter l'artothèque)
- ne pas laisser l'œuvre empruntée dans sa voiture pendant plusieurs heures (humidité, chaleur, soleil, etc.) et sans surveillance
- restituer l'œuvre dans son conditionnement d'origine

En cas de sinistre

Tout vol ou dégradation d'une œuvre empruntée doit être déclaré par l'adhérent aux services compétents (police/gendarmerie), à sa compagnie d'assurance et à l'artothèque dans les meilleurs délais.

2. La collection de l'artothèque

Elle s'attache à prendre en compte la pluralité des productions et des pratiques artistiques contemporaines qui s'inscrivent dans le paysage de l'art visuel actuel, aussi bien régional que national, voire international. Elle cherche à transmettre des démarches artistiques représentatives et variées dans l'histoire de l'art contemporain, dans ses tendances actuelles et quelquefois plus expérimentales.

La collection de l'artothèque est composée principalement d'œuvres multiples, à savoir des œuvres originales aux tirages limités, de type photographie et estampe (gravures, sérigraphie, lithographie, ...).

Les acquisitions

La collection s'enrichit constamment : œuvres issues d'expositions et ateliers de pratique artistique organisés par la Médiathèque Charles NÈGRE et la Villa Saint-Hilaire, dons, mécénats, co-productions et initiatives collaboratives, achats auprès d'artistes et galeries, dans des salons dédiés ou dans des ateliers d'édition professionnels.

Un comité de sélection se réunit régulièrement pour valider le choix d'œuvres à acquérir par rapport au budget défini annuellement par le Conseil municipal.

Les acquisitions destinées au prêt des adhérents individuels ne comportent pas de sculptures, d'installations et de peintures sur toile en raison de l'exposition aux risques inhérents au transport et à l'accrochage.

La conservation préventive mise en place par l'artothèque vise à protéger ses œuvres grâce aux précautions d'encadrement (matériaux de montage, ...), de transport, de stockage et de conditionnement des œuvres.

La sélection des œuvres se fait à partir d'un dossier présentant un texte d'introduction au travail de l'artiste ; son CV ; un lien URL du site internet de l'artiste s'il existe ; mais aussi les visuels des œuvres proposées à l'artothèque et d'autres représentatives du parcours artistique. Il est transmis à l'artothèque.

Charte de l'action culturelle

La présente charte a pour objet, au sein du réseau des Bibliothèque & Médiathèques de Grasse, de :

- Décrire les missions et les objectifs de l'action culturelle
- Être un document cadre de référence pour formaliser la politique culturelle du réseau
- Énoncer les grands principes, les orientations et le fonctionnement de l'action culturelle

Elle a pour vocation de donner des repères lisibles à destination des usagers, des partenaires, de la tutelle et des professionnels des bibliothèques.

Ce document d'orientation générale est complété par des outils internes indiquant pour chaque projet d'action culturelle ses objectifs, les moyens mobilisés et son évaluation.

SOMMAIRE

Introduction

1. Missions et objectifs de l'action culturelle

- Les missions de l'action culturelle
- L'action culturelle du réseau
- La spécificité des publics
- La diversité des formats de l'action culturelle

2. Fonctionnement et mise en œuvre de l'action culturelle

- Les ressources
- La mise en œuvre de l'action culturelle
- Les outils mis à disposition des équipes

INTRODUCTION

La Source, Médiathèque Charles NÈGRE et la Villa Saint-Hilaire sont deux établissements complémentaires l'un de l'autre qui proposent des actions culturelles destinées à mettre en valeur leurs collections et leurs spécificités. Ces deux sites proposent un accès à la lecture et à la culture dans ses différentes composantes à des fins d'information, de formation ou de loisirs.

La complémentarité de ces deux sites permet de répondre aux attentes et aux besoins de l'intégralité de la population, quel que soit son âge, son origine sociale, son sexe et son orientation cultuelle et culturelle.

I. Missions et objectifs

Les bibliothèques et les médiathèques ont pour vocation de devenir des tiers lieux en favorisant la communication et le partage entre les individus.
Leurs missions additionnelles sont d'enrichir leurs collections de ressources numériques et d'accorder une place importante à une action culturelle multiforme qui représente une force d'attraction très importante pour retenir et fidéliser le public en lui présentant les collections de documents sous un angle différent.
Les actions culturelles dynamisent les sites et mettent en valeur les collections.

1. Les missions de l'action culturelle :

- Faire connaître l'ensemble des collections et des espaces au sein des établissements
- Diffuser et valoriser toutes les collections, même les segments moins connus, avec des animations qui s'en inspirent
- Nourrir les usagers en quête de loisirs, de découvertes et d'expériences uniques
- Favoriser les rencontres et les échanges entre usagers, auteurs, artistes, scientifiques... et bibliothécaires
- Soutenir et valoriser les pratiques en amateur et la création, en proposant des ateliers, en rendant les utilisateurs acteurs
- Élargir et fidéliser les publics de la médiathèque par l'attractivité et la diversité de l'action culturelle
- Accompagner les usagers à l'utilisation des nouveaux supports dématérialisés (livres numériques, ressources électroniques, internet...)
- Faire de la médiathèque un lieu de vie, de construction de la citoyenneté et d'inclusion, en traitant des sujets d'actualité (artistiques, sociaux ou scientifiques)
- Donner une image vivante et dynamique par la diversité des propositions d'actions culturelles, par la vitalité de la coopération et des partenariats.
- Favoriser l'apprentissage tout au long de la vie (alphabétisation, formation, soutien scolaire, etc)

2. L'action culturelle du réseau :

Tout en s'appuyant sur les missions citées ci-dessus, l'action culturelle du réseau des Bibliothèque & Médiathèques de Grasse développe plusieurs axes: les collections et la thématique des établissements, la prise en compte de la spécificité des publics, la diversité des formats d'actions culturelles mais aussi des dynamiques proposées par les différents services culturels et du monde associatif du territoire ainsi que les propositions nationales.

L'action culturelle se doit d'être :

- accessible (contenus, espaces, budget, horaires,...)
- régulière ou ponctuelle diversifiée
- connectée aux collections
- conforme aux orientations de la politique culturelle locale et nationale
- rattachée aux initiatives, projets ou événements locaux, nationaux, voire internationaux
- dans les établissements ou hors les murs
- visible et lisible favorisant son rayonnement (communication et médiation)

Le service Bibliothèque & Médiathèques n'a pas vocation à accueillir des spectacles de grande diffusion et ne souhaite pas concurrencer les structures culturelles du territoire, mais pourra accompagner des actions culturelles pour accompagner les grands rendez-vous de ces dernières.

3. La spécificité des publics

La mission du service Bibliothèque & Médiathèques étant la démocratisation de l'accès à la culture, les actions culturelles se doivent de posséder les 3 caractéristiques suivantes :

- Une accessibilité intellectuelle : vulgarisation pour permettre à chacun d'accéder à la culture, quels que soient son niveau d'étude, son origine sociale, son âge...
- Une accessibilité matérielle : gratuité des actions culturelles ou participation financière minime sur des ateliers (tarifs réduits ou gratuité en fonction des revenus)
- Une accessibilité spatio-temporelle: un lieu accueillant, proposant des horaires suffisamment importants et adaptés à chacun, indépendamment des horaires d'ouverture du site

Pour répondre à l'objectif de maintenir ou de développer les inscriptions des usagers du réseau de la bibliothèque et des médiathèques, certaines actions culturelles peuvent être soumises à une inscription.

Certaines actions culturelles sont destinées à des publics spécifiques dits captifs et ne figurent pas dans la programmation publique (rallye du livre, accueil de classes...).

Une prise en charge particulière est faite en direction de certains publics :

- Les 0-6 ans, les scolaires, les adolescents, les étudiants
- Personnes en situation précaire
- Publics empêchés et éloignés : maison d'arrêt (mineurs et majeurs), EHPAD, maisons de retraite mais aussi les actifs ayant des difficultés à se déplacer compte tenu de leur emploi du temps

L'action culturelle du réseau participe à la formation de l'individu et contribue à générer chez lui des pratiques et des habitudes culturelles.

4. Diversité des formats de l'action culturelle

L'action culturelle sous toutes ses formes s'inscrit dans tous les espaces des établissements du réseau mais également hors les murs.

- Expositions artistiques et/ou scientifiques et techniques (mise en valeur des dons et du mécénat)
- Conférences-débats-rencontres
- Lectures
- Tournois, compétitions et ateliers de jeux vidéo
- Projections
- Spectacles vivants (petites formes musicales, théâtrales...)
- Ateliers articulés autour d'un projet commun, des collections ou d'une thématique (BD, photo, écriture, calligraphie, imprimante 3D...)
- Journées thématiques proposées par le Ministère de la Culture (Journées Européennes du Patrimoine, Nuit de la lecture, Printemps des poètes...)
- Manifestations exceptionnelles (festivals....)
- Micro folies

Ces différents formats peuvent être combinés entre eux.

II. Fonctionnement et mise en œuvre de l'action culturelle

1. Les ressources

Ressources humaines : un responsable de l'action culturelle qui dirige une équipe chargée des animations pour les publics adultes, adolescents et enfants. Une personne est spécialisée dans les animations à destination des publics empêchés et éloignés de la lecture. Ce personnel spécialisé bénéficie de l'appui ponctuel des bibliothécaires. Des intervenants extérieurs pourront être sollicités en fonction des projets, dans un objectif de partenariat, pour en limiter les coûts.

Budget : une part du budget global annuel du service est allouée à l'action culturelle. Cette enveloppe annuelle est répartie sur l'ensemble des projets.
Il est possible de faire appel à des sponsors, des mécènes ou des bénévoles pour certaines manifestations.

Les partenariats : afin de mutualiser les moyens et/ou les compétences des partenariats peuvent être établis au niveau de la programmation, du financement et/ou de la mise en œuvre avec les partenaires suivants : établissements spécialisés (crèches, hôpitaux, EHPAD), établissements scolaires, milieu associatif, autres établissements culturels de la commune, organismes d'insertion....

2. Les outils mis à disposition des équipes

Différents outils sont à disposition des agents du service pour la mise en œuvre de l'action culturelle au sein du réseau des Bibliothèques & Médiathèques de Grasse.

En amont, les projets se préparent à l'aide d'un support écrit défini par la/le responsable du service de l'action culturelle.

Des agents du service, ne faisant pas parti du service de l'action culturelle, peuvent être force de propositions pour un projet. Ainsi, les bibliothécaires mais aussi l'ensemble des équipes restent impliqués dans les actions à mener pour faire vivre les sites et les collections.

Puis l'ensemble des projets est présenté au comité de direction composé du chef de service et de son adjoint, des responsables de sites et du responsable du service des collections par la/le responsable de service de l'action culturelle accompagné(e) par les chargé(e)s de l'action culturelle. Deux réunions de présentation sont prévues dans l'année civile : l'une en avril et l'autre en octobre. Suite à ces rendez-vous, 15 jours sont prévus pour permettre d'ajuster les projets avant leurs validations finales par le comité.

Les buts de cette commission sont de prendre connaissance des actions culturelles du semestre à venir, demander des ajustements du projet au besoin et d'échanger sur les projets notamment concernant leur budget. Suite à la réunion de validation, le programme des actions culturelles pour le semestre peut être édité et communiqué sur différents supports dématérialisés (site internet, page facebook du réseau...) et supports papiers.

Le service communication de la ville est sollicité pour la mise en page ou le recueil des devis liés à la communication des actions par exemple.

Pour finir, il est demandé à chaque chargé de projet de l'action culturelle d'évaluer son action via un document préparé et mis à disposition. Ce document est ensuite vérifié et validé. Il servira à remplir le rapport annuel SLL du ministère.

Charte d'utilisation de l'Espace jeux vidéo de la médiathèque de Grasse

La médiathèque de Grasse met à la disposition de ses usagers des consoles de jeux vidéo durant ses heures d'ouverture ainsi que le matériel associé (le casque de réalité virtuel et les manettes).

L'utilisation de ces consoles est soumise à l'acceptation du règlement intérieur de la médiathèque et l'approbation écrite de la présente charte est indispensable pour tous les joueurs pour l'année en cours.
Pour les mineurs, l'accès au service est soumis à une autorisation parentale préalable.

L'accès à l'espace « le 42 » est **réservé aux usagers inscrits à la médiathèque**, et dont la carte est en cours de validité.

Il ne peut être choisi qu'une seule console et un seul jeu par créneau horaire, sans possibilité d'en changer en cours d'utilisation.

L'espace accueille au maximum 8 joueurs à la fois (et aucun accompagnateur, excepté pour les enfants de moins de 12 ans venus avec un adulte)

Les sacs à dos devront être laissés dans les casiers avant de pouvoir accéder à l'espace.

Les jours et horaires d'ouverture sont indiqués dans les guides du lecteur et sont susceptibles d'être modifiés.

Il est possible d'obtenir une réservation en s'inscrivant sur place ou par téléphone.

Il est aussi possible d'en obtenir une nouvelle une fois que la précédente ait été honorée.

Tout retard de plus de 10 min verra la réservation annulée et le créneau sera attribué à un autre utilisateur.

Les accessoires nécessaires au jeu (manettes ou casque VR) seront remis à l'utilisateur en échange de sa carte de lecteur en cours de validité. Il s'engage alors à faire bon usage du matériel fourni.

En cas de jeu multi-joueurs (maximum 4 personnes), l'utilisateur ou son représentant légal est le seul responsable du bon usage et de la restitution des accessoires.

En cas de détérioration du matériel, l'utilisateur devra le rembourser (voir l'article VIII du règlement intérieur)

Le choix du jeu sera soumis aux limitations d'âge légal mentionnées par le PEGI (PanEuropean Game Information : recommandations sur l'âge conseillé en fonction du contenu du jeu). Le PEGI est indiqué sur la jaquette du jeu consultable à la médiathèque et dans le catalogue informatisé de la médiathèque.

Les usagers pourront sauvegarder leur progression sur une carte mémoire personnelle ou sur la console, néanmoins, **la médiathèque ne peut être tenue pour responsable en cas d'effacement des données.**

L'Espace Jeux vidéo est géré par un médiathécaire qui est le seul habilité à installer les jeux, à confier les manettes et à effectuer les manipulations sur les consoles et les écrans en cas de problèmes techniques.

Le médiathécaire pourra mettre fin à la séance et suspendre à titre temporaire ou définitif le droit d'accès à l'espace en cas de comportement excessif ou de non-respect de la charte d'utilisation ou du règlement intérieur de la médiathèque.

L'utilisateur s'engage à adopter une attitude modérée afin de ne pas gêner les autres usagers de la médiathèque.

En cas de problème récurrent ou de comportement excessif répété, l'usager peut-être exclu temporairement ou définitivement du service.



Pour rappel, il est interdit de manger, boire et de faire trop de bruit dans le 42 !

Je soussigné(e),
Nom ..... Prénom .....
Date de naissance ..... Téléphone .....
Adresse .....

Déclare avoir pris connaissance de la Charte d'utilisation de l'Espace jeux vidéo de la Médiathèque Charles Nègre et m'engage à la respecter.

À ....., le .....

Signature

AUTORISATION PARENTALE (à remplir pour les mineurs)

Représentant légal
Nom..... Prénom .....
Adresse.....
Téléphone .....

Autorise le mineur ci-dessus à utiliser l'Espace jeux vidéo de la Médiathèque Charles Nègre

À ....., le .....

Signature

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-132-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2021 - 132 **SERVICE BIBLIOTHEQUE & MEDIATHEQUES**
PROJET CULTUREL, SCIENTIFIQUE, EDUCATIF ET SOCIAL
DU RESEAU DES BIBLIOTHEQUE & MEDIATHEQUES DE GRASSE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-132-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-132-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021 - 132

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

SERVICE BIBLIOTHEQUE & MEDIATHEQUES
PROJET CULTUREL, SCIENTIFIQUE, EDUCATIF ET SOCIAL
DU RESEAU DES BIBLIOTHEQUE & MEDIATHEQUES DE GRASSE

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet d'adopter le Projet Culturel, Scientifique, Educatif et Social (PCSES) du réseau des Bibliothèque & Médiathèques de Grasse pour la période 2021 – 2024.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C
BIBLIOTHEQUE & MEDIATHEQUES	/	/

Madame Dominique BOURRET expose :

Considérant que le Projet Culturel, Scientifique, Educatif et Social (PCSES) est un document de politique publique par lequel une collectivité territoriale détermine les objectifs d'un établissement de lecture publique. C'est également une feuille de route sur 5 ans, réajustable, afin de déterminer les objectifs du service, les activités, l'évaluation de la qualité de celles-ci, les modalisations d'organisation et de fonctionnement.

Considérant que ce document a pour objectif :

- De poser un diagnostic sur les sites constituant le réseau des Bibliothèque & Médiathèques de Grasse,
- De proposer un plan d'actions ayant pour finalité d'améliorer l'harmonisation des structures ainsi que les offres proposées aux usagers.

Considérant que le projet du réseau des Bibliothèque & Médiathèques de Grasse a été construit autour de 4 axes ayant pour objet de développer des actions concrètes qui viseront l'implication des acteurs locaux (institutionnels, associatifs, économiques) dans les sites du réseau :

- Axe numérique : sensibiliser la population à toutes les nouvelles technologies
- Axe écologique : sensibiliser la population à l'écologie et au développement durable
- Axe social : des lieux de vie et de rencontre pour tous
- Axe économique : identité et dynamisme local

Considérant que les axes politiques engagés mettent l'humain au cœur du projet culturel du réseau des Bibliothèque & Médiathèques, c'est dans un réel souci d'inclusion et de cohésion sociale que l'équipe des Bibliothèque & Médiathèques de Grasse souhaite développer son offre culturelle et ses services et créer un lieu de loisirs, de rencontres, d'échanges, de partages et d'apprentissages ; un lieu « comme à la maison », chaleureux et convivial où il fait bon venir et s'installer.

La commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 juin 2021.

Je vous demande de bien vouloir :

- **ADOPTER** le Projet Culturel, Scientifique, Educatif et Social (PCSES) du réseau des Bibliothèque & Médiathèques de Grasse pour la période 2021 – 2024.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE A.M

POLITIQUE DE LA VILLE
Rapport annuel 2020

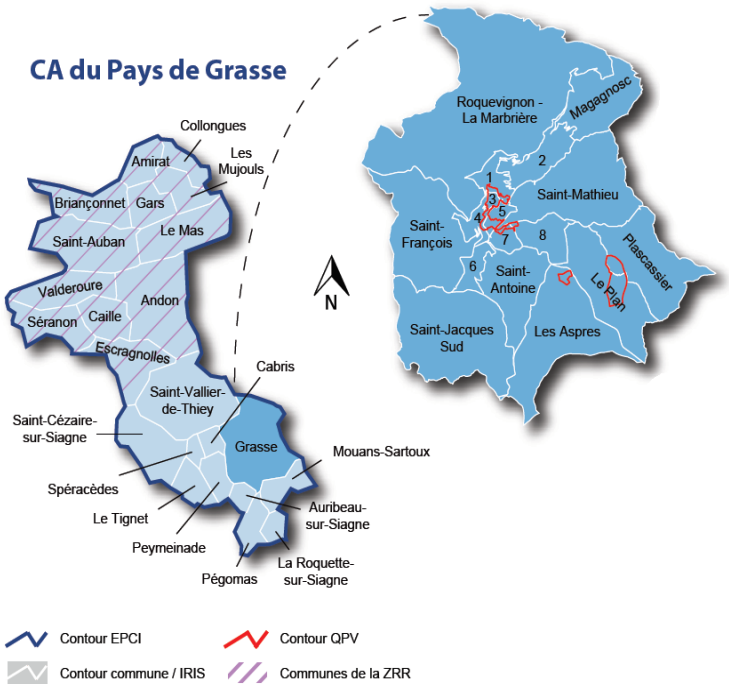
LE CONTRAT DE VILLE DU PAYS DE GRASSE

La Politique de la ville est une politique de transition permettant aux territoires connaissant les dysfonctionnements les plus importants, de devenir, grâce à la concentration des efforts publics, des quartiers comme les autres, elle vise ainsi à réduire les inégalités entre les territoires, à revaloriser les quartiers les plus en difficulté et à favoriser l'égalité des chances entre tous les citoyens.

Depuis 2014, l'Etat a souhaité écrire une nouvelle Politique de la ville en définissant une géographie prioritaire simplifiée, s'appuyant sur un critère unique et objectif : **le revenu des habitants**. Ainsi, ont été identifiés « quartiers prioritaires », les territoires d'au moins mille habitants, sur lesquels **plus de 50% de la population ont un revenu médian inférieur au seuil de pauvreté.** Le **seuil de pauvreté** monétaire, qui correspond à 60 % du niveau de vie médian de la population, s'établit à 1 026 euros par mois pour une personne seule en 2016.

En 2014 lors de la définition des Quartiers Politique de la Ville dit QPV, 2 quartiers de la Ville de Grasse ont été retenus :

- le Grand Centre (réunissant le centre-ville et le quartier de la gare) : 6 740 habitants avec un revenu médian de 10 200 €/an
- les Fleurs de Grasse : 1 417 habitants avec un revenu médian de 9 900 €/an



REVENU MEDIAN

National : 1653 €/mois

Alpes Maritimes : 2094 €/mois

CAPG : 1767 €/mois

Grasse : 1647 €/mois

Grand Centre : 850 €/mois

Fleurs de Grasse : 825 €/mois

Ranguin Frayère : 950 €/mois

Nice Ariane : 741 €/mois

Le Contrat de ville du Pays de Grasse a été signé officiellement le 15 décembre 2015 et concerne 2 quartiers dits prioritaires ou cœur de cible situés sur la ville de Grasse. Lors du Conseil Municipal du 10 décembre 2019, et du Conseil Communautaire du 13 décembre 2019, la Ville de Grasse et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ont validé la prolongation du Contrat de Ville jusqu'en 2022.

La loi LAMY définit les nouveaux Contrats de Ville autour de 4 principes structurants :

- un contrat unique intégrant les dimensions : sociale, urbaine et économique ;
- un contrat impliquant l'ensemble des partenaires concernés sur le territoire de l'intercommunalité ;
- un contrat mobilisant prioritairement le droit commun de l'Etat et des collectivités territoriales ;
- un contrat s'inscrivant dans un processus de co-construction et de participation avec les habitants

CONTRAT DE VILLE DU PAYS DE GRASSE
Solidarités et Cohésion sociale : Réduire les inégalités entre les territoires, revaloriser les territoires les plus en difficultés et à favoriser l'égalité des chances
AXES TRANSVERSAUX
Egalité Femmes-Hommes Jeunesse Lutte contre les discriminations

PILIER COHESION SOCIALE	PILIER AMELIORATION DU CADRE DE VIE	PILIER DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
Accès à la culture, Accès au sport Accès aux loisirs Accès à la santé Education et parentalité Tranquillité publique Accès aux droits	Aménagement Habitat et logement Cadre de vie Transports et mobilités	Accès à l'emploi Formation et insertion professionnelle Développement économique Commerce
SOCLE VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET CITOYENNETE		
Conseil citoyen Prévention de la délinquance		

LES DISPOSITIFS ASSOCIES ET LES VOLETS DU CONTRAT DE VILLE		
PILIER COHESION SOCIALE	**PILIER AMELIORATION DU CADRE DE VIE**	**PILIER DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**
Volet Santé et Accès aux soins : Atelier Santé Ville Volet Education et accès aux savoirs : Classe Relais / PEDT / PRE / Contrat Enfance Jeunesse / CLAS / VVV Volets Animation sociale et médiation : Adultes-Relais	Volet Urbain - NPNRU / PRU Volet animation sociale : GUP	Charte entreprises et Quartiers Plan de relance Convention de revitalisation économique : clause VINESSE
SOCLE VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET CITOYENNETE		
FIPDR et CAF R / CLSPD / TIG / Schéma Départemental de lutte contre les violences sexistes et sexuelles		

2020, une année marquée par une crise sanitaire inédite… et une solidarité décuplée dans les quartiers

En 2020, le monde connait le début d'une pandémie mondiale inédite. Cette pandémie n'a épargné personne, ce qui a conduit les institutions à prendre des mesures sanitaires strictes. Toutefois, malgré ce contexte sanitaire et les contraintes liées au confinement et aux gestes barrières, les associations ont su innover et ont maintenu leurs actions en direction des habitants et plus particulièrement en direction des plus isolées. Cette année bien que difficile a su faire émerger des actions de solidarités innovantes.

Pour faire face aux effets du confinement et aux impact négatifs de la pandémie mondiale, l'Etat a lancé plusieurs appels à projets : Quartiers Solidaires, Quartiers d'été, d'automne et d'hiver et actions de continuité éducative.

Grâce à la réactivité et à la forte mobilisation des associations de quartier :



Plus de 3 000 masques en tissus ont été réalisés sur le quartier des Fleurs de Grasse



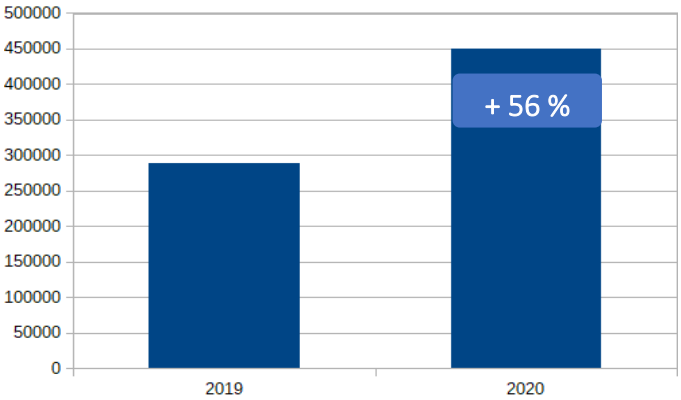
25 actions ont été financées au bénéfice de 500 jeunes et leurs familles



48 ordinateurs ont été achetés puis mis à disposition d'élèves pour assurer la continuité éducative.

Soit une dotation complémentaire pour le territoire de 152 189 €

Une augmentation globale de 56 % des financements de l'État pour la CAPG pour l'ensemble des dispositifs Politique de la Ville : contrat de ville, VVV, PRE, colos apprenantes…

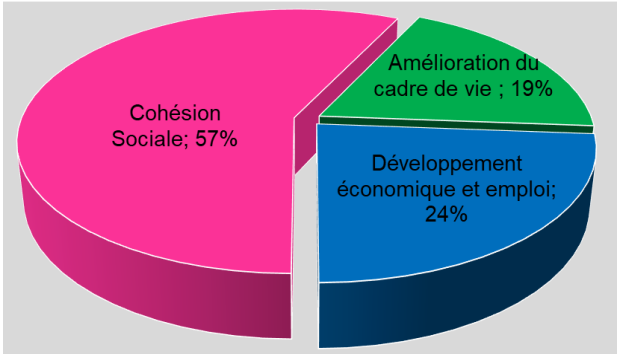


Synthèse de la programmation 2020

Cohésion sociale
- 12 actions financées
- 8 associations
- Près de 2 000 bénéficiaires

Amélioration du cadre de vie
- 4 actions financées
- 4 associations
- près de 900 bénéficiaires

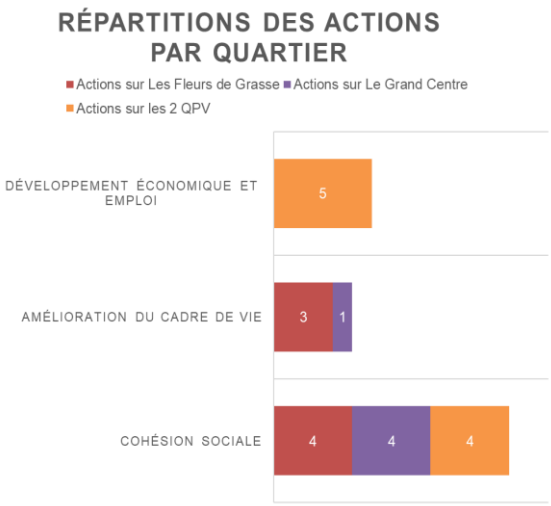
Développement économique et emploi
- 5 actions financées
- 5 associations
- 162 bénéficiaires



Un plan annuel d'actions opérationnelles est présenté chaque année en comité de pilotage réunissant l'ensemble des partenaires. Celui-ci est également présenté au conseil citoyen et lors des conseils municipaux et communautaires.

Evaluation – Réunions BILAN
- 21 réunions bilan
- 24 heures d'échanges
- En présence des financeurs et des conseillers citoyens

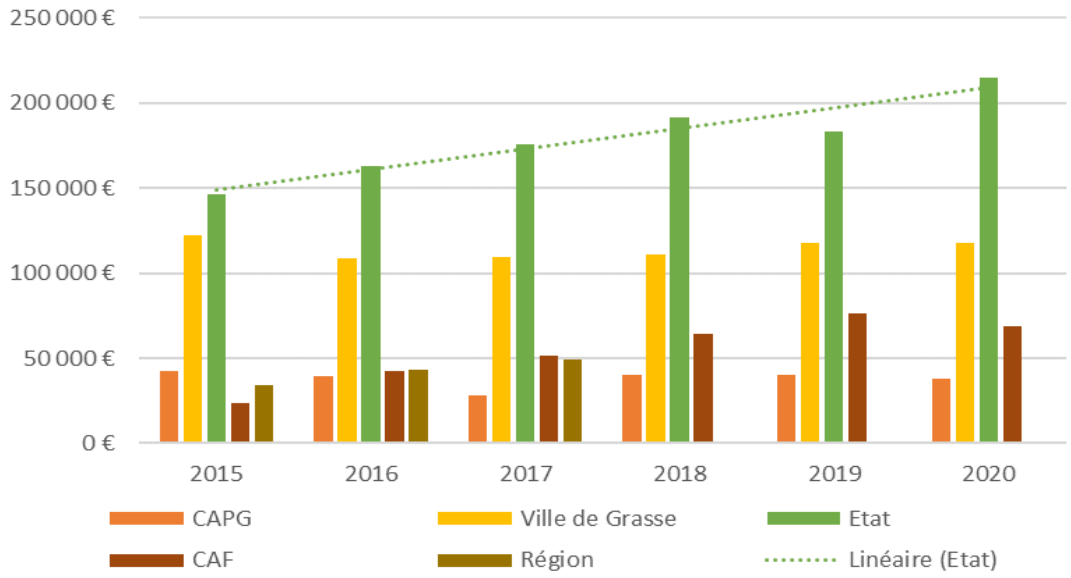
Détail des opérations du Contrat de ville



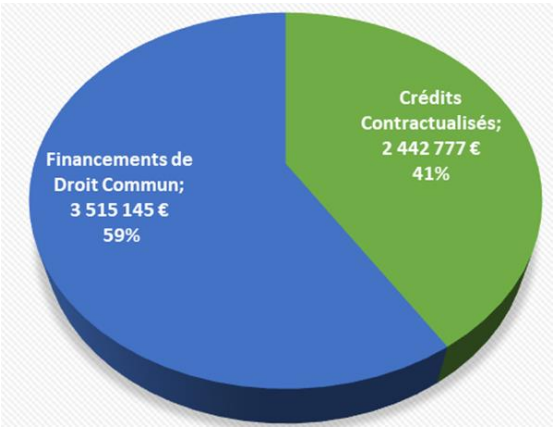
- Ateliers sociolinguistiques – Insertion-Citoyenneté ;
- Accompagnement à la scolarité et à la Parentalité *(2 actions sur deux QPV) ;*
- Accompagnement social et médiation - inclusion numérique ;
- Médiation en faveur de la participation des habitants ;
- Cités débrouillardes à Grasse : animation pour les jeunes en quartiers prioritaires ;
- Atelier Santé Ville ;
- Projet santé, bien-être et inclusion sociale au cœur des Fleurs de Grasse ;
- Découverte et pratique du Taekwondo pendant l'année scolaire et les vacances scolaires ;
- Favoriser l'inclusion sociale et professionnelle durable des personnes à travers l'apprentissage des droits et des devoirs du citoyen et des fondements de notre République afin de mieux « vivre et travailler ensemble » ;
- Partage des cultures urbaines par le biais de la danse et du théâtre ;
- Amélioration du cadre vie par le lien social, la médiation et l'insertion ;
- Animation d'un café culturel des enfants et des parents – Espace collaboratif et créatif de la place aux herbes ;
- Auto-réhabilitation accompagnée : mise en place de chantiers individuels et d'animations collectives pour mieux appréhender les droits et les devoirs du locataire ;
- Travail des habitants sur des oliviers : taille et collecte pour développer la convivialité, la solidarité et une connaissance géographique, historique et culturelle à partir et autour de l'olivier.
- Soutien aux personnes en situation de vulnérabilité psychique en vue de leur insertion professionnelle ;
- Développement de la mobilité européenne et internationale pour les jeunes qui en sont le plus éloignés comme un outil d'insertion sociale et professionnelle ;
- Citéslab : Accueillir les publics les plus éloignés des institutions, les écouter, les informer les orienter et les sensibiliser à l'entreprenariat ;
- Chantier Educatif Maraichage : l'insertion sociale et professionnelle des jeunes les plus éloignés, en rupture ;
- Emergence d'un pôle de compétences professionnelles autour des cultures urbaines ;

Synthèse financière

Les financements des programmations depuis 2015

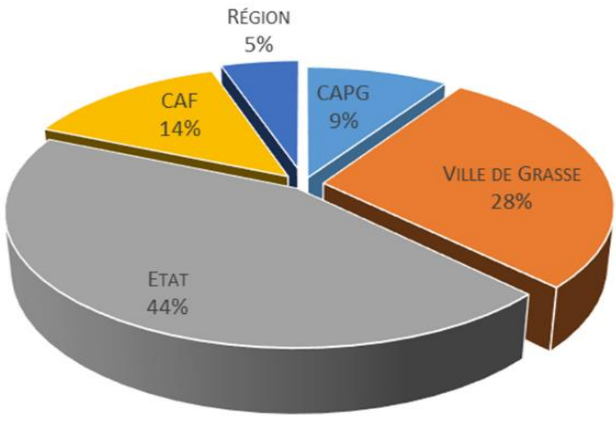


Répartition des crédits des programmations



Une majorité des financements provient du Droit commun

L'Etat, acteur financier principal des crédits contractualisés



La participation citoyenne
Les membres des Conseils Citoyens travaillent depuis 2017 avec la Direction Solidarités à l'écriture de l'appel à projet annuel du Contrat de ville. Ils participent à l'étude des actions proposées par les associations dans ce cadre ainsi qu'aux bilans des actions réalisées. Ils participent aux différents comités de pilotage tels que le Contrat de Ville ou encore Cœur de Ville.

- **l'égalité femmes hommes, la lutte contre les discriminations :**
Conformément aux instructions ministérielles du 15 mai 2015, la CAPG a souhaité faire de l'axe transversal « égalité entre les femmes et les hommes » une priorité. Ainsi depuis 2016, la direction solidarités de la CAPG, intégrant le Contrat de ville mais également le Contrat de ruralité travaille sur cette thématique de façon concertée sur l'ensemble du territoire.

La Cheffe de projet du haut pays grassois, la cheffe de projets des préventions et la Cheffe de projet du Contrat de ville participent aux différentes instances proposées par la Délégation aux Droits des Femmes, mènent des actions œuvrant pour l'égalité entre les femmes et les hommes et la CAPG s'est engagée dans le Plan Départemental : Objectif Zéro Sexisme.

En complément de la programmation, le Contrat de ville mène des **actions de coordination et de suivi de dispositifs :**

- Suivi des Conseils Citoyens et des formations des animateurs et du Fonds de Participation des Habitants
- Suivi et rédaction des conventions d'utilisation de l'abattement de la TFPB
- Participation à la Commission Départementale de Lutte contre les Violences faites aux Femmes
- Participation au groupe de travail égalité filles/garçons dès le plus jeune âge et zéro sexisme dans les transports
- Animation des réunions des acteurs du quartier des Fleurs de Grasse et de la Gestion Urbaine de Proximité (Gare)
- Suivi des dossiers du dispositif Ville Vie Vacances (VVV), organisation de la cellule locale et des réunions bilans
- Lien avec le Programme de Réussite Educative – Volet Education des Contrats de ville
- Lien avec le dispositif Atelier Santé Ville – Volet Santé des Contrats de ville
- Lien avec le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance - CLSPD et participation aux cellules de veille – Volet sécurité et prévention des Contrats de ville
- Lien avec le NPNRU – Volet urbain des Contrats de ville
- Suivi de la redynamisation de la Place aux Herbes

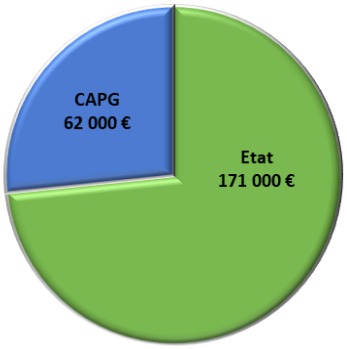
Les dispositifs associés et les volets du Contrat de Ville en lien avec la Politique de la Ville

- **Prévention de la délinquance**
- **Volet Santé et accès aux soins : Atelier Santé Ville**
- **Volet éducation et accès aux savoirs**
- **Volet Urbain NPNRU**
- **Volet Animation sociale : la Gestion Urbaine de Proximité**
- **Volet urbain / commerce / attractivité Action Cœur de Ville**
- **Volet Développement économique**

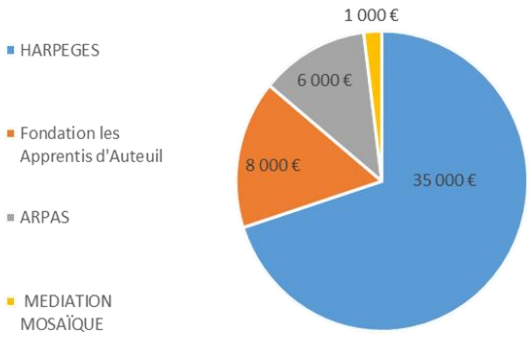
LES DISPOSITIFS ASSOCIES ET LES VOLETS DU CONTRAT DE VILLE		
PILIER COHESION SOCIALE	**PILIER AMELIORATION DU CADRE DE VIE**	**PILIER DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**
Volet Santé et Accès aux soins : Atelier Santé Ville Volet Education et accès aux savoirs : Classe Relais / PEDT / PRE / Contrat Enfance Jeunesse / CLAS / VVV Volets Animation sociale et médiation : Adultes-Relais	Volet Urbain - NPNRU / PRU Volet animation sociale : GUP	Charte entreprises et Quartiers Plan de relance Convention de revitalisation économique : clause VINESSE
SOCLE VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET CITOYENNETE		
FIPDR et CAF R / CLSPD / TIG / Schéma Départemental de lutte contre les violences sexistes et sexuelles		

Volet Prévention de la délinquance et de la radicalisation

Financements FIPDR – programme D
13 actions



Prévention Droit commun CAPG - 4 Actions



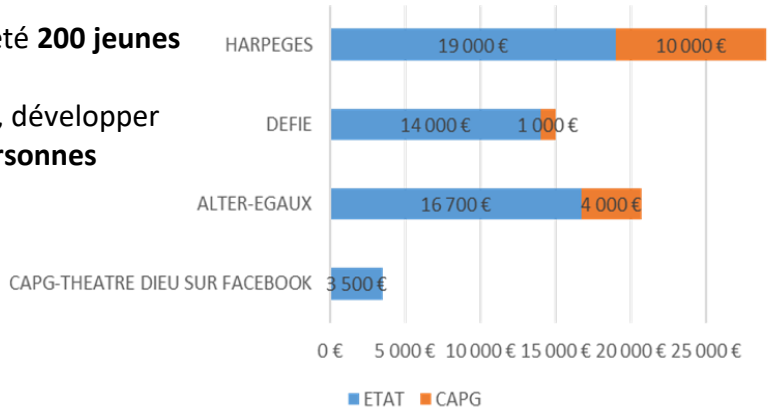
- **Programme d'actions pour la prévention de la délinquance auprès des jeunes**
- Chantier éducatif **30 mineurs sous-main de justice**
- Accompagnement socioprofessionnel, psychologique **150 jeunes + 65 parents**
- TIG réalisées sur la Mairie de Grasse **2200 Heures**

- **Programme d'actions pour améliorer la prévention des violences faites aux femmes, des violences intrafamiliales, et l'aide aux victimes**
- Prévention du harcèlement scolaire (ateliers, exposition, film-débats) **50 personnes, car action reportée sur 2021**
- Plan Départemental de Prévention du Sexisme **500 personnes**
- Aide aux victimes **2000 personnes**

- **Programme en faveur de la tranquillité publique**
- Equipement de la police municipale
- Extension du système de vidéoprotection (environ 160 caméras, 200 points de vue)

- **Programme d'actions pour la prévention de la radicalisation**
- Ateliers valeurs de la république et citoyenneté **200 jeunes**
- Théâtre débat **300 jeunes**
- Décrypter les mécanismes d'embrigadement, développer l'esprit critique, fausses informations **120 personnes**

Financements FIPDR - programme R



Volet Santé et accès aux soins : Atelier Santé Ville

Malgré la crise sanitaire :

Un bilan conforme au prévisionnel …Une mobilisation soutenue des partenaires

Les actions majeures :

- ***Analyse des Besoins Sociaux de Grasse (ABS)***
  Diagnostic statistique ; Analyse partagée (Personnes âgées – Précarité)
- 23 juin 2021 : retransmission du plan d'action 2022/2026

Installation du Conseil Local de Santé Mentale

- Elaboration du dispositif d'études de situations complexes
- Promotion santé mentale/SISM : renforcement des coopérations et des participations habitants/usagers/familles ; co- élaboration d'une animation commune à déployer sur 2021
- Participation à l'élaboration du Projet Territorial de Santé Mentale.

Déploiement de l'action marche nordique séniors en direction public QPV

- Partenariat avec Harpèges & Sport et Santé
- Sensibilisation à la pratique d'une activité physique (session de 3 mois, atelier cuisine-diététique)
- Un projet à renouveler sur 2022
- Un projet transférable (articulation CPTS/malades chroniques)

Volet éducation et accès aux savoirs

- **Le Programme de Réussite Educative - P.R.E. -** permet l'accompagnement d'enfants âgés de 2 à 16 ans et éventuellement de la famille, par le biais de parcours individualisés et adaptés.

  Les actions proposées sont multiples et variées et peuvent concerner différents domaines : santé, accompagnement psychologique, loisirs, accompagnement social des familles, soutien à la parentalité, lutte contre le décrochage scolaire, aide à la scolarité, sports, culture...

  En 2020, et malgré le contexte sanitaire inédit, 89 enfants ont intégré ce dispositif et ont été suivis individuellement : 50 garçons et 39 filles : 20 enfants de 2 à 5 ans / 42 enfants de 6 à 10 ans et 27 collégiens de 11 à 16 ans

- **Partenariat avec la classe relais**

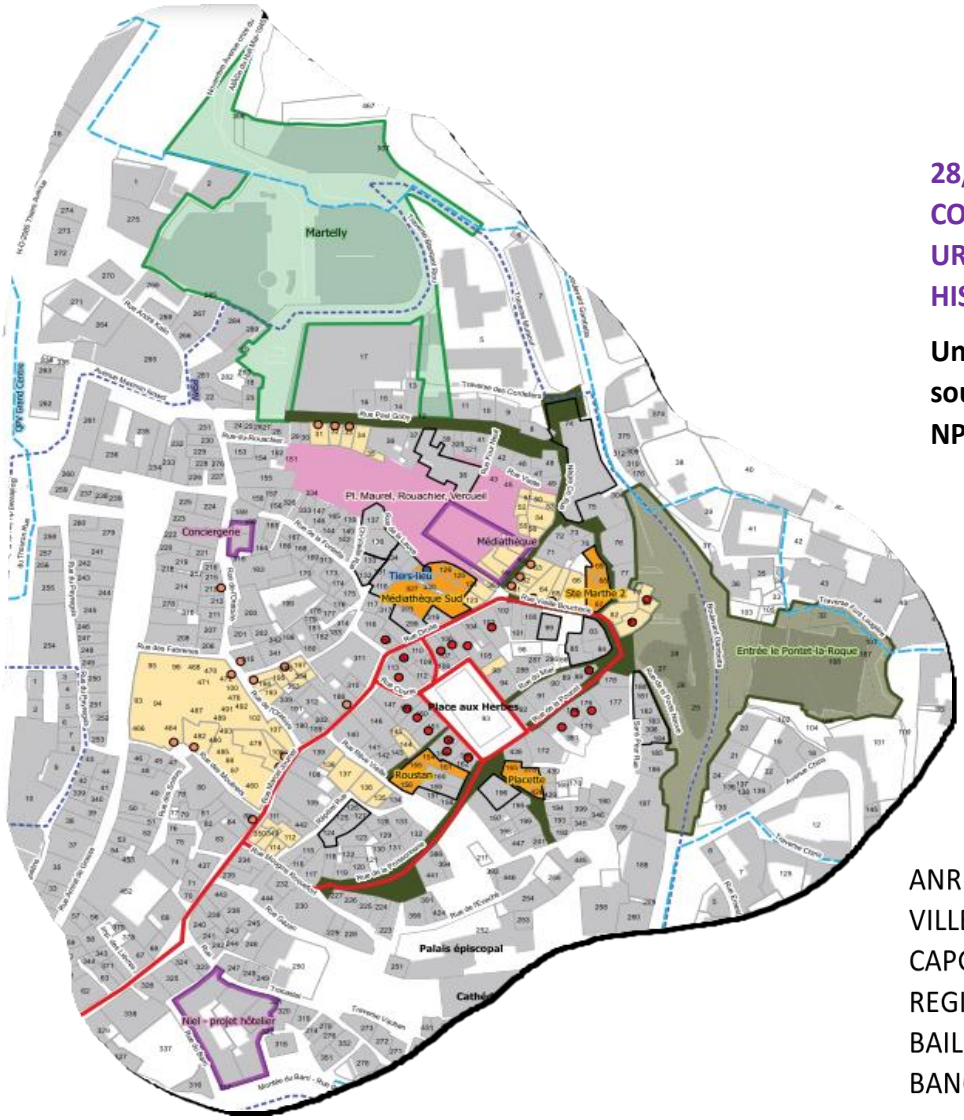
- **En lien étroit avec la CAF - Suivi des 10 cycles CLAS portées par 2 associations**

- **Suivi de l'action de continuité éducative avec Soli-Cités**

- **Partenariat avec le secours catholique pour le soutien scolaire du primaire au lycée – environ 70 enfants sur le quartier des Fleurs de Grasse**

Volet urbain - NPNRU

- **Les fondamentaux du projet : vers la transformation positive et durable du quartier grâce à un impact global, urbain, économique, social et environnemental**
- **L'HABITAT**, au cœur du nouveau projet : la restructuration complète de 4 îlots dégradés pour une nouvelle offre de logements à destination des familles et des étudiants
- **LA REVITALISATION COMMERCIALE** : la réalisation d'un nouveau parcours commercial
- **L'OUVERTURE DU QUARTIER** et des **OPERATIONS D'AMENAGEMENT**, clés de réussite du projet : la valorisation de Pontet-La Roque, l'aménagement du secteur Martelly
- **LE CAMPUS UNIVERSITAIRE**, comme fil rouge conditionnant le changement



28/04/2020 : SIGNATURE DE LA CONVENTION DE RENOUVELLEMENT URBAIN DU PAYS DE GRASSE - CENTRE HISTORIQUE

Un projet de 33 millions d'€ fortement soutenu financièrement au titre du NPNRU.

ANRU & ACTION LOGEMENT **9,4 M€**
VILLE DE GRASSE **6.9M€**
CAPG **1.8 M€**
REGION **1.2 M€** et CRET 2nde génération **690 k€**
BAILLEURS SOCIAUX **1.4 M€**
BANQUE DES TERRITOIRES **150 000 €.**

Volet urbain - animation sociale

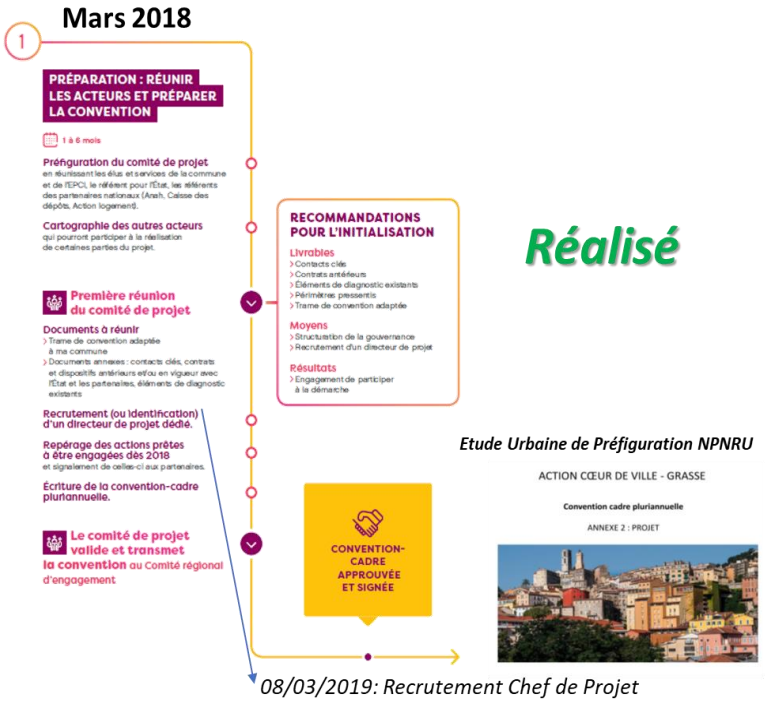
- **La GUP centre-ville : 1 équipe dédiée (1 élue, 3 techniciens)**
    - 225 personnes accueillis
    - 900 situations traitées (sociale, animation, maintenance urbaine, tranquillité publique, évènementiel)
    - 235 tournées quotidiennes (repérage des problématiques et médiation)
    - 160 personnes présentes lors du Café Chantier Médiathèque (17 octobre 2020)
    - Revue de quartier avec Mr Le Maire et les élus (3 décembre 2020)
    - Livraison d'un nouveau Point d'apport volontaire (rue Répitrel)

- **La GUP Gare : co animée par l'élu du quartier et la Cheffe de Projet Politique de la Ville**
    - 1 réunion / mois avec l'ensemble des opérateurs et des partenaires présents sur le quartier.

- **La gestion des conventions d'utilisation de l'abattement TFPB**
    - Binôme avec la déléguée du Préfet pour le suivi des actions menées par les bailleurs
    - Rédaction des avenants 2020 – 2022
    - Organisation de la cérémonie de signature en décembre 2020

Volet urbain / commerce / attractivité

Action Cœur de Ville



Réalisé

Etude Urbaine de Préfiguration NPNRU

08/03/2019: Recrutement Chef de Projet



Réalisé

- ***Fin juin 2019:***
  Délibérations ORT Ville de Grasse et CAPG
- ***Mi septembre 2019:***
  Demande d'homologation accélérée de la convention ACV en convention ORT, par Arrêté Préfectoral
- ***Octobre 2019:***
  Mise à jour du diagnostic et Rédaction du projet global et du projet d'avenant
- ***Novembre 2019:***
  Echanges entre les partenaires sur l'avenant de la convention
- ***Janvier 2020:***
  Passage en comité d'engagement régional
- ***19 Février 2020***
  Signature de l'avenant à la convention cadre ACV
- ***2020-2025:***
  Déploiement des actions

Volet développement économique

- Partenariat étroit avec Initiative Terres d'Azur

- Présence de Cités Labs sur le territoire depuis 2016

- Plan de relance : 28 Dossiers « prime de 1 500€ entrepreneurs des QPV »
    - 26 pour le Grand Centre
    - 2 pour les Fleurs de Grasse

Des conventions de revitalisation qui viennent renforcer le volet « développement économique » des contrats de ville

Mise en place dans les Alpes-Maritimes d'une clause de mobilisation de 20 à 25 % de l'enveloppe des conventions de revitalisation en faveur des quartiers politique de la ville, dite « clause Vinesse » avec :

- 4 actions financées au titre de la convention Galderma (DEFIE, PLIE, Harjès, Tetris)
- 2 actions financées au titre de la convention Conduent (Mission locale et Fondation Apprentis d'Auteuil).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-133-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2021 - 133 CONTRAT DE VILLE
RAPPORT ANNUEL 2020 SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-133-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-133-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021-133

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

CONTRAT DE VILLE
RAPPORT ANNUEL 2020 SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet de présenter le projet de rapport annuel de la Politique de la Ville pour l'année 2020, en application du décret du 3 septembre 2015, qui impose aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale de rédiger un rapport annuel sur la mise en œuvre de la Politique de la Ville et de le présenter aux communes signataires pour consultation.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
CONTRAT DE VILLE		

Madame Dominique BOURRET expose :

Considérant que la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine promulguée le 21 février 2014 fixe le nouveau cadre de la Politique de la Ville par la mise en œuvre des Contrats de Ville nouvelle génération pour la période 2015-2020.

Considérant que le pilotage du Contrat de Ville a été confié à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse. Le Maire de Grasse est toutefois chargé de la mise en œuvre du Contrat de Ville, sur le territoire de la commune dans le cadre de ses compétences.

Considérant que le nouveau Contrat de Ville signé officiellement le 15 décembre 2015, a été prolongé jusqu'en 2022, validé par avenant lors du Conseil Municipal du 10 décembre 2019.

Considérant que le Décret du 3 septembre 2015 impose aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale signataires des Contrats de Ville de rédiger un rapport annuel sur la mise en œuvre de la Politique de la Ville et de prévoir les modalités de validation de celui-ci.

Considérant la délibération communautaire en date du 30 juin 2017 où la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse a approuvé les modalités de consultation, projet de rapport annuel sur la mise en œuvre de la Politique de la Ville, joint en annexe, et ses modalités de consultation.

Considérant qu'avant d'être validé et rendu public, le projet de rapport doit être transmis pour avis au Conseil Municipal de la ville de Grasse et aux Conseils Citoyens des quartiers concernés.

Considérant que la ville de Grasse dispose d'un délai de réponse de six semaines à compter de la date de notification.

Considérant qu'à défaut de réponse dans le délai imparti des six semaines, l'avis sera réputé favorable.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-133-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Considérant que la ville de Grasse et les Conseils Citoyens doivent transmettre leurs observations à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, afin que celles-ci soient intégrées dans le rapport définitif.

Considérant que selon le Décret, le rapport sur la mise en œuvre de la Politique de la Ville se doit de rappeler les principales orientations du Contrat de ville, de présenter l'évolution de la situation dans les quartiers prioritaires concernés au regard des objectifs énoncés par le Contrat de ville, de retracer les actions menées par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et la ville de Grasse au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires au cours de l'année 2020 et selon leurs compétences respectives au travers notamment de la programmation financière du Contrat de Ville, de déterminer les perspectives d'évolution au regard des résultats obtenus et des moyens mobilisés, ainsi que les améliorations qui paraissent nécessaires à la poursuite des objectifs du Contrat de Ville, y compris au titre du renforcement des actions de droit commun, à la coordination des acteurs et des politiques publiques, à la participation des habitants ou à l'évaluation des actions ou programmes d'intervention.

Considérant que le rapport définitif intégrant les avis de la ville de Grasse et des Conseils Citoyens fera l'objet d'une délibération lors du conseil de communauté du 23 septembre 2021.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 10 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **PRENDRE ACTE** de la présentation du rapport, joint en annexe, sur la mise en œuvre de la Politique de la Ville ;
- **DONNER UN AVIS FAVORABLE / DEFAVORABLE** sur le projet de rapport annuel Politique de la Ville ;
- **INTEGRER LES REMARQUES** ci-dessus au rapport définitif.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,



CONTRAT DE VILLE

Programmation 2021

Convention d'objectifs et de financement

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

D'une part, la « Commune de Grasse », identifiée sous le numéro SIREN n° 210 600 698 000 18, Siège : Place du Petit Puy – BP 12069 – 06131 GRASSE Cedex, représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, Maire de Grasse, Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal n° 2020-26 en date du 28 mai 2020, visée en Sous-préfecture de Grasse le 29 mai 2020,

ET :

D'autre part, l'association dénommée Bras ouverts, régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé : 7 boulevard du Docteur Jacques Ugo, 06220 Vallauris, déclarée à la Sous-préfecture Grasse le 25 juillet 2014 sous le numéro W061005300 et représentée par Madame Claire ANJOU, Présidente, agissant ès qualité en vertu des statuts de l'association.

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

Par délibération n° **2021-XX** en date du **XXX** et reçue en Sous-préfecture le **XXX** 2021, le Conseil Municipal a adopté la mise en place de l'action **« Par l'insertion sociale et l'accès au droit des femmes, lutter contre la pauvreté et l'exclusion au sein des quartiers prioritaires de Grasse. »** et le plan de financement s'y rapportant et a autorisé Monsieur le Maire à signer les conventions d'objectifs et de financement avec les associations ou organismes concernés.

En conséquence, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 :

L'association s'engage à réaliser l'action intitulée **« Par l'insertion sociale et l'accès au droit des femmes, lutter contre la pauvreté et l'exclusion au sein des quartiers prioritaires de Grasse »** dans le respect du projet présenté pour l'année 2021.

Article 2 :

L'association s'engage à :

- Fournir, par l'intermédiaire du chef de projet du Contrat de ville du Pays de Grasse, à la ville de Grasse et aux partenaires co-financeurs une grille d'évaluation de son action, ainsi que l'ensemble des documents administratifs et financiers nécessaires au bilan de la présente action au plus tard deux mois après la fin de l'action. Ces documents permettront d'établir une évaluation intermédiaire ou la grille d'évaluation aura été préparée au préalable avec l'Équipe opérationnelle du Contrat de ville du Pays de Grasse et devra permettre une lecture quantitative et qualitative des résultats de l'action.

- Informer la ville de Grasse en cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention.

- Faire apparaitre le soutien de la ville de Grasse lors la publicité effectuée pour cette action.

Article 3 :

Pour sa part, la ville de Grasse s'engage :

- À verser à l'association la subvention d'un montant de 2000 €. Cette subvention versée par la ville de Grasse n'est pas tacitement reconductible et couvre uniquement la période indiquée sur le dossier unique pour l'action intitulée **« Par l'insertion sociale et l'accès au droit des femmes, lutter contre la pauvreté et l'exclusion au sein des quartiers prioritaires de Grasse ».**

- Ce versement s'effectuera sur le compte de l'association : Caisse d'épargne sur le numéro de compte 08007750427 code guichet 10000, code banque 18315 Clé RIB 76.

- A favoriser la mise en œuvre de l'action de l'association.

Article 4 :

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la ville des conditions d'exécution de la convention par l'association, la ville de Grasse peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 5 :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant.

Article 6 :

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

La présente convention sera résiliée de plein droit dès réception par la ville de Grasse de l'acte portant dissolution de l'association.

Fait à Grasse, le
En deux exemplaires,

La commune de Grasse,
Le Maire,

Jérôme VIAUD
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse

Pour l'association Bras ouverts
La Présidente,

Claire ANJOU

CONTRAT DE VILLE

Programmation 2021

Convention d'objectifs et de financement

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

D'une part, la « Commune de Grasse », identifiée sous le numéro SIREN n° 210 600 698 000 18, Siège : Place du Petit Puy – BP 12069 – 06131 GRASSE Cedex, représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, Maire de Grasse, Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal n° 2020-26 en date du 28 mai 2020, visée en Sous-préfecture de Grasse le 29 mai 2020,

ET :

D'autre part, l'association dénommée Marguerite et Marguerote, régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé : LE PETIT POUCET, 15 chemin du Suye, 06530 Peymeinade, déclarée à la Préfecture des Alpes-Maritimes le 15 juin 2020 sous le numéro W061014590 et représentée par Madame Claire SCANLAN, Présidente, agissant ès qualité en vertu des statuts de l'association.

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

Par délibération n° **2021-XX** en date du **XXX** et reçue en Sous-préfecture le **XXX** 2021, le Conseil Municipal a adopté la mise en place de l'action **« Lire et chanter en famille c'est bon pour le quartier ! »** et le plan de financement s'y rapportant et a autorisé Monsieur le Maire à signer les conventions d'objectifs et de financement avec les associations ou organismes concernés.

En conséquence, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 :

L'association s'engage à réaliser l'action intitulée **« Lire et chanter en famille c'est bon pour le quartier ! »** dans le respect du projet présenté pour l'année 2021.

Article 2 :

L'association s'engage à :

- Fournir, par l'intermédiaire du chef de projet du Contrat de ville du Pays de Grasse, à la ville de Grasse et aux partenaires co-financeurs une grille d'évaluation de son action, ainsi que l'ensemble des documents administratifs et financiers nécessaires au bilan de la présente action au plus tard deux mois après la fin de l'action. Ces documents permettront d'établir une évaluation intermédiaire ou la grille d'évaluation aura été préparée au préalable avec l'Équipe opérationnelle du Contrat de ville du Pays de Grasse et devra permettre une lecture quantitative et qualitative des résultats de l'action.

- Informer la ville de Grasse en cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention.

- Faire apparaitre le soutien de la ville de Grasse lors la publicité effectuée pour cette action.

Article 3 :

Pour sa part, la ville de Grasse s'engage :

- À verser à l'association la subvention d'un montant de 2500 €. Cette subvention versée par la ville de Grasse n'est pas tacitement reconductible et couvre uniquement la période indiquée sur le dossier unique pour l'action intitulée **« Lire et chanter en famille c'est bon pour le quartier ! ».**

- Ce versement s'effectuera sur le compte de l'association : Crédit mutuel sur le numéro de compte 00021189801 code guichet 08955, code banque 10278 Clé RIB 20.

- A favoriser la mise en œuvre de l'action de l'association.

Article 4 :

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la ville des conditions d'exécution de la convention par l'association, la ville de Grasse peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 5 :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant.

Article 6 :

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

La présente convention sera résiliée de plein droit dès réception par la ville de Grasse de l'acte portant dissolution de l'association.

Fait à Grasse, le
En deux exemplaires,

La commune de Grasse,
Le Maire,

Jérôme VIAUD
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse

Pour l'association Marguerite et Marguerote
La Présidente,

Claire SCANLAN

CONTRAT DE VILLE

Programmation 2021

Convention d'objectifs et de financement

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

D'une part, la « Commune de Grasse », identifiée sous le numéro SIREN n° 210 600 698 000 18, Siège : Place du Petit Puy – BP 12069 – 06131 GRASSE Cedex, représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, Maire de Grasse, Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal n°2020-26 en date du 28 mai 2020, visée en Sous-préfecture de Grasse le 29 mai 2020,

ET :

D'autre part, l'association dénommée Compagnons Bâtisseurs, régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé : 7 rue Edouard PONS, 13006 Marseille, déclarée à la Préfecture des Bouches-du-Rhône le 15 novembre 1979 sous le numéro W133002116 et représentée par Monsieur Abiboulaye SOW, Président, agissant ès qualité en vertu des statuts de l'association.

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

Par délibération n° **2021-XX** en date du **XXX** et reçue en Sous-préfecture le **XXX** 2021, le Conseil Municipal a adopté la mise en place de l'action **« Au plus près des habitants des Fleurs de Grasse »** et le plan de financement s'y rapportant et a autorisé Monsieur le Maire à signer les conventions d'objectifs et de financement avec les associations ou organismes concernés.

En conséquence, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 :

L'association s'engage à réaliser l'action intitulée **« Au plus près des habitants des Fleurs de Grasse »** dans le respect du projet présenté pour l'année 2021.

Article 2 :

L'association s'engage à :

- Fournir, par l'intermédiaire du chef de projet du Contrat de ville du Pays de Grasse, à la ville de Grasse et aux partenaires co-financeurs une grille d'évaluation de son action, ainsi que l'ensemble des documents administratifs et financiers nécessaires au bilan de la présente action au plus tard deux mois après la fin de l'action. Ces documents permettront d'établir une évaluation intermédiaire ou la grille d'évaluation aura été préparée au préalable avec l'Équipe opérationnelle du Contrat de ville du Pays de Grasse et devra permettre une lecture quantitative et qualitative des résultats de l'action.

- Informer la ville de Grasse en cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention.

- Faire apparaitre le soutien de la ville de Grasse lors la publicité effectuée pour cette action.

Article 3 :

Pour sa part, la ville de Grasse s'engage :

- À verser à l'association la subvention d'un montant de 7500 €. Cette subvention versée par la ville de Grasse n'est pas tacitement reconductible et couvre uniquement la période indiquée sur le dossier unique pour l'action intitulée **« Au plus près des habitants des Fleurs de Grasse ».**

- Ce versement s'effectuera sur le compte de l'association : Crédit Coopératif sur le numéro de compte 41020005114 code guichet 00031, code banque 42559 Clé RIB 24.

- A favoriser la mise en œuvre de l'action de l'association.

Article 4 :

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la ville des conditions d'exécution de la convention par l'association, la ville de Grasse peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 5 :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant.

Article 6 :

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

La présente convention sera résiliée de plein droit dès réception par la ville de Grasse de l'acte portant dissolution de l'association.

Fait à Grasse, le
En deux exemplaires,

La commune de Grasse,
Le Maire,

Jérôme VIAUD
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse

Pour l'association Compagnons Bâtisseurs
Le Président,

Abiboulaye SOW

CONTRAT DE VILLE

Programmation 2021

Convention d'objectifs et de financement

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

D'une part, la « Commune de Grasse », identifiée sous le numéro SIREN n° 210 600 698 000 18, Siège : Place du Petit Puy – BP 12069 – 06131 GRASSE Cedex, représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, Maire de Grasse, Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal n° 2020-26 en date du 28 mai 2020, visée en Sous-préfecture de Grasse le 29 mai 2020,

ET :

D'autre part, l'association dénommée D'une Rive à L'autre, régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé : chez Madame Adèle Malerba, 3 place Sainte Marthe, 06130 Grasse, déclarée à la Sous-préfecture de Grasse le 21 février 2007 sous le numéro W0061019009 et représentée par Madame Hélène MARTINELLI, Présidente, agissant ès qualité en vertu des statuts de l'association.

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

Par délibération n° **2021-XX** en date du **XXX** et reçue en Sous-préfecture le **XXX** 2021, le Conseil Municipal a adopté la mise en place de l'action **« Créons ensemble un espace collaboratif et créatif des enfants et des parents. »** et le plan de financement s'y rapportant et a autorisé Monsieur le Maire à signer les conventions d'objectifs et de financement avec les associations ou organismes concernés.

En conséquence, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 :

L'association s'engage à réaliser l'action intitulée **« Créons ensemble un espace collaboratif et créatif des enfants et des parents »** dans le respect du projet présenté pour l'année 2021.

Article 2 :

L'association s'engage à :

- Fournir, par l'intermédiaire du chef de projet du Contrat de ville du Pays de Grasse, à la ville de Grasse et aux partenaires co-financeurs une grille d'évaluation de son action, ainsi que l'ensemble des documents administratifs et financiers nécessaires au bilan de la présente action au plus tard deux mois après la fin de l'action. Ces documents permettront d'établir une évaluation intermédiaire ou la grille d'évaluation aura été préparée au préalable avec l'Équipe opérationnelle du Contrat de ville du Pays de Grasse et devra permettre une lecture quantitative et qualitative des résultats de l'action.

- Informer la ville de Grasse en cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention.

- Faire apparaitre le soutien de la ville de Grasse lors la publicité effectuée pour cette action.

Article 3 :

Pour sa part, la ville de Grasse s'engage :

- À verser à l'association la subvention d'un montant de 6000 €. Cette subvention versée par la ville de Grasse n'est pas tacitement reconductible et couvre uniquement la période indiquée sur le dossier unique pour l'action intitulée **« Créons ensemble un espace collaboratif et créatif des enfants et des parents.».**

- Ce versement s'effectuera sur le compte de l'association : CREDIT MUTUEL sur le numéro de compte 00020288201 code guichet 08955, code banque 10278 Clé RIB 72.

- A favoriser la mise en œuvre de l'action de l'association.

Article 4 :

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la ville des conditions d'exécution de la convention par l'association, la ville de Grasse peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 5 :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant.

Article 6 :

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

La présente convention sera résiliée de plein droit dès réception par la ville de Grasse de l'acte portant dissolution de l'association.

Fait à Grasse, le
En deux exemplaires,

La commune de Grasse,
Le Maire,

Jérôme VIAUD
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse

Pour l'association D'une Rive à L'autre
La Présidente,

Hélène MARTINELLI

CONTRAT DE VILLE

Programmation 2021

Convention d'objectifs et de financement

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

D'une part, la « Commune de Grasse », identifiée sous le numéro SIREN n° 210 600 698 000 18, Siège : Place du Petit Puy – BP 12069 – 06131 GRASSE Cedex, représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, Maire de Grasse, Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal n° 2020-26 en date du 28 mai 2020, visée en Sous-préfecture de Grasse le 29 mai 2020,

ET :

D'autre part, l'association dénommée Familles Arc-en-ciel, régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé : 50 route de Cannes, 06130 Grasse, déclarée à la Sous-préfecture de Grasse le 7 novembre 2011 sous le numéro W061001977 et représentée par , Président , agissant ès qualité en vertu des statuts de l'association.

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

Par délibération n° **2021-XX** en date du **XXX** et reçue en Sous-préfecture le **XXX** 2021, le Conseil Municipal a adopté la mise en place de l'action **« Activités sportives et développement personnel en milieu naturel »** et le plan de financement s'y rapportant et a autorisé Monsieur le Maire à signer les conventions d'objectifs et de financement avec les associations ou organismes concernés.

En conséquence, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 :

L'association s'engage à réaliser l'action intitulée **« Activités sportives et développement personnel en milieu naturel »** dans le respect du projet présenté pour l'année 2021.

Article 2 :

L'association s'engage à :

- Fournir, par l'intermédiaire du chef de projet du Contrat de ville du Pays de Grasse, à la ville de Grasse et aux partenaires co-financeurs une grille d'évaluation de son action, ainsi que l'ensemble des documents administratifs et financiers nécessaires au bilan de la présente action au plus tard deux mois après la fin de l'action. Ces documents permettront d'établir une évaluation intermédiaire ou la grille d'évaluation aura été préparée au préalable avec l'Équipe opérationnelle du Contrat de ville du Pays de Grasse et devra permettre une lecture quantitative et qualitative des résultats de l'action.

- Informer la ville de Grasse en cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention.

- Faire apparaitre le soutien de la ville de Grasse lors la publicité effectuée pour cette action.

Article 3 :

Pour sa part, la ville de Grasse s'engage :

- À verser à l'association la subvention d'un montant de 1500 €. Cette subvention versée par la ville de Grasse n'est pas tacitement reconductible et couvre uniquement la période indiquée sur le dossier unique pour l'action intitulée **« Activités sportives et développement personnel en milieu naturel ».**

- Ce versement s'effectuera sur le compte de l'association : Crédit Mutuel sur le numéro de compte 20466501 code guichet 8955, code banque 10278 Clé RIB 30.

- A favoriser la mise en œuvre de l'action de l'association.

Article 4 :

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la ville des conditions d'exécution de la convention par l'association, la ville de Grasse peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 5 :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant.

Article 6 :

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

La présente convention sera résiliée de plein droit dès réception par la ville de Grasse de l'acte portant dissolution de l'association.

Fait à Grasse, le
En deux exemplaires,

La commune de Grasse,
Le Maire,

Jérôme VIAUD
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse

Pour l'association Familles Arc-en-ciel
La Présidente,

CONTRAT DE VILLE

Programmation 2021

Convention d'objectifs et de financement

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

D'une part, la « Commune de Grasse », identifiée sous le numéro SIREN n° 210 600 698 000 18, Siège : Place du Petit Puy – BP 12069 – 06131 GRASSE Cedex, représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, Maire de Grasse, Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal n° 2020-26 en date du 28 mai 2020, visée en Sous-préfecture de Grasse le 29 mai 2020,

ET :

D'autre part, l'association dénommée Grasse a tous les visages, régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé : Les Fleurs de Grasse, Bâtiment S2, 50 route de Cannes, 06130 Grasse, déclarée à la Sous-préfecture de Grasse le 13 mai 2013 sous le numéro W061004209 et représentée par Madame Maria Eduarda VAZ FERREIRA FERNANDES, Présidente, agissant ès qualité en vertu des statuts de l'association.

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

Par délibération n° **2021-XX** en date du **XXX** et reçue en Sous-préfecture le **XXX** 2021, le Conseil Municipal a adopté la mise en place de l'action **« Soutien aux personnes vulnérables tout au long de la crise sanitaire »** et le plan de financement s'y rapportant et a autorisé Monsieur le Maire à signer les conventions d'objectifs et de financement avec les associations ou organismes concernés.

En conséquence, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 :

L'association s'engage à réaliser l'action intitulée **« soutien aux personnes vulnérables tout au long de la crise sanitaire »** dans le respect du projet présenté pour l'année 2021.

Article 2 :

L'association s'engage à :

- Fournir, par l'intermédiaire du chef de projet du Contrat de ville du Pays de Grasse, à la ville de Grasse et aux partenaires co-financeurs une grille d'évaluation de son action, ainsi que l'ensemble des documents administratifs et financiers nécessaires au bilan de la présente action au plus tard deux mois après la fin de l'action. Ces documents permettront d'établir une évaluation intermédiaire ou la grille d'évaluation aura été préparée au préalable avec l'Équipe opérationnelle du Contrat de ville du Pays de Grasse et devra permettre une lecture quantitative et qualitative des résultats de l'action.

- Informer la ville de Grasse en cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention.

- Faire apparaitre le soutien de la ville de Grasse lors la publicité effectuée pour cette action.

Article 3 :

Pour sa part, la ville de Grasse s'engage :

- À verser à l'association la subvention d'un montant de 1500 €. Cette subvention versée par la ville de Grasse n'est pas tacitement reconductible et couvre uniquement la période indiquée sur le dossier unique pour l'action intitulée **« soutien aux personnes vulnerables tout au long de la crise sanitaire».**

- Ce versement s'effectuera sur le compte de l'association : Crédit Mutuel sur le numéro de compte 00021078601 code guichet 08955, code banque 10278 Clé RIB 37.

- A favoriser la mise en œuvre de l'action de l'association.

Article 4 :

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la ville des conditions d'exécution de la convention par l'association, la ville de Grasse peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 5 :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant.

<u>Article 6</u> :

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

La présente convention sera résiliée de plein droit dès réception par la ville de Grasse de l'acte portant dissolution de l'association.

Fait à Grasse, le
En deux exemplaires,

La commune de Grasse,
Le Maire,

Jérôme VIAUD
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse

Pour l'association Grasse a tous les visages
La Présidente,

Maria Eduarda VAZ FERREIRA FERNANDES

CONTRAT DE VILLE

Programmation 2021

Convention d'objectifs et de financement

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

D'une part, la « Commune de Grasse », identifiée sous le numéro SIREN n° 210 600 698 000 18, Siège : Place du Petit Puy – BP 12069 – 06131 GRASSE Cedex, représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, Maire de Grasse, Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal n°2020-26 en date du 28 mai 2020, visée en Sous-préfecture de Grasse le 29 mai 2020,

ET :

D'autre part, l'association dénommée Harpèges, régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé : 8 avenue du 11 novembre, 06130 Grasse, déclarée à la Sous-préfecture de Grasse le 18 mars 1986 sous le numéro W061000867 et représentée par Monsieur Bernard SEGUIN, Président, agissant ès qualité en vertu des statuts de l'association.

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

Par délibération n° **2021-XX** en date du **XXX** et reçue en Sous-préfecture le **XXX** 2021, le Conseil Municipal a adopté la mise en place de l'action **« C.L.A.S. : Contrats Locaux d'Accompagnement à la Scolarité »** et le plan de financement s'y rapportant et a autorisé Monsieur le Maire à signer les conventions d'objectifs et de financement avec les associations ou organismes concernés.

En conséquence, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 :

L'association s'engage à réaliser l'action intitulée **« C.L.A.S. : Contrats Locaux d'Accompagnement à la Scolarité »** dans le respect du projet présenté pour l'année 2021.

Article 2 :

L'association s'engage à :

- Fournir, par l'intermédiaire du chef de projet du Contrat de ville du Pays de Grasse, à la ville de Grasse et aux partenaires co-financeurs une grille d'évaluation de son action, ainsi que l'ensemble des documents administratifs et financiers nécessaires au bilan de la présente action au plus tard deux mois après la fin de l'action. Ces documents permettront d'établir une évaluation intermédiaire ou la grille d'évaluation aura été préparée au préalable avec l'Équipe opérationnelle du Contrat de ville du Pays de Grasse et devra permettre une lecture quantitative et qualitative des résultats de l'action.

- Informer la ville de Grasse en cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention.

- Faire apparaitre le soutien de la ville de Grasse lors la publicité effectuée pour cette action.

Article 3 :

Pour sa part, la ville de Grasse s'engage :

- À verser à l'association la subvention d'un montant de 22211 €. Cette subvention versée par la ville de Grasse n'est pas tacitement reconductible et couvre uniquement la période indiquée sur le dossier unique pour l'action intitulée **« C.L.A.S. : Contrats Locaux d'Accompagnement à la Scolarité ».**

- Ce versement s'effectuera sur le compte de l'association : Crédit Coopératif sur le numéro de compte 41020005022 code guichet 00032, code banque 42559 Clé RIB 91.

- A favoriser la mise en œuvre de l'action de l'association.

Article 4 :

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la ville des conditions d'exécution de la convention par l'association, la ville de Grasse peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 5 :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant.

Article 6 :

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

La présente convention sera résiliée de plein droit dès réception par la ville de Grasse de l'acte portant dissolution de l'association.

Fait à Grasse, le
En deux exemplaires,

La commune de Grasse,
Le Maire,

Jérôme VIAUD
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse

Pour l'association Harpèges
Le Président,

Bernard SEGUIN

CONTRAT DE VILLE

Programmation 2021

Convention d'objectifs et de financement

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

D'une part, la « Commune de Grasse », identifiée sous le numéro SIREN n° 210 600 698 000 18, Siège : Place du Petit Puy – BP 12069 – 06131 GRASSE Cedex, représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, Maire de Grasse, Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes, Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal n° 2020-26 en date du 28 mai 2020, visée en Sous-préfecture de Grasse le 29 mai 2020,

ET :

D'autre part, l'association dénommée Harpèges, régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé : 8 avenue du 11 novembre, 06130 Grasse, déclarée à la Sous-préfecture de Grasse le 18 mars 1986 sous le numéro W061000867 et représentée par Monsieur Bernard SEGUIN, Président, agissant ès qualité en vertu des statuts de l'association.

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

Par délibération n° **2021-XX** en date du **XXX** et reçue en Sous-préfecture le **XXX** 2021, le Conseil Municipal a adopté la mise en place de l'action **« Accompagnement Social et Médiation - Inclusion numérique »** et le plan de financement s'y rapportant et a autorisé Monsieur le Maire à signer les conventions d'objectifs et de financement avec les associations ou organismes concernés.

En conséquence, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 :

L'association s'engage à réaliser l'action intitulée **« Accompagnement Social et Médiation - Inclusion numérique »** dans le respect du projet présenté pour l'année 2021.

Article 2 :

L'association s'engage à :

- Fournir, par l'intermédiaire du chef de projet du Contrat de ville du Pays de Grasse, à la ville de Grasse et aux partenaires co-financeurs une grille d'évaluation de son action, ainsi que l'ensemble des documents administratifs et financiers nécessaires au bilan de la présente action au plus tard deux mois après la fin de l'action. Ces documents permettront d'établir une évaluation intermédiaire ou la grille d'évaluation aura été préparée au préalable avec l'Équipe opérationnelle du Contrat de ville du Pays de Grasse et devra permettre une lecture quantitative et qualitative des résultats de l'action.

- Informer la ville de Grasse en cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention.

- Faire apparaitre le soutien de la ville de Grasse lors la publicité effectuée pour cette action.

Article 3 :

Pour sa part, la ville de Grasse s'engage :

- À verser à l'association la subvention d'un montant de 22900 €. Cette subvention versée par la ville de Grasse n'est pas tacitement reconductible et couvre uniquement la période indiquée sur le dossier unique pour l'action intitulée **« Accompagnement Social et Médiation - Inclusion numérique ».**

- Ce versement s'effectuera sur le compte de l'association : Crédit Coopératif sur le numéro de compte 41020005022 code guichet 00032, code banque 42559 Clé RIB 91.

- A favoriser la mise en œuvre de l'action de l'association.

Article 4 :

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la ville des conditions d'exécution de la convention par l'association, la ville de Grasse peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 5 :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant.

Article 6 :

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

La présente convention sera résiliée de plein droit dès réception par la ville de Grasse de l'acte portant dissolution de l'association.

Fait à Grasse, le
En deux exemplaires,

La commune de Grasse,
Le Maire,

Jérôme VIAUD
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse

Pour l'association Harpèges
Le Président,

Bernard SEGUIN

CONTRAT DE VILLE

Programmation 2021

Convention d'objectifs et de financement

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

D'une part, la « Commune de Grasse », identifiée sous le numéro SIREN N°210 600 698 000 18, Siège : Place du Petit Puy – BP 12069 – 06131 GRASSE Cedex, représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, Maire de Grasse, Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal n° 2020-26 en date du 28 mai 2020, visée en Sous-préfecture de Grasse le 29 mai 2020,

ET :

D'autre part, l'association dénommée Harpèges, régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé : 06130 Grasse, déclarée à la Sous-préfecture de Grasse le 18 mars 1986 sous le numéro W061000867 et représentée par Monsieur Bernard SEGUIN, Président, agissant ès qualité en vertu des statuts de l'association.

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

Par délibération n° **2021-XX** en date du **XXX** et reçue en Sous-préfecture le **XXX** 2021, le Conseil Municipal a adopté la mise en place de l'action **« Ateliers sociolinguistiques - insertion citoyenneté – cours d'alphabétisation »** et le plan de financement s'y rapportant et a autorisé Monsieur le Maire à signer les conventions d'objectifs et de financement avec les associations ou organismes concernés.

En conséquence, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 :

L'association s'engage à réaliser l'action intitulée **« Ateliers sociolinguistiques - insertion citoyenneté – cours d'alphabétisation »** dans le respect du projet présenté pour l'année 2021.

Article 2 :

L'association s'engage à :

- Fournir, par l'intermédiaire du chef de projet du Contrat de ville du Pays de Grasse, à la ville de Grasse et aux partenaires co-financeurs une grille d'évaluation de son action, ainsi que l'ensemble des documents administratifs et financiers nécessaires au bilan de la présente action au plus tard deux mois après la fin de l'action. Ces documents permettront d'établir une évaluation intermédiaire ou la grille d'évaluation aura été préparée au préalable avec l'Équipe opérationnelle du Contrat de ville du Pays de Grasse et devra permettre une lecture quantitative et qualitative des résultats de l'action.

- Informer la ville de Grasse en cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention.

- Faire apparaitre le soutien de la ville de Grasse lors la publicité effectuée pour cette action.

Article 3 :

Pour sa part, la ville de Grasse s'engage :

- À verser à l'association la subvention d'un montant de 14285 €. Cette subvention versée par la ville de Grasse n'est pas tacitement reconductible et couvre uniquement la période indiquée sur le dossier unique pour l'action intitulée **« Ateliers sociolinguistiques - insertion citoyenneté – cours d'alphabétisation».**

- Ce versement s'effectuera sur le compte de l'association : Crédit Coopératif sur le numéro de compte 41020005022 code guichet 00032, code banque 42559 Clé RIB 91.

- A favoriser la mise en œuvre de l'action de l'association.

Article 4 :

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la ville des conditions d'exécution de la convention par l'association, la ville de Grasse peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 5 :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant.

Article 6 :

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

La présente convention sera résiliée de plein droit dès réception par la ville de Grasse de l'acte portant dissolution de l'association.

Fait à Grasse, le
En deux exemplaires,

La commune de Grasse,
Le Maire,

Jérôme VIAUD
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse

Pour l'association Harpèges
Le Président,

Bernard SEGUIN

CONTRAT DE VILLE

Programmation 2021

Convention d'objectifs et de financement

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

D'une part, la « Commune de Grasse », identifiée sous le numéro SIREN N°210 600 698 000 18, Siège : Place du Petit Puy – BP 12069 – 06131 GRASSE Cedex, représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, Maire de Grasse, Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes, Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal n° 2020-26 en date du 28 mai 2020, visée en Sous-préfecture de Grasse le 29 mai 2020,

ET :

D'autre part, l'association dénommée Les Petits Débrouillards, régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé : Bâtiment A, 51 avenue de Frais VALLON, 13013 Marseille, déclarée à la Préfecture des Bouches-du-Rhône le 15 avril 1999 sous le numéro W133001579 et représentée par Monsieur Bertrand CARE, Président, agissant ès qualité en vertu des statuts de l'association.

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

Par délibération n° **2021-XX** en date du **XXX** et reçue en Sous-préfecture le **XXX** 2021, le Conseil Municipal a adopté la mise en place de l'action **« Cités débrouillardes à Grasse »** et le plan de financement s'y rapportant et a autorisé Monsieur le Maire à signer les conventions d'objectifs et de financement avec les associations ou organismes concernés.

En conséquence, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 :

L'association s'engage à réaliser l'action intitulée **« Cités débrouillardes à Grasse »** dans le respect du projet présenté pour l'année 2021.

Article 2 :

L'association s'engage à :

- Fournir, par l'intermédiaire du chef de projet du Contrat de ville du Pays de Grasse, à la ville de Grasse et aux partenaires co-financeurs une grille d'évaluation de son action, ainsi que l'ensemble des documents administratifs et financiers nécessaires au bilan de la présente action au plus tard deux mois après la fin de l'action. Ces documents permettront d'établir une évaluation intermédiaire ou la grille d'évaluation aura été préparée au préalable avec l'Équipe opérationnelle du Contrat de ville du Pays de Grasse et devra permettre une lecture quantitative et qualitative des résultats de l'action.

- Informer la ville de Grasse en cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention.

- Faire apparaitre le soutien de la ville de Grasse lors la publicité effectuée pour cette action.

Article 3 :

Pour sa part, la ville de Grasse s'engage :

- À verser à l'association la subvention d'un montant de 7000 €. Cette subvention versée par la ville de Grasse n'est pas tacitement reconductible et couvre uniquement la période indiquée sur le dossier unique pour l'action intitulée **« Cités débrouillardes à Grasse ».**

- Ce versement s'effectuera sur le compte de l'association : Caisse d'épargne sur le numéro de compte 08004389981 code guichet 00001, code banque 11315 Clé RIB 02.

- A favoriser la mise en œuvre de l'action de l'association.

Article 4 :

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la ville des conditions d'exécution de la convention par l'association, la ville de Grasse peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 5 :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant.

Article 6 :

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

La présente convention sera résiliée de plein droit dès réception par la ville de Grasse de l'acte portant dissolution de l'association.

Fait à Grasse, le
En deux exemplaires,

La commune de Grasse,
Le Maire,

Jérôme VIAUD
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse

Pour l'association Les Petits Débrouillards
Le Président,

Bertrand CARE

CONTRAT DE VILLE

Programmation 2021

Convention d'objectifs et de financement

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

D'une part, la « Commune de Grasse », identifiée sous le numéro SIREN n° 210 600 698 000 18, Siège : Place du Petit Puy – BP 12031 – 06131 GRASSE Cedex, représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, Maire de Grasse, Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes, Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal n° 2020-26 en date du 28 mai 2020, visée en Sous-préfecture de Grasse le 29 mai 2020,

ET :

D'autre part, l'association dénommée Loisirs Education Art, régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé : Ancienne école du Plan, 7 Avenue Louis Cauvin, 06130 Grasse, déclarée à la Sous-préfecture de Grasse le 1er septembre 1995 sous le numéro W061003449 et représentée par Monsieur Jean-Yves LUCCA, Président, agissant ès qualité en vertu des statuts de l'association.

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

Par délibération n° **2021-XX** en date du **XXX** et reçue en Sous-préfecture le **XXX** 2021, le Conseil Municipal a adopté la mise en place de l'action **« C.L.A.S. : Contrats Locaux d'Accompagnement à la Scolarité »** et le plan de financement s'y rapportant et a autorisé Monsieur le Maire à signer les conventions d'objectifs et de financement avec les associations ou organismes concernés.

En conséquence, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 :

L'association s'engage à réaliser l'action intitulée **« C.L.A.S. : Contrats Locaux d'Accompagnement à la Scolarité »** dans le respect du projet présenté pour l'année 2021.

Article 2 :

L'association s'engage à :

- Fournir, par l'intermédiaire du chef de projet du Contrat de ville du Pays de Grasse, à la ville de Grasse et aux partenaires co-financeurs une grille d'évaluation de son action, ainsi que l'ensemble des documents administratifs et financiers nécessaires au bilan de la présente action au plus tard deux mois après la fin de l'action. Ces documents permettront d'établir une évaluation intermédiaire ou la grille d'évaluation aura été préparée au préalable avec l'Équipe opérationnelle du Contrat de ville du Pays de Grasse et devra permettre une lecture quantitative et qualitative des résultats de l'action.

- Informer la ville de Grasse en cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention.

- Faire apparaitre le soutien de la ville de Grasse lors la publicité effectuée pour cette action.

Article 3 :

Pour sa part, la ville de Grasse s'engage :

- À verser à l'association la subvention d'un montant de 6040 €. Cette subvention versée par la ville de Grasse n'est pas tacitement reconductible et couvre uniquement la période indiquée sur le dossier unique pour l'action intitulée **« C.L.A.S. : Contrats Locaux d'Accompagnement à la Scolarité ».**

- Ce versement s'effectuera sur le compte de l'association : Crédit Mutuel sur le numéro de compte 00020214801 code guichet 08955, code banque 10278 Clé RIB 82.

- A favoriser la mise en œuvre de l'action de l'association.

Article 4 :

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la ville des conditions d'exécution de la convention par l'association, la ville de Grasse peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 5 :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant.

Article 6 :

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

La présente convention sera résiliée de plein droit dès réception par la ville de Grasse de l'acte portant dissolution de l'association.

Fait à Grasse, le
En deux exemplaires,

La commune de Grasse,
Le Maire,

Jérôme VIAUD
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse

Pour l'association Loisirs Education Art
Le Président,

LUCCA Jean-Yves

CONTRAT DE VILLE

Programmation 2021

Convention d'objectifs et de financement

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

D'une part, la « Commune de Grasse », identifiée sous le numéro SIREN n° 210 600 698 000 18, Siège : Place du Petit Puy – BP 12031 – 06131 GRASSE Cedex, représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, Maire de Grasse, Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal n° 2020-26 en date du 28 mai 2020, visée en Sous-préfecture de Grasse le 29 mai 2020,

ET :

D'autre part, l'association dénommée Soli-Cités, régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé : 50 route de Cannes, Le hameau Y513, 06130 Grasse, déclarée à la Sous-préfecture de Grasse le 17 juillet 2004 sous le numéro W061020891 et représentée par Madame Nicole NUTINI, Présidente, agissant ès qualité en vertu des statuts de l'association.

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

Par délibération n° **2021-XX** en date du **XXX** et reçue en Sous-préfecture le **XXX** 2021, le Conseil Municipal a adopté la mise en place de l'action **« Amélioration du cadre de vie par le lien social, la médiation et l'insertion »** et le plan de financement s'y rapportant et a autorisé Monsieur le Maire à signer les conventions d'objectifs et de financement avec les associations ou organismes concernés.

En conséquence, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 :

L'association s'engage à réaliser l'action intitulée **« Amélioration du cadre de vie par le lien social, la médiation et l'insertion »** dans le respect du projet présenté pour l'année 2021.

Article 2 ***:***

L'association s'engage à :

- Fournir, par l'intermédiaire du chef de projet du Contrat de ville du Pays de Grasse, à la ville de Grasse et aux partenaires co-financeurs une grille d'évaluation de son action, ainsi que l'ensemble des documents administratifs et financiers nécessaires au bilan de la présente action au plus tard deux mois après la fin de l'action. Ces documents permettront d'établir une évaluation intermédiaire ou la grille d'évaluation aura été préparée au préalable avec l'Équipe opérationnelle du Contrat de ville du Pays de Grasse et devra permettre une lecture quantitative et qualitative des résultats de l'action.

- Informer la ville de Grasse en cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention.

- Faire apparaitre le soutien de la ville de Grasse lors la publicité effectuée pour cette action.

Article 3 :

Pour sa part, la ville de Grasse s'engage :

- À verser à l'association la subvention d'un montant de 23 000 €. Cette subvention versée par la ville de Grasse n'est pas tacitement reconductible et couvre uniquement la période indiquée sur le dossier unique pour l'action intitulée **« Amélioration du cadre de vie par le lien social, la médiation et l'insertion ».**

- Ce versement s'effectuera sur le compte de l'association : Caisse d'Epargne sur le numéro de compte 08004197294 code guichet 10000, code banque 18315 Clé RIB 48.

- A favoriser la mise en œuvre de l'action de l'association.

Article 4 :

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la ville des conditions d'exécution de la convention par l'association, la ville de Grasse peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 5 :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant.

Article 6 :

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

La présente convention sera résiliée de plein droit dès réception par la ville de Grasse de l'acte portant dissolution de l'association.

Fait à Grasse, le
En deux exemplaires,

La commune de Grasse,
Le Maire,

Jérôme VIAUD
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse

Pour l'association Soli-Cités
La Présidente,

Nicole NUTINI

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-134-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2021 - 134 **CONTRAT DE VILLE PROGRAMMATION 2021**
PILIER COHESION SOCIALE
PILIER CADRE DE VIE ET RENOUVELLEMENT URBAIN
SUBVENTIONS MUNICIPALES

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-134-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-134-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021 134

DU 29 JUIN 2021

CONTRAT DE VILLE PROGRAMMATION 2021
PILIER COHESION SOCIALE
PILIER CADRE DE VIE ET RENOUVELLEMENT URBAIN
SUBVENTIONS MUNICIPALES

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La présente délibération a pour objet le financement d'actions relevant de la programmation 2021 du Contrat de Ville 2015-2022. Ces actions sont inscrites dans le cadre d'un projet global validé par l'ensemble des partenaires financeurs sur les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (QPV) et répondent aux objectifs définis dans les piliers Cohésion Sociale et Amélioration du Cadre de Vie.
Les associations financées sont : **Bras ouverts, Harpèges, Les Petits débrouillards, Loisirs Education Art, Soli-Cités, Les Compagnons Bâtisseurs, Grasse à tous les Visages, Les Familles arc-en-ciel, Marguerite et Marguerote et d'une Rive à l'Autre.**
Le montant total des actions financées dans le cadre du Contrat de Ville s'élève à 1 579 414 € et les subventions de la ville de Grasse à : **116 436 €**.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
CONTRAT DE VILLE	DEPENSES	116 436 €

Madame Dominique BOURRET expose :

Considérant qu'en application de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 le pilotage du Contrat de Ville a été confié à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, le Maire est toutefois chargé de la mise en œuvre du Contrat de Ville sur le territoire de la commune dans le cadre de ses compétences.

Considérant que le Contrat de Ville a été signé officiellement le 15 décembre 2015 pour les territoires prioritaires du quartier des Fleurs de Grasse et du Grand Centre.

Considérant que le Contrat de Ville a été prorogé jusqu'en 2022 par la délibération 2019-234 en date du 10 décembre 2019,

Considérant que la programmation 2021, validée lors du Comité de Pilotage le 30 mars 2021 par le Conseil Citoyen, la CAF et la Préfecture, s'appuie sur les deux piliers du Contrat de Ville concernant la Commune :

- **Pilier Cohésion Sociale**
- **Pilier Cadre de Vie et Renouvellement Urbain**

Considérant que les participations financières des différents partenaires ont été fixées lors du comité technique puis validées lors du comité de Pilotage du 30 mars 2021 mais restent soumises à l'accord des assemblées délibérantes respectives.

Accusé de réception en préfecture
006-210600691-20210629-2021-131-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Considérant que pour chaque action, une convention d'objectifs et de financement entre la Ville et l'association sera établie pour préciser les modalités d'intervention et d'évaluation.

PILIER COHESION SOCIALE : 9 ACTIONS :

1/ Association Bras Ouverts : Ce projet se déroule dans les locaux de Bras Ouverts, 12 av. du Général de Gaulle à Grasse et s'adresse particulièrement aux femmes des quartiers prioritaires de la ville (QPV), quels que soient leur âge, situation et origine. Les objectifs de ce projet, au-delà de pourvoir aux besoins en nourriture, vêtements et mobilier, action régulière de l'association, seront d'aider les femmes bénéficiaires à sortir de leur isolement, à s'insérer socialement, à retrouver leur dignité, à accéder à leurs droits et à acquérir leur autonomie.

Plan de financement :

La Ville	2 000 €
L'Etat	5 000 €
Autres financements :	61 820 €

L'engagement de la ville de Grasse s'élève à hauteur de **3 %** du montant global de l'action d'un montant de 68 820 € et génère une implication financière extérieure de **97 %** au bénéfice de notre territoire.

2/ Association Harpèges : Ateliers sociolinguistiques - insertion citoyenneté – cours d'alphabétisation.Favoriser l'apprentissage de la langue française et améliorer les compétences des personnes adultes issues de l'immigration en matière de lecture et écriture, favoriser l'autonomie sociale, culturelle, administrative et professionnelle des apprenants, afin de faciliter leur insertion, donner aux parents les moyens de jouer un rôle actif dans le développement psychosocial et l'apprentissage scolaire de leur enfant, permettre à la personne de s'impliquer dans la cité et d'exercer ses droits et devoirs de citoyen. En 2020 et malgré le contexte sanitaire, plus de 130 personnes du Centre Ancien et de Saint Claude ont bénéficié de cette action.

Plan de financement :

La Ville	14 285 €
L'Etat	16 000 €
Autres financements	78 780 €

L'engagement de la ville de Grasse s'élève à hauteur de **13 %** du montant global de l'action de 109 065 € et génère une implication financière extérieure de **87 %** au bénéfice de notre territoire.

3/ Associations Harpèges et Loisirs Education Art : C.L.A.S. : Contrats Locaux d'Accompagnement à la Scolarité –

L'Association Harpèges porte 8 cycles, soit 110 enfants de 6 à 11 ans provenant des 4 établissements scolaires suivants : Gambetta, Saint-Exupéry, Gérard Philippe et Pra d'Estang. L'Association Loisirs Education Art porte 2 cycles, soit 30 enfants, sur l'école Jean Crabalona située sur le quartier prioritaire les Fleurs de Grasse.

Plan de financement :

La Ville	22 211 €
L'Etat	6 000 €
La C.A.F.	20 504 €
Autres financements	39 110 €

L'engagement de la ville de Grasse s'élève à hauteur de **25 %** du montant global de l'action de 87 825 € et génère une implication financière extérieure de **75 %** au bénéfice de notre territoire.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-134-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Pour l'Association **Loisirs Education Art** :

La Ville	6 040 €
L'Etat	6 000 €
La C.A.F.	5 726 €

L'engagement de la ville de Grasse s'élève à hauteur de **33 %** du montant global de l'action de 17 766 € et génère une implication financière extérieure de **67 %** au bénéfice de notre territoire.

4/ Association Harpèges : Accompagnement Social et Médiation - Inclusion numérique.
Les actions permettent à la fois de lutter contre l'isolement, de créer du lien, de favoriser la citoyenneté des usagers et d'identifier les problèmes sociaux rencontrés et constituent un axe fort à l'intégration. En 2020, l'association Harpèges a pu accompagner plus de 1 000 personnes et prévoit d'en accompagner autant en 2021.

Plan de financement :

La Ville	22 900 €
L'Etat	20 000 €
Autres financements	100 123 €

L'engagement de la ville de Grasse s'élève à hauteur de **16 %** du montant global de l'action de 143 023 € et génère une implication financière extérieure de **84 %** au bénéfice de notre territoire.

5/ Association D'une Rive à l'Autre : Favoriser l'implication des habitants dans l'animation, l'embellissement, le fleurissement de leur quartier, accentuer la circulation des habitants et la mixité femme, homme.

Plan de financement :

La Ville	6 000 €
L'Etat	30 000 €
La C.A.F.	10 000 €
Autres financements	99 648 €

L'engagement de la ville de Grasse s'élève à hauteur de 4 **%** du montant global de l'action de 145 648 € et génère une implication financière extérieure de **96 %** au bénéfice de notre territoire.

6/ Association « Grasse à tous les visages » : Soutien aux personnes vulnérables tout au long de la crise sanitaire - Favoriser les dynamiques collectives afin de lutter contre l'isolement, organiser des échanges et des sorties pour transmettre des notions de tolérance, d'égalité, de mixité, de laïcité et de solidarité, créer une plaquette d'information pour éviter les situations d'isolement.

Plan de financement :

La Ville	1 500 €
L'Etat	3 000 €
La CAF	2 000 €
Autres financements	7 235 €

L'engagement de la ville de Grasse s'élève à hauteur de **11 %** du montant global de 13 735 € l'action et génère une implication financière extérieure de **89 %** au bénéfice de notre territoire.

Accusé de réception en préfecture
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

7/ Association Familles Arc-en-Ciel : Activités sportives et développement personnel en milieu naturel - Développer et soutenir la participation des habitants à la vie du quartier et leurs initiatives dans le but de développer et maintenir le lien social Promouvoir les notions d'ouverture de tolérance d'égalité de laïcité de mixité et de solidarité Répondre aux besoins exprimés par les habitants en matière de santé (gym douce et bien-être) mais également rompre la solitude et l'isolement des personnes seules et notamment des personnes âgées.

Plan de financement :

La Ville	1 500 €
L'Etat	3 000 €
La CAF	3 500 €
Autres financements	8 660 €

L'engagement de la ville de Grasse s'élève à hauteur de **9 %** du montant global de l'action de 16 660 € et génère une implication financière extérieure de **91 %** au bénéfice de notre territoire.

8/ Association Les petits débrouillards : « Cités Débrouillardes à Grasse ». Afin d'assurer la continuité de l'offre de loisirs durant la fermeture annuelle des associations d'accueil de loisirs, l'association « Les petits Débrouillards » assurera une animation de rue en lien et en complémentarité avec les partenaires présents pour les enfants de moins de 13 ans. Cette action sera réalisée sur la Place aux Herbes, le City Stade mais également aux Fleurs de Grasse. Pendant 2 semaines, des animations scientifiques de rue seront proposées en simultané sur les quartiers.

Plan de financement :

La Ville	7 000 €
L'Etat	7 000 €
La CAF	7 000 €
Autres financements	44 385 €

L'engagement de la ville de Grasse s'élève à hauteur de **11 %** du montant global de l'action de 65 385 € et génère une implication financière extérieure de **89 %** au bénéfice de notre territoire.

9/ Association Marguerite Marguerote : Lire et chanter en famille c'est bon pour le quartier ! Favoriser les liens parents-enfants et adultes encadrants-enfants autour des lectures partagées d'albums de littérature jeunesse dans les quartiers prioritaires de la ville de Grasse – 1 séance / quartier / semaine. Lutter préventivement contre l'illettrisme et l'échec scolaire en proposant d'introduire le plus tôt possible le livre et la lecture dans les pratiques familiales et encourager les pratiques personnelles chez les personnes rencontrées.

Plan de financement :

La Ville	2 500 €
L'Etat	2 000 €
La CAF	2 500 €
Autres financements	3 450 €

L'engagement de la ville de Grasse s'élève à hauteur de **24 %** du montant global de l'action de 10 450 € et génère une implication financière extérieure de **76 %** au bénéfice de notre territoire.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-134-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

PILIER CADRE DE VIE ET RENOUVELLEMENT URBAIN : 2 ACTIONS :

10 / Association Soli-cités : Amélioration du cadre de vie par le lien social, la médiation et l'insertion en finançant un poste de médiateur de quartier. Soli-Cités en tant que Régie de Quartier intervient depuis 15 ans sur le quartier prioritaire des Fleurs de Grasse, représentant 550 logements soit environ 1 600 personnes. La médiatrice sociale (poste d'Adulte Relais), écrivain public, fait fonction d'interface entre les institutions publiques et les habitants de par sa présence quotidienne sur le quartier. Développe également des actions d'animations en direction des enfants et des adolescents.

Plan de financement :

La Ville	23 000 €
L'Etat	34 000 €
La CAF	10 000 €
Autres financements	45 080 €

L'engagement de la ville de Grasse s'élève à hauteur de **20 %** du montant global de l'action de 112 080 € et génère une implication financière extérieure de **80 %** au bénéfice de notre territoire.

11 /Association les Compagnons Bâtisseurs : Au plus près des habitants des Fleurs de Grasse avec un programme d'auto-réhabilitation accompagnée. Les Compagnons Bâtisseurs sont présents tous les jours sur le quartier et ont un local dédié. Ce projet se concrétise par la mise en place d'ateliers collectifs (mise en situation des techniques d'apprentissage) mais également par la réalisation de chantiers individuels. Au-delà du chantier, les réunions collectives permettent de créer une dynamique qui favorise l'entraide, développe ou crée des liens de voisinage, de solidarité. Les rencontres collectives permettent d'aborder des thèmes relatifs au logement : création d'un luminaire, le chauffage, petits travaux de réparations électriques, les couleurs et peintures dans le logement, l'aménagement de l'espace, droits et devoirs des locataires.

Plan de financement :

La Ville	7 500 €
L'Etat	7 000 €
La CAF	13 000 €
3 F	25 000 €
Autres financements	9 827 €

L'engagement de la ville de Grasse s'élève à hauteur de **12 %** du montant global de l'action de 62 327 € et génère une implication financière extérieure de **88 %** au bénéfice de notre territoire.

La commission Vivre Ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le programme des 11 actions et les conditions de financement ci-dessus exposés ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer les conventions avec les associations ou organismes concernés par la mise en œuvre de ces actions ;
- **DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au BP 2021 ;
- **AUTORISER** le versement des subventions aux associations suivantes :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-134-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

1/ Association Bras Ouverts : Par l'insertion sociale et l'accès au droit des femmes, lutter contre la pauvreté et l'exclusion au sein des quartiers prioritaires de Grasse 2 000 €
2/ Harpèges : Ateliers sociolinguistiques Insertion Citoyenneté 14 285 €
3/ Harpèges : C.L.A.S. 22 211 €
3/ LEA : C.L.A.S. 6 040 €
4/ Harpèges : Accompagnement social global et médiation 22 900 €
5/ D'une Rive à l'Autre : Créons ensemble un espace collaboratif et créatif des enfants et des parents. 6 000 €
6/ Association Grasse à tous les visages : Soutien aux personnes vulnérables tout au long de la crise sanitaire 1 500 €
7/ Association Familles Arc-en-Ciel : Activités sportives et développement personnel en milieu naturel 1 500 €
8/ Les Petits Débrouillards : Cités débrouillardes à Grasse 7 000 €
9/ Association Marguerite et Marguerote : Lire et chanter c'est bon pour le quartier 2 500 €
10/ Soli-Cités : Amélioration du cadre de vie par le lien social 23 000 €
11/ Les Compagnons Bâtisseurs : Au plus près des habitants des Fleurs de Grasse 7 500 €

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les adjoints et conseillers municipaux, présidents ou membres d'associations bénéficiaires de ces subventions ne prennent pas part au vote et sortent de la salle du Conseil pour les subventions qui les concernent: Madame NUTINI sort de la salle et ne prend pas part au vote.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents ou représentés adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-135-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2021 - 135 SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES AUX ASSOCIATIONS EXERCICE 2021

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-135-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-135-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021 - 135

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES AUX ASSOCIATIONS
EXERCICE 2021

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet le vote du versement d'une subvention exceptionnelle à l'association ci-dessous désignée pour l'exercice 2021.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
DAF	DEPENSES	300 €

Madame Annie OGGERO-MAIRE expose :

- Les Véhicules Historiques du Tignet 300 €

Subvention exceptionnelle pour l'organisation du défilé du 24 août à Grasse.

La commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** le versement d'une subvention exceptionnelle pour un montant de 300 € ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention correspondante pour l'association bénéficiant d'une subvention ;
- **DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au BP 2021.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-136-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2021 - 136 SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS EXERCICE 2021

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-136-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-136-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021 - 136

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS
EXERCICE BUDGETAIRE 2021

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Ce rapport autorise Monsieur le Maire à verser des subventions de fonctionnement aux associations ci-dessous désignées pour l'exercice 2021 et à signer les conventions correspondantes.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Associations	Dépenses	47 085 €

Madame Annie OGGERO-MAIRE expose :

Le Conseil Municipal,

- Association Crématiste de Grasse 400 €
  Dossier déposé en retard pour le Conseil de mars ;

- Anciens Combattants du Pays de Grasse et Amis 700 €
  Dossier déposé en retard pour le conseil de mars :

- Ecole Grassoise de Judo1820 €
  Dossier déposé en retard pour le conseil de mars ;

- Les Amis du Sanctuaire de Valcluse 455 €
  Dossier déposé en retard pour le Conseil de mars ;

- Associations des Officiers Honoraires de la Côte d'Azur 160 €
  Dossier déposé en retard pour le Conseil de mars ;

- Système Castafiore 20 000€
  Pièce manquante au dossier, vote décalé au conseil de juin ;

- Association Forum 19 000 €
  Pièce manquante au dossier, vote décalé au conseil de juin ;

- Agora FM 4 550 €
  Pièce manquante au dossier, vote décalé au conseil de juin ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-136-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu le budget primitif 2021 de la commune,

La commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** le versement des subventions de fonctionnement aux associations conformément à la liste jointe ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer les conventions correspondantes pour les associations bénéficiant d'une subvention.

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les adjoints et conseillers municipaux, présidents ou membres d'associations bénéficiaires de ces subventions ne prennent pas part au vote et sortent de la salle du Conseil pour les subventions qui les concernent : Madame CONESA ne prend pas part au vote.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents ou représentés adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
AM

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-137-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2021 - 137 **VIE ASSOCIATIVE**
DEMANDE D'EXONERATION PARTIELLE DES LOCATIONS DE LOCAUX COMMUNAUX PAR LES ASSOCIATIONS

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-137-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-137-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021 - 137

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

VIE ASSOCIATIVE
DEMANDE D'EXONERATION PARTIELLE DES LOCATIONS DE LOCAUX COMMUNAUX PAR LES ASSOCIATIONS

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La ville de Grasse souhaite accompagner les acteurs de la vie sociale occupant un local municipal et ayant dû interrompre leur activité durant le confinement. Il est demandé au conseil municipal d'accorder une remise gracieuse sur les redevances des associations occupants un local communal à titre onéreux.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT TTC
VIE ASSOCIATIVE	DEPENSES ESTIMEES	

Madame Annie OGGERO-MAIRE expose :

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 26 juin 2009 portant sur la tarification de location des salles municipales des hameaux.

Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19.

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 30 juin 2015 portant sur l'harmonisation des tarifs de location des chapelles Saint-Michel et de La Visitation, de l'Espace Culturel Altitude 500 et de l'Espace Culturel La Chênaie.

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 28 février 2017 portant sur la modification des tarifs de location annuelle des salles de la Maison des Associations et des Augustins.

Vu la délibération n° 2020-148 en date du 29 septembre 2020 autorisant Monsieur le Maire à accorder une remise gracieuse ou exonération partielle du montant des locations de salles municipales mises à disposition aux associations pour la période allant du 16 mars au 18 mai 2020.

Considérant que face à l'épidémie de COVID-19, le gouvernement a décidé des mesures exceptionnelles de confinement et de fermetures d'activités non essentielles.

Considérant qu'il convient d'aider les associations affectées par cette fermeture des lieux mis à disposition.

Considérant que les associations n'ont pu exercer leur activité dans les locaux et salles communales mises à leur disposition moyennant une participation financière.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-137-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Aussi, je vous propose d'exonérer partiellement de leur location les associations occupant à titre onéreux des salles municipales pendant la durée de fermeture administrative desdits locaux. Cette gratuité sera appliquée sur les conventions à venir pour celles amenées à être renouvelées ou bien déduites des loyers en cours pour les conventions pluriannuelles.

La commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à accorder une remise gracieuse ou exonération partielle du montant des locations des locaux ou salles municipales mises à disposition des associations pendant la période de fermeture administrative desdits locaux ou pendant la période pendant laquelle l'activité de l'association n'a pu s'exercer à raison du confinement.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M

CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

CASINO DE GRASSE

AVENANT N°2

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

Le contrat de délégation de service public du casino de Grasse a été signé le 20 juillet 2011.
Dans l'emprise des biens mis à disposition du Casino de Grasse se trouve une salle située au rez-de-chaussée du casino utilisée actuellement comme lieu de stockage, salle qui devait être mise à disposition à disposition de la Ville 24 jours par an dans le cadre du contrat de délégation de service public

Dans le cadre du projet Martelly, il parait judicieux de localiser l'office de tourisme dans cette salle à raison de sa proximité avec les lieux de passage de la clientèle touristique et des lieux culturels, à raison également de sa proximité avec le Palais des congrès.

Pour cela il convient de retirer ces locaux de la convention d'occupation du domaine public. Ces locaux seront mis à disposition de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans le cadre de l'exercice de sa compétence tourisme.

Article 1 : l'article 6.2 est modifié en ce que l'article sur la mise à disposition d'une salle polyvalente équipée et ses annexes est retirée du contrat.

Article 2 : Le plan de la salle est retiré des plans de l'annexe 8 du contrat de délégation de service public du casino.

Article 3 : Les autres articles du contrat de délégation de service public restent inchangés

A Grasse, le

Pour le Délégant
Le Maire,

Jérôme VIAUD

Pour le Délégataire
Le Président

Gérard SCRIBANS

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
CASINO DE GRASSE

AVENANT N° 2

Entre les soussignés :

La COMMUNE de GRASSE, identifiée sous le numéro SIREN N° 210 600 698 000 18 et représentée par son Maire en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite commune en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 23 février 2016, reçue en sous-préfecture de GRASSE le 24 février 2016.

Ci-après dénommée **« la Ville de Grasse » ou « La Ville »,** d'une part

ET

La société CASINO VICTORIA dont le siège social est situé 1 Montée du Casino à GRASSE 06130

PREAMBULE

Dans l'emprise des biens mis à disposition du Casino de Grasse se trouve une salle située au rez-de-chaussée du casino utilisée actuellement comme lieu de stockage, salle qui devait être mise à disposition à disposition de la Ville 24 jours par an dans le cadre du contrat de délégation de service public

Dans le cadre du projet Martelly, il parait judicieux de localiser l'office de tourisme dans cette salle à raison de sa proximité avec les lieux de passage de la clientèle touristique et des lieux culturels, à raison également de sa proximité avec le Palais des congrès.

Pour cela il convient de retirer ces locaux de la convention d'occupation du domaine public. Ces locaux seront mis à disposition de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans le cadre de l'exercice de sa compétence tourisme.

CECI ETANT EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : L'article 2 de la convention d'occupation en date du 20 juillet 2011 est modifié en ce que la salle située au rez-de-chaussée et ses annexes est retirée de la convention initiale à compter du 1er juillet 2021.

Joint le plan de la salle et ses annexes retirés du périmètre de la convention d'occupation et de la délégation de service public.

ARTICLE 2 : l'article 12 relatif à la redevance est ainsi modifié en ce que :

Une redevance annuelle sera versée en contrepartie de l'occupation du domaine public.

Cette redevance est ramenée à la somme de 75 000 euros révisable selon l'indice INSEE du coût de la construction à compter du 1er juillet 2021. Le montant de référence est indexé sur l'indice INSEE du coût de la construction connu au 1er janvier de chaque année.

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile pour le Ville de Grasse en l'hôtel de Ville de Grasse – BP 12069 – 06131 GRASSE CEDEX pour l'occupant en son siège social.

A Grasse, le

Nombres d'exemplaires :

Pour la société Casino VICTORIA
Le Président

Gérard SCRIBANS

Pour la Ville de GRASSE,
Le Maire,

Jérôme VIAUD
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse

Annexe 8.2

VILLE DE GRASSE

DIRECTION DES BATIMENTS COMMUNAUX

BUREAU D'ETUDES

CASINO DE GRASSE

Cours Honoré Cresp

06130 GRASSE

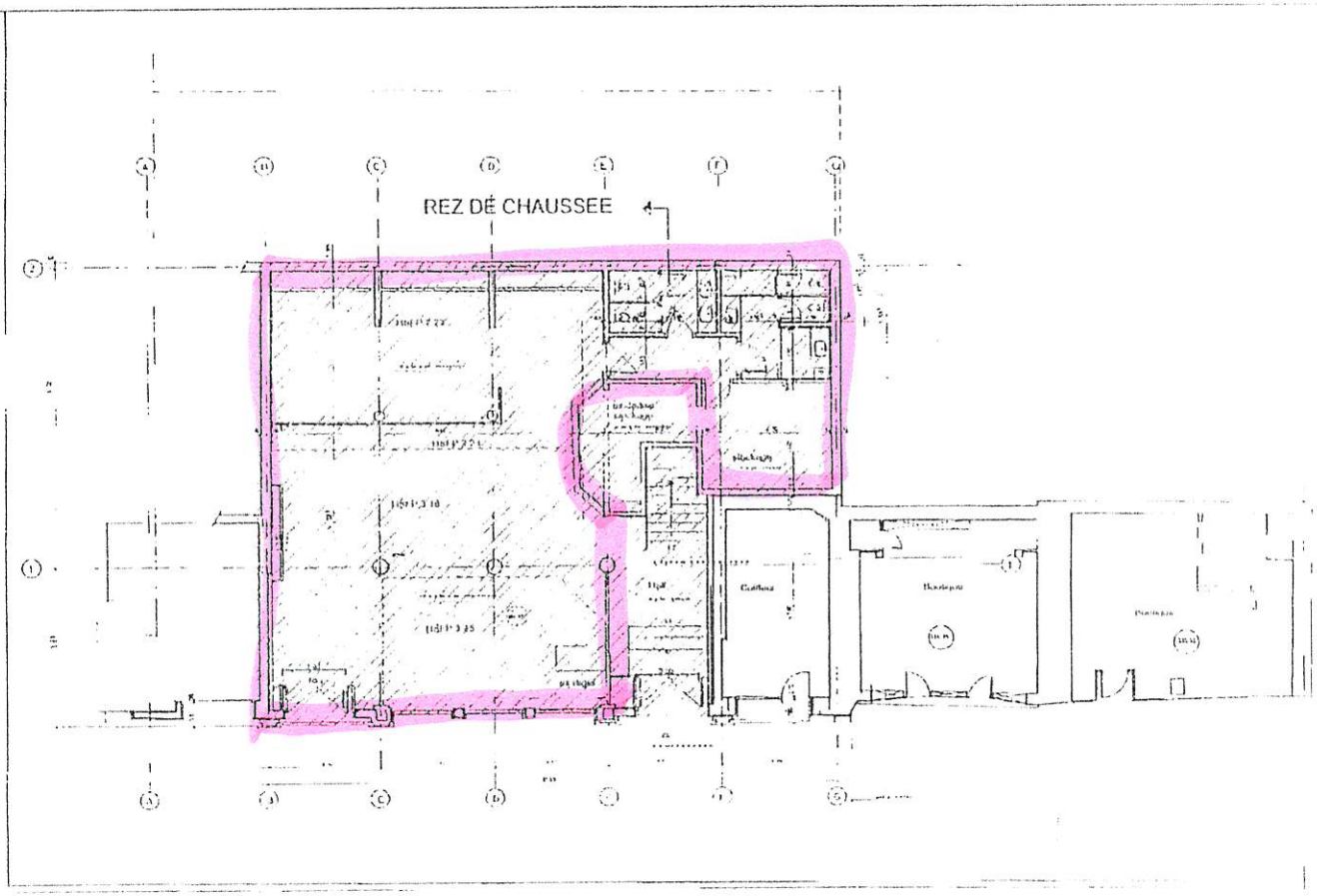
ETAT DES LIEUX

Rez de Chaussée

Echelle 1/100ème

CASINO

	Vu L'Ingénieur en Chef	Vu Le Directeur Général Des Services Techniques	Le Premier Maire
R. FARNAUD	P. FOUQUET	J.V. SAPPE	J.P. LELEUX
PLAN N°	Modifié le	Grasse le 26/11/2010	



AR

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-138-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2021 - 138 CASINO DE GRASSE
MODIFICATION DE LA CONVENTION D'OCCUPATION DES LOCAUX

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-138-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-138-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021
2021 - 138

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

CASINO DE GRASSE
MODIFICATION DE LA CONVENTION D'OCCUPATION DES LOCAUX

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Il est demandé au conseil municipal d'approuver la modification des locaux affectés au casino de Grasse.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
JURIDIQUE		

Madame Karine GIGODOT expose :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le décret du 1er février 2016 et notamment l'article 36.5,

Vu le contrat de délégation de service public du casino de Grasse et le contrat d'occupation des locaux du casino en date du 20 juillet 2011,

Vu la délibération en date du 19 janvier 2016 par laquelle le conseil municipal a approuvé les cessions du contrat de délégation de service public et de la convention d'occupation des locaux du Casino de Grasse signés le 20 juillet 2011 à Monsieur Thierry GUERRIER dans l'attente de la société créée à l'effet de gérer le casino,

Vu les délibérations du 23 février 2016 par lesquelles le conseil municipal a approuvé le transfert desdits contrats à la société « Casino Victoria » et modifié ces contrats,

Considérant que dans l'emprise des biens mis à disposition du Casino de Grasse se trouve une salle située au rez-de-chaussée du casino utilisée actuellement comme lieu de stockage, salle qui devait être mise à disposition dans le cadre du contrat de délégation de service public,

Considérant que dans le cadre du projet Martelly, il parait judicieux de localiser l'office de tourisme dans cette salle en raison de sa proximité avec les lieux de passage de la clientèle touristique et des lieux culturels, en raison également de sa proximité avec le Palais des Congrès,

Considérant que pour cela il convient de retirer ces locaux de la convention d'occupation du domaine public. Ces locaux seront mis à disposition de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans le cadre de l'exercice de sa compétence tourisme,

Considérant que la redevance est de 85 000 euros révisée sur l'indice INSEE de la construction,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-138-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Considérant que cette modification du contrat de délégation de service public n'est pas substantielle au regard des conditions fixées par l'article 36 – 5°. En effet, le périmètre de la concession n'est pas remis en cause. La modification de la redevance représente environ une perte de redevance de 120 000 euros jusqu'en 2027 fin de la concession, soit environ 9 % du montant total de la somme qui aurait dû être perçue au titre de la redevance.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 10 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la modification du contrat de délégation de service public et la convention d'occupation du domaine public en ce que la salle et ses annexes située au rez-de-chaussée du casino soit retirée de l'emprise des locaux mis à disposition ;

- **APPROUVER** la diminution de la redevance d'occupation du casino d'un montant de 10 000 euros, soit une nouvelle redevance de 75 000 euros sur laquelle portera la révision ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tous documents nécessaires à la réalisation de la présente affaire.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-139-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2021 - 139 DEPOTS SAUVAGES
AMENDE ADMINISTRATIVE ET CONSIGNATION

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-139-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-139-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021 - 139

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

DEPOTS SAUVAGES
AMENDE ADMINISTRATIVE ET CONSIGNATION

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT
La présente délibération a pour objet de fixer, dans le cadre du pouvoir de police administrative spéciale de lutte contre les dépôts sauvages, le montant de l'amende administrative et de la consignation.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Brigade environnement	/	/

Monsieur Jean-Pierre BICAIL expose :

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2212-1, L 2212-2, L 2212-2-1, L 2212-4, L 2224-13 et L 2224-17 ;

Vu le code pénal et notamment ses articles R 632-1, R634-2, R 635-8, et R 644-2 ;

Vu le code de la santé publique et notamment ses articles L 1311-1, L 1311-2, L 1312-1, et L 1312-2 ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L 541-1 à L 541-6, L541-44 à L541-45 et L541-46 ;

Vu le règlement sanitaire départemental des Alpes-Maritimes en date de septembre 2003 ;

Considérant qu'il est fréquemment constaté que des dépôts sauvages et des déversements de déchets de toute nature portent atteinte à la salubrité et à l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu de garantir la salubrité publique et la propreté de la commune et qu'à cet effet il est notamment mis à disposition des habitants un service régulier de collecte et d'élimination des ordures ménagères et assimilées ainsi que des encombrants ;

Considérant que les habitants disposent d'un service de collecte de leurs ordures ménagères et de leurs encombrants organisé par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, permettant de ramasser et trier leurs déchets :

- Collecte en porte à porte des ordures ménagères, du tri sélectif ;
- Collecte en points de regroupement de proximité pour les familles dont la collecte en porte à porte est impossible : pour les ordures ménagères, le tri sélectif et le verre ;
- Collecte en point d'apport volontaire pour les ordures ménagères, le tri sélectif, le papier, le verre et les vêtements ;
- 6 déchetteries de proximité avec possibilité de déposer gratuitement jusqu'à 3 tonnes de déchets : déchets verts, gravats, bois, fer, déchets électroniques et encombrants ;
- Collecte des encombrants sur demande

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-139-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Considérant que les auteurs d'un dépôt sauvage de déchets sont passibles de poursuites pénales selon les articles :

- R632-1 du code pénal : contravention de 2ème classe pour le dépôt d'ordures aux emplacements désignés sans respecter les règles de collecte – Amende forfaitaire de 35 € ;
- R634-2 du code pénal : contravention de 4ème classe pour le dépôt ou l'abandon de déchets hors des emplacements prévus à cet effet – amende forfaitaire de 135 € ;
- R644-2 du code pénal : contravention de 4ème classe pour les dépôts entravant ou diminuant la circulation sur la voie publique – amende forfaitaire de 135 € ;
- R635-8 du code pénal : contravention de 5ème classe et peine complémentaire de confiscation de la chose ayant servi ou étant destinée à commettre l'infraction pour le dépôt d'une épave de voiture ou l'utilisation d'un véhicule pour le dépôt sauvage de déchets hors des emplacements désignés – Amende prononcée par le juge jusqu'à 1 500 € ;
- L541-46 du code de l'environnement : condamnation du fait d'abandonner, déposer ou faire déposer des déchets dans des dispositions contraires au code de l'environnement - amende prononcée par le juge de 75 000 €, majorée à 150 000 € si commis en bande organisée, et peine de 2 ans d'emprisonnement ;

Considérant que les articles L541-44 à L541-45 du code de l'environnement habilitent les agents assermentés des collectivités territoriales à constater, en dressant un procès-verbal, les infractions relatives aux déchets prévues par le code pénal et le code de l'environnement ;

Considérant qu'il appartient au Maire, titulaire du pouvoir de police administrative spéciale de lutte contre les dépôts sauvages de déchets de condamner l'auteur des faits au paiement d'une amende administrative s'il ne procède pas à son élimination et de procéder à l'élimination des dépôts sauvages et des déchets aux frais du responsable, par la consignation entre les mains du comptable public d'une somme correspondant aux mesures prescrites ;

Considérant qu'il convient de fixer un forfait permettant de déterminer le montant de l'amende et du coût de l'enlèvement des dépôts sauvages de déchets aux frais du responsable lorsqu'il est opéré d'office dans les conditions précisées ci-dessus ;

Il est proposé de fixer le montant :

- De l'amende administrative à 200 €/m³ de déchets à enlever ;
- De la somme à consigner entre les mains du comptable public pour procéder à l'élimination d'office du dépôt sauvage à 300 €, correspondant à 4 heures de travail en prenant en compte l'ensemble des frais de main d'œuvre, de transport et de matériel exposés et du coût induit par la désorganisation générée par l'intervention. Cette somme est majorée de 100 % les week-ends et jours fériés et de 15 € par tranche de 100 litres de déchets éliminés.

La commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à ordonner aux agents municipaux assermentés de dresser les contraventions liées au non-respect des dispositions citées ci-dessus et les procès-verbaux constatant l'existence d'un dépôt sauvage de déchets ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à ordonner à l'encontre de toute personne responsable d'un dépôt sauvage de déchets le paiement d'une amende administrative d'un montant forfaitaire de 200 €/m³ de déchets ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-139-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à faire consigner par le comptable public la somme nécessaire pour procéder à l'élimination d'office des dépôts sauvages en cas de mise en demeure infructueuse ;

- **FIXER** le montant de la consignation à :
  - Un forfait de 300 € correspondant à 4 heures de travail en prenant en compte l'ensemble des frais de main d'œuvre, de transport et de matériel exposés et du coût induit par la désorganisation générée par l'intervention,
  - Une majoration de 100 % les week-ends et jours fériés,
  - Une majoration de 15 € par tranche de 100 litres de déchets éliminés ;

- **DECIDER** que ces mesures prendront effet à compter du 1er juillet 2021 afin de garantir la diffusion de l'information auprès des administrés ;

- **DIRE** que les recettes seront inscrites au budget, chapitre et article concernés.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-140-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 juin 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2021 - 140 **BATIMENTS COMMUNAUX – GROUPEMENT DE COMMANDE POUR LE MARCHE PUBLIC D'ENTRETIEN ET D'AMELIORATION DE LA PERFORMANCE ENERGETIQUE DES INSTALLATIONS DU PAYS DE GRASSE, DE LA VILLE DE GRASSE ET DE LA VILLE DE PEYMEINADE DESIGNATION DES MEMBRES DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES AD HOC**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni le mardi 29 juin 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°73 à N°89)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°73 à N°94)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-140-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Noura ADDAD
Madame Magali CONESA
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1ère Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 23 mars 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-140-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

2021 - 140

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

MARCHES PUBLICS
GROUPEMENT DE COMMANDE POUR LE MARCHE PUBLIC D'ENTRETIEN ET D'AMELIORATION DE LA PERFORMANCE ENERGETIQUE DES INSTALLATIONS CLIMATIQUES DU PAYS DE GRASSE, DE LA VILLE DE GRASSE ET DE LA VILLE DE PEYMEINADE
DESIGNATION DES MEMBRES DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES (C.A.O.) AD HOC

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Il est proposé au conseil municipal de désigner un membre titulaire et un membre suppléant pour la commission d'appel d'offres (C.A.O.) ad hoc pour le marché public d'entretien et d'amélioration de la performance énergétique des installations climatiques du Pays de Grasse, de la Ville de Grasse et de la Ville de Peymeinade conformément à la convention constitutive dudit groupement de commande.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT
DGST / Cellule énergies et développement durable	/	/

Monsieur Jean-François LAPORTE expose :

Vu le code général des collectivités territoriales et l'article L1414-3,

Vu le code de la commande publique et les articles L2113-6 et L2113-7,

Vu la délibération n°2019-119 du conseil municipal relative à la mise en place d'un groupement de commande pour la passation d'un marché public d'entretien et d'amélioration de performance énergétique,

Vu la convention de groupement de commande pour la passation d'un marché public d'entretien et d'amélioration de performance énergétique en date du 12 août 2019,

Vu la délibération n°2020-28 du conseil municipal portant désignation des membres de la Commission d'Appel d'Offre de la Commune de Grasse,

Considérant le groupement de commande constitué entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, la Commune de Grasse et la Commune de Peymeinade pour le marché public d'entretien et d'amélioration de performance énergétique.

Considérant que la convention susvisée prévoit la mise en place d'une commission d'appel d'offres ad hoc constituée d'un membre titulaire et un membre suppléant par membre du groupement de commandes, soit :

- 1 titulaire + 1 suppléant pour la CAPG
- 1 titulaire + 1 suppléant pour la VdG
- 1 titulaire + 1 suppléant pour la ville de Peymeinade

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210629-2021-140-DE
Date de télétransmission : 30/06/2021
Date de réception préfecture : 30/06/2021

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse est coordonnatrice du groupement et qu'à ce titre la C.A.O.ad hoc sera présidée par son représentant.

Considérant la nécessité d'élire parmi les membres de la C.A.O. de chaque membre dudit groupement de commande ayant voix délibérative un représentant et son suppléant.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 10 juin 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **DESIGNER** pour siéger au sein de la C.A.O. ad hoc du groupement de commande pour le marché public d'entretien et d'amélioration de performance énergétique :

Titulaire :

- Monsieur François ROUSTAN

Suppléante :

- Madame Valérie COPIN

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

VILLE DE GRASSE
A.M

Délibération affichée le 30 JUIN 2021
Suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,